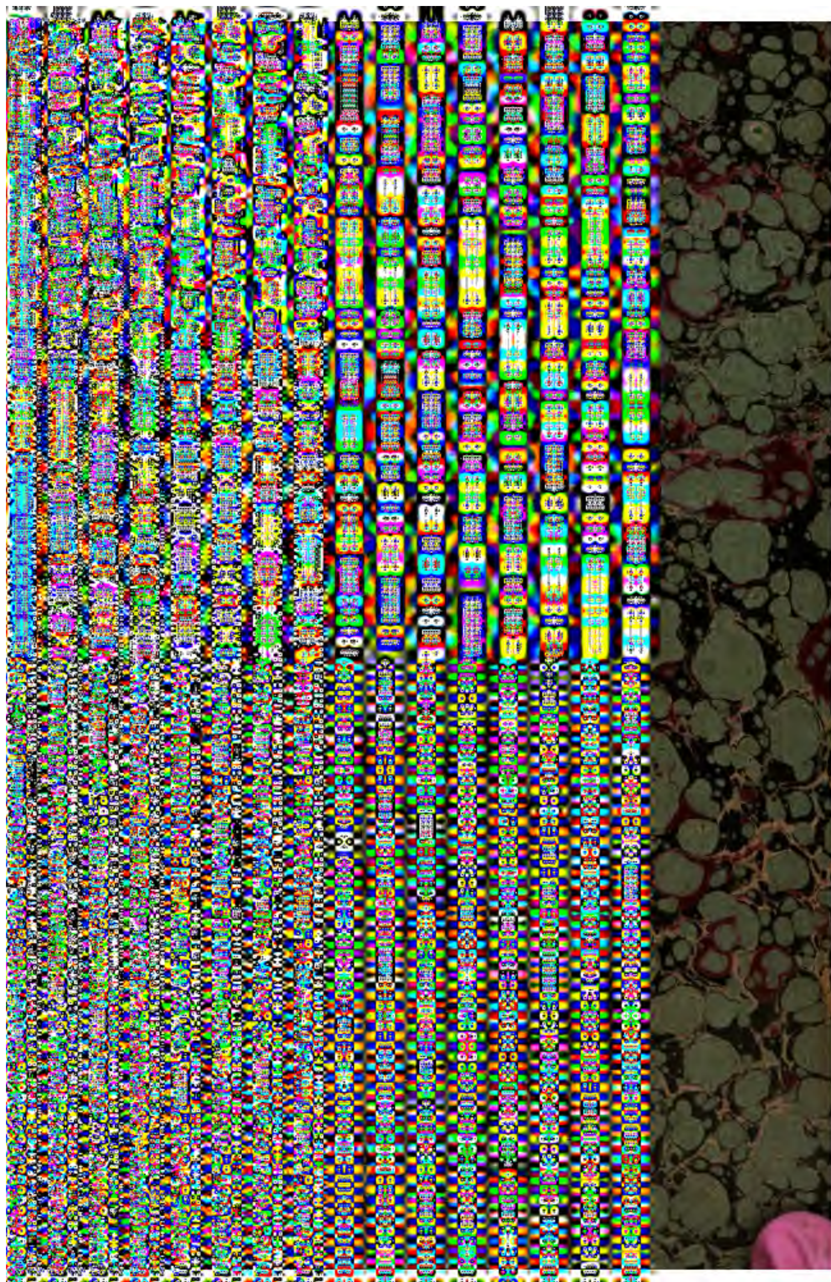


HISTOIRE
UNIVERSELLE

PUBLIÉE

par une société de professeurs et de savants

SOUS LA DIRECTION

DE M. V. DURUY

HISTOIRE RÉSUMÉE D'ITALIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

A la LIBRAIRIE ACADÉMIQUE de DIDIER et Cie

35, quai des Augustins

Les Empereurs romains, *caractères et portraits*	....	1 vol.
Entretiens sur le moyen âge	....	2 vol.
Les Tribuns et les Révolutions en Italie	....	1 vol.
L'Époque de la Renaissance en Italie (XVIe siècle)	....	1 vol.
Histoire de l'Allemagne. 1er vol. ORIGINES	....	1 vol.
— — 2e vol. FONDATION DE L'EMPIRE GERMANIQUE	....	1 vol.
— — 3e vol. L'EMPIRE ALLEMAND ET L'ÉGLISE	....	1 vol.

Typographie Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

HISTOIRE

RÉSUMÉE

D'ITALIE

DEPUIS LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN JUSQU'A NOS JOURS

(476-1876)

PAR

JULES ZELLER

Membre de l'Institut

TROISIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1876

INTRODUCTION

Cette histoire résumée de l'Italie raconte les destinées de la célèbre péninsule, depuis la chute de l'empire romain jusqu'aux derniers résultats amenés dans cette contrée par la guerre franco-allemande de 1870 qui a changé tout l'équilibre européen. Elle s'étend, par conséquent, de l'époque où Rome, dont le sort a toujours été lié à celui de la péninsule, a cessé d'être la capitale du monde, jusqu'au jour où elle est redevenue la capitale de l'Italie, c'est-à-dire de l'année 476 à l'année 1876.

Ce long intervalle est celui pendant lequel l'Italie, ce beau pays que Berchet a chanté,

> Che Apennin parte
> E circonda la mare et l'Alpe

a été, selon le mot cruel, alors juste, mais aujourd'hui démenti, d'un célèbre homme d'État autrichien, « une simple expression géographique. »

Comment l'Italie a-t-elle passé, pendant quinze siècles de son existence, et à travers combien de vicissitudes! de l'état d'expression géographique à l'état d'expression politique; comment d'une contrée, le plus

souvent dépendante, en totalité ou en partie, d'une domination étrangère, et presque toujours morcelée en États divers, est-elle devenue, comme aujourd'hui, un royaume? tel est le sujet de ce livre.

On ne saurait le nier, après la chute de l'Empire romain, et malgré bien des invasions, des conquêtes étrangères, il s'était développé peu à peu au delà des Alpes une même nation, ayant son caractère propre, son originalité; et celle-ci, dans la plus grande mobilité des événements et la plus étonnante variété de formes, avait un fonds commun. Elle avait conservé sans altération, et cultivé, entre toutes, la foi qu'elle avait reçue particulièrement en dépôt. Elle avait parlé la même langue, créé une littérature, un art, et elle avait poursuivi, sinon toujours avec unité et constance au moins par des moyens bien divers, ce qui pouvait constituer fortement ces éléments même de l'unité politique. Mais elle n'y était point parvenue; elle avait rarement trouvé l'indépendance et pas encore, jusqu'à ces derniers temps, l'unité.

Tour à tour *romaine*, *gothique*, *byzantine*, *franque*, *tudesque*, *angevine*, *espagnole*, *autrichienne*, *napoléonienne*, l'Italie n'avait jamais été elle-même. Elle avait essayé au dedans de toutes les formes de gouvernement, royauté, féodalité, théocratie, aristocratie, démocratie, empire, république, et elle était presque toujours retombée dans la dépendance, l'anarchie ou le despotisme. Voilà l'anomalie singulière dont cette histoire doit rendre compte.

Il semble qu'après la chute de l'empire romain, l'Italie, qui avait rallié le monde à elle, était plus faite pour l'unité que les autres contrées qu'elle avait soumises. Erreur! Rome avait fait l'Italie romaine, elle lui avait donné une unité de despotisme, elle n'avait pas

fait d'elle une nation. Il ne restait de Rome, en Italie, que les cités, les municipes qui devaient être sa force principale. Rome, réservée à d'autres destinées, avait perdu sur elle, pour longtemps, le pouvoir politique en même temps que sur le reste du monde; et la conquête qui avait détruit l'empire romain, ne devait jamais faire pour l'Italie, comme ailleurs, ce que Rome ne pouvait plus faire : constituer chez elle une grande puissance politique, indépendante et unitaire.

D'abord, l'invasion barbare, sous laquelle a succombé l'empire romain, a pris fin, tôt ou tard, dans les autres contrées, en France, en Angleterre, en Espagne. Dans la péninsule elle a presque toujours duré. « Connais-tu le pays où fleurit le citronnier, où l'orange d'or brille sous la sombre feuillée? C'est là, c'est là que je voudrais aller. »

> Kennst du das Land wo die Citronen blühn
> Im dunkeln Laub die goldorangen glühn
> Dahin, dahin!

Voilà la vieille chanson que les nations transalpines, l'allemande, surtout, ont répété pendant près de quinze siècles; et ce n'est pas sans raison que maint poëte italien a pleuré sur cette fatale beauté du pays qui en a fait un objet de séculaire convoitise.

Renouvelée presque de siècle en siècle, sans repos ni trêve, l'invasion n'a jamais été complète ni à fond; elle ne s'est jamais assimilé le pays même, elle ne s'est point consolidée, affermie. Ailleurs, sur les ruines de l'empire romain et païen, de fortes créations politiques sont sorties de l'étroite union de la barbarie conquérante et de l'Église civilisatrice, entre autres : le *royaume ecclésiastique* des Francs et le *saint-empire*

germanique. L'État et l'Église ont, parfois, pu n'y être pas d'accord; mais au fond ils ont toujours été unis, et cette union a fait la grandeur de ces États à différentes époques.

En Italie, Rome chrétienne a succédé, sans interruption, pour l'Europe, à Rome païenne; le successeur de saint Pierre a choisi cette ville même comme le centre d'une nouvelle domination spirituelle. Comment la *maîtresse et la mère* (*domina et mater*) de toutes les Églises se serait-elle unie avec une conquête barbare et fondue dans un royaume péninsulaire? Que l'Église romaine fût dans l'État italien, ou l'État italien dans l'Église romaine, qui eût reconnu pour souverain pontife des chrétiens, le premier serviteur ou le maître d'une royauté péninsulaire?

Le saint-siége n'a jamais permis, ni qu'une invasion ni qu'un royaume s'étendissent à toute la péninsule; il a plutôt opposé une invasion à une invasion, un royaume à un royaume; gage à la fois pour l'Italie de grandeur morale et de faiblesse politique, garantie perpétuelle d'indépendance et danger d'asservissement!

Léon Ier arrête au cinquième siècle les Huns idolâtres, et Léon IV, au neuvième, les sectateurs de Mahomet. Le pape ne permet point à qui menace la chrétienté même de toucher le sol sacré. Il empêche la formation d'un royaume italien; mais il arrête les invasions barbarcs, et l'Infidélité elle-même, devant le roc sur lequel pose la civilisation européenne.

Un des plus dignes entre les conquérants barbares, Théodoric, avec la nation demi-civilisée des Ostrogoths, est sur le point de fonder le royaume italien. C'est un arien; double danger. Le saint-siége et la vieille population *machinent sa perte;* ils aiment mieux

que l'Italie redevienne un diocèse, un exarchat de l'empire d'Orient.

La féroce population des Longobards, au septième siècle, se répand des Alpes au golfe de Tarente, *réalisant la fin du monde sur son passage;* puis elle s'adoucit sous la main d'une femme et se convertit par la politique d'un de ses rois. Les trois grands papes de ce temps, tous trois du nom de Grégoire, saint Grégoire le Grand surtout, résistent à la barbarie et à la civilisation, à l'arianisme et à l'orthodoxie lombardes. Le danger devient-il imminent, le saint-siége, dans Rome devenue ecclésiastique, condamne les Lombards à périr; il livre leur royaume aux Francs. A l'empire grec qui ne saurait plus le protéger et qui chancelle dans sa foi, il substitue l'empire latin et orthodoxe d'Occident. S'il faut qu'il obéisse, il ne veut obéir qu'à Charlemagne, au maître chrétien du monde, à celui qui renoue, au huitième siècle, les anneaux interrompus de la civilisation.

Mais il n'obéira pas. Léon III a constitué la société chrétienne sous le double contrôle du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, du pape et de l'empereur; mais ce n'est pas pour prendre la seconde place. Aux barbares du nord la force matérielle, aux hommes du midi la force morale; l'empereur vient chercher en Italie, des mains du pape, le symbole de la puissance : il n'est que le bras de l'Église. Les successeurs de Léon III essayent d'imposer ce partage aux descendants affaiblis de Charlemagne; et l'Italie impériale et pontificale est encore fière de sa part de gloire et de domination.

L'empire franc tombe..... (888) Des débris de cette brillante et éphémère création, sortira-t-il en deçà des

Alpes, au dixième siècle, un royaume, une nation, comme il arrive au delà des monts? Mais, quelle capitale s'élèverait à côté de Rome? Pavie, Friuli ou Spolète? Quel prince féodal prendrait la couronne, qui n'ait pour égal, au temporel, le pape lui-même, que la générosité de l'empereur franc a doté de la possession du centre de la péninsule? un Bérenger ou un Guido? Qui couronnerait roi l'heureux héritier des Carolingiens? Le pape ne consent à donner qu'une couronne d'empereur. L'archevêque de Milan, peut-être? Mais il devient le rival du pape. L'union de l'Église romaine et de l'État italien ne se fera pas cette fois encore. Le royaume d'Italie est impossible; la péninsule s'épuise et se démoralise à vouloir l'enfanter. Le saint-siége lui-même se laisse avilir plutôt que dompter; il préfère l'opprobre à la servitude; il devient le fief de Marozie et non celui de Bérenger; c'est un petit évêché de province!

Pour échapper à ce danger, Jean XII déchaîne encore du haut des Alpes l'avalanche de l'invasion allemande; Grégoire V et Sylvestre II reconstituent, au dixième siècle, en faveur des Ottons le saint-empire germanique. L'autorité temporelle, spirituelle même de Rome, moralement compromise alors, est à ce prix. L'Italie salue encore avec joie son nouveau César et le saint-siége le canonise. Sous Henri II le Saint, l'ordre français si célèbre de Cluny, Pierre Lombard, Anselme, Lanfranc rétablissent la pureté de la foi au fond des couvents. Un clergé plus moral, investi de priviléges, d'exemptions, de pouvoir, devient le maître politique en même temps que l'éducateur de la péninsule; l'Italie se relève par la foi; le saint-siége régénéré lui-même, préside à cette grande réforme sous la surveillance ja-

louse d'ailleurs de l'empereur et roi d'Italie, Henri III, de la dynastie franconienne.

Mais la vertu n'est-elle pas digne de la liberté? La foi et la moralité mêmes, assises sur la chaire de Saint-Pierre dans la personne du moine Hildebrand, au onzième siècle, redemandent à l'empereur franconien, au dissolu Henri IV, l'indépendance que les prédécesseurs de ce grand pape ont mérité de perdre. L'empire allemand n'est bientôt, en effet, pour la papauté, pour l'Italie, pour l'Église, qu'un pouvoir oppresseur et corrompu. C'est l'affranchissement du saint-siége et celui de l'Italie, de l'Europe, que Grégoire VII poursuit en même temps. Après l'élection des papes, il dispute à l'empire simoniaque l'investiture des évêques, seigneurs féodaux de la péninsule; contre sa domination il créé le clergé célibataire qui lui est dévoué; le souverain pontife et le patriote italien se prêtent un mutuel appui. Mais l'excès de l'ambition accompagne aussi l'excès de la vertu! C'est pour lui seul que le grand pape revendique l'investiture enlevée à l'empereur, pour lui qu'il sépare l'Église de toute famille, de toute patrie; et, par là, il devient le seigneur politique de l'Italie, que dis-je? de l'Europe chrétienne! s'il réunit les deux pouvoirs en sa personne, le pouvoir divin et le pouvoir humain, comme Jésus-Christ, les deux natures, il devient le chef d'une théocratie féodale qui embrasse la chrétienté tout entière.

Sublime utopie! mais irréalisable. S'il est impossible que la chrétienté reconnaisse son chef spirituel dans le maître temporel de l'Italie, combien plus encore dans celui de l'Europe! Le successeur de saint Pierre, eût-il réussi, aurait fini comme les khalifes, successeurs de Mahomet. De là, la grande lutte du sacerdoce et de l'empire, des Guelfes et des Gibelins. L'Italie elle-même se

partage. Entre les deux maîtres qui se disputent sa domination, elle travaille bientôt pour elle-même; la monarchie normande au midi et les républiques au nord sortent des concessions et des faveurs du sacerdoce et de l'empire, et grandissent par leurs luttes. Elle ne veut être ni *impériale* ni *pontificale*, mais elle-même! Les premiers successeurs de Grégoire VII se contentent au *concordat de Worms* (1121) de l'indépendance et renoncent à la domination.

A défaut du saint-siége, la liberté républicaine donnera-t-elle à l'Italie l'unité? secouera-t-elle le joug de la domination allemande? Nouveau mécompte! Arnaud de Brescia attaque les deux pouvoirs; il réunit contre lui Adrien IV et Frédéric Ier Barberousse. L'empereur proclame les droits césariens au domaine de la péninsule à Roncaglia, et les confirme par la ruine de Milan. La péninsule n'aura d'unité que celle de la servitude. Frappés par ce grand malheur, les Italiens entrevoient le vrai moyen de salut, la confédération des villes, des États particuliers, sous le patronage du saint-siége; mais ils l'entrevoient seulement. Alexandre III ne poursuit jusqu'au bout que sa propre indépendance; la ligue *lombarde* est incomplète, chacun suit son égoïsme, et la victoire de *Legnano* est douteuse. La *paix de Constance* (1183) stipule la liberté particulière des villes et confirme la servitude commune de l'Italie. Le César allemand reste encore le vrai et légitime souverain de la péninsule.

Le saint-siége et les républiques italiennes ne le voient que trop vite. Frédéric II réunit la couronne de Sicile à celle de l'empire. L'Italie est prise comme dans un étau. La lutte, cette fois entre les *Guelfes* et les *Gibelins*, au douzième siècle, recommence, mais avec de nouvelles fautes. Alexandre III avait manqué d'audace;

Innocent III, Innocent IV vont trop loin. Le premier n'avait pas voulu l'indépendance entière, les deux autres veulent encore la domination. Innocent IV n'est point satisfait d'avoir sauvé hardiment le saint-siége et l'Italie au concile de Lyon. C'est le royaume de Sicile qu'il veut, c'est la ruine de cette grande famille des Hohenstaufen, *cette race de vipères;* c'est la domination de l'Italie; et Urbain IV, pour atteindre ce but, ne craint pas d'appeler encore un nouvel étranger et de livrer le midi de la péninsule aux Français angevins.

Quoi d'étonnant, au milieu de ces circonstances terribles, que l'Italie se partage encore? Il n'y a plus d'Italiens, il y a des gibelins et des guelfes; mieux que cela! le roi français, de Naples, prend bientôt la position politique du pape et rend les deux partis tout à fait étrangers. Les gibelins ne sont plus que le parti allemand, les guelfes le parti français; et Dante, pour échapper à cette honte, se fait *blanc*, et croit avoir été *un parti à lui seul*, tandis qu'il n'est qu'une variété de gibelins.

En vain l'empire disparaît dans *le grand interrègne*, et la papauté dans *la captivité de Babylone;* la discorde reste, comme le fer dans la plaie, et l'Italie est pendant deux siècles indépendante par le fait, mais non par le droit. Il lui est donné, avec profusion, tout ce qui constitue la nationalité même : la science théologique et juridique, saint Thomas et Accurse, la richesse commerciale et industrielle, Venise et Florence, une langue, une épopée, un art, et tout cela original. Ce bien seul qui garantit tous les autres lui est refusé : une constitution politique nationale.

Ce n'est pas, au moins, qu'aucune n'y ait été essayée; bien loin de là. Mais toutes ont dépassé

ou n'ont pas atteint la mesure; aucune n'a répondu aux vrais besoins du pays. Après les essais de monarchie impériale ou sacerdotale qui dépassaient les limites de la péninsule, l'un veut l'enfermer dans le mouvant royaume de Naples, l'autre dans l'aventurière tyrannie du Milanais, ceux-là dans les étroites murailles d'une cité républicaine. Elle est tour à tour *royale, républicaine, impériale, pontificale, aristocratique, démocratique, monarchique, princière,* mais toujours divisée et rarement indépendante.

Royautés, tyrannies, républiques, comment donneraient-elles, au quatorzième siècle, à la péninsule, l'ordre et l'unité qu'elles ne possèdent pas? Le flot apporte ou remporte, au signal donné par une reine impudique, les Angevins, les Aragonais, les Hongrois même, en vue du Vésuve. La tyrannie a trop à faire pour se maintenir sur le sol héroïque de la Lombardie; elle ne se transmet pas, elle passe violemment des Torriani aux Visconti, de ceux-ci aux Sforza. Les républiques courent toutes les aventures d'une liberté mal constituée; elles vont du cardeur de laine Michel Lando, à l'aventurier condottiere Gauthier de Brienne, de l'anarchie à l'usurpation. L'aristocratique Venise est plus tranquille; mais sa constitution et sa politique orientales la séparent encore plus du reste de l'Italie que ses lagunes. D'où viendrait l'unité?

C'est le même peuple cependant, car vous y rencontrez la même foi, la même pensée, le même but. Il n'est pas un événement arrivé sur un point, auquel le reste soit étranger. Le barbare qui apparaît sur les Alpes fait trembler le pêcheur du golfe de Tarente; la parole qui tombe du Vatican ou du Capitole ébranle toute l'Italie. Du plus grand État au plus petit, du royaume de Naples à la république de Saint-Marin,

tous ressentent ce que l'Italie ressent et passent par où elle a passé. En dépit de la division des États, il y a une histoire italienne, et elle n'est autre que ce flux et ce reflux de révolutions qui se propagent de proche en proche tantôt du nord au sud, et tantôt du sud au nord, le long des Apennins; comme ces feux qui, à certaines époques, s'allument successivement sur chacun des sommets de la grande chaîne.

Le but est le même en effet, mais les moyens sont divers; le fond est constant, mais la forme mobile. Et alors, bien que l'individu soit puissant, la masse est faible; bien que chaque chose, prise en particulier, soit grande, l'ensemble est petit. Rien ne se généralise, rien ne se fonde; la mobilité seule et la discorde durent, c'est-à-dire les deux plus redoutables ennemies de toute nationalité.

C'est le danger que ressentent et que redoutent tous les poëtes nationaux de l'Italie; et c'est pourquoi ils font un pénible effort aussi pour se rattacher à un principe d'unité, qu'il faille le demander au delà des monts ou l'implorer du ciel même! Pétrarque est la plus fidèle image de cette douloureuse et inquiète maladie. Il salue dans Rienzi, et avec quel espoir! la liberté qui vient réunir sous le même drapeau toute la famille italienne; l'empereur allemand Charles IV de Luxembourg lui apparaît un instant comme le seul cavalier fait pour dompter la fougueuse Italie; enfin, il voit dans Urbain IV, de retour un moment d'Avignon à Rome, l'intervention du Christ lui-même. Mais l'empereur ne veut que rançonner l'Italie; mais le pape ne revendique que le domaine de Saint-Pierre; mais la liberté républicaine n'est que l'oppression ou la proscription d'un parti. C'est un privilége et non un droit, une conquête égoïste et non un bien commun. La foi

chrétienne, féodale et républicaine se perd, au quinzième siècle, car aucune n'a pu donner l'ordre; et Pétrarque, désabusé de tout, finit par l'étude d'Homère, sous la protection d'un Visconti.

La tyrannie et la renaissance, voilà en effet, au seizième siècle, où aboutit l'Italie du moyen âge, entre les mains d'un heureux condottiere et d'un banquier libéral! Il n'y a plus ni parti pontifical, ni parti impérial; la péninsule est constituée en petits États indépendants sous le pouvoir d'un seul; l'Italie est *princière*. La papauté restaurée à Rome n'est, elle-même, qu'un principat. La politique est toute d'intérêt, d'égoïsme personnel ou local; le succès est le but de chacun, l'équilibre des forces, celui de tous. Pour y arriver tous les moyens sont bons, même la trahison et le meurtre. Le livre de Machiavel est la vraie théorie politique de l'Italie *princière*. L'inspiration dans les lettres n'est non plus ni chrétienne ni nationale. La foi fait place à l'érudition; le génie italien se plie à l'imitation païenne. L'art est tout dans la forme; la beauté physique devient son idéal, si l'on en excepte le démenti que deux grands artistes donnent à leur siècle, parce qu'ils sont au-dessus de lui. Quelle plus belle chose que cette découverte de l'antiquité, quelle plus grande et profitable école que cette étude des chefs-d'œuvre de la raison et de l'art du paganisme! Mais l'Italie fascinée s'y oublie presque tout entière, et l'admiration tue trop souvent l'originalité. Elle ne s'y est point façonnée, fortifiée comme la France, elle y a trouvé seulement de splendides obsèques.

Le saint-siége est restauré, en effet, mais ce n'est plus la grande papauté du moyen âge, ce n'est pas même celle que demande le siècle; je n'en excepte que

la mort de Pie II. Grégoire VII, Innocent III avaient compris le monde dans leurs desseins; les papes de ce temps n'y font pas même entrer l'Italie; ils ne voient pas au delà des États de l'Église. Les deux tentatives de fédération de 1454 et de 1484, dont Guicciardini a fait tant de bruit, ne sont que d'artificielles ébauches. Nicolas V, Sixte IV, Innocent VIII, Alexandre VI sont des princes italiens, au même titre que les Sforza ou les Médicis, tantôt païens comme Laurent le Magnifique, ou tyrans comme Ludovic le More. Ils ne s'élèvent pas moralement au-dessus du niveau de leur temps.

C'est un siècle prospère, brillant, que la fin du quinzième et le commencement du seizième, mais combien en somme inférieur, pour l'indépendance, au treizième et au quatorzième ! Son plus grand chef-d'œuvre poétique n'est que la raillerie du monde de foi et d'héroïsme qui finit; l'art qui y tient le premier rang, la peinture, se désintéresse souvent du présent. Son éclat est dans la forme; le fond manque : la vertu et la liberté. Tous ces brillants dehors ne recouvrent que des sépulcres blanchis; et, dans une de ces fêtes théâtrales, tantôt folles et tantôt lugubres, qu'il donne à la molle et insoucieuse Florence, un artiste déguisé en spectre peut s'écrier : « Nous sommes morts, comme vous voyez, et morts nous vous verrons; nous avons été comme vous êtes maintenant, et bientôt vous serez comme nous sommes. »

Morti siam, come vedete,
Cosi morti vedrem voi;
Fummo già come voi siete,
Voi sarete come moi.

Arrivée là, l'Italie gardera-t-elle ce qui lui reste encore : l'indépendance? Mais, qui apprécie la liberté

commune, dans la ruine des libertés particulières? et, sans la vertu, où est la force morale? S'il y a encore du courage en Italie, c'est un courage vénal; le condottiere Alviano se vend à Venise, mais Trivulzio se vend à la France. Savonarole est impuissant à proscrire le paganisme et à renverser la tyrannie, à ranimer la foi éteinte et la liberté morte. Les *barbares* peuvent venir : le traître Ludovic le More les appelle comme un instrument d'usurpation, et le dominicain réformateur les évoque comme un instrument de pénitence.

Ils viennent en effet de tous les points de l'horizon : Français, Allemands, Espagnols, Turcs même, ils prennent la péninsule pour champ de bataille au seizième siècle. Qui restera maître du jardin des Hespérides? Le danger est trop grand, les éléments de résistance sont trop petits, pour permettre au saint-siége de sauver l'Italie; c'est sa politique, au moins, qui décide quel sera, entre les rivaux, le maître de la péninsule. Le hardi Jules II voudrait davantage; il tente une guerre d'indépendance. Il jette l'Allemand Maximilien entre Louis XII et Ferdinand le Catholique; il préférerait voir l'Italie à l'empire qu'à la France ou à l'Espagne; car l'empire sous Maximilien n'est qu'un fantôme. Mais Jules II commence par attaquer une puissance italienne, et Léon X ajoute bientôt ses fautes aux siennes. Le roi d'Espagne, maître du royaume de Naples et bientôt de Milan, devient empereur; Charles-Quint réunit la Sicile à l'Allemagne, comme les empereurs du treizième siècle. C'était le temps peut-être de recommencer la lutte; Léon X scelle le pacte d'alliance; il craint de perdre l'Allemagne qui se sépare de lui à la voix de Luther, et il livre l'Italie à la maison d'Autriche. Les Italiens croient voir la barbarie même intronisée dans le sanctuaire avec Adrien VII (*Il bar-*

baro pontefice). Un pape italien, un autre Médicis, Clément VII, veut conjurer le péril; il est trop tard. Les troupes du traître Bourbon prennent Rome d'assaut, 1527! tout est fini, l'Italie est pour plus de deux siècles condamnée à subir la domination austro-espagnole.

Les Italiens eux-mêmes ont flétri cette servitude politique et morale; le dix-septième siècle, le *seicento*, est pour eux le siècle de la honte. La péninsule se résigne à son malheur. Les princes qui vivent par la permission de Vienne ou de Madrid se disputent seulement le premier rang dans l'esclavage; les peuples restent plongés dans une profonde léthargie. La France grandit sans qu'on s'attache à ses promesses, l'Espagne tombe sans qu'on y cherche une espérance; rien ne bouge, si ce n'est un duc de Savoie au pied des Alpes, et un pêcheur au pied du Vésuve. S'il y a encore du courage italien, c'est au dehors qu'il se montre : Philibert-Emmanuel, Alexandre Farnèse, Montecuculli! A l'intérieur, l'ancien condottiere se fait *bravo*, et ses soldats sont les brigands des Apennins. La vie même paraît indifférente à l'Italie. Les travaux hydrauliques s'arrêtent dans la Lombardie, le désert se fait dans les environs de Rome, dans la Maremme et dans la Calabre. Comment les Italiens prendraient-ils soin de leur gloire? Ils la renient, ils s'en prennent aux lettres, aux arts, à la renaissance, dont l'éclat n'a fait qu'illuminer leur chute. Le saint-siége est le premier instrument de cette réaction.

Paul IV, Pie V, Paul V, papes pleins de vertu et de rigidité, voient dans le paganisme du seizième siècle la cause des périls de l'Église et de l'asservissement de l'Italie, et, pour la régénérer, ils lui infligent un long jeûne, une rude pénitence. L'ordre des jésuites se fonde; l'Inquisition, centralisée, surveille la conduite

politique et privée, la pensée même. Les études anciennes sont proscrites; le libre examen banni; l'*Index* commence à ouvrir la volumineuse liste des ouvrages condamnés. L'esclavage des consciences scelle celui des âmes. Sous ce rude régime politique et moral, le caractère national lui-même s'altère, la foi se rapetisse et devient superstition; la passion ne disparaît pas, elle s'oblitère et s'étiole dans le personnage du sigisbée. Dans les lettres et les arts, plus d'indépendance, plus d'inspiration, plus d'originalité. Les historiens se vendent, la poésie devient la servante de la musique; la forme même décline; les patois revendiquent leurs droits sur la langue nationale; la peinture est toute dans les secrets de la palette, et la sculpture dans les habiletés du ciseau. Que pouvait faire, après tout, l'Italie sous la domination de l'Espagne mourante? C'est un cadavre étouffé par un cadavre!

Qu'on ne l'oublie pas cependant; si la péninsule alors n'a pas tout perdu sans retour, indépendance, nationalité, sciences, arts, si elle n'a pas été rayée du nombre des nations, c'est au saint-siége, à lui seul, qu'elle le doit. La maison d'Autriche ne s'est arrêtée que devant Rome, la décadence n'a respecté que le Vatican. Le saint-siége a été le dernier état guelfe; Paul IV résiste encore quand tout est soumis. Pie IV, Pie V retrempent la foi par une réforme intérieure de l'Église et raffermissent l'autorité du saint-siége au concile de Trente. Sixte-Quint donne, dans l'administration des États de l'Église, un exemple, il est vrai, trop rarement suivi. De tous les princes italiens, Clément VIII seul tient tête à Philippe II, Alexandre VII à Louis XIV. Si la réaction catholique de ce temps inquiète Galilée, elle suscite et protége le savant Baronius, l'auteur de *la Jérusalem délivrée*, et les merveilles, grandes encore

après celles de Michel-Ange et de Raphaël, du Carrache, du Dominiquin, du Guide.

La péninsule ne se relèvera cependant pas d'elle-même au dix-huitième siècle. C'est l'étranger encore, et cette fois elle doit le bénir, qui vient la tirer du tombeau de la monarchie espagnole, et lui dire, par la voix des princes des maisons de Bourbon et de Habsbourg, héritiers de l'Espagne; lève-toi et marche. Le royaume de Naples et le duché de Parme redeviennent indépendants sous deux Bourbons, la Toscane passe à un Habsbourg; mais ces princes se font promptement italiens. Le Milanais seul reste en propre à l'Autriche. Enfin, un prince italien, le dernier venu dans la famille, mais à la maison duquel sont réservées dès lors les plus glorieuses destinées, réclame avec énergie et habileté sa part de l'héritage, et ses efforts sont récompensés. Victor-Amédée II réunit la Savoie, le Piémont, la Sardaigne, et fonde un royaume tout italien; une armée aguerrie, un peuple positif et pratique se forment au pied des Alpes.

Les nouveaux souverains intéressés à la prospérité de leurs États peuvent-ils laisser la péninsule dans l'état où ils l'ont reçue des mains agonisantes de l'Espagne? Charles de Naples et son ministre Tanucci, Léopold I[er] de Toscane, Charles-Emmanuel II de Sardaigne, Benoît XIV et Pie VI, le ministre même de l'Autriche, Firmian, dans le Milanais, travaillent activement à sa régénération morale et matérielle. La hache est portée dans les vieilles institutions et les vieux abus du moyen âge; on secoue la léthargie italienne. La péninsule figure honorablement avec Galvani et Volta, Beccaria et Filangieri dans ce siècle des sciences naturelles et sociales. La tragédie et la satire font entendre même par la

bouche d'Alfieri et de Parini, de mâles accents. La brusque irruption du jansénisme et de la philosophie française, adoptés par les souverains mêmes, mêle il est vrai ces réformes de quelque intempérance et de quelques erreurs; Pie VI est obligé de rompre en visière à Joseph II et à Léopold Ier; cependant une œuvre salutaire de régénération commence à s'accomplir en Italie, lorsqu'elle est tout à coup surprise par la révolution de 1789.

C'était là une commotion trop violente pour une nationalité convalescente, remise à peine d'une longue prostration. Quelques souverains commencent à opérer des réformes, avec plus de bon vouloir que de prudence peut-être, et voici que la révolution même secoue la péninsule. Le caractère, l'esprit publics renaissent à peine, et on leur demande déjà d'héroïques vertus. La péninsule n'a pas encore la liberté, et on lui montre l'indépendance.

Ainsi mise en demeure en temps inopportun, la péninsule se divise: les souverains, la vieille noblesse, et sur plusieurs points les masses ignorantes, se déclarent contre la révolution et contre la France; une partie de la noblesse et la bourgeoisie les appellent. L'Italie ne s'appartient plus à elle-même; elle s'enrôle sous le drapeau de la coalition des puissances absolutistes, ou elle arbore les trois couleurs; et Napoléon Bonaparte, qui eût pu naître un de ses enfants, fait pendant vingt ans ses destinées. Instrument du *Directoire*, il la couvre de républiques : ligurienne, cisalpine, romaine, parthénopéenne, toscane; établissements éphémères renversés par un souffle de l'absolutisme quand les bataillons français se retirent! Instrument de son propre génie, consul et empereur, il la couvre de

royaumes et de rois plébéiens, d'origine française : Eugène Beauharnais, Joachim Murat. Encore un peu, et, après l'avoir délivrée de l'ombre du Saint-Empire germanique, il la fondra tout à fait dans un nouvel empire français, auquel le roi de Rome du moyen âge ne manque même pas.

Cette initiation à la liberté, à la lutte, à la gloire sous le drapeau français et par un grand homme, n'est pas sans avantages pour la péninsule. L'idée d'un royaume italien unitaire, qui serve de boulevard à l'indépendance commune, devient familière à tous les esprits. Les principes de liberté et d'égalité civile, vraies et légitimes conquêtes de la révolution, s'implantent sur le terrain même de la routine ecclésiastique et parlent déjà de l'unité politique. Toutes les contrées italiennes passent sous le joug d'une même loi, tous les peuples s'enrôlent sous la même discipline; les Piémontais, et les Romagnols surtout, montrent qu'ils savent à côté des Français mourir pour une idée. La pensée « de régénérer la grande patrie italienne » est évidemment l'un des rêves de Napoléon Ier.

Mais les services de l'étranger ne sont jamais gratuits, et le despotisme gâte même ses bienfaits. La réunion d'une partie de l'Italie à la France est décrétée, et ses propres souverains ne sont que les instruments d'un maître. La révolution a promis à l'Italie l'indépendance, la liberté; Napoléon la démembre et la domine encore. Un seul souverain résiste à celui qui commande à tous; la dernière protestation de l'Italie émane de Pie VII. Entraîné par la grandeur et l'excès de ses desseins, Napoléon Ier ne respecte pas celui devant qui les barbares, devant qui l'Autriche se sont arrêtés. On le sent trop alors, l'Italie est l'humble satellite de la France; ses souverains, les vassaux de l'empereur;

son territoire, le patrimoine de famille du vainqueur. On oublie les bienfaits, pour ne plus voir que la servitude et les *carbonari* s'unissent aux *sanfédistes*, les libéraux aux rétrogrades, pour chasser les souverains et les soldats français quand l'heure de la chute de Napoléon Ier à sonné!

Malheureuse alliance et victoire plus triste encore! L'Italie n'aide à la chute de la domination française que pour rentrer sous celle de l'Autriche, encore appesantie, et elle regrette bientôt un despotisme politique qui assurait la liberté et l'égalité civiles, pour un autre qui viole l'une et l'autre. Ce ne sont pas seulement les anciens souverains que les Italiens trompés, battus, ou complices ont rappelés, c'est l'ancien régime tout entier. Il n'y a pas plus de constitution libre que sous l'empire de la France, et les vieux abus sont restaurés. Le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel sont d'accord; la papauté, qui a résisté à Napoléon Ier, ne sait plus ni protéger contre l'Autriche, ni consoler la malheureuse péninsule. C'est une époque triste entre toutes. Au dix-septième siècle, l'Italie ne connaissait pas son malheur; au dix-neuvième siècle, elle le sent; douleur poignante, mais qui fortifie! La littérature devient par la bouche de Manzoni et de Silvio Pellico, la plainte éloquente de la servitude; les malheureuses tentatives constitutionnelles de 1821 à Naples et à Turin sortent des sociétés secrètes du carbonarisme. L'Italie recommence à tourner ses regards du côté de la France et cherche à se relever à chacune de ses révolutions.

La révolution de 1830 irrite les plaies et appesantit les chaînes de l'Italie, mais non pas encore sans profits. La prise d'armes si modérée de Bologne en 1831 arrache aux puissances le *memorandum* libéral adressé au

saint-siége. Grégoire XVI, Ferdinand II ferment, il est vrai, leurs oreilles aux conseils de la prudence et leur cœur à la mansuétude; la *Jeune-Italie*, avec Mazzini, école radicale et ardente de révolutionnaires, germe et grandit derrière le libéralisme. Les constitutionnels n'obtiennent rien, les républicains demandent tout; les souverains refusent à leurs sujets des réformes, le gouvernement parlementaire; Mazzini rêve une Italie démocratique et unitaire, sans souverains et sans pape. Mais les souverains de Piémont et de Toscane, l'empereur d'Autriche même, mieux inspirés, entrent dans la voie des réformes administratives et matérielles. Quelques âmes aussi généreuses que sages dans le Piémont, dans la Toscane, MM. d'Azeglio, Balbo, Montanelli, etc., reprennent confiance dans leurs souverains. Ils applaudissent à leurs réformes, ils espèrent les institutions libérales de leur bonne volonté; c'est de l'accord de la péninsule avec ses princes qu'ils attendent un jour l'indépendance tant désirée. L'abbé Gioberti même croit que le divorce n'est pas définitif entre le saint-siége et l'indépendance italienne; il tente d'arracher le pape aux funestes conseils, et d'en faire, comme aux époques glorieuses, le défenseur et le protecteur de l'Italie. C'est alors que Pie IX paraît.

Ce fut un beau moment en Italie, en Europe même; Mastaï Ferretti vient tout à coup réaliser la pensée de Gioberti; sa main s'ouvre pleine de pardons pour le passé et de promesses pour l'avenir, et les générations italiennes se lèvent avec gratitude et espérance. Toute la phalange constitutionnelle se range derrière le saint-père; les radicaux se taisent dans le respect et dans l'attente : « Courage, saint-père, » tel est le cri, non pas seulement de Rome, mais de l'Europe civili-

sée tout entière. Le roi de Sardaigne, le duc de Toscane, cèdent de bonne grâce à ce mouvement réformateur, accordent des institutions libérales et préparent une alliance avec le saint-siége. L'opinion publique condamne l'Autriche, qui étend la main non pas sur Ferrare, mais sur la personne sacrée du pape même; elle n'a que de l'indulgence pour les mouvements insurrectionnels, qui arrachent à Naples une constitution à une résistance opiniâtre et à d'excessives rigueurs. A l'ombre du Vatican, l'Italie renaît à la liberté et peut espérer un jour l'union et l'indépendance. On a pour la première fois le spectacle d'une révolution pacifique, féconde, et qui vient d'en haut. Mais tout est encore subitement compromis?

Pour la seconde fois, en soixante ans, la France, condamnée aux révolutions par l'antagonisme de son développement intérieur avec les grandes monarchies européennes, compromet, par le contre-coup de ses convulsions, le progrès original et régulier des affaires italiennes. La révolution, en 1848, tombe tout à coup en Italie comme en 1789, et exige d'elle plus qu'elle ne peut donner.

Quand tout est ébranlé en Europe, tout paraît facile à la péninsule. Milan, Venise, en quelques jours, se débarrassent des Autrichiens; Charles-Albert, l'épée de l'Italie, arrive sur le Mincio. On touche à l'indépenpance : un royaume italien, adossé aux Alpes et occudant toute la vallée du Pô, en sera la garantie. Mais le saint-siége recule. Pape, Pie IX ne peut être le complice d'une révolution européenne; souverain des États de l'Église, il ne permettra pas plus qu'au moyen âge la formation d'un royaume italien du nord. Ferdinand II, plus résolu, frappe la révolution déjà victorieuse à Naples; et l'autrichien Radetzki, longtemps acculé mais

toujours redoutable entre le Mincio et l'Adda, culbute le futur royaume italien à Custozza, reprend Milan et le rejette au delà du Tessin.

La royauté constitutionnelle a échoué après la papauté dans cette œuvre nationale. Quand tout est déjà désespéré, la démocratie vient essayer à son tour de se mettre en ligne, et achève de tout compromettre. Après la Rome pontificale, la Rome démocratique; après Pie IX, Mazzini; après la guerre royale, la guerre populaire; après Charles-Albert, Garibaldi. La république est proclamée à Rome, à Venise, à Milan; elle menace ou pousse la royauté à Naples et à Turin, et la papauté au Vatican. Pie IX n'avait fait encore que reculer, il sévit maintenant; s'il hésitait à devoir l'indépendance péninsulaire au royaume du nord, il la repousse ouvertement des mains de la démocratie et appelle à son aide les armées étrangères et catholiques. L'Italie succombera, mais le Vatican sera sauvé. Charles-Albert, la mort dans l'âme, paraît encore à Novare, non pour vaincre mais pour tomber dignement avec l'Italie; et des soldats français, sur l'ordre de Louis-Napoléon Bonaparte, devenu président de la République en France, achèvent d'étouffer la révolution italienne à Rome, pour y ramener victorieusement le pontife-souverain (1850).

La France cependant n'avait pas seulement troublé l'Italie depuis soixante ans; chaque fois qu'elle avait paru dans la péninsule, elle avait laissé quelque chose derrière elle; après Napoléon, des lois civiles, un Code; après le gouvernement de Juillet 1830, une tribune sage et libre au pied des Alpes. Après avoir sauvé Rome de l'Autriche, Napoléon III, devenu empereur des Français, ne devait pas oublier que, jeune, il avait participé aux mouvements de la Romagne en 1830. L'ordre

rétabli en Italie ne pouvait être pour lui celui dont parle le poëte :

Questa morte
D'Ogni idea sublime che ordin si chiama.

Le Piémont seul, au pied des Alpes, était resté possesseur d'une constitution et d'une tribune libre en 1850, avec son jeune roi Victor-Emmanuel II. Quant aux autres souverains de la Péninsule, à la cour de Rome même, malgré la présence d'une armée française et les sollicitations réitérées de Napoléon III, ils n'obéissaient qu'aux conseils d'une aveugle réaction. C'est alors qu'un ministre hardi du royaume de Piémont, de Cavour, entreprend de faire servir la liberté de son petit pays, à la liberté et à la délivrance des autres populations de la péninsule et à leur réunion. En s'adjoignant à la France et à l'Angleterre dans la guerre de Crimée contre la Russie, il obtient d'abord une place pour son pays dans un congrès européen (1856); il y pose hardiment pour la première fois la question italienne, et elle devient de suite la plus pressante de l'Europe.

Trois années après, en effet, une alliance était conclue entre la France et l'Italie contre l'oppresseur séculaire, l'Autriche. A Magenta, à Solférino, la puissance de l'étranger était ébranlée. Napoléon III, croyant avoir assez dépensé l'argent et le sang de la France, et craignant une guerre européenne, s'arrête-là d'abord et, par la paix de Zurich, assure à Victor-Emmanuel, maintenant le plus puissant souverain d'Italie, la possession de Milan et de la Lombardie (1859). Mais l'impulsion était donnée ; la commotion avait renversé les ducs de Parme, de Modène, de Toscane, et elle ébranlait le trône de Naples et celui du saint-père. Napoléon III ne pouvait ni laisser attaquer les résultats acquis au Nord, ni arrêter leurs conséquences au Sud. Parme,

Modène, la Toscane votent donc leur annexion au nouveau royaume. S'il voulait hériter des sacrifices faits par son père et par lui-même à la cause commune, Victor-Emmanuel devait se hâter. Déjà les émissaires de la démocratie de Mazzini, soulevaient la Romagne, et Garibaldi, de Palerme révoltée, passait dans le midi de la péninsule et entrait à Naples d'où fuyait François II. Fallait-il laisser la démocratie se poser dans la péninsule en face du royaume du Nord! Victor-Emmanuel fait disperser en passant les troupes soldées de Pie IX dans les provinces de l'Église, s'en empare, va de là recevoir Naples des mains du dictateur improvisé, Garibaldi; et le vote universel de l'annexion couvre ces coups d'État de la nationalité au milieu de l'Europe inquiète mais pacifique (1860).

La Vénétie et Rome, avec son territoire, restaient seuls encore en dehors de cet entraînement irrésistible. A Venise il y avait les soldats autrichiens, ennemis déclarés; à Rome, il y avait les Français, de récents libérateurs, qui ne restaient plus-là, en vertu d'une convention (15 septembre 1864), que pour protéger Rome, le saint-père et être en mesure d'assurer l'indépendance spirituelle de la papauté. L'Italie prend un instant Florence pour capitale.

Mais les grandes puissances qui s'étaient si souvent entendues pour l'asservissement de l'Italie semblent se succéder pour travailler à son affranchissement, et la fortune se déclare pour la péninsule avec persistance après l'avoir si longtemps trahie. En s'alliant avec la Prusse dans sa guerre contre l'Autriche, le nouveau roi d'Italie, Victor-Emmanuel, malgré deux défaites, acquiert encore la Vénétie (1866). L'Italie était faite, mais non complète (*Italia fatta, ma non compiuta*). Enivrée

par des succès aussi rapides et aussi inespérés l'opinion italienne demande Rome pour capitale.

C'était là une question qui intéressait l'Europe, l'univers catholique, la France surtout qui avait prêté ses armes et son concours presque toujours bienveillant à cette fortune subite. La protection seule de la France conservait au pape Rome et les débris de son pouvoir spirituel; et, seule, la papauté dépouillée de ses États, ne reconnaissait point le nouveau royaume et n'acceptait point ces coups du sort. Le saint-siége avait fait parfois, dans le passé, la grandeur et l'indépendance de l'Italie; il ne consentait pas à la chute de son propre pouvoir. La papauté, enfermée dans le royaume italien, serait-elle aussi indépendante comme pouvoir spirituel? Devait-elle avoir confiance dans la doctrine nouvelle aussi de l'Italie? l'*Église libre dans l'État libre!*

Au milieu d'événements aussi prodigieux, le pape libéral de 1848, destiné à être témoin, pendant son long règne, de tant d'étonnants événements, tâche de reprendre courage et de rendre du prestige et des forces à son pouvoir. Il croit les retremper dans les doctrines et les habitudes du moyen âge où le saint-siége avait été si grand; il proclame le dogme de l'immaculée conception; dans une encyclique, il condamne, avec des opinions contenues dans le *Syllabus*, ces progrès de l'État sur lesquels reposent les sociétés modernes mais qui portaient atteinte aux anciens pouvoirs de l'Église; il réunit un concile général auquel il fait proclamer l'infaillibilité de sa personne dans les choses de la foi et des mœurs (1870)! C'est dans les hauteurs du mysticisme d'un autre temps qu'il tâche de reprendre tout ce que le temps présent lui fait perdre. Il élève son pouvoir spirituel jusqu'au ciel, pendant que la terre manque à son autorité temporelle.

Mais c'est justement dans la même année, au milieu de la plus formidable lutte que le continent ait vue depuis 1815, celle de l'Allemagne et de la France, en 1870, que la victoire de la Prusse sur les armées de la France envahie porte un dernier coup au pape temporel et achève l'unité de l'Italie. Il n'était plus possible d'arrêter les passions italiennes exaltées et prêtes déjà à oublier tout ce que la péninsule devait à la France, depuis 89, et surtout dans les derniers temps; Paris était assiégé par les armées allemandes et bombardé; des armées improvisées combattaient vainement pour délivrer la capitale de la France. Le pape était sans défense. Le roi Victor-Emmanuel entre donc, en forçant les portes sans combat sanglant d'ailleurs, dans la ville de Rome pour s'installer au Quirinal; et la ville éternelle devient capitale de l'Italie. Le saint-père gardera le Vatican, ses églises, ses revenus, sa liberté, son inviolabilité personnelles, l'indépendance de sa correspondance avec le monde catholique tout entier et le gouvernement de l'Église d'Italie, mais à la condition de respecter les lois civiles du royaume, qui ne prêtera plus son bras séculier à ses décrets.

L'Église italienne est libre dans l'État libre, « le pape, comme pontife est indépendant, mais la péninsule est réunie à Rome et Rome à la péninsule. » L'Italie n'est plus une expression géographique, mais politique; c'est un État, un royaume.

Ainsi, après tant de vicissitudes, l'Italie a atteint le but longtemps entrevu et regardé comme impossible, mais au prix d'une révolution qui n'a pas manqué d'ébranler à la fois l'équilibre européen ainsi que le domaine des consciences. Là est à la fois la grandeur et le péril de la situation actuelle de la péninsule; elle ouvre certainement une nouvelle ère pour elle et peut-

être pour l'Europe. Sa fortune lui impose de nouveaux devoirs comme à l'un des États de second ordre les plus importants du continent. Après avoir été si souvent maltraitée par le sort, elle a été comblée de ses faveurs; c'est à elle maintenant à s'en montrer digne dans l'avenir; car il lui est donné aujourd'hui de tout faire par elle-même : *fara da se;* et la responsabilité de ses destinées lui appartient désormais.

J. ZELLER.

CARTES

CONTENUES DANS L'HISTOIRE D'ITALIE.

HISTOIRE

RÉSUMÉE

D'ITALIE.

INTRODUCTION.

L'ITALIE ROMAINE A LA FIN DU QUATRIÈME SIÈCLE DE NOTRE ÈRE (395)[1].

Déchéance politique de l'Italie, du sénat et de Rome, à la fin du quatrième siècle. — Organisation savante et décadence. — Affaissement des caractères; ruine du sentiment patriotique, de la littérature et arts. — L'armée, l'Église, la papauté.

Déchéance politique de l'Italie, du sénat et de Rome.

L'Italie, à la fois « la mère et la fille des nations, *omnium terrarum alumna eadem et parens* », avait, sous l'impulsion de Rome, accompli sa tâche dans l'histoire de la civilisation ancienne. Située au milieu de la Méditer-

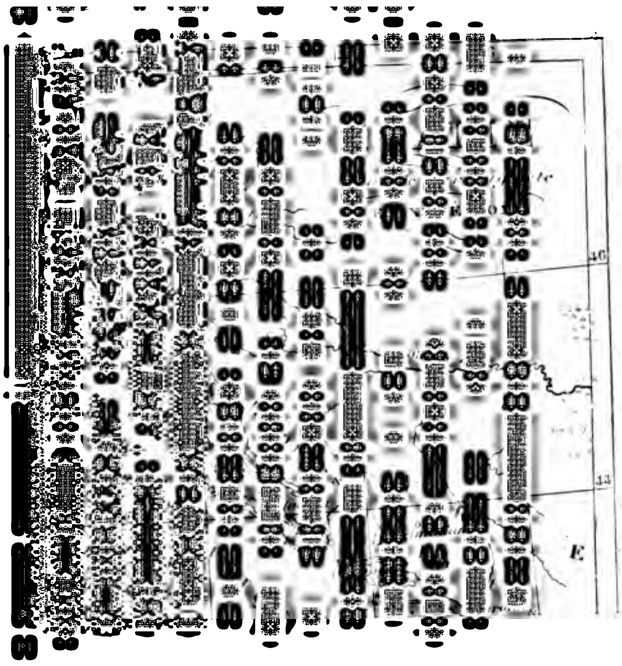
1. Voy., pour les histoires générales de l'Italie : Denina, *Révolutions d'Italie;* Leo et Botta, *Histoire d'Italie depuis les premiers temps jusqu'à nos jours;* Sismondi, *Républiques italiennes;* les collections de Muratori, Fantuzzi, etc.; Balbo, *Sommario della storia d'Italia*, et les Histoires italiennes de Lafarina et Farini. Pour ce chapitre particulièrement : Savigny, *Histoire du droit romain*, et Karl Hegel, *Stædteverfassung von Italien.* Consultez pour la constitution de l'empire, sous Dioclétien et Constantin, la *Notitia dignitatum utriusque Imperii;* Zeller, *les Empereurs romains, caractères et portraits*, et les *Entretiens sur l'antiquité et le moyen âge*, chez Didier.

ranée, au centre du Monde antique, elle avait réuni les États les plus éloignés, associé les peuples d'origine et de langue les plus diverses, révélé l'humanité à l'homme «*humanitatem homini*», et fait de toutes les nations de l'Univers une seule et même patrie, *una cunctarum gentium in toto orbe patria*[1]. Tout ce qui était en dehors de Rome, de la *Romanité*, était barbare. Tous les dieux, tous les rits les plus divers étaient venus se confondre dans son Panthéon, toutes les règles de l'équité humaine s'harmoniser dans son code, toutes les cités s'organiser sur le mode de sa grande cité. Rome, qui était, on peut presque le dire, la seule ville de l'Italie, *Urbs Roma, vel sola in ea*, noble tête placée sur ces épaules bénies, *digna tam festa cervice facies*, avait accompli cette grande œuvre. Car l'Italie alors, c'était Rome. Mais, à l'époque où ce livre commence, cette prestigieuse période de l'histoire de la péninsule était terminée et d'autres destinées, non moins tragiques et quelquefois non moins grandes, attendaient l'une et l'autre.

A la fin du quatrième siècle de l'ère chrétienne en effet, à cette époque de crise où l'antiquité finit et où le monde moderne commence, les vices qui minaient la société antique, l'empire romain au dedans, les dangers qui l'entouraient au dehors, avaient un caractère plus menaçant, à Rome et dans l'Italie, que dans les autres provinces. Ce peuple romain qui avait, sous la république et sous l'empire, dompté et gouverné tant de nations, était tombé, à la mort du grand Théodose, en 395, dans un abâtardissement presque complet; et l'Italie, après avoir versé sa robuste population, de l'Atlas au Rhin et au Danube, du Tigre et de l'Euphrate à l'océan Atlantique, maintenant amollie et dépeuplée, attendait avec effroi l'invasion des barbares qu'elle avait longtemps contenue, mais qui débordait maintenant, et l'irruption d'autant de peuples divers qu'autrefois elle en avait dompté.

Depuis plusieurs siècles tout annonçait cette déchéance.

1. Pline, *Hist. natur.*, III, 6.



[illegible] l'Italie
[illegible] prépa-
[illegible] de l'em-

pire après Théodose. L'Italie n'était plus que le centre administratif des provinces de l'Occident, au moment où elles furent toutes menacées par l'invasion, et Rome, ayant pour rivales Milan et bientôt Ravenne, abandonnée presque toujours par ses empereurs, comptant déjà beaucoup de monuments en ruines, n'était plus que la capitale idéale de la péninsule.

Sous Honorius, les provinces au nord et à l'ouest des Alpes vont se détacher de l'Italie soit sous l'effort des barbares qui franchiront les frontières ou seront admis dans ses provinces, soit sous celui d'usurpateurs qui rejetteront un pouvoir habile à opprimer, incapable de défendre, et l'empire, dont Rome était la tête et l'Italie le centre, va tomber. La péninsule frappée politiquement, déchue, réduite à elle-même et sans gouvernement, sera-t-elle au moins assez forte pour sauver son indépendance, son unité, dans la dissolution générale de l'empire? Et comment, de cette chute, de cette mort, « ce pays né », disait plus tard Machiavel, « pour ressusciter les choses mortes » retrouvera-t-il la santé, la vie, l'indépendance, la grandeur, et à travers quelles vicissitudes? c'est le sujet de cette histoire.

Organisation savante et décadence.

L'Italie semblait avoir reçu une organisation faite pour assurer la prospérité d'une région si heureusement douée par la nature et dont le ciel et la terre, les montagnes et les eaux, semblent avoir rivalisé pour composer sa beauté et assurer sa fécondité même. Dans la division administrative récemment établie de l'empire d'Occident, elle était à la tête de la première préfecture, qui comprenait trois diocèses: celui de l'Italie proprement dite avec la Sicile, la Sardaigne et la Corse; celui de l'Illyrie qui, avec ses robustes et montagnardes populations de Dalmatie, de Norique et de Pannonie, pouvait la défendre ; enfin celui d'Afrique avec ses fertiles contrées du territoire carthaginois, de la Byzacène et de la Numidie, qui la nourrissaient.

L'Afrique et l'Illyrie, liées ainsi administrativement à l'Italie, sous l'autorité supérieure d'un préfet résidant à Milan, étaient destinées à servir à la péninsule de grenier et de boulevard; elles devaient assurer son approvisionnement et sa défense.

L'Italie elle-même, ce pays que Berchet a chanté :

Che Apennin parte
E circonda la mare et l'Alpe

que sépare l'Apennin d'où l'on aperçoit ces deux mers qui rapprochent plus qu'elles ne séparent, et qu'entourent les Alpes, ceinture du plus riche et du plus bel amphithéâtre du monde, l'Italie elle-même, mise comme diocèse sous l'autorité d'un vicaire dépendant du préfet de Milan, renfermait dix-sept provinces ayant chacune un caractère particulier. Au nord et par delà les Alpes, les deux Rhéties gardaient, avec leurs nombreuses légions, la frontière du haut Danube et les défilés des Alpes tyroliennes et carniques (Brenner, Tarvis) contre la Germanie; à l'ouest les Alpes cottiennes gardaient les défilés de Suse contre la Gaule, et, dans la Méditerranée, la Sicile, la Corse et la Sardaigne, formaient, comme avec autant d'avant-postes, une seconde enceinte fortifiée et pourvue de dépôts d'hommes et de vivres. Dans le large bassin du Pô, *fluviorum rex Eridanus*, la Vénétie et l'Istrie occupaient, entre les Alpes juliennes, l'Adige et la mer, la contrée montagneuse, ombragée de myrtes, d'ormes, de vignes, d'orangers, coupée par les torrents de la Brenta et du Tagliamento qui se jettent au fond de l'Adriatique, et concentraient dans l'active ville d'Aquilée tout le commerce du Nord avec l'Orient; la grande province de Ligurie, qui allait de l'Adige à Gênes, traversée par les torrents de l'Oglio, de l'Adda, du Tessin, baignée par les beaux lacs de Garda, de Côme et Majeur, s'étendait sur les deux rives du cours supérieur du Pô et voyait s'élever dans ce *paradis italien*, au milieu de campagnes verdoyantes qui gardaient encore de la fécondité au milieu de l'appauvrissement général, la nouvelle rivale de Rome, Milan; enfin, sur la droite

du Pô, jusqu'aux premières crêtes des Apennins, l'Émilie, moins riche et moins vaste, mais aimable, renfermant dans son sein les villes de Plaisance et de Parme, était comme chargée de défendre l'entrée de la péninsule même, les défilés des monts Apennins, et le cours du Rubicon, ruisseau autrefois sacré.

Au centre, la chaîne souvent nue et sauvage des Apennins, d'où l'on voit les deux mers, en s'engageant dans la péninsule, séparait la Flaminie, tournée vers l'Adriatique aux eaux bleues où se baignait alors l'imprenable Ravenne, bientôt le dernier asile des empereurs, de l'Étrurie, qui descendait en étages par l'Arno jusqu'à la Méditerranée occidentale. Rome, qui avait un préfet particulier, était comme flanquée de trois anciennes et robustes provinces: la Sabine avec ses collines arrondies qui se cachait sous le nom adouci de la Valérie, le Picénum et le Samnium plus rudes, qui n'avaient plus conservé d'eux-mêmes que leur nom. L'ancien Latium avec quelques parties de ces provinces, désigné quelquefois sous le nom de *Suburbicaire*, était particulièrement lié à Rome dont il formait comme la campagne montueuse, tantôt verdoyante, tantôt brûlée du soleil, encore parsemée de tombeaux, de villas et de temples, et belle encore à contempler. On avait fait à la vieillesse de Rome comme une couronne de ces premières conquêtes qui furent l'origine de sa prodigieuse fortune. Au midi, la Campanie, avec ses anciennes limites, avait vu s'accroître et s'embellir Naples, qui paraissait déjà dominer la Sicile, heureuse si elle n'avait énervé davantage encore ses habitants en ajoutant aux délices de son climat, *felix illa ac beata amœnitas*, toutes les délicatesses de la civilisation. A l'extrémité de la Péninsule, le Bruttium, joint à la Lucanie avec Cosenza pour capitale, et la Calabre réunie à l'Apulie, avec Lucérie pour chef-lieu, regardaient, des deux côtés du golfe de Tarente, l'un par-dessus Malte, vers l'Afrique dont il a presque le climat, l'autre, vers les montagnes inextricables de l'Illyrie et les rivages de la Grèce avec laquelle elle entretenait par le port de Brindes d'assez actives communications.

Au sein des provinces, les villes avaient conservé leur constitution municipale; Rome toujours vénérée, quoique sentant déjà la ruine prochaine dans ses centaines de monuments, était encore, comme disait l'orateur Themistius, belle et célèbre, quelque chose d'immense (*immensum*) « une mer de beauté qui surpasse tout ce qu'on peut dire », une *ville d'or*, *urbs aurea*. Elle avait toujours ses consuls, mais sans puissance, et son antique sénat mais dégénéré, et voyait des églises nouvelles surgir au milieu de débris de palais ou de temples. L'ordre des curiales composé des plus riches (*ordo decurionum*) formait dans chaque autre cité une *curie* ou sénat chargé du soin des intérêts locaux et du choix des *duumvirs* ou des *quatuorvirs* qui rendaient la justice en première instance, et du *curator* ou *censor* qui administrait les biens et revenus de la cité. Mais il tombait en décadence. Pour la protection spéciale des intérêts du peuple qui n'avait point accès dans la curie, un magistrat nouveau, un *défenseur*, était souvent élu par la masse des citoyens moins aisés et parfois groupés selon leurs métiers en différentes corporations.

Cette organisation savante ne conjurait pas les misères que le despotisme impérial avait multipliées en Italie plus encore que dans le reste de l'empire. L'agriculture avait singulièrement dépéri dans un des pays les plus fertiles de l'Europe. Déjà, sous la république, les grands propriétaires, voyant dans leurs esclaves de mauvais cultivateurs et trouvant trop coûteux le travail des hommes libres, avaient converti leurs terres labourables en vastes prairies, *Latifundia*. Vespasien et Titus, en enlevant aux colonies, bourgs et villages les pâturages et bois communs, avancèrent encore la ruine de tout les petits propriétaires, qui, faute de cette ressource, cessèrent de continuer la culture, vendirent leurs terres, ou se firent colons des plus riches.

Tant que l'Italie jouit du privilége de l'exemption de l'impôt, que les empereurs y répandirent l'or des provinces et les esclaves faits prisonniers sur l'ennemi, une prospérité factice cacha ces causes de ruine. Mais lorsque la *capitation*, l'*indiction*, l'*or lustral et coronaire*, pesèrent

aussi sur l'Italie déchue et que les provinces se disputèrent les esclaves pris sur les barbares, la misère, la dépopulation s'accrurent dans une proportion effrayante. Les grands propriétaires, à leur tour, les sénateurs surtout, qui ne pouvaient avoir de fonds et d'immeubles qu'en Italie, furent frappés ; et la petite propriété écrasée acheva de disparaître. Dans les villes, le corps des curiales, épuisé par la responsabilité des impôts qui pesaient sur lui, non-seulement ne put entretenir les monuments, les murailles, les aqueducs des cités, mais tomba sous le poids des charges qui s'augmentaient tous les jours, et vit ses membres chercher à sortir de la curie pour se réfugier au moins parmi les colons. Les campagnes étaient témoins d'un mouvement contraire; les petits possesseurs ruinés se réfugiaient dans les villes, comptant sur les distributions, cependant plus rares, de pain et d'huile. La république avait épuisé l'Italie pour conquérir l'empire; l'empire l'épuise pour le gouverner. A Rome, à Naples, il y a encore de nombreux habitants, trop même, mais les campagnes se dépeuplent, et, dans certaines provinces, des villes elles-mêmes, des peuples entiers, ont disparu.

Au troisième siècle déjà le mal était si grand que plusieurs empereurs avaient senti la nécessité d'y remédier, mais en introduisant comme lètes ou colons des barbares germains qui n'étaient pas toujours aptes à la culture. Aurélien avait tenté de repeupler ainsi la Toscane et la Ligurie. Valentinien en 370 établit des barbares sur les rives du Pô pour en cultiver les rives. Gratien, un peu plus tard, transplanta des Goths, des Taïfales et des Huns, entre Parme et Reggio, qui, selon saint Ambroise, n'étaient plus que des ruines et des cadavres de cités (*tot semiruta urbium cadavera*). Honorius sera bientôt obligé d'exempter de l'impôt cinq cent mille journaux de terre devenus stériles dans la fertile Campanie. Le fisc semble reculer devant les ruines qu'il a faites, et l'Italie paraît déjà s'ouvrir d'elle-même aux barbares.

Affaissement des caractères; ruine du sentiment patriotique, de la littérature et des arts.

L'affaissement des caractères, la démoralisation, avaient suivi naturellement l'abaissement politique et la misère générale. Et d'abord la population équivoque, riche ou pauvre, orientale et occidentale,

Jam pridem in Tiberim Syrus defluxit Orontes,

que les provinces éloignées ont jetée à Rome et en Italie de tous les bouts du monde n'a pas peu contribué à abâtardir la race. De ce mélange de richesse frelatée et de pauvreté sordide, il n'était sorti rien de pur. Les magistrats, les soldats, les défenseurs de l'Italie, étaient, ainsi que les empereurs, comme le produit de l'importation étrangère. L'Italie n'enfantait plus guère ni généraux, ni légionnaires. Les sénateurs, les *clarissimes*, les *perfectissimes*, après s'être plaints d'être éloignés des commandements militaires, avaient fini par tenir à honneur cette exemption qui les dispensait du courage et se contentaient de disputer encore les magistratures. Avides des charges civiles, si honorifiques, ils croyaient déroger en paraissant dans les armées. Depuis près de deux siècles, l'Italie n'avait fourni que peu d'officiers remarquables. Les empereurs, après avoir pris leurs soldats et leurs généraux parmi les provinciaux, les choisissaient maintenant aussi parmi les barbares; Théodose confiait le commandement général des troupes d'Occident, déjà en partie barbares, à Stilicon, Vandale d'origine. Tels généraux, telles armées; les légions étaient elles-mêmes depuis longtemps remplies d'étrangers, de barbares, à défaut de nationaux! Le peuple des grandes villes italiennes fuyait le service militaire, regardé autrefois comme le privilége des propriétaires. Des descendants des Romains se coupaient les doigts pour y échapper. La défense du sol sacré était remise forcément à des barbares soldés, frères de ceux qui le menaçaient.

Après tout, si les Italiens ne combattaient plus, c'est qu'ils n'avaient, pour ainsi dire, point de patrie, et plus de religion. Dès l'origine il n'y avait jamais eu vraiment de patriotisme italien dans la péninsule. Il y avait eu des peuples italiens, mais point un peuple italien. Ces peuples italiens, Rome les avait absorbés avant d'absorber les provinces. On était Romain, non Italien; et le patriotisme romain lui-même s'était comme perdu, fondu dans l'humanité, dissipé dans le monde entier par cette sorte de cosmopolitisme vague et indéfini qu'on appellait la Romanité. Il n'y avait d'attachement que pour la localité, où l'on était né, non pour le pays, aux destinées duquel on était attaché; on tenait tout au plus à l'État, à l'empire, à l'être de raison dont-on dépendait. Entre les Alpes et la mer on songeait à défendre le monde, au besoin son village, mais l'Italie moins. L'Italie qui avait cessé d'être la terre nourricière de tant de fortes générations ne portait guère d'Italiens. La religion elle-même, celle du moins que les Romains étaient habitués à considérer comme nationale, qui se rattachait à tout un passé glorieux, celle dont les temples et les images couvraient encore le sol, disparaissait pour faire place à une autre foi venue de l'Orient; celle-ci s'imposait irrésistiblement à eux, il est vrai, mais comme une étrangère, une ennemie et sans étouffer un reste de sympathie pour de vieilles et chères croyances; ils ne se sentaient plus païens, mais ils ne s'abandonnaient pas sans réserve et sans regret à une religion qui les subjuguait, sans les retremper encore, et ils n'avaient pas trouvé là la source d'une vie nationale nouvelle.

Ainsi, le sénat romain venait d'envoyer quatre ambassades à Théodose pour obtenir la restauration de l'autel et de la statue de la Victoire dans le temple où il s'assemblait; et il avait fallu tout le zèle ardent et la persistance de l'archevêque de Milan, Ambroise, pour vaincre dans l'esprit de l'empereur l'éloquence toute païenne du sénateur Symmaque. On ne comprenait pas encore ce mot du saint Évêque. « Rome n'est plus faite pour la conquête des terres, mais pour celle des âmes. » Théodose, armé du glaive

impérial, put donner sa *loi d'unité*, proscrire les sacrifices, fermer les temples, dissoudre les colléges des prêtres païens; les plus zélés d'entre les chrétiens, à la suite de quelques moines, se précipitèrent sur les temples pour abattre, sans respect pour l'art, ces sanctuaires des vieilles superstitions. Les Italiens ne défendirent ni leurs anciens prêtres, ni leurs idoles; quelques membres du vieux collége des pontifes quittèrent même leurs ornements païens pour revêtir la robe blanche des néophytes; et le peuple remplit quelques-uns de ces temples, convertis en églises chrétiennes. Néanmoins, dans l'esprit de beaucoup, la fortune de l'Italie semblait condamnée avec ses anciens dieux; et quand un nouveau malheur arrivait, ceux qui, avec Zosime, dénonçaient l'abandon de la vieille religion comme la cause du mal, étaient encore plus nombreux que ceux qui, sur la foi de saint Augustin et de Salvien, regardaient l'invasion des barbares et la chute de l'empire comme un châtiment providentiel des crimes des païens.

Les lettres et les arts étaient tombés avec la liberté, la grandeur et la religion de la vieille Italie; la péninsule était devenue tributaire des contrées voisines pour les dons de l'esprit comme pour les besoins du corps et les mâles vertus du cœur. Augustin était venu d'Afrique enseigner la rhétorique dans la patrie de Cicéron et de Pline. C'était un Grec, Claudien, qui retrouvait, et en le rabaissant, l'art de Virgile et de Lucain pour chanter les dernières victoires de Rome sur les barbares; il fallait un Égyptien, Macrobe, pour recueillir avec un pieux respect, qu'on n'était pas en droit d'attendre de lui, les secrets du foyer romain et du culte effacé des dieux pénates. Ambroise, préfet avant d'être archevêque de Milan, et Paulin de Nôle lettré avant d'être prêtre, venus jeunes, il est vrai, en Italie, étaient nés en Gaule. Un soldat né à Antioche, Ammien Marcellin, était le seul enfin qui se servit de la langue dégénérée de Tite-Live pour raconter quelquefois avec indignation et douleur les misères de l'empire. Les citoyens opulents, parés des noms barbares de Raburrus et de Tarrasius pour imposer au vulgaire, vêtus de

robes flottantes de soie et de pourpre, avaient assez à faire de pratiquer l'usure ou de donner des festins dans leurs maisons de campagne de Puteoli et de Gaëte ; ils n'entraient même plus dans leurs bibliothèques qui restaient fermées comme des tombeaux où le jour ne pénétrait jamais. Et le peuple n'a-t-il pas sa journée bien remplie ? Dès le matin, il va se plonger dans les vastes bassins des Thermes, il court recevoir le pain et le lard de la distribution gratuite ; alors bien repu, sans travail, il s'asseoit au cirque pour suivre pendant des heures entières le char qui porte la couleur préférée ou pour parler encore des combats regrettés des gladiateurs ; le soir a aussi son emploi, c'est le moment réservé aux plaisirs de la taverne.

De l'art il n'en faut plus parler. Les Romains dégradent eux-mêmes les vieux monuments de leur gloire pour y puiser les matériaux de leurs nouvelles demeures. Les sénateurs font encore couler leurs statues en or ou en bronze pour éterniser leur nullité vaniteuse. Mais quand il s'agit d'élever un arc de triomphe à un empereur victorieux, on dépouille l'arc de Trajan de ses bas-reliefs et de ses colonnes et c'est avec les ruines des temples qu'on bâtit les églises. L'arc de triomphe de Constantin a clos l'histoire monumentale de l'ancienne Rome.

L'armée, l'Église, la papauté.

Deux institutions seulement avaient quelque vie en Italie, l'armée et l'Église ; mais, n'étant guère ni romaines ni italiennes, elles se trouvaient peu propres à soutenir l'ancien ordre de choses. Un maître général de la milice, ayant sous ses ordres un maître de la cavalerie, un maître de l'infanterie, et des ducs et comtes chargés de surveiller les frontières et de défendre les provinces, commandait l'armée encore fortement organisée ; mais les cadres étaient remplis par des barbares au service de l'empire. Avec les mœurs et les coutumes de tous les peuples représentés dans les armées romaines, l'indiscipline et le caprice naturels à ces étrangers pénétraient dans les armées. Accoutumés à

suivre le chef de guerre qui leur promettait le plus de butin, ces mercenaires s'attachaient moins à l'empereur qu'au maître de la milice, souvent au général barbare qui les commandait. Braves, aimant la guerre, mais plus encore les jouissances que leur offrait la civilisation corrompue des provinces Romaines, n'ayant de romain que le nom, ils étaient prêts moins encore à défendre l'Italie contre les autres barbares, qu'à se joindre à eux pour s'en assurer la possession. Il n'y avait, pour les juger, qu'à les entendre, au lieu des anciens hymnes latins, entonner en marchant le terrible *barritus* dont parle Tacite, et, quand ils délibéraient en armes, autour de leur empereur, comme d'un Arminius ou d'un Chnodomar, entre-choquer leurs épées dans le prétoire et mugir dans le creux de leurs boucliers.

L'Église n'avait pas un attachement beaucoup plus profond pour un ordre de choses sorti tout entier du paganisme ; elle n'appartenait point à Rome, à l'Italie, mais au monde. En Italie, comme partout, elle voyait dans les barbares des hommes à convertir plutôt que des ennemis à combattre ; elle se disposait non à sauver l'Italie, mais à adoucir l'orgueil et la férocité des vainqueurs, les misères des vaincus, et à préparer leur union dans la commune patrie du christianisme.

Dans l'Italie, d'ailleurs, l'Église était peut-être moins active, moins féconde en grands caractères qu'en d'autres contrées, dans la Gaule, par exemple. Si, là aussi, elle jouissait d'importantes immunités, si les évêques à Rome, à Milan, à Aquilée, à Pavie, à Ravenne, élus *défenseurs* du peuple, commençaient à devenir les personnages les plus importants de la nation, comme dans le reste de l'empire, il est remarquable cependant que, parmi les nombreux conciles qui furent tenus à la fin du quatrième siècle et au commencement du cinquième, on en voit beaucoup s'assembler en Afrique, en Gaule, en Orient, et très-peu en Italie. Saint Ambroise, le tout-puissant et ardent évêque de Milan, grand en Italie, était loin d'avoir une influence aussi considérable dans l'Église que Saint-Jérôme de Bethléem et saint Augustin d'Hippone. Après sa mort, arrivée en 397, saint

Paulin de Nôle soutint seul encore et faiblement la gloire de l'Église d'Italie.

On ne voyait point dans la péninsule l'ardeur que mettaient l'Afrique et la Gaule à soutenir les discussions théologiques, alors le seul symptôme véritable de vie. En face de saint Ambroise, seul sur la brèche, et comme sous sa main, dans Milan, l'arianisme qui s'attaquait à la divinité même de Jésus-Christ, levait audacieusement la tête contre l'orthodoxie. Rien ne pouvait faire prévoir encore que Rome dût devenir, après la chute de l'empire, la capitale du monde chrétien. Jérusalem, Antioche, Alexandrie, Constantinople même, par la vie et la mort du Christ, par le séjour des apôtres, des grands docteurs, par la tenue des conciles étaient bien plus grandes dans la tradition chrétienne. Mais Rome était le seul patriarchat d'Occident et, quand la puissance politique l'eut abandonné, il était naturel qu'on y cherchât la domination religieuse. Il y avait comme une place vide à Rome. Ses évêques devaient la remplir.

Le siége de Rome excitait déjà en 366 par son importance et par ses richesses, l'ambition d'Ursin et de Damase. À la suite d'une lutte, deux mille morts jonchèrent le pavé des églises. L'église de Saint-Jean, bâtie des ruines du palais de la famille des Laterani, sous Constantin, portait depuis, au frontispice, le titre de *Mater et caput omnium urbis et orbis ecclesiarum*, et celle de Saint-Pierre du Vatican, sur les ruines d'un temple de Cybèle, surgissait au milieu de l'ancien cirque de Néron. Les antiques destinées de la ville éternelle, la tradition de la mort des apôtres Pierre et Paul devaient donc assurer bientôt à Rome une sorte de suprématie sur les autres Églises, quoique ses illustres titulaires ne semblassent pas encore bien ardents à en accroître et à en étendre les prérogatives. Déjà l'empereur Gratien, par une loi de 381, accordait au pape de Rome le pouvoir de décider des difficultés survenues entre les autres évêques; et, dans la même année, le concile de Constantinople, en donnant le premier rang au siége de cette capitale de l'Orient, après celui de Rome, reconnais-

sait implicitement la suprématie romaine. Les évêques de Rome n'osaient, il est vrai, encore agir avec autorité. En 404, par exemple, quand l'Église tout entière fut troublée par la déposition de Chrysostome à Constantinople, le pape Innocent hésita longtemps à se prononcer, empêché, dit-il dans une de ses lettres, par des personnages puissants; et il n'épargna point au courageux évêque de Byzance la mort dans l'exil; mais l'ambition du saint-siége s'éveillera bientôt, elle se fera sa place dans la péninsule et en Occident; elle sommeille encore et semble partager la langueur qui frappait alors toutes les institutions de l'Italie; mais on devine déjà que ce n'est pas pour longtemps.

Ainsi, doublement épuisée, sous la république, par les héroïques efforts d'une ambition qui voulait tout soumettre; sous l'empire, par un despotisme plus pesant parce qu'il était plus proche, l'Italie, après l'épreuve d'une puissance excessive et d'une domination sans précédent, était moins capable encore que le reste des provinces de résister aux barbares qu'un instinct secret poussait de préférence dans ses campagnes et sur sa capitale. Pour se relever, elle devait commencer avec le christianisme des destinées bien différentes de celles qu'elle avait connues dans l'antiquité. C'est là l'histoire nouvelle de Rome dans la chrétienté.

LIVRE PREMIER.

CHUTE DE L'ITALIE ROMAINE (395-476)[1].

L'empereur Honorius et le barbare Stilicon; l'empire perdu (395-598). — Prise de Rome par Alaric (410). — Valentinien III; Constantius et Aétius; saint Léon devant Attila et Genséric; seconde prise de Rome (411-455). — Les derniers empereurs; les barbares Ricimer et Odoacre (455-476).

Honorius et Stilicon; l'empire perdu (395-598).

Après la mort de Théodose, l'empire mit près d'un siècle à s'écrouler dans la péninsule, tant il fut difficile encore de renverser le colosse. Le premier personnage du monde romain, partagé entre deux enfants, l'Orient à Arcadius, l'Occident à Honorius, était alors un barbare, le Vandale Stilicon. C'était à lui qu'était remis en 395 le sort de l'Italie, au moment où la grande invasion des barbares la menaça comme le reste de l'empire.

1. Voy. Gibbon, *Histoire de la chute et de la décadence de l'empire romain;* Le Nain de Tillemont, *Histoire des Empereurs;* Amédée Thierry, *Récits de l'histoire romaine au cinquième siècle;* Grégorovius, *Histoire de Rome, en allem.;* J. Zeller, *Entretiens sur le moyen âge,* 1er volume. Voir aussi notre *Histoire d'Allemagne,* 1er volume, pour tout ce qui concerne les barbares avant et pendant l'invasion: chez Didier; Jornandès, *Annales des Goths;* Aschbach, *Geschichte der Westgothen.*

Revêtu du titre de *maître général* d'une milice qui comptait plus d'étrangers que de nationaux dans son sein, époux de la nièce même de Théodose, la belle et adroite Sérène, Stilicon avait été chargé de la tutelle d'Honorius et de la régence de l'Occident, peut-être même du soin des deux empereurs et des deux empires. Le poète Claudien, interprète de la flatterie publique, avait dit à ce propos que si Stilicon était heureux d'avoir l'empereur pour beau-père, l'empereur était encore plus heureux de l'avoir pour gendre :

Principe, tu felix, socero, felicior ille
Te genero.

Stilicon s'assure d'abord en homme de précaution du pouvoir militaire. Tandis que Sérène, à Milan, s'empare de l'esprit du jeune Honorius, auquel elle donne sa fille et qu'elle domine longtemps, il met la main sur l'armée rassemblée dans la haute Italie ; et, en la partageant entre les deux empereurs, il a soin de garder pour Honorius, c'est-à-dire pour lui-même, les troupes les plus braves et les mieux disciplinées. Habile et ambitieux, plein d'énergie et d'astuce, soupçonneux et vindicatif, il avait les qualités et les défauts qu'une si haute fortune, au milieu d'un monde civilisé et corrompu, devait développer dans un barbare. Le sort de l'Italie et de l'empire était attaché au soin de son intérêt personnel et de son ambition jalouse ; le jeune Honorius, faible de corps et imbécile d'esprit, n'avait d'autre souci que celui d'élever des poulets pour son plaisir.

Le noble désir de gouverner et de défendre l'Occident et l'Orient portait Stilicon à vouloir exercer dans tout l'empire le pouvoir que lui avait laissé Théodose. Il sentait que l'unité du commandement était une condition de salut pour tout le monde romain, et il regardait l'empereur d'Orient, Arcadius, et son ministre comme incapables de contenir la nation barbare alors la plus redoutable pour tout l'empire, celle des Visigoths qui, fuyant devant les Huns, avait déjà franchi en Orient le Danube afin de s'y faire place. Sous prétexte de reconduire lui-même à Arcadius les troupes de l'Orient, qu'il avait composées des

plus faibles et des plus turbulentes, il se dirigea d'abord sur Constantinople, pour se rendre maître aussi du pouvoir en Orient, au nom d'Arcadius. Il fut arrêté par un ordre de cet empereur qui prétendit laisser le pouvoir à son propre ministre, Rufin. L'année suivante au moins (396), il voulut profiter de l'invasion prévue des Goths dans l'Attique et dans le Péloponnèse pour chercher à acquérir des droits à la faveur d'Arcadius en le défendant. Il débarqua donc avec une armée, près des ruines de Corinthe, dans l'intention de couper la retraite au chef des Visigoths, Alaric, qui venait de piller Argos et Sparte; il le resserrait déjà et l'enveloppait sur les monts Pholoé, aux frontières de l'Élide, et espérait le forcer bientôt par la famine, lorsque Alaric, profitant de la négligence de quelques soldats, traversa les retranchements romains et regagna, à marches forcées, le nord de la Grèce.

Après cet échec du ministre d'Occident, Arcadius déclara Stilicon ennemi public et donna à Alaric le gouvernement de la province d'Illyrie orientale, avec le titre de maître de la milice. C'était détourner le danger, qui menaçait incessamment la Grèce, sur l'Italie, dont Alaric devenait le redoutable voisin et sur Stilicon lui-même.

Alaric, chef d'un vaillant peuple errant dans l'empire, avait maintenant sous la main plusieurs des grandes manufactures impériales où l'on fabriquait les armes nécessaires aux soldats, dans les villes de Margus, de Ratiaria, de Naïssus et de Thessalonique; il leur commanda une quantité considérable de lances et d'épées, de casques et de boucliers; et il parcourut les bords du Danube pour ramasser tous les débris épars de ce peuple visigoth qui avait, vingt-cinq ans auparavant, demandé asile à l'empereur Valens.

Stilicon ne se trouva pas prêt, lorsque, en 403, Alaric se présenta aux Alpes juliennes. Son activité suppléa au défaut de préparatifs. L'empereur Honorius, qui n'avait eu jusque-là que le gouvernement de sa basse-cour, promit de tenir dans Milan; l'ordre fut donné aux troupes qui gardaient le Rhin, à celles même de la Grande-Bretagne,

de se diriger sur l'Italie. Le bruit se répandit déjà à travers les montagnes et les mers que la ville de Rome avait été prise,

> Nonne velut capta rumor miserabilis urbe
> Trans freta, trans Gallos Pyreneumque cucurrit?

Stilicon traversa lui-même les Alpes couvertes de neige, pour ramasser des auxiliaires parmi les tribus allemaniques. Honorius ne tint pas sa promesse. Quand l'ennemi eut passé le Mincio, l'Oglio et l'Adda, il s'enfuit de Milan, fut atteint et forcé de se jeter dans Asti que les Goths assiégèrent. Mais Stilicon tombe tout à coup des Alpes, franchit l'Adda, traverse le camp ennemi pour rassurer Asti, concentre ses troupes qui arrivaient de tous côtés par les Alpes, rejette les Goths au delà du Pô, et les resserre dans leur camp près de Pollentia. Le jour de la fête de Pâques enfin, au moment où, sans inquiétude, grâce à la solennité, ils célébraient le service divin, il les fait attaquer à l'improviste par un chef païen, nommé Saül. Le combat engagé, il accourt avec ses troupes fraîches, force le camp et y prend la femme même d'Alaric au milieu du butin. Le chef des Goths essaya vainement de réparer son échec en se jetant à travers les Apennins, pour faire une pointe sur Rome par la Toscane; il trouva partout devant lui son ennemi victorieux; et dans sa retraite il reçut encore une rude leçon près de Vérone, par la prise de laquelle il voulait assurer son retour et sa vengeance. Le poëte Claudien crut encore pouvoir célébrer par des vers de triomphe les champs de Pollentia et enseigner aux nations barbares à ne point mépriser follement Rome.

> O celebranda mihi cunctis Pollentia sæclis
> Discite, vesanæ, Romam non temnere, gentes!

Honorius alla célébrer à Rome un magnifique triomphe en l'honneur des victoires gagnées par Stilicon; mais en transportant sa résidence dans la ville de Ravenne, bâtie sur pilotis aux bords de l'Adriatique et entourée d'impra-

ticables marais, il se hâta de démentir la rassurante inscription qui déclarait sur l'arc triomphal la nation des Goths à jamais domptée : *Getarum nationem in omne œvum domitam.*

Trois ans après, en 406, commençait la grande invasion de l'empire par toutes les races que les Huns poussaient sur les frontières. Les Vandales, les Suèves, les Alains, les Burgondes passaient le Rhin, limite de la Gaule; et une grande cohue de barbares de toutes nations, sous la conduite d'un chef nommé Radagaise, franchissait le Danube et paraissait sur les Alpes. Stilicon dut abandonner la Gaule. Il composa rapidement une armée d'un corps d'Alains qui lui étaient attachés, d'esclaves à qui il fallut promettre la liberté et deux pièces d'or, enfin de Goths et de Huns, bandes mercenaires, qui erraient sur la frontière. Le torrent descendit d'abord les Alpes rhétiques, passa le Pô et franchit les Apennins sans résistance; mais, en Toscane, Stilicon, avec une habileté et une persévérance qui rappelaient la tactique de César, enferma les barbares par des forts et des murs de circonvallations, sur le plateau de Fœsule, et les y détruisit par le fer et la faim. Radagaise, obligé de se rendre, fut décapité, et le reste de ses compagnons vendus à vil prix comme esclaves.

La péninsule était sauvée pour la seconde fois, mais l'empire était perdu. La Grande-Bretagne, après le départ des légions, reprit son indépendance qu'elle devait si mal défendre. La Gaule et l'Espagne abandonnées, couvertes de barbares, se jetèrent dans les bras d'un usurpateur, Constantin, pour avoir un chef contre l'étranger; et l'*Italie*, selon la belle expression de Montesquieu, *devint frontière.*

Prise de Rome par Alaric (410).

L'empereur Honorius livra ce qu'un barbare avait défendu. Stilicon, sans doute pour prendre de tous côtés ses précautions, négociait avec Alaric et, au grand mécontentement des légions romaines, favorisait les auxiliaires qu'il

fallait d'ailleurs ménager pour les services qu'ils avaient rendus et ceux qu'ils pouvaient rendre encore. Las de la tutelle du maître de la milice, et de Sérène, qui lui avait fait encore épouser sa seconde fille après la mort de la première, Honorius s'avisa de s'effrayer de mesures prises plutôt pour la sûreté de l'Italie que contre sa personne. Un de ses favoris, Olympius, augmenta ses craintes en prêtant à Stilicon le projet de faire couronner son fils Euchaire, et de livrer l'Italie aux étrangers. On les accusait d'ailleurs tous les deux de favoriser les ariens, les païens. Il n'en fallut pas davantage pour porter Honorius à se défaire de son ministre, non en souverain, mais en conspirateur. Tous les officiers de l'armée, partisans de Stilicon, sont massacrés par l'effet d'une vaste conspiration traîtreusement ourdie; le héros barbare, justement célébré par le poëte Claudien, est surpris par le Goth Sarus; il se réfugie à Ravenne, dans une église. Mais des soldats envoyés l'attirent dehors avec une lettre de l'empereur, et là, celui qui avait commandé vingt-trois ans avec honneur les armées romaines, reçoit la mort d'un officier du palais; enfin, par une atrocité lâche et insensée que rien n'explique, un ordre d'Honorius livre au massacre et au pillage de ses légions romaines, les femmes, les enfants et les biens que les mercenaires avaient déposés en otages dans la péninsule.

C'était livrer l'Italie. Plus de trente mille mercenaires altérés de vengeance appelèrent Alaric, qui n'attendait qu'une occasion. Le roi des Goths franchit cette fois sans difficulté l'Adige, le Pô au milieu de la désorganisation complète de l'armée romaine; il ramasse tous les auxiliaires furieux, laisse de côté l'empereur tremblant dans Ravenne, et, comme poussé par une force irrésistible, arrive par la voie flaminienne sous les murs de la ville éternelle (410). « J'entends, disait-il, à en croire Zosime, une voix qui me dit : Marche et va saccager Rome. »

Rome, quoique déchue déjà et commençant à voir tomber en ruines quelques-uns de ses monuments, était encore la cité reine. Elle comptait plus de dix-sept cents palais

resplendissants de luxe, et dont quelques-uns étaient, selon l'expression du poëte, comme des villes au sein de la grande ville. Une population de plus de douze cent mille âmes y était renfermée, mais point de citoyens. Alaric environna de postes nombreux l'enceinte des murs, masqua les douze portes principales et intercepta la navigation du Tibre. Les Romains, au lieu de se défendre, demandèrent d'abord la mort de Sérène, nièce du grand Théodose, veuve de Stilicon, qui fut lâchement livrée par le sénat; puis ils s'adressèrent à quelques magiciens toscans qui, avec l'agrément du préfet Pompéianus, prétendirent par des sortiléges attirer la foudre sur les barbares. Enfin la famine et la peste ayant commencé à décimer la population, les sénateurs abandonnés par Honorius, envoyèrent une ambassade au barbare. Alaric demandait d'abord tout l'or et tout l'argent des Romains. Il cherchait à réduire cette foule au désespoir; car, *plus l'herbe est serrée*, disait-il, *et mieux la faux y mord*. Cependant il voulut essayer un moment de jouer le rôle de Stilicon, créer un nouvel empereur et se faire nommer par lui maître de la milice.

C'était le rêve de ces barbares de se trouver à la tête des forces de l'empire, pour le dominer. Alaric fit revêtir de la pourpre par le sénat un certain Attale; il se souciait peu de paraître le second, s'il était réellement le premier. Le peuple romain, celui de Milan, et une partie de l'Italie, reconnurent le nouvel empereur et son maître de la milice. Après tout, les Visigoths, adoucis par un long séjour dans les provinces romaines, n'étaient pas plus gênants pour l'Italie que les mercenaires qui l'avaient défendue. Mais les Romains trouvèrent mauvais qu'Alaric, arien, en accordant ses faveurs, ne tînt point compte des exclusions portées par Honorius contre les païens et les hérétiques. Puis Attale prétendit faire le maître et voulut trahir les barbares.

Exaspéré de toutes ces difficultés, Alaric n'écouta plus que sa colère; il fit dégrader Attale, et revint sous les murs de Rome, résolu à en finir. Un grand nombre d'es-

claves se réfugièrent d'avance dans son camp. Ceux qui étaient restés dans la ville ouvrirent, dans la nuit du 24 août, la porte Salarienne. Les barbares se précipitent, avides de sang et de butin, sur les pas des esclaves déchaînés qui donnent l'exemple du sac et des vengeances. Au milieu de cette épouvantable catastrophe, le feu consume plusieurs monuments publics et particuliers, entre autres le palais de Salluste. Les habitants qui résistent, et ils sont peu nombreux, sont massacrés; nombre de femmes, de celles même qui étaient consacrées à l'Église, outragées; les palais pillés; les statues des anciens dieux ou des empereurs, fondues ou brisées; l'or, l'argent, les chefs-d'œuvre, la soie et la pourpre entassés sur les chariots des Goths; une foule de captifs, torturés, mis à rançon, vendus ou gardés comme esclaves. Les Goths, selon l'ordre d'Alaric, ne s'arrêtent que devant les églises de Saint-Pierre et de Saint-Paul, où se pressait la foule des fugitifs comme dans un inviolable asile. Ainsi, l'an onze cent soixante-quatrième de sa fondation, *tomba Moab*, selon l'impitoyable expression de saint Jérôme, qui voyait toujours dans Rome, comme la plupart des chrétiens, le centre du vieux monde païen. *Elle est prise*, s'écriait-il, du fond de sa solitude de Bethléem, *celle qui prit tout l'univers*. Grande et déplorable catastrophe cependant. Qui pouvait ne pas craindre avec Lactance « qu'une civilisation tout entière ne périt dans une seule ville. » L'historien Zosime déposait sa plume, et le poëte Claudien partait de Rome pour mourir dans l'exil et dans l'indigence.

Au bout de six jours, Alaric arracha ses Goths à la famine qui les menaçait au milieu de Rome saccagée, et les conduisit avec leurs dépouilles vers le midi de l'Italie. Il avait le projet d'aller mettre ses richesses en sûreté dans la Sicile, et de s'établir avec les siens dans cette contrée fertile; arrivé en Calabre, il y fut frappé d'une maladie qui l'emporta dans la petite ville de Cosenza. Les eaux du Busentin détournées de leur lit, pour que le corps d'Alaric y fût enterré, et rendues ensuite à leur cours naturel, dérobèrent à la postérité la tombe du barbare. Alaric avait

changé l'ordre des destins. On le sentait dans tout l'empire. Il avait fait ce que n'avait pu ni Annibal, ni Mithridate. Après Babylone, Carthage, Corinthe et Numance, Rome était tombée. « Qui aurait pensé, s'écrie saint Jérôme, que cette Rome, la maîtresse de l'univers, s'écroulerait, qu'elle serait esclave à son tour. » Mais il ne désespère point, non plus que saint Augustin : « Il ne nous convient pas, écrit celui-ci, de croire aux prophéties qui ont annoncé tout cela, et de nous plaindre de leur accomplissement »; et saint Jérome ajoute : « Le monde romain s'écroule, mais notre tête ne fléchit pas; *Romanus orbis ruit, et tamen nostra cervix erecta non flectitur.* »

Valentinien III; Constantius et Aétius; saint Léon devant Attila et Genséric; seconde prise de Rome (411-455).

Ataulf, beau-frère d'Alaric, fut proclamé chef ou roi de la nation qui était maintenant maîtresse de l'Italie. Avec moins d'audace barbare, celui-ci avait une plus grande intelligence politique de l'état de l'empire. Après la malheureuse tentative faite par son prédécesseur, il n'avait d'autre but que d'obtenir pour lui et son armée un établissement solide dans une bonne province. De son côté, le nouveau ministre d'Honorius, Constantius, homme de courage et de prudence, comprenait l'impossibilité de détruire les barbares, et ne songeait qu'à les faire passer aux extrémités, pour sauver le centre, et à les établir dans les plaines, pour rester maître des montagnes et pouvoir les surveiller. Placidie, sœur d'Honorius, femme belle et ambitieuse, qui était restée prisonnière d'Alaric dans le sac de Rome, et qui avait touché le cœur d'Ataulf, facilita la négociation entre la cour impériale et les Goths. Sur la proposition de Constantius, Ataulf évacua la péninsule en 412, épousa Placidie à Marseille, débarrassa la Gaule des usurpateurs qui y contestaient l'autorité romaine, et mourut peu de temps après.

Cet événement fit triompher la politique de Constantius.

Il obtint la main de Placidie, et devint un instant tout-puissant. En Italie, il diminua pendant cinq ans le tribut des provinces de Campanie, de Toscane, du Samnium, d'Apulie et de Calabre, tant l'épuisement était grand ; il repeupla Rome, en y assurant par des distributions gratuites la subsistance de la population affamée des environs. Hors d'Italie, il châtia la révolte du comte d'Afrique, Héraclien, pour s'assurer des vivres; il confirma, après l'établissement de Wallia, chef des Visigoths, en Aquitaine, celui des Burgondes, dans la Séquanaise, entre la Saône et le Jura; il souffrit celui des Francs dans le pays de Tongres, et laissa les populations armoricaines proclamer leur indépendance. Toute son ambition, puisqu'il fallait renoncer à la domination de l'Occident, était de garder l'Italie intacte et puissante, en préparant insensiblement et avec ordre le démembrement de l'empire. Il méritait et il obtint, après la naissance de Valentinien, son fils, qu'Honorius, sans héritier, l'associât à l'empire, avec le titre d'Auguste pour lui, et d'Augusta pour sa femme Placidie. l'Italie eût été heureuse de trouver toujours un homme qui sût si bien faire, à son profit, la part du feu. Mais sa mort, en 421, et celle d'Honorius, 423, la replongèrent dans de nouveaux désordres.

L'héritier désigné d'Honorius, Valentinien III, était alors avec sa mère Placidie à Constantinople. Jean, premier secrétaire ou primicier de l'empereur, essaya de revêtir la pourpre, en s'appuyant sur les mercenaires. L'empereur d'Orient, Théodose II, envoya une armée avec le jeune Valentinien III. Jean chargea en vain un certain Aétius, officier romain d'origine barbare, qui avait longtemps vécu chez les Huns, d'aller lui recruter une armée en Germanie. Surpris dans sa capitale, l'usurpateur fut livré à la risée du peuple et décapité. Valentinien prit le trône sous la tutelle de sa mère, Placidie, enfin devenue impératrice, et céda à Théodose, en retour de ses services, l'Illyrie occidentale, dont l'abandon découvrit ainsi une des frontières de l'Italie. Aétius arriva quand tout était fini; mais ses soixante mille barbares lui valurent

une bonne réception. Placidie le fit comte et lui donna presque le pouvoir qu'avait eu Constantius.

La conduite de ce barbare, qui pouvait à son gré puiser dans le réservoir de troupes de la Germanie, montra quel chemin les barbares, même alliés de Rome, avaient fait depuis Stilicon. Jaloux de la faveur du comte d'Afrique, Boniface, ce barbare, Scythe de nation, païen de cœur, ambitieux et rusé, sut brouiller avec sa souveraine un serviteur fidèle, d'origine et d'éducation romaines, chrétien zélé, qui, pour se sauver, introduisit en Afrique les Vandales, déjà maîtres d'une partie de l'Espagne. En vain Boniface reconnut son erreur, essaya de repousser les barbares, et défendit avec acharnement la ville d'Hippone, où mourut l'évêque saint Augustin. Quand il revint annoncer à Rome et à l'Italie qu'elles avaient perdu leur province nourricière (431), il retrouva encore son implacable ennemi. Aétius l'attaque avec ses fidèles Huns, lui livre bataille et le blesse mortellement; déclaré ennemi public par Placidie, il s'en inquiète peu, se retire avec les siens en Pannonie, sous la protection du roi des Huns, Rugila, et en revient bientôt avec une armée plus nombreuse encore imposer ses services à l'impératrice. Mais Rome avait perdu dans Carthage son grenier d'abondance. « L'âme de la république », dit Salvien, « est tombée captive des barbares. »

Nommé cette fois maître général de la milice, décoré même par quelques écrivains du temps du titre de *duc et général des Romains de l'Occident*, tout-puissant enfin à la cour de Ravenne, Aétius voulut bien défendre l'empire, et le fit avec courage et habileté, mais comme sa chose, et en ne tenant compte que de son intérêt. Le Vandale Genséric, maître de Carthage, inquiétait de ses vaisseaux la Sicile et les côtes de l'Italie; il lui fit concéder l'Afrique comme à un ancien allié, malgré les plaintes de Rome. En Italie, il renforça les garnisons, pour avoir plus de mercenaires sous sa main. En Gaule, il occupa les passages du Rhône et de la Loire, contint dans les limites qui leur avaient été assignées les Visigoths et les Burgondes, et

repoussa les Francs au delà de la Somme, mais moins pour faire respecter l'empire que pour défendre sa situation. L'invasion d'Attila en Gaule en 451 menaçait sa fortune en même temps que l'État. Ce fut là surtout qu'il se montra grand.

Le farouche roi des Huns, maître un instant de toute la barbarie du Nord qui était en marche sur l'empire, après avoir longtemps tenu Constantinople dans la crainte, réclamait de Valentinien la main d'Honoria, sa sœur, dont il avait déjà l'anneau, et, comme dot, la moitié de l'empire. À la nouvelle que les innombrables hordes des Huns et de leurs alliés avaient franchi le Rhin, Aétius rassembla tous les barbares déjà établis dans la Gaule, les Burgondes, les Visigoths, les Francs, pour défendre leurs possessions et son pouvoir. A leur tête il alla chercher Attila qu'Orléans avait arrêté, et l'atteignit dans les plaines de la Champagne où il remporta sur lui la célèbre victoire des champs Catalauniques, la dernière remportée au nom de Rome!

Mais l'année suivante, lorsque Attila, altéré de vengeance, passa le Danube et les Alpes, pour se jeter sur l'Italie, Aétius ne fut pas aussi heureux. Il n'avait plus les barbares de la Gaule qui ne défendaient que leurs possessions; il ne pouvait rien obtenir des Italiens, incapables de s'armer, et ne comptait pas assez de ses fidèles mercenaires. Aquilée, longtemps défendue avec courage par des Goths auxiliaires, tomba la première devant Attila; elle fut prise et rasée. Les habitants de la Vénétie, effrayés, se réfugièrent avec ce qu'ils pouvaient emporter, sur les bords de l'Adriatique, au milieu de ces lagunes d'où sortit plus tard Venise; image de l'Italie nouvelle, qui ne devait renaître que des désastres et des ruines de l'ancienne! A Milan, le roi des Huns ordonna de conformer aux circonstances présentes un tableau où les chefs des Scythes étaient prosternés devant un empereur romain; et il se fit peindre lui-même, ayant l'empereur et les Romains à ses pieds. Tout cela annonçait à Rome un sort terrible. Valentinien ne se croyait plus en

sûreté, même à Ravenne; à Rome le sénat et le peuple effrayés de l'éloignement d'Aétius tremblaient. Ils furent sauvés par une intervention toute nouvelle, celle de l'Église, seule puissante dans la déchéance de toutes les institutions civiles de l'empire.

Les premiers personnages du sénat et l'évêque de Rome, Léon I[er], avaient été chargés d'apaiser le barbare. Rome, au milieu des ruines mêmes qui se faisaient chaque jour, commençait à se transformer. Des vieux monuments du culte païen tombé on élevait déjà Saint-Paul hors des murs, après Saint-Pierre du Vatican et Saint-Jean de Latran; et, près des sanctuaires de ce culte nouveau, les riches et les puissants se faisaient bâtir leurs mausolées. L'évêque de cette nouvelle Rome, Léon I[er], par ses qualités personnelles autant que par la dignité de son siége, jouissait alors d'un grand crédit en Occident; déjà, comme archidiacre de l'Église romaine, il avait été chargé par l'empereur de terminer une querelle survenue en Gaule entre le patrice Aétius et le préfet du prétoire Albinus. Au moment où l'autorité politique de l'empire allait s'amoindrissant tous les jours, il avait soutenu, étendu dans plusieurs occasions, l'autorité spirituelle du siége de Rome. Il avait transporté, par exemple, d'Arles à Vienne la dignité métropolitaine, et obtenu, à ce sujet, un rescrit de l'empereur Valentinien qui engageait l'Église, dans l'intérêt de la paix, à reconnaître son chef universel. *Tunc enim demum Ecclesiarum pax ubique servabitur, si rectorem suum agnoscat universitas.* En 451 le concile de Chalcédoine reconnaissait implicitement la suprématie de l'évêque de Rome au-dessus de toutes les Églises. L'autorité des pontifes romains semblait croître en proportion de la décadence du pouvoir des empereurs romains. Rome pouvait presque dire déjà, avec Prosper d'Aquitaine, que « ce qu'elle ne possédait plus par les armes, elle le retenait déjà par la religion. *Sedes Roma Petri, quid quid non possidet armis Relligione tenet.* »

Le moment était favorable pour agir sur l'imagination d'Attila. Le climat meurtrier de l'Italie commençait à

décimer les Huns. Aétius approchait à la tête d'un renfort envoyé par l'empereur d'Orient, Marcien. Frappé de l'aspect vénérable du souverain pontife des chrétiens, déjà respecté de tous; effrayé par le souvenir d'Alaric, qui n'avait pas survécu longtemps au sac de la ville éternelle, et peut-être par l'approche d'une armée venue de l'Orient, Attila se laissa désarmer par la promesse d'un tribut et se retira au delà du Danube où il mourut bientôt. L'Italie, dans la faiblesse de l'empire, fut pour la première fois redevable de son salut peut-être à la papauté (452). Elle la sauva du barbare qui effrayait la barbarie même.

Valentinien III crut alors pouvoir faire le maître. Les empereurs voyaient bien que leurs chefs de la milice ne sauvaient l'empire que pour le garder. Aétius, par ses mercenaires dévoués et ses relations avec les barbares, effrayait Valentinien comme autrefois Stilicon avait effrayé Honorius. Importuné par les demandes du sauveur de la Gaule, qui voulait pour son fils, Gaudentius, une fille de l'empereur, Valentinien III, cette *femmelette insensée* (semi-vir amens), tua Aétius de sa propre main et précipita les dernières convulsions où s'éteignit l'empire.

On vit alors comment l'empereur et le sénat entendaient le gouvernement et la défense de l'Italie. Valentinien, tout à ses criminels plaisirs, attire dans un piége, pour la déshonorer, l'épouse du plus illustre des sénateurs, Maxime. Celui-ci, oubliant la patrie pour venger sa femme, morte de honte, assassine l'empereur, prend violemment son trône et sa veuve Eudoxie, qui met le comble à cette suite de crimes et de vengeances, en appelant contre son nouvel époux le barbare Genséric et en lui livrant Rome (455). En présence du Vandale débarqué à Ostie, le peuple romain n'a que le courage de tuer, au milieu d'une émeute, son nouvel empereur Maxime. Saint Léon ne peut arrêter l'arien Genséric aussi facilement que le roi des Huns, barbare qui n'adorait que son épée. On promet seulement aux habitants la vie sauve. Rome est encore (455) livrée au sac et au pillage, cette fois, pendant quatorze jours et quatorze nuits. Les églises

n'obtiennent pas plus de respect que les temples païens. La voûte de bronze doré du Capitole est enlevée. Les dépouilles de Jérusalem, apportées à Rome par Titus, passent à Carthage; l'impératrice et ses filles, un grand nombre de nobles familles, suivent les vainqueurs en Afrique. Cette seconde prise de Rome est encore plus avilissante que la première.

Les derniers empereurs; les barbares Ricimer et Odoacre (455-476).

Rome et l'Italie ne furent plus alors que le jouet des rois ou des chefs barbares jusqu'au moment où elles en devinrent la proie. Le roi des Visigoths, anciens compagnons d'Alaric, établis dans le midi de la Gaule, Théodoric II, fit élire et couronner insolemment empereur, par une assemblée des députés de la province siégeant à Arles, Avitus, rhéteur, tout à fait simple (*totius simplicitatis*), pour le rôle qu'on lui imposait. Les Romains, mécontents d'avoir pour empereur un Gaulois, envoyé par un étranger, n'osaient s'en défaire. Mais le chef des troupes mercenaires d'Italie, le Suève Ricimer, nouveau chef de la milice, arrivé là comme ses deux prédécesseurs, sans avoir l'audace ou l'habileté d'être le maître, voulait au moins disposer de l'empire comme Aétius. Il chassa de Rome Avitus, qui n'eût que le temps d'y faire prononcer son panégyrique par Sidoine Apollinaire; et, après avoir laissé l'empire vacant pendant au moins dix mois, il fit enfin élire par le sénat et le peuple Majorien, officier romain distingué, dans lequel il espérait trouver une créature docile.

Celui-ci apparut comme pour jeter un dernier éclat sur l'empire, dont il chercha vainement à arrêter la chute. N'ayant guère plus que l'Italie à défendre, il le fit avec vigueur. Il délivra la Campanie des incursions de Genséric. Il défit les Allemands dans les Alpes, et contint les Burgondes et les Visigoths auxquels il donna le Rhône pour limite dans la Gaule.

La remise de tous les arrérages dus au fisc soulagea un instant les provinces de l'Italie. Le rétablissement de la charge de défenseur, quelques adoucissements apportés à la triste condition des curiales, ramenèrent dans les villes un peu de vie municipale; l'interdiction de porter une main profane sur les anciens monuments, que les Romains modernes dégradaient pour en tirer les matériaux de leurs nouvelles demeures, arrêta un instant la ruine de tous les chefs-d'œuvre. Quelques lois tentèrent de remédier à la décadence plus irréparable des mœurs. Général habile avant tout, Majorien s'apprêtait à conduire une expédition en Afrique, pour rendre à l'Italie les grains de cette fertile contrée. Il avait déjà dirigé les barbares vers l'Espagne, lorsque ses vaisseaux, rassemblés à Carthagène, furent surpris, brûlés ou coulés à fond dans le port par Genséric.

Ce revers perdit Majorien et l'empire avec lui. Ricimer profita (461) de son insuccès pour faire révolter les troupes, le mit à mort et donna la pourpre à un homme obscur et incapable, Libius Sévérus. De Stilicon à Aétius, d'Aétius à Ricimer on mesure rigoureusement la déchéance de l'empire.

Pour obtenir des secours de l'empereur d'Orient, Léon le Thrace, contre les Vandales, Ricimer tue Libius Sévérus (468) et reçoit de Constantinople, qui jouissait toujours d'un certain prestige, le sénateur Anthémius comme empereur. Menacé alors par Genséric, il abandonne Anthémius, bien qu'il eût épousé sa fille, pour un certain Olybrius, que lui donne Carthage. Anthémius ne veut point céder la place; il est assiégé dans Rome; la ville est prise; Ricimer, Anthémius et Olybrius se la disputent et périssent au milieu d'un nouveau pillage, d'autant plus terrible que les esclaves et la populace déchaînés mêlent leurs vengeances et leur avidité à celle des soldats vainqueurs. On combat pendant trois mois autour du môle d'Adrien et sur les ponts qui font communiquer les deux rives. Au milieu du désordre, les esclaves, les vauriens, sortis de leurs repaires, comme dans toutes les catastro-

phes, assassinent les riches, pillent les maisons et incendient plusieurs édifices. La ville saccagée une troisième fois (472) s'affaisse sur elle-même.

Il ne s'agissait plus maintenant de savoir quel empereur mais quel chef de bandes allait être le maître. Malgré l'envoi fait par la cour d'Orient d'un dernier empereur, un ancien secrétaire d'Attila, Oreste, parvenu depuis à la tête des armées de l'empire, mit enfin de côté les scrupules qui avaient arrêté son prédécesseur et fit proclamer son propre fils Romulus Augustule. Mais le barbare ne comprit pas toute la portée de la révolution qu'il faisait. Les mercenaires ruges, turcilinges, hérules, qui étaient sous ses ordres, las aussi d'être seulement les défenseurs soldés de l'Italie, voulaient à l'exemple de leur chef, en devenir les vrais possesseurs. Comme les Visigoths et les Burgondes, qui avaient pris des établissements dans la Gaule, ils demandèrent le tiers des produits ou des terres de la péninsule; Oreste le leur refusa; ils trouvèrent aisément un chef plus logique et plus hardi.

Un Ruge, Odoacre, enrôlé dans la milice et commandant d'un corps d'Hérules, promit aux mécontents de les satisfaire s'ils voulaient le suivre. A leur tête il prit Oreste dans Pavie, le tua, puis relégua dans une maison de campagne, à Lucullanum, Romulus Augustule, ce dernier César qui, par une sorte de dérision du hasard, réunissait les noms du fondateur de Rome et du fondateur de l'empire. A Rome, le sénat lui-même, sur l'ordre de l'audacieux barbare, proclama la fin de l'ancien ordre de choses. Dans une lettre, adressée à l'empereur d'Orient, les sénateurs déclarèrent qu'un seul souverain suffisait pour remplir désormais de sa majesté l'Occident et l'Orient, et qu'il était inutile de prolonger la succession impériale en Italie; en conséquence, ils supplièrent Zénon, au nom de *la République*, d'accorder à Odoacre le titre de patrice et le gouvernement du *diocèse* d'Italie.

Il ne manquait à l'abaissement du sénat que d'ensevelir lui-même la vieille gloire de Rome et de rédiger ainsi l'acte d'abdication de l'Italie, tombée du rang de maîtresse

du monde à celui d'un simple diocèse. C'était proclamer au reste un fait depuis longtemps accompli. Depuis la mort de Théodose, des barbares avaient exercé successivement le pouvoir dont ils avaient laissé le titre à des fantômes. La suppression du nom d'empire d'Occident ne fut qu'une conséquence à peine remarquée de la disparition de la chose elle-même, et il n'en resta plus qu'un souvenir vague, mais glorieux, dans l'esprit des Italiens et de tous les peuples nouveaux nés de ses débris.

Ce souvenir cependant ne sera pas sans puissance. Les peuples de l'Occident, longtemps accoutumés à recevoir avec crainte et respect ce qui vient de Rome, sont comme disposés d'avance à l'obéissance toute spirituelle que l'évêque de cette ville exigera bientôt d'eux. Rome païenne laissait l'héritage de sa suprématie à Rome chrétienne. De leur côté, les Italiens, dans leur misère, invoqueront plus d'une fois comme une protection et un espoir ce nom de César, synonyme de leur prospérité et de leur grandeur. En dépit de l'abdication du sénat, et bien qu'il y ait encore, à Constantinople, des Césars, héritiers dans leur chancellerie de la domination tombée, il semble qu'il y ait toujours un grand vide à combler dans l'Occident.

LIVRE II.

L'ITALIE GOTHIQUE (476-552)[1].

Règne d'Odoacre; invasion des Ostrogoths (476-490). — Établissement des Ostrogoths; Théodoric le Grand (490-526). — Décadence des Goths et conquête grecque; Bélisaire et Totila (526-552).

Règne d'Odoacre; invasion des Ostrogoths (476-490).

La révolution, qui mit fin à l'empire d'Occident en 476 et soumit l'Italie au barbare Odoacre et à ses mercenaires, n'était que l'établissement définitif d'étrangers qui défendaient depuis longtemps la péninsule et exigeaient pour eux ce qui avait été accordé à des armées plus étrangères encore, en Gaule et en Espagne. Par là cependant tout lien fut rompu entre l'Italie et le reste de l'Occident, entre le passé et le présent; la péninsule recommença une vie nouvelle, une vie à part, au milieu du démembrement de l'ancien empire.

Odoacre, ce roi couvert de fourrures, ne semblait point tout à fait dépourvu des talents nécessaires pour faire du débris d'un empire un royaume puissant et libre. Il ren-

1. Voy. du Roure, *Histoire de Théodoric le Grand, roi d'Italie;* Manso, *Geschichte des Ostgothischen Reiches;* Jornandès, *Annales des Goths;* Procope, *de Bello gothico.* Panégyrique d'Ennodius, lettres de Cassiodore.

voya à l'empereur Zénon les ornements impériaux, satisfait de conserver la réalité de la puissance, sous le titre modeste de patrice. Selon la promesse faite aux barbares, le tiers des produits des terres du fisc, des maisons, des esclaves, leur fut partagé; des bandes de mercenaires arrivées après coup eurent même part aux dépouilles. Odoacre s'effòrça de mettre autant d'ordre qu'il était possible dans cette prise de possession des nouveaux habitants. Il conserva l'administration civile, qui continua à être exercée sous ses ordres par un préfet du prétoire. Les soldats et les compagnons d'Odoacre formèrent seulement en Italie comme une garnison militaire, dont on avait payé la solde, une fois pour toutes, par une large concession de terres ou de produits qui assuraient leur subsistance.

Le barbare montra en tout, au dedans comme au dehors, la même fermeté. A la suite d'une émeute, à laquelle avait donné lieu le choix du pape à Rome, il défendit de procéder désormais à une élection sans son aveu. Assez fort pour se borner dans ses désirs, il céda la Provence aux Visigoths établis dans la Gaule; il recouvra sur Genséric l'ancien grenier de Rome, la Sicile, mais à la condition d'un tribut. Il échoua cependant dans le projet de fonder une domination puissante et durable en Italie, comme semblaient alors faire les Visigoths à l'Occident. Ses mercenaires, recrutés dans toutes les nations, étaient trop peu nombreux et formaient un corps trop hétérogène. Les Italiens, qui voyaient en eux des spoliateurs, et dans leur chef un arien, un hérétique, étaient plutôt disposés à le trahir qu'à faire cause commune avec eux. Enfin Odoacre, qui connaissait les ressources du despotisme impérial, continua à son profit toutes les exigences du fisc, et la population de l'Italie diminua encore, maintenant qu'elle était privée des blés de l'Afrique. Le pape Gélase rapporte qu'il y avait alors des contrées, dans l'Émilie et la Toscane, où l'on rencontrait à peine un homme.

Le roi Odoacre ne put défendre sa conquête lorsqu'une nouvelle nation de barbares se présenta en 489 sur la frontière des Alpes. C'était le second ban de la vaillante et va-

gabonde nation des Goths, arrivant non plus pour passer comme un torrent ainsi qu'avaient fait les Visigoths, mais pour s'établir. Soumis quelque temps par Attila, les Ostrogoths, frères des premiers, après la mort de celui-ci, s'étaient fixés dans la Pannonie, avec le consentement de l'empereur d'Orient dont, selon l'occurrence, ils défendaient ou ravageaient les provinces. Après avoir obéi à leurs trois chefs, Walimir, Widemir, et Théodemir, ils s'étaient enfin réunis sous un seul, le jeune et vaillant Théodoric, de la race des Amales, qui avait été longtemps retenu en otage à la cour d'Orient. Adopté comme son fils d'armes par l'empereur d'Orient, Zénon, Théodoric s'était enfin lassé des intrigues des Grecs et avait obtenu de Constantinople l'autorisation de faire rentrer l'Italie sous ses lois, en y établissant son peuple. Il arrivait maintenant à la tête de deux cent mille barbares, émigrant avec chariots, femmes, enfants et richesses, c'est-à-dire à la tête de tout un monde nouveau (*toto migrante in italiam mundo*), et « l'Italie », dit Jornandès, « ne souhaitait déjà que sa victoire. »

Odoacre opposa d'abord, dans les Alpes, le roi des Gépides, Ardaric, à la marche des Ostrogoths. Cette avant-garde écrasée, non sans peine, il ne put lui-même tenir sur l'Isonzo, et, près de Vérone, perdit un combat décisif. Laurent et Épiphane, évêques de Milan et de Pavie, firent leur soumission aux nouveaux arrivants. Odoacre tint encore avec ses barbares tout l'hiver au milieu des campagnes de la Ligurie. Mais Théodoric, ayant reçu, au printemps, des secours envoyés de Gaule par son allié le roi des Visigoths, livra à son adversaire une dernière bataille sur l'Adda. Il fut d'abord repoussé jusqu'aux portes de son camp; les reproches de son énergique mère le renvoyèrent au combat. Il rallia alors les siens par des prodiges d'audace, et poussa, l'épée dans les reins, son ennemi vaincu jusque dans Ravenne.

La domination de l'Italie dépendait de la possession de cette ville, que défendaient les deux petits fleuves du Ronco et du Montone, un lac assez considérable et une

forêt de pins. Pendant le siége, qui dura longtemps, Théodoric soumit Rimini, Plaisance, Mantoue, pour isoler Ravenne. L'évêque de la ville, Jean, prévoyant enfin une catastrophe, s'entremit, comme faisaient alors tous les personnages ecclésiastiques de l'empire, et parvint à conclure un traité par lequel Odoacre et Théodoric devaient garder chacun le titre de roi, et leurs soldats, goths et hérules, entrer en partage de la terre impériale Mais, au bout de peu de temps, l'impossibilité d'un pareil accommodement éclata. Théodoric sortit violemment, et par un crime, de cette position fausse. Il invita Odoacre à un banquet et le poignarda, tandis que sur son ordre les principaux chefs ennemis étaient saisis et tués en trahison dans le reste de l'Italie. La péninsule passa ainsi des Hérules mercenaires aux Ostrogoths, et d'Odoacre à Théodoric.

Etablissement des Ostrogoths; Théodoric le Grand (490-526).

Les Ostrogoths étaient un peuple encore barbare, que le christianisme, porté au milieu d'eux par des missionnaires ariens, n'avait guère adouci. Ils ne connaissaient rien de la culture de la terre; dernièrement ils avaient ruiné la Thrace, en coupant le bras droit à tous les habitants de cette province en état de tenir la charrue. Par son séjour à la cour de Constantinople, leur chef Théodoric seul joignait à la robuste constitution de sa race, et aux exercices d'une rude jeunesse, une éducation plus civilisée qui le rendait familier avec les mœurs et les lois du monde romain, bien qu'il n'eût pas encore tout à fait dépouillé le barbare. Ennodius, son panégyriste, vante la mobile expression de son visage, caressant dans la joie, terrible dans la colère, et promettant à son gré la guerre ou la paix. Avec ses rudes compagnons, Theudis et Ibbas, Théodoric avait amené en Italie le lettré grec Artémidore. Il semblait propre à présider à la création d'une nation nouvelle, par le mélange des Ostrogoths et des Italiens, comme cela eut lieu entre les Gallo-Romains et les Francs, sous le roi Clovis.

Théodoric l'essaya. Se considérant comme l'héritier, le conservateur des institutions impériales en Italie, il n'y vint rien changer; il prit seulement pour lui l'autorité, et pour ses compagnons une part des revenus des terres, en guise de solde, comme avait fait Odoacre. Un lot proportionné à la naissance, au rang dans l'armée, aux esclaves et aux têtes de bétail, fut assigné à chaque barbare sur les propriétés du fisc impérial, et les fit ainsi citoyens intéressés de l'Italie. Le chef des Ostrogoths, en chargeant quelques Romains, entre autres Libérius, de la distribution de ces domaines, essaya de déguiser autant que possible cette spoliation, qui ne s'acheva point sans quelque désordre. Dans un premier instant de colère, il avait voulu dépouiller tous les soldats qui avaient servi dans l'armée d'Odoacre; mais il revint sur cette décision, grâce à l'intercession d'Épiphane; les anciens mercenaires se confondirent peu à peu dans cette armée d'occupation, qui, avec le reste des riches propriétaires, exploita le sol italien cultivé par d'anciens colons ou de nouveaux captifs, dont la condition se rapprocha bientôt de celle des serfs.

A part cela, le roi Théodoric s'efforça de conserver le vieil édifice politique et civil de l'empire. Il garda toutes les anciennes dignités, et les confia à des Romains; il fit préfet du prétoire Libérius, qui avait défendu contre lui Césène, tant qu'il avait espéré pour Odoacre; il confia le gouvernement du midi de l'Italie au magistrat Cassiodore, et prit pour secrétaire le fils de celui-ci, qui rédigea en style pompeux les missives et les ordonnances du barbare. Les charges de patrice, de questeur, de maître des offices, le trésor public et privé, tous les ressorts de l'administration romaine et les impôts furent maintenus dans leur intégrité. A Rome, le consulat, le sénat, furent rétablis, quoique tenus dans la même nullité politique qu'auparavant. L'organisation municipale fut conservée.

Arien, Théodoric respecta le culte des Italiens; il admit même dans sa faveur Épiphane, de Pavie, Laurent, de Milan, et envoya une fois au premier une somme d'argent considérable, pour racheter des captifs qui avaient

été faits par les Burgondes sur son diocèse. Sous lui, l'évêque de Rome vit plutôt augmenter que décroître sa puissance. Il devint auprès du roi l'intermédiaire du clergé catholique, non-seulement de l'Italie, mais des autres pays où Théodoric étendit bientôt son influence; il obtint même de lui la levée de l'interdiction portée par Odoacre contre l'élection du pape, sans la permission du souverain temporel. Grâce à ce bon accord, les immunités de l'Église furent conservées; mais les clercs restèrent soumis en général à la juridiction séculière; et les juifs, protégés aussi, purent réparer leurs synagogues. Les lois sévères contre les païens et les sorciers furent seules strictement maintenues.

Désireux de rattacher son œuvre au passé, Théodoric demanda et obtint d'Anastase les insignes impériaux dédaigneusement envoyés à Constantinople par Odoacre. Il prit la pourpre, l'habit romain, la chlamide, la chaussure peinte, et fit adopter le costume romain à ses principaux officiers, pour entraîner le reste de la nation. Afin de ne point paraître entrer en rivalité avec l'empire d'Orient, il se contenta du titre de roi, et consentit à soumettre chaque année, à la confirmation de la cour de Constantinople, l'élection du consul impuissant de Rome; mais il eut soin de concentrer, entre ses mains et dans celles de sa nation, toute l'autorité politique et la force militaire. Il était le premier magistrat des Romains comme le premier chef de l'armée barbare. Il confirma, dans les villes, l'élection des défenseurs; il nommait lui-même, dans les provinces et dans les cités, les comtes goths ou romains, qui joignaient un véritable pouvoir civil à leur commandement militaire; enfin il distribuait, dans les différentes garnisons de l'Italie et les postes des frontières, la vaillante armée qu'il avait dotée d'une si riche conquête.

Sous lui, l'Italie parut partagée en deux peuples : l'un de Goths adonnés au métier des armes, l'autre de Romains voués à l'exercice des magistratures civiles et aux pacifiques occupations. Les conquérants, cantonnés dans leurs fiefs militaires, entretinrent leur goût pour les exercices

des armes, par exemple aux jeux de l'école militaire de Ravenne, et ils tinrent soigneusement leurs enfants éloignés des lieux où l'on enseignait les lettres et les arts, comme s'ils ne voulaient pas que leurs fils apprissent à trembler sous la férule d'un Romain. Les anciens habitants au contraire, depuis longtemps déshabitués de la vie du soldat, continuèrent à fréquenter leurs écoles, et ne songèrent qu'à remplir les fonctions administratives et civiles. Cette séparation cependant ne fut point un effet de la volonté de Théodoric, qui aurait ainsi assigné à chacune des deux nations sa part dans la vie publique. Loin de là, le roi accueillit avec faveur dans son armée quelques comtes romains, entre autres Servatus et Cyprien. Au contraire il fit donner une éducation toute romaine à sa fille Amalasonthe, à son neveu Théodat; il fit entrer quelques-uns de ses barbares dans le sénat et les essaya aux charges civiles; mais il ne réussit pas à fondre des mœurs et des coutumes profondément dissemblables, à secouer le relâchement des Romains et à arracher les Goths à leur rudesse barbare.

Il fallait à deux peuples si divers des tribunaux et des juges différents. Les Romains conservèrent leurs anciennes formes judiciaires, les Goths furent jugés par un comte goth. Seulement, dans les procès entre Romains et Goths, le comte barbare s'adjoignait un magistrat italien pour juger l'affaire, précaution qui n'empêchait pas que les intérêts des Romains ne fussent souvent sacrifiés à ceux de leurs maîtres. Théodoric fit tous ses efforts pour effacer ces distinctions; il rendit un édit qui dut servir de règle aux Goths et aux Romains, et qui tenta d'amener la fusion des mœurs par celle des lois; il abolit la coutume barbare des duels judiciaires, de la *composition*, des épreuves, et assujettit les Goths à maintes formes empruntées au code théodosien. Théodoric fit plus : par la plume élégante de son secrétaire, il invita à la concorde Goths et Romains : « Vous êtes rassemblés sous le même empire, leur dit-il; que vos cœurs soient unis! Les Goths doivent aimer les Romains comme leurs voisins et leurs frères, et les Romains doivent chérir les Goths comme leurs défenseurs. »

Pendant presque toute sa vie au moins, Théodoric voila par sa prudence et sa fermeté les défauts d'un état de choses auquel le temps seul pouvait porter remède. Il se fit lui-même illusion au point de dire : *le Romain imite le Goth, le Goth suit le Romain*. Fort au moins de cet accord apparent, il prit une honorable place au milieu des rois barbares qui s'étaient partagé les provinces de l'empire d'Occident démembré; il exerça même sur eux, par ses alliances et par ses armes, une sorte de puissant arbitrage. Il obtint en mariage la main d'Audeflède, sœur du puissant roi des Francs, Clovis; il donna lui-même sa sœur au roi des Vandales, sa nièce au roi des Thuringiens, une de ses filles au roi des Visigoths, Alaric II, une autre au fils du roi des Burgondes. Les provinces de Norique et de Pannonie qui servaient de frontière à l'Italie, étaient toujours remuantes depuis que les barbares les avaient occupées en y détruisant tous les vestiges de la domination romaine. Théodoric contint ces populations turbulentes; il battit et tua dans le Norique un roi des Ruges qui avait été d'abord son allié. Il enleva la Pannonie au Gépide Trasaric, qu'appuyait indirectement l'empereur d'Orient, Anastase; et, par ses victoires, il assura à l'Italie le rempart des Alpes et du Danube. Au delà même de ce fleuve, il protégea les Alamans contre les Francs; au delà des Alpes, il profita des dissensions des Burgondes et de leurs guerres avec Clovis, pour s'emparer du passage des Alpes grecques.

Ainsi respecté, ou craint de tous ses voisins, qu'il surveillait de Vérone, sa ville de prédilection, Théodoric assura à l'Italie un repos dont elle n'avait pas joui depuis longtemps et dont elle profita pour relever ses ruines. Le desséchement des marais Pontins fut essayé sous son patronage. Les côtes de l'Adriatique, depuis l'Istrie jusqu'à Ravenne, devinrent une nouvelle Campanie. Des ordonnances de Théodoric sur l'agriculture et l'exportation assurèrent la subsistance de l'Italie. Le *cursus*, ou la poste publique rétablie, raviva les relations en même temps qu'elle assura la prompte exécution des ordres royaux transmis par des messagers politiques qui portaient le nom

de *sasons*. L'affluence de la foire annuelle de Saint-Cyprien en Lucanie montra la prospérité nouvelle de cette province qui avait failli devenir un désert.

La visite que Théodoric fit à Rome, en l'année 500, est l'image fidèle de toute sa conduite; il y fit son entrée, suivi des personnages illustres des deux nations gothique et romaine, et fut reçu par le savant Boëce, préfet de Rome, à la tête du sénat, et par le pape à la tête de son clergé. Au Capitole, il montra la plus grande déférence envers le sénat qu'il appela « la citadelle de la ville, la fleur du genre humain », et qui lui vota une statue d'or. Il traita le peuple comme ce peuple voulait l'être; il lui fit donner 200 000 mesures de farine, et constitua un fonds pour lui assurer des distributions annuelles. La population romaine crut avoir retrouvé son empereur, quand Théodoric présida aux combats de bêtes dans l'enceinte du Colisée. La conduite du roi envers le clergé, qui possédait alors à Rome vingt-huit églises, fut encore plus habile. Tout arien qu'il était, il déposa sur le tombeau de saint Pierre une offrande considérable. Un schisme était près d'éclater dans Rome à l'occasion d'une élection pour le saint-siége. Les deux partis avaient été plusieurs fois sur le point d'en venir aux mains; Théodoric imposa la tranquillité à la ville, remit la décision de la querelle à l'Église et ordonna la réunion d'un synode d'évêques qui releva Symmaque des accusations portées contre lui et le proclama seul pape légitime. Appréciateur des monuments de la vieille Rome, qu'il put encore admirer dans les théâtres de Pompée et de Marcellus, dans ses thermes et dans ses temples, il les mit sous la garde d'un architecte particulier, fit défense aux citoyens de les dégrader, affecta aux frais de leur réparation le produit des douanes du port Lucrin, et donna lui-même chaque année 200 livres d'or et 25 000 briques pour leur entretien. Ces soins réparateurs s'étendirent au delà de l'enceinte de Rome, à Ravenne, à Pavie, à Naples et dans quelques autres villes où furent restaurés ou construits des églises, des aqueducs, des bains et des portiques; à Vérone surtout où s'éleva un palais, le plus ancien

et le plus authentique monument de l'architecture des Goths.

Une occasion s'offrit bientôt à Théodoric de prouver au loin quelle était sa puissance. Après avoir essayé de prévenir la guerre entre les Francs et les Visigoths, il fut obligé de prendre sous sa protection toute une nation de frères, lorsque Alaric II eut été tué à la bataille de Poitiers. Son général, Ibbas, battit le fils aîné de Clovis, près d'Arles. En vain, l'empereur Anastase, allié de Clovis, essaya-t-il de faire diversion en jetant une armée en Italie; mille petits bâtiments légers, équipés à temps par les soins du préfet du prétoire, Abundantius, garantirent les côtes de la péninsule. Théodoric conserva la Septimanie aux Visigoths, prit pour lui la province d'Arles où il établit le préfet Libérius, et, maintenant Amalaric sur le trône des Visigoths en Espagne, étendit son autorité sur les deux branches réunies de la nation gothique, du Danube au détroit de Gibraltar.

L'Italie, unie sous la domination d'une nation puissante et d'un homme de génie, recouvrait avec quelque prospérité la première place en Occident; œuvre brillante, mais qui cachait des vices dont la première occasion fit éclater les tristes conséquences! Les 200 000 barbares, maîtres de l'Italie, fiers de leur force, supportaient difficilement le respect qui leur était ordonné pour les vaincus, et les impôts qu'ils devaient payer comme eux à leur chef commun. Malgré les nombreuses lois portées contre les Goths qui violaient les propriétés des Romains, ce crime se renouvelait souvent, et Théodoric avait besoin de rappeler qu'il n'était point affranchi lui-même de l'impôt, pour y plier ses compagnons. De leur côté, les Romains n'oubliaient point, malgré tous les ménagements, qu'un barbare, un arien, les avait conquis et les tenait sous le joug d'une sorte d'aristocratie militaire. Théodoric d'ailleurs en conservant toute l'administration politique et civile des Romains, n'avait fait que continuer les traditions du despotisme impérial, d'autant plus odieux aux anciens habitants qu'il était exercé par un étranger.

La religion fut la pierre d'achoppement où vint se briser la fortune des Goths et le nouveau royaume d'Italie. Théodoric avait professé par la bouche de Cassiodore que « le souverain n'avait point d'empire sur la religion, parce qu'on ne pouvait forcer la croyance » ; et il avait fait respecter scrupuleusement la liberté de chacun. Mais un châtiment infligé à quelques orthodoxes exaltés, pour des violences exercées contre les juifs à Rome et à Ravenne répandit le mécontentement parmi les catholiques. Dans toutes les églises les prédicateurs crièrent à la persécution. La défiance se glissa peu à peu dans l'âme de Théodoric, et réveilla le barbare dans le roi d'Italie. Le port des armes fut interdit aux Italiens; les sénateurs soupçonnés de relations secrètes avec la cour de Byzance furent étroitement surveillés.

Théodoric, arien consciencieux, trouvait dans les circonstances des raisons de craindre pour la doctrine dont il était alors le seul représentant considérable. Il avait vu Clovis chasser avec les Visigoths l'arianisme de la Gaule; les Burgondes venaient d'abandonner leur vieille foi. Le célèbre Benoît de Nursie pénétrait alors, à quatorze ans (494), dans le massif des Apennins d'où s'échappe l'Anio, peuplait de ses disciples la solitude de Subiaco et jetait les bases de la règle des couvents. A son exemple, d'autres vont bâtir des chapelles dans des lieux ignorés où l'on échappe aux malheurs du temps. Sous le nouveau pape, Jean, esprit également ardent, l'orthodoxie devient plus jalouse. Rome enfin tournait ses regards avec plus de complaisance vers l'empereur orthodoxe de Constantinople.

Théodoric pouvait craindre qu'on ne fît servir la religion aux desseins de la politique. Il s'était toujours tenu en garde contre l'ambition de Constantinople. Un édit porté par l'empereur Justin contre ses sujets ariens, sans en exempter même les Goths auxiliaires, éveilla encore plus les regrets et les espérances des Italiens, mais excita au plus haut degré la colère du roi. Il fit partir en toute hâte pour Constantinople le pape et quatre sénateurs pour obtenir le retrait de l'édit, et, sur le refus de Justin, menaça

par représailles, d'interdire le culte orthodoxe en Italie. Si quelques vœux avaient été formés déjà pour le rétablissement de l'autorité impériale dans la péninsule, les menaces de persécution les rendirent plus ardents. Lorsque Théodoric apprit que le pape Jean, sans rien obtenir de Justin, le couronnait une seconde fois solennellement à Constantinople, il se crut trahi. Le sénateur Albinus fut accusé en plein sénat d'avoir espéré la liberté de Rome, et entretenu au nom du corps tout entier une correspondance coupable avec Justin; comme il se défendait, le personnage le plus illustre de l'Italie, Boëce, qui avait écrit récemment son livre *de la Trinité* contre les ariens, se leva pour réclamer sa part du crime d'Albinus. « Si Albinus est coupable, dit-il, je le suis avec tout le sénat romain. »

Théodoric n'avait pas ménagé sa faveur à Boëce. Deux ans auparavant il avait fait élire dans une même année ses deux fils consuls. Cette opposition lui parut ajouter l'ingratitude au crime; il fit saisir l'illustre sénateur, comme coupable d'avoir adressé à l'empereur Justin une requête pour la délivrance de l'Italie; il obtint sa condamnation du sénat tremblant, et le jeta dans la tour de Pavie où celui-ci écrivit son beau livre *de la Consolation de la philosophie*. Peut-être est-ce sur la lecture du premier des chapitres de cet ouvrage, que Théodoric tira cruellement Boëce de sa prison pour le livrer au supplice de la roue. Peu de temps après, Symmaque, beau-père de la victime, éprouva le même sort pour n'avoir pas su contenir sa douleur; et le pape Jean, au moment où il revenait de Constantinople, fut jeté dans une prison où il mourut.

La colère du barbare contint les Italiens; mais l'œuvre du roi Théodoric fut perdue. Lui-même, triste d'avoir tout compromis, tourmenté par le remords, poursuivi par de sanglantes images, il succomba peu de temps après à un accès de fièvre ardente (526), et sa mort fut le signal de la décadence de son royaume. On voit encore à Ravenne le tombeau qu'il s'était fait construire de son vivant, et dont le dôme énorme et massif, fait d'une seule pierre d'Istrie, suffit pour prouver que rien, dans l'architecture des Goths,

ne lui méritait l'honneur de donner son nom à cet art ogival qui a couvert de ses chefs-d'œuvre l'Europe du moyen âge.

Décadence des Goths et conquête grecque ; Bélisaire et Totila (526-552).

Après la mort du grand Théodoric, les Visigoths d'Espagne se séparèrent d'abord des Ostrogoths sous le roi Amalaric. Amalasonthe, fille du grand roi, veuve d'Eutharic, prince goth de la race des Amales, tutrice de son fils âgé de dix ans, Athalaric, n'eut à soutenir qu'en Italie l'œuvre du conquérant. La tâche était déjà assez lourde. Les grands officiers de la cour, au lit de mort du roi, avaient juré fidélité à sa fille et à son petit-fils. Au premier moment les émissaires d'Amalasonthe firent reconnaître son autorité partout. Avec une prudence qui rappelait celle de son père, et témoignait des conseils de Cassiodore, cette femme belle et savante ménagea d'abord l'empereur d'Orient, dont elle fit graver l'image sur ses monnaies, avec le nom seul de son fils; elle rendit leur patrimoine aux enfants de Boëce et de Symmaque, et confia les premières charges civiles aux Romains; elle continua à protéger les anciens habitants contre les violences de ses compatriotes, donna à son fils l'instruction qu'elle avait reçue elle-même, et montra qu'elle aurait maintenu ce qu'avait fondé son père, si une femme l'avait pu à cette époque barbare.

Mais la puissante volonté de Théodoric n'était plus là. Las de protéger les Italiens, les barbares voulaient les opprimer, depuis qu'ils n'étaient plus contenus; les Romains et le clergé orthodoxe au contraire tournaient maintenant avec hardiesse leurs regards vers Constantinople, en voyant l'autorité aux mains d'une femme. La première occasion de trouble naquit dans le palais de Ravenne. La reine Amalasonthe avait quelque peine à plier son fils aux nécessités de l'éducation romaine; elle frappa un jour au visage le jeune roi; les seigneurs goths déjà mécontents de

voir leur chef élevé dans les arts des Romains, l'arrachèrent alors à sa mère pour en faire un véritable roi barbare, et le confièrent à des guerriers. La mort du jeune Athalaric, victime des excès que lui permirent ses nouveaux maîtres, compliqua la situation déjà très-tendue (534).

Amalasonthe ne croyait point la maxime barbare *que la lance ne devait point tomber en quenouille*, faite pour la fille de Théodoric; elle voulait continuer de régner. Un neveu du grand Théodoric, Théodat, disciple de Platon, barbare civilisé qui n'avait pris des mœurs romaines que les vices, convoitait la succession d'Amalaric et traitait aussi avec la cour d'Orient. Entourée de piéges, Amalasonte offrit à Théodat le partage de son trône; Théodat accepta, puis enferma la fille de Théodoric dans une île du lac Bolséna; enfin, comme elle implorait la protection de Justinien, empereur d'Orient, il la fit étrangler dans un bain. C'était l'occasion qu'attendait la cour d'Orient. Justinien avait alors, à Constantinople, l'apparence de la puissance; décidé à arracher l'Italie aux Goths comme il venait d'arracher l'Afrique aux Vandales, il ordonna à son général Bélisaire de passer avec ses mercenaires en Sicile et en Italie.

Les Goths ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. Les anciens habitants voyaient approcher avec joie celui qui les délivrerait de la domination de spoliateurs barbares et hérétiques; les Siciliens se rendirent à la première sommation. A la nouvelle que Bélisaire approchait, le disciple de Platon abandonna la partie pour une honnête pension et la permission de vivre en philosophe dans la Grèce. Bélisaire, débarqué sans peine à Reggio, se dirigea sur Naples, au milieu des peuples joyeux du Brutium, de la Lucanie et de la Campanie. Huit cents Goths et les juifs très-nombreux dans Naples opposèrent seuls une vive résistance. Mais Bélisaire fit pénétrer ses soldats dans la ville, et tout le midi de la péninsule reconnut ses lois (536). Quelques mois après enfin le général de Justinien était reçu à Rome avec enthousiasme par un peuple qui espérait regagner les blés

de la Sicile et de l'Afrique, et qui acclamait dans le maître de Bélisaire un souverain orthodoxe.

A voir ainsi commencer la lutte, il semblait que les Goths ne dussent pas tenir longtemps; ils trouvèrent cependant dans leur courage assez de ressource pour lutter dix-huit ans. A la place de Théodat, tué dans sa fuite par un Goth qui avait une injure personnelle à venger, ils élurent Vitigès. Celui-ci épousa la fille d'Amalasonthe, abandonna la Gaule ostrogothique aux Francs, afin de prévenir une autre guerre que Justinien suscitait contre lui, et, après avoir rassemblé des garnisons les plus éloignées tous les conquérants de l'Italie, il revint sur le midi par la voie Flaminienne et le pont Milvius. Bélisaire avait fait d'immenses préparatifs de défense, armé les habitants pauvres, réparé les fortifications, transformé pour la première fois le tombeau d'Adrien (plus tard le château Saint-Ange) en citadelle; il animait tout de sa présence. Vitigès établit les Goths dans sept camps fortifiés autour de Rome et livra plusieurs assauts inutiles. Pendant un an (538) les Ostrogoths s'obstinèrent à l'attaque, malgré les ravages que faisait parmi eux l'air déjà pestilentiel des environs de Rome, et Bélisaire à la défense, en dépit des Romains qui commençaient à trouver un peu dures les souffrances de la famine. C'est pendant ce siége que les Goths coupèrent les aqueducs, ces merveilleux ouvrages qui, à travers la campagne, apportaient l'eau et la vie à Rome. Enfin un secours de 4000 mercenaires, amené par la femme de Bélisaire, Antonina, découragea les Ostrogoths. Ils se mirent en retraite vers le nord.

L'arrivée de 100 000 barbares francs, qui s'annonçaient par la ruine de la grande ville de Milan, pouvait changer les chances de la lutte; ils étaient courtisés à la fois par les Grecs et les Goths, mais leur chef, Théodebert, bat indistinctement les Goths et les Grecs, brûle les moissons, ruine toutes les villes où il entre, et se retire avec une armée décimée par la faim et par la peste, après avoir fait plus de mal à la cause de Vitigès qu'à celle de Justinien (539).

Cet ouragan passé, Bélisaire resserre peu à peu les Goths

dans Ravenne. Justinien, las de la longueur de la guerre, était prêt à abandonner aux Goths la Ligurie au delà du Pô, mais son général persiste; il met à profit les ouvertures de quelques traîtres qui offraient de le reconnaître comme roi d'Italie, fait pénétrer des vaisseaux dans le port, des soldats dans les faubourgs, et prend possession de la ville, malgré le désespoir des femmes des Goths qui crachaient au visage de leurs maris, à la vue du petit nombre et de la petite taille des vainqueurs. Vitigès captif, le reste des Goths en garnison dans les différentes provinces d'Italie fit sa soumission, croyant tout sauver en changeant seulement de roi; mais Bélisaire leur annonça alors qu'il avait travaillé pour son maître et non pour lui-même; et, laissant derrière lui dix généraux grecs pour achever son œuvre, il crut pouvoir aller conduire le roi des Goths aux pieds de l'empereur Justinien et lui annoncer que la péninsule faisait de nouveau partie de l'empire (540) : il n'en était pas encore ainsi.

Quelques milliers de Goths déterminés, enfermés dans Pavie, refusèrent d'obéir en apprenant qu'ils étaient trahis; ils se donnèrent pour chef Totila, neveu du dernier roi. Celui-ci profite de la division des généraux grecs qui n'étaient occupés qu'à faire leur main, disperse 20 000 ennemis près de Faenza, reprend Naples, la Pouille, la Calabre; et, après avoir ainsi privé Rome des blés du midi de l'Italie, il revient sur elle. Le système fiscal de l'empire appliqué de nouveau à l'Italie par Justinien, et la conduite de ses dix généraux avaient suffi déjà pour faire regretter les Goths.

Bélisaire, qui revint alors, ne put empêcher Totila de forcer la porte Asinaire; le barbare pénétra dans la ville, mit au pillage les maisons des riches citoyens, et fit démolir un tiers de ces murailles qui l'avaient si longtemps arrêté; il n'aurait pas épargné les plus beaux monuments, sans une lettre de Bélisaire. Il laissa du moins la ville presque déserte, emmena avec lui les sénateurs et les riches citoyens qu'il dissémina dans différentes forteresses de la Campanie et s'établit sur le mont Gargano (547).

Bélisaire prit possession de ces ruines, y jeta une faible garnison et fit relever les murailles de manière à résister à un assaut; mais quand il descendit au midi pour enlever la Lucanie et la Campanie à Totila, il échoua faute de troupes suffisantes, et, découragé, se fit rappeler à Constantinople. Totila rentra dans Rome, la fortifia cette fois, et y rappela le sénat et le peuple (549). Il passa dans la Sicile, qu'il rattacha à l'Italie, et fit attaquer par ses vaisseaux les côtes de l'Épire. Les villes de Ravenne et d'Ancône restaient seules au pouvoir des Grecs. Totila promettait plus encore. En rétablissant le gouvernement de Théodoric, il voulait l'améliorer par l'observation de la plus rigoureuse justice. « Du temps de Théodat, disait-il, nous avions la puissance, mais la justice nous manquait. Honorons notre vertu. La fortune de la guerre suit les mœurs des combattants. » Il n'eut pas le temps de tenir ces promesses.

Il n'y avait pas cependant que des ruines au milieu de ces catastrophes. Sans doute Rome, prise et reprise, n'était plus que l'ombre d'une ville; bien des cités participaient de sa décadence comme de ses malheurs; la population italienne diminuait par la faim, la misère; et les barbares de toute sorte qui arrivaient, Ruges, Hérules, Goths, et bientôt Francs et Lombards, la remplaçaient peu et pas toujours avantageusement. L'agriculture, l'industrie, les arts tombaient ou se déformaient. Cependant de ces malheurs mêmes naissait une vie nouvelle. Benoît de Nursie, obligé d'abandonner devant les Goths et les Grecs la solitude de Subiaco, transportait (529) sa colonie sainte au mont Cassin, sur un roc escarpé qui domine le Liris, non loin de sa source, et il inspirait du respect même à ces conquérants passagers qui se disputaient l'Italie. Le roi Totila le visitait et se prosternait à ses pieds. Dans une disette il nourrissait du travail agricole de ses mains les pauvres de la contrée, et bientôt l'Irlandais Colomban, chassé de Gaule, vient du Nord en Italie fonder un monastère également célèbre, celui de Bobbio. Les moines combattent la barbarie sur les hauteurs et dans les plaines; et, comme l'art roman bâtit déjà de nouvelles églises avec les débris des

monuments romains, la cité nouvelle, ecclésiastique, s'élève sur les ruines des pouvoirs politiques. L'Italie aura beau passer sous d'autres dominateurs, ce caractère nouveau lui restera.

LIVRE III.

L'ITALIE BYZANTINE ET LOMBARDE[1].

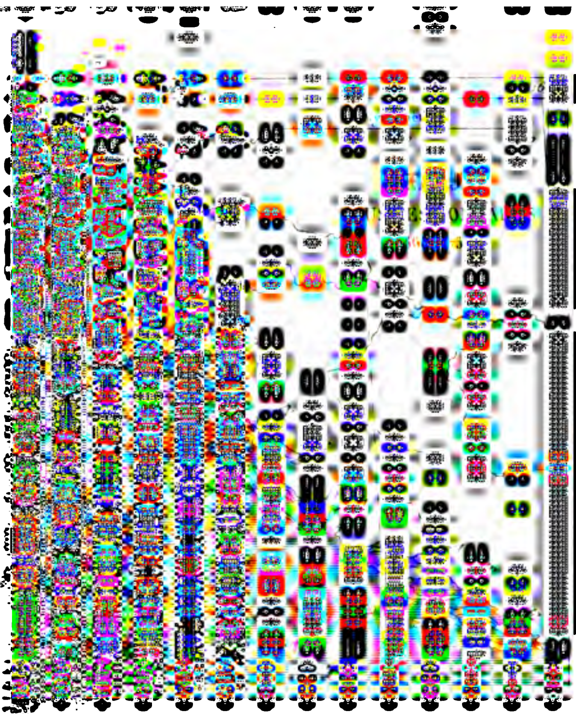
L'eunuque Narsès fonde l'exarchat (552-568). — Les Lombards et leur roi Alboin (568-575). — Les trente-six duchés lombards (575-584). — Autharis Théodelinde; saint Grégoire le Grand; les Lombards convertis (584-620). — Rotharis; constitution et législation des Lombards (620-652). — Décadence lombarde et byzantine; origine du pouvoir temporel des papes. — Grégoire II et Grégoire III; Rome ecclésiastique (652-750).

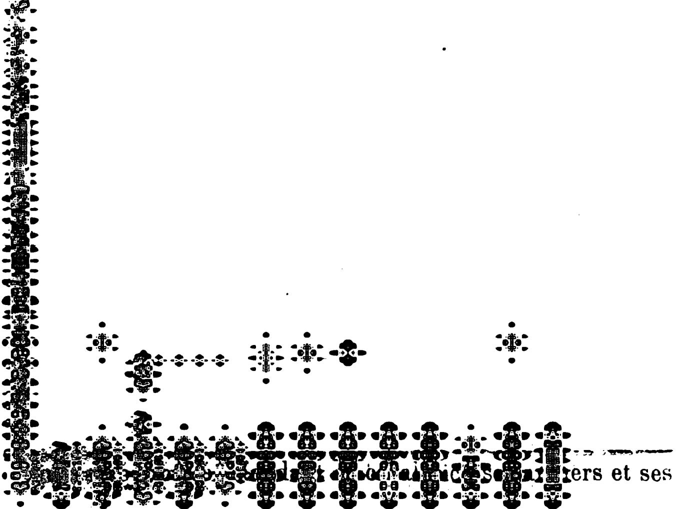
L'eunuque Narsès fonde l'exarchat (552-568).

La puissance gothique en Italie avait jeté seulement avec Totila un dernier éclat. Elle avait de bien faibles racines dans la péninsule puisqu'il avait suffi d'un premier choc de l'empire byzantin pour l'ébranler. Un second choc la renversa. Le pape Virgile, organe des orthodoxes et des anciens habitants, s'adressa de nouveau à Justinien qui cette fois leur envoya un homme capable d'achever les Goths.

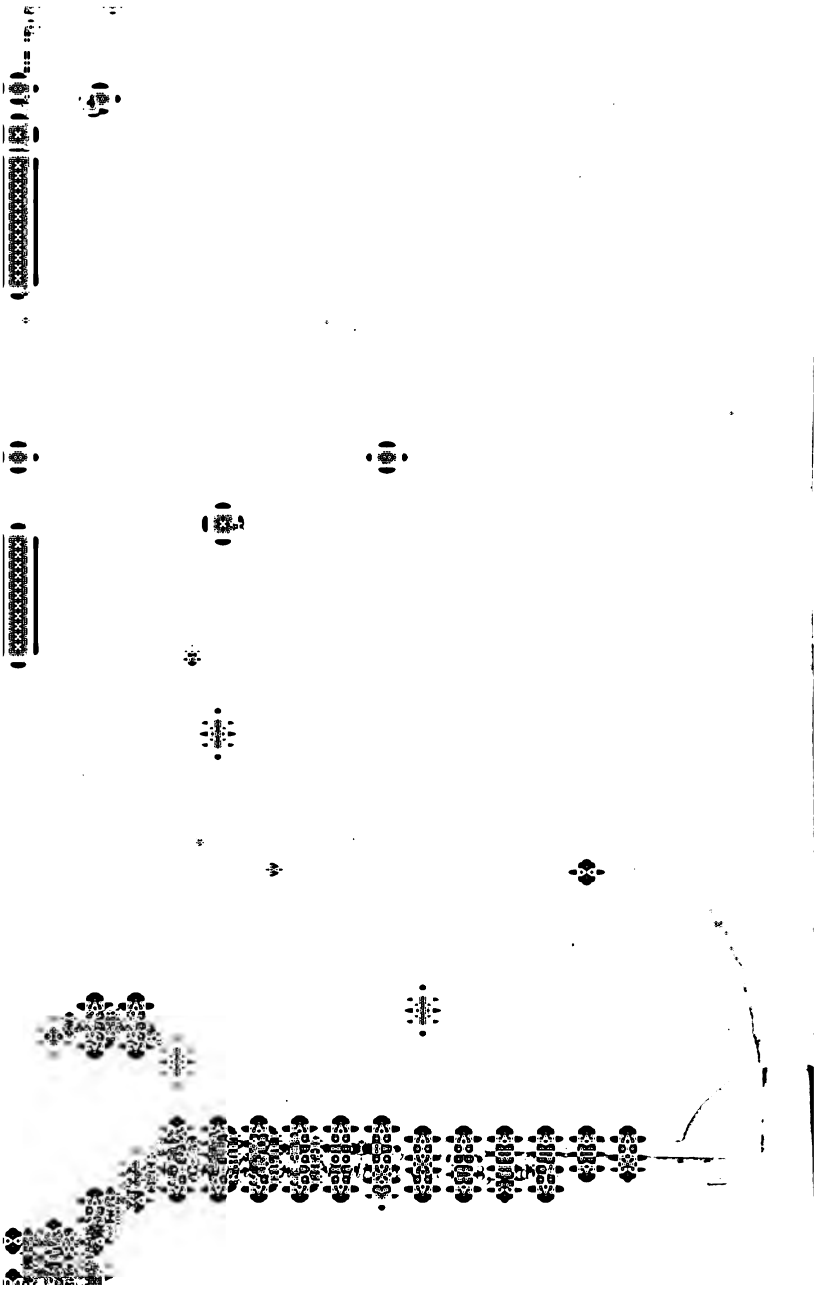
L'eunuque Narsès cachait une âme énergique dans un corps grêle et mutilé; il augmenta les troupes qu'on lui

1. Voy. Léo, *Histoire d'Italie,* 1er vol.; Paul Diacre, l'historien des Lombards, et Anastase, le bibliothécaire; Grégorovius, *Histoire de Rome au moyen âge,* en allemand, et surtout, à partir de cette époque Ferrari, les *Révolutions d'Italie,* 4 vol. in-8, Didier.





…ers et ses



avait confiées de 5000 Lombards, 3000 Hérules, 2000 Huns et 4000 Perses, qui avaient à leur tête le neveu même de leur roi. Ce fut par le nord qu'il pénétra avec ces forces barbares en Italie en jetant des ponts de bateaux aux em bouchures de la Piave, de la Brenta, de l'Adige et du Pô. Après s'être reposé à peine quelques jours dans Ravenne, il se dirige droit sur Rome. Les Goths l'attendaient entre Tagina et les sépulcres des Gaulois, sur le champ de bataille où Décius s'était autrefois dévoué pour Rome en combattant. Totila, avant l'action, fait admirer des deux armées son adresse à diriger son cheval et à manier sa lance. Plus de 6000 Goths tombent autour de lui ; il périt lui-même un des derniers, percé par la lance d'un chef gépide (552). Rome tombe au pouvoir du vainqueur. Téias, que les Goths avaient encore reconnu pour roi, est poursuivi par les vainqueurs et enfermé sur le mont Lactaire avec les siens; ils cherche à s'ouvrir un passage à travers l'armée de Narsès. Au moment où il échange son bouclier couvert déjà de douze javelines, il est percé d'un coup mortel; ses compagnons, après avoir continué le combat jusqu'au soir, capitulent (553). Aligern, son frère, assiégé dans Cumes, se défendait encore, quand plus de 80 000 Alamans conduits par deux Francs, Leuthar et Buccelin, que les Goths avaient appelés, descendirent encore une fois des Alpes (554).

Narsès concentra ses troupes sur différents points fortifiés et laissa passer le torrent qui se répandit en faisant des ruines jusqu'aux extrémités de l'Italie. Aligern lui-même fut tellement effrayé à la vue de ces barbares, qu'il traita avec le général de l'empire d'Orient. Heureusement cette invasion se consuma d'elle-même. Arrivés en Campanie dans la saison des vendanges, les Francs et les Alamans se livrèrent à de tels excès d'intempérance, que la dyssenterie les fit périr par milliers. Leuthar se détacha alors avec les siens du corps de Buccelin pour aller mettre ses richesses en sûreté au delà des Alpes et mourut sur les bords du lac Benacus. Narsès eut bon marché du reste sur les bords du lac Vulturne. Il disposa son armée en un vaste demi-cercle, étendant sa cavalerie, ses archers et ses

frondeurs sur les deux ailes. Les Germains, qui n'avaient pas de cavalerie, s'avancèrent en formant le coin, enfoncèrent le centre des Grecs, mais furent enveloppés de tous côtés par la cavalerie ennemie. Leur petite hache ou framée et leur redoutable angon leur furent de peu de secours contre les flèches et les pierres qui les frappaient de loin. Les Hérules de Narsès décidèrent la victoire en faisant une charge à fond dans cette masse en désordre. Les historiens grecs assurent que de toute cette invasion, cinq Germains à peine repassèrent les Alpes.

Narsès n'eut plus qu'à recueillir les fruits de ses victoires; il rentra triomphant dans Rome; l'Italie devint une province de l'empire d'Orient, et fut gouvernée par celui qui l'avait reconquise sous le titre d'exarque ou de patrice (554).

Vingt années de guerres, pendant lesquelles les Goths, les Grecs, les Francs et les Alamans, s'étaient disputé la péninsule avec acharnement, avaient mis l'Italie plus bas encore que ne l'avait trouvée Théodoric. La ville de Milan seule avait perdu 300 000 habitants, et dans le Picénum 50 000 étaient morts de faim. Les Goths, qui s'étaient établis avec leurs richesses, leurs femmes et leurs enfants dans la péninsule, l'avaient d'abord repeuplée, puis traitée, conservée comme leur propriété. Les Grecs, venus seulement pour soumettre, avaient enlevé tout ce qu'ils pouvaient emporter de richesses, et, en détruisant les Goths, ne les avaient pas remplacés. Les généraux avaient donné l'exemple de la plus odieuse rapacité. Les barbares francs et alamans avaient fait pis encore.

Narsès, pendant quinze ans qu'il remplit les fonctions d'exarque, répara quelques-uns de ces maux. D'abord il mit l'Italie à couvert de toute tentative nouvelle et lui assura la paix. Le domaine de Théodoric, les possessions des Goths retournèrent au fisc, sauf quelques terres laissées à ceux qui avaient fait une prompte soumission. Les troupes astreintes à une discipline assez rigoureuse, les fortifications de Milan et celles de plusieurs autres villes relevées, rendirent quelque sécurité à la péninsule. Le nouveau

gouvernement fut presque entièrement militaire. L'exarque eut la principale autorité; le préfet du prétoire lui fut soumis.

Narsès jouit d'une autorité presque sans contrôle pendant tout le règne de Justinien. Au dehors, sa réputation d'habileté, ses liaisons avec les barbares, le firent respecter des nations voisines, que la péninsule, malgré ses ruines, tentait encore. A la mort de Justinien (565) les difficultés commencèrent. L'impératrice Sophie, femme de Justin II, était l'ennemie particulière de l'exarque. Quelques mécontents déclarèrent qu'ils avaient été plus heureux dans la servitude des Goths que sous le despotisme de l'eunuque grec. Narsès fut disgracié, et un nouvel exarque, Longin, envoyé à sa place. On assure que l'impératrice ajouta à la lettre de destitution envoyée à Narsès une insulte qui arracha à celui-ci quelques menaces. Longin, en transférant sa résidence à Ravenne, et en annonçant dans l'administration civile et judiciaire quelques réformes assez mal vues, fit bientôt repentir les Romains. Le pape Jean III alla exprimer à Narsès, à Naples, les regrets des Italiens, et de là partit pour Constantinople afin de revendiquer les priviléges de Rome méconnus par Longin. Narsès eut la consolation de revenir loger au Capitole et d'y mourir ; mais avec le regret de laisser après lui un exarque incapable, les troupes mécontentes, et les Italiens divisés. Fâcheuses circonstances, au moment où la péninsule était menacée d'une invasion plus redoutable encore que celles qu'elle avait déjà subies et que l'empire byzantin était incapable d'arrêter.

Les Lombards et leur roi Alboin (568-575).

Le peuple des Lombards ou des Langobards, qui se présentait en 568 aux défilés des Alpes orientales, n'avait point été adouci comme les Ostrogoths au contact de la civilisation romaine. Les barbares qui suivaient Alboin à la conquête et au pillage de l'Italie, n'étaient pas très-différents de ceux que Paul Diacre nous dépeint sous la

conduite de la prophétesse Gambara, sortant de la Scandinavie pour commencer leurs longues migrations. Après avoir si souvent changé de demeures, ils étaient constitués plutôt comme une armée que comme une nation. Ils marchaient sous la conduite de ducs ou commandants de mille hommes, de centeniers ou *sculdahis*, selon l'expression lombarde, et de dizeniers; les premiers étaient ce qu'on appelait les compagnons particuliers ou *gasindes* du roi héréditaire.

La guerre était encore toute leur existence, et ils la faisaient en vrais barbares. Narsès qui avait enrôlé quelques-uns d'entre eux, durant sa lutte contre les Goths, les renvoya, effrayé de leurs excès. Ils nourrissaient depuis longtemps contre les Gépides une vieille haine, accrue encore depuis leur établissement auprès d'eux, en Pannonie. Le roi Alboin n'y mit fin que lorsqu'il eut tué de sa propre main leur roi Cunimond. Il se fit une coupe de son crâne, et contraignit sa belle et royale fille, Rosamunde, à le recevoir pour époux, en enrôlant dans son armée les debris des Gépides. Le christianisme d'Arius ne changea guère ces sectateurs d'Odin, encore attachés à de vieilles superstitions qui sentaient la magie la plus sauvage.

L'invasion d'un pareil peuple eut un caractère terrible. Alboin ne venait point comme Théodoric conquérir la péninsule au nom de l'empire romain, moins encore pour en conserver ou en relever les vieilles institutions politiques. Il abandonnait la Pannonie à ses alliés les Avares, à la condition qu'elle lui serait rendue s'il ne réussissait pas dans son entreprise; mais il était décidé à tout pour l'échanger contre un climat plus beau et des terres plus fertiles. Ignorant des ressorts de l'administration impériale, plein de mépris pour les Romains, il ne devait ménager ni les choses ni les hommes. Un nombre considérable de Bulgares, de Suèves, 20 000 Saxons, tous païens, et plus sauvages, s'il était possible, que les Lombards, ajoutaient encore à la terreur que répandait par avance l'armée d'invasion. Cette fois, c'était bien à une spoliation et à une servitude complètes qu'il fallait s'attendre.

Longin, l'exarque, avait laissé les provinces frontières dans l'abandon ; tout s'enfuit lorsque les premières bandes descendirent les Alpes, pillant et massacrant. Le patriarche d'Aquilée chercha un asile dans l'île de Grado ; Padoue, Mantoue opposèrent seules une vive résistence, et restèrent quelque temps indépendantes ; mais en moin d'un an toute la Vénétie fut conquise ou plutôt ravagée. Alboin y laissa un de ses gasindes, son neveu Gisulf, avec un certain nombre de guerriers ; ce fut le premier duc du Frioul.

L'année suivante (569), Alboin entra dans la Ligurie ; l'archevêque de Milan, avec les plus riches bourgeois de la ville, s'enfuit à Gênes. Cet exemple fut imité dans les autres grandes villes ; Pavie seule, protégée par le Tessin et le Pô, défendue par de solides fortifications, soutint un siége de trois ans. Pendant qu'une partie des siens en formait le blocus, Alboin répandit ses guerriers sauvages dans la Toscane, dans la vallée du Tibre. Une partie de l'Émilie, Ravenne et la Pentapole, Rome enfin, échappèrent à ses armes, et prirent un accroissement considérable par le grand nombre d'habitants des autres provinces qui s'y refugièrent. Mais Alboin laissa au moins dans Spolète, entre Ravenne et Rome, un duc qui devait être comme une menace suspendue sur ces deux villes.

De retour devant Pavie qui succomba enfin en 572, le sauvage vainqueur voulait faire massacrer tous les habitants de la ville et la raser, pour effrayer ceux qui résistaient encore au nord, à Gênes et dans les villes de la Vénétie. Son cheval broncha au moment où il y faisait son entrée : c'était un signe menaçant ; il épargna la ville, en fit sa capitale et prit sa résidence dans le palais qu'y avait fait bâtir Théodoric. Cependant le présage s'accomplit. Alboin célébrait sa victoire dans un grand banquet, et buvait à ses succès dans le crâne de Cunimond. Il invite sa femme Rosamunde à lui faire raison en vidant la même coupe. Rosamunde obéit à son seigneur ; mais quelques jours après, de concert avec Helmilchis, porte-bouclier de son mari (573), elle le fait assassiner par un de ses gasindes. Elle espérait obtenir la couronne pour son complice ;

mais elle fut obligée de fuir avec lui devant la colère des compagnons d'Alboin, auprès de l'exarque de Ravenne ; elle y mourut, forcée d'achever la coupe de poison qu'elle avait servie à Helmilchis, dont elle voulait se défaire pour épouser Longin, amoureux de ses trésors.

Les trente-six duchés lombards (575-584).

Les chefs Lombards élurent un nouveau roi pour achever l'œuvre commencée. Ce brave, nommé Kleph, inaugaura brillamment son règne : il resserra Ravenne par la prise de Rimini, bâtit une forteresse là où devait s'élever plus tard Imola, et conduisit ses guerriers jusque dans le Midi où il établit un duc dans Bénévent, pour poursuivre la conquête contre Naples, Amalfi, la Calabre et le Brutium, restés au pouvoir des Grecs. Maîtres des points importants, les vainqueurs dépossédèrent alors les propriétaires romains dans le pays conquis, soit en les massacrant, soit en les chassant du pays, soit en les réduisant à une sorte de servage. Peu satisfaits de la large part que s'é-saient faite autrefois les Hérules et les Ostrogoths, ils prirent tout ce qu'ils purent ; ce qui resta des anciens habitants fut réduit à peu d'exceptions près à l'état de colon ou de tributaire. L'avidité des conquérants était telle qu'après la mort de Kleph, tué en 575 par un de ses fidèles, les ducs encouragés par la jeunesse de son fils ne lui donnèrent point de successeur, et se partagèrent les domaines royaux ; mais cette faute les empêcha d'achever dans le premier moment de la terreur la conquête de toute la péninsule et laissa toujours une partie indépendante de leur domination.

Au nombre de trente-six, les principaux chefs s'établirent avec leur suite de guerriers, non pas dans des châteaux ou des métairies isolées, comme les autres barbares, en Gaule, en Espagne et en Afrique, mais dans les villes les plus importantes, à Pavie, à Bergame, à Brescia, etc.; et là, ils continuèrent, chacun pour soi et en détail, l'œuvre de la spoliation. A demeure dans les palais et les plus

splendides maisons, ils enlèvent aux habitants des cités, à moins de stipulations particulières à quelques-unes, le droit d'administrer leurs affaires, comme à ceux de la campagne la libre propriété de leurs biens. Des guerriers de moindre importance, mais non de moindre avidité, se répandent dans les plus petites villes et les villages. Toute vie municipale et toute propriété personnelle sont enlevées aux vaincus, devenus le jouet d'une tyrannie capricieuse. La population émigre dans les îles voisines. Le désert se fait dans les villes, où les monuments et les murailles se dégradent, et dans les campagnes, où les landes reparaissent. « En vérité, peut s'écrier bientôt saint Grégoire, le pays que nous habitons n'annonce pas seulement la fin du du monde, il la réalise. »

En divisant cependant leur action, les barbares affaiblirent leur puissance et se mirent en péril. Au midi, le duc de Bénévent échoua au siége de la ville de Naples, et ne réussit que contre le monastère du mont Cassin, fondé par Benoît de Nursie en 529, et qui grandissait depuis au milieu des ruines de l'Italie. Les religieux, dispersés après le pillage de leur trésor, furent obligés, pour un temps, de se réfugier à Rome. Au nord, en 577, d'autres Lombards qui passèrent les Alpes occidentales dans le royaume de Burgondie furent complétement défaits par le général du roi Gonthran, Mummolus. Au centre le duc de Spolète, qui s'était avancé un peu trop près de Rome, fut repoussé par un corps d'armée que l'empire d'Orient avait envoyé à Ostie sur la demande du pape. Bientôt l'empereur Tibère, qui tenait à l'Italie, contracta alliance avec les Francs ostrasiens dans le dessein d'arrêter les ravages de barbares qui s'attaquaient à tous, et il songea à pousser aussi contre eux les Avares. Ces menaces du dehors, et la misère où toutes ces tyrannies particulières réduisaient l'Italie, firent sentir aux Lombards la nécessité de concentrer de nouveau les forces de la nation entre les mains d'un seul chef.

Autharis, Théodelinde; saint Grégoire le Grand; les Lombards convertis (584-680).

En 584 les ducs portèrent leur choix sur le fils de Kleph, Autharis, et lui restituèrent tous les domaines dont ils s'étaient emparés. Les conquérants devaient s'unir pour se défendre; Autharis se montra digne de la royauté. Le pape Pélage II conspirait; un gasinde du roi Lombard devait soulever les Italiens; les Francs de Childebert, sur la promesse d'une somme de cinquante mille pièces d'or, et une armée impériale débarquée dans l'exarchat, s'apprêtaient à envahir la Lombardie; les ennemis du dehors et du dedans s'entendaient. Autharis empêcha habilement la jonction des Francs et des Grecs, rejeta les premiers au delà des Alpes, reprit aux autres Parme et Plaisance qu'ils avaient enlevés et, dans une course hardie, s'avança jusqu'au fond de la Calabre, où, touchant fièrement de sa lance une colonne élevée près de Reggio, sur le bord de la mer, il jura de fixer à cette limite de l'Italie la limite de son royaume. Cet heureux début étendit au loin sa réputation. Il alla déguisé en messager demander en mariage la belle Théodelinde, fille de Garibald, duc des Bavarois; il osa lui toucher furtivement la main en lui rendant la coupe de l'hospitalité, et il se fit reconnaître, quand il prit congé, à la manière dont il planta de loin sa hache dans un chêne. De crainte d'être donnée à un roi franc, Théodelinde s'échappa de la cour de son père, et vint partager la couronne de ce vaillant chef.

Le plus grand service rendu par Autharis aux Lombards fut d'affermir leur conquête en la régularisant, en fixant les droits des vainqueurs et des vaincus. Les conquérants formèrent une aristocratie territoriale soumise à la même hiérarchie qu'ils avaient observée lorsqu'ils n'étaient qu'un corps d'armée. Ils jouirent à peu près seuls du privilége de la liberté comme de celui de la propriété. Les anciens habitants, partagés dans les villes par corps de métiers, et dans les campagnes par domaines, réduits à la condi-

tion d'*aldies* ou non libres, durent à leurs maîtres une part de leur travail, qui ne fut jamais bien fixée pour les artisans, mais qui pour les colons équivalut au tiers des produits. Le roi envoya dans ses domaines des officiers ou *gastaldes* pour administrer ses biens, percevoir ses revenus et rendre la justice à ses sujets romains. Les ducs suivirent cet exemple dans leurs possessions particulières. L'assujettissement des anciens habitants, qui n'eurent plus au-dessous d'eux que leurs esclaves, fut consommé, en même temps que leur spoliation, partout où les barbares furent maîtres. Une nouvelle constitution sociale commença ; les débris de l'organisation romaine achevèrent de disparaître pour laisser voir les premières bases de l'édifice féodal du moyen âge.

La mort prématurée d'Autharis en 591 eût compromis ces résultats sans les mérites de sa veuve Théodelinde. Les ducs lombards, que la mâle beauté de celle-ci avait séduits, voulurent qu'elle choisît son nouvel époux parmi eux et le fît roi. Dans un banquet, après avoir vidé la coupe de l'hospitalité, elle l'offrit avec sa main au duc de Turin, Agilulf, Thuringien de naissance, qui résolut de tourner toutes ses forces contre l'exarchat pour réunir l'Italie entière sous sa loi.

Cette conquête paraissait facile. L'empereur d'Orient avait essayé de resserrer entre les mains de l'exarque le gouvernement militaire et politique des provinces italiennes restées en son pouvoir. Le duc de Naples, celui de Sicile, les tribuns ou comtes militaires résidant à Rome, à Venise, à Gaëte, à Gênes et dans d'autres petites villes, avaient été mis sous ses ordres immédiats. Mais l'éparpillement de ces provinces séparées les unes des autres par la conquête lombarde, en empêchant Ravenne de communiquer immédiatement avec Venise, Rome avec Ravenne, et Naples avec Rome, anéantissait réellement son autorité.

Ce fut alors que, avec le pape saint Grégoire, apparut en Italie une puissance sur laquelle on ne comptait pas, mais que la prééminence prise naturellement alors par l'Église,

immuable au milieu de ces continuelles et douloureuses catastrophes de la politique, explique parfaitement.

Descendant de la noble famille Anicia, Grégoire ajoutait à la distinction de la naissance les avantages du corps et de l'esprit. A moins de trente ans, il était nommé préfet de Rome. Mais au bout de quelques mois il abandonnait les honneurs et le soin des choses mondaines pour se retirer dans un cloître, et ne s'y occuper que des choses de Dieu. Sa réputation ne lui permit pas de garder cette obscurité. Envoyé à Constantinople, vers l'an 579, comme secrétaire, puis, comme apocrisiaire, il rendit de grands services au saint-siége dans ses rapports avec l'empire et dans ses luttes contre les Lombards. En 590 le clergé, le sénat et le peuple, l'élevèrent d'une commune voix au souverain pontificat. Il parvint pendant trois jours à se soustraire à cet honneur; contraint enfin de le subir, il l'accepta en se promettant d'en remplir avec persévérance et énergie tous les devoirs. Mais telle était déjà la complication des affaires auxquelles le saint-siége devait pourvoir, dans la décadence de tout gouvernement civil, que Grégoire doutait lui-même *si l'épiscopat était l'office d'un pasteur des âmes ou celui d'un prince temporel.*

La position de Rome, simple ville de l'exarchat au-dessous de Constantinople, capitale de l'empire, faisait courir quelque danger à la suprématie que les synodes de Constantinople et de Chalcédoine avaient reconnue au saint-siége. Grégoire exerça hardiment ses droits de chef de l'Église, en s'appuyant sur les recueils des canons, édits et décrets publiés récemment par Denis le Petit, contemporain et ami de Cassiodore. L'archevêque de Constantinople prenait le titre d'évêque œcuménique; Grégoire combattit cette prétention. En Italie, il fit sentir avec énergie les droits patriarcaux qu'il possédait dans le diocèse des dix provinces méridionales de la péninsule, et il profita de l'exil de l'archevêque de Milan, qu'il secourut généreusement à Gênes de ses deniers, pour les étendre dans les sept provinces du diocèse du Nord. L'archevêque de Ravenne même avait rêvé une certaine indépendance pour la résidence de

l'exarque ; il fut obligé de plier devant Grégoire. Le patriarche d'Aquilée, avec quelques évêques du Nord, soutenait une doctrine, dite des *trois chapitres*, favorisée par l'empire d'Orient. Grégoire, pour punir le rebelle, autorise les îles vénitiennes, tous les jours plus populeuses, à élire un patriarche particulier qui résida à Grado ; et l'Église contribua ainsi aux progrès de la maritime et commerçante Venise.

Les immenses possessions de l'Église de Rome, dans les environs de la ville, dans le midi de l'Italie, en Illyrie, en Gaule et en Sicile, la surveillance que les lois de Justinien avaient recommandée aux évêques sur les magistrats, les circonstances enfin donnaient encore au saint-siége, dans une autre sphère, une grande importance. Abandonnée par l'empereur d'Orient, qui libérait les provinces d'Afrique de l'obligation de fournir à sa subsistance, et qui négligeait de lui envoyer les secours d'hommes et d'argent dont elle avait besoin, Rome n'avait rien à attendre de lui contre les Lombards. Il y avait là une place à prendre, car l'exarque qui résidait à Ravenne se souciait peu de la vieille capitale de l'Occident ; et elle était alors toute délabrée et comme mourante. Les monuments qui n'avaient pas été détruits par la guerre se lézardaient ; les riches l'avaient abandonnée ; le peuple ne se baignait plus dans les Thermes sans eau et mourait de faim ; « *Senatus deest*, dit Grégoire, *Populus interiit.* » Grégoire employa les ressources du saint-siége à l'approvisionnement, à la réparation et à la protection de la ville. Rome, qui voit renaître l'abondance dans ses murs, reconnait presque un nouveau maître dans celui qui la nourrit. Le peuple vient chercher à la porte des couvents les distributions qu'il recevait autrefois au cirque. Des églises nouvelles bâties, des reliques rassemblées font de la ville un but de pèlerinage et lui redonne une nouvelle vie, une vie ecclésiastique, au lieu de la vie politique qui l'abandonnait. Les ducs ou comtes grecs épuisaient les autres cités ou les provinces que l'empereur pressurait quand il ne les abandonnait pas. Grégoire les défend à la cour de

Byzance même contre de désastreuses exigences. Grâce à ses talents et à ses vertus, il prend enfin en Italie une position politique de jour en jour plus caractérisée.

Ce fut contre cette autorité morale et politique que vint se heurter le puissant roi des Lombards. Attaqué dans Rome, Grégoire reçut vivement le roi Agilulf; il partagea avec les maîtres de la milice, Maurice et Vitalien, le soin de la guerre, assura la paye des troupes, fort négligée par l'empereur, et força les clercs, dans un temps où chaque jour amenait son danger, de prendre eux-mêmes les armes; les fuyards de toutes les régions voisines affluèrent à Rome sous l'égide du saint-siége, qui racheta de ses propres deniers les captifs des Lombards.

Agilulf s'arrêta plutôt encore par respect que par lassitude. Celui qui avait fait la guerre négocia lui-même un traité au nom de Rome. En vain l'exarque se plaignit amèrement de cette usurpation, et l'empereur Maurice gourmanda ce qu'il appelait la simplicité de Grégoire. Le pape maintint avec force son droit; l'exarque ratifia le traité; Grégoire refusa cependant de signer, préférant, avec une sagesse profonde, le rôle d'arbitre de la paix à celui de partie contractante. Le saint-siége avait sauvé du même coup l'orthodoxie et l'exarchat. La papauté et l'Église, refuge de la population opprimée ou menacée d'une double tyrannie, faisaient pour la première fois une alliance étroite avec la nationalité italienne.

Ce grand pape entra dès lors en rapports fréquents avec le roi lombard et surtout avec la reine Théodelinde, chrétienne orthodoxe, qui avait vu la précédente guerre avec peine. Celui qui, disposant déjà des milices de l'ordre de Saint-Benoît, envoyait des missionnaires pour convertir les Anglo-Saxons dans la Grande-Bretagne, qui décidait l'arien Reccarède, roi des Visigothts, à renoncer à l'hérésie, et qui morigénait les rois et reines et toute l'Église de Gaule, ne pouvait négliger de combattre l'arianisme en Italie. Secondé par une reine qui avait déjà élevé pour les catholiques la basilique de Monza en l'honneur de saint Jean-Baptiste, il travailla activement à ramener les Lom-

bards à l'orthodoxie. La conversion fit de tels progrès, que le roi Agilulf permit de baptiser et d'élever son fils selon les rites de Rome. Pour toute la chrétienté enfin, Grégoire instituait en l'honneur de la sainte Vierge les fêtes de l'Annonciation et de la Purification, et consacrait le chant d'église qu'on a appelé depuis *grégorien*. Sur de nouvelles bases se refait l'unité de l'Occident; mais ce n'est point une unité politique, c'est une unité religieuse, une unité de foi.

Théodelinde travailla encore avec plus d'ardeur, après la mort d'Agilulf (615), à la conversion des Lombards, lorsque, toujours puissante et respectée, elle exerça le pouvoir au nom de son fils. « Nous rendons grâce à Dieu, lui écrivait le pape Grégoire, qui ne vous a pas seulement accordé une foi pure, mais l'énergie de la manifester par des actes qui lui sont agréables. » Le clergé catholique obtint peu à peu la prééminence sur le clergé arien. Ses églises se relevèrent; ses domaines lui furent rendus et même agrandis. Le monastère de Bobbio, fondé par saint Colomban, devint un des plus riches de l'Occident. Sous cette virile, mais douce main de femme, qui obtenait plus du sentiment chevaleresque des Lombards que n'eût fait un homme, les mœurs des conquérants commencèrent à se polir, et la condition des anciens habitants devint plus supportable. En même temps Rome se releva aux yeux de tous les peuples d'Occident sous le pontificat de celui dont on a pu faire cet éloge : « Il fléchit les Lombards, sauva Rome et l'Italie que les empereurs ne pouvaient aider, réprima l'orgueil naissant des patriarches, convertit les Visigoths et les Anglo-Saxons, disciplina la Gaule, gouverna l'Orient et l'Occident avec autant de sagesse que d'humilité, et laissa le plus parfait modèle du gouvernement ecclésiastique[1]. » Dans Rome indépendante des Lombards, regardant Constantinople avec fierté et groupant autour d'elle les nations occidentales, saint Grégoire le

1. Voir nos *Entretiens sur le moyen âge*, 2e vol., pour l'histoire détaillée de saint Grégoire le Grand, chez Didier.

Grand a relevé, grâce à d'autres principes, le drapeau de la centralisation et de la civilisation latine.

Rotharis; constitution et législation des Lombards (636-652).

La mort de saint Grégoire et celle de Théodelinde, arrivées à peu de distance l'une de l'autre (620-625), arrêtèrent un instant cette félicité relative. Mais, après la minorité turbulente du fils de Théodelinde, sa fille, Gundeberge, renouvelant l'exemple de sa mère, accorda sa main et la couronne de fer à Rotharis, duc de Brescia (636), et rétablit ainsi les affaires. Celui-ci renferma strictement dans les occupations intérieures du palais une femme qui avait l'ambition de Théodelinde sans en avoir les qualités, et reprit le cours interrompu des victoires et de l'organisation lombardes. Rotharis s'empara sans peine de la ville et des côtes de Gênes, de la Lunigiane et de tout le littoral de l'ouest, depuis les frontières du royaume de Burgundie jusqu'à la Toscane.

L'œuvre la plus importante de son règne fut la promulgation des coutumes et usages de la nation, rédigés par les grands dans différentes réunions tenues à Pavie, et ratifiées en assemblée solennelle, comme corps de droit, en 644, par le *peuple fidèle* et *l'armée fortunée* des Lombards : législation territoriale et non personnelle comme les autres lois barbares, qui s'imposa à tous les anciens habitants compris comme les Lombards sous le nom de sujets du roi, et ne fit exception que pour quelques villes qui tenaient de leur capitulation une position à part !

La première loi de Rotharis prononce la peine de mort non-seulement contre ceux qui attentent à la vie du roi, mais contre ceux qui prendront même les armes sans permission dans la résidence royale. Des six premiers rois lombards, quatre avaient péri de mort violente. Chez les Lombards, le roi représente la nation; son autorité n'y est limitée que par les hautes assemblées de Pavie, qui traitent les questions de paix et de guerre et discutent les lois.

Il commande les armées, promulgue les décrets et rend la justice. La paix publique est mise sous sa protection; il prononce la peine de mort contre les traîtres, les transfuges et les rebelles, à moins qu'il ne leur permette de racheter leur vie au prix de neuf cents sous d'or. Une partie de l'amende prononcée contre les coupables lui appartient. Il a de plus la tutelle, ou *mundium*, des femmes et enfants privés de leurs tuteurs naturels ou *mundoald*, la possession des terrains et des esclaves sans maître, l'héritage des affranchis morts sans enfants, et la moitié de celui des hommes libres qui ne laissent que des filles ou des enfants naturels.

Une cour véritable (*curtis regia*) relève l'éclat de la puissance royale. Le maréchal (*marpahis*), le chambellan, le majordome en sont les premiers serviteurs. Ils sont à la tête de ces *gasindes*, c'est-à-dire de ces fidèles du roi, attachés à sa fortune, à son service, et, à ce titre, en possession de certains priviléges; ils surveillent les comtes envoyés dans les domaines du roi, les gastaldes et les sculdahis chargés de commander et de juger les Lombards et les Romains, et de lever les impôts royaux.

Au-dessous des rois viennent les ducs résidant chacun au centre d'une grande ville comme le roi dans Pavie, exerçant aussi dans leur duché la puissance militaire et judiciaire. Ils ne forment point une noblesse de naissance ayant des droits particuliers, mais ils sont par le rang, la dignité, la puissance, les premiers des Lombards après le roi. Dans une monarchie, où l'hérédité est l'exception au lieu d'être la règle, les rois tiennent leur pouvoir de leur choix ou au moins de leur approbation. Les hommes libres choisissent et le roi institue le nouveau duc. Les gasindes royaux ou ducaux forment ensuite la classe la plus élevée des Lombards par leur importance et leur richesse.

Les hommes libres, *mansnadieri* ou *exercitales*, forment le fond du peuple et de l'armée des Longobards. Ils doivent tous le service militaire. Seuls, ils sont admis dans l'armée. L'homme libre est maître dans sa maison, qui se compose des membres de sa famille, de ses serviteurs et

de ses esclaves. Il a sur eux tous le droit de tutelle ou *mundium*. Mais lui, il est *amund*, c'est-à-dire sans patron. Les femmes lombardes libres ne peuvent jamais jouir de cet état. Filles, elles sont sous le *mundium* du père, ou à défaut du père, sous celui de l'oncle ou du frère légitime; femmes, sous le *mundium* du mari; veuves, sous celui du plus proche héritier de leur mari, ou, en rendant à celui-ci la moitié de leur dot, sous le *mundium* de leurs parents consanguins. Le jeune Lombard, pour contracter mariage avec une fille libre, est obligé de payer au père la *meta* ou prix du *mundium*, sans préjudice de la *morgengabe* ou don du lendemain.

La puissance du *mundoald* est grande sur les femmes et les filles, moindre sur les mâles. Il peut tuer sa femme surprise en adultère, tuer sa fille ou la vendre comme esclave hors du royaume, si elle s'est abaissée jusqu'à un esclave; mais il ne peut, du vivant même de ses fils, transmettre ses biens à un autre, à moins qu'il n'ait été frappé par eux ou qu'ils ne l'aient déshonoré dans leur belle-mère. Les filles, moins heureuses, ne succèdent même point à tout l'héritage du père, à défaut d'héritiers mâles; elles n'ont droit qu'à la moitié et le roi recueille le reste. La femme est encore tenue dans un état d'infériorité et d'inégalité très-grande, comme chez tous les peules barbares.

Le Lombard libre est en outre, sur la terre d'Italie, comme le *mundoald*, le protecteur et le maître de tous les anciens habitants, colons ou esclaves qui lui sont tombés en partage dans ses domaines, gens d'industrie et de métier qui lui sont échus, avec le butin des villes. Le code de Rotharis trace une séparation nette entre l'homme libre et ceux qui lui sont soumis, et qui prennent, selon leur degré de servitude, le nom d'*aldies* ou celui d'esclaves.

Les aldies jouissent d'une certaine liberté, mais il restent toujours sous la puissance du mundoald, dont ils sont comme les affranchis ou les fils adoptifs. Ils possèdent, mais à la condition d'une redevance ou de services; ils, peuvent transmettre leur héritage; mais, s'ils meurent sans enfants, le mundoald reprend ses droits. Le mariage peut

avoir lieu entre les personnes de condition libre et les *aldies;* mais, dans ce cas, les enfants suivent la condition du père, et non celle du conjoint de la classe la plus élevée.

Les esclaves sont dans une position bien plus misérable. Ils ne possèdent rien en propre. La loi ne reconnaît point de mariage entre eux et les personnes libres. La femme libre, qui se marie avec un esclave, expose celui-ci à la peine de mort, et elle-même à être tuée ou vendue pas ses parents. L'esclave a la perspective de l'affranchissement, dans lequel on distingue deux degrés. Le plus haut degré confère seul la liberté entière, et fait cesser toute espèce de *mundium*, sauf celui du mari sur la femme. Le second confère la condition mitoyenne d'*aldie*. Cette coutume de l'affranchissement, la plus humaine du code Lombard, est la seule voie laissée à la fusion des Lombards et des Romains, à l'adoucissement du conquérant et à l'amélioration du sort des vaincus. C'est par là que s'opérera le mélange des populations, de leurs coutumes, de leurs lois.

L'échelle de la composition ou *wergeld* qui existait chez les Lombards, comme chez tous les Germains, pour racheter les offenses et mettre un terme aux querelles qu'entraînait la vengeance du sang versé, constate la plus profonde inégalité des classes et des personne. Ce *wergeld* dû, comme on sait, à l'offensé ou à son héritier, s'élève pour le meurtre d'un Lombard libre jusqu'à neuf cents sous; pour celui d'une femme libre jusqu'à six cents; il va ensuite en diminuant à travers les différents degrés des aldies, jusqu'au dernier degré de l'esclavage. Par exemple, l'insulte faite à une Lombarde libre est passible d'une amende de cinq cents sous. Les coups donnés à une esclave, même enceinte, jusqu'à la faire avorter, sont rachetés par une amende de trois sous. L'adultère entre personnes lombardes libres n'admet point de wergeld. La mort est la seule punition de l'homme et de la femme adultères. Mais l'homme libre, en commettant le même crime avec une aldie, n'encourt qu'une peine de quarante sous, et avec une esclave, de vingt sous seulement.

Les formes de la justice rendue par les ducs, gastaldes

et autres, assistés ordinairement d'échevins, les moyens de connaître la vérité : serments de coadjuteurs, épreuves par l'eau et le feu, duel judiciaire, ne présentent rien chez les Lombards qui les distingue beaucoup des coutumes des autres peuples barbares.

C'était beaucoup que la société Lombarde eût assez conscience d'elle-même pour se donner des lois. La fougue des passions était cependant encore trop grande chez ce peuple, pour que ces lois fussent sévèrement gardées et assurassent la paix à l'Italie, à défaut de la prospérité qu'un tel régime ne pouvait lui donner.

Décadence lombarde et byzantine; origine du pouvoir temporel des papes; Grégoire II et Grégoire III; Rome ecclésiastique (652-756).

La première loi lombarde portait la peine de mort contre ceux qui attentaient à la vie du roi. De Rotharis à Luitprand, c'est-à-dire de 652 à 712, au milieu de luttes intestines affreuses, qui présentent l'exemple le plus frappant de cette énergie personnelle et sauvage, de cette tradition héréditaire de la vengeance que les Lombards inoculèrent à l'Italie, dix rois se succédèrent rapidement, portés par les différentes factions, et pour la plupart assassinés.

Dans ces temps, où les empereurs d'Orient se succédaient sur le trône de Constantinople avec la même rapidité et au milieu des mêmes catastrophes, l'Italie byzantine ne fut pas beaucoup plus heureuse. De ces césars, atteint de la manie théologique, l'un, Constant, enleva le pape Martin pour lui imposer son *type* ou *formulaire*, l'envoya mourir à Cherson et, un jour, dans une visite à Rome, pilla jusqu'à l'or qui couvrait le toit du Panthéon. Un autre, Justinien II, excita une émeute à Rome en voulant faire enlever également le pape Sergius (692).

En face d'une cour impériale toujours portée à l'hérésie et à la violence, la conquête de l'Italie par la royauté lombarde pouvait être le prix de grands ménagements pour Rome, et d'un sincère attachement à l'orthodoxie. Mais l'a-

narchie lombarde tentait encore moins les habitants de l'exarchat que le despotisme corrompu de Byzance. Préoccupés des intérêts de la foi, et tous les jours plus indisposés contre l'exarque ou contre les ducs dépositaires de son pouvoir, ils se serraient plus volontiers autour de leur chef spirituel, que ce fût le pape à Rome, le patriarche de Grado à Venise, ou l'archevêque à Ravenne. L'Église, en effet, au milieu des malheurs du temps, devenait en Italie, comme dans le reste de l'Occident, le refuge et le recours des anciennes populations foulées par les conquérants. Mais Rome surtout, dans l'Italie, commençait à jouer le premier rôle, parce que, ni byzantine, ni lombarde, elle était encore plus européenne et universelle qu'italienne.

On vit un premier et grand exemple de cette influence de l'Église, lors des troubles excités dans l'exarchat par l'entreprise tentée en 692 par l'empereur Justinien II contre le pape Sergius et contre la foi des populations. C'était à propos du célibat des prêtres, dont Rome voulait faire une règle impérative, malgré Byzance. Le portrait de l'empereur fut foulé aux pieds, on rejeta sa monnaie. Le duc de Rome parvint, cette fois encore, à maintenir dans cette ville l'autorité de son maître; mais, dans les îles vénitiennes, peuplées par ceux qui avaient fui devant Attila et déjà importantes, les tribuns militaires, le patriarche de Grado, conseillés sans doute par le pape Sergius, les hommes puissants et le peuple, réunis dans l'île d'Héraclée, investirent Paulutius Anafestus de la dignité ducale, avec une autorité suprême dans toute l'étendue des îles; ce fut le premier pas vers une indépendance complète. La foi religieuse qui, en l'absence de tout patriotisme, devenait alors le plus puissant mobile des âmes, engendrait la liberté en Italie. Entre la royauté lombarde, qui ne parvenait point à s'affermir dans la péninsule, et le despotisme décrépit de Byzance, les populations s'alliaient avec l'Église pour fonder quelque chose de nouveau. Venise en est le premier exemple.

L'avénement de Luitprand à Pavie, de Léon l'Isaurien en Orient, et de Grégoire II au saint-siége, amena enfin

une crise depuis longtemps prévue dans les destinées de Rome et de l'Italie vers le commencement du huitième siècle, en 715, en les détachant de Constantinople et de l'empire byzantin, pour les tourner tout à fait du côté des nouvelles nations de l'Occident.

Ce fut la proscription du culte des images, par l'Empereur Léon l'Isaurien, dans toutes les provinces de l'empire d'Orient, c'est-à-dire aussi en Italie, qui en fut l'occasion.

Les images des saints étaient déjà très-chères aux Italiens. La peinture et la statuaire religieuse, quoique dans un temps de décadence, occupaient un grand nombre d'artistes et surtout de moines. Rome particulièrement devenue, avec le temps, de politique tout ecclésiastique, était la ville de tous les saints, de tous les martyrs, qui y avaient leurs chapelles, leurs reliques, leurs représentations, comme elle avait autrefois réuni les statues de tous les dieux. Le Panthéon, nommé depuis sainte Marie Rotonde, avait été consacré à tous les saints et martyrs. Or le nouveau pape, Grégoire II, était un homme en qui se confondaient le zèle religieux et l'ambition mondaine. Sorti, comme ses prédécesseurs immédiats, de l'élection populaire, et héritant déjà d'une sorte d'indépendance née des troubles précédents, il soutenait les Romains de ses ressources, à la suite d'une inondation du Tibre, rachetait Cumes, à prix d'argent, des mains des Lombards, qui l'avaient surprise, et rétablissait le monastère du mont Cassin qu'ils avaient ruiné. Il envoyait le missionnaire Boniface porter dans la Germanie la religion et la domination romaines, et il essayait de ramener le patriarche de Constantinople à l'esprit de concorde. Enfin il possédait en Italie, par son activité et ses bienfaits, l'autorité dont avait joui avant lui le grand pape contemporain de Théodelinde.

Lorsque l'exarque de la cour d'Orient, Paulus, voulut faire exécuter l'édit iconoclaste de Léon, le pape réclama le premier : « Tous les peuples de l'Occident », écrivit-il à l'empereur, « vénèrent ce saint Pierre dont tu nous menaces si orgueilleusement de renverser l'image. » A cette voix, les Romains s'arment au nom du pape, chef naturel de

cette révolte religieuse. Paulus est obligé de se retirer. Le pape est déclaré *père de la république romaine*, et devient un véritable *prince* dans une ville libre, parce qu'il a été son *défenseur*. Ce succès est aussitôt, pour les Italiens de l'exarchat, le signal de l'affranchissement. Les villes de la Pentapole se donnent des ducs indépendants, comme les Vénitiens. Les habitants de Ravenne massacrent Paulus. Plusieurs villes, entre autres Bologne, se donnent à Luitprand, à la condition de garder leurs lois, ce qui leur est accordé, contrairement à la coutume lombarde généralement suivie. L'exarchat parut tomber en dissolution. Rome, Ravenne avaient imité Venise, qui la première avait donné l'exemple de secouer le joug byzantin. La vieille nationalité italienne, entre les Lombards et les Byzantins également haïs, se réveillait.

Mais c'était le moment même où le roi Luitprand rendait au royaume lombard la paix et la puissance. Ses additions au code de Rotharis témoignaient du désir d'approprier davantage les coutumes lombardes à la nature et aux vieilles institutions du pays. L'abaissement du taux de la composition, l'affranchissement facilité, les filles appelées à succéder, à défaut des frères, à la totalité de l'héritage paternel, la substitution de peines nouvelles à l'esclavage dans certains cas, autant de souvenirs réveillés de l'ancien droit romain, étaient les signes non équivoques d'un adoucissement des mœurs germaniques. L'orthodoxie du roi ne laissait rien à désirer. Il confirmait au saint-siége la possession de ses domaines dans les Alpes cottiennes. Il poursuivait avec rigueur, parmi les Lombards, les derniers restes du paganisme, les magiciens et les sorciers, les sacrifices au pied des arbres et les prières au bord des sources; il prêtait l'appui de son bras temporel aux prescriptions ecclésiastiques et couvrait le sol de tant de fondations pieuses, que les artistes de Come (*magistri Comacini*) ne suffisaient point à élever les basiliques pour le culte, et les cloîtres pour les congrégations. Sous l'empire d'une foi commune, le mélange des populations devenait plus actif; les affranchissements, les mariages entre Lom-

bards et Romains se multipliaient; la langue germanique se fondait dans l'italienne en la déformant; les anciens habitants, nés au milieu de ruines qui leur parlaient du passé, vieux d'expérience et retrempés cependant par le malheur, reprenaient, par l'ascendant des lumières et de l'habileté pratique, et par une sorte de maturité précoce favorable à la politique, ce qu'ils avaient dû céder d'abord à la supériorité physique de leurs vainqueurs, d'ailleurs bien moins nombreux. Une nouvelle nation naissait.

Le moment semblait donc venu pour Luitprand de réunir, presque sans violence, l'Italie tout entière sous la domination lombarde. Variant avec assez d'habileté ses moyens, il prit d'assaut Ravenne, entra par composition dans d'autres villes de la Pentapole, et fit don aux apôtres Pierre et Paul du territoire de Sutri, pour amener doucement Rome sous sa loi. Mais les Italiens du centre, jusque là soustraits à la domination lombarde, ne voulaient plus seulement changer de maître. L'ambition du saint-siége avait grandi d'ailleurs naturellement avec ses forces; et celui dont l'autorité spirituelle commençait à s'étendre sur tout l'Occident, ne pouvait être tenté d'échanger l'empereur lointain et faible de Constantinople contre un roi résidant aux portes mêmes de Rome, et chef d'une nation à peine convertie. Souverain d'un empire spirituel, qui s'agrandissait chaque jour, après l'expérience qu'il venait de faire, le pape croyait bon d'en assurer l'indépendance et la durée par la possession d'une souveraineté temporelle, et il n'était pas disposé à partager le pouvoir que les Romains lui avaient décerné, en même temps que le titre de *Père de la République romaine.*

On vit donc Grégoire II, l'un des premiers représentants de ce caractère devenu national, inaugurer cette politique d'équilibre, devenue depuis toute pontificale et italienne, et qui consiste à trouver la liberté dans l'antagonisme de deux maîtres. A son instigation, le second doge des Vénitiens, Ursus, attaque Ravenne, s'en empare, et y rétablit l'exarque Eutychius; les ducs de Spolète, de Bénévent, remuent également sous l'autorité de Luitprand. Cette au-

dace faillit coûter cher au saint-siége. Luitprand, furieux, se rapproche de l'exarque Eutychius, bat Spolétains et Bénéventins et revient à Rome, devant laquelle il campe. Le pape conçoit pour la première fois l'idée de s'adresser hors d'Italie, en Occident, à un prince chrétien pour défendre son nouveau pouvoir. N'est-il pas le primat de l'Église occidentale? Il demande donc des secours au chef des Francs, Charles Martel; mais ce puissant prince est occupé à tenir tête aux Sarrasins en Gaule. Grégoire II en est réduit à s'humilier. Il préfère la clémence du roi orthodoxe à celle de l'exarque hérétique, se rend de sa personne dans le camp de Luitprand, l'admet dans Rome à l'honneur de venir déposer son épée aux pieds de la statue de bronze de saint Pierre et obtient la retraite des Lombards, qui n'inquiétèrent plus Rome jusqu'à sa mort en 731. La papauté a senti, dès les premiers jours, en même temps que ses avantages, les dangers du pouvoir temporel.

Le successeur de Grégoire II, Grégoire III, Syrien de naissance, chez qui le zèle et l'ambition étaient soutenus par un caractère passionné, et servis par un esprit de ruse tout oriental, poursuivit l'œuvre de l'indépendance romaine avec aussi peu de succès. D'une égale hardiesse contre ses ennemis spirituels et temporels, et vrai prince souverain déjà, il fit, en dépit des attaques de Léon l'Isaurien, excommunier tous les iconoclastes par un concile de quatre-vingt-treize évêques, tenu dans l'église de saint Pierre; pendant une maladie assez grave de Luitprand, il souleva de nouveau le duché de Spolète et celui de Bénévent. Luitprand, revenu à la santé, reparut sous les murs de Rome, où ses ravages rappelèrent les premiers temps de la fureur lombarde. Grégoire III, éperdu, fit un nouvel effort pour intéresser l'Occident à sa cause; il écrivit à Charles Martel la lettre la plus pressante et la plus flatteuse pour son ambition; l'apôtre de la Germanie, Boniface, offrit de sa part au duc des Francs, le titre de patrice des Romains, mais sans pouvoir encore l'armer contre Luitprand, qui avait adopté son fils Pépin. En attendant, Grégoire III releva de ses deniers les murailles de Rome, où les Grecs fugitifs

apportaient leurs images comme des dieux pénates, en même temps qu'il éleva des cloîtres et des églises, comme Saint-Chrysogone et Saint-André, pour les recevoir; à l'école des Grecs fugitifs, la peinture et la mosaïque italiennes commencent à protester elles-mêmes au moins contre l'iconoclastie. L'art consacre Rome comme capitale de l'Église latine.

Le successeur de Grégoire III (741), Zacharie, Grec de naissance, fit beaucoup plus par sa prudence et sa politique, pour l'avenir du saint-siége. Il obtient de Luitprand la paix et même la restitution des terres qui avaient été prises à son Église. A son instigation, le clergé lombard, après la mort de Luitprand (744), éloigne du trône Hildebrand, dont les antécédents ne promettaient point la paix, et fait élire à sa place Ratchis, duc de Frioul, guerrier pieux et docile à la voix des prêtres. Enfin, en décidant d'un mot au delà des Alpes l'élévation au trône des Francs du fils de Charles Martel, Pépin, en le faisant sacrer roi de la main de Boniface, Zacharie trouve le moyen d'intéresser à sa cause la première puissance politique de l'Occident et assure pour les mauvais jours une protection au saint-siége. Grand service! si ses successeurs étaient assez forts et assez habiles pour ne pas le payer de leur indépendance et de celle de l'Italie! Ne fallait-il en effet secouer le joug byzantin, et se soustraire à la domination lombarde, que pour tomber avec la péninsule sous une troisième puissance?

LIVRE IV.

L'ITALIE FRANQUE[1].

Pépin; la donation (750-772). — Charlemagne (773); rétablissement de l'empire d'Occident; Léon III (800). — L'empereur Lothaire; Eugène II et Grégoire IV (814-843). — L'empereur Louis II; les papes Léon IV et Nicolas Ier (845-874); l'Italie menacée par les Sarrasins; chute de la royauté carolingienne (874-888).

Pépin; la donation (750-772).

Les anciennes populations et l'Église avaient, au milieu du huitième siècle, usé la domination lombarde comme, un siècle auparavant, la domination gothique. Mais, comme il leur avait fallu les Byzantins contre les Goths, il leur fallait contre les Lombards un secours étranger.

Le roi Ratchis, en changeant sa couronne pour la tonsure, précipita la crise qui menaçait depuis longtemps l'Italie. Son successeur, Astolphe (750), était moins docile aux inspirations du clergé. La domination grecque tombait d'elle-même dans la péninsule; il ne crut pas que ses débris dussent aller aux mains d'un prêtre. Il se jeta donc

1. Voir pour ce chapitre : Lebret, *Histoire d'Italie;* Anastase, le bibliothécaire, *De vitis Rom. Pontif.; Annales Bertini;* De Partouneaux, *Histoire de la conquête de la Lombardie par Charlemagne et des causes qui ont amené la domination allemande*, les collections de Jaffé, Cenni, Mansi, Mabillon, etc., ainsi que notre *Histoire de l'Allemagne*, 2e vol.

sur l'Émilie et la Pentapole, reprit Ravenne, força le dernier exarque Eutychius à s'enfuir dans la ville de Naples, et menaça Rome qui l'empêchait de mettre la main sur les territoires encore indépendants du midi de l'Italie. Mais n'était-ce pas s'attaquer à une puissance morale redoutable, au moment où l'on voyait des rois comme le Lombard Ratchis ou le fils de Charles Martel, Carloman, renoncer au monde pour se jeter dans des cloîtres? N'était-ce pas aussi menacer la capitale de la nouvelle unité morale de l'Europe occidentale?

Le pape semblait désarmé; il n'avait pour se défendre que le duc de Rome, chef de corporations de soldats assez mal disciplinés qui faisaient la seule force militaire de la ville, et les Romains qui détestaient les Lombards. Étienne II chercha d'abord à arrêter Astolphe par des flatteries et par des présents, tactique qui, sous Zacharie, avait réussi auprès des prédécesseurs du roi lombard. Astolphe écouta les flatteries, reçut les présents, et n'en réclama pas moins la suzeraineté de Rome avec un sou d'or par chaque tête de Romain. Il fallait user des dernières ressources. Après avoir cherché encore à se rapprocher de Constantinople, Étienne, en face d'Astolphe frémissant de colère, mais qui n'osa l'arrêter, partit pour la Gaule, escorté de deux Francs, l'évêque de Metz Rodegang et le duc Autchar qui avaient été dépêchés vers lui. Separée de l'Orient, la papauté appelait l'Occident à son aide.

L'œuvre entreprise en Gaule par les premiers Carolingiens était déjà presque accomplie. La royauté franque était maintenant dans des mains viriles; la domination mérovingienne, tombée en ruines sous les débiles successeurs de Dagobert, se reconstruisait peu à peu des Pyrénées aux frontières de la Bohême, sous l'habile et énergique direction d'une famille nouvelle, et l'on pourrait presque dire d'une nouvelle race de Francs, les Ostrasiens. Ces Francs avaient toujours été regardés comme les fils aînés de l'Église. Rome, depuis saint Grégoire le Grand, correspondait avec leurs chefs. C'était vers eux qu'accourait Étienne. Mais il fallait leur apporter le prix de leurs

concours. Étienne II donna ce qu'il avait, la *grâce de Dieu*, en consacrant par la religion la royauté que Pépin avait conquise et méritée, et il offrit au nouveau roi le titre de patrice ou protecteur de Rome. C'était cette sanction surtout dont le fondateur de la dynastie carolingienne avait besoin; il s'empressa de répondre aux demandes de secours du pontife, et mit aussitôt en mouvement son armée vers les Alpes.

La première fois qu'il pénétra en Italie par le passage de Fénestrelle (754), Pépin se contenta de faire abandonner au roi lombard ses récentes conquêtes. Mais Astolphe revint, aussitôt après son départ, assiéger Rome avec trois armées et dévasta tous les environs. Étienne II écrivit au roi franc deux lettres qui restèrent sans réponse. Rome pontificale allait-elle devenir la capitale lombarde? Étienne II écrivit au nom de saint Pierre; Pépin reparut en 755 et fit jurer solennellement à Astolphe de laisser en paix les anciennes provinces de l'exarchat. Des envoyés de la cour de Constantinople se trouvaient là. Ils réclamèrent ces provinces au nom de leur maître; le pape Étienne les demanda au nom de saint Pierre et de saint Paul. Pépin, usant librement de son droit de conquête, abandonna, s'il faut en croire quelques écrivains ecclésiastiques, aux apôtres Pierre et Paul, Rome, les provinces d'Émilie, de Flaminie et de Pentapole. Les rois barbares, ceux des Francs surtout, s'étaient toujours montrés généreux envers les Églises. Il était naturel que Pépin fît à la première des Églises la donation d'un pays qu'il ne pouvait encore gouverner, et où il conservait le titre de patrice, c'est-à-dire une sorte de protection souveraine. Le saint-siége obtenait pour lui-même et pour les villes et territoires qui ne voulaient point des Lombards ce qu'il désirait et ce qui, dans ces temps de violence, lui était nécessaire pour assurer son indépendance. Il avait fait un grand pas dans la voie de la souveraineté temporelle. Rome et les territoires du centre, entre un empereur contesté, un patrice lointain et les Lombards tenus en respect, ne relevaient plus réellement que du successeur de saint Pierre.

Mais, après la mort d'Astolphe, qui ne laissait pas d'enfants (756), de nouvelles difficultés entre le saint-siége et les Lombards s'élevèrent.

Le nouveau roi, Didier, poursuivit son but par un nouveau moyen. Depuis que le saint-siége joignait à sa suprême autorité spirituelle, une souveraineté politique, l'élection des papes était l'objet de brigues et de luttes d'autant plus ardentes qu'elles se compliquaient de l'ambition des plus puissantes familles de Rome et de la rivalité des factions byzantine, lombarde et franque qui survivaient, grâce à la faiblesse du nouveau pouvoir, aux dominations qui se succédaient si rapidement. Après la mort du pape Paul Ier, un riche baron romain, le duc de Népi, se jeta dans la ville de Rome et fit violemment consacrer pape son propre frère, au grand scandale de la plupart des Romains. Aussitôt Didier, sous prétexte de chasser l'intrus, fit pénétrer dans la ville quelques Lombards, et, au milieu du trouble, tira du cloître un certain Philippus, pour avoir un pape à sa dévotion. Il n'y réussit pas. Le primicier de l'Église fut assez habile pour faire élire, mais au milieu de scènes d'horreur et malgré ses compétiteurs, Étienne III, pape entièrement opposé aux Lombards.

Obligé d'en revenir aux hostilités ouvertes, Didier donna ses deux filles à Charles et à Carloman, fils de Pépin de France, pour détacher du pape les deux princes; se croyant sûr de ce côté, il occupa alors militairement Faenza, Ferrare, bloqua Ravenne et pensa tenir l'exarchat. Mais l'alliance sur laquelle il avait cru bâtir sa fortune, amena justement sa ruine et celle du royaume lombard. Charles répudia bientôt la femme que le pape lui représentait comme issue d'un peuple de lépreux, et, après la mort de son frère Carloman, dépouilla les fils de sa veuve. Doublement blessé comme père et comme roi, Didier recueillit à sa cour tous les ennemis du roi franc, entre autres le vieux duc des Aquitains récemment soumis, Hunald, et il marcha sur Rome pour forcer le pape à sacrer les fils de Carloman, les neveux de celui qu'il appelait maintenant l'u-

surpateur. C'était une déclaration de guerre au roi des Francs. Mais, sur le siége de Pierre se trouvait un nouveau pape, Adrien Ier, un Romain de noble naissance et de caractère résolu. Celui-ci fait barricader Rome, pousse le peuple aux murailles et appelle le nouveau roi des Francs, Charlemagne. Une puissance nouvelle et la plus redoutable de l'Occident allait venir en ennemie dans la péninsule.

Charlemagne (772); rétablissement de l'empire d'Occident; Léon III (800).

Après d'inutiles propositions de paix, Charles rassembla les Francs dans un champ de mai et leur proposa de le venger de son ennemi et de défendre le pape son allié. Didier avait fortifié le pas de Suze. Un diacre envoyé par l'archevêque de Ravenne, alors partisan zélé du pape, indiqua au roi des Francs un sentier inconnu et non gardé, pour tourner les fortifications et l'armée de Didier. Les deux villes de Pavie et de Vérone pouvaient seules résister. Didier se renferma avec Hunald dans Pavie, et son fils Adelchis, avec les fils de Carloman, dans Vérone (773).

Charles fit bloquer ces deux villes, et alla visiter Rome. Reçu avec enthousiasme par le pape, le clergé et le peuple au milieu des solennités de la fête de Pâques, traversant avec étonnement les ruines des monuments païens pour visiter les églises nouvelles, il prit le titre de patrice des mains du pape, et confirma cette fois solennellement la donation de Pépin par un titre authentique qui, il est vrai, n'a jamais été produit. Le pape serait seigneur des villes et terres concédées comme l'étaient alors tant d'autres évêques, mais sans repousser la souveraineté de son protecteur. Le pacte d'alliance entre le pape et le roi avait pour garantie l'union de leurs pouvoirs à Rome. Charlemagne, de retour au Nord, reçut d'abord la soumission de Vérone, après la fuite d'Adelchis en Grèce. Dans Pavie, Hunald voulait résister jusqu'à la dernière extrémité. Il fut lapidé par les femmes, qui ouvrirent les portes. Charles

prit le titre de roi d'Italie, reçut le serment de fidélité des ducs lombards et emmena Didier et ses neveux en Gaule (774). Ainsi périt, pour avoir voulu mettre la main sur Rome, le second royaume essayé par les barbares : avec lui tomba aussi l'indépendance de la péninsule.

La condition des Lombards eût été assez douce si, pour conserver leurs lois et leurs domaines, ils s'étaient résignés à la perte de leur indépendance; mais les ducs de Frioul, de Spolète, de Bénévent, rappelèrent de Constantinople le fils de leur roi, Adelchis, qui, au mois de mars 776, pendant une expédition de Charles contre les Saxons, débarqua sur les côtes d'Italie. Cette tentative ajouta la perte de la liberté à celle de l'indépendance. Vainqueur des Saxons, Charles battit les ducs, sauf celui de Bénévent, chassa Adelchis, et cette fois abolit la constitution et les lois lombardes, divisa les anciens duchés et les confia à autant de comtes, la plupart Francs, qui devaient gouverner en son nom et à son profit (777).

L'ordre et l'unité ne furent pas d'abord pour l'Italie le prix de la domination étrangère. Les comtes francs eurent quelque peine à faire accepter leur autorité. Au centre de l'Italie l'archevêque de Ravenne, jaloux d'imiter le pape et de se faire aussi un domaine temporel, prit possession de Ferrare, Bologne, de quelques autres villes encore, et y installa des ducs et des magistrats en son nom. Le duché de Bénévent, protégé par sa position méridionale, conserva son indépendance tout en se soumettant un peu plus tard à mettre l'effigie de roi sur ses monnaies. Les Vénitiens défendirent les délimitations qui avaient été fixées entre eux et les Lombards. L'empire grec garda les duchés de Naples, d'Amalfi et une partie de la Calabre avec Otrante et Reggio. Quand Charlemagne, à la suite d'une nouvelle tentative de révolte, fit couronner son fils Pépin roi d'Italie, en 781, il ne pouvait se flatter de lui donner toute la péninsule, mais là où il pouvait atteindre, même à Rome et à Ravenne, il était obéi.

En 799, un événement qui eut lieu à Rome fit faire un nouveau pas à l'Italie dans la dépendance.

—

Au milieu d'une procession, une troupe de séditieux se jeta sur le nouveau pape, Léon III, le précipita de son cheval, et, après avoir essayé de le mutiler, le traîna au monastère de Saint-Sylvestre. Délivré par ses partisans, Léon se rendit à Paderborn en Germanie pour demander vengeance à Charles; et le roi des Francs mit sa protection au prix de la couronne impériale de l'Occident. C'était le vœu du temps. « Charles, disait un contemporain, possédait Rome, où trônaient autrefois les empereurs, ainsi que les principales résidences de la Gaule, de l'Italie et de la Germanie. Dieu les avait mises sous sa main. N'était-il pas juste qu'avec l'aide de Dieu et les vœux de tout le peuple chrétien, il joignît le titre, le nom à la puissance? »

L'empire romain était toujours resté comme un souvenir de force et de grandeur dans l'imagination des peuples. Le nouveau maître de l'Occident alors, en demandant son rétablissement au saint-siége, faisait consacrer son autorité politique en Europe et achevait de séparer Rome et l'Italie de l'Orient. En conférant le titre d'empereur à celui qui convertissait les païens et repoussait les infidèles, le saint-siége de son côté, qui consacrait un empire chrétien, latin, assurait son autorité religieuse. L'alliance de ces deux pouvoirs suprêmes unissait, consolidait peut-être la nouvelle société fondée par le christianisme et les Barbares en Occident. L'Italie en redevenait encore une fois comme le centre moral.

Sept évêques et trois comtes avec une forte escorte ramenèrent d'abord le pape à Rome, et jetèrent en prison ses ennemis. Charlemagne vint ensuite lui-même dans la ville éternelle, la mère de l'Empire, *mater Imperii*, comme on disait déjà; il avait singulièrement grandi depuis sa dernière apparition, grâce à tant de victoires remportées sur les Sarrasins, les Saxons, les Slaves, les Avares; sa domination s'étendait de l'Oder à l'Èbre, et de la mer de Sicile à la Baltique; les infidèles, les païens, il avait combattu tous les ennemis de l'Église. Le pape Léon jura devant lui sur la Bible qu'il était innocent. Quelques jours après, c'était la fête de Noël de l'an 800, Charlemagne, son fils

Pépin, roi d'Italie, ses filles, un grand nombre de seigneurs francs et d'évêques, étaient réunis dans la basilique de Saint-Pierre; au moment du sacrifice, le pape s'approcha du puissant monarque et lui posa sur la tête une couronne d'or, en s'écriant: *Vie et victoire à Charles Auguste, grand et pacifique empereur des Romains, couronné par la main de Dieu!*

Le roi franc n'avait été jusque-là que le défenseur de l'Église romaine, *devotus sanctæ Ecclesiæ defensor*, librement choisi par le pape; il remplaçait désormais l'empereur d'Orient, définitivement dépossédé de ses droits de souveraineté sur l'Italie, sur Rome et sur son évêque. L'Europe entière, le monde, par la grâce de Dieu, lui étaient soumis : *dat sub tua jura Deus Europeia regna, totum orbem inclinat sab tua jura Deus.* La papauté, qui avait déployé toutes les ressources de la politique pour échapper à la domination des souverains grecs et lombards, appelait et consacrait elle-même le maître nouveau de l'Europe. L'Italie, simple annexe d'un empire fondé par un barbare, devait à ses anciens souvenirs de conserver comme en dépôt la pourpre impériale, d'être le centre moral de *cet empire des Francs et des Romains*, comme la Gaule en était le centre militaire; mais ne serait-ce pas pour elle comme la toison d'or des anciens, l'objet de l'ambition de tous, la proie des plus hardis, le gage précieux d'une grandeur passée, un principe de force et de faiblesse, son orgueil et son malheur?

La domination franque ne fut point d'abord désavantageuse à l'Italie. Mis en possession des provinces transalpines qui s'appuient au Danube, maître du centre de l'Italie, où son père, malgré sa donation, exerçait la souveraineté par ses *missi dominici* et ses *Capitulaires*, un fils de Charlemagne, Pépin, fait roi d'Italie, tenta de soumettre le midi de la péninsule, les îles voisines, et de faire de cette belle région un royaume homogène par l'unité du commandement et des institutions. Après avoir encore guerroyé contre le duc de Bénévent toujours prêt à traiter, jamais soumis, et avoir obtenu sa soumission, il chassa les

Sarrasins des parages de la Corse et de la Sardaigne. Les habitants des lagunes de la Vénétie tiraient habilement parti de leur admirable position, pour se soustraire aux Francs et aux Byzantins, en les opposant les uns aux autres, selon les besoins du moment. Pépin déjoua cette astucieuse politique, en s'alliant avec l'empereur grec. Les historiens de Venise ont essayé, comme autrefois ceux de Rome, de dissimuler une sanglante défaite qui faillit anéantir à sa naissance la future reine de l'Adriatique. Au moins est-ce à cette époque que les habitants, forcés de se resserrer dans l'Æstuario, se groupèrent sur les îles Rialto et Malamocco, et que le doge Aynellus Participatius établit sa résidence à l'endroit où s'éleva plus tard le palais des doges. Venise se jetait à la mer pour se sauver.

De sages institutions améliorèrent le sort de l'Italie. Pépin essaya de greffer celles des Francs sur les coutumes lombardes. Il régularisa partout l'institution des comtes, centeniers et dizeniers, qui se confondirent bientôt avec les anciens sculdahis ou gastaldes des Lombards. Il organisa les tribunaux des scabins ou échevins qui conservèrent en Italie le nom de *judices* dans leurs fonctions d'assesseurs des comtes; il établit à Pavie un comte du palais, qui jugea les causes de tous les hommes puissants, et soumit au service militaire les Lombards et les Italiens. L'Église était riche et toute-puissante dans la Gaule, elle le devint sous la domination franque en Italie. Pépin accorda des donations nombreuses, des immunités considérables aux églises de Milan, de Pavie, etc., et, par suite, une grande influence aux personnages ecclésiastiques qui devinrent d'autant plus en Italie les rivaux politiques et les surveillants des comtes, qu'ils habitaient souvent avec eux la même ville.

Les soins du roi d'Italie s'étendirent, comme ceux de son père, avec complaisance jusque sur les lettres. Le célèbre Alcuin envoya, sur sa prière, dix moines instruits au mont Cassin; un moine irlandais vint à Pavie ranimer les lettres éteintes, sur les bords du Pô, dans la patrie de Virgile. Pavie, Turin, Vérone, eurent des écoles fréquen-

tées par de nombreux élèves; et une certaine activité intellectuelle se réveilla. Claude de Turin répandit en Italie l'hérésie espagnole de Félix d'Urgel et déploya quelque force dans sa lutte avec le célèbre Dungal, appelé du monastère de Saint-Denis à Pavie, et avec les évêques italiens Étienne et saint Paulin d'Aquilée. Charlemagne fit à Adalbert, archevêque de Milan, l'honneur de lui commander un livre sur le sacrement du baptême. Les Lombards trouvèrent un historien dans Paul Warnefried, diacre d'Aquilée, un de leurs descendants. C'est au mouvement imprimé par Charlemagne que l'Italie dut un peu plus tard, au siècle suivant, Anastase, le savant et crédule bibliothécaire de l'Église romaine; Luitprand, spirituel, ambitieux et curieux historien; Landolfo, naïf narrateur, le chantre anonyme de la lutte de Guy et de Bérenger; et Rosweda, la muse cloîtrée, digne interprète des douleurs et des joies de la romanesque impératrice Adélhaïde. Dans ce moment rapide de renaissance s'élevèrent les nefs de la vieille basilique de Saint-Ambroise à Milan et le beau cloître qui lui sert de vestibule. Tant une étincelle suffit sur cette terre féconde de l'Italie pour ranimer le feu sacré! « L'Italie est la terre destinée à ressusciter les choses mortes. »

L'empereur Lothaire; Étienne IV; Eugène II et Grégoire IV (814-843).

La mort de Charlemagne en 814, et l'avénement à l'empire du faible Louis le Débonnaire au trône d'Occident, changèrent la situation de l'Italie.

Arrachée à l'anarchie lombarde et restaurée par les Francs, l'Italie pouvait concevoir l'espérance de se détacher de l'empire et de former un état indépendant sous un petit-fils de Charlemagne. Le jeune Bernard, fils de Pépin, récemment mort, petit-fils de Charlemagne, était devenu son roi et pouvait servir ses projets dans le démembrement déjà prévu de l'empire élevé par un grand homme, mort réellement sans successeur. Adalhard et Wa-

la, conseillers de Bernard firent aisément accepter ce rôle au jeune roi. L'œuvre de Charlemagne, malgré la mollesse de son successeur, ne pouvait cependant pas tomber tout d'un coup. Louis le Débonnaire força Bernard à lui prêter serment de fidélité. Il lui retira ses conseillers et fit sévèrement surveiller sa conduite. Le saint-siége d'ailleurs parut moins vouloir se séparer de l'empire que s'en rendre plus indépendant. Après la mort de Léon III[1], il s'agissait de savoir comment se rétablirait avec Louis le Débonnaire les rapports de l'empire et de la papauté. Le pape récemment élu, Étienne IV, se fit instituer sans attendre ce consentement de l'empereur, mais il envoya au Débonnaire les clefs et la bannière de Rome et lui fit prêter serment de fidélité par le peuple romain, et il vint sacrer de sa main à Reims le fils de Charlemagne déjà couronné à Aix-la-Chapelle. L'alliance était maintenue.

Mais le fameux décret impérial de la diète d'Aix-la-Chapelle (817), qui, du vivant de Louis le Débonnaire, partagea l'empire entre ses fils, et associa l'aîné, Lothaire, au pouvoir suprême en lui donnant l'expectative de l'Italie, après la mort de son père, condamnait Bernard à une déchéance à jour fixe et l'Italie à descendre d'un degré dans la servitude. L'archevêque de Milan, l'évêque de Vérone, le comte de Brescia, d'autres prélats et grands seigneurs encouragèrent encore Bernard à la résistance. Le petit-fils de Charlemagne, se faisant roi national, rassembla des troupes et occupa les passages des Alpes. Mais les Italiens, à l'approche de l'armée impériale, ne le soutinrent pas. Bernard, obligé de se confier à la clémence de Louis le Débonnaire, subit un affreux supplice dont il mourut; les principaux conseillers du roi furent punis; les prélats chassés de leur siége et les seigneurs décapités (818).

Louis le Débonnaire gouverna dès lors l'Italie et domina le saint-siége par son fils aîné, Lothaire, bientôt fait empereur. Le pape Pascal Ier, élu en 817, s'excusa de n'avoir pas attendu le consentement impérial. Lothaire profita avec habileté des troubles qui suivirent sa mort

pour assurer la papauté à Eugène II, et « réformer l'État romain. » Neuf *constitutions* célèbres garantirent l'élection régulière des papes, la bonne administration de la justice, et l'exécution des lois en vigueur dans le centre de l'Italie. Les limites des autorités impériale et pontificale furent fixées; le pape jura fidélité à l'empereur, ainsi que le clergé et le peuple romain, *sauf la foi promise aux papes;* tout pape fut déclaré intrus qui ne serait pas élu canoniquement et ne prêterait pas, en présence du peuple et de l'envoyé de l'empereur, un serment semblable à celui qu'avait prêté Eugène. Un édit de 825 organisa de nouveau l'enseignement dans les principales villes de l'Italie, à Vérone, à Milan, à Parme, à Sienne, à Rome, à Naples, « pour que ni l'éloignement, ni les obstacles, ni la pauvreté, ne servissent plus désormais d'excuse à l'ignorance de personne. »

Lothaire fut même soutenu par les Italiens, quand il se révolta contre son père, avec ses frères de Germanie et d'Aquitaine, et tenta de son vivant de gouverner tout l'empire. La pensée de la domination flattait, encore plus que celle de l'indépendance, un peuple mêlé qui, après plusieurs invasions successives, se connaissait mal lui-même, et mettait ses souvenirs avant ses intérêts. Le pape Grégoire IV, que cette prétention surtout flattait, passa donc en Gaule, en 833, pour appuyer les prétentions du roi italien à tout l'empire, il menaça d'excommunication les évêques gallo-francs du parti de Louis le Débonnaire en disant que « les ordres du pontife étaient aussi sacrés que ceux de l'empereur »; il débaucha par sa présence les soutiens et les adhérents du vieil et faible Louis au champ du mensonge et assura ainsi la victoire à ses fils. Mais la rivalité des frères vainqueurs et l'indignation générale vengèrent Louis le Débonnaire des prétentions de ses fils. Le pape retourna avec un grand chagrin en Italie, et Lothaire ne dut la conservation de son État qu'à l'intervention de l'archevêque Angilbert de Milan, personnage alors tout-puissant, et auquel est dû le bel autel de l'église Saint-Ambroise qui s'y élève sur quatre colonnes de porphyre.

A la mort de Louis le Débonnaire, Lothaire couronné solennellement à Aix-la-Chapelle en 841 croyait encore à l'empire pour lui. Le sang des Italiens et des Aquitains, versé à flots avec celui des Ostrasiens en 841 dans les plaines de Fontanet, en Bourgogne, pour soutenir ses prétentions sur ses frères, fut encore une preuve nouvelle, mais désastreuse, de la communauté d'intérêt et d'ambition du fils aîné de Louis le Débonnaire, du pape et de son peuple. Mais Lothaire, avec le titre d'empereur singulièrement amoindri et la péninsule italienne, n'obtint que le territoire de la Gaule compris entre les Alpes et le cours du Rhin à l'orient, et le cours du Rhône, de la Saône et de la Meuse, à l'occident; l'Italie, épuisée par les fréquentes convocations de l'heerbann (service militaire), par les impôts que nécessitait l'ambition de son maître, retomba de ses prétentions impériales à l'état de province enclavée dans la domination d'un homme, et se perdit un instant, par le célèbre traité de Verdun fait surtout par les évêques, dans la *Lotharingie* (843). Lothaire résida en effet depuis à Aix-la-Chapelle. L'Italie, du moins, en voyant tomber avec l'unité politique de l'Europe occidentale la puissance franque, frappée irrémédiablement à Fontanet, ne pouvait-elle pas espérer une sorte d'indépendance?

L'empereur Louis II; les papes Léon IV et Nicolas Ier (845 à 874); l'Italie menacée par les Sarrasins; chute de la dynastie carolingienne (874-888).

Cet abaissement de l'empire et du maître de l'Italie rendirent le courage à la papauté qui était devenue comme la première puissance politique de l'Italie, sous Charlemagne, en même temps que la première puissance morale de l'Occident. A défaut de l'unité politique brisée, l'Europe avait encore l'unité religieuse, morale: « La division du royaume », disait un célèbre évêque français, Hincmar, « ne saurait désunir l'Église de Dieu, parce que le sacerdoce est un, *sicut et unum sacerdotium.* » La

chute de l'empire grandissait même la papauté. L'apparition à cette époque des *Fausses décrétales*, qui étaient comme une protestation de l'Église, groupée, serrée, même au prix de ses libertés, autour de son chef, en faveur de l'unité, en est une preuve. Au commencement de l'année 844, le pape Sergius chercha à faire l'expérience de son pouvoir; il se fit introniser à Rome sans la confirmation impériale. Mais la faiblesse de l'empire n'était-elle pas aussi une perte sensible pour l'Italie et le pape? Un nouvel ennemi, les Sarrasins, que Charlemagne avait tenus en respect, étaient apparus; ces mécréants, maîtres de la Sicile moins Syracuse, et de la ville de Bari dans la péninsule, pénétrant jusqu'à la capitale de la chrétienté, pillaient l'église Saint-Pierre hors des murs. N'était-ce pas une raison pour les deux pouvoirs de ne pas se diviser? Le cœur de la chrétienté même était menacé.

Envoyé par Lothaire, avec le titre de roi, en Italie, l'aîné des fils de l'empereur, Louis, fit d'abord réviser l'élection de Sergius par une réunion de vingt-trois évêques italiens, que le pape une fois reconnu réprimanda, il est vrai, vivement pour cette hardiesse. Il marcha ensuite à la tête des Lombards contre les Sarrasins, et les refoula jusqu'à Gaëte; mais bientôt une partie de son armée périt dans une embuscade. Aussitôt une flotte sarrasine remonta le Tibre : *la capitale du christianisme allait devenir une bourgade mahométane;* le pape fit fermer les portes et jeta les chrétiens aux murailles. Mais la rive gauche n'avait point de remparts. Saint-Pierre et Saint-Paul furent dévastés, un autel d'argent enlevé dans la première église, tous les environs pillés. Sergius mourut dans l'épouvante. On élut dans le trouble un noble et riche romain, Léon IV. Celui-ci profita du départ des infidèles, qui voulaient revenir en force, pour faire construire quinze tours et des remparts sur la rive gauche que l'on appela depuis la cité Léonine; il arma les Romains; il appela les Italiens de Naples et de Gaëte à la défense d'Ostie, passa lui-même la flotte et l'armée de terre en revue quand les infidèles apparurent, anima les combat-

tants de sa présence et vit fuir les Sarrasins. C'était le second pape qui sauvait Rome des barbares, et le premier qui protégeait contre les Arabes la civilisation chrétienne !

Devenu empereur après la mort de Lothaire, n'ayant cependant que l'Italie, dépouillée cette fois des annexes de la Lorraine, de la Bourgogne et même de la Provence (855), Louis II, plus raisonnable que ses prédécesseurs, se borna à bien gouverner, à bien défendre la part qui lui était échue; et, si un royaume italien eût pu vivre alors, cet homme prudent et énergique l'eût constitué sans doute. Il fixa les conditions du service militaire imposé aux vassaux des comtes et des gastaldes, aussi bien qu'à ceux des évêques et des abbés. Tout à ses devoirs de roi et de chrétien, il chercha à adoucir les maux de ses sujets. En 860, pendant un hiver excessivement rigoureux et une disette, il s'allia avec l'empereur d'Orient, Basile le Macédonien, contre les Sarrasins, et, grâce à ses secours, vint assiéger le poste des Sarrasins à Bari et l'emporta (870); mais l'empereur d'Orient, dans un langage assez dédaigneux, s'attribua à lui seul tout le mérite de cette victoire, et Louis II put s'apercevoir le premier que les rois carolingiens détachés de l'empire en décadence avaient aussi peu de force que les rejetons d'un arbre puissant déjà frappé de mort.

Louis II se trouva en effet en face de la papauté et de la féodalité italienne qui, là comme partout, avait grandi à l'ombre de l'empire. Le successeur de Léon IV, Nicolas Ier, renouait alors avec énergie la tradition de la puissance pontificale interrompue après Grégoire le Grand; il luttait avec le patriarche Photius en Orient, sans craindre le schisme, avec l'esprit indépendant du tout-puissant archevêque de Reims, Hincmar, en France; il rattachait la Moravie et la Bohême, nouvellement converties à l'Église latine, convertissait le roi des Bulgares, Bogoris, et, le premier, forçait, dans une circonstance célèbre, un souverain qui voulait divorcer, un frère même de Louis II, en Lorraine, Lothaire II, à reprendre sa femme Teutberge; il soumettait ainsi les rois mêmes aux prescriptions chrétiennes. Le premier, ce fier pape ne voulut point

admettre l'autorité de Louis II à Rome et dans les villes de la donation carolingienne. A son exemple, les ducs de Bénévent et de Naples, au midi, de Frioul, de Spolète de Brescia, les comtes de Toscane, d'Ivrée, au nord; les archevêques ou évêques de Milan, de Pavie, de Ravenne, de Parme, qui s'étaient enrichis de larges concessions territoriales, d'immunités, visèrent aussi à l'indépendance. Ils usaint des pouvoirs qui leur avaient été remis dans leur propre intérêt, convoquaient l'heerbon en leur nom, confondaient leurs subordonnés avec leurs vassaux et leurs serfs, leur office public avec leur propriété privée et se faisaient, de fonctionnaires royaux ou dignitaires d'Église, seigneurs terriens. Il n'était jusqu'aux moindres petits barons qui, profitant même des excursions des Sarrazins, n'élevassent des châteaux, des forteresses, qui devenaient bientôt l'asile de la révolte et même le repaire de leurs brigandages.

Louis II, même après le triomphe de Bari, fit une triste épreuve de son impuissance. Il se reposait avec sa femme, sous la sauvegarde des lois de l'hospitalité, à Bénévent, avec une faible suite. Le duc Adelgise, poussé peut-être par l'empereur grec, certainement par le duc de Spolète, le fit attaquer et bloquer dans une tour, avec sa femme et sa fille, et ne le relâcha que sur la promesse de ne rien entreprendre contre lui. Il était menacé du sort qu'eut plus tard un autre carolingien en France, Charles le Simple. Le duc de Spolète, chassé de ses domaines, paya cher cette trahison. Mais Louis II douta de l'avenir de la royauté italienne. Il remporta encore une brillante victoire, près de Capoue, sur un chef de pirates sarrasins, et revint mourir quelque temps après, plein de tristesse, dans la ville de Brescia (874). L'archevêque de Milan alla processionnellement arracher le corps de l'empereur, déjà enterré dans l'église de Santa-Maria, à l'évêque de Brescia, pour l'inhumer dans la royale église de Saint-Ambroise. On rivalisait pour rendre des honneurs au roi mort, à la condition de ne pas le respecter vivant.

Après Louis II, l'imagination des secs chroniqueurs de

ce temps prend une teinte plus sombre. L'année même de sa mort, ainsi qu'ils le rapportent, est accompagnée de prodiges effrayants. Une nuée de sauterelles s'abat sur le pays de Vicence, de Brescia, de Crémone, de Lodi, de Milan, et dévore toute la campagne. Le jour de Pâques, on aperçoit dans plusieurs endroits et sur les arbres les traces d'une pluie de terre ou de cendre. Enfin une comète achève de jeter le trouble dans les cœurs.

Quoique Louis II eût désigné Louis, fils du Débonnaire, déjà roi de Germanie, son oncle, pour son successeur au royaume d'Italie et à l'empire, le pape Jean VIII se crut assez puissant pour disposer de la royauté italienne et de l'empire; il appela le frère de celui-ci, le roi de France, Charles le Chauve. Mais l'archevêque de Milan croyait, de son côté, pouvoir jouer le même rôle; il convoqua les principaux évêques et seigneurs d'Italie; réunis en diète solennelle à Pavie, ceux-ci se partagèrent eux-mêmes entre les deux candidats. La royauté devenait le jouet des factions. Alors commença l'anarchie annoncée par tant de tristes présages, et au milieu de laquelle le royaume carolingien tomba en dissolution. « Chacun », dit un chroniqueur, « marchait dans le sentier qui lui plaisait; partout éclataient les dissensions et les querelles. Les éléments mêmes autrefois favorables aux rois leur étaient contraires; ainsi que parle l'Écriture : tout l'univers combattait contre les insensés. »

Charles de France, arrivé le premier à Rome, reçut l'empire (876) comme *un présent* du pontife, et se soumit à l'élection de la diète de Pavie. Roi impuissant en France, dominé par les évêques et dépouillé par les seigneurs, il fut encore plus impuissant comme empereur. Les Sarrasins poussèrent de nouveau leurs ravages jusqu'à Comacchio. Impérieusement appelé par Jean VIII, Charles le Chauve descendit une seconde fois les Alpes, au moment où Carloman, fils de Louis le Germanique et roi de Bavière, arrivait de son côté pour surprendre l'Italie. Les deux carolingiens, en apprenant réciproquement leur arrivée, s'enfuirent chacun par un passage opposé des

LIVRE V.

L'ITALIE FÉODALE ET ECCLÉSIASTIQUE (888-962).

La féodalité et l'Eglise italiennes. — La couronne de fer; la couronne impériale; la tiare en proie aux factions; Bérenger Ier, Guido, Louis III, Hugues, empereurs ou rois. — Théodora, Hermengard et Marozie; le pape Jean X; Rome féodale (905-932). — Décadence de la royauté italienne et de la papauté, Albéric, Bérenger II, Jean XII (932-995). — Otton le Grand fonde la domination allemande (950-975).

La féodalité et l'Église italiennes.

La chute définitive de l'empire, qui, un siècle auparavant, avait dominé tous les peuples chrétiens d'Occident, découvrait en Italie, comme dans le reste de l'Europe au dixième siècle, un monde nouveau: le monde féodal avec la diversité de ses formes, de ses coutumes et la variété de ses personnages. Il ne datait point de la veille dans la péninsule, pas plus que dans le reste de l'ancien empire; il y avait même jeté de plus vieilles, de plus profondes racines que partout ailleurs, et c'est peut-être à cette circonstance que l'Italie doit d'en avoir été délivrée si tard. Sans compter les éléments que l'Italie antique elle-même avait légués à ce système, il n'était pas un peuple envahisseur, Hérule, Goth, Grec, Lombard, Franc, qui n'eût contribué pour sa part au mélange bizarre de ces mœurs et de ces institutions, au développement de cet esprit d'indépendance personnelle et de domination locale qui fait le fond du régime féodal. La conquête et la souveraineté

carolingienne elle-même en avaient plutôt protégé qu'arrêté les progrès; et, quand l'empire tomba sous l'effort de tant d'intérêts divers, les petits gouvernements locaux apparurent d'autant plus nombreux et plus ennemis, qu'un plus grand nombre de conquêtes s'étaient superposées les unes aux autres, sans qu'aucune d'elles eût jamais embrassé la péninsule tout entière.

D'abord ce pays, autrefois assujetti à la plus complète uniformité par l'esprit niveleur de la cité romaine, a perdu toute unité de caractère et de mœurs. Au nord, où les Lombards et les Francs avaient surtout séjourné, dominent les habitudes germaines, lombardes; dans le centre de l'Italie, l'esprit romain s'est plus énergiquement défendu à l'abri de la puissance et des immunités du saint-siége; au midi, le duché de Bénévent se convertit plutôt à la forme grecque qu'il n'amène les cités et les provinces grecques à la forme lombarde. Les Lombards ont plus d'affinité avec les habitants d'au delà des Alpes, dont Boson, nouveau roi de Bourgogne, vient de faire ses sujets, qu'avec les habitants de Rome ou ceux des frontières méridionales du duché de Spolète; et ils n'en ont point du tout avec les Grecs de l'Italie méridionale, qui vont encore prendre de leurs rapports avec les Sarrasins une teinte presque africaine. Ce n'est pas tout. La variété des formes politiques complique encore la diversité des mœurs. Les ducs et comtes puissants, qui datent de la conquête lombarde ou franque et l'emportent sur tous les autres seigneurs devenus leurs vavassins ou capitaines; les personnages ecclésiastiques, qui ont profité de l'importance de leur siége et d'immunités considérables pour ajouter à leur autorité spirituelle une grande influence politique et un domaine souverain; quelques villes enfin, qui doivent à leur nombreuse population ou à des circonstances favorables la conservation de leurs institutions municipales, forment les éléments principaux de cette agrégation sociale qui s'appelle la féodalité.

Dans la Lombardie, les deux plus puissants seigneurs sont, au nord-est, le marquis d'Ivrée, au pied des monts,

chargé de la défense des Alpes occidentales et de la garde du pas de Suse; il est réservé à de hautes et lointaines destinées; au nord-ouest, le duc de Frioul, dont les domaines s'étendent des Alpes juliennes à l'Adige, et qui descendait d'une fille de Louis le Débonnaire; près d'eux l'archevêque de Milan, les évêques de Pavie, de Vérone, de Turin, possèdent les siéges les plus importants de la contrée. A l'abri de leur autorité, ces quatre villes jouissent d'une certaine indépendance, reste des institutions municipales romaines; mais il n'y a encore de véritable liberté qu'à Venise et à Gênes. La première, au milieu de ses lagunes, qui ne sont plus la terre et pas encore la mer, défendue par ses longs îlots contre la tempête, échappée à toutes les conquêtes, sous la protection de saint Marc, dont elle vient d'aller chercher les restes à Alexandrie, commence avec ses doges logés au palais du Rialto, à soumettre dans l'Adriatique les Istriotes et les Dalmates; la seconde, mise à l'abri des barbares par les montagnes arides qui l'entourent, s'élance de son port vaste et sûr à la poursuite des vaisseaux des Sarrasins.

Dans l'Italie centrale, le comte de Lucques, marquis de Toscane, règne sur cette belle province, où l'on voit déjà grandir, même en liberté, Pise et Florence, dont une tradition fait de Charlemagne le second fondateur. Le marquis de Spolète domine au contraire par-dessus les Apennins à Fermo, à Camerino dans l'Ombrie; tous les deux viseront aussi à la royauté italienne. Le saint-siége à Rome et dans les environs, s'appuyant sur son privilége spirituel et sur le vague souvenir des donations des rois francs, qu'on faisait déjà remonter jusqu'à Constantin, espère recouvrer l'indépendance et le pouvoir en combattant avec la crosse et avec l'épée. N'a-t-il pas déjà, avec Nicolas Ier et Jean VIII, joué un grand rôle dans la chrétienté et en Italie? mais il s'agit de savoir si, privé de la protection impériale et voulant au moins disposer de la couronne italienne, si on la relève, il ne s'abîmera pas davantage au milieu des factions des partis italiens et des barons romains. Il voit avec peine déjà l'archevêque de Ravenne

rêver le même pouvoir en Romagne que lui-même dans son patrimoine, et il trouvera toujours un rival italien dans l'archevêque de Milan.

Au midi, l'ancien duché lombard de Bénévent, qui avait résisté aux successeurs d'Alboin et à ceux de Charlemagne, est encore assez puissant, sur le Vulturne, bien qu'affaibli par l'affranchissement des deux petits duchés de Salerne et de Capoue. S'il n'y a pas là de puissants évêques comme au nord, on y rencontre, sur son roc qui brave au besoin les assauts, le puissant abbé du mont Cassin. Le duc de Naples, quelquefois en même temps, comme Athanase, évêque de la ville mollement étendue avec sa population de marins entre le Vésuve et la mer, prétend relever toujours de l'empire d'Orient, pour n'avoir à obéir à personne; il s'allie même quelquefois avec les Sarrasins de Sicile et possède réellement dans la Calabre les districts qu'un empereur va décorer du titre de Thème de Lombardie. A l'abri de cette souveraineté dérisoire de l'Orient, la liberté aussi se développe dans Gaëte et dans Amalfi, gouvernées par des ducs et des consuls soumis à l'élection populaire. C'est même le temps de la prospérité de cette dernière ville descendue récemment des rochers de la Scala au golfe de Salerne, sur la colline plantée d'orangers qui regarde le vieux temple dorien de Pœstum, où l'on trouvait encore les fleurs qui n'existent plus aujourd'hui. Elle possède déjà presque tout le golfe avec l'île d'Ischia, malgré l'hostilité du prince de Salerne, envoie ses vaisseaux, établit des comptoirs dans tous les ports de la Méditerranée, et rédige le premier code de navigation en Europe. On y retrouvera un exemplaire des Pandectes, on y découvrira la boussole. Ses doges tournent surtout leurs forces maritimes contre les Sarrasins qui, de la Sicile possédée depuis vingt-quatre ans et même de Tarente et des bords du Garigliano où ils étaient établis comme une colonie militaire, attaquaient tout ce qui portait le nom de chrétien et mettaient le comble à la variété et au désordre du midi de l'Italie.

Au milieu de cette anarchie où trouver ce qu'on appelle

une nation? Point encore d'intérêt commun, point de langue, point de littérature commune. Il y avait des partis lombard, napolitain, toscan, romain, même grec, des seigneurs laïcs, des évêques-seigneurs, des municipalités plus ou moins libres, souvent en guerre les uns contre les autres, absolument rien encore de national.

La couronne de fer, la couronne impériale, la tiare en proie aux factions; Bérenger Ier, Guido, Louis III, Hugues, Empereurs ou rois; Théodora, Hermengarde et Marozie; le pape Jean X; Rome féodale (905-932).

Au-dessus de ces ducs, de ces marquis, de ces évêques, de ces républiques, il y avait cependant deux grands objets d'ambition, la tiare à Rome, la couronne de fer, laissée à Pavie par les Lombards. S'il y avait eu alors à Rome un pape comme Nicolas Ier ou même comme ce récent Jean VIII, qui avait montré tant d'activité, on eut pu voir s'élever de Rome, dans la chute de l'empire, une sorte de théocratie romaine pour grouper la péninsule autour de son centre. Mais le saint-siége était alors faiblement occupé par Etienne V. Cependant les corsaires sarrasins, toujours redoutables, s'étaient emparés de Fraxinet dans les Alpes occidentales; les Hongrois commençaient à se montrer sur le haut des Alpes orientales qui avaient introduit déjà tant d'envahisseurs. Une royauté nationale était donc peut-être dans l'intérêt italien. Les seigneurs et évêques de la Lombardie, qui avaient plus de souvenirs nationaux que ceux du reste de la péninsule, ne voulurent pas laisser tomber le trône avec les Carolingiens. Réunis en diète, ils choisirent donc pour roi l'un d'eux, le duc de Frioul, Bérenger Ier, descendant de Charlemagne par une fille de Louis le Débonnaire; et le puissant archevêque de Milan, qui favorisa l'élévation de ce seigneur du Nord, lui posa sur la tête la couronne de fer.

Mais le maintien de la royauté était en Italie plus difficile qu'ailleurs. Outre la féodalité qu'il lui fallait dompter au-dessous d'elle, il y avait au-dessus l'empire suspendu comme une tentation et une menace, et, à côté, le saint-

siége qui craignait d'échanger la domination spirituelle du monde contre une servitude temporelle. Le choix d'un Lombard, sa consécration par l'archevêque de Milan, mécontentèrent tout d'abord les Italiens du centre et le saint-siége. Le successeur de saint Grégoire le Grand et de Nicolas Ier, le pape, qui donnait la couronne impériale, s'il n'était pas assez fort pour gouverner l'Italie, devait-il laisser disposer d'elle sans son consentement? Étienne V opposa donc à Bérenger, Guido, duc de Spolète, maître d'une partie du Bénéventin. Une guerre terrible commença entre le Midi et le Nord. Les Italiens, selon leur habitude, ne se firent pas faute d'appeler l'étranger, toujours dangereux pour l'indépendance du pays, et, au milieu de ce déchaînement des intérêts personnels, de ces guerres sans but et sans fin, qui durèrent un siècle, la royauté nationale ne fut pas seule compromise, mais encore le caractère italien.

Les invasions de toute provenance que l'Italie depuis quatre siècles, avait subies, le mélange d'une ancienne population très-raffinée avec les nouveaux venus, le plus souvent barbares, ne contribua pas peu à ce déplorable résultat. Ce n'était pas l'intelligence, la culture ni même la corruption qui manquaientt à l'Italien, non plus que la force, l'élan, la violence à l'étranger. Mais, de cette rencontre, naquirent à la fois, au milieu des événements et des surprises les plus étonnantes, la rouerie politique la plus précoce et la brutalité des passions la plus sauvage au service des ambitions les plus dépourvues de scrupule. Cette altération n'épargna ni les institutions ni les hommes. La chaire de saint Pierre en fut la première atteinte; on vit dans toutes les classes l'intrigue basse le disputer à la férocité hardie, la perfidie se mêler au crime, la débauche à la trahison; tous les vices enfin se réunir pour mériter à ce temps le nom de Siècle de fer (*Secolo di ferro*), et laisser dans les mœurs péninsulaires quelques empreintes difficiles à effacer.

Bérenger s'appuyait sur les Allemands; Guido, sur les Français. Le premier, par un aveuglement qui devint bien

fatal à la péninsule, allait jusqu'à faire hommage de sa couronne au plus puissant des héritiers de l'empire carolingien, Arnulphe, roi de Germanie. Guido reçut cependant tout d'abord un secours de seigneurs français; il gagna avec eux une grande bataille sur les bords de la Trebbia et se fit couronner roi à Pavie. Le pape Étienne, heureux de ce triomphe et croyant par un aveuglement aussi fatal lui donner par là plus de pouvoir, le couronna solennellement empereur à Rome, titre plein de péril que Charlemagne avait laissé là et qu'un roi d'Italie eût dû laisser tomber dans l'oubli! Lui-même, Guido sacrifiait tout à ses protecteurs; il portait gravés sur son sceau impérial, ces mots : *Renovatio regni Francorum*, comme s'il avait voulu, par son règne, renouveler seulement la domination franque. Mais il compromit sa fortune, en forçant en 892 le nouveau pape, Formose, à couronner son fils Lambert pour mettre le comble à la fortune de sa famille.

Formose, plus remuant qu'Étienne V, ne voulait pas d'un maître héréditaire et tenait à défendre le patrimoine de saint Pierre contre l'ancien duc de Spolète; il appela Bérenger Ier qui appela lui-même le roi germain Arnulphe en Italie. La nouvelle apparition des Germains ne promit rien de bon. La ville de Bergame, qui ferma ses portes, fut mise à sac, les hommes massacrés, les femmes violées, les prêtres envoyés à la chaîne au delà des Alpes. Bérenger rentra triomphant dans Pavie, tandis que le malheureux Guido mourut d'une hémorragie sur les bords du Taro (894). Mais le roi de Germanie prétendit se faire payer ses services de la couronne impériale devenue vacante. Il reparaît en 896, marchant cette fois sur Rome et épouvantant l'Italie sur son passage. Les habitants veulent se défendre sur la rive droite. Une pluie de pierres les écarte de la muraille. Rome est prise encore une fois. Le roi germain ordonne de décoller, *decollare præcepit*, quelques romains, se fait couronner empereur par Formose et jurer fidélité par le peuple romain, sauf la foi due au pape. Ce n'était qu'une sinistre parodie du couronnement

de Charlemagne un siècle auparavant. Pour n'avoir pas voulu s'accorder sur le roi national, les Italiens avaient relevé l'empire au profit d'un Allemand, qui, il est vrai, retourna mourir bientôt dans son pays de la maladie qui avait déjà décimé son armée.

Instruits suffisamment de ce qu'on gagne à appeler l'étranger, Bérenger Ier et Lambert, fils de Guido, firent alliance et conclurent un traité de partage à Pavie; à l'un le nord, à l'autre le midi; ils scellèrent la paix du sang de leurs ennemis. A Rome, le nouveau pape, Étienne VI, porté par la faction des Spolétains, signala, comme une revanche, sa haine contre la faction allemande; il fit déterrer, juger, décapiter et jeter dans le Tibre le cadavre du traître Formose, partisan d'Arnulphe. Mais, quelque temps après, la vieille église de Latran à Rome s'écroula avec fracas, et le pape, pris par ses ennemis, fut jeté en prison et étranglé, *strangulatus nerbo;* le nouveau pape Jean IX tenta de relever la fortune de Lambert, fils de Guido, en le faisant enfin couronner empereur, mais pour peu de temps; celui-ci mourut quelques jours après d'une chute de cheval.

Resté seul roi en 900 par la mort de ce fantôme d'empereur, Bérenger Ier, espérant peut-être prendre à sa place ce titre vain d'empereur, ne fut pas plus heureux qu'auparavant. Le pape Jean IX ne voulait point de lui. Les Sarrasins, alliés d'Anastase, à la fois duc et évêque de Naples, qui partageait avec eux le butin fait sur les chrétiens, apparaissaient de nouveau sous les murs de Rome. Les Hongrois, pour la première fois, s'avancèrent en 900 jusqu'aux portes de Milan, ravagèrent pendant plusieurs mois les villes, les couvents, les églises de la Lombardie, et rappelèrent le temps d'Attila. La féodalité italienne fut encore plus funeste au roi.

Adalbert II, marquis de Toscane, le plus puissant prince de l'Italie du centre, s'entendit avec Jean IX pour proposer, contre Bérenger, la couronne impériale au roi de Provence, Louis, un carolingien, fils de ce Boson qui avait appris cependant ce que valaient les couronnes en Italie. Bérenger s'enfuit en Allemagne. Mais l'ingratitude du nouvel em-

pereur envers Adalbert, qu'il trouvait trop puissant, le perdit. Le marquis de Toscane, véritable faiseur de rois, rappela Bérenger I[er] qu'il avait contribué à chasser. Berthe, sa seconde femme, fille de la fameuse Waldrade de Lorraine, plus dangereuse encore, multiplia la défection parmi les partisans de Louis, par des moyens dont l'emploi devait bientôt devenir fréquent dans sa famille et dans les affaires de l'Italie. Louis III, obligé de jurer de ne plus revenir dans la péninsule, viola son serment plusieurs années après et obtint d'abord quelques succès à la faveur d'une maladie de Bérenger; mais, surpris bientôt dans Vérone, et puni de son parjure par la perte de la vue, ne gardant plus de l'empire que le nom de Louis l'Aveugle, il laissa désormais le trône à son rival Bérenger qui (905) éprouvé par tant de malheurs, abandonna à Adalbert le centre de l'Italie, pour régner au moins en paix dans la Lombardie.

Le saint-siége lui-même gagna encore moins dans Rome, devenue la proie des factions, à l'abaissement de l'empire et de la royauté. Rome, à travers ses convulsions, nous le voyons par le témoignage de quelques conciles, n'était plus en effet, au milieu de ses ruines, qu'un vrai repaire de corruption et de barbarie, où, dans l'ignorance la plus absolue, toutes les passions se donnaient carrière. « C'était, disait-on, un cimetière abandonné, visité par des hyènes. » Elle tombait dans la dépendance féodale de petits barons voisins cantonnés dans les monuments de Rome ou dans les châteaux des environs; et l'on devine aisément ce que pût devenir ainsi le saint-siége lui-même, exposé dans les décombres, comme un chétif évêché de province, à l'ambition de plus hardis. Déjà il était soumis à la domination d'un comte romain, du nom de Théophilacte, consul et peut-être sénateur de Rome, quand, après la mort de celui-ci, sa femme, devenue son héritière, Théodora, à son tour *patricienne et sénatrice* de Rome, donna la première l'exemple de faire élever, au saint-siége, un Ravennate, d'abord évêque de Bologne, puis archevêque de Ravenne, peut-être son amant, qui prit le nom de Jean X (914).

Ce gouvernement ne manqua cependant d'abord ni d'in-

telligence ni d'énergie. Les Sarrasins, plus hardis que jamais, venaient de prendre le splendide monastère de Farfa et de détruire celui de Subiaco dans la Sabine. Rome n'avait plus guère que ses murailles pour la défendre. Il fallait oublier cette fois toutes les rivalités mesquines. Jean X fut l'instigateur de la plus grande et de la plus nationale entreprise de cette époque. Il ligua contre les Sarrasins les ducs de Bénévent, de Naples, les petites républiques grecques, et même l'empereur d'Orient; puis il offrit la couronne impériale au roi national Bérenger Ier s'il voulait se mettre à la tête de cette entreprise redoutable. Bérenger y consentit; il fut reçu à Rome avec enthousiasme par le clergé, le sénat, le peuple, les milices, les écoliers. C'était un mouvement de concorde comme on n'en avait vu depuis longtemps. Bérenger, couronné en décembre 915, répondit à l'attente du pape Jean X. Coupés de la mer, attaqués de tous côtés dans leur camp retranché du Garigliano, les Sarrasins furent forcés, jetés dans les Apennins, poursuivis et tués presque jusqu'au dernier (916). Un triomphe fut célébré à Rome comme au temps de la république.

Bérenger, empereur et victorieux, ne put cependant, une fois le danger passé, étendre sa domination sur toute l'Italie, malgré la mort du marquis de Toscane. Le successeur d'Adalbert, Guido non moins oublieux que son père et sa mère Berthe, le marquis d'Ivrée nommé aussi Adalbert et sa femme Hermengarde, qui était fille de Berthe, appellent encore contre lui un autre roi d'au delà des Alpes, Rodolphe, roi de la Bourgogne transjurane. Bérenger est battu et assiégé dans Vérone. Réduit aux abois, celui qui avait gagné et perdu déjà trois fois son royaume, aime mieux le ruiner que de le laisser encore à un autre. Il ouvre les défilés des Alpes aux Hongrois (924). La ville de Pavie est mise à feu et à sang, tout le nord de l'Italie pris à rançon. Au milieu de ces ruines Bérenger Ier n'excite plus que l'horreur. Un traître, comblé de ses bienfaits, déjà pardonné après une première tentative d'assassinat, le tue d'un coup de poignard (924).

Rodolphe, malgré les leçons précédentes, se croyait sûr

d'ajouter la couronne d'Italie à celle de Bourgogne transjurane. Mais Hermengarde, à la mort de son mari le marquis d'Ivrée, offre aussi sa main à un prince ultramontain, à son propre frère utérin, fils du premier mari de sa mère Berthe, à Hugues, usurpateur de Provence, car elle veut régner et elle voit que les femmes font la destinée des États; elle parvient en effet à détacher de Rodolphe tous ses vassaux, par les moyens dont sa mère s'était servie autrefois contre Louis, fils de Boson, et elle le réduit lui-même à venir implorer sa grâce à ses pieds, au prix de son royaume qu'il abandonne à Hugues (929).

Cet Hugues serait-il plus heureux que ses prédécesseurs? réunirait-il maintenant, avec le titre d'empereur, Rome aux marquisats d'Ivrée et de Toscane, tenus par ses parents ou alliés? Rome, d'ecclésiastique et monacale qu'elle avait été au sixième et au septième siècle, devenue toute féodale et seigneuriale au dixième, voyait alors ses anciens monuments se transformer en palais grossiers et en forteresses et les hommes d'armes remplacer les moines. De barbares châtelaines, parées de titres romains, *sénatrices et patriciennes*, mettaient aussi leurs créatures, leurs maris ou leurs fils sur le trône ou dans la chaire de saint Pierre, et pouvaient disposer même de la couronne impériale! Après la mort de Théodora, en effet, une de ses filles, du nom de Marozie, qui avait épousé un duc de Spolète du nom d'Albéric, disputait le pouvoir à Jean X. Celui-ci faisait tuer Albéric au milieu d'une émeute; mais Marozie s'emparait aussitôt du môle d'Adrien au débouché du pont qui mène au champ de Mars. Rome était divisée en deux partis, armés l'un contre l'autre; on se battait. Des deux parts on s'adressait au nouveau roi d'Italie, Hugues.

Hugues de Provence surpassait ces femmes hardies, en ambition et en perfidie. Il accepte l'alliance de la veuve Marozie contre Hugues et lui fait épouser Guido, duc de Toscane. Jean X veut résister dans Rome aux deux époux; il est pris, jeté en prison et empoisonné. Marozie, après avoir disposé deux fois de la papauté, met sur la chaire de saint Pierre son propre fils, de son premier ma-

riage avec Albéric de Spolète, Jean XI. Tout réussissait à Hugues. Le plus puissant seigneur d'Italie, Guido, marquis de Toscane, était son frère; la maîtresse de Rome était sa belle-sœur et le fils de celle-ci, pape. Il s'était engagé à épouser Hermengarde, marquise d'Ivrée, qui l'avait appelé. Mais la mort de Guido lui ouvre de nouvelles perspectives. Marozie est veuve pour la seconde fois. Le mariage n'est plus qu'un mode d'arriver aux dignités et aux honneurs depuis que la femme hérite en Italie. En l'épousant, il peut gagner la Toscane, Rome, et peut-être la couronne impériale. Marozie ne saurait s'y refuser. Mais il fallait se débarrasser d'un frère de Guido, Lambert, qui réclamait la Toscane, et de l'ambitieuse Hermengarde. Hugues ne craint pas de déshonorer sa mère Berthe; il jette des doutes sur la naissance de Lambert, d'Hermengarde, qui avait tant fait pour l'élever au trône, tous deux issus du second mariage de Berthe avec Adalbert, ses frères et sœurs utérins. Lambert défend en vain son honneur dans l'épreuve du combat où il terrasse le champion qui lui est opposé. Hugues le fait prendre et priver de la vue, donne la Toscane à Boson, une de ses créatures, relègue Hermengarde loin de la cour, et épouse Marozie dans la capitale de la chrétienté (932), témoin de ce nouveau scandale!

Le dixième siècle est par excellence celui de l'anarchie politique et morale, mais nul pays n'y fut témoin de ce que virent alors l'Italie et le Vatican.

Décadence de la royauté italienne et de la papauté, Albéric, Bérenger II, Jean XII (932 à 995). — Otton le Grand fonde la domination allemande (950-973).

La couronne impériale et la royauté d'Italie allaient être le prix du crime. Ce que ni Luitprand, ni Didier, ni Bérenger Ier, ni Guido, ni Louis de Provence, n'avaient pu faire, Hugues et Marozie allaient l'accomplir. Ils pouvaient consommer bien plus. En fondant la royauté, ils absorbaient, supprimaient presque la papauté. L'excès de la honte souleva enfin les Romains contre ce gouvernement de fratricides et de prostituées.

Le roi Hugues, en frappant au visage un fils du premier lit de Marozie, Albéric, pour lui avoir renversé l'aiguière sur les mains, donne aux Romains l'occasion et le chef qu'ils cherchaient. Albéric, furieux de cet outrage, se met à leur tête et assiége sa mère Marozie et son nouvel époux dans le château Saint-Ange. Hugues s'évade par une fenêtre au moyen d'une corde; Marozie perd, avec le château, l'autorité dont elle avait fait un si scandaleux usage. Les Romains se voient débarrassés à la fois du joug d'une femme, de celui d'un pape indigne et d'un roi étranger. Albéric y substitue, il est vrai, le sien; pendant vingt ans sous le titre de patrice et de consul, il nomme des papes obscurs, sans dignité et fait du saint-siége le véritable patrimoine de sa maison.

Chassé de Rome, Hugues déshonora par sa faiblesse, ses désordres et ses crimes, la royauté italienne, déjà si compromise. Il laissa la Provence à son ancien compétiteur, Rodolphe, qui réunit ainsi ce qu'on appelait les deux Bourgognes. Dans le royaume qui lui restait, toutes les dignités furent prodiguées à ses créatures et aux membres de sa famille, aux dépens des nationaux qu'il soupçonnait d'appeler l'étranger. Il n'eut qu'une idée nationale qu'il exécuta en ambitieux vulgaire. De concert avec le pape Marin II et la ville de Gênes, il conduisit une expédition contre les Sarrasins de Fraxinet. Les forbans, attaqués par terre et par mer, virent leurs vaisseaux brûlés ou coulés à fond et furent poursuivis à travers les montagnes jusque dans leurs derniers retranchements. Mais, au lieu de les exterminer, Hugues les transplanta des rochers de Fraxinet, qui furent bientôt occupés par de nouveaux bandits, dans les montagnes du Frioul, pour s'en faire des défenseurs contre les mécontents du dedans et les ennemis du dehors (940). Ce dernier trait le perdit.

Un Bérenger, marquis d'Ivrée, fils d'Adalbert par sa première femme Gisela, fille de Bérenger Ier, avait été victime aussi des persécutions d'Hugues. Menacé d'être assassiné, il n'avait été sauvé que par le fils même de Hugues, Lothaire, révolté de l'idée d'un pareil crime, et il avait

trouvé refuge en Allemagne, d'abord chez le duc de Souabe, puis à la cour du puissant roi Otton. Les souverains allemands se souvenaient toujours que Arnulphe avait porté la couronne impériale, et aimaient avoir la main en Italie. En 945 ce Bérenger descend en Italie avec quelques chevaliers allemands. Manassès, évêque de Pavie, livre le premier ses châteaux qui commandaient les défilés, dans l'espoir de l'archevêché de Milan. L'évêque de Modène en fait autant. Abandonné de tous, Hugues abdique, afin de laisser au moins la couronne à son fils Lothaire. Ce jeune homme était aimé à cause de ses vertus et à cause de sa femme, la belle Adelhaïde, fille du roi Rodolphe II de Bourgogne. Bérenger soit pour se donner l'apparence du désintéressement, soit pour pouvoir s'assurer les trésors que le roi était sur le point d'emporter, consent à cet arrangement, à la condition d'avoir la disposition de toutes les dignités, c'est-à-dire la réalité de la puissance. Mais bientôt, Hugues ne se sentant pas en sûreté dans son ancien royaume, s'enfuit en Provence, où il termine sa vie sous un habit de moine; et Lothaire, qui ne se méfiait point de celui qui lui devait la vie, s'affaiblit tout à coup, languit et meurt en 950. La couronne d'Italie était encore le prix d'un crime.

Bérenger II, pour légitimer une usurpation, voulait faire épouser à son fils la jeune veuve de Lothaire. Il échoua contre la volonté d'une femme. Enfermée dans une tour du lac Garda par Bérenger, qui voulait la réduire à force de mauvais traitements, Adelhaïde s'échappa avec l'aide d'un prêtre dévoué, se réfugia au château de Canossa, près du comte Azzon, et de là implora la protection du puissant et ambitieux roi de Germanie, Otton Ier.

Il semblait que chaque grande révolution de la péninsule dût être amenée par les passions d'une femme. Au temps de la décadence de l'empire d'Occident, Honoria et Eudoxie avaient hâté sa chute en appelant l'une Attila, l'autre Genséric; Amalasonthe avait opposé la première Justinien aux Ostrogoths. Rosamunde faillit arrêter l'établissement de la puissance lombarde; Théodelinde l'affer-

mit; Théodora, Hermengarde, Marozie, avaient compromis le saint-siége devenu leur jouet, et, de crime en crime, avili la royauté italienne essayée sur les ruines de l'empire carolingien. Adelhaïde fut la première cause de la chute définitive de la royauté nationale et de l'établissement de la domination allemande dans la péninsule, Cette servitude malheureuse dura trois siècles.

Otton le Grand, roi de Germanie, était alors le plus puissant des souverains nés de la dissolution de l'empire carolingien. Respecté des vassaux qu'il avait domptés, vainqueur de ses voisins, Danois, Slaves, Hongrois, protecteur, presque régent de France par ses deux sœurs, femmes et mères des rois et des ducs de la France, il croyait pouvoir rêver la reconstitution de l'Empire autrefois élevé par Charlemagne, quoiqu'il n'eût rendu aucun service semblable à la chrétienté. La conquête de l'Italie était le premier pas dans cette voie. Adelhaïde ne paraissait pas seule y inviter le puissant roi germain, mais malheureusement une partie de la péninsule.

Les Lombards ne voulaient plus pour roi du meurtrier de Lothaire. Les Milanais ne pouvaient lui pardonner de leur imposer l'archevêque Manassès. Tous, ducs, comtes, seigneurs, évêques, héritiers dans leurs domaines des dépouilles de la royauté, convertis à la glissante politique pratiquée déjà par le saint-siége, pensaient jouir d'une liberté plus complète sous un souverain qui ne résiderait point en Italie, et commençaient à préferer un roi étranger à un roi national. Illusion dangereuse et sujette à de bien terribles mécomptes! Otton le Grand n'eut pas beaucoup de peine à conquérir une contrée qui s'offrait d'elle-même et que les Germains convoitaient. Lorsqu'il descendit les Alpes en 951, tout le clergé, ayant en tête Manassès lui-même, se précipita à sa rencontre. Il pénétra sans obstacle jusqu'à Pavie, où il mit son épée aux pieds d'Adelhaïde, qui était venue le trouver au milieu de romanesques aventures, et il la prit pour épouse. Bérenger II en fut quitte, la première fois, pour tenir d'Otton sa couronne en fief et lui céder les marches de Vérone et d'Aquilée,

c'est-à-dire les portes de la péninsule; mais bientôt il se perdit en irritant l'Église par ses attaques contre les évêques de Milan, de Ravenne et même contre le saint-siége même.

A Rome, le fils de cet Albéric qui pendant vingt-deux ans avait dominé la papauté et Rome, Octavien, d'abord sénateur et prince de Rome, avait été également élu pape sous le nom de Jean XII. C'était faire une étrange confusion du principat et du pontificat que de mettre ainsi un prince féodal sur la chaire de saint Pierre. Mais ces exemples de confusion n'étaient point rares à une époque où l'Église devenait partout féodale. Ce fut ce Jean XII qui, attaqué par le roi Bérenger II dans ses domaines, appela une seconde fois Otton le Grand, et donna ainsi le dernier coup à la royauté italienne déjà si compromise.

Otton, depuis son mariage avec Adelhaïde, ennemie de Bérenger et nourrie dans le Midi, ne tournait déjà que trop son ambition de ce côté. On l'appelait; il partit avec une armée qui comptait autant d'archevêques, évêques ou abbés en armes avec leurs vassaux et leurs soldats que de ducs, princes ou comtes. Les seigneurs italiens, vassaux de Bérenger, envoyés sur l'Adige pour en défendre le passage, au lieu de combattre pour leur roi, exigèrent son abdication au profit de son fils Adalbert, puis, sur son refus, passèrent du côté d'Otton. Le roi de Germanie entra en vainqueur à Milan où il fut couronné roi dans la vieille église de Saint-Ambroise, tandis que Bérenger s'enferma dans un de ses châteaux forts. La royauté italienne s'était déshonorée, personne ne la défendit. De là Otton se dirigea sur Rome. Qu'était-ce alors que le saint-siége, arrivé comme un fief de famille entre les mains du fils d'Albéric? Jean XII, non sans quelque appréhension, et les Romains, reçurent le nouveau vainqueur comme ils avaient autrefois accueilli Charlemagne. Otton le Grand fut couronné Empereur à son tour avec la même solennité, le 9 février 962, tandis que ses troupes occupaient les hauteurs du Monte-Mario. Il s'engagea à maintenir les donations précédemment faites au saint-siége

par Charlemagne; de leur part, les Romains promirent de ne point élire le pape sans la présence des envoyés de l'Empereur et de recevoir dans leurs murs les représentants de son pouvoir. Le premier usage que fit Otton de son autorité fut de demander la nomination de ses créatures aux premiers siéges épiscopaux de l'Allemagne, et de se faire donner la dîme des pays slaves et païens à convertir.

L'alliance tentée par Charlemagne entre le saint-siége et l'Empire fut ainsi renouvelée après plus d'un siècle et demi, mais dans des conditions sensiblement changées. Encore une fois l'Église transmit à un roi du Nord les droits de l'empire romain, et le nouvel Empereur garantit au saint-siége son pouvoir temporel sur Rome et sa domination spirituelle sur l'Occident. Cela pouvait être un bien pour la papauté. L'Orient en effet, profitant de son abaissement, venait de commencer à se détacher d'elle à la suite de l'affaire de Photius; Rome ne lui obéissait plus; encore un peu de honte, et l'Occident lui échappait peut-être. Mais, au lieu d'une alliance, comme sous Charlemagne, la papauté n'allait-elle pas trouver une servitude, et, elle-même, l'Italie ne tombait-elle pas sous une nouvelle domination étrangère bien plus redoutable?

LIVRE VI.

L'ITALIE IMPÉRIALE ET PONTIFICALE (962-1137).

Les empereurs saxons : Otton le Grand, Otton II, Otton III ; le tribun Crescentius et le pape Sylvestre II ; Henri II le Saint ; l'épiscopat temporel (961-1024). — Les empereurs franconiens ; Conrad II, Henri III ; la simonie ; les mariages ecclésiastiques ; révolution politique et réforme ecclésiastique (1024-1048). — Léon IX, l'archidiacre Hildebrand ; Nicolas II, le collége des cardinaux ; la réforme de l'Église ; schisme d'Honorius II et d'Alexandre II (1048-1073). — Grégoire VII et Henri IV ; querelle des investitures ; première lutte du sacerdoce et de l'Empire (1073-1085). — Urbain II, l'héritage de Mathilde, la croisade ; Henri V ; Pascal II et Calixte II ; le concordat de Worms ; chute de l'épiscopat temporel (1085-1137) [1].

Les empereurs saxons : Otton le Grand, Otton II, Otton III ; le tribun Crescentius et le pape Sylvestre II ; Henri II le Saint ; l'épiscopat temporel (961-1024).

Le titre d'empereur exerçait toujours sur les imaginations italiennes le prestige d'un grand souvenir. Tous cependant, Romains et Italiens, pape, ducs, évêques ou villes libres, comptaient bien jouir d'une indépendance complète sous une idole qu'ils encenseraient de loin. N'avaient-ils pas déjà usé bien d'autres dominateurs étrangers? Le couronnement d'Otton le Grand fut cependant

1. Voir pour l'histoire des empereurs allemands, ottoniens et franconiens, notre *Histoire d'Allemagne*, 2[e] et 3[e] vol.

le commencement d'une domination qui dura trois siècles et qui donna lieu entre le saint-siége et l'empire, l'Italie et l'Allemagne, à la plus grande et à la plus universelle lutte de l'époque du moyen âge.

Avant même d'avoir forcé dans sa dernière retraite le dernier roi, Otton avait déjà montré aux Italiens qu'il prenait au sérieux le titre d'empereur. A peine Otton avait-il eu le dos tourné, que Jean XII, injurié par les Romains et pressentant déjà un maître trop puissant dans le roi de Germanie, intriguait en faveur du roi déchu. Le nouvel empereur marcha aussitôt sur Rome, assembla un concile composé de ses créatures et qu'il présida lui-même. C'est là qu'il donna, en vertu de son pouvoir impérial, le premier exemple, bien dangereux pour la chrétienté, de faire déposer un pape. Jean XII n'était pas de sa personne fort recommandable. On l'accusa ridiculement d'avoir bu à la santé du diable et d'avoir invoqué Jupiter, Mars et Vénus, ces démons; puis on le déposa; mais n'était-ce pas doubler le pouvoir déjà absolu du César tudesque que de lui soumettre toute l'Église dans son chef? Les Romains, mécontents qu'Otton eût désigné lui-même le successeur de Jean rappelèrent le pape déchu et firent cause commune avec Bérenger II toujours indompté. Otton traita rudement cette mobilité italienne qu'il ne comprenait pas, « dispersa les colombes d'Italie avec ses éperviers allemands », ruina, incendia, dévasta (*funditus*) les environs de Rome, envoya Bérenger finir ses jours à Bamberg, en Allemagne, restaura son pape Léon VIII dans son pouvoir, déposa tous les évêques et comtes qui s'étaient montrés ses ennemis et se mit en devoir d'affermir son pouvoir dans la péninsule.

Le duché de Vérone et de Frioul, voisin de l'Allemagne, donné à son frère, le marquisat de Montferrat, à son gendre, Almaran, celui de Modène et Reggio, à un seigneur italien dévoué, Albert Azzon, protecteur d'Adelhaïde, qui fit souche dans la province, la confirmation et l'augmentation surtout des immunités accordées aux saints patrons des villes, c'est-à-dire aux évêques, donnèrent à l'autorité

d'Otton des fondements solides. Il mit le comble à sa puissance dans son second voyage en Italie de 966. Les Romains ne voulaient pas reconnaître le nouveau pape qu'il avait fait nommer, Jean XIII. Il fait pendre à la statue de Marc-Aurèle le préfet de la ville et exécuter douze de ses tribuns en application, disait-il, des lois de Théodose et de Justinien. Mais en revanche, il ordonne de couronner comme son successeur, en 967, son fils et celui d'Adelhaïde, Otton II. « Malheur à toi, Rome, s'écrie un contemporain, tu as été prise aussi par le roi Saxon, ton peuple est tombé sous son glaive, il t'a pillée et incendiée, et ses soldats emportent ton or et ton argent dans leurs bourses. » Il ne manquait que le midi de l'Italie à Otton le Grand. Il envoya donc une ambassade à Constantinople, afin d'obtenir une princesse porphyrogénète pour Otton II avec le midi de l'Italie en dot; mais on le persifla à la cour byzantine, et, sur le refus que lui fit l'empereur Nicéphore d'une de ses filles pour son fils aîné, il ravagea le territoire grec jusqu'à ce que Jean Zimiscès, après Nicéphore, lui eût accordé sa fille Théophanie, c'est-à-dire des prétentions sur le reste de la péninsule. L'Italie avait trouvé un maître qui pesait de près sur elle, et non une idole qu'elle croyait pouvoir adorer de loin.

Cette domination cependant tenait évidemment à la puissance et même à la présence du maître. La longue absence du successeur d'Otton le Grand, Otton II (973), persuada aisément aux Italiens qu'ils pouvaient se rendre ce joug léger, et ils commencèrent d'autres querelles. Le saint-siége n'avait repris ni son pouvoir temporel ni sa considération. Donnant l'exemple de renoncer au système byzantin des troupes soldées, les papes au moins inféodaient leurs propres domaines pour défendre leur pouvoir et dompter les autres vassaux des environs de Rome; dans les villes, ils nommaient les comtes chargés de rendre la justice. Mais, malgré leur opposition, l'archevêque de Ravenne les imitait dans la Romagne. Tous les deux semblaient se rencontrer en cela qu'ils remplaçaient la puissance de l'ancien duc de Spolète dans cette partie de l'Italie. En

Lombardie, une autre lutte commençait. Les prélats de la Lombardie, de Milan, de Parme, de Bergame, Verceil, Crémone, qui avaient autour d'eux des vassaux dans les campagnes, cherchaient à y supplanter la puissance des comtes et marquis et réussissaient souvent à faire accepter leurs prévôts ou vicomtes par les bourgeois dans les villes. En revanche, tandis que les petits comtes se réfugiaient sur les crêtes des Alpes ou des Apennins, les seigneurs laïques, même les nouvelles créatures d'Otton le Grand, le marquis de Vérone, seigneur tout allemand, qui unissait l'Italie à la Carinthie, aussi bien que l'ancien marquis d'Ivrée, qui avait conservé les défilés des Alpes occidentales, le marquis de Montferrat, créé par Otton, celui de Modène et de Reggio, aussi bien que l'héritier du duché de Toscane, affectant l'indépendance des anciens ducs lombards ou carolingiens, tentaient de restaurer cet antique pouvoir, moins cependant dans l'intérêt de l'Empire que dans leur propre intérêt; et une autre anarchie commençait.

Le court séjour d'Otton II en Italie, après sept années d'absence (980), parut encourager les espérances de la féodalité ecclésiastique contre la féodalité laïque. Couronné à Pavie, le jeune Empereur octroya à la plupart des évêques de Lombardie le droit d'entourer leurs villes de murs et de recevoir tous les services militaires, prestations en nature et taxes pour entretenir les ponts et les routes dans leurs diocèses. A Rome, il se conduisit autrement. La ville répugnait encore à un pape de son choix, Benoît VII; il intronisa de force celui-ci, fit massacrer dans un banquet plusieurs barons romains et renouvela son couronnement en présence d'Hugues Capet, roi de France, et d'un roi de Bourgogne. Il avait comme une cour de rois. Mais il était venu surtout pour faire valoir ses réclamations sur le midi de l'Italie qu'il prétendait tenir en dot de sa femme.

Quelques Italiens furent favorables à ses projets. La ville de Pise, déjà la plus commerçante de la Toscane, au milieu du delta fertilisé de l'Arno, mit volontiers à son service ses nombreuses et agiles galères. Pandolphe Tête de Fer, qui avait réuni sous son pouvoir l'ancien duché

de Bénévent, joignit ses troupes aux siennes. Otton s'empara d'abord aisément de Tarente et s'avança dans la Calabre ultérieure. Mais il fut surpris à Basentello par les Grecs et les Sarrasins réunis, vit mourir autour de lui « la fleur de la blonde Germanie », s'enfuit et tomba entre les mains d'un pirate grec. Celui-ci ne voulait le rendre à l'impératrice que sur une forte rançon. L'Empereur pour ne pas payer se jeta à la mer, atteignit le rivage à force de bras et mourut peu de jours après des suites de cette imprudence, en 983.

La minorité du jeune Otton III, longtemps menacée en Allemagne, n'était pas faite pour rendre plus gênante la domination allemande. Les Italiens mirent à profit ces circonstances favorables.

Les évêques de Lombardie, il est vrai, parurent travailler pour l'Empire qui les favorisait en continuant à contrecarrer les comtes et marquis plus indépendants. Mais, à Rome, il se passa quelque chose de nouveau. Les barons et le peuple reprochaient au saint-siége d'avoir appelé l'étranger. Pour échapper à sa domination, ils rêvaient de constituer la capitale de la chrétienté en république. Cet état était toujours resté cher aux Romains; leurs préfets et leurs tribuns, croyaient-ils, annuleraient le pouvoir du saint-siége. Un certain Crescentius, qui passait pour un petit-fils de Théodora, leur avait alors inspiré ces idées. Après s'être emparé du château Saint-Ange, il prit en effet la dignité de patrice et consul de la cité, et tint le pape Jean XV éloigné de Rome jusqu'à ce qu'il se fût soumis à son autorité et à sa constitution municipale. C'était le temps où, à Venise, le doge Urséolo II se faisait prêter hommage par les villes de Trieste, de Trau, Spalatro, Raguse en Dalmatie, et, avec les vaisseaux réunis de ces villes, assaillait et domptait les Narentins. Politique habile, qui soumit à la république presque toute la côte orientale de l'Adriatique, en même temps qu'elle imposa respect au marquis de Vérone. Les Grecs à la même époque dans le Midi profitaient de la dissolution du duché de Bénévent en trois petites princi-

pautés : Bénévent, Capoue, Salerne, pour raffermir leur domination et envoyer un catapan à Troia dans la Pouille.

L'arrivée d'Otton III parvenu à sa majorité, en 996, rappela à l'Italie son état de sujette.

Élevé sous les yeux de sa mère et de sa grand'mère, une Grecque et une Italienne, instruit par l'homme le plus savant de son siècle, Gerbert, un Français, ancien moine d'Aurillac, qui avait étudié près des universités arabes d'Espagne, Otton III rêvait une restauration réelle du vieil empire romain, que son précepteur lui avait appris à connaître, et ses deux mères à ambitionner. Comme dans ses lectures, il en voulait voir le centre en Italie, dans le pays d'Adelhaïde, et la capitale dans Rome; ce jeune homme descendit les Alpes en 996. Les évêques lombards le reçurent avec joie. Quand il s'approcha de Rome, Crescentius se retira, Jean XV reprit son autorité. A la mort de Jean, le petit-fils d'Otton le Grand désigna lui-même pour pape un seigneur allemand, Bruno, son cousin, qui prit le nom de Grégoire V, et reçut la couronne de sa main, au milieu des transports d'une population ivre de joie qui préférait l'Empire à la république, sans penser que la domination allemande était au bout.

Tout dévoué aux idées de son maître et voyant *dans l'Allemagne le bras du christianisme*, le nouveau pape en effet proclama, en le sacrant, que si le couronnement sanctionnait seul son autorité, le choix des Allemands liait en même temps l'Italie et Rome; comme si la possession de la péninsule était la garantie du pacte d'alliance des deux pouvoirs. C'était flatter l'orgueil de l'Italien, mais choquer ses idées d'indépendance, chatouiller ses souvenirs, mais blesser ses intérêts. Le roi des Germains ne devenait empereur qu'au contact du sol glorieux de Rome. *Le couronner, c'était couronner l'Italie.* Mais cette gloire rayonnait sur la tête d'un étranger, d'un barbare : cet honneur cachait la servitude. Contradiction déplorable, qui est au moyen âge le nœud de ce douloureux mystère de l'histoire italienne, dont le Pape et l'Empereur sont les deux principaux personnages, et Rome le théâtre.

Le mal fut senti la première fois même que fut prononcée la formule qui consacrait ce singulier droit public. Otton III prenait aussi son titre au sérieux; s'il accordait quelques priviléges à des seigneurs et à des évêques, il prononçait souverainement sur une querelle entre le pape et l'évêque de Ravenne, ainsi que sur bien d'autres encore. Les Romains comprirent les premiers qu'ils étaient dupes de l'alliance du pape et de César; on se souleva contre le pape étranger imposé par l'étranger. Crescentius reparut dans Rome et chassa Grégoire V. Résolu cette fois d'assurer à sa patrie la liberté et à lui-même le pouvoir, mais prenant quoiqu'en sens inverse un moyen analogue aux précédents, ce tribun entama des négociations avec quelques ambassadeurs grecs venus en Italie, pour remettre Rome avec l'ancien exarchat sous la domination de la cour de Constantinople, et lui assurer le fantôme d'empereur qu'il fallait à son orgueil et à sa liberté.

Ce projet reçut un commencement d'exécution. Excommunié par Grégoire V, Crescentius remplaça celui-ci par un Grec qui avait suivi l'impératrice Théophanie en Occident, et qui était alors évêque de Plaisance. Encouragé par les ambassadeurs grecs, le peuple romain, qui avait acclamé Otton III, proclama dans Rome le rétablissement de l'empire de Byzance. Le brusque retour d'Otton III déconcerta tout (998). Un grand nombre de barons romains, se rappelant les vengeances exercées précédemment dans de pareilles circonstances par Otton Ier, s'enfuirent à Tivoli. Le pape grec, livré par le peuple lui-même, fut promené sur un âne à travers les rues de Rome, le visage tourné vers la queue de l'animal, et envoyé ensuite à un horrible supplice. Crescentius essaya de se défendre dans le château Saint-Ange : il fut pris d'assaut. « Qu'on l'exécute, dit Otton III, sur la plate-forme, afin que le peuple romain ne nous accuse pas de lui avoir dérobé son prince »; et le malheureux, en effet, apprit aux Romains du haut d'un gibet de soixante-dix pieds, qu'il y avait plus de déception que de gloire dans la domination allemande.

L'autorité impériale se fit alors sentir dans toute la pé-

ninsule, comme au temps d'Otton le Grand. Un Hugo, de race allemande, fidèle serviteur des Ottons, fut investi du marquisat de Toscane. Le puissant marquis d'Ivrée, Arduin, qui avait vaincu et tué l'évêque de Verceil, son rival, fut mis au ban de l'Empire. L'ancien précepteur d'Otton, déjà archevêque de Ravenne, devint pape, sous le nom de Sylvestre II. Cet homme, l'un des plus savants et des plus distingués de cette époque, tout en réformant quelques-uns des abus de la cour de Rome, songeait, avec Otton, à enlever le midi de la péninsule aux Grecs et à réunir toute l'Italie sous la domination impériale. Mais il avait de plus grands desseins que les souverains allemands. Dans son imagination ardente, il voulait unir étroitement la papauté et l'Empire, l'Église et l'État, l'Italie et l'Allemagne, pour arracher les peuples chrétiens à leurs discordes, et les lancer dans une de ces saintes expéditions connues plus tard sous le nom de croisade. L'accord du Pape et de l'Empereur dans cette grande entreprise eût comme consacré l'Empire aux yeux de toute la chrétienté. Sylvestre II rédigeait déjà la constitution impériale qui devait unir la chrétienté sous l'Empire et sous le sacerdoce pour vaincre l'infidélité. L'an 1000, qui approchait, allait-il voir la fin du monde ou le commencement d'une grande chose? On attendait.

Mais Otton III et Sylvestre II n'étaient pour les Italiens que des étrangers. L'an 1002 le jeune Empereur mourut à Civita Castellana, empoisonné, dit-on, par la veuve de Crescentius, Stéphanie, devenue sa maîtresse; et, l'année d'après, le pape, haï des Romains qui l'accusaient d'avoir donné son âme au diable pour avoir la science, suivit son élève dans la tombe, victimes tous les deux du vertige donné aux puissants par l'éternelle Rome, même en décadence!

Les Allemands avaient choisi, pour succéder à Otton III mort sans enfants, Henri II, de race saxone il est vrai, mais parent fort éloigné du dernier Empereur. Le pacte d'obéissance, qui liait les Italiens à Otton le Grand et à ses fils, paraissait annulé par l'extinction de la descendance directe du grand homme.

Arduin, marquis d'Ivrée, l'un des plus puissants princes de l'Italie, avait eu des démêlés avec Otton III; il convoqua une diète de prélats et de seigneurs italiens à Pavie pour aviser aux circonstances; il dominait dans Ivrée, Suse, Verceil, et jusqu'aux crêtes des montagnes de la Savoie. De là devait sortir, mais bien plus tard pour l'Italie, la délivrance et l'unité. Arduin espérait déjà restaurer une royauté nationale. Ses partisans se trouvèrent en nombre à Pavie, ville d'ailleurs toute patriotique; il fut proclamé roi. Mais le marquis allemand de Vérone, Thédald, le fils d'Azzo, le protecteur d'Adelhaïde, qui avait obtenu d'Otton II, Modène, Mantoue et Reggio, enfin surtout l'archevêque de la ville de Milan, rivale de celle de Pavie, et la plupart des évêques, proclamèrent Henri II, roi de Lombardie, dans une assemblée de seigneurs et de prélats réunis à Roncaglia, et décidèrent l'Empereur à descendre en Italie.

Devant des forces supérieures, Arduin, épuisé par un premier combat à Vérone, s'enfuit dans les châteaux forts de ses montagnes. La ville de Pavie elle-même ouvrit ses portes au vainqueur (1003). Mais le jour du couronnement, les Pavesans insultés par quelques Allemands ivres se révoltèrent; un combat s'engagea dans les rues. L'Empereur assiégé dans son palais se sauva à la faveur d'un incendie, mais en se cassant la jambe. Arduin redescendit de ses montagnes et acheva de rejeter Henri II au delà des Alpes, par le lac Majeur. Pendant l'absence de dix ans que fit l'empereur Henri, l'Italie avec deux souverains couronnés n'eut réellement pas de roi. Arduin persécuta ses adversaires plutôt qu'il ne régna. Les seigneurs et les évêques qui ne voulaient pas de lui affermirent leur indépendance. A Rome, les comtes de Tusculum, partisans des Allemands et les successeurs de Crescentius, s'arrachèrent la nomination des papes. Trois d'entre eux finirent par le poison; c'était l'image de l'anarchie générale.

Henri II ne termina ces troubles qu'en 1015. Après avoir forcé Arduin à s'enfermer dans un couvent, dispersé à Rome les restes de la faction de Crescentius et affermi

le pape Benoît VIII qui le couronna, il tenta d'assurer son autorité, en même temps que la paix, en poussant jusqu'à ses dernières conséquences la politique des Ottons. Connu sous le nom d'Henri le Saint, qui lui a été conféré par le clergé allemand et italien, il ne se montra pas moins généreux envers l'Église en deçà qu'au delà des Alpes. La nécessité de récompenser les évêques ennemis d'Arduin, et d'accorder des priviléges égaux à ceux qui lui étaient ennemis, faisait en Italie un acte politique de ce qui était chez lui un instinct et une habitude pieuse. Avec lui les évêques formèrent le contre-poids des seigneurs laïques, le ferme appui de l'empire allemand, de l'étranger, et la puissance épiscopale atteignit son apogée, mais comme un instrument de servitude dans la péninsule, pour permettre à l'empire de mieux la dominer.

Grâce à ses nombreuses chartes, les droits de battre monnaie, de bannir les vassaux, de rendre la justice haute et basse, de percevoir les douanes, péages, etc., tombent définitivement entre les mains des évêques. Dans les campagnes, par le moyen de capitaines qu'ils chargeaient de rendre la justice et de commander les chevaliers, ils finissent par remplacer les anciens comtes, dont le ressort avait été autrefois le même que la circonscription diocésaine; et l'image du saint, patron de la cité (*corpus sanctum*), élevée d'abord seulement sur les limites de la banlieue que les évêques couvraient de leur immunité, est victorieusement portée aux bornes du diocèse. La féodalité ecclésiastique remplace presque la féodalité laïque. Les Empereurs croient tenir plus sûrement les évêques puisqu'ils les investissent par la crosse et l'anneau, aussi bien qu'ils nomment fort souvent le pape lui-même.

Il appartenait à Henri le Saint d'arracher le midi de l'Italie aux Grecs schismatiques et aux Sarrasins infidèles. Une petite république, la ville de Pise, semblait tracer son devoir au souverain de l'Italie; elle attaquait les Sarrasins et leur enlevait une première fois, de concert avec Gênes, l'île de Sardaigne. Henri II en 1021 prit aux Grecs Troïa, leur nouvelle fondation en Apulie, et soumit

Capoue. Il eût peut-être fait davantage, affermi et glorifié son autorité et celle des évêques, ses serviteurs et ses instruments, par la soumission du Sud; mais la peste mit fin à son expédition, et quelque temps après, la mort à ses projets, ainsi qu'à la dynastie allemande de Saxe, en 1023.

Les empereurs franconiens; Conrad II, Henri III; la simonie; les mariages ecclésiastiques; révolution politique et réforme ecclésiastique (1024-1046).

L'avénement d'une nouvelle dynastie en Allemagne, celle des Franconiens avec Conrad II le Salique, parut d'abord ne changer rien à l'état de choses fondé, en Italie, par les empereurs saxons.

Le parti italien, entre autres les marquis d'Este à Ferrare, de Toscane et de Suse, comme si l'on ne pouvait trouver un roi national, chercha vainement à appeler à Pavie le roi de France, Robert, fils de Hugues Capet; Héribert, archevêque de Milan, chef de l'épiscopat lombard, se rendit à Constance accompagné des seigneurs et prélats de son parti, et prêta serment d'hommage et de fidélité au nouveau souverain allemand. Ce n'est pas que les Italiens aimassent les Allemands; tant s'en faut, l'historien allemand Dithmar de Mersebourg nous dit à cette époque : « Les habitants de ce pays nous sont complétement étrangers; soupçonneux et rusés, ils nous détestent; ils nous font payer cher tout ce qu'ils nous vendent et souvent ils nous trompent. Combien de nous ont trouvé chez eux la mort par le poison! » Mais les Italiens se détestaient encore plus entre eux. L'esprit de faction l'emportait sur tout. Ils attiraient l'étranger pour s'en servir contre leurs adversaires. Un prince intelligent et brillant du midi de la France, Guillaume d'Aquitaine, appelé un instant aussi par eux le savait bien. « Il n'y avait là », disait-il, en quittant ceux qu'il appelait des perfides, « rien d'honorable ni d'utile à faire. » Le nouveau fondateur de la dynastie franconienne, Conrad II, n'en était point encore à croire à cette vérité. Il partit en 1026 pour l'Italie.

La ville de Milan accueillit le nouveau venu avec joie. Il

y reçut de l'archevêque Héribert la couronne d'Italie. Conrad, favorisé ainsi par l'Église, vit la plupart des villes acquitter les droits ordinaires d'entretien, de routes et de logements (*foderum*, *parata*, *mansionaticum*), qui appartenaient à l'Empire. Les deux seules villes de Pavie et de Ravenne, ainsi que le marquis de Toscane, avaient osé refuser le serment d'obéissance. La ville de Pavie eut ses environs ravagés. A Ravenne, un combat éclata entre les habitants et les soldats; les premiers furent châtiés. A Rome, 26 mars 1027, le pape Jean XIX alla au devant du franconien et le couronna Empereur comme ses prédécesseurs, en présence de Canut le Grand et de Rodolphe III de Bourgogne, tandis qu'une rixe entre les soldats et les Romains amenait encore un châtiment des derniers. A son retour l'Empereur condamna Pavie à rebâtir le palais impérial que chaque grande ville devait entretenir pour le passage de l'Empereur et dépouilla le duc Reinier de la Toscane en faveur de Boniface, petit-fils d'Azzon. Les grâces et avantages politiques ne furent pas épargnés aux évêques; le patriarche d'Aquilée reçut les droits de suzeraineté sur presque tout le Frioul, aux dépens du marquis de Vérone, singulièrement amoindri. La garde du col de Brenner fut confiée à l'évêque de Brixen. L'archevêque de Milan exerça même les droits du souverain absent dans la Lombardie. Tout cela était pour river l'Italie à l'Allemagne.

En 1032 quand Conrad voulut recueillir, malgré le comte de Champagne, Eudes, la succession du royaume de Bourgogne, qui avait été laissée à l'Empire par Rodolphe III, Héribert, archevêque de Milan, et Boniface, nouveau marquis de Toscane, l'aidèrent dans une conquête qui avait pour résultat d'entourer plus complétement encore l'Italie des possessions de l'Empire avec toutes les Alpes, et d'intercepter les communications italiennes avec les rois ou les puissants feudataires français dont dernièrement encore quelques seigneurs avaient imploré la protection.

L'empire allemand, en mettant une puissance temporelle si considérable entre les mains de l'épiscopat italien, avait cependant dépassé son but. Les évêques tout-puissants

faisaient peser leur pouvoir sur les chevaliers encore libres des campagnes qu'ils voulaient réduire en vasselage, et sur les gros bourgeois des cités auxquels ils prétendaient ne laisser aucun droit. Mais voici que, rapprochés par une commune oppression, les nobles encore libres des campagnes font alliance avec les gros bourgeois des cités contre les capitaines, contre le petit peuple des villes, ordinairement soutien des évêques, et, en se soulevant contre ceux-ci, menacent la domination impériale.

La lutte la plus importante ou la moins inconnue, celle qui caractérise le mieux cette opposition d'intérêts, éclata, après le départ de Conrad II, dans la ville de Milan. L'archevêque Héribert, homme d'ailleurs fier et hardi, marchait à la tête des évêques lombards à la conquête de la toute-puissance. Il était, disait-on, un véritable roi; *regnum italicum ad suum disponebat nutum.* Mais il fut battu à Campo-Malo par les gros bourgeois de Milan ligués avec quelques petits seigneurs; toute la Lombardie fut en combustion. C'était dans tout le nord de l'Italie une confusion étrange, énorme et tout à fait inconnue à cette époque; *magna et modernis temporibus inaudita confusio facta est Italiæ*, dit un chroniqueur du temps. La liberté recommençait par la péninsule. On appela de toutes parts l'Empereur.

C'était alors le recours universel. Conrad arrivé (1036) en Italie ne se montra point aussi favorable à l'archevêque qu'on eût pu le penser. Il comprit qu'il était temps pour lui d'arrêter les empiétements des évêques et de mettre un contre-poids à la puissance de l'épiscopat, s'il ne voulait compromettre la domination allemande. « Les Italiens ont soif de lois, » dit-il, « je les en rassasierai. » Héribert ne manquait ni d'habileté ni d'audace. Il donna maintenant à sa cause une couleur nationale; serviteur jusque-là intéressé de l'étranger, il répandit la haine de la domination tudesque parmi les capitaines et le petit peuple des villes. Conrad, avec autant d'adresse, convoqua une diète dans Pavie, la rivale de Milan; il somma Héribert de venir y répondre aux accusations portées contre lui par quel-

ques-uns de ses vavasseurs; et, sur son refus, il le fit saisir avec quelques autres évêques et jeter en prison. Mais alors on ne voit plus dans Héribert que l'Italien et le prêtre. On le délivre. Il rentre dans Milan et se met à la tête de la résistance. On ne parle plus que de la fureur teutonique, de ces Allemands « bêtes à deux pieds, qui ne savent pas distinguer leur main droite de leur main gauche. » Conrad ne peut prendre Milan. Le soulèvement gagne jusqu'à Rome. Là l'Empereur, après la mort de Jean XIX, avait favorisé l'élection scandaleuse d'un enfant de douze ans, du nom de Benoît IX. Enfin au midi l'arrivée d'étrangers normands à la fois pélerins et conquérants complétait ces éléments de trouble.

Pour sauver la domination allemande, tout à coup Conrad tente en Italie une révolution. Par un acte solennel, rendu en pleine diète, il déclare les fiefs des vassaux ou vavassaux irrévocables, immédiats et héréditaires. Tout possesseur de fiefs pouvait désormais les transmettre à ses enfants; il n'en serait déchu que sur un jugement prononcé par ses pairs, et jouirait de ses biens francs, en pleine et entière indépendance. C'était détruire la puissance des évêques et des grands vassaux, soustraire la petite noblesse et la grosse bourgeoisie, les capitaines même avides d'indépendance, à leur domination, et les ranger tous sous l'immédiate protection de l'Empire. Avec quelques seigneurs, Conrad marche alors sur Rome. Il y rétablit son pape enfant, mais il se heurte au midi contre les nouveaux venus, revient malade, perdant ses parents autour de lui, et il rentre découragé en Allemagne. Mort en 1039, il n'eut pas le temps d'achever dans les faits la révolution qu'il avait voulu faire, et il donna seulement le branle à un mouvement qui devait agiter bien longtemps la péninsule.

Les vassaux inférieurs et les habitants des villes avaient, pour la première fois, révélé leur existence, et compté pour quelque chose dans les luttes de l'Italie. Un vif désir de liberté agitait comme un courant électrique les couches inférieures de la société péninsulaire. Dans leur lutte contre

l'épiscopat, deux classes qui avaient paru ennemies se rapprochèrent; les petits vassaux faisaient cause commune avec les gros bourgeois, les capitaines frayaient avec les gens de petits métiers et de mince labeur qui les soutenaient. Les classes se mêlaient; la noblesse se faisait octroyer dans mainte ville le droit de bourgeoisie; quelques bourgeois acquéraient des fiefs nobles dans la banlieue, fusion sujette à mécompte, jamais complète, qui renfermait en elle-même des éléments hostiles, mais qui en définitive devait tourner à l'affranchissement commun. Malheureusement la rivalité inextinguible qui avait éclaté en même temps entre les deux premières villes de la Lombardie, entre Milan et Pavie, décelait déjà à la naissance même de ce mouvement ce qu'il avait d'incomplet et de défectueux. Il manquait d'homogénéité et d'ensemble; il était entièrement local, égoïste, sujet aux rivalités, aux contradictions, aux entraves que l'intérêt pouvait susciter entre deux villes voisines. Le goût de terroir dominait dans cette révolution communale, morcelée comme l'étaient elles-mêmes la terre et la nationalité italiennes.

L'archevêque Héribert chercha à profiter de l'avénement de Henri III, en Allemagne, pour conjurer l'orage qu'il avait déchaîné et qu'il ne prévoyait pas si terrible. Il se hâta de reconnaître le nouveau souverain, fit des propositions de paix à ses ennemis et des concessions à ses bourgeois. Mais la lutte qui venait de s'engager avait fait ressortir la fausse position de l'épiscopat italien, serf de l'étranger. Personnages politiques, les évêques avaient tout à fait oublié leur caractère; chefs d'un parti, on les avait vus combattre, vaincre et périr sur les champs de bataille. Choisis la plupart du temps par les empereurs germains, non parmi les plus pieux et les plus instruits, mais parmi les plus puissants ou les plus riches, parmi ceux qui pouvaient rendre les meilleurs services, jeter le plus d'éclat ou même quelquefois payer leur élection au suzerain par les présents les plus considérables, ils menaient un train tout laïque; ils installaient le goût de la guerre et de la chasse, du luxe et des plaisirs dans les palais épiscopaux,

et, qui plus est, ils entretenaient, nourrissaient à l'ombre du sanctuaire, et malgré les canons de l'Église, leurs concubines et leurs bâtards. Voilà quelle était l'Église au service de l'étranger!

L'empereur allemand et les évêques n'avaient vu d'abord s'élever contre eux que des intérêts politiques; une opposition plus dangereuse ébranle bientôt, au nom du principe chrétien, leur puissance temporelle. Donner à des créatures, à des serviteurs, vendre même le plus souvent au plus offrant, et dans un intérêt politique, les prélatures et les bénéfices ecclésiastiques, n'était-ce pas dans l'Église ce qu'on avait condamné de tout temps sous le nom de *simonie?* Enfreindre le célibat, entretenir, épouser même publiquement des femmes, en avoir des enfants, tenter de leur laisser ses biens, même ses fonctions, n'était-ce pas aussi une coutume contraire au renoncement exigé de ses prêtres par l'Église? Or voici ce qui se faisait alors en Italie comme ailleurs. Le puissant archevêque de Milan, Héribert, était marié. Que cette double infraction à la discipline ecclésiastique arrivât à se perpétuer et une caste sacerdotale s'établissait à côté de la féodalité laïque. Elles s'entendaient l'une et l'autre pour l'oppression commune. Déjà les seigneurs mariaient leurs fils ou leurs filles avec les enfants des prêtres. En Italie, où l'empereur disposait des évêchés, ces innovations scandaleuses avaient pour résultat particulier d'affermir la domination allemande dans la péninsule et d'y multiplier la race étrangère des oppresseurs. Rien d'étonnant que la première et la plus énergique protestation contre cet état de choses, funeste à la chrétienté tout entière, soit venue d'abord de l'Italie.

Depuis un demi-siècle déjà, un profond mécontentement régnait, au fond des monastères dans l'Église régulière, contre la corruption et la décadence de l'Eglise séculière. Les premières années qui suivirent l'an 1000 avaient vu se fonder de nouveaux ordres ou se réformer les anciens, en France avec Cluny, en Italie avec l'ordre des Camaldules (1017) de Saint-Romuald e celui de Vallombreuse

(1028) de Saint-Gualbert. C'était le signe avant-coureur d'une recrudescence de l'esprit chrétien. Voici déjà que des voix sévères, celles d'un Pierre Lombard, d'un Lanfranc, sortent du fond des monastères, dénoncent le relâchement de la discipline et la confusion de tous les principes comme la cause de tout le mal politique et moral. « L'ambition des évêques, assurent-ils, a tout fait; de là, la nomination aux bénéfices par les empereurs, c'est-à-dire la *simonie;* de là, la violation du célibat, les mauvaises mœurs, les rivalités, la corruption qui n'avait pas épargné même le saint-siége. » Pierre Damien, un solitaire, bientôt évêque d'Ostie, dans d'éloquentes invectives contre le mal dont périssait l'Église, dans de sympathiques exhortations à revenir au bien, demande énergiquement une réforme. Il faut, à l'entendre, revenir à la rigidité, à la simplicité, voire même à la pauvreté des premiers jours, ou restituer au moins aux prêtres et au peuple l'élection des évêques. C'était une voie nouvelle qui s'ouvrait tout à coup en Italie vers l'indépendance. Une révolution politique se compliquait tout à coup d'une réforme ecclésiastique. En ramenant à la règle les évêques devenus seigneurs temporels, on sapait leur puissance et par contre celle de l'empereur allemand qui les nommait. On arrivait par la réforme morale à l'indépendance politique. .

Les premiers troubles qui éclatent alors à Milan et à Rome ont ce double caractère. A Milan, la haute noblesse et le petit peuple, après la mort d'Héribert, déclament contre les mœurs de Guido, qui paraissent maintenant pires que celles de ses prédécesseurs, surtout parce qu'il devait son siége à l'empereur, et ils prononcent le nom de *réforme.* A Rome, le parti national, fortifié par la recrudescence de l'esprit religieux, chasse enfin Benoît IX, l'élu de l'empereur « qui vivait plus en épicure qu'en pontife » et qui étalait sur le saint-siége une cruauté et des vices prématurés; on met à sa place Sylvestre III. Le scandale, il est vrai, n'en est pas diminué: et ce qui se passe à Rome montre à quel degré d'anarchie, après le despotisme de la domination étrangère, l'agitation ecclésias-

tique et politique amenait les événements. L'adolescent Benoît IX revient bientôt, moins pour reprendre son siége que pour en tirer profit et en vendre une part à l'archiprêtre, d'ailleurs vertueux, Jean Gratien, qui prend le nom de Grégoire VI. Ainsi la capitale de la chrétienté compte à la fois trois papes, siégeant peut-être l'un à Saint-Jean de Latran, l'autre à Sainte-Marie Majeure, et le troisième à Saint-Pierre du Vatican; tous trois se lancent l'anathème et se partagent les revenus du saint-siége. Jamais la présence de l'Empereur n'avait paru si nécessaire; mais jamais en aucun temps elle ne pouvait être plus dangereuse à la péninsule et à la papauté[1].

Henri III, successeur de Conrad II, le plus puissant des empereurs, avait soumis ses vassaux allemands, laïques et clercs, à la plus rude discipline. Il disposait en maître de l'Église comme de l'État en Allemagne; sa volonté n'y connaissait point de limites. Il était religieux, mais sa religion se tournait surtout en ambition, en désir de dominer; elle était plus impériale et allemande que chrétienne. Ce souverain résolut de tourner au profit de sa puissance l'esprit de réforme qui, en agitant l'Église, menaçait sa domination en Italie. S'il ne voyait aucun inconvénient aux mariages ecclésiastiques, il n'avait plus besoin comme son prédécesseur de pratiquer la *simonie*. Il la fit donc condamner dans un concile en Allemagne et passa les Alpes sous prétexte de la faire disparaître dans la péninsule et surtout à Rome (*ecclesia, ut dicitur, necessitate Romam tractus*), poussé vers Rome, dit-on, par les besoins de 'Eglise, selon l'expression d'un contemporain. A Milan, il impose aux habitants, qui n'en voulaient point, Guido qui n'avait point acheté son évêché, mais qui avait été son secrétaire, son serviteur. Les trois papes qui se disputaient la tiare courent au-devant de lui. Il y en avait au moins un de vertueux et dont l'Église avait salué avec joie l'avénement. Henri III, dans un concile qu'il préside à Sutri,

1. Voir le 3[e] volume de notre *Histoire de l'Allemagne*, intitulé l'*Empire allemand et l'Église*, chez Didier, librairie académique.

les fait déposer tous les trois, et, sous prétexte qu'il n'y avait pas à Rome un sujet digne du saint-siége, il fait pape lui-même, comme patrice, l'évêque allemand de Bamberg qui prend le nom de Clément II. Le nouveau pape, à son tour, après l'avoir fait clerc, l'avoir oint de la sainte huile, le sacre comme le *vicaire de Dieu, du Christ, vicarius Dei, vicarius Christi*, et lui confère le pouvoir d'instituer les pontifes et le droit de disposer de tous les évêchés à droits régaliens. C'était le pouvoir absolu de l'Empereur, du patrice, sur l'Église, ce qu'un contemporain appelle *tyrannidem patriciatus*, l'asservissement de l'Église dont le chef devenait le chapelain de l'Empereur.

Henri III voulut mettre le comble à sa puissance en Italie, en étendant sa domination même sur le Midi où les premiers conquérants normands étaient devenus, auprès des ducs de Bénévent, des princes de Capoue et des ducs de Naples, une véritable puissance. Mais il ne réussit qu'à moitié.

Là en effet, depuis que, dans les premières années du onzième siècle, quarante pèlerins normands de retour de Jérusalem avaient, chemin faisant, délivré des Sarrasins la ville de Salerne pour prix de la rançon offerte aux Infidèles, les aventuriers de cette nation habile à flairer les faciles conquêtes s'étaient multipliés dans le midi de l'Italie, sous prétexte de pèlerinage au mont Cassin et au mont Gargano. Guerroyant, tantôt contre les Grecs pour le compte du duc de Capoue, tantôt contre les Sarrasins pour celui des Grecs, après avoir bien étudié le pays, ses rivalités, ses faiblesses, ils avaient fini par travailler pour eux-mêmes. Un certain Drengot, le premier, avait pris la ville d'Aversa; puis Guillaume Bras de Fer, Drogon et Umfroy, tous trois fils de Tancrède de Hauteville, gentilhomme normand, pauvre de biens, riche d'enfants, avaient, avec quelques Bénéventins, culbuté les soldats du catapan grec, Maniacès, et pris Melfi, Venouse, Trani, Cannes, en un mot presque toute la Pouille. Ils étaient réunis alors sous Guillaume Bras de Fer et prétendaient ne reconnaître aucun maître. Ils se gardèrent bien, comme les autres dy-

nastes de ce pays, de résister au puissant Henri III; et, pour avoir même un titre légal, ils se hâtèrent de faire hommage de ce qu'ils avaient conquis à l'empereur allemand afin de s'autoriser de lui contre l'empereur grec; mais ils ne le respectèrent pas plus, quand il eut le dos tourné, que ne faisaient les autres.

La piété intéressée de l'Empereur acheva ce qu'avait commencé son énergie dans l'Église, mais pour son plus imminent péril et pour celui de l'Europe. Ses convictions se trouvaient d'accord avec son ambition; il s'autorisa des troubles, des scandales auxquels avait donné lieu le droit d'élection au saint-siége et à l'épiscopat, pour se réserver le choix du pape et des autres évêques de ses États; s'il ne désigna pas toujours les plus dignes, mais surtout les plus dévoués pris dans la chapelle, il évita du moins scrupuleusement tout reproche de simonie. Du fond de l'Allemagne, il donna pour successeur à Clément II, malgré une tentative contraire, l'évêque de Brixen, Damas II; et, après la mort de celui-ci, peut être victime de la haine des Romains, il nomma son propre cousin, l'évêque de Toul, Léon IX, tous Allemands. Il pourvut de même à tous les bénéfices de l'Italie: s'il fit usage de ce pouvoir dans l'intérêt des mœurs, et seconda, poussa même les papes et les évêques dans cette voie de réforme qui commençait à devenir un besoin impérieux, il songea cependant surtout à sa puissance. La pacification de l'Italie et la réforme d'une partie de la discipline dans le clergé consacraient la domination de l'empire sur la péninsule, sur l'Église et, par voie de conséquence, sur les États voisins de l'Allemagne, sur l'Europe entière. Mais c'est au moment de la plus grande puissance de l'empire allemand qu'apparut ce moine célèbre qui vint l'ébranler en donnant une direction plus haute et un chef plus chrétien et plus national à la révolution politique et ecclésiastique qui agitait la péninsule.

Léon IX, l'archidiacre Hildebrand ; Nicolas II, le collége des Cardinaux ; la réforme de l'Église ; schisme d'Honorius II et d'Alexandre II (1048-1073).

Léon IX, pape désigné par l'Empereur, avait amené de l'abbaye de Cluny, pour conseiller, un moine nommé Hildebrand, fils d'un métayer de Soana, en Toscane. Celui-ci avait jeté, dit-on, des doutes dans l'esprit du nouveau pontife sur la validité de son élection, et obtenu de lui qu'il se soumît de nouveau au choix et à la confirmation du peuple romain. Pour être réelle, efficace et nationale, il fallait en effet que la réforme partît libre et complète de Rome, comme disait Damien, « la pierre augulaire de la chrétienté. » Homme pieux et de bon vouloir, pénétré des doctrines de Pierre Damien, fort en honneur dans les monastères, mais tout dévoué à l'Empereur, Léon IX, après ce premier acte d'audace, se contenta de rechercher activement, en Allemagne et en Italie, les ecclésiastiques qui devaient leur élévation à la simonie, pour les punir d'une pénitence de quarante jours, et même les révoquer, et de rappeler le clergé séculier, par ses ordonnances et ses menaces, à l'observation du célibat.

Le moine Hildebrand eut bientôt d'autres visées. Prêtre austère et hardi, patriote jaloux, il regardait comme un esclavage la domination exercée à la fois par l'empire sur le sacerdoce et par l'Allemagne sur la péninsule. L'abolition de la simonie, le rétablissement des mœurs ecclésiastiques ne lui paraissaient point possibles tant que le saint-siége dépendrait de l'empire, au pouvoir d'un prince aujourd'hui pieux et demain dissolu. Il croyait ne réussir à affranchir l'Italie de l'étranger, l'Église de l'empire, qu'en leur arrachant la disposition des évêchés. Devenu puissant à la cour pontificale par la force de sa parole et l'austérité de ses mœurs, il conçut le dessein d'accomplir ce double affranchissement, en faisant partir la réforme ecclésiastique du saint-siége même et en l'imposant à l'empire ; et il consacra à cette œuvre une imagination ardente, une convic-

tion profonde et un caractère capable de tout pousser à l'extrême.

Hildebrand commença d'abord l'exécution de ses desseins avec une prudence et une fertilité de ressources étonnantes en un homme qui avait vécu jusque-là dans un monastère. Ce n'était ni un mystique exclusivement préoccupé de religion, ni un politique n'ayant d'autre mobile que l'ambition. La religion et la politique ne se séparaient point alors ni dans les esprits ni dans les choses. Sous-diacre de Rome, mais déjà, comme on disait, archi-sous-diacre, *archisubdiaconus*, le moine de Soana, sous prétexte de défendre les droits impériaux, profita de la première occasion pour relever le crédit politique du saint-siége en Italie. Les Normands, nouveaux vassaux de l'empire, commençaient à piller sans vergogne les terres de l'abbé du mont Cassin et même celles du saint-siége. Appelé par les habitants de Bénévent, Léon IX, à l'instigation d'Hildebrand, envahit le midi avec cinq cents chevaliers allemands envoyés par l'Empereur et des hommes levés sur ses domaines. Il est battu et fait prisonnier par les Normands à Civitella dans la Capitanate, mais il trouve dans sa défaite ce qu'il cherchait par une victoire (1053). Prêts à jurer tout serment, à reconnaître tout suzerain, pourvu qu'ils gardent le pays, Richard d'Aversa et Umfroy de Pouille, alors chefs des Normands, consentent à recevoir ce qu'ils possédaient comme un fief de saint Pierre; ils aident même le pape à s'emparer de Bénévent, que lui cède l'Empereur, en échange de quelques domaines et redevances au delà des Alpes. Voilà le domaine temporel du pape agrandi; il compte de nouveaux vassaux; il jouit de quelque indépendance.

A la mort de Léon IX en 1054, Hildebrand tente un coup plus hardi; il demande lui-même à l'Empereur pour pape et obtient un évêque allemand, secrétaire de l'Empereur, Victor II, son plus opiniâtre adversaire jusqu'ic , mais dont il fait bientôt son plus ardent soutien. Henri III avait deux ennemis implacables: Gottfried, de basse Lorraine, le seul vassal un peu indépendant qu'il eût en Al-

lemagne ; en Italie, Boniface, marquis de Toscane, autrefois serviteur des étrangers, devenu maintenant leur ennemi depuis qu'un véritable mouvement d'indépendance agite le pays. Henri III avait dépouillé le premier de ses biens et l'avait exilé en Italie ; s'il n'avait pas trouvé l'occasion de faire sentir sa puissance au second, il ne lui cachait pas ses défiances. Un moine audacieux, instrument d'Hildebrand, après la mort de Boniface, tué dans un bois, peut-être par un Allemand dont-il avait bravé l'Empereur, marie sa veuve Beatrice à Gottfried, son frère, et relève ainsi en Italie un rival de César, battu en Allemagne. C'était trop à la fois. Henri III paraît en Italie, fait prisionnière et garde Béatrice, exile son mari en Flandre, renvoie le moine au monastère du mont Cassin, et rappelle le pape Victor II en Allemagne.

Mais la mort d'Henri III (1056) laisse le champ libre à Hildebrand. On le voit alors agir avec autant d'impétuosité qu'il avait d'abord procédé avec circonspection. Il profite des embarras de l'impératrice Agnès, fort occupée à défendre son fils mineur contre les vassaux allemands, pour obtenir le vicariat de l'Italie à Gottfried, tout à l'heure dépouillé de ses biens, et faire le moine Frédéric pape sous le nom d'Étienne IX. « Heureux » disait l'archidiacre « celui qui témoigne pour le Seigneur et qui le cherche de tout cœur. »

Ennemi personnel de la maison franconienne, appuyé sur le marquis de Toscane, sur les Lorrains et sur les Normands, vassaux du saint-siége, Étienne IX agit plus hardiment dans le sens de la réforme ; il excommunie tout prêtre marié qui ne renverra point sa femme, lance l'anathème contre les simoniaques, et, par les moines, milice dévouée du saint-siége, soulève le peuple contre les évêques qui devaient leur puissance à l'empire et qui le soutenaient. C'était prendre hardiment en main et lier l'une à l'autre la cause de la réforme de l'Église et celle de l'indépendance italienne. La guerre recommence dans l'ardente ville de Milan, où les ennemis de l'évêque impérial Guido de Velate expulsent les prêtres dissolus ou partisans des

Allemands et veulent chasser l'archevêque lui-même. Il est vrai, les comtes de Tusculum profitent d'abord de l'absence d'Hildebrand, alors en Allemagne, pour faire donner la tiare à un des leurs. Mais Hildebrand indispose l'impératrice contre le nouveau pape, élevé, disait-il, sans le consentement impérial; il fait casser cette élection, et, toujours hardi et heureux, il obtient de l'impératrice Agnès, pour pape, l'évêque de Florence, ancien protégé et partisan de Gottfried, marquis de Toscane, sous le nom de Nicolas II.

Monté au Vatican par la protection allemande, mais sur le choix d'Hildebrand, Nicolas II fit un grand pas. Il fallait, pour soustraire l'Italie et l'Église à la domination impériale, fonder l'indépendance du saint-siége. Une constitution rendue par Nicolas II décrète que désormais les curés cardinaux attachés aux paroisses de Rome auront seuls le droit d'élire le pape, *sauf*, ajoutait vaguement la bulle, *l'honneur et le respect dus au roi Henri*. Ce décret, en faisant passer désormais l'élection pontificale au collége des cardinaux, n'atteignait pas seulement l'autorité impériale, mais le peuple romain, c'est-à-dire les factions qui perdaient toute part à l'élection du pape. Une révolte éclata à Rome. Le pape appela à son secours contre les nobles romains les Normands ses vassaux, qui continrent les comtes de Tusculum; et le changement fut reconnu.

A la mort de Nicolas II en 1061, Hildebrand porte la lutte au plus vif de la question. Poussé par lui, le nouveau collége des cardinaux s'empresse d'élire l'évêque de Lucques, un des partisans les plus ardents de la réforme, qui prend le nom d'Alexandre II. De leur côté, les nobles romains, l'archevêque de Milan, les évêques de Pavie, de Plaisance, etc., obtiennent de la cour impériale, mécontente de n'avoir point été consultée, l'évêque de Parme, Cadalous. Les partis se groupent nettement autour des deux papes, et le schisme se dessine. Alexandre II, le pape d'Hildebrand, élu par les cardinaux, compte pour partisans les hommes de la discipline rigoureuse, ceux qui vou-

laient deux grandes choses, la réforme des mœurs de l'Église et l'indépendance de l'Italie : Pierre Damien, Lanfranc de Pavie, le clergé régulier, depuis longtemps rival du clergé séculier, le menu peuple, qui demandait la moralité dans le sanctuaire, et les petits vassaux et les bourgeois, ennemis de l'épiscopat, depuis que les évêques étaient devenus des seigneurs féodaux. Cadalous (Honorius II), le pape de l'Empereur, a pour lui la noblesse romaine, la plupart des prélats lombards mariés, la haute noblesse dont les fils arrivaient aux prélatures. Schisme à la fois religieux et politique ! Hildebrand dans l'état de la société italienne, arrivait droit à l'affranchissement de la péninsule, en soustrayant au pouvoir des Allemands le saint-siége et l'épiscopat, éléments dominants de l'Italie. La noblesse italienne et la bourgeoisie municipale, derrière Hildebrand, brisaient, en soutenant ses doctrines, la puissance politique confiée par les empereurs saxons aux évêques.

La lutte fut très-vive en Italie. On se battit partout, surtout à Rome où l'on voyait aux prises derrière leurs chefs l'armée des prêtres mariés et des seigneurs en face de celle des moines, des calebassiers et des porte-besaces. Les comtes impérialistes de Tusculum intronisèrent d'abord Honorius II et battirent les Normands alliés d'Hildebrand ; mais bientôt ils furent battus à leur tour par Gottfried, duc de Toscane. Honorius, prisonnier deux ans dans le château Saint-Ange, fut heureux de pouvoir s'échapper sain et sauf et de céder la place à Alexandre II. La victoire d'Hildebrand parut complète et fut couronnée en 1073 par son élévation au pontificat sous le nom de Grégoire VII.

Grégoire VII et Henri IV ; querelle des investitures ; première lutte du sacerdoce et de l'Empire (1073-1085).

Le nouveau pape, âgé alors de soixante ans, après avoir déjà, pendant vingt ans, dirigé les affaires, était encouragé par les circonstances, qui secondaient son énergie et son ambition. Il dévoila aussitôt toutes les conséquences du

vaste système qu'il avait conçu. Quoiqu'il eût demandé par politique la confirmation de l'empereur Henri IV, on vit, dès ses premières paroles et ses premiers actes, qu'il ne voulait pas seulement l'indépendance pour le saint-siége et l'Italie, mais la domination politique aussi bien que religieuse de la chrétienté tout entière. L'interdiction formelle portée en plein concile à tout prince laïc d'investir d'un bénéfice ecclésiastique, et, à tout clerc, de recevoir d'un laïc un fief ecclésiastique, le rappel à l'observance du célibat sous peine de déchéance, montrèrent aussitôt qu'il était décidé à pousser jusqu'au bout les conséquences de la réforme. Et quelles conséquences! Si l'établissement du célibat rattache tous les membres de l'Église comme ceux d'une même famille à son chef, le pape en revendiquant partout et pour lui seul la nomination aux évêchés et aux abbayes, vraies puissances politiques et féodales, devient le maître du tiers des terres de l'Occident, et commande à l'Empereur et aux rois affaiblis. Charlemagne et Otton le Grand, en vertu de leur puissance politique, s'étaient subordonné la papauté, et avaient mis l'Église dans l'État; lui au nom de l'autorité morale, il soumet tous les souverains, il met l'État dans l'Église, et fonde une théocratie sacerdotale et féodale, du sommet de laquelle le représentant de Dieu sur la terre disposerait en maître absolu des corps et des consciences.

« Quoi? » disait-il dans son hardi et mystique langage, « une dignité créée par les hommes du siècle ne sera pas soumise à cette autre dignité que le Dieu tout-puissant a créée pour lui rendre hommage et par pitié pour le monde. Eh! le fils de ce Dieu, Dieu et homme tout ensemble, siégeant à la droite de son père, n'a-t-il pas préféré à cette royauté temporelle le sacerdoce de la croix? Qui donc douterait que les prêtres soient au-dessus des rois? Les premiers sont les rois du Christ, les seconds sont avec le prince des ténèbres, roi des fils de l'orgueil. » Mais cette puissance, c'était au service de la chrétienté tout entière que Grégoire voulait la mettre. Car, dès les premiers jours de son pontificat, il jetait le cri de la croisade, afin de tourner contre

les Infidèles tous les chrétiens unis de l'Europe; et l'état même de l'Europe, où tous les princes étaient tyranniques ou faibles, en Allemagne, en France, en Angleterre, et dont toutes frontières étaient menacées par le paganisme ou l'Infidélité, semblait encourager une pareille tentative.

Les vastes projets de Grégoires VII apparurent dans ses premiers actes. Il ne se contenta pas d'interdire à l'empereur Henri IV et au roi de France Philippe Ier l'investiture aux dignités ecclésiastiques, il voulut, chef de cette Église qui avait établi la trêve de Dieu, se faire arbitre entre le premier et ses vassaux de Saxe révoltés; il traita le second, assez médiocre roi d'ailleurs, de tyran sacrilége pour des enlèvements de femmes et des exactions commises sur des marchands lombards en passage sur ses terres. Il ne consentit à accorder au conquérant de l'Angleterre, Guillaume, sa réforme du clergé anglo-saxon qu'à la condition de nommer lui-même les évêques et de recevoir de chacun le denier de Saint-Pierre. Il réclama la suzeraineté des royaumes de Hongrie, de Danemark et d'Espagne conquis sur les païens ou sur les Infidèles *par la grâce de Dieu.* « Le royaume de Hongrie », écrit-il à Salomon, « est une propriété de la sainte Église romaine depuis que le roi Étienne lui a remis tous ses droits »; et à un roi d'Espagne. « Votre royaume est propriété de saint Pierre. » Le christianisme ne lui paraît assuré dans l'Europe que s'il le fait, pour ainsi dire, entrer dans le domaine de Saint-Pierre.

Cette ambition aussi universelle que celle de l'Europe germanique aboutissait particulièrement à affranchir l'Italie comme le Danemark ou la Hongrie du joug de l'Allemagne, mais pour y substituer peut-être celui du pape. On s'en aperçut bientôt.

Dans la ville de Milan, rivale de Rome, Grégoire VII nomma contre la créature impériale un évêque à sa dévotion, Atto, qu'il appuya avec des secours de soldats. Dans la Toscane, il cassa le mariage de la fille de Béatrice, héritière de ce duché, Mathilde, dont le mari ne paraissait pas disposé à suivre aussi fidèlement que son père le parti pontifical;

grâce à l'ascendant qu'il prit sur elle, cette pieuse et fervente princesse « une nouvelle Deborah », disait-on, devint la force, le salut du saint-siége, au onzième siècle, comme Théodora et Marozie en avaient fait la honte au dixième. A Rome, le préfet impérial Censio, qui voulait défendre les droits de son maître, fut excommunié. Dans l'Italie méridionale, Robert Guiscard, maître des dernières possessions des Grecs, et, par son frère Roger, de Palerme, enlevée aux Sarrasins en Sicile, se parait du titre de duc de Sicile et donnait celui de comte à son frère, sans songer à les réclamer de la générosité toujours un peu onéreuse du pontife. Grégoire VII le déclara excommunié dans un concile romain, et envoya des renforts au prince de Capoue, Richard, plus docile, pour l'aider à s'emparer des possessions de son compatriote.

Cette théocratie habile et hardie, qui ne ménageait même pas ses amis et brisait le lendemain les instruments de la veille, provoqua la résistance, d'abord en Italie. Le pape était plus redouté de loin que de près, comme il arrive souvent à tout pouvoir fondé sur l'opinion et non sur la force. A Rome même, le préfet Censio, dans une émeute, arracha Grégoire d'une église et le retint prisonnier jusqu'à ce que le peuple soulevé l'eût délivré. A Milan, les partisans de l'empire chassèrent son protégé Atto, et demandèrent un nouvel archevêque à Henri IV, qui leur envoya un noble de Castiglione.

Ce fut le commencement de la lutte entre le sacerdoce et l'empire. Déjà des paroles aigres avaient été échangées entre le roi allemand et le pape, à propos de l'interdiction formelle faite par Grégoire aux princes laïcs de donner l'investiture des bénéfices ecclésiastiques. Bientôt, Grégoire ne voyant dans le roi Henri IV récemment arrivé à sa majorité qu'un prince despote, dissolu, et un caractère faible, en lutte avec les seigneurs et avec une partie de son peuple, le cite à comparaître devant un concile à Rome, pour répondre du crime de simonie. Si ce premier acte était couronné de succès, c'en était fait de l'autorité impériale en Italie, où le pape disposerait de toutes dignités

et fiefs d'église. Henri IV, jeune et fougueux, crut pouvoir rendre au pape guerre pour guerre, fit attaquer par deux conciles de prélats, tenus dans les villes de Worms et de Pavie, la légitimité de l'élection de Grégoire VII, et somma celui-ci par un envoyé de déposer la tiare. « Quitte le siége que tu as usurpé », lui faisait-il dire, « que la chaire de Saint-Pierre soit occupée par un homme qui ne cherche point à couvrir la violence sous le manteau de la religion. » C'était trop ou trop peu. Le messager faillit être déchiré à Rome, le pape le sauva; mais, le lendemain, plus hardi que son adversaire, l'église étant pleine de monde, et la grande comtesse Mathilde présente, après s'être solennellement purgé par serment, des accusations portées contre lui, le pape prononça l'excommunication du roi Henri IV, puis donna contre lui le premier exemple de déclarer un souverain déchu de ses droits au trône et de délier ses sujets du serment de fidélité, « afin, » dit-il, « que les peuples apprissent par cette expérience que le fils du Dieu vivant avait édifié cette Église et que les portes de l'enfer ne prévaudraient point contre elle. » Grégoire VII ne disposait plus seulement des dignités ecclésiastiques, mais des temporelles. Les trônes relevaient de lui, et il ôtait et distribuait les couronnes, selon les maximes contenues dans quelques-unes de ses lettres, sinon dans le célèbre *Dictatur papæ*, qui n'est peut-être pas authentique. Toute puissance devait s'incliner devant lui, parce qu'il était infaillible, saint et omnipotent sur toute la terre par la grâce de l'Apôtre.

L'effet de la première sentence de déposition qui eût été portée par un pape contre un souverain eut un plein succès en Allemagne où la foi était grande, et le mécontentement contre Henri IV, général. L'empereur n'obtint de ses vassaux, déjà décidés à procéder à une nouvelle élection, qu'un délai d'un an pour faire sa paix avec le pontife. Lorsque, abandonné de tous, le malheureux roi descendit les Alpes presque seul, pour demander grâce, ses partisans, l'archevêque de Milan, l'archevêque de Ravenne, et presque tous leurs suffragants ennemis de la

réforme et de Grégoire, coururent au-devant de lui. Il y avait là des éléments de résistance. Henri IV, courbé sous l'anathème, n'osa les employer; il alla en pénitent au château de Canossa. Admis sur les instances de la comtesse Mathilde, moins inflexible que le moine couronné, dans la seconde enceinte du château, il attendit à jeun, les pieds nus dans la neige, pendant trois jours; le quatrième, il fut enfin reçu par le pape, relevé de l'excommunication, mais renvoyé, pour ce qui regardait sa couronne, devant la diète allemande (1077). Le lendemain, Grégoire VII l'écrasa de toute la puissance de sa foi; au milieu de la messe de réconciliation, il brisa, assurent quelques chroniqueurs, l'hostie en deux, adjura Dieu en en prenant une partie, de le faire mourir sur-le- champ s'il était coupable des crimes dont il était accusé, et proposa avec l'autre moitié le même serment à Henri, qui recula épouvanté devant cette terrible épreuve du jugement de Dieu.

Le pouvoir du saint-siége semblait à son apogée. La comtesse Mathilde, subjuguée par tant de grandeur, institua l'Église romaine héritière de tous ses biens. Grégoire, après avoir vu à ses pieds le fils de Henri III, un successeur d'Otton et de Charlemagne, ne put se défendre d'une certaine exaltation. En 1078, dans un concile, il déclara excommuniés et destitués tous les archevêques et évêques italiens du parti de Henri IV; il disposa de leurs dignités en faveur d'autres ecclésiastiques, et exigea de ceux-ci un véritable serment de vassalité qu'il avait déjà obtenu du patriarche d'Aquilée. Il lança de nouveau l'anathème contre Robert Guiscard, qui s'emparait des dernières possessions lombardes, Salerne, Amalfi, et attaquait même Bénévent, et contre Richard qui, détaché de l'alliance du pape, bloquait Naples. Rien ne devait plus se passer en Italie sans la permission du pape, dès qu'il réunirait au patrimoine du saint-siége les biens de la comtesse Mathilde, la disposition de tous les évêchés et la suzeraineté du midi de la péninsule. Maître de l'Italie, il l'était peut-être du monde. Hors de la péninsule, il excommuniait et déposait Boleslas II, roi de Pologne, assassin de l'évêque de Cracovie. En

France, en Hongrie, en Danemark, ses légats, comme des proconsuls romains, rassemblaient des conciles, déposaient des évêques, en élisaient de nouveaux et partout faisaient réussir la réforme. Enfin dans l'empire, où les princes avaient donné un rival à Henri IV dans la personne de Rodolphe de Souabe après l'expiration du délai fixé, Grégoire VII, n'hésitant plus, se déclare en faveur du nouvel élu et prononce de nouveau la déposition d'Henri IV, afin que l'on apprenne qu'il peut sur la terre donner ou reprendre à qui il veut les empires et les royaumes et disposer des choses du siècle aussi bien que de celles du ciel même.

Mais, au moment où il se croyait vainqueur, Grégoire VII vit se lever devant lui d'autres adversaires. Les événements mènent souvent les hommes les plus grands quand ceux-ci même semblent les mener. La guerre du sacerdoce et de l'empire, toutes ces fréquentes compétitions d'évêques, les uns nommés par le pape et les autres par le roi, avaient appris aux villes de la Lombardie à méconnaître l'autorité sacerdotale sujette à tant de contestations. Les échevins des trois états libres, des capitaines, des vavasseurs, des francs-bourgeois, après s'être d'abord fait la guerre sous le drapeau de tel ou tel prélat, du pape ou de l'Empereur, commençaient à songer à eux-mêmes; partout ils instituaient en commun un collége, une magistrature urbaine, qui administraient librement la cité et son territoire. La liberté des villes croissait à la faveur de la guerre du sacerdoce et de l'empire. Henri IV, depuis son humiliation de Canossa, s'était relevé en Allemagne où il avait vaincu son compétiteur; il comprit le parti qu'il pouvait tirer de ce fait nouveau. Son fils, envoyé d'abord par lui, encouragea la liberté des villes, signa ou confirma toutes les chartes communales qu'elles lui présentèrent, même aux dépens des évêques. En 1081 l'Empereur lui-même, ayant refait sa puissance, redescendit en Italie, décidé cette fois à faire plus que soulever les villes contre le saint-siége. Il réunit effet un concile à Brixen et, comme Grégoire VII lui avait opposé un anti-César, il veut lui opposer un anti-pape et fait élire

l'archevêque de Ravenne, Guibert, qui prend le nom de Clément III. Quoique la voix céleste nous crie « disait déjà Grégoire découragé « que chacun sera recompensé selon son travail, cependant la vie est souvent pour nous un ennui et la mort désirable. Oh! Seigneur, si vous imposiez un tel fardeau à Moïse ou à Pierre, ils en seraient accablés; que doit-ce donc être pour moi, qui ne suis rien comparé à eux ».

Acclamé cette fois en Lombardie par les municipalités en révolte, Henri IV rétablit à Milan son archevêque, en dépit de la faction du pape, et reçut de ses mains la couronne de fer. En Toscane, dans les États mêmes de la pieuse Mathilde, devenue impuissante, Pise enrichie par son commerce, et fière de ses conquêtes en Sardaigne, Lucques et Sienne, désireuses aussi d'obtenir des privilèges, se déclarent en sa faveur et favorisent sa marche sur Rome. Grégoire, effrayé, lève enfin l'excommunication lancée sur les Normands, laisse à Guiscard la ville de Bénévent, l'investit du duché de Pouille, et, son frère, du comté de Sicile. Il était trop tard; Guiscard, voyant son ambition gênée en Italie, s'était tourné contre l'empire byzantin: il attaquait alors Nicéphore Botoniate, et, malgré 50 000 Grecs, prenait Durazzo, qui ne devait être pour lui que la clef de Constantinople. Henri IV, dont l'armée avait d'abord été décimée par l'épidémie, forma bientôt le blocus de Rome avec les recrues envoyées par les villes italiennes, et toute la noblesse des environs, qui jurait de réduire Grégoire. Le comte de Capoue, Jordan, fils de Richard, en haine de Robert Guiscard, se joignit à l'Empereur. Le peuple, pressé par la famine, commença à murmurer. En dépit des attaques du dehors et des mécontentements du dedans, le pontife, contenant ou excitant les Romains, résista deux années en renouvelant l'anathème contre ses ennemis. Mais aucun des rois chrétiens qu'il avait blessés par ses prétentions ne parla même en sa faveur. Guillaume le Conquérant, qui paraissait son plus fidèle allié, était alors en querelle avec lui. Enfin la cité Léonine tomba la première avec l'église Saint-Pierre au

pouvoir des Allemands, puis le quartier de Latran qui fut livré par le peuple. Le pontife put voir du château Saint-Ange son rival, Clément, consacré dans l'église Saint-Jean de Latran, et le vaincu de Canossa couronné enfin empereur au Vatican. Il jeta vers Robert Guiscard un long cri de désespoir.

Le Normand quitta Durazzo, où il chargea son fils Bohémond de continuer ses conquêtes, battit Jordan envoyé au-devant de lui pour l'arrêter, et marcha avec 20 000 hommes sur Rome. Henri, dont la plupart des partisans s'étaient déjà dispersés, n'osa l'arrêter. Le Normand tira Grégoire du château Saint-Ange ; mais il l'emmena à Salerne, se conduisant moins envers lui en libérateur qu'en vainqueur. L'ambitieux conquérant, dont les projets embrassaient déjà l'Italie et l'Orient, ne comptait pas relâcher son captif sans faire chèrement payer ses services. Grégoire, victime d'une politique qui n'avait pas su garder de ménagements, devenu la proie d'un Normand rusé, vit avec douleur qu'il avait plus travaillé encore pour la liberté des villes et pour la grandeur d'un aventurier que pour l'indépendance de l'Église. Il mourut d'épuisement et de chagrin le 25 mai 1085, en prononçant ces mots, dernière expression de son énergique et profonde conviction : « J'ai aimé la justice et haï l'iniquité, c'est pourquoi je meurs dans l'exil ! » L'Italie elle-même avait fait échouer la théocratie romaine. Mais le courage de Grégoire VII ne devait pas avoir été inutilement dépensé pour la liberté de l'Église et même pour celle de l'Europe menacées par l'empire allemand ; et, si son génie emporté avait quelquefois dépassé le but, il laissait au moins après lui une grande chose : la chrétienté réformée.

Urbain II, l'héritage de Mathilde, la croisade ; Henri V ; Pascal II et Calixte II ; le concordat de Worms ; chute de l'épiscopat temporel (1085-1137).

Après quelques années de triomphe pour la cause impériale, l'avénement d'Urbain II en 1088 releva le saint-

siége. L'âme d'Hildebrand semblait avoir passé dans son successeur. Obligé pendant quelque temps de vivre des dons charitables de son parti, il renouvela néanmoins les bulles du grand pape contre ses ennemis et contre l'investiture laïque; arrivé enfin à Rome avec le secours des Normands, il en chassa son compétiteur Clément III, qui jura de ne jamais revenir; habile aussi à faire servir les combinaisons de la politique au succès de ses intérêts, il restaura par un mariage la puissance de Mathilde en faisant épouser à cette chaste et obéissante fille du saint-siége, malgré sa répugnance et ses quarante-cinq ans, le jeune Welf de Bavière, le plus irréconciliable ennemi de Henri.

C'était recommencer la guerre; Henri IV repassa en Italie, décidé à punir Mathilde, lui prit Mantoue qui ne se rendit qu'au bout de onze mois, Parme et Plaisance; et, fidèle à sa nouvelle politique, il confirma aux habitants tous les droits et immunités obtenus déjà du parti contraire. Menacée jusque dans la Toscane et conjurée par ses sujets effrayés, la grande amie de Grégoire VII était prête à consentir, pour prix de la restitution de ses places, à reconnaître Clément pour vrai pape. Une assemblée d'évêques de son parti l'y autorisait; déjà Urbain II quittait Rome à son tour; l'esprit monastique vint encore porter secours à l'œuvre chancelante d'Hildebrand. Un moine, l'ermite Jean, connu dans toute l'Italie pour ses saintes austérités, s'opposa au sentiment des évêques, remonta le courage de la grande comtesse et l'envoya défendre et sauver sa célèbre forteresse de Canossa, qui était assiégée à son tour.

Urbain II eut le temps de frapper un grand coup. Il proposa la royauté d'Italie au fils même de Henri IV, Conrad, homme ambitieux et dévôt, qui était adoré des villes lombardes, dont il avait le premier favorisé et confirmé la liberté. Celles-ci, décidées à suivre l'œuvre de leur affranchissement sous tous les drapeaux, le reconnurent. En vain Henri IV, soupçonnant ses projets, fit arrêter son fils; Mathilde le délivra, le conduisit à Milan, le fit couronner roi, et lui donna pour épouse la fille de Roger, le frère même de Robert Guiscard qui, après la mort de

celui-ci en Grèce, était maître maintenant de presque tout le Midi. Sous l'autorité pontificale, la Lombardie, la Toscane, le Midi s'unissaient pour échapper à la domination allemande en prenant pour roi le fils de l'Empereur.

Contre son fils soutenu par le pape et par Mathilde, par les villes lombardes et par les Normands, Henri IV n'avait plus rien à faire. Un événement plus européen qu'italien, la première croisade, acheva de le décourager. Urbain II, réalisant la plus grande pensée de Grégoire VII, et appliquant à la défense extérieure de la chrétienté les maximes de son gouvernement théocratique, venait de faire réussir enfin la croisade au concile italien de Plaisance et au concile français de Clermont (1096). Toute la chevalerie de l'Europe prit la Croix. Le Pape disposait de l'Europe au nom du Christ. La vue de toutes ces armées soulevées à la parole du pontife, et prêtes au besoin à traiter l'ennemi du pape comme l'ennemi du Christ, désarma Henri IV. Celui-là était bien le chef de la chrétienté qui jetait l'Europe sur l'Asie et rendait à l'islamisme au onzième siècle la guerre qu'il lui avait faite au huitième.

Le parti théocratique essaya de poursuivre sa victoire à la faveur du prestige nouveau dont la papauté était environnée et que la nouvelle de la prise de Jérusalem (1099) augmenta encore. La grande comtesse Mathilde avait consenti, dans un moment de détresse, à épouser Welf de Bavière; elle refusa maintenant de révoquer en sa faveur la donation précédemment faite à l'Église de Rome; et, bientôt même, au milieu d'aigres et scandaleuses récriminations qui portèrent quelque atteinte sinon à sa vertu au moins à sa pudeur, elle fit prononcer par le pape un divorce facilement accepté par celui qui ne perdait qu'une épouse déjà vieille et toujours impérieuse. A la mort d'Urbain, Mathilde imposa la papauté à Pascal II, homme paisible, qui eût préféré l'obscurité. Maîtresse du saint-siége après en avoir été l'humble servante, et conduisant elle-même la grande affaire de l'Église et de l'Italie, indépendante après avoir été longtemps conduite, elle n'attendit pas la mort de Conrad pour briser le fantôme de royauté qu'elle n'avait

créé que pour vaincre l'Empereur; Conrad, pour ne s'être point montré assez docile, se vit abandonné, et finit, dévoré de remords, ses jours à Florence sous son ombrageuse protection, peut-être même par le poison. « On l'avait pris comme un poignard, pour frapper son père et puis, après le coup, on le jetait ». Tout lien entre l'Empereur et l'Italie était brisé. La comtesse Mathilde ne laissa pas même en paix chez lui le vieil ennemi des papes. Elle contribua à soulever contre Henri IV le second de ses fils, et à conduire le malheureux, dépouillé de la couronne et des ornements impériaux par les parricides mains de son fils Henri V, mourir dans la ville de Liége (1105), où la censure ecclésiastique refusa longtemps la sépulture à ses restes.

Ni le sacerdoce ni l'Empire, l'un ou l'autre tour à tour vainqueur ou vaincu, ne devait rester maître. La querelle n'était déjà plus là. Avec le temps les évêques schismatiques avaient disparu. La lutte s'était déplacée. Les municipalités avaient presque toutes, au milieu de la lutte, obtenu ce qu'elles désiraient. Venise, Gênes, Pise, n'étaient plus seules en possession d'une liberté puissante que l'extension de leur commerce agrandissait chaque jour. Presque toutes les villes de la Lombardie : Milan, Pavie, Lodi, Côme, Brescia, Bergame, Crémone, Mantoue, Parme, Modène, Vérone, quelques-unes de la Toscane, Lucques, Sienne, Arezzo, jouissaient des mêmes droits, arrachés de gré ou de force aux évêques des deux partis et confirmés par les souverains. La puissance politique des évêques, déjà ébranlée par les empereurs, avait été achevée par le saint-siége lui-même.

Les questions de navigation, de chemins, de péage, de commerce, passionnaient maintenant les villes devenues libres beaucoup plus que les questions religieuses ou politiques sur les droits du pape ou de l'Empereur. Quand Henri V descendit en Italie, l'an 1110, pour revendiquer comme son père, qu'il avait renversé, le droit d'investiture, les Milanais faisaient la guerre aux habitants de Lodi pour frapper le commerce de cette ville située plus près du Pô, c'est-à-dire plus à portée de toutes les marchandises; et

cette querelle divisait la Lombardie; elle laissa passer l'Empereur sans s'inquiéter de ses dessins. Dans les États de Mathilde, Lucques, Sienne, n'eurent d'autre pensée, en le voyant, que de se faire octroyer par lui quelques droits que leur refusait la grande comtesse. Mathilde, dont l'âge avait d'ailleurs amorti l'ardeur, se vit obligée de prêter serment d'hommage à l'empereur, et de recevoir de lui l'investiture de ses États.

Henri V et Pascal II, avec les prétentions rivales de l'empire et de l'Église, étaient presque seuls en face l'un de l'autre. La comtesse Mathilde découragée ne demandait plus que la paix, les Normands se désintéressaient de la querelle. A Sutri, le pape et l'Empereur faillirent terminer la querelle. Le pape s'engageait à renoncer à tous les biens de l'Église, lui à sa donation, les évêques à leurs fiefs, si l'Empereur renonçait à l'investiture séculière. Mais les difficultés commencèrent à Rome, quand il s'agit de conclure par acte authentique et de couronner l'empereur. Henri V, violent de caractère, fit saisir, dans l'église Saint-Pierre même, le pape et tout son clergé. Le peuple, indigné d'une pareille violence, assassina les Allemands dans les rues de Rome et attaqua le camp impérial. La lutte fut acharnée, horrible. Henri V faillit périr. Le Tibre était rouge de sang. Henri repoussa les assaillants, enleva le pape, lui arracha, après soixante et dix jours de captivité, le droit d'investiture, fut couronné, et rentrait vainqueur en Allemagne, quand la mort de la comtesse Mathilde, en 1114, rendit à la querelle la vivacité et l'intérêt politique qui commençaient à lui manquer.

L'Empereur attaqua la donation faite au saint-siége. Une femme avait-elle le droit de tester sans le consentement de son suzerain? n'y avait-il pas d'ailleurs une distinction essentielle à faire entre les biens allodiaux de la comtesse et les fiefs de l'empire? Le pape, décidé à lutter résolument pour cette riche succession, raviva tous les différends, afin de ne perdre aucune de ses forces, déclara nul comme arraché par la violence le pacte qu'il avait signé au pouvoi de son ennemi et s'apprêta à combattre.

Henri V revint, pour décider la querelle en sa faveur. Il conféra aux villes de la Toscane et de l'héritage de Mathilde, toutes les libertés et priviléges qu'elles réclamèrent. Il flatta les barons romains eux-mêmes, qui envoyèrent Pascal II, chassé de sa capitale, mourir au mont Cassin (1118). Un pape, un antipape, furent encore élus à Rome au milieu de ces différends; des scènes sanglantes eurent lieu presque dans Saint-Pierre, où un magistrat impérial prit un pape à la gorge; mais les deux pouvoirs en querelle s'aperçurent qu'ils se ruinaient au profit des villes. Les élections même des papes sortaient de factions toutes locales. Henri V résolut enfin de s'entendre avec le pape Calixte II. Celui-ci, un Français, résolut de finir la lutte en France, dans un pays dont le bon sens avait su éviter tous les excès nés de ces querelles. Un concile tenu à Reims sous sa présidence proclama en effet les vrais principes. Henri V essaya vainement encore de faire des objections. Il signa avec le pape Calixte II, par le concordat de Worms (1122), une transaction qui confiait l'élection ecclésiastique aux chapitres, assistés de représentants des deux pouvoirs, et accordait l'investiture du sceptre à l'Empereur, et celle de la crosse au pape. Après une si longue guerre, l'objet du différend était partagé. L'Église gardait assez d'indépendance pour échapper au pouvoir absolu de l'un ou de l'autre des deux rivaux. Restait l'affaire de l'héritage de la comtesse Mathilde. Henri V mourut (1125) sans avoir pu la terminer. Désormais la lutte entre l'empire et la papauté devait prendre un autre caractère. L'Église était réformée; sur ce point Grégoire VII avait vaincu. Mais il s'agissait encore de savoir si l'empire allemand continuerait à peser sur la papauté et sur la péninsule.

Quand Lothaire de Supplimbourg, successeur du dernier des empereurs franconiens, arriva en Italie (1133), le parti impérialiste et noble des Frangipani avait choisi pour pape Innocent II, noble romain; la faction contraire, théocratique et populaire, Anaclet II. Couronné (1133) à Saint-Jean de Latran par son pape Innocent II, Lothaire se hâta de conclure avec lui, pour les biens de Mathilde, un accord

facilité par la lassitude générale. Lothaire eut en toute franchise les fiefs de Mathilde, et consentit à ne posséder ses biens allodiaux qu'à la condition de prêter serment de fidélité au saint-siége; singulier compromis qui ne terminait rien. L'apparence de la victoire était au saint-siége et le profit à l'empire. Lothaire devenait l'homme lige, le vassal du pape; mais il gardait tous les domaines. Le pape constata orgueilleusement ce qu'il gagnait par la devise inscrite au bas du tableau pour perpétuer la mémoire de cet événement: *Rex homo fit papæ*. Il essaya même de lui donner une portée plus générale en insinuant que l'Empereur, non le seigneur toscan, était devenu son vassal. Mais il ne trompa personne: le suzerain ne fut pas plus puissant que le vassal, à qui ces concessions au saint-siége valurent le mépris de l'Allemagne. L'antipape Anaclet n'abandonna même pas ses prétentions à la papauté. Son rival, Innocent II, avait fait un empereur; lui, il fit un roi de Roger II de Sicile, qui profita seul ainsi du schisme en prenant un titre longtemps ambitionné par ses prédécesseurs. L'ambition du saint-siége et celle de l'empire aux prises dans la péninsule s'étaient compromises l'une l'autre et comme abîmées au milieu du mouvement général de l'indépendance italienne qui les avait débordées. La nation avait grandi, à l'ombre de ces deux fers croisés au-dessus des Alpes et des Apennins, par les pouvoirs spirituel et temporel, par le pape et par l'Empereur! Elle avait cependant encore à compter avec eux.

LIVRE VII.

L'ITALIE GUELFE ET GIBELINE (1137-1250)[1].

La péninsule au commencement du douzième siècle ; les républiques du Nord et la royauté normande du Midi. — Une révolution à Rome ; un disciple de saint Bernard et un disciple d'Abailard (1137-1152). — Frédéric Barberousse et Alexandre III (1158-1168). — La ligue lombarde ; bataille de Legnano ; trêve de Venise et paix de Constance (1168-1183). — Réunion de la Sicile et de l'empire ; Henri VI (1183-1196) ; la monarchie universelle. — Innocent III ; guelfes et gibelins ; catharins et patarins (1196-1215). — Frédéric II et Grégoire IX ; bataille de Corte-Nuova (1220-1241). — Innocent IV ; mort de Frédéric II ; Conrad IV ; chute de la domination allemande (1242-1252).

La péninsule au commencement du douzième siècle ; les républiques du Nord et la royauté normande du Midi.

Une ère nouvelle avait semblé poindre avec le douzième siècle pour l'Italie. Cette terre, éprouvée par tant de vicissitudes, arrivée d'abord à un état d'épuisement complet, après des efforts exagérés, puis remuée, sillonnée en tous sens par les invasions des barbares et les dominations

1. Voir pour ce chapitre : Sismondi, *Républiques italiennes ;* Raumer, *Geschichte der Hohenstauffen ;* Cherrier, *Guerre du sacerdoce et de l'empire sous les Hohenstauffen ;* Giannone, *Storia civile di Napoli ;* baron de Bazancourt, *Histoire de la Sicile sous la domination des Normands ;* les *Vies des Pontifes ;* Baronius, *Annales ecclesiastici ;* Hurter, *Histoire d'Innocent III ;* Huillaud Breholles, *Histoire de Frédéric II*. Les plus récentes monographies allemandes sur les empereurs Hohenstauffen, et notre *Histoire d'Allemagne*, 4[e] vol., chez Didier.

étrangères, avait repris tout à coup une fécondité d'autant plus merveilleuse qu'elle éclatait sur tous les points à la fois et sous toutes les formes. Pendant la lutte des deux pouvoirs, toute l'ancienne constitution était tombée. Les ducs, les margraves, les comtes, les évêques, les abbés, avaient vu fondre entre leurs mains presque toute suzeraineté et toute juridiction. La grande comtesse Mathilde, dernière image de cette féodalité, laissait en mourant le principe nouveau envahir aussi son héritage, où Henri Welf de Bavière, investi de la Toscane par Lothaire, mais résidant toujours en Allemagne, était incapable de l'arrêter. Les deux seuls débris qui restassent de cette vieille Italie, le comte de Maurienne, qui, par mariage avec l'héritière du marquis de Suse, avait réuni les deux versants des Alpes, la Savoie et le Piémont, et le marquis de Montferrat, d'origine allemande, avaient beaucoup à faire eux-mêmes, le premier avec les villes de Turin, Verceil et Ivrée ; le second avec celles d'Asti et de Chiéri.

Sur les ruines de cette constitution féodale et despotique, essayée au nord et au centre de l'Italie par les Francs et les Germains, se développait l'indépendance tout italienne, toute nationale des petits nobles, capitaines ou vassaux dans les campagnes, et de la bourgeoisie dans les cités. Au midi, par un contraste étrange, s'élevait, à la suite d'une conquête venue encore de France, une monarchie féodale sur les débris de la vieille indépendance, de petits duchés et de petites cités. Monarchie normande ou républiques lombardes étaient cependant pleines de jeunesse, d'avenir, et animées d'un esprit nouveau. Les descendants de Tancrède de Hauteville, en imposant à l'ancienne Sicile et à l'ancienne grande Grèce des institutions monarchiques et féodales, qui rappelaient la cour de France, mettaient en rapport le midi de l'Italie avec la civilisation de la France méridionale ; ils attirèrent auprès d'eux les troubadours de la langue d'oc, et, sous le souffle de la littérature provençale, naquit la poésie sicilienne, premier germe d'une littérature qui promettait encore plus de chaleur et de vie. L'intérêt matériel, les besoins par-

ticuliers du commerce, n'étaient pas les seuls mobiles qui poussaient les cités dans la voie de l'affranchissement. Les nouvelles républiques relevaient du droit municipal romain, dont l'étude prenait un essor nouveau à Bologne et dans d'autres cités, et des doctrines politiques déduites par le républicain Arnaud de Brescia, des théories philosophiques de son maître, le théologien scolastique Abailard.

Après la mort de Lothaire (1137), l'élection, en Allemagne, de Conrad III, premier prince de la dynastie des Hohenstauffen, fut l'objet de tant de contestation que, pendant quinze ans, l'Italie ne vit pas d'armée étrangère descendre des Alpes. Cette sorte d'intermittence de l'autorité impériale ne contribua pas peu au libre épanouissement de cette Italie nouvelle. On put croire un instant qu'elle allait fleurir en toute liberté.

Depuis que les plus hardis et les plus heureux descendants du Normand Tancrède de Hauteville, à savoir : Robert Guiscard et son frère Roger, avaient l'un, réuni les dernières possessions grecques du midi de l'Italie à celles des Lombards ; l'autre pris en Sicile sur les Sarrasins Palerme et Catane, cette brillante conquête faite au jour le jour était devenue une puissante monarchie. Le fils de Roger Ier, qu'on avait appelé le grand comte de Sicile, Roger II, avait par l'extinction des fils de Guiscard hérité des deux rives du Phare. Maître de la Sicile, de la Pouille, de la Calabre, réunissant Naples à Palerme, il avait pris dans cette dernière ville le titre de roi, avec l'autorisation de l'antipape Anaclet. Vainement l'empereur Lothaire et le pape Innocent II avaient-ils voulu le châtier de son audace. Innocent II lança l'anathème contre le tyran sicilien, conduisit au midi quelques troupes impériales et souleva les comtes de Capoue et de Naples, les républiques d'Amalfi et de Salerne contre leur nouveau maître. Mais Roger II fit prisonnier Innocent, l'obligea à lever l'anathème ; et, consacré roi, après avoir prêté un serment d'hommage qui ne devait pas lui coûter beaucoup, il dompta les comtes et les républiques rebelles. Il était temps pour

lui d'achever de consolider, avec l'esprit méthodique et le génie administratif de ses compatriotes, l'œuvre de spoliation et d'astuce toute normande commencée par ses ancêtres.

Il paraissait difficile de ramener à l'unité, sous une race étrangère, ce nouveau royaume divisé en deux portions par un détroit, entrecoupé de montagnes, morcelé en territoires si variés, ici mêlé de Grecs et de Lombards, là de Sarrasins et de Grecs, avec des institutions féodales et municipales, des mœurs chrétiennes et mahométanes. Féodalité et municipalités, tout répugnait à l'unité. Amalfi, la grande république commerçante du dixième siècle, deux fois attaquée au milieu des troubles par la jalousie des Pisans qui se faisaient les auxiliaires d'un roi contre une rivale, vit son port forcé (1135) et ses riches magasins pillés pendant trois jours; elle ne s'en releva jamais; Capoue fut détruite avec une telle furie qu'il ne resta plus de la ville des délices que des pans de murs et les ruines d'un amphithéâtre.

Une fois maître cependant, Roger ne fut pas moins habile au gouvernement qu'il avait été ardent à la victoire. Il ne dépouilla point les barons de leurs fiefs, ni les villes de leurs institutions. Il subordonna tout à une hiérarchie de dignitaires et de fonctionnaires, qui fit du pouvoir royal le centre et le sommet de l'État. Il plaça, sous la surveillance de son chancelier, dans les provinces, des *justiciers*, dans les villes des *baillis*, chargés de rendre la justice et d'assurer l'exécution des droits régaliens. Dans chaque district, un *baron* fut mis à la tête de la petite noblesse féodale des chevaliers, et tous les barons eux-mêmes soumis à un *connétable* royal, chargé d'assurer avec eux le service militaire. De grands officiers, un chambellan, un maréchal, un protonotaire, un sénéchal, donnèrent à sa cour le relief des grandes cours d'Allemagne ou de France. Grâce à l'activité qu'il imprima partout, il créa une marine qui excita la jalousie de Venise, épouvanta Byzance, et, sur la côte d'Afrique, Tripoli, Hippone et Tunis. Il transplanta et généralisa dans ses États

le mûrier et l'industrie des vers à soie. Couvert de la dalmatique, portant la crosse et l'anneau avec l'autorisation du pape, il couvrit le sol, et principalement Palerme, sa capitale, de magnifiques églises, tout en pratiquant une impartialité rare pour le temps et en déployant un luxe qui empruntait quelque chose de la vieille civilisation des Grecs et de la jeune prospérité des Arabes. Sa mère Adélaïde, née marquise de Montferrat, ce pays voisin de la Provence, avait déjà par goût attiré autour d'elle maints jongleurs et troubadours de France; Roger II par politique se les attacha; et ce fut de là, selon Dante et Pétrarque, que le courant de la poésie se répandit dans tout le reste de l'Italie (*per omnem Italiam ac longius manavit*). Ainsi s'éleva et se consolida un royaume dans le midi de la péninsule.

Les nouvelles républiques italiennes encore tout entières à la lutte de l'affranchissement ou du commerce n'en étaient point aux arts du luxe, et, dans le domaine de l'intelligence, ne cultivaient, pour y chercher des constitutions, que la science éristique du droit, ou une théologie qui empruntait de causes particulières à l'Italie un caractère tout politique. C'était en effet aux souvenirs toujours vivants du droit romain, puissamment réveillés à Bologne par l'enseignement du célèbre Irnerius[1], et à l'influence promptement conquise par les docteurs en droit, dans des municipalités avides de trouver des armes légales d'affranchissement, que la plupart des villes devaient leurs nouvelles institutions.

La première magistrature républicaine qui apparaisse dans les villes, celle des consuls, chargés du pouvoir exécutif et judiciaire, empruntait son nom et ses attributs à la république romaine. On en voit à Rome dès l'an 900. Ces magistrats sont élus par les anciennes familles, les patriciens de chaque ville qu'on appelle alors le peuple; mais

1 M. de Savigny, dans son *Histoire du droit romain au moyen âge*, a donné les preuves de l'autorité continue du droit de Justinien, en Italie, jusqu'au onzième siècle.

cette élection les place bientôt à côté des prélats. Nommés en général tous les deux ans, leur nombre n'était pas partout le même. Il dépend ordinairement du nombre de quartiers ou de portes que compte la ville. A Milan, il y a douze consuls pour six quartiers; à Gênes six, à Mantoue cinq, à Florence quatre, à Bergame douze, à Pistoie cinq, à Pise six. Le nombre des consuls varie même d'une époque à l'autre, mais leur pouvoir est à peu près le même partout; ils administrent la commune, ils commandent les citoyens armés; ils jugent. Gênes donne la première l'exemple de détacher du consulat la puissance judiciaire, qui d'ailleurs appartenait peut-être aussi dans d'autres villes, comme Pise, à des échevins, vice-comtes ou juges. Laissant le pouvoir politique aux anciens consuls nommés dès lors *consuls de commune*, elle investit du droit de juger, au commencement du douzième siècle, d'autres magistrats, qui prirent le nom de *consuls des plaids*.

La puissance des consuls, qui était égale à l'indépendance des villes, a pour mesure le degré d'autorité ou d'influence que les prélats, comme dans les villes lombardes et à Pise, ou les comtes, comme dans les villes de Toscane, ont encore gardé au milieu de leur défaite. Ils n'ont pas seuls toute la responsabilité. Ils sont ordinairement assistés d'un certain nombre d'hommes honorables ou instruits dans les lois et désignés dans les chroniques sous les noms de *boni homines*, *juris et morum periti*, *sapientes*, *consiliatores*, qui leur forment une sorte de conseil particulier et souvent secret, sous le nom généralement admis de *credenza* (credentia). A Gênes, cette assemblée, qui était intermittente, s'appelait le *conseil des correcteurs de lois*.

Dans un gouvernement dont la base était l'élection, l'assemblée générale des citoyens libres, le *parlement*, réunie par quartiers, au son de la cloche du beffroi, sur la place publique, est seule souveraine et juge en dernier ressort. Ce corps, délibérant en temps de paix, sert de cadre militaire en temps de guerre. Au moment du danger, il se divise en autant de compagnies qu'il y avait de

quartiers, chacune ayant son gonfalonier et son capitaine. Tous les citoyens, devenant alors soldats, placent au milieu d'eux, sur un *carroccio* traîné par quatre bœufs et surmonté d'un autel, l'étendard de la commune, le palladium de leur liberté, et ils marchent ensemble à l'ennemi.

Venise seule soustraite, grâce à ses lagunes, aux révolutions du reste de l'Italie, avait une constitution particulière et d'origine toute grecque. Le patriarche de Grado, définitivement vaincu dans ses prétentions par celui d'Aquilée, dépouillé de tous ses biens, obligé de transporter sa résidence à Venise et d'y vivre d'une sorte d'aumône faite par la ville, n'avait pu y prendre la position politique des autres prélats italiens. Le doge ou l'ancien duc y est toujours resté le premier magistrat et longtemps le plus puissant. A partir du onzième siècle, on limite cependant son autorité pour diminuer l'ardeur des factions qui se disputaient cette dignité supérieure. Le doge, décidément soumis à l'élection, est désormais assisté de six conseillers formant la *seigneurie*, dans l'exécution des lois, aidé dans l'exercice de la puissance judiciaire par un corps de *juges* nommé *quarantie*, et obligé dans les cas graves de prendre l'avis du conseil des plus notables citoyens ou *pregadi*. La république de Venise tournait déjà à l'aristocratie.

Il faudrait se garder de croire d'ailleurs que toutes ces petites républiques fussent autant de démocraties. Les petits artisans, journaliers, ouvriers, étaient en général exclus du corps des citoyens ; celui-ci comprenait au contraire un certain nombre de nobles de campagnes, vavassaux ou mêmes *capitaines* qui avaient pris le droit de cité, soit pour abriter leur indépendance sous la protection d'une association puissante, soit pour trouver dans les magistratures de la cité à satisfaire leur ambition. La plupart du temps, les fonctions de consul et celles de capitaine dans les compagnies leur étaient confiées, à cause de leur habileté dans le métier des armes et de leur nombreuse suite.

Les nobles des châteaux, dans les montagnes arides qui

couronnent la ville de Gênes, dont le vaste port occupe le point culminant de la courbe formée par la rivière du levant et celle du ponent, s'étaient de tous temps associés à la défense de cette ville contre les Sarrasins, et à ses entreprises commerciales qui se métamorphosaient assez souvent en expéditions maritimes et même en pirateries. Les Spinola, les Doria, les Negri, les Serra, remplissaient la plupart du temps les magistratures républicaines de Gênes. De même, et pour des raisons semblables, à Pise, dans le beau delta formé par l'embouchure de l'Arno, on voyait briller, dans l'administration de la cité, les Visconti, les Orlandi et les Sismondi. Quelques-uns y avaient bâti des palais, pris des intérêts dans les entreprises commerciales et accepté le gouvernement des îles ou comptoirs qui dépendaient de la république.

Dans les villes de la Lombardie, c'était le besoin de se liguer contre les prélats qui avait réuni les petits vassaux nobles et les bourgeois. Les premiers avaient presque toujours commandé les seconds dans la lutte commune. En revanche ils y avaient obtenu des honneurs, la permission d'y bâtir des châteaux forts et des tours, et ils y jouaient le premier rôle. La présence dans la même ville de la noblesse et de la bourgeoisie devait être bientôt la cause de fatales dissensions. Le grand danger pour l'indépendance et la durée des nouvelles républiques n'était cependant pas encore là, mais dans ces jalousies mesquines de commerce, dans ces ardentes rivalités qui y avaient pris naissance, en même temps que leur liberté.

Les croisades qui avaient donné un élan nouveau aux trois villes de Venise, de Pise et de Gênes, avaient été pour celles-ci la première occasion de leurs guerres. Elles avaient suivi avec ardeur le mouvement qui entraînait les chrétiens contre les sectateurs de Mahomet, plutôt par amour de la puissance et du commerce que par ferveur religieuse. Toutes trois puissantes déjà par leur domination : Venise sur les villes maritimes de l'Illyrie ; Pise sur ses voisines moins favorisées des Maremmes ; Gênes sur celles des deux rivières, elles avaient mis en mer un grand

nombre de vaisseaux pour transporter les croisés et établir des comptoirs en Asie. Venise qui sous son doge, Vital Michiéli, avait équipé deux cents vaisseaux, prétendit au monopole du commerce de l'Asie; et, dès la première expédition, livra bataille aux Pisans sur les côtes de Rhodes, avant d'arriver en terre sainte. Les Pisans, partis avec leur évêque Daimbert, qui devint patriarche de Césarée, ne l'abandonnèrent pas sans combat; avec les Génois, ils se firent même céder un quartier dans les deux villes de Laodicée et d'Antioche, dès l'année 1108. Mais Beaudouin II, roi de Jérusalem, décida la fortune en faveur des Vénitiens; il leur accorda le tiers des villes de Tyr et d'Ascalon et, dans chacune des autres villes du royaume, un quartier, une église, une place, un bain, un four et un moulin, avec une complète indépendance. Aussi la république de Venise, déjà maîtresse de l'Adriatique, devient-elle presque souveraine dans ces parages.

Les Pisans et les Génois cherchèrent des dédommagements dans la Méditerranée occidentale où les Sarrasins leur offraient encore une proie; mais la rivalité les arma bientôt les uns contre les autres. Pise, déjà maîtresse de la Sardaigne et des îles Majorque et Minorque, prises sur les Sarrasins en 1115, convoitait aussi la possession de la Corse que Grégoire VII avait revendiquée pour le saint-siége; Urbain II la lui avait déjà donnée en fief, et Gélase II, Pisan d'origine, avait confirmé l'investiture en déclarant les évêques de Corse suffragants de l'église métropolitaine de Pise. Gênes, voulant avoir aussi une île de relâche dans la Méditerranée, la disputa à sa rivale en 1119. Le pape Calixte II, au concile de Rome (1123), essaya en vain de mettre d'accord les deux républiques et les deux évêques. L'archevêque de Pise, défendant opiniâtrément les droits de sa patrie et les siens, alla jusqu'à menacer le pape du refus d'obédience. Le pape Innocent II en 1133 parvint cependant à les réconcilier; il érigea l'église de Gênes en archevêché pour qu'elle fût l'égale de celle de Pise, et lui subordonna les deux évêchés des deux rivières et la moitié de ceux de la Corse, tandis que ceux

de la Sardaigne restèrent entièrement soumis à l'église de Pise.

Les rivalités des villes situées au milieu des terres n'étaient pas moins ardentes; Milan n'avait cessé de poursuivre Lodi qu'après en avoir dispersé les habitants dans quatre bourgs, Côme, qu'après avoir détruit ses forts et assujetti sa municipalité. Elle, ancienne ville romaine, se trouvait maintenant en face de la royale et lombarde Pavie, comme la romaine Mantoue en face de la féodale Vérone de l'Adige au Pô et, plus près, Crème en face de Crémone et Plaisance en face de Parme. Rivalités d'anciens partis, rivalités d'intérêts, tout contribue à les jeter dans des querelles incessantes qui ne se terminent une année que pour recommencer la suivante. Une fois seulement, en 1117, les villes lombardes avaient paru comprendre l'horreur et le danger de ces guerres fratricides. Sous l'impression de quelques phénomènes, de tremblements de terre, de pluies de sang, de tonnerres souterrains, les députés des principales villes de Lombardie se rassemblèrent dans une plaine voisine de Milan, sous la présidence de leurs prélats et de leurs consuls, en présence d'un peuple immense, pour aviser au moyen de faire cesser toutes ces querelles. Mais cette unique réunion ne paraît pas avoir eu de grands résultats; la présence de saint Bernard, un Français l'homme du siècle, à Milan, en 1135, malgré un succès momentané, n'eut pas un effet plus durable; celui qui terminait les schismes dans la chrétienté, qui déterminait la seconde croisade, fut impuissant à éteindre les haines de deux villes.

Une révolution à Rome; un disciple de saint Bernard et un disciple d'Abailard (1137-1152).

Cette renaissance de la liberté municipale fut l'occasion d'un des plus curieux événements de cette époque révolutionnaire en Italie. Un moine italien, Arnaud de Brescia, disciple du Breton Abailard, avait tiré les conséquences pratiques des doctrines théologiques du célèbre dialecti-

cien de Sainte-Geneviève. De retour en Italie, il avait commencé d'abord à Brescia, sa patrie, puis dans les villes lombardes, à prêcher contre la puissance politique et territoriale de l'Église ; il contestait aux clercs le pouvoir de posséder des fiefs, aux évêques les droits régaliens, aux moines la propriété. L'autorité sur les âmes et la dîme des fruits de la terre devaient être leur seule part. Il distinguait le temporel du spirituel, comme son maître avait essayé, sous les formes de l'école, de distinguer la raison de la foi ; il séparait le gouvernement laïque des intérêts du gouvernement ecclésiastique des consciences, et voulait affranchir le premier du joug du second, comme son maître Abailard avait cherché à affranchir la logique de la théologie. Sa parole ardente apportait un secours et une sanction à l'affranchissement des vassaux et des villes du pouvoir des évêques ; elle flattait leur avidité en leur montrant une proie dans le reste des possessions cléricales ; à Rome, où Arnaud alla prêcher, en 1138, elle fit une révolution.

La commune de Rome n'avait encore pu suivre, malgré ses éternelles agitations, l'élan des autres cités italiennes, à cause de sa dépendance toute spéciale de l'empereur et du saint-siége. Aucune institution régulière, malgré quelques essais, n'avait pris naissance sur les ruines de ses anciennes institutions. Le gouvernement de la cité était toujours livré aux factions de la noblesse qui y régnaient arbitrairement, tantôt au nom de l'empereur, tantôt au nom du pape, et son anarchie n'avait d'égal que ses décombres. Impériales ou papistes, ces factions ne visaient qu'à faire un pape ou un préfet à leur dévotion, pour mettre ensuite au pillage les fiefs, les dignités et les bénéfices de Rome et des environs. Rome n'aurait-elle donc jamais, au lieu de la liberté, que le cérémonieux et trop souvent terrible éclat d'un couronnement impérial ou la pompe éternelle des fêtes religieuses ?

Arnaud de Brescia apportait quelque chose de nouveau : il tonnait contre le gouvernement des prêtres, contre leurs richesses, et proposait de rendre à Rome sa liberté et sa

grandeur en y rétablissant la république. Cela convenait à toutes les factions qui pouvaient se partager les biens du saint-siége; il ne fut bientôt plus question que de rétablir l'ancienne constitution. Le pape Innocent II, resté maître après la mort d'Anaclet et de nouveau menacé dans son pouvoir, rassembla un concile à Latran (1139), fulmina contre cette hérésie *politique* et condamna son auteur à sortir d'Italie. L'exil d'Arnaud, qui se cacha quelque temps en France et en Suisse, poursuivi par les anathèmes de celui qui représentait alors la foi, la règle et la vertu, saint Bernard, ne fit que retarder l'explosion. Elle eut lieu à la première occasion. L'an 1141, nobles et peuple, mécontents que le pape eût fait la paix avec la ville de Tivoli, dans les environs de Rome, coururent au capitole et y installèrent une commission de gouvernement sous le nom glorieux de sénat. La vieille formule, les quatre lettres sacramentelles S. P. Q. R. reparurent dans les actes. Le pouvoir politique du pape fut anéanti; on crut à une ère nouvelle, et on data de l'an de la rénovation du sacré sénat (*Renovationis vero sacri senatus anno*).

Innocent II mourut de douleur (1143). Sous son successeur, Lucius II, les Romains firent un pas de plus; ils remplacèrent le préfet par un patrice à la nomination des citoyens, fixèrent le nombre des sénateurs à cinquante-six et divisèrent Rome en seize quartiers ou *rioni* militairement organisés. La nomination de Jordano, père du défunt anti-pape Anaclet, comme patrice, apprit au pape ce qu'il devait attendre de la révolution. A la tête de ses partisans et de ses prêtres, le pape voulut chasser le sénat du Capitole; il en fut précipité à coups de pierres et resta sur la place. Les cardinaux répondirent à ce meurtre en élevant au saint-siége Eugène III, disciple de saint Bernard (1145). Le nouveau pape ne fut pas mieux reçu par les nobles et le peuple. Il essaya de faire la guerre aux Romains. Ceux-ci se fortifièrent dans l'église Saint-Pierre, et appelèrent Arnaud de Brescia, qui rentra dans Rome; l'élève de saint Bernard fut obligé de fuir en France devant l'élève victorieux d'Abailard. La révolution parut achevée

par la présence du tribun; on assiégea, on démolit les tours des nobles, partisans du pape; les barons, ses ennemis, devinrent les défenseurs de la république entièrement restaurée avec son sénat, son ordre équestre et ses plébéiens. La voix d'Arnaud semblait avoir ressuscité tout d'une pièce la vieille constitution ensevelie sous la poussière des siècles; les chapeaux rouges s'abaissèrent devant les faisceaux des Scipions; peu s'en fallut qu'on ne crût voir se relever aussi la puissance de Rome enterrée sous les pas des barbares. Eugène III, pour rentrer dans la ville, demanda lui-même à prêter serment de fidélité à la constitution républicaine.

Ainsi la révolution municipale de Rome complétait, confirmait la révolution italienne. Dans toute la péninsule, moins le royaume de Naples, depuis Rome jusqu'à la dernière petite cité, le gouvernement républicain prévalait. La noblesse se trouvait heureuse d'être comprise dans cette organisation. Tout avait concouru à ce résultat, la force des armes, la prospérité née du commerce, le prestige des souvenirs et la puissance des idées. Saint Bernard avait d'abord écrit à Rome : « A quoi peut-on te comparer maintenant sinon à un corps sans tête et à une tête sans yeux. O Rome, nouvelle Sunamite, rentre en toi-même ! » Mais enfin il se résignait lui-même à la position faite au pape et écrivait à son disciple Eugène de laisser là les Romains, ce peuple récalcitrant (*duræ cervicis*), et d'échanger Rome contre le monde (*urbem pro orbe mutatam*). Restait l'empereur.

Depuis quinze ans une nouvelle dynastie, celle des Souabes ou des Hohenstauffen avait commencé en Allemagne. Mais son premier souverain n'avait pas encore mis le pied dans la péninsule nominativement soumise à l'empire, lorsque le célèbre Frédéric I[er] Barberousse monta sur le trône (1152). Tout invitait le nouveau César à faire acte d'autorité en Italie. Le pape, les prélats, quelques seigneurs, mécontents de la tournure que prenaient les choses dans la péninsule, des villes mêmes opprimées par leurs voisines, le suppliaient de passer les Alpes. La plupart des Italiens étaient disposés à bien accueillir, sinon

à désirer sa présence. Encore tout pleins, malgré leurs pensées d'affranchissement, d'un respect superstitieux pour le nom magique d'empereur, presque aussi respectable pour eux que celui de république, ils prétendaient allier les droits de leur liberté avec leurs devoirs d'obéissance et d'hommage envers leur souverain ultramontain. Milan, la plus indépendante des villes lombardes, ne contestait point les droits suzerains du César féodal sur l'Italie; les Romains, au milieu du délire d'imagination qui présidait à la rénovation de l'ancienne république, agissaient pour la plus grande gloire de l'empereur qui allait emprunter du rétablissement d'un sénat libre et indépendant un éclat tout nouveau. Arnaud de Brescia lui-même trouvait moyen d'accorder dans ses projets comme dans ses souvenirs d'indépendance la république avec l'autorité d'un empereur, investi non plus par le saint-siége, mais par Rome elle-même.

Quand le jeune empereur apparut à la descente des Alpes, dans les plaines de Roncaglia, en 1154, l'Italie fut à ses pieds et le reconnut comme souverain et comme juge. Chacun vint prêter les serments et offrir les présents d'usage; devant lui furent portées les querelles des villes entre elles, des prélats contre les villes, du nouveau pape Adrien IV contre Arnaud de Brescia. Dans le Nord, Frédéric annonça ce qu'il devait être. Il ordonna aux Milanais de laisser les habitants de Lodi rentrer dans leur ville, qu'ils avaient ruinée, et prit d'assaut la ville de Tortone, qui lui avait résisté, pour en disperser à son tour les habitants. Pavie le couronna roi après cet exploit.

Mais Frédéric venait surtout réclamer la couronne impériale; il reçut les envoyés de la république romaine et ceux du pape Adrien IV, resserré dans la cité Léonine. Ceux d'Adrien offraient à l'empereur le couronnement dans la basilique de Saint-Pierre, pour prix de la soumission de Rome, de l'abolition de la république et de la punition d'Arnaud de Brescia. Les députés des Romains voulaient couronner l'empereur au Capitole, au nom de l'ancienne république, maîtresse de l'univers; mais ils exigeaient la

reconnaissance de leur constitution et un présent de cinq mille marcs. Quand Frédéric ne se fût pas défié, par instinct de despote, de la liberté italienne, il ne pouvait consentir à soustraire sa couronne à la sanction sacerdotale pour la tenir en fief du consentement populaire ; c'était affranchir, il est vrai, l'empire du sacerdoce ; mais, du même coup, la liberté de l'Italie était confirmée et le saint-empire romain détruit. Frédéric était trop de son temps pour consentir à une semblable révolution. Il reçut gracieusement les propositions d'Adrien IV, et ramena durement les députés de la république à la réalité ; il leur rappela la décadence, la chute de Rome, leur montra l'empire, le sénat, les légions, la force et la grandeur passés entre ses mains, entre celles des Allemands. « Votre ville, leur dit-il, elle fut (*fuit*). » Et, s'ils en doutaient encore, il le leur fit bientôt sentir de tout le poids de son épée.

Quatre mille Allemands surprennent la cité Léonine. Arnaud de Brescia, qui s'était réfugié dans un château voisin, est atteint, livré au pape, brûlé en face du Corso, de bon matin, et ses cendres jetées dans le Tibre, « de crainte, » dit l'Allemand Otton de Freisingen « qu'elles ne fussent recueillies comme des reliques par l'imbécile religion de la populace. » Les Romains, frémissants de colère, attaquent le pont du château Saint-Ange, pendant que Frédéric recevait la couronne dans la basilique de Saint-Pierre. La réconciliation du saint-siége et de l'empire est scellée du sang de mille Romains tués dans le combat, sur le pont et dans Transtevère. Les autres actes de Barberousse comme empereur ne le recommandèrent pas davantage. Il soutint, au midi, les barons napolitains contre le fils de Roger II, Guillaume Ier le mauvais, et prit et saccagea, dans les environs de Rome, la ville de Spolète. Aussi au retour put-il se convaincre qu'il avait excité l'animosité générale. Les habitants de Vérone tentèrent de séparer son armée en deux sur l'Adige, en précipitant dans le fleuve des abatis d'arbres qui faillirent détruire le pont de bateaux qu'on y avait construit. Un hasard sauva Barberousse et son armée d'une ruine complète.

Frédéric Barberousse et Alexandre III (1158-1168).

Pour le malheur de l'Italie, Frédéric Ier Barberousse était le César le plus infatué de ses droits qui eût encore passé les Alpes. Comme il devisait un jour entre deux docteurs italiens: « l'Italie n'est-elle pas à moi, disait-il; — à part la propriété, dit l'un; — et la propriété comprise ajouta l'autre. » C'était le sentiment de Frédéric. Droits impériaux à Rome, régaliens dans les autres villes, fiefs et alleux de la comtesse Mathilde, Naples, la Sicile et les autres îles, il revendiquait tout. Les Italiens s'en étaient déjà aperçus et prenaient leurs précautions. Milan rebâtissait Tortone, soumettait de nouveau Lodi et s'alliait avec les villes qui avaient même pensée de résistance qu'elle, comme Brescia, Crème, Plaisance. Le pape lui-même, Adrien IV, se trouvait en opposition avec l'empereur qui l'avait rétabli; il échangeait déjà avec lui des lettres menaçantes, et Guillaume le *mauvais* qui méritait son nom par les cruautés avec lesquelles il croyait raffermir son pouvoir le compromettait.

Frédéric Barberousse vint donc avec une armée plus nombreuse que la première fois, en 1150, pour montrer quelle devait être son autorité sur l'Italie. A la tête d'un grand nombre de princes et de chevaliers allemands, de toutes les milices des villes ennemies de Milan, la grande commune libre, et du petit nombre de seigneurs lombards restés indépendants, il se dirigea droit sur la capitale de la Lombardie. Brescia, effrayée, paya rançon. L'Adda, dont les Milanais avaient brûlé les ponts, fut franchi à la nage; Lodi, la victime de Milan, se releva par l'ordre de l'empereur, à quatre milles de son ancien emplacement; et Milan, bientôt cernée, capitula en voyant brûler ses maisons de campagne, arracher ses vignes et couper ses arbres; elle consentit à payer neuf mille marcs d'argent, et restitua à l'empereur tous les droits régaliens, à la condition de conserver ses consuls astreints seulement à l'hommage.

Le droit devait achever ce qu'avait commencé le fer.

Solennellement couronné, encore, roi des Lombards à Monza, l'empereur assembla à Roncaglia une grande diète de prélats, seigneurs et consuls des villes, pour y déterminer les droits et les devoirs réciproques de l'empereur et du roi d'Italie et des cités lombardes. Les plus célèbres jurisconsultes du temps, Bulgare, surnommé *Bouche d'or*, Martin, *copia legum*, Jacob et Hugo, tous quatre professeurs à Bologne, furent les lumières de l'assemblée; le droit romain, enseigné alors avec une ardeur toute nouvelle, était l'autorité à laquelle tous recouraient d'autant plus volontiers que chacun y rencontrait ce qu'il y voulait trouver. L'archevêque de Milan le premier, en ouvrant la diète, livra au nom du clergé les libertés italiennes; il déclara, selon le droit impérial, que *la volonté de l'empereur était la loi du peuple*. Après lui, les juristes et les consuls, délibérant en présence de la majesté impériale et sous la pression de la victoire, ne firent que développer juridiquement cette loi; ils adjugèrent à l'empereur tous les droits régaliens sur les marquisats, comtés et villes; ils proscrivirent toute guerre privée, établirent en faveur de Frédéric un impôt de capitation, et lui reconnurent le droit d'élire les consuls des cités avec l'assentiment du peuple, à cette seule réserve près, que celles-là pourraient continuer à jouir de leurs priviléges, qui exhiberaient leurs titres.

L'application de cette théorie nouvelle du pouvoir impérial fut encore plus violente que sa déclaration même. Frédéric reprit sur la ville de Milan les territoires de Monza, des comtes de Martesana et de Seprio. Il fit détruire les fortifications de Plaisance et de Crème, qui avaient été ses ennemies; il réclama la suzeraineté de la Sardaigne et de la Corse sur les Pisans et les Génois, les domaines de l'héritage de Mathilde en toute propriété, et l'exercice de tous les droits régaliens dans les États de l'Église. Enfin, pour représenter sa personne et faire valoir ses droits, il institua dans les villes, sous le nom de *podestats*, des officiers impériaux investis de pleins pouvoirs.

Cette dernière mesure, qui rendait le despotisme impérial toujours et partout présent en Italie, souleva les ré-

sistances; les villes trouvaient la liberté dans le droit romain comme l'empereur y trouvait le despotisme. Les Milanais refusèrent au podestat le droit de nommer les consuls, et le chassèrent. Les Génois ne voulurent pas même recevoir les magistrats impériaux, et se mirent en état de défense. Frédéric divisa les rebelles pour en avoir plus facilement raison. Il traita avec les Génois, qu'il voulait d'ailleurs ménager pour ses projets ultérieurs contre la Sicile, et se contenta d'exiger d'eux un faible tribut. Mais il mit au ban de l'empire (1159) la ville de Milan, tête de l'hydre, et celles de Brescia, Plaisance et Crème. Crème, la première assiégée, résista pendant six mois, bien que l'empereur fît mettre au devant de ses machines les otages vivants de la malheureuse ville. Elle fut détruite, ses habitants trouvèrent refuge à Milan.

La mort d'Adrien IV envenima encore la guerre. Les cardinaux impérialistes élurent Victor III. Les amis de l'indépendance choisirent Alexandre III. Frédéric, soutenant maintenant les désirs de liberté des Romains, fit triompher Victor III. Alexandre III, de son côté, chassé de Rome, fit cause commune avec Milan et les villes lombardes ennemies de l'empereur. La querelle politique était compliquée d'un schisme. Frédéric voulut frapper tous ses adversaires dans Milan. Cette ville, assiégée dès 1160, déploya un héroïsme antique. Elle résista avec avantage aux milices italiennes des villes restées plus fidèles à leur haine particulière qu'à la cause générale de l'Italie. Elle brava même deux ans encore, en défendant ses murailles et en faisant des sorties, l'armée féodale allemande descendue des Alpes au secours de son empereur. Les Allemands incendiaient les moissons, brûlaient les villages, mangeaient les récoltes, coupaient le poing aux paysans qui cherchaient à introduire des vivres dans la place. En 1162 les Milanais cédèrent à la faim qui seule put dompter leur courage. Contraints de se rendre à discrétion, ces héros, divisés en cent détachements, la corde au cou, la croix aux mains, déposèrent leurs drapeaux aux pieds de l'empereur, assis sur son trône au milieu des siens, brisèrent leur *carroccio*,

symbole de la liberté, et n'obtinrent que la vie. Ils durent, sous huit jours, quitter leur belle ville, qui fut livrée à la vengeance intéressée de Lodi, de Pavie, et des comtes de Seprio et de Martesana. Ils subirent le sort qu'ils avaient imposé à Lodi, et furent dispersés dans quatre bourgades ouvertes à tout venant.

Cette exécution imposa partout la sentence des docteurs. Bergame, Plaisance, Bologne, etc., firent leur soumission. Les nouveaux officiers impériaux ou podestats, presque tous de rudes seigneurs allemands, furent institués dans la plupart des villes. L'empereur installa son pape, Victor III, dans Rome, tandis qu'Alexandre III fuyait en France ; il ordonna à Gênes et à Pise de cesser leurs longues guerres, fit roi de Sardaigne, en dépit de leurs prétentions, un certain Boriso, juge d'Arborée, et donna pour vicaire impérial à la Lombardie, pendant son absence, l'archevêque même de Cologne. L'Italie put mesurer à quel degré de servitude ses divisions intestines l'avaient fait tomber.

Perdue par la discorde, l'Italie se releva par l'union. Les Milanais, dispersés dans toutes les villes, avaient excité partout la pitié et le ressentiment contre leur vainqueur. Menacées un jour ou l'autre d'un sort semblable, Vérone, Vicence, Padoue, Trévise, préférant, selon l'expression du chroniqueur, la mort à la servitude, ouvrirent les premières aux républiques italiennes la voie qui devait les sauver. Leurs consuls formèrent une ligue défensive contre le despotisme allemand. Frédéric, de retour à cette nouvelle, convoqua les milices des villes impériales. Mais il s'aperçut aisément, à leurs molles dispositions, qu'il ne pouvait plus battre l'Italie avec les Italiens, et il repassa les monts (1164) pour aller chercher les Allemands.

Son absence fut mise à profit. Le pape Alexandre III, à la tête d'une petite armée de Normands et d'Italiens, débarqua en Italie, marcha sur Rome où on avait élu un nouvel antipape, Pascal IV, en 1165, et fut bien reçu, cette fois, par le sénat, qui voyait maintenant en lui le défenseur de ses priviléges contre l'antipape de Frédéric. Venise

était restée jusqu'alors indifférente aux affaires de l'Italie qui n'affectaient point son commerce avec l'Orient; menacée maintenant par l'accroissement prodigieux de la puissance impériale, elle reconnaît Alexandre III et accorde ses secours aux quatre villes de la marche Véronaise, qui chassent leurs podestats. Toute l'Italie, ayant à sa tête le pape, paraît levée contre l'empereur. Les deux puissances étaient encore aux prises ; mais c'était moins cette fois la lutte du spirituel contre le temporel que celle de l'indépendance italienne contre la domination allemande.

De retour seulement en 1166 à la tête d'une armée, Frédéric se tint en garde même contre les villes qui avaient toujours suivi son parti; il appela à lui le marquis de Montferrat, dont il augmenta le pouvoir, et les comtes et les capitaines, qu'il s'efforça de détacher des républiques; il ne logea plus désormais que dans les châteaux forts. Pour dominer la péninsule, les empereurs saxons avaient favorisé les villes contre la féodalité. Maintenant les Souabes favorisaient la féodalité contre les villes. Frédéric marche enfin contre Rome, afin d'y terminer le schisme. C'était, croyait-il, le nœud de la question. A force de ménager les seigneurs de la Romagne et de la Toscane, il parvient sans obstacle sous les murs de Rome, jette sur elle ses voisins jaloux, de Tusculum, s'empare de la cité Léonine, incendie l'église de Sainte-Marie, occupe Latran et installe son pape au Vatican, tandis qu'Alexandre III s'enfuit encore.

Mais la révolte éclata tout à coup derrière le vainqueur; les députés lombards de Bergame, Brescia, Mantoue, Ferrare, Crémone, suivant l'exemple donné, se réunissent à leur tour au monastère de Puntido et s'y conjurent. Au moment même où l'empereur prenait Rome, les murailles de Milan sont relevées et les exilés rappelés. C'est la ligue lombarde, son drapeau est salué par l'armée des nouvelles milices. Le climat vient à point prêter mainforte aux confédérés. La fièvre maremnane du mois d'août s'abat sur l'armée de Frédéric et enlève les hommes par milliers, sans respect même pour les plus nobles têtes. Arrivé au

milieu des morts et des mourants, et grâce seulement au secours du comte de Montferrat, dans la ville royale de Pavie, toujours à lui, l'empereur croit en imposer aux rebelles en mettant toutes les villes de la Lombardie au ban de l'empire. Cet acte détermine le mouvement; Plaisance, Parme, Bologne entrent dans la confédération. On renouvelle le serment de ne faire ni paix ni trêve avec l'empereur, ni avec son fils, de s'entr'aider et de se défendre mutuellement jusqu'à ce qu'on ait reconquis les bonnes coutumes de Henri V. L'Italie se levait enfin une fois, presque unanime, pour la liberté! Menacé de toutes parts, l'empereur eut beaucoup de peine à s'échapper à travers les Alpes, gardées par ses ennemis, et courut péril de la vie à Suse.

La ligue lombarde; bataille de Legnano; trêve de Venise et paix de Constance (1168-1183).

Le départ de l'empereur fut le signal d'une explosion générale. Le mouvement commencé dans la marche véronaise se répandit dans tout le Nord. Les villes de Novare, Verceil, Como, Asti et Tortone entrèrent dans la ligue. Quelques nobles, le comte de Seprio, le marquis Obizzo Malaspina lui offrirent leurs épées. Il y avait aussi un beau rôle à jouer pour la noblesse; elle pouvait se mettre, dans cette lutte de l'indépendance, à la tête de la bourgeoisie; et les classes, au lieu de livrer la patrie à l'empire par leurs rivalités, se réconciliaient dans la liberté commune. L'Église donnait l'exemple. Alexandre III, de retour, prêchait dans la Lombardie une vraie croisade de l'independance. On put croire un instant que la domination allemande allait tomber sous un effort commun. Au confluent du Tanaro et de la Bormida une nouvelle ville, bâtie en commun par des serfs et des manants pour tenir en respect l'impériale Pavie et le marquis de Montferrat, fu mise sous l'invocation du pape avec le nom d'Alexandrie Elle défendra les Alpes de ce côté. Un collége de recteurs, placés à la tête de la confédération, donne plus d'unité et

de force au gouvernement général de la ligue; quelques *podestats*, qui étaient de noblesse italienne, s'offrent eux-mêmes à défendre les villes qu'ils avaient gouvernées au nom de l'empereur. D'autres cités chassent ceux qui restent fidèles, et, retournant contre Frédéric l'épée suspendue sur elles, confient leur défense à des podestats nommés par elles-mêmes. Enfin, les villes même de la Romagne, Ravenne, Rimini, etc., entrent dans la ligue libératrice qui embrasse presque toute l'Italie.

Laissé comme vicaire impérial en Italie, l'archevêque de Mayence, Christian, ne put lutter contre ce mouvement. Il excita Gênes contre Pise, qui perdit la Sardaigne dans cette lutte; il jeta les flottes de Venise, qui n'oubliait jamais ses intérêts, contre Ancône, qu'il alla assiéger par terre. Mais la ville résista à ce double siége. Des plongeurs allaient couper les cables des navires vénitiens. Des femmes mêmes se mêlèrent aux sorties par terre pour aller incendier les tours des impériaux. La famine sévit; on ne veut pas se rendre. Quelle pitié attendre des Allemands et des Vénitiens, des étrangers et des rivaux? Les milices de Bertinoro et de Ferrare arrivèrent encore à temps pour délivrer l'héroïque ville.

Mais, après six ans de répit, en l'année 1174, Frédéric Barberousse, avec une formidable armée d'Allemands du Nord, arrive aux Alpes occidentales, passe le mont Cenis, et annonce par l'incendie de Suse le sort qui attend les villes qui oseraient le braver.

La ville nouvelle d'Alexandrie était fortifiée si légèrement et avec tant de hâte, que les Allemands l'appelaient *Alexandrie de la paille;* mais elle avait quinze mille hommes de mercenaires et était entourée d'eau. Elle arrêta Frédéric, le marquis de Montferrat et les Pavesans pendant quatre mois, et donna le temps à la Confédération de rassembler son armée. Lorsque l'empereur, obligé de brûler son camp, se dirigea sur Pavie, Eccelino le Moine, puissant Seigneur du Frioul, et Anselme de Doara, Lombards choisis pour commander l'armée de la ligue, gardaient le Tessin avec des forces supérieures. C'était une

armée toute nouvelle, composée de miliciens, à pied pour la plupart, fournis par les villes de la ligue. Ils n'avaient qu'à engager le combat; l'empereur était probablement perdu. Mais les Italiens, malgré leur haine contre Frédéric, respectaient encore en lui le souverain féodal de l'Italie, le successeur des Césars; ils ne prétendaient faire qu'une guerre défensive. Frédéric, s'étant bien gardé d'attaquer, l'armée lombarde laissa passer, l'arme au bras, son légitime seigneur, qui alla se reposer à Pavie.

Touché de ce respect et frappé du caractère de la résistance, Frédéric se montra plus traitable. Une trêve fut signée pour entrer en négociation; on convint de s'en remettre pour la conclusion d'une bonne paix à des arbitres, en réservant seulement les droits du saint-empire et de la sainte Église. Les deux armées, qui avaient été sur le point de combattre, furent licenciées. Les envoyés du pape et de l'empereur, ceux des villes, s'abouchèrent. On ne put cependant encore s'arranger; il fallut une bataille pour trancher la question politique et religieuse.

Frédéric, en sommant ses vassaux allemands de soutenir sa querelle, éprouva un premier et grave désappointement. Le chef de la maison de Welf en Allemagne, Henri le Lion, mécontent que Frédéric eût racheté de son oncle de Bavière la plupart de ses droits sur la Toscane, refusa à l'empereur le service de ses vassaux, et, pour la première fois, rendit ainsi sa maison et son nom chers aux Italiens. Vainement l'Empereur se jeta à ses pieds. « Tiens bon », dit un des vassaux du Lion à son maître, « tu verras bientôt sur ta tête la couronne qui est à tes pieds. » L'empereur, avec ses seuls vassaux du Rhin et des Pays-Bas, ses auxiliaires italiens de Pavie et du Montferrat, marcha néanmoins contre l'armée des confédérés promptement reformée près de Legnano (29 mai 1176). Les Allemands eurent d'abord le dessus et pénétrèrent assez près du carroccio de Milan, porté au milieu de l'armée; mais deux compagnies lombardes, sous le nom de *cohortes de la mort*, avaient juré de mourir plutôt que de reculer d'un pas et de laisser toucher le saint étendard. Celles-ci, après

avoir invoqué Dieu et saint Ambroise, se relevèrent, mirent la pique en avant et chargèrent les Allemands avec tant d'impétuosité, qu'elles les jetèrent en fuite et les précipitèrent dans le Tessin; l'empereur, culbuté, laissa son écu au pouvoir des vainqueurs, et ne reparut que quelques jours après, à Pavie, où on le croyait mort.

Frédéric songea sérieusement cette fois à terminer la guerre aux meilleures conditions possibles. S'il s'entêtait en Italie, il allait perdre l'Allemagne. Avant tout, il chercha à traiter avec le pape, pour mettre la religion hors du débat. Alexandre, heureux de voir l'empereur vaincu, ne désirait pas l'abattre; il déclara d'abord qu'il ne voulait point séparer ses intérêts de ceux des villes alliées et du roi de Sicile, mais assurer aussi une juste indépendance aux républiques du Nord et au royaume du midi. Frédéric, en obtenant un traité séparé des villes de la Toscane, envers lesquelles il se montra très-généreux, commença à l'ébranler. La ville de Venise fut choisie comme terrain neutre pour rendez-vous des ambassadeurs du pape, de l'empereur et des États italiens. Tournée tout entière du côté de l'Orient, auquel elle avait prétendu longtemps appartenir, subordonnant tout aux intérêts de son commerce, Venise était la plus désintéressée dans la question. Elle consentit à recevoir les plénipotentiaires dans ses murs, mais à la condition expresse de n'être pas comprise dans le traité, de crainte de conférer à l'empereur l'ombre même d'un droit.

Le pape Alexandre III et les envoyés des principales villes furent reçus au monastère Saint-Nicolas du Lido. Frédéric se tenait seulement près de là, à Césène, pour ne point peser sur le congrès par sa présence. La situation réciproque des villes et de l'empereur était le plus difficile à régler. Les Italiens ne contestaient point à Frédéric ses droits impériaux sur l'Italie; mais chaque ville voulait maintenir tous les priviléges dont elle avait joui de temps immémorial; de là de nombreuses et inextricables difficultés. Pour terminer enfin quelque chose, l'empereur proposa au pape de faire la paix entre le sacerdoce et l'em-

pire, et seulement une trêve de six ans entre l'empire et les villes, et de quinze entre l'empire et le royaume de Sicile. Alexandre III y consentit à condition que la trêve serait suivie d'une paix définitive. Frédéric sacrifia son pape et reconnut Alexandre; relevé de l'excommunication, il obtint pour quinze ans les biens de Mathilde, sur la possession desquels un tribunal arbitral devait ensuite prononcer; et une messe solennelle de réconciliation réunit le pape et l'empereur dans l'église Saint-Marc, en présence du doge Ziano, du patriarche et d'un grand concours de peuple. Une dalle de porphyre rouge marque encore dans le vestibule de Saint-Marc, à droite de la porte d'entrée, la place où se rencontrèrent le pape et l'empereur. En souvenir de cet événement, Alexandre III donna au doge un anneau que le chef de la république jeta dans la mer pour épouser l'Adriatique; et, depuis, chaque année, il recommença ces ambitieuses fiançailles, tant que Venise, en effet, fut libre et maîtresse de cette mer.

Si l'empereur Frédéric n'eût été fortement occupé en Allemagne pendant les années suivantes, Alexandre, en faisant sa paix à part, eût peut-être compromis pour les villes les résultats de la bataille de Legnano. Ce n'était pas sans motifs que, tout en paraissant s'occuper de la paix, Frédéric cherchait et réussissait à détacher tous les jours quelque nouvelle cité, comme Turin, Verceil, de la ligue lombarde. Il semblait encore assez redoutable pour que Alexandrie même cherchât à se faire pardonner son origine, et échangeât son nom glorieux contre celui tout autrement significatif de Césarée. Le temps de la trêve s'étant néanmoins écoulé sans que Frédéric pût quitter l'Allemagne, la paix fut signée à Constance (1183, 25 juin); elle assura aux villes qui avaient fait partie de la ligue les bénéfices de la victoire de Legnano, autant que le permettaient les regrets de l'ambition impériale et la fascination du vieux droit césarien.

Dans le préambule du traité de paix, Frédéric *recevait en grâce les cités et les personnes*. Après avoir ainsi conservé l'attitude du souverain, l'empereur abandonnait le

choix des consuls pour ne se réserver que l'investiture et cédait aux villes tous les droits régaliens qu'elles avaient eus de temps immémorial, nommément le droit de faire la guerre, de se fortifier et d'exercer la juridiction tant civile que criminelle. En cas de doute sur l'authenticité légale de cette possession, la décision de l'évêque de la ville, as sisté de quelques citoyens, devait faire foi. Mais, en retour, toutes les villes confédérées juraient d'aider l'empereur à conserver ses droits sur la péninsule, de livrer passage à lui et à son cortége à travers l'Italie pour prendre sa couronne, de lui fournir les *vivres*, les *gîtes*, de réparer les routes et les ponts sur son passage; enfin tous les citoyens de quinze à soixante et dix ans devaient lui prêter un serment de fidélité qui serait renouvelé tous les dix ans.

Cette paix, avantageuse pour les villes lombardes, n'assurait pas l'indépendance de l'Italie; elle ne résolvait rien définitivement. Les villes seules qui avaient fait résistance y étaient comprises; c'étaient Crémone, Milan, Lodi, Bergame, Ferrare, Brescia, Mantoue, Vérone, Vicence, Bologne, Ravenne, Rimini, Modène, Reggio, Parme, Plaisance, Bobbio, Tortone, Alexandrie, Verceil et Novare. Encore, ces villes n'avaient-elles stipulé que des libertés spéciales, locales, non nationales; elles avaient abandonné à l'empereur le domaine politique de l'Italie, et promis de lui en faciliter toujours la prise de possession. Les autres villes, comme Padoue, Crémone, Gênes, Tortone, Ivrée, Turin, Ravenne, Rimini, etc., ainsi que le seigneur de Montferrat, trouvaient leur liberté dans leur fidélité à l'empereur. Réserve et division funestes! en poursuivant la liberté sans la nationalité, l'affranchissement des villes sans celui de l'Italie, la Lombardie avait fait une chose contradictoire, scellé des libertés particulières et la servitude commune. « L'épée de l'Allemagne », a dit Quinet, « restait suspendue sur l'Italie, le sceptre de César, du haut des Alpes, en tenait la poignée. »

Réunion de la Sicile et de l'empire ; Henri VI (1183-1196); la monarchie universelle.

L'Italie ne tarda point à s'apercevoir que la liberté locale sans l'indépendance commune était précaire. Après la mort du brillant Roger II, le royaume normand du midi, formé d'éléments divers, avait continué à prospérer, malgré la tyrannie efféminée et cruelle de Guillaume Ier le Mauvais, promptement réparée d'ailleurs par le règne de Guillaume II le Bon, ce véritable âge d'or de la Sicile, s'il en faut croire les poëtes méridionaux et la tradition populaire. Barons normands et Lombards, villes grecques avec leur gouvernement municipal et hordes musulmanes sous leurs alcades, tous y vivaient en paix sous une administration forte et tutélaire. Mais on prévoyait que Guillaume le Bon ne laisserait pas d'héritiers. La couronne revenait alors à sa tante Constance, fille de Roger II. Frédéric II forma l'espoir d'obtenir cette princesse pour son fils et son héritier Henri, quoiqu'elle fût plus âgée que lui.

Quelle autorité ne devait pas prendre en Italie la maison de Hohenstauffen, si elle devenait maîtresse de ce beau royaume, dont les fondateurs avaient été les protégés et plus encore les protecteurs du saint siége? Maîtresse de la couronne impériale et de celle de Sicile, de l'Allemagne et du midi de l'Italie, elle tiendrait la papauté et les villes lombardes serrées comme dans un étau. Mais les armes n'y pouvaient rien; six expéditions de Barberousse en Italie avaient suffisamment prouvé que les armées impériales ne pouvaient arriver même aux frontières du royaume. Mais Frédéric Barberousse était devenu plus politique avec l'âge, non moins dangereux pour l'indépendance italienne.

En l'année 1184, on vit le grand empereur arriver accompagné seulement d'une escorte d'honneur, en souverain tout pacifique. Reçu et fêté magnifiquement dans la ville qu'il avait rasée vingt-cinq ans auparavant, il se montre prodigue de faveurs aux Milanais et envers la plupart des cités lombardes qui avaient été ses ennemies. Dans la Tos-

cane et dans la Romagne, il favorise la noblesse territoriale contre les villes qui ne suivaient toujours que de loin le mouvement lombard. A Rome, il soutient le Sénat et le peuple toujours récalcitrants à l'autorité du saint-siége, contre le successeur d'Alexandre, Lucius III, qui lui refuse en retour la couronne pour son fils Henri, et il l'envoie, pour le punir, à Vérone, où il meurt. Tandis qu'il endormait ou divisait ainsi les Italiens, il demanda au roi de Sicile, Guillaume II, Constance, seule héritière du trône, pour l'héritier de l'empire, Henri.

Le saint-siége avait compris le danger; mais les papes, toujours en querelles mesquines avec les Romains, dès que les grandes luttes étaient finies, errant d'Assise à Tivoli, n'osaient montrer qu'un mauvais vouloir impuissant, et le successeur de Lucius ne pouvait sortir de Vérone. Le mariage entre le fils de Frédéric et Constance fut célébré à Naples en 1186, en dépit du saint-siége, qui suspendit les évêques présents à la cérémonie; et, le soir même, le patriarche d'Aquilée posa sur la tête de Henri la couronne refusée par le pape. Ce mariage et le couronnement réparaient pour l'empire la défaite de Legnano. Frédéric pouvait aller mourir dans les eaux du Selef, 1190, pendant la troisième croisade. « Celui qui, dit un historien, n'avait pas vu un coin du sol italien où il n'eût mis la marque de son talon de fer », laissait un fils et un héritier plus puissant que lui.

Henri VI, fils de Barberousse, apprit en effet presque en même temps la mort de son père en Asie Mineure et celle de Guillaume le Bon en Italie, et il se trouva ainsi à la fois roi de Germanie, d'Italie, d'Arles et de Naples. Reconnu en Allemagne malgré l'opposition du fils de Henri le Lion, le nouveau souverain se mit en devoir de recueillir les fruits d'un mariage si dangereux pour la liberté de l'Italie. Déjà le parti national, qui ne voulait pas d'un roi étranger, avait nommé roi à Naples Tancrède, comte de Lecce, fils naturel d'un frère aîné du dernier roi. Henri VI, arrivé en Lombardie (1191), ménagea les villes comme son père, pour se faire livrer passage. Arrivé près de Rome, où le pape Céles-

tin III et les Romains étaient, comme il arrivait souvent, en querelle avec Tusculum, dont les barons avaient si souvent, de leurs tours crénelées, menacé et bloqué la ville éternelle, il va assiéger la forteresse, en égorge les habitants, incendie et rase la ville, dont il ne resta plus que quelques cabanes en terre, couvertes de feuillage, d'où sortit la ville moderne de Frascati (*Frasche*, feuilles). Cette première expédition ne réussit point cependant. Naples résista vaillamment; l'armée allemande se morfondit et se fondit dans les marécages, au milieu de pluies torrentielles. Henri VI repartit pour l'Allemagne.

De retour en Italie en 1193, ce roi, plus ambitieux et plus tenace encore que son père, ne ménagea rien pour sa revanche. Il avait une nouvelle armée, de l'argent. Mais c'était une flotte surtout qu'il lui fallait, parce que Naples assiégée avait toujours été ravitaillée par mer dans la précédente campagne. Henri VI promit à deux villes italiennes, Gênes et Pise, toujours prêtes, comme les autres, à ne suivre que leurs avantages, tout ce qu'elles demandèrent : à la première, Syracuse et cinquante fiefs de chevaliers dans le val de Noto; à la seconde, Gaëte, Trapani, la moitié de Palerme, de Messine, de Naples. Tancrède de Lecce était mort dans l'intervalle, et ne laissait pour héritier qu'un enfant, Guillaume III, sous la tutelle de sa veuve Sybile. Naples, Palerme, les deux rives du Phare, ne résistèrent point à la coalition de l'armée allemande et des flottes de Gênes et de Pise. Palerme se rendit et livra le jeune Guillaume à Henri VI, qui le fit émasculer et jeter en prison.

L'Italie connut alors ce joug de fer. Non-seulement, au mépris de ses promesses, Henri VI refusa aux Génois et aux Pisans tout ce qu'il leur avait promis, mais il enleva à ses nouveaux sujets, nobles, prélats, villes, les droits ou priviléges qu'ils possédaient, et brisa toutes les résistances par des cruautés odieuses, qui lui valurent les noms d'impitoyable et de cyclope de Sicile. Il était borgne. Mais, c'était l'Italie entière qu'il voulait soumettre à ce régime. Pour y parvenir, il entreprit de relever maintenant au Nord la féodalité contre les villes qui avaient vaincu son père.

Déjà Frédéric Barberousse, en 1184, avait confié à la maison d'Est, maîtresse de châteaux bâtis sur la riante chaîne des monts Euganéens, le vicariat de Milan et de Gênes. Henri VI chercha à s'attacher les seigneurs de Romano, dont les forteresses couvraient les sommets des derniers prolongements des Alpes tyroliennes, pour tenir en respect les villes de la Marche Véronaise; il favorisa les châtelains des deux versants de l'Apennin contre les villes de la Romagne et de la Toscane. Dans l'italie centrale, il fit davantage encore contre la papauté, qu'il voulait rejeter dans Rome, où le Sénat et le peuple imposaient alors à Célestin III une sorte de charte qui le dépouillait en réalité du pouvoir temporel. Il établit duc de Toscane son propre frère Philippe de Souabe, fit duc de Romagne son sénéchal Markwald, et ressuscita le marquisat de Spolète en faveur d'un autre de ses serviteurs, du nom de Conrad Luzenhard.

Jamais souverain du moyen âge ne fut plus près de la domination universelle. Il voulait rendre la monarchie impériale héréditaire, en la faisant passer de son vivant sur la tête de son fils. Maître de l'Allemagne, de l'Italie, il rêvait d'accomplir, avec des forces bien plus considérables, ce que Guiscard avait tenté, la conquête de l'Empire grec et de Constantinople, qui eût rétabli, au profit de l'Allemagne, l'ancienne unité de l'empire romain.

Si Henri VI eût vécu plus longtemps, et n'avait pas compromis son œuvre par sa cruauté, il eût peut-être réussi. Tout fut remis en question par sa mort prématurée, à laquelle sa femme Constance ne fut peut-être pas étrangère (1197), et surtout par l'exaltation d'un pape énergique, hardi, décidé à tout tenter pour arracher la papauté et l'Italie, l'Europe peut-être, au péril qui les menaçait : Innocent III (1196), de la noble famille romaine des Signia. Après un tout puissant empereur, un grand pape! comme on avait déjà vu Sylvestre II après Otton le Grand et Grégoire VII après Henri III.

Innocent III; Guelfes et Gibelins; Catharins et Patarins (1196-1215).

C'était le temps où un célèbre docteur, Gérohus, entrevoyait le règne de la paix universelle dans l'établissement de la théocratie romaine. Les avantages que Dante vantait plus tard dans la *monarchie* temporelle des empereurs, il les trouvait, lui, dans la monarchie spirituelle des papes. Innocent III était l'homme qu'il fallait pour tenter de réaliser cette utopie sacerdotale, la seule peut-être qui pût s'opposer à l'utopie de la monarchie impériale, plus menaçante encore.

Agé de trente-sept ans, instruit, énergique, ambitieux, mêlé depuis longtemps déjà comme légat aux grandes affaires de la chrétienté, Innocent veut continuer à la fois la tradition de Grégoire VII et d'Urbain II. C'est le gouvernement intérieur et extérieur, moral et politique de la chrétienté qu'il prétend saisir. Il surveille avec la même autorité jalouse la foi, la conscience et la conduite des souverains et des peuples de l'Europe. Point de distinction pour lui; car c'est la pureté de la foi qui à ses yeux fait la bonne conscience et qui lui répond de la correction de la conduite; aussi la politique releve-t-elle de lui comme l'hérésie et comme le péché. Voyez-le à l'œuvre dans toute la chrétienté. Il prêche une croisade pour rendre au saint-siége le prestige des temps d'Urbain II, et voit les croisés e France et d'Italie se réunir à sa voix; par ses anathèmes il force le roi de France à reprendre sa femme Ingeburge, que celui-ci répudiait, et les rois de Castille et de Portugal à faire la paix en face des Maures; il excommunie en Norvége un roi usurpateur, en Aragon un roi faux monnayeur. En Allemagne, deux princes puissants se disputaient l'empire, Philippe de Souabe, frère de Henri VI, duc de Toscane, et Otton de Brunsvick, duc de Saxe, de la famille guelfe; il revendique le jugement de cette querelle.

Mais c'est en Italie qu'il voulait régner surtout. La reine Constance, morte peu de temps après son mari, avait légué

au pape la tutelle de son fils Frédéric, âgé de deux ans. C'était mettre le royaume du midi entre ses mains; mais, avant tout, il lui fallait être maître de Rome, qui avait repoussé l'autorité de ses prédécesseurs. Le pontife profita d'abord de la haine de la municipalité contre l'empire pour se faire prêter serment par le préfet impérial; ensuite il parvint, à force d'argent, à renverser le premier sénateur, un certain Carus-Homo, et à obtenir de son successeur un serment, si non de vassalité, au moins de respect et de fidélité. Raffermi, quoique pas encore maître à Rome, il soulève, au nom de la liberté, contre les ducs allemands de Romagne et de Spolète, les villes de l'Ombrie et de la Marche, tournant contre l'empire l'arme qui avait ébranlé autrefois le sacerdoce. En Sicile, au nom de son pupille, Frédéric, qu'il fait instruire par le cardinal Savelli, il maltraite le parti allemand, et appuie l'autorité du jeune roi sur le parti national, tout en faisant épouser à un brave chevalier, Gauthier de Brienne, une fille de Tancrède de Lecce, pour se prémunir contre l'avenir. Enfin, pour mieux garantir l'indépendance du saint-siége et de l'Italie, but suprême de ses efforts, il se déclare en Allemagne en faveur d'Otton de Brunswick, de la famille de Welf (d'où Guelfe) contre Philippe de Souabe, de la famille des Weiblingen (gibelin), et obtient du premier, en retour, la possession du duché de Rome, les marches d'Ancône, de Spolète et la partie méridionale de la Toscane, d'Aquapendante à Montéfiascone. Philippe de Souabe était encore maître de tout l'héritage de la comtesse Mathilde; le pape tourne aussi contre lui la tactique qui lui avait déjà réussi contre ses partisans. A son instigation, toutes les villes de la Toscane réunies par députés, sauf Pise, à San-Miniato, sous la présidence de deux cardinaux, forment une ligue particulière et jurent de ne reconnaître aucun empereur sans le consentement de la cour de Rome. C'est Innocent III qui gouverne l'Italie; et sa voix est écoutée dans toute l'Europe. Mais est-ce celle d'un pasteur ou d'un souverain?

Ce puissant pape est d'abord si heureux que la croisade,

même détournée de son but, tourne à sa gloire. Les croisés de France et d'Italie, qu'il avait levés par sa puissante parole au commencement de son pontificat, étaient rassemblés à Venise, quand le doge Dandolo, créancier âpre et exigeant, après les avoir conduits au siége et à la prise de Zara, poussé peut-être par le soudan d'Égypte et par les propositions de Philippe de Souabe et de Conrad de Montferrat, leur persuade d'aller restaurer à Constantinople un prince détrôné. Le pape proteste, menace d'anathèmes ; mais les croisés partent pour le Bosphore, assiégent une première fois Constantinople, rétablissent Alexis IV, puis se brouillent avec lui, prennent la ville pour leur compte, la mettent au pillage et se partagent l'empire. La république de Venise faisait ce qu'avait rêvé Henri VI. Un empire latin s'élevait dans les murs de la cité de Constantin, au profit d'un Baudouin comte de Flandre. Le doge Dandolo ajoute à ses titres de duc de Venise et de Dalmatie, celui de *seigneur d'un quart et demi de l'empire romain*. La république prend pour elle deux faubourgs de Constantinople, l'île de Crète, Corfou, Modon et Coron que les Génois avaient voulu saisir; elle autorise ses citoyens à s'emparer à leurs frais et profits du reste des îles et des côtes, à la charge seulement d'en faire hommage à la république, et voit avec orgueil un Dandolo, duc de Gallipoli, un Sanudo, duc de Naxos, un Navaglieri, comte de Lemnos, tous petits bourgeois devenus princes sur les débris d'un grand empire. Pour sa part Innocent III, qui avait d'abord anathématisé cette désobéissance, s'applaudit d'en recueillir les bénéfices, fait élire un patriarche latin à Constantinople, et croit déjà à l'extinction définitive du schisme et à la réunion de l'Église grecque à la latine.

Cet homme heureux, dont les bras s'étendaient si loin, ne put cependant, comme il l'eût voulu, réunir toute l'Italie en un seul parti pour en faire l'instrument de ses vastes desseins. On sait que la bourgeoisie des villes avait été heureuse de trouver dans quelques nobles accoutumés à la guerre, et toujours accompagnés d'une suite assez nom-

breuse, des auxiliaires et même des chefs contre l'empereur. L'armée lombarde, qui vainquit à Legnano, avait été commandée par Eccelino le Moine et Anselme de Doara. Les villes avaient témoigné leur reconnaissance à la noblesse en lui prodiguant les magistratures, surtout celle de podestat, qui était devenue presque générale dans les cités même les plus puissantes, à Milan dès 1185, à Gênes dès 1191. Les nobles avaient ainsi élu demeure dans les villes, étaient devenus les *concitoyens* des *citoyens*. Cette union de la noblesse et de la bourgeoisie pouvait assurer l'indépendance des villes. Mais bientôt la charge de podestat n'était plus que l'objet de l'ardente ambition des familles puissantes. En possession de ce pouvoir elles voulaient s'y maintenir; privées de ce titre elles voulaient le reconquérir. D'ailleurs, Frédéric Barberousse et Henri VI, pour conjurer ce mouvement d'union, avaient tout fait récemment pour se rattacher la noblesse en lui prodiguant les fiefs, les faveurs; et Innocent III avait par contre donné l'exemple de soulever les villes contre les nobles. Ceux-ci, pour garder le pouvoir où ils l'avaient, ou s'en emparer où ils ne l'avaient pas, étaient donc prêts à embrasser contre les villes, contre le pape, le parti de l'empereur depuis que celui-ci favorisait la noblesse.

Les cités avaient en vain cherché à conjurer, par les conditions qu'elles imposaient aux podestats, les dangers que cette charge faisait courir à leur indépendance et à leur sécurité. Elles ne choisissaient jamais pour podestat un gentilhomme domicilié dans la ville, y ayant ses parents et ses intérêts. Ses pouvoirs étaient de courte durée; le podestat était astreint, à son entrée en charge, à un serment de fidélité à la constitution, et, à sa sortie, au jugement d'un syndicat pour les faits de son administration. Quelquefois même, pour tenir en équilibre les différentes familles nobles qui dominaient dans leurs murs, les villes partageaient entre elles l'élection à la magistrature du podestat. Mais le peuple des cités lui-même n'était pas uni; menacés en haut par la noblesse, les bourgeois l'étaient en bas par les gens de petits mé-

tiers, qui commençaient à réclamer dans l'élection aux magistratures la part dont ils avaient été jusqu'ici presque partout exclus. On conçoit le parti que la noblesse, qui se cantonna au milieu des villes dans des palais aux fortes murailles devenus de véritables forteresses, pouvait tirer de ces divisions, tantôt en excitant l'animosité des petites gens contre les gros bourgeois, tantôt en défendant ceux-ci contre les premiers, enfin, en se rendant partout et toujours nécessaires. Ainsi, à Milan, les petits artisans, soutenus par les nobles, opposent à la *società de Gagliardi*, la *credenza di San Ambrosio*. On voit en présence à Reggio (1199) les *Mazzaperlini* et les *Scopazati*, à Brescia (1200) la ligue de Saint-Faustin en face de celle de Brighella, personnage qui devint, sur le théâtre, le type du plébéien d'Italie. Ces nobles et ce petit peuple se battent contre les bourgeois, les *concitoyens* contre les *citoyens*, sur les places publiques, dans les carrefours, dans les rues, au seuil des maisons. On s'exilait, on se menaçait; et les révolutions succédaient aux révolutions.

Au moment où le pape Innocent III opposa le guelfe Otton IV au gibelin Philippe de Souabe, l'Italie se trouvait donc profondément divisée, bien qu'il s'agît de son indépendance. On ne voyait pas seulement, d'un côté, les villes sous le drapeau guelfe et la haute noblesse sous le drapeau gibelin. Il y avait division dans le sein des villes même et souvent entre les nobles. Le triomphe du guelfe Otton IV par la mort de son compétiteur, en 1208, jeta encore une plus grande confusion dans la péninsule. Appelé au trône par le pape et par les Italiens, mais maintenant héritier, comme empereur, de la politique gibeline, il semblait devoir tout concilier. Il s'en flattait lui-même : il se croyait appelé à apaiser, au profit de son autorité, les rivalités et les haines. Tout, d'abord, parut répondre à ses espérances. Dans la marche de Vérone, où les deux factions se chassaient successivement de Vicence, de Padoue et de Ferrare, Eccelino le Moine et Azzo d'Este, mandés devant lui, après s'être renvoyé, en sa présence, les accusations les plus odieuses, cédèrent enfin à ses instances et

parurent se réconcilier. Mais, à Rome, l'incompatibilité éclata. Couronné solennellement par le pape Innocent III, Otton se rappela moins des services du pape et des Italiens que de ses droits impériaux; il prétendit mettre le comble à cette œuvre de réconciliation des Italiens, et de restauration du pouvoir impérial, en revendiquant ses droits sur l'héritage de la comtesse Mathilde, et en arrachant l'Italie au jeune Frédéric, fils de Constance. Déjà il disposait du duché de Spolète pour un des siens et se mettait en devoir de marcher sur Naples. En cela il ne faisait que pousser à l'extrême les conséquences de la lutte commencée entre les deux familles. Mais ce n'était point le compte du pape Innocent III, qui voyait la papauté et l'Italie victimes d'un éternel cercle vicieux, sur le point d'être remises par un Guelfe dans le péril qu'il avait cru conjurer en renversant un Gibelin.

Ce pape énergique était alors enhardi par ses succès temporels et spirituels dans toute la chrétienté. Après la réunion de l'Église grecque, il jetait contre les Almohades les rois d'Espagne, autrefois rivaux, maintenant réunis. L'hérésie, au sein de la chrétienté, levait la tête; en France, celle des Albigeois, qui se retrouva en Italie même dans les *catharins* et les *patarins*. C'était aux yeux d'Innocent une trahison; il précipitait donc le nord de la France sur le midi pour étouffer dans le sang cette semence d'erreurs. En Angleterre, le roi Jean, entouré d'ennemis, lui faisait hommage de sa couronne. Il l'acceptait. Guerres contre les Grecs, contre les Maures, contre les hérétiques, contre ses adversaires même; Innocent transformait tout en croisade! La foi était son levier; par ses *mandats*, nouvelle forme d'élection, il disposait de toutes les dignités ecclésiastiques. Avait-il besoin d'agents? François d'Assises, qui avait donné ses biens pour entrer en pauvreté, qui avait prêché les petits oiseaux ses frères, et les fleurs ses sœurs, ramène les hérétiques par sa douceur mystique. Dominique, dont l'approche épouvante le démon, les poursuit de ses menaces. Innocent III organise ce zèle dans les deux ordres de

mendiants fondés par ces saints. La pensée romaine inspirait et conduisait tout; le règne de la théocratie semblait arrivé.

Maître du monde, Innocent pouvait-il souffrir un rival en Italie? Il entreprend donc de déposer l'empereur qu'il a créé et de ramener au trône la famille qu'il en a précipitée. Il lance l'anathème contre Otton, fait épouser Constance, la fille du roi d'Aragon, à son pupille, au jeune Frédéric, au Gibelin, au fils de Henri VI, et il l'envoie en Allemagne, en exigeant seulement de lui la promesse de laisser la Sicile à son fils au berceau, et de ne jamais réunir sur sa tête la couronne de l'empire et celle de Palerme. L'indépendance du saint-siége, la liberté de l'Italie, le salut du principe guelfe étaient à ce prix.

Ce revirement de la politique pontificale, en mettant à une nouvelle épreuve l'esprit cependant mobile des Italiens, jeta le plus grand désarroi parmi ceux qui s'appelaient déjà Guelfes et Gibelins, et qui, se trouvant placés entre leur drapeau et leur principe, ne savaient plus distinguer l'un de l'autre. Tandis que l'empereur Otton IV, abandonnait l'Italie pour conserver l'Allemagne, où le le jeune Frédéric le suivit bientôt, la guerre éclata parmi les cités et les seigneurs de la péninsule. Plus fidèles au nom qu'au principe de leur faction, les Milanais et une partie des villes qui avaient combattu pour la liberté de l'Italie, sous le drapeau du saint-siége tenu par Alexandre III, se refusèrent, en dépit des injonctions du pape Innocent, à reconnaître le petit-fils de celui qui avait fait raser leurs villes. Pavie, Parme, et les villes toujours dévouées à l'empire contre le saint-siége, embrassèrent cette fois la cause du pape, servie par un Gibelin. Dans la Toscane seulement, et dans la Romagne, les villes se montrèrent plus conséquentes : Spolète, Florence et les villes de la ligue guelfe, en vertu du serment prêté à Innocent III, abandonnèrent Otton IV pour le jeune Frédéric, malgré les nobles des Apennins et la ville de Pise toujours dévouée aux personnes et aux principes gibelins. Parmi les seigneurs, plus généralement

fidèles au principe qu'au drapeau, le marquis Azzo d'Este, aida le Gibelin Frédéric, devenu le représentant du parti guelfe, contre Eccelino le Moine, resté dans le parti de l'empire. L'alliance conclue au nom du même drapeau, mais avec des principes différents, d'une part entre Eccelino et la ligue milanaise, de l'autre, entre Azzo d'Este et la ligue pavésane, ne fut pas l'exemple le moins étrange de cette confusion des personnes et des choses, des mots et des idées.

L'incertitude des esprits et le trouble des opinions faisaient la part trop belle aux rivalités particulières des nobles, à la haine des bourgeois des villes contre ceux-ci, et à la jalousie des gens de petits métiers contre les gros bourgeois, pour que la lutte ne descendît pas jusqu'au sein du même parti, de la même cité, de la même famille. Mais ce qui mit le comble à la confusion, ce fut à ce moment même la propagation de l'hérésie des *catharins* et des *patarins*, frères des Albigeois, contre lesquels Innocent III déchaîna ses milices nouvelles de saint François d'Assises et de saint Dominique. On combattait gibelins contre Guelfes, concitoyens contre citoyens, hérétiques contre moines mendiants. L'excommunication allait frapper dans tous les rangs, mais principalement, au milieu des familles nobles ou des cités, ceux que leur opposition à la politique du saint-siége faisait accuser plutôt que les autres de tolérance ou même d'affection pour les hérétiques.

Au milieu de cette guerre de tous les instants et sur tous les points à la fois, le parti pontifical triompha en Italie, comme Frédéric, reçu avec enthousiasme dans le pays de ses pères, l'emporta en Allemagne sur Otton IV. La guerre était partout et Innocent conduisait tout en Europe. A la bataille de Bovines (1214), Philippe-Auguste, son allié, combattait dans les partisans d'Otton ses propres ennemis; et à la bataille de Moret, dans le midi de la France, Montfort culbutait pour lui les hérétiques et le roi d'Aragon. En Italie, Eccelino le Moine, il est vrai, parvient à dominer avec sa faction dans la plu-

part des villes de la Marche, par la mort d'Azzo d'Este, qui ne laissa qu'un enfant en bas âge, incapable de soutenir son parti. Mais la ville de Milan essuie défaites sur défaites; et, dans la Toscane, Florence, à la tête des autres villes guelfes, attaque les châteaux et les places fortes des gentilshommes, étend sa banlieue à leurs dépens, et les force à prendre le droit de bourgeoisie dans ses murs.

C'est le commencement de la puissance de cette ville, forte encore par sa simplicité et ses mœurs, *sobria e pudica*, dit Dante; heureuse si la première querelle qui éclata bientôt parmi les nobles nouveaux venus, entre les Buondelmonti et les Amidei, ne lui avait annoncé, au commencement même de sa grandeur, la cause de ses malheurs futurs, si bien comprise plus tard par le poëte :

« Sempre *la confusion delle persone*
Principio fu del mal della cittade. »

« La confusion des classes fut toujours le principe du mal dans la cité. »

Le concile de Latran, rassemblé par le pape en 1215, pour les intérêts de la foi en Orient et en Occident, et pour la réconciliation de l'empire et de l'Italie, achève de montrer quelle était la puissance d'Innocent III. On y prêche une croisade nouvelle en faveur de Jérusalem. La guerre des Albigeois y est discutée devant le pontife. Le roi d'Angleterre, le traître Jean sans Terre, y implore la protection pontificale. Innocent III y fait reconnaître Frédéric II comme roi légitime d'Italie, et excommunie les Milanais à cause de leur attachement à son rival et aux catharins; son refus seul de donner encore la couronne au jeune vainqueur, tant que vivrait Otton, laisse un prétexte à la lutte, qui fut encore très-vive. Une partie de ces résolutions devait être cependant frappée de vanité. Innocent III mourait, en effet, un an après (17 juillet 1216), témoin d'une guerre universelle des chrétiens au lieu de la paix universelle qu'il avait rêvée. Il avait rendu son chef au parti gibelin en Allemagne et en Italie, c'est-à-dire ranimé la lutte dans les deux pays. Le fils de Phi-

lippe Auguste guerroyait, en Angleterre, le nouveau vassal du saint-siége. Les Albigeois, favorisés par l'opinion publique, relevaient la tête. Personne ne songeait à Jérusalem, et l'empire latin chancelait déjà. Le pape voulait se mettre à la tête d'une croisade, lorsqu'il expira tout-puissant mais sans les grandeurs de l'exil qui achevèrent de couronner Grégoire VII.

Frédéric II et Grégoire IX ; bataille de Corte-Nuova (1220-1241).

Frédéric II, avait été couronné roi des Romains à Aix-la-Chapelle du vivant d'Innocent III; mais, celui-ci mort, il avait prétexté la jeunesse de son fils pour ne point se démettre encore du royaume de Sicile. Il comptait sur l'affection et la faiblesse du successeur d'Innocent, Honorius III qui l'avait élevé. Et il ne se trompa point. Né en Italie, parlant de préférence la langue italienne, le jeune Frédéric n'était pas homme à renoncer comme il l'avait promis à la domination d'un pays qu'il aimait avec passion. Seulement, élevé à l'école d'Innocent, joignant à la violence de l'ambition germanique une prudence toute méridionale, il ne procéda point comme son grand-père Frédéric Barberousse. Il flatta les désirs du nouveau pape en promettant de partir pour la croisade, se fit couronner à Rome, avec sa femme Constance, dans l'Église Saint-Pierre, envoya son jeune fils le représenter en Allemagne et demeura en Italie.

Installé là, il ne parut d'abord occupé que du soin de gouverner son royaume. Il y acheva, en effet, ce qu'avait commencé Roger et que les successeurs de celui-ci avaient laissé dépérir; il dompta les nobles, rassembla un parlement à Capoue, revisa tous les priviléges, réforma tous les abus du système féodal, et transporta de Sicile dans la Capitanate, à Lucera, une colonie entière de vingt mille Sarrasins, pour servir aux desseins qu'il méditait. C'était un prince d'une espèce nouvelle que ce Frédéric II. Entouré de savants grecs, juifs, arabes, de médecins et de

docteurs en droit, il avait la passion d'innover et il croyait pouvoir pénétrer même les secrets de la nature. Il fondait une université à Naples et faisait rédiger pour ses sujets de Sicile, d'après les principes de la raison, un code de lois qui porte son nom. Pour lui des baillis jugent au civil et au criminel; une haute cour d'appel s'ouvre aussi à Capoue. Plus de guerre privée, plus de duel judiciaire, plus de droit de bris, plus d'intérêt usuraire.

Cette autorité d'un genre nouveau, c'était sur l'Italie tout entière que Frédéric voulait l'étendre, mais il prétendait y arriver surtout par la politique. Attiré naturellement dans les querelles infinies qui la divisaient encore, il renoue les liaisons de l'empire avec ses partisans gibelins, prend occasion de toutes les querelles, pour s'immiscer dans ses affaires et ne cache point ses préférences pour son véritable parti. Il nomme Thomas de Savoie, son lieutenant en Lombardie; il crée un comte dans la Romagne, et laisse aller les choses en Toscane, où, grâce à l'émancipation des nobles et des villes, pape et empereur ne pouvaient plus rien réclamer. Il continue enfin, à endormir Honorius en promettant la croisade, et trouve toujours de nouveaux prétextes à ses délais, sans lasser le pape, qui lui fit même épouser Iolande, fille de Jean de Brienne, roi de Jérusalem, afin d'assurer mieux l'expédition. Les villes cependant furent moins confiantes. En 1226, lorsque Frédéric convoqua une grande assemblée des états à Crémone, sous prétexte de terminer toutes les querelles de la péninsule, Milan, Bologne, Alexandrie et huit autres villes, au lieu de répondre à son invitation, conclurent entre elles une ligue défensive de vingt-cinq ans, sous le nom de *societas Lombardorum*. Désunies par leurs inimitiés particulières, elles se réconciliaient tout-à-coup, devant leur ennemi commun qu'elles avaient tout à coup reconnu malgré ses déguisements. Henri, roi des Romains, qui avait été appelé par son père, ne put passer les Alpes et Frédéric II lui-même faillit être tué à Bologne. Honorius intervint et fit faire la paix entre les villes et l'empereur mais, comme on pouvait s'y attendre, pour peu de temps.

L'avénement en 1227 de Grégoire IX, vieillard nonagénaire, d'un caractère violent et d'une indomptable volonté, ajouta l'inimitié du saint-siége à celle des villes lombardes. Nouveau représentant de la théocratie romaine, qu'il avait vu fleurir dans sa jeunesse, celui-ci ne rêvait que la croisade qui montrait le pape comme chef des chrétiens. Il ordonna à Frédéric II d'accomplir enfin son vœu. Frédéric s'embarqua à Brindes pour la Terre Sainte, mais il revint tout à coup à Otrante ramené par la peste et la tempête. Grégoire IX n'admit point cette excuse, et, commençant par où il aurait dû finir, il lança l'excommunication contre l'Empereur et mit le feu à la Lombardie. Frédéric, obligé de plier, dissimule encore; il se contente d'exciter sous main les Frangipani à Rome contre le pape, et accomplit avec grand fracas son départ pour protester contre la violence du pontife (1227). Arrivé en terre sainte, il apprend sans s'effrayer que la Lombardie est soulevée, qu'un chapelain du pape marche avec Jean de Brienne, quelques soldats et des alliés siciliens, contre Naples, et que le pape le frappe de nouveaux anathèmes. Il prend lui-même sur l'autel la couronne de Godefroy de Bouillon dans l'église de Jérusalem, et, par un traité avec le sultan d'Égypte, que le pape dénonça comme un *exécrable forfait*, il s'assure la possession de cette ville que tant de croisés n'avaient pu reprendre par les armes (1229). De retour en Italie, après ces étranges exploits il n'a qu'à courir de Brindes à Lucera et à ramasser ses fidèles Sarrazins pour faire fuir son beau-père, le chapelain et les *porte-clefs* au delà du Garigliano et détacher, bon gré mal gré, par le traité de San Germano, le pape des villes lombardes en lui promettant des secours contre les Romains qu'il avait soulevés.

La politique était l'arme favorite du petit-fils de Barberousse. Après avoir accompli son vœu, mais à sa manière, aux yeux de la chrétienté, il reprit son œuvre interrompue et convoqua à Ravenne en 1231 une diète solennelle dans l'espoir d'éteindre sans combat entre les villes et dans les villes, des guerres qui ne semblaient

plus avoir d'objet, mais qui continuaient comme d'elles-mêmes dans toute la péninsule; Eccelino de Romano et son frère Albéric s'y rendirent et y conclurent avec l'empereur cette alliance qui devait les attacher si étroitement à la fortune de la famille gibeline et de l'empire. Mais Azzo d'Este et les villes lombardes attaquèrent, malgré les exhortations mêmes du pape, le roi des Romains, Henri, et les seigneurs allemands qui se rendaient à la diète.

La parole d'un des moines répandus alors de tous côtés pour servir les intérêts de la foi et ceux de la politique pontificale, frère Jean de Vicence, parut seule un instant assez puissante pour faire cesser la lutte; il allait prêchant partout sur ce texte : *Je vous donne ma paix, je vous laisse ma paix*. En face du gouvernement politique, le gouvernement de la foi tentait de se relever par cette voie nouvelle. L'éloquence du frère Jean de Vicence toucha les seigneurs de Romano, d'Este, les citoyens des villes de Vicence et Vérone; il réunit, à Paquara, une assemblée considérable de prélats, de seigneurs, de bourgeois de la marche, et leur fit jurer une paix générale qui dut être cimentée par le mariage d'une Romano avec un d'Este; mais l'ambition et le fanatisme gâtèrent promptement ce succès; le moine, s'étant laissé faire seigneur et podestat de Vérone, commença par offrir en un jour un holocauste de soixante hérétiques pour célébrer la paix, et prétendit imposer à ces deux villes la discipline d'un couvent ou au moins d'un ordre militaire, le tout au profit du parti guelfe. Les Véronais appelèrent les Padouans; Jean de Vicence marcha contre eux, fut défait et pris. Mis en liberté seulement sur l'ordre du pape, il finit obscurément ses jours à Bologne.

Toute la politique et tous les sermons du monde ne pouvaient conjurer la lutte. Elle entraîna de nouveau Grégoire IX et Frédéric II. Il y avait dans ces personnages plus que deux intérêts, il y avait deux principes en présence. Le vieux Grégoire IX ne caressait d'autre pensée que la croisade contre les infidèles, l'extirpation de l'hé-

résie et la domination de l'Église. Toujours entouré de moines mandiants, franciscains et dominicains, il faisait rassembler et publier un recueil canonique des lois et ordonnances de l'Église pour maintenir son autorité temporelle, en même temps qu'il s'efforçait de défendre l'orthodoxie. L'empereur Frédéric II au contraire, dans ses palais de Naples et de la *trilingue* Palerme, au milieu de poëtes, d'artistes, de favoris, d'astrologues, de légistes, de Sarrasins, raillait parfois les vieilles croyances, bravait les mœurs chrétiennes et méditait en tout cas, sinon le renversement de la théocratie romaine, au moins l'établissement d'un gouvernement nouveau, fondé sur des principes rationnels et laïcs. La lutte entrait dans une nouvelle phase, celle du régime civil naissant contre le régime ecclésiastique à son déclin.

Le plus dangereux était que cet esprit nouveau se répandait du midi au nord et, sous différentes formes, semblait prendre possession de la péninsule. Les Romano en particulier étaient véhémentement soupçonnés de favoriser les hérétiques catharins et patarins, comme Frédéric favorisait les Sarrasins. Grégoire IX pressa un jour vainement Eccelino III et Albéric de lui livrer leur père, Eccelino le Moine, retiré cependant dans un couvent, mais fort suspect d'hérésie. Eccelino III partageait, mais avec plus de haine et de férocité, le scepticisme de l'Empereur, son grand ami, son modèle en maintes choses. Après tant de luttes religieuses, nulle part les foudres pontificales n'inspiraient moins de crainte, et ne rencontraient plus de railleries qu'en Italie. Les municipalités des villes, et Rome, la première, poursuivaient comme Frédéric tous les priviléges du clergé, et entraient en lutte avec lui pour le soumettre aux impôts et à la justice communes des tribunaux laïques. A Parme, dans une guerre à ce sujet entre les bourgeois et l'évêque, une loi condamna à être enterré dans le fumier quiconque se repentirait au lit de mort d'avoir fait opposition à l'Église.

La lutte entre le sacerdoce et l'empire, l'esprit théocratique et l'esprit moderne, l'Italie et l'Allemagne, re-

présentés par Grégoire IX et Frédéric II, éclata enfin dans toute sa fureur, quand, par un retour à la vieille politique italienne, Henri, roi des Romains, fut poussé par les Milanais à la révolte contre son père. Croyant reconnaître à ce coup aussi la main du saint-siége, Frédéric en 1234 lança d'abord Eccelino de Romano et les Sarrasins sur les villes de la Lombardie et de la Romagne qui avaient proclamé Henri. Puis, vainqueur de son fils, dans une rapide excursion en Allemagne, où il le fit frissonner et se maria une troisième fois, il revint en 1237, décidé à en finir, en Italie. Il rencontra à la tête de ses Allemands, de ses partisans italiens et de ses Sarrazins, sur l'Oglio, l'armée de la ligue milanaise près de Cortenuova. Ce devait être une bataille décisive comme celle de Legnano sous Barberousse. Malgré le dévouement de la compagnie des forts (*società de' forti*), le carroccio milanais fut pris sur un monceau de cadavres; dix mille Lombards portés à terre ou faits prisonniers, et parmi eux le podestat lui-même, Pierre Tiepolo, fils du doge de Venise. Le vainqueur, comme pour insulter au saint-siége, envoya avec une lettre pompeuse le carroccio de Milan au sénat et au peuple de Rome.

Frédéric II crut pouvoir disposer de l'Italie. En 1238 il donne sa fille Salvaggia en mariage à Eccelino III, maître maintenant de la marche véronaise et chef gibelin des seigneurs châtelains dans les villes féodales dont ils sont devenus les concitoyens. En sa faveur au contraire dans les villes de tradition romaine, Frédéric soulève les citoyens contre les seigneurs; il fait épouser à un de ses fils, Enzio, Adelasia, riche héritière de Sardaigne, et lui confère le titre de roi de ce pays. Sur le pape, il réclame le duché de Spolète et la marche d'Ancône. En Sicile, il fait expulser tous les dominicains et franciscains qui conspiraient contre lui, lève une contribution sur le clergé, et interdit toute communication entre ses sujets et le saint-siége. Lui seul, disait-il, par la voix de ses légistes, était le maître, « il était la loi vivante sur terre (*animata lex in terris*) ».

Grégoire IX ne tomba pas au moins sans combat; il frappa de l'anathème cet impie, ce *monstre vomi par la*

mer, déjà en marche sur Rome. Il souleva le peuple dans les villes féodales contre les seigneurs châtelains; et il soutint ceux-ci contre le peuple dans les villes romaines; on prit les armes moins pour le pape et l'empereur qu'en haine les uns des autres. On ne se battit pas seulement de ville à ville, mais dans les villes. Les chroniques en font foi. Les routes sont pleines d'exilés. « Hélas, dit l'un, nos amis sont en exil, pourquoi ne rentrent-ils pas dans leurs foyers. » A Pérouse, dit un autre, « les pères combattaient les fils, les fils levaient l'épée contre leurs pères » et on pouvait dire de beaucoup de villes comme Platina de Mantoue: « Au milieu de tant de confusion la ville fut entièrement dévastée et abandonnée par un tiers de ses habitants. »

A bout de moyens, le pape enfin déclara l'empereur déchu de sa couronne impériale et la proposa à Robert d'Artois, frère du roi de France. Louis IX porta au pape le dernier coup. Il refusa pour son frère, et écrivit de sévères admonestations au pontife, « qui voulait avec l'Empereur fouler tous les rois à ses pieds. » Frédéric II, qui rendait au pape injure pour injure et le traitait *d'antéchrist*, après s'être heurté contre les résistancee des villes lombardes renfermées dans leurs murailles, prit Ravenne, Bénévent et commença à bloquer son adversaire dans Rome. Le courageux vieillard tenta de mettre la chrétienté entre lui et son adversaire; il convoqua pour la fin de l'année 1241, dans l'église de Saint-Jean de Latran, un concile général. Gênes, où furent envoyés deux légats, mit ses flottes à la disposition des prélats qui se dirigeaient en foule vers son port. Mais Frédéric joignit ses flottes à celles de Pise et attaqua la flotte qui portait le concile, près de Meloria, en face de l'île de Monte-Christo. Les Génois furent complétement défaits. Vingt-deux bâtiments avec leurs passagers, dont deux cardinaux, une foule d'évêques, d'abbés, de députés des villes lombardes tombèrent au pouvoir du vainqueur. L'Empereur fit conduire les prélats à Pise et les chargea de chaînes d'argent. Jamais affront plus sanglant n'avait été fait au saint-siége; la bataille maritime

de Meloria achevait ce que celle de Cortenuova avait commencé. Grégoire lança encore l'excommunication et mourut peu de temps après à l'âge de cent ans (1241).

Innocent IV; mort de Frédéric II; Conrad IV; chute de la domination allemande (1242-1252).

Pendant un interrègne pontifical de près de deux ans, Frédéric, qui ne ménageait pas ses railleries au conclave, fut tout-puissant au midi et au centre de l'Italie, sinon dans le nord. Mais l'élection de Sinibaldo Fieschi, sous le nom d'Innocent IV, changea (1243) la face des affaires.

Sinibaldo Fieschi était un caractère fier, un profond canoniste, un homme d'énergie et de ressources. Encore ami de Frédéric la veille de l'élection, il était le lendemain même son ennemi déclaré, comme l'avait prévu l'Empereur. Les Mongols menaçaient alors non-seulement l'empire latin et Jérusalem, mais la chrétienté tout entière; ils approchaient de Vienne en vainqueurs, et Frédéric était obligé de se priver d'une partie de ses forces pour les arrêter. Le pape ne perdit point de vue néanmoins les intérêts politiques du saint-siége. On se battit encore partout; on exerça les uns contre les autres des vengeances terribles, de véritables carnages, souvent à cause de la parenté des familles rivales, mais l'épuisement était général. Si les Gibelins étaient vainqueurs dans le Midi, les Guelfes résistaient dans le Nord. Après quelques commencements de négociations, au succès desquelles aucun des deux partis n'avait foi, Innocent IV s'entendit avec le podestat de Gênes prévenu de tout, s'échappa de Rome, s'embarqua à Civita-Vecchia, et, reçu avec enthousiasme dans le port de sa ville natale, il ne s'arrêta que dans la ville de Lyon, où il convoqua, pour l'année 1245, le concile que Grégoire IX n'avait pu rassembler.

Un concile en effet paraissait bien nécessaire. Les Mongols étaient toujours là. L'empereur latin Baudouin I implorait le secours du pape pour son empire déjà en ruine

les Templiers vinrent dépeindre le triste état des colonies syriennes. Innocent IV songea surtout à sa querelle : « Détruisons d'abord le dragon, disait-il, les serpents seront bientôt écrasés. » La nouvelle de l'évasion du pape et de la réunion du concile, où l'on ne compta cependant que cent quarante-quatre membres, frappa Frédéric comme d'un coup de foudre. Il envoya, pour se défendre contre les accusations d'hérésie, d'impiété et d'alliances sacriléges avec les Sarrasins, son chancelier Pierre des Vignes, et son grand justicier Thaddée de Suessa. Le premier se tut; le second vengea son maître par d'éloquentes paroles et promit pour lui de partir à la tête des chrétiens contre les Mongols; il obtint d'abord un sursis ; mais Frédéric refusa de comparaître dans une assemblée où l'attendait une condamnation certaine ; et, en son absence, malgré les larmes de Thaddée, sans consulter le concile, sans recueillir les voix, le pape Innocent IV, au milieu d'un silence plein d'effroi, déclara Frédéric II impie, sacrilége et parjure, déchu de ses couronnes d'empire, de Jérusalem et de Sicile, et ses sujets, déliés du serment de fidélité, appelés en Allemagne à choisir un nouvel empereur. « Jour de colère, de tribulations et de douleurs, s'écria Thaldée, réjouissez-vous, hérétiques ! races de païens, soyez satisfaites ! Sarrasins et Mongols, faites vos invasions sans crainte et sans pitié ! — J'ai fait mon devoir, reprit le pape, le reste est à Dieu. »

Frédéric II jura que sa couronne ne tomberait que dans des flots de sang. La fureur des deux ennemis en effet épouvanta la chrétienté. De Turin, l'Empereur voulut s'élancer sur Lyon pour y saisir le pape. Il en appela à tous les rois de la chrétienté. « Comment pouvez-vous, leur dit-il, obéir aux fils de vos sujets, à des hommes qui s'engraissent des aumônes et ensuite se tournent contre les bienfaiteurs de l'Église. Si je péris, c'en est fait de vous. » Innocent IV fit élire un anticésar en Allemagne, prêcha une croisade contre l'excommunié en Italie, ordonna la fonte des vases et des cloches des églises, déchaîna ses moines au nord pour ranimer la résistance des villes lombardes, et dans la Sicile pour introduire la révolution communale

jusque dans le royaume de prédilection de Frédéric. La lutte pour la suprématie entre le pape et l'empereur, entre l'esprit théocratique et l'esprit laïque, s'exaspérait de toute l'ardeur des passions nationales de l'Italie contre l'Allemagne et des rivalités des classes et des localités italiennes entre elles.

L'Empereur maintint quelque temps la Lombardie par Eccelino, la Romagne et la Toscane par ses deux fils naturels, Enzio et Manfred, le royaume de Naples par lui-même, le tout au milieu de conspirations qu'il punissait par les plus grandes cruautés. Mais en 1247 la ville de Parme tomba aux mains du parti guelfe. L'Empereur chercha en vain à reprendre cette place importante qui mettait en rapport toutes les villes guelfes. Il s'y obstina un an, et fit bâtir aux portes mêmes de Parme la ville de Vittoria pour prouver que le siége ne serait jamais levé. Le cardinal légat Grégoire, qui défendait la ville, surprit Vittoria, pendant une courte absence de Frédéric, la livra aux flammes, prit Thaddée de Suessa, qui fut coupé en morceaux, et poursuivit l'Empereur jusqu'à Borgo San Donnino. Presque toute la contrée redevint guelfe. Un échec plus grave encore suivit celui-ci dans la Romagne; le cardinal Ottaviano Ubaldini, de Bologne, centre de ses opérations, pressait Modène et Reggio. Le jeune Enzio, à la tête de quinze mille gibelins, marcha au secours de ces deux villes, rencontra les milices bolonaises non loin d'Oliveto, fut battu, mis en fuite, trahi dans sa retraite par une boucle de ses beaux cheveux blonds, et ramené prisonnier à Bologne où on refusa opiniâtrement de le rendre à son père (1249).

Ce coup atteignit profondément Frédéric II. Il voyait tous les siens tombés comme Thaddée de Suessa et Enzio, ou traîtres comme Pierre des Vignes, qui, privé de la vue par son ordre, se brisa la tête contre la muraille. Quelquefois il songeait à se soumettre et offrait d'abdiquer l'empire, d'aller mourir en Terre Sainte; il consentait à ce que l'Allemagne et la Sicile fussent divisées, mais au moins entre ses enfants légitimes. Mais Innocent poursuivait l'a-

néantissement de cette *race de vipères*, et la conquête de la Sicile; il était inexorable. Alors l'Empereur brisé, malade de fureur, appelait de nouveaux Sarrasins d'Afrique pour se venger sur Rome et il avait envie de s'adresser aux Mongols. Il rêvait de prendre, comme un prince musulman, le gouvernement de l'Église pour la réformer, en la soumettant à l'État. C'était reconstituer le pouvoir impérial comme un califat d'Occident. Au moment où Eccelino répandait des torrents de sang pour lui donner la main, la mort subite de l'Empereur à Fiorenzuola, dans la Capitanate (13 décembre 1250), épargna à l'Italie une dernière lutte qui eût atteint le paroxysme de la fureur et du délire. Apaisé à ses derniers moments, Frédéric II dicta son testament et mourut chrétiennement entre les bras de deux prêtres, mais sans vouloir rien sacrifier des droits de ses héritiers. Sa mort cependant annonça la chute de la domination allemande et de l'autorité impériale en Italie.

Le fils de Frédéric II, Conrad IV, roi des Romains, avait trop à faire d'abord contre les anticésars qui lui étaient opposés, en Allemagne, pour songer à l'Italie. Au midi de la péninsule, un fils de Frédéric II, Manfred, prince de Tarente, déclaré par le testament de son père vice-roi des Deux-Siciles en l'absence de Conrad, était de naissance illégitime et âgé seulement de vingt ans. Les fureurs d'Eccelino, au nord de l'Italie, le faisaient détester de tous, et l'Allemagne était alors bien désintéressée de ces expéditions et de ces conquêtes lointaines qui faisaient de ses princes autant d'étrangers qui ne s'adressaient à elle que pour lui demander son sang au profit de leur ambition.

Innocent IV, qui avait sauvé à Lyon l'Italie compromise à Cortenuova, revint en triomphe en Italie (1251); les Génois coururent au-devant de leur concitoyen. L'ovation de Milan surpassa encore celle de Gênes. La multitude, rangée sur le passage du pontife, couvrit la route jusqu'à dix mille pas hors des murs. Innocent crut le moment venu de rétablir la domination du saint-siége dans toute la péninsule. Il tint cour plénière dans la capitale de la Lombardie, revendiqua la propriété entière du royaume de Si-

cile, prononça entre les factions, nomma de sa propre autorité le podestat de Milan, et lança l'excommunication contre Eccelino. « Dieu soit loué » s'écriait le pontife victorieux « la tempête menaçante s'est changée en une bienfaisante rosée ; » et il prêchait déjà une croisade contre les héritiers de Frédéric II, et espérait faire révolter contre eux les Napolitains. Rome, la première, ne lui fit pas un si bon accueil ; lasse, comme la plupart des autres républiques de la turbulence des nobles, elle avait confié le pouvoir pour trois ans à un podestat bolonais du nom de Brancaleone, qui ne l'avait accepté que comme une dictature. Ce rude sénateur, qui ne souffrait pas un délit sans le punir, qui rasait les maisons fortifiées des gentilshommes au moindre prétexte, et laissa un souvenir cher aux Romains, ne comprit pas qu'Innocent IV voulût faire ses conditions avant d'entrer dans la ville. Sous prétexte qu'il était malséant à un pape d'errer sans feu ni lieu, il enleva Innocent, l'amena dans Rome bon gré mal gré, l'y surveilla et le tint en bride tout comme un autre.

L'arrivée et les rapides succès du jeune Conrad IV, « cet autre Archelaüs, fils d'un nouvel Hérode » vainqueur de ses compétiteurs allemands, firent craindre un instant que tout ne fût pas encore fini par la mort de Frédéric. Débarqué sur les flottes de la Sicile et de Pise, au pied du mont Gargano, Conrad n'eut qu'à se présenter sur un terrain bien préparé par Manfred pour se faire reconnaître partout. L'abbaye du mont Cassin, sur sa montagne crénelée, fut escaladée. Naples fut emportée d'assaut, et Conrad fit mettre un mors au cheval de bronze, symbole de l'antique Parthénope. Mais la mort prématurée de ce jeune homme mit soudainement un terme à la lutte qui recommençait. Il ne laissait pour héritier qu'un enfant, le jeune Conradin. Les grands vassaux allemands ne tinrent point compte de ce dernier rejeton légitime de Frédéric II ; ils offrirent la couronne impériale à des étrangers, à un Richard de Cornouailles, à un Alphonse de Castille, qui ne mirent jamais le pied dans leur empire ; et ainsi ils donnèrent lieu à ce grand interrègne qui ne permit plus à l'Allemagne,

pour longtemps, de peser sur l'Italie. «Autant vaudrait m'avoir dit», s'écriait un jour le premier, au sujet de l'empire, «comte, je te donne la lune, va la prendre». L'empire allemand, comme épuisé après tant de luttes, tombait pour ainsi dire de lui-même et affranchissait la péninsule de toute domination étrangère ainsi que le reste de l'Europe de la crainte d'une domination universelle. Ce résultat était dû en grande partie à la papauté. Heureuse l'Italie si le saint-siége l'avait également délivrée de toute ambition et de toute discorde!

LIVRE VIII.

L'ITALIE MONARCHIQUE ET ANGEVINE (1254-1303).

Alexandre IV; Manfred, roi de Naples (1054-1061); Clément IV, Martin IV; conquête de Naples par Charles d'Anjou; mort de Manfred et de Conradin. Projets de Charles, sa puissance en Italie et en Orient; restauration de l'empire d'Allemagne par Rodolphe de Habsbourg; Grégoire X, Nicolas III (1261-1280). — Les Vêpres siciliennes, chute de Charles d'Anjou; Naples reste à Charles le Boiteux; la Sicile passe aux Aragonais (1282-1285). — Boniface VIII; son ambition, ses luttes, sa fin (1284-1303).

Alexandre IV; Manfred, roi de Naples (1054-1061).

La chute de la dynastie souabe et de la domination allemande en Italie commençait pour la péninsule une période nouvelle, celle de l'indépendance.

Elle a duré depuis le milieu du treizième siècle jusqu'au milieu du seizième. Et, pendant cette longue période, la péninsule jouit d'une grande prospérité et jette un grand éclat. Les crises, les vicissitudes, les catastrophes même, ne lui sont point épargnées. Un historien italien, ajoutant au nombre des révolutions de cette époque celle des époques qui ont précédé et qui ont suivi dans tous ses petits États, porte cette statistique au chiffre fantastique de plusieurs millions. Bien que l'Italie soit arrivée à la prospérité et à l'éclat à travers ce régime ou plutôt cette absence de régime, ne devait-elle pas payer ces révolutions qui ne lui

permirent point alors de trouver une constitution générale, nationale, de la perte d'une indépendance si chèrement acquise? L'anarchie ne la conduirait-t-elle pas au despotisme et celui-ci à la servitude sous l'étranger?

L'empire, en se retirant, avait laissé dans la plaie le fer dont l'Italie devait longtemps souffrir : l'esprit de parti et de factions; et la papauté, victorieuse des Hohenstauffen, mais non sans dommage pour sa puissance matérielle et morale, s'était trop compromise dans les luttes pour pouvoir triompher de ce mal. En dehors de ces deux pouvoirs dont on n'évoquait plus que le souvenir et les noms vides de Guelfe et de Gibelin, on ne s'attacha plus à aucun principe et l'on marcha longtemps au hasard des événements. La ligue lombarde conclue entre les villes n'avait malheureusement pas survécu à la lutte; et une autre constitution, seule née du danger, celle des podestats, était restée toute-puissante. Un grand nombre de seigneurs lui devaient leur fortune dans les villes; ils n'étaient guère disposés à l'abandonner, malgré les réclamations des bourgeois en faveur de leurs vieilles libertés. Ainsi Eccelino dominait maintenant en maître à Padoue, à Vicence, à Vérone; Albéric, son frère, à Trévise; le marquis d'Este, à Ferrare. La ville de Milan, la première des républiques lombardes en 1241, lasse, il est vrai, des factions de la noblesse, avait nommé *capitaine du peuple*, avec de pleins pouvoirs, un puissant seigneur, Pagano della Torre, qui l'avait sauvée d'une ruine complète après la défaite de Corte-Nuova. Dans la Romagne enfin les Manfredi, les Malatesta, apparaissaient déjà à la tête des villes de Faenza et de Rimini. Les villes de la Toscane seules conservaient encore sans atteinte cette liberté qu'elles avaient conquise après les autres et qu'elles devaient conserver plus longtemps.

Au midi, le royaume créé par le saint-siége, organisé par les empereurs souabes des deux côtés du Phare, était une autre cause de discordes. Seul État monarchique dans la péninsule, il était en opposition naturelle avec toutes les cités libres. Vassal des papes, il excitait leur haine et

leur ambition; œuvre d'aventuriers heureux, jeté sur l route de la Palestine, il était le rêve de tous les chercheurs d'aventures, un appât permanent pour l'étranger.

Le devoir du saint-siége eût peut-être été de chercher à constituer l'unité de la péninsule en dépit de tous ce éléments discordants, pour mettre sa puissance et la liberté de l'Italie à l'abri de nouvelles entreprises; mais la papauté victorieuse avait gardé toute son ambition en Italie, et n'avait plus à son service la même puissance morale. En renversant l'empire, elle s'était affaiblie au lieu de se fortifier. La papauté n'a plus à défendre l'Italie contre l'étranger, à opposer aucun succès aux défaites impériales. Ses attaques contre l'empire sont retombées même sur elle. L'interrègne impérial sera suivi d'une sorte d'interrègne pontifical.

Le vainqueur de Frédéric II, Innocent IV, qui voulait disputer le royaume du midi à Manfred, mourut assiégé par son ennemi dans Naples, poursuivi de visions terribles, au milieu des cardinaux saisis de crainte (1256). Le pape Alexandre IV fit encore une plus triste épreuve de sa faiblesse. Attaquant à la fois ses deux ennemis, il envoya dans le royaume de Naples le cardinal Ottaviano Ubaldini, un athée, qui se vantait d'*avoir déjà mille fois perdu son âme pour les Gibelins, s'il en avait une;* au nord, il excommunia Eccelino, comme véhémentement suspect de paulicanisme, et prêcha contre lui une croisade où s'enrôlèrent un grand nombre de Guelfes. Manfred crut pouvoir braver la ligue formée contre lui par un excès d'audace. Il força à un traité honteux le cardinal Ubaldini, qui mit peut-être encore une fois son âme en danger pour le fils de Frédéric II; de là, il passa en Sicile, et se fit sacrer roi à Palerme (1258). Dans la Lombardie, Eccelino désarma onze mille Padouans qu'il avait dans son armée, tua les uns, jeta les autres dans des prisons où il les laissa périr, et envahit la Lombardie pour mettre toutes les villes guelfes sous sa domination, en soutenant les seigneurs en guerre avec le peuple, et ensuite écraser le pape; il se promettait dans son orgueil de faire des actions aussi gran-

des que celles de Charlemagne. Mais Martino della Torre, décoré du titre d'*ancien* (*anziano*) et seigneur du peuple à Milan, se mit à la tête des milices lombardes pour aller au-devant du monstre. Eccelino se vit subitement entouré de tous côtés; ce fut comme un soulèvement général non plus contre celui qui était rejeté hors de l'Église par l'anathème, mais contre celui qui s'était mis hors de l'humanité par ses crimes atroces. Dans cet instant suprême, Albéric, son frère, qui marchait avec les croisés, revint par orgueil féodal combattre à ses côtés, pour sauver sa maison ou périr avec elle. Attaqué au pont de Cassano (1259), par où il voulait opérer sa retraite, Eccelino vit commencer la défection avec le combat même; pour l'arrêter, il donna de sa personne, fut blessé à la jambe, et continua à combattre jusqu'à ce qu'il tomba, frappé d'un coup de hache à la tête, au pouvoir de ses ennemis. Prisonnier, il ne laissa pas à ses vainqueurs la joie de l'envoyer au supplice, et déchira ses plaies, satisfait du moins d'une mort dont il était le seul exécuteur. Son frère Albéric, moins heureux, fut écartelé à Trévise, après avoir assisté au supplice de ses fils égorgés, de sa femme et de ses filles brûlées vives (1260).

Mais la papauté, frappée par l'élévation de Manfred à la royauté de Sicile, ne profita guère de la chute d'Eccelino. Un della Scala devint podestat de Vérone; Martino della Torre, plus puissant que jamais à Milan, prit à sa solde le marquis de Palavicino, à qui toutes les villes guelfes ou gibelines, Pavie, Brescia, Alexandrie, offraient à l'envi la charge de podestat, pour les nombreux soldats dont il pouvait disposer. Les seigneurs les plus riches et les plus puissants de la Lombardie, en se rangeant sous le drapeau pontifical et guelfe, n'avaient travaillé que pour eux-mêmes. Alexandre IV, plus faible encore qu'auparavant, repoussé rudement de Rome par Brancaleone, et poursuivi par celui-ci d'Anagni et de Viterbe jusque dans Assise, où la protection du tombeau récent, mais déjà vénéré, de saint François, ne lui suffit point, resta livré sans défense à l'ambition du roi de Sicile.

Manfred, aimé comme son père, dont il était l'image, donna en effet des secours à tous les bannis gibelins de la Toscane pour rentrer à Florence. L'un d'eux, Farinata degli Uberti, y ajouta la perfidie; il attira hors de Florence toutes les corporations, tous les *arts*, jusque sur la colline de Monte-Aperti, en promettant de leur livrer une porte de Sienne; mais il les attendait là. A la tête des Allemands, des exilés et des Siennois, il en fit ce grand carnage qui, selon le poëte, teignit en rouge les eaux de l'Arbia.

« Lo strazio, e'l grande scempio
Che fece l'Arbia colorata in rosso. »

Florence, vaincue par cette ruse infernale, retomba au pouvoir des Gibelins, qui proclamèrent Manfred protecteur de la ville. Uberti du moins sauva sa patrie des Allemands et des Siennois qui voulaient la détruire (1260).

Manfred mit le comble à sa puissance en prenant pour gendre, malgré les efforts du pape, le fils du roi d'Aragon, et en se faisant nommer sénateur de Rome; dangereuse dignité entre les mains de cette famille incrédule, fort soupçonnée de paulicinisme et protectrice de ces Sarrasins de Lucera et de Nocera qui, campés aux portes de Rome, étaient prêts à fondre sur elle au premier signe d'un chrétien peu scrupuleux! Les principales villes de l'Italie, au reste désintéressée de ces querelles, prêtaient bien plus d'attention à une révolution qui s'accomplissait en Orient. L'empire latin, fondation de la quatrième croisade, tombait alors sous les coups des Grecs. Michel Paléologue, favorisé par les Génois, rentrait dans Constantinople, d'où s'échappait le dernier empereur latin, Baudouin II. Gênes, pour prix de ses services, se faisait céder le faubourg de Galata dans la capitale et l'île de Chio. Venise s'efforçait, soit en traitant avec le nouvel Empereur, soit en combattant les Génois, de conserver les débris des conquêtes de son doge, Dandolo. Pise enfin profitait de l'embarras et du désordre de tous pour accroître son commerce.

Clément IV; Martin IV; conquête de Naples par Charles d'Anjou; mort de Manfred et de Conradin. Projets de Charles, sa puissance en Italie et en Orient; restauration de l'empire d'Allemagne par Rodolphe de Habsbourg; Grégoire X, Nicolas III (1261-1280).

Urbain IV, successeur d'Innocent, réfugié à Civita-Vecchia, pour ne pas rester dans une ville au pouvoir de son ennemi, reprit la vieille politique du saint-siége et appela l'étranger; au risque de compromettre encore l'Italie, il se résolut à offrir à un souverain, dans lequel il pût espérer trouver un vassal orthodoxe et obéissant, le royaume de Sicile.

La France semblait alors, sous la main de saint Louis, s'accroître en force et en dignité de tout ce que perdait l'empire d'Allemagne. Urbain IV offrit l'héritage de Manfred d'abord à saint Louis, puis, sur le refus de celui-ci, à son frère Charles, comte d'Anjou et du Maine, époux de Béatrice, comtesse de Provence. Le choix de ce dernier offrait tous les avantages qu'on en espérait, comme tous les périls qu'on en pouvait craindre. Plein de zèle pour l'Église qui l'appelait, il croyait accomplir une œuvre sainte; mais animé aussi d'une ambition sans mesure, il voyait le triomphe de la foi dans le sien propre, et sa religion pouvait devenir l'instrument consciencieux de sa politique. Le traité fut conclu déjà avec une sorte de défiance par le pape et sous des garanties qui montraient toutes les appréhensions du saint-siége. Charles d'Anjou recevait en fief du saint-siége, pour lui et ses descendants directs, à la condition de l'hommage et d'un tribut annuel de 8000 onces d'or, le royaume delà et deçà le Phare, à l'exception de Bénévent et de son territoire, cédés au pape. Il s'engageait à entretenir 300 cavaliers pour le service de l'Église, à ne réunir jamais à ce royaume la couronne impériale, la Lombardie ou la Toscane, et à conserver toutes les immunités du clergé; il consentait à sa déchéance s'il n'observait point toutes ces conditions (1263).

Chaque pas de Charles d'Anjou vers son but fut suivi par le saint-siége avec presque autant d'inquiétude que d'es-

pérance. L'Italie, effrayée de la puissance de Manfred, se livra avec moins de défiance que le saint-siége. Le Montferrat, en rapports fréquents de voisinage avec la Provence, ouvrit tous les passages des Alpes, quand Béatrice elle-même, la fière et courageuse femme de Charles d'Anjou, ayant à ses côtés son gendre, Robert de Béthume, et Traissignies, son connétable, entra en Italie à la tête d'une brillante armée de 20 000 hommes (1265). Le seigneur de Milan della Torre la conduisit à travers le Milanais jusqu'à l'Oglio, où le marquis Obizzo d'Este et le comte Saint-Boniface vinrent la prendre et la conduisirent sur les terres du saint-siége.

L'entente devint plus complète aussi de la part du pontife lorsqu'à la place d'Urbain monta sur le trône un pape français, Clément IV, tout dévoué à la maison de France dont il avait été le ministre (1265). Charles s'embarqua alors à Marseille avec 1000 chevaliers pour se rendre aux bouches du Tibre et prendre le commandement de son armée à Rome. Battu d'une affreuse tempête, il n'échappa qu'avec peine à la flotte ennemie, et entra comme par miracle sur une barque dans Rome ; mais il y fut reçu avec le plus grand enthousiasme ; Clément IV lança l'excommunication sur Manfred et les siens, donna à l'expédition toute la couleur d'une croisade, ordonna la levée d'un décime sur le clergé, et, dans le besoin d'argent où était Charles d'Anjou, donna hypothèque aux banquiers de Pise, de Florence et de Gênes sur les basiliques romaines.

Couronné roi de Sicile par quatre cardinaux, « résolu à envoyer son ennemi en enfer ou à se faire mettre en paradis », Charles d'Anjou se dirigea alors sur les frontières du royaume de Naples à la tête de son armée, augmentée de 400 émigrés guelfes de Florence, et de 4000 Bolonais entraînés par les prédications d'un évêque. La trahison éclaircit les rangs de l'armée de Manfred. Le comte de Caserte livra le passage du Garigliano ; l'ardeur française emporta le couvent fortifié du mont Cassin. Manfred se replia sous les murs de Bénévent, et offrit la bataille sur les bords du Calore dans la plaine de Grandella, quoiqu'il

eût pu épuiser peut-être son ennemi par une guerre de détails (26 février 1266). Les Allemands et les Sarrasins eurent d'abord le dessus : mais Charles d'Anjou, combattant des excommuniés, des infidèles, crut pouvoir donner l'ordre, considéré alors comme déloyal, de frapper aux chevaux. L'armée de Manfred commença à plier ; le comte della Serra, celui de Caserte, le grand trésorier, tous les Apuliens, « devenus couards ce jour-là », selon l'énergique parole du poëte, donnèrent l'exemple de la fuite. La chute de l'aigle d'argent qui formait le cimier de son casque persuada à Manfred que c'en était fait. Il se jeta au milieu des ennemis pour ne pas survivre à sa défaite et y trouva la mort. L'armée française ensevelit d'abord le brave chevalier sous un monceau de pierres apportées par chaque soldat près du pont de Bénévent ; mais le légat du pape fit déterrer et jeter dans le Garigliano le cadavre de l'excommunié.

Charles d'Anjou, après avoir rempli les espérances du saint-siége, légitima bientôt ses craintes. Il laissa d'abord ses soldats dépeupler, ruiner par le meurtre et le pillage la ville de Bénévent qu'il était obligé de rendre au pape. Entré triomphalement à Naples, reconnu des deux côtés du Phare, il ne se contenta pas de faire périr, de dépouiller tous les partisans de Manfred, de réintégrer les exilés, de donner les dépouilles des vaincus, toutes les charges, tous les grands fiefs à des Provençaux ; il montra de bonne heure que son affermissement en Sicile n'était que le prélude de sa domination en Italie.

Les Guelfes étaient rentrés dans toutes les villes de la Lombardie. Guido Novello à Florence tenait presque seul le drapeau gibelin en Italie. Charles l'attaqua. En vain Novello essaya quelque temps de faire un compromis avec les Guelfes en appelant au gouvernement de Florence deux membres d'une sorte d'ordre mi-parti religieux mi-parti militaire, dispensé des vœux de chasteté et de pauvreté, et appelé pour cela les *frères de la joie* (frati gaudenti). Ceux-ci dotèrent Florence d'institutions nouvelles en établissant un conseil de trente-six *prud'hommes* et en fon-

dant et en distinguant les premiers les corporations des *arts majeurs et mineurs;* mais ils ne furent d'aucun secours à Novello et aux gibelins. A l'approche de Guy de Montfort, chevalier français, envoyé à la tête de 800 cavaliers, Guido Novello s'enfuit pendant la nuit avec les gibelins; ses biens et ceux de ses partisans furent confisqués; les conseils de la république recomposés à l'exclusion de tout noble. Charles d'Anjou, proclamé seigneur de Florence pour dix ans, détruisit le Porto-Pisano, pour se venger de la plus gibeline des villes de Toscane. Triste victoire pour la démocratique Florence : elle frappait Pise son ennemie extérieure et les nobles ses adversaires du dedans; mais elle tombait sous un maître étranger (1267).

Le pape Clément IV, malgré son dévouement à la maison de France, s'effraya; mais un danger commun les réunit encore quelque temps. Les bannis gibelins du royaume de Naples, de Toscane, de Lombardie, selon la funeste habitude des exilés de tous les partis, avaient à leur tour cherché un appui au dehors pour relever leur fortune. Lancia et Capece, nobles napolitains, des envoyés de Pise, étaient parvenus à persuader au dernier descendant légitime des Hohenstauffen, Conradin, de venir réclamer son héritage de Sicile. Ce jeune homme de seize ans, dépouillé par ses oncles de ses biens patrimoniaux en Bavière, délaissé par sa mère, qui s'était remariée, d'ailleurs brave, héroïque, n'ayant pour tout ami qu'un orphelin, jeune comme lui, dépouillé comme lui, Frédéric d'Autriche, avait cédé facilement à la tentation. On le vit bientôt descendre les Alpes à la tête d'une armée de 10 000 hommes soldés par les Gibelins, et traverser la Lombardie, tandis que Lancia et Capece s'embarquaient sur des vaisseaux pisans pour aller soulever la Sicile.

Tout parut un instant réussir au jeune homme dont l'héroïque confiance attendrissait l'Italie. Rome se déclara pour Conradin. La Sicile en feu, la ville sarrasine de Lucera soulevée, mirent le pape et Charles entre deux ennemis. Clément effrayé fulmina l'anathème contre le petit-fils de Frédéric II; il ne marchanda plus avec Charles, le nomma

vicaire impérial en Italie, et le pressa d'aller réprimer les Sarrasins de Lucera, qu'il craignait avant tout. Corradino, comme l'appelaient les Italiens dans leur tendre enthousiasme, entra dans Rome sous des arcs de triomphe élevés à l'improviste; au milieu d'une population ivre de joie, il fut conduit par un chœur de jeunes filles jusqu'au Capitole. Clément, tout en répétant qu'on « menait l'agneau à la boucherie », n'était point entièrement rassuré.

Tandis que Charles d'Anjou pressait Lucera, le jeune Conradin, dans l'intention de tourner la forte position du Garigliano, se jeta par la voie Valéria dans les Abruzzes à la tête de ses troupes allemandes, italiennes et espagnoles, pour regagner Lucera, y faire sa jonction avec les Sarrasins et marcher de là sur Naples. Mais la rapidité de Charles d'Anjou déjoue cette tactique : en trois jours, à la tête de l'élite de ses troupes, il fait vingt-cinq milles et vient présenter la bataille à son adversaire dans la plaine de Palenta, à quelque distance du petit village de Tagliacozzo. Son armée était très-inférieure en nombre. Le connétable de Champagne, Érard de Saint-Valery, y supplée par la ruse. Il se cache dans un pli du terrain, masqué par une colline, avec Charles d'Anjou et les meilleurs chevaliers de l'armée. Placé là en embuscade, il laisse Conradin et les siens battre et disperser les deux premières lignes de l'armée angevine, puis s'élance tout à coup quand l'ennemi, victorieux et fatigué, commençait à se reposer ou à piller. Il en eut bon marché : Conradin et son ami Frédéric, mis en fuite, furent faits prisonniers, et livrés à Charles d'Anjou (23 août 1268.)

Charles fit de la victoire un usage odieux. Le jeune Conradin et Frédéric comparurent devant une cour de justice composée de syndics du royaume des Deux-Siciles, de barons provençaux et de jurisconsultes, présidée par le vainqueur. Accusés de révolte contre le roi de Sicile et contre la sainte Église romaine, ils furent condamnés à mort sur le vote d'un seul juge. On leur annonça leur sort comme ils étaient occupés à jouer tranquillement aux échecs. « Quelle affreuse nouvelle pour ma pauvre mère! » se

contenta de dire le jeune Conradin. Le lendemain, après avoir protesté à haute voix contre la sentence, qui lui fut lue par un scribe, il donna un dernier embrassement à son fidèle Frédéric et demanda pour toute grâce de porter le premier sa tête sur le billot et de ne pas être témoin du supplice des compagnons de sa mauvaise fortune. Sa mort courageuse fit une telle impression sur les chevaliers français que le gendre même du roi se jeta l'épée à la main sur le scribe qui avait osé, lui vilain, prononcer la sentence « d'un si gentil seigneur. » Le duc Charles d'Anjou trouva que son gendre avait agi en bon chevalier, mais il n'en fit pas moins exécuter tous ceux qui avaient pris part à la révolte.

Cette défaite mit le comble à la puissance du nouveau roi de Naples. A Rome, Charles prit la dignité de sénateur, condamna 130 barons, convaincus de félonie, à avoir une jambe coupée, puis, se ravisant, *par meilleur conseil*, ordonna de les transférer dans une baraque de bois à laquelle il fit mettre le feu. Dans la Toscane, la ville de Sienne fut imposée à 11 000 drachmes pour avoir ouvert ses portes à Conradin. En Lombardie tout se soumit. D'un bout à l'autre de l'Italie, des Alpes au golfe de Tarente, Charles d'Anjou, sous le nom de *roi, vicaire impérial*, ou de *pacificateur*, domina par lui-même ou par les guelfes.

Père de deux fils, dont l'un avait épousé la fille unique du roi de Hongrie, l'autre l'héritière de la principauté d'Achaïe; de deux filles, l'une mariée au fils du duc de Flandre, l'autre au roi titulaire de Thessalonique, héritier nominal de l'empire latin tombé; époux lui-même en secondes noces, d'une fille du duc de Bourgogne, ayant la main partout, le conquérant de Naples et de la Sicile formait des projets gigantesques. Maître déjà des côtes de l'Albanie, de Corfou, dont il s'était emparé sur la veuve de Manfred, restée prisonnière; suzerain de l'Achaïe et de la Morée, il n'avait plus qu'à diriger sur Byzance contre Paléologue la flotte qu'il rassemblait à grands frais dans le port de Brindes; et il rétablissait non plus le petit empire latin des Baudouins, mais l'ancien empire d'O-

rient, avec l'Italie comme annexe; la soumission de toute la péninsule après la conquête de Naples n'était que le premier degré de sa grandeur. En réalisant ce rêve, depuis longtemps caressé, Charles accomplissait une œuvre toute chrétienne; il éteignait un schisme, il réunissait, chose longtemps désirée, l'Église grecque à la latine et opposait une barrière puissante aux progrès tous les jours plus menaçants des Turcs. En travaillant pour sa grandeur, il faisait les affaires du saint-siége et celles de la chrétienté.

Mais quoi ! la papauté n'aurait-elle renversé la maison de Hohenstauffen, l'empire d'Occident, que pour élever au-dessus d'elle la maison d'Anjou et l'empire d'Orient? L'Italie ne se serait-elle soustraite à la dépendance des successeurs germaniques de Charlemagne que pour tomber sous celle des successeurs angevins de Constantin? Le danger fut aperçu. Quand Charles d'Anjou, réunit en 1269 une diète à Crémone pour se faire nommer seigneur des villes lombardes et devenir ainsi le chef du parti guelfe, Milan, Bergame, Alexandrie, Bologne, ainsi que le seigneur de Montferrat, aimèrent mieux avoir le roi de Sicile pour *ami* que pour *seigneur*. Obligé, encore un peu plus tard, d'ajourner ses projets pour accompagner son frère saint Louis dans une croisade (1270), Charles trouva au moins un dédommagement à ce retard en détournant à son profit cette expédition sur Tunis. Arrivé sur la plage au moment où le roi de France mourait comme martyr, il ne poussa la guerre contre les Maures que pour leur arracher un traité qui assurait aux chrétiens des franchises de commerce dans leurs ports, et obtenir du sultan le tribut déjà payé à ses prédécesseurs les rois normands.

Ce fût dans le saint-siége que l'ambition de Charles d'Anjou rencontra le plus d'obstacles.

Après un intervalle de deux ans, l'autorité du *docteur séraphique*, saint Bonaventure, qui fit enfermer séparément les cardinaux dans leur palais de Viterbe, et l'impatience du peuple, qui enleva la toiture du palais pour hâter la fin du conclave, arrachèrent enfin l'élection de Grégoire X.

Ce saint et enthousiaste vieillard, qui n'avait d'autres pensées que de préparer une grande croisade par la réconciliation générale de toute la chrétienté, fut bien loin de goûter les projets de Charles d'Anjou lorsqu'il revint de Jérusalem, où il était au moment de son élection. En Toscane, il leva l'interdit qui pesait depuis longtemps sur la gibeline cité de Pise, il convoqua à Florence les chefs des guelfes et des gibelins pour leur faire jurer une paix qui aurait permis aux derniers de rentrer dans leur patrie, si Charles d'Anjou ne les avait fait avertir qu'ils risqueraient leur vie en franchissant les portes de la ville. Il aurait voulu faire disparaître ces noms de guelfes et de gibelins, empruntés, disait-il, à l'étranger et qui déchiraient encore l'Italie après avoir perdu toute signification.

En Allemagne, Grégoire X mit (1273) fin au grand interrègne et obtint des prélats et vassaux germains l'élection de Rodolphe de Habsbourg, qui renouait la chaîne interrompue des césars, sans les mêmes périls, il est vrai, pour l'Italie. Le saint vieillard, épris de cette conception idéale de la société du moyen âge qui commençait à s'en aller pièce à pièce, croyait la restauration du saint empire juste, nécessaire; elle entrait dans ses projets, qui n'allaient à rien de moins qu'à rétablir l'unité de l'Europe pour la jeter sur l'Asie, et à reconquérir cette chère Jérusalem qu'il avait promis de ne pas oublier. Rien pour atteindre ce but ne lui coûtait; les plus vieilles, les plus profondes dissidences, devaient disparaître à sa voix et se fondre dans le vaste sein de l'Église. En 1274 dans un concile tenu à Lyon, il s'applaudissait d'obtenir sans une goutte de sang chrétien, de Michel Paléologue au moins, la réconciliation des deux Églises que Charles d'Anjou voulait poursuivre les armes à la main, et il se croyait au moment de réaliser ses désirs en voyant des souverains tels que Rodolphe de Habsbourg, Philippe de France et Charles d'Anjou, y prendre la croix; lui-même rêvait de se mettre à la tête de la sainte expédition, lorsqu'il mourut en rentrant en Italie, dans la ville d'Arezzo (1276). Ni la papauté ni l'empire ne devaient retrouver la puissance

qu'ils avaient perdue en se combattant. Au moment où Grégoire X faisait ces vains projets, le raisonnable Rodolphe de Habsbourg ne s'occupait que d'augmenter ses États héréditaires ou de faire régner l'ordre en Allemagne. Il se gardait d'aller en Italie « c'est l'antre du Lion », disait-il, « ceux qui y pénètrent n'en sortent plus. »

L'ambition de Charles d'Anjou pouvait encore trouver son compte aux projets de croisade de Grégoire X, mais elle n'eut aucune prise sur la politique tout italienne de son successeur, Nicolas III. Ce noble romain, de la famille des Orsini, tout occupé d'établir entre les États italiens, au profit du saint-siége, une sorte d'équilibre qui pût faire échec à la puissance de Charles d'Anjou, opposa d'abord l'un à l'autre le nouvel empereur et le roi de Sicile. Il fit renoncer le premier à toute prétention sur la Sicile, à toute suzeraineté sur la Provence; le second aux titres de sénateur de Rome et de vicaire de l'empire. Fortifiant le saint-siége entre ces deux puissances, il se fit garantir par le nouvel empereur la possession alors presque nominale des États du saint-siége; il nomma sénateur de Rome son neveu, Bertold Orsini, déjà comte de Romagne, et un autre de ses parents, Latino, *légat a latere* dans l'Italie centrale. Sa politique dans le reste de la péninsule, dégagée de toute préférence entre les guelfes et les gibelins, n'ayant d'autre but que d'assurer la puissance du saint-siége et de maintenir l'indépendance de l'Italie, tendait même à affaiblir les guelfes qui prêtaient plus d'appui à la dynastie angevine qu'au saint-siége, et à fortifier les gibelins qui ne pouvaient compter sur l'Empereur. Le frère de saint Louis rongeait son frein et cherchait une assez maigre consolation en achetant de Marie d'Antioche, dernière héritière des rois de Palestine et nommée pour cela *Mademoiselle de Jérusalem*, la couronne de Godefroi de Bouillon.

Ce Nicolas III, qui ne fit que passer sur le saint-siége, était un homme d'un grand sens; ce que la foi de son prédécesseur avait entrevu, sa politique avait pour but de le réaliser. Il savait que c'en était fait du vieux saint empire,

et il ne revendiquait pas pour lui les prétentions d'un autre temps ; son ambition était d'étouffer les vieux partis, et de constituer la puissance politique du saint-siége entre la monarchie méridionale et les républiques du Nord, pour assurer leur équilibre au dedans, et leur servir de protection au dehors. Idée simple et juste qui eût pu garantir l'indépendance péninsulaire.

Aussi, quand Nicolas III mourut (1280), persuadé que l'Italie, l'Orient, ne pouvaient lui être assurés que par le saint-siége, le roi de Sicile accourut à Viterbe, força les portes du conclave, enleva trois des cardinaux qui lui étaient le plus hostiles, et emporta d'assaut l'élection d'un Français qui devait lui être tout dévoué, Martin IV. En effet le roi Charles fut investi de nouveau par sa créature de la dignité de sénateur de Rome et recouvra toute la puissance dont il avait déjà joui précédemment en Italie. Il acheva ses derniers préparatifs, leva une contribution forcée, rassembla tous ses vassaux, dirigea tous ses soldats aux ports de Manfredonia, de Tarente et de Brindes, n'attendant plus qu'un bon vent pour prendre, à la tête de quinze mille hommes et de cent vingt galères, la route du Bosphore. Mais, en s'assurant du concours de la papauté, le roi de Sicile avait oublié de gagner l'affection de son peuple.

Les Vêpres siciliennes; chute de Charles d'Anjou ; Naples reste à Charles le Boiteux ; la Sicile passe aux Aragonais (1282-1285).

Les rigueurs par lesquelles Charles d'Anjou avait essayé d'affermir sa conquête avaient souvent dépassé le but. La régularité que son gouvernement apportait, surtout dans l'exécution des mesures fiscales inventées par les rois normands, avait répandu partout la haine de sa domination, mais particulièrement dans la Sicile. La royale Palerme, que les rois normands et souabes s'étaient plu à orner de splendides monuments, n'avait pasvu sans dépit son rang passer à la ville continentale de Naples, qui semblait à Charles d'Anjou une capitale plus appropriée à sa puis-

sance en Italie et à ses vastes desseins; le reste de l'île, laissé en proie à des agents, qui traitaient avec rudesse et insolence une population dont ils ne comprenaient pas les mœurs et dans laquelle ils ne voyaient que des *patarins*, ressentait doublement le poids d'une tyrannie de seconde main. Une fermentation sourde et mal étouffée chez ce peuple sombre et concentré, mais susceptible et fier, aurait pu avertir Charles d'Anjou. Il ne vit rien ou ne voulut rien voir.

Quelques nobles cependant, un certain Jean de Procida, médecin, autrefois serviteur de Frédéric II et de Manfred, maintenant réfugié auprès de don Pèdre III, roi d'Aragon, et de sa femme Constance; un Alaimo da Lentini, resté en Sicile sous la domination étrangère, cherchaient, dans le cas d'une éruption que le mécontement rendait inévitable, à assurer à leur patrie le secours d'un roi intéressé par son ambition et par ses liens de famille à en prendre la défense. Jean de Procida surtout n'avait rien négligé depuis qu'il avait été outragé par un seigneur français. Il avait, pendant quatre ans, parcouru, déguisé en franciscain, l'Espagne, l'Italie, la Sicile, la Grèce. Il s'était vu au moment de réunir le pape Nicolas, Paléologue et don Pèdre, contre son ennemi. Il avait enfin décidé à agir le dernier qui avait recueilli le gant jeté, disait-on, de l'échafaud par le malheureux Conradin. Don Pèdre III d'Aragon était sûr de tous les chefs du parti gibelin; monté sur une flotte lentement rassemblée à Port-Fangos, il errait avec cent cinquante voiles aux côtes d'Afrique, sous prétexte d'une croisade contre les Barbaresques, au moment même où Charles d'Anjou s'apprêtait à mettre à la voile au port de Brindes. Trop clairvoyant pour pouvoir se méprendre sur de pareils mouvements, le roi de Sicile se contentait cependant de traiter le roi d'Aragon de *misérable*, et ne se détournait point de ses projets contre l'Orient par crainte de celui qu'il regardait comme un si petit prince.

Mais, le lundi de Pâques de l'année 1282[1] (30 mars), une

1. Voir en plus grands détails, d'après les documents les plus récents

rixe particulière détermina l'explosion générale. Au milieu des danses joyeuses par lesquelles les habitants de Palerme célébraient hors la ville la solennité religieuse, rehaussée par un splendide soleil de printemps, quelques Palermitains se prirent de mots avec des serviteurs et familiers français du justiciaire de la province, dont la présence et peut-être les privautés troublaient leurs plaisirs; on en vint bientôt des paroles aux coups. Bref les Siciliens, auxquels le port des armes était défendu, menacés d'être fouillés par leurs oppresseurs, s'arment les uns de poignards qu'ils portaient en effet sous leurs vêtements, les autres de pierres, en criant : *Mort aux Français!* Une grande foule était dehors ce jour-là ; ce cri poussé par quelques voix est bientôt répété par tout Palerme; les Palermitains rentrés dans la ville font main basse sur les Français qu'ils rencontrent, et courent au palais du gouverneur qui ne se sauve qu'avec peine. La nouvelle du soulèvement de Palerme, comme l'étincelle qui propage l'incendie, étend enfin le massacre au fur et à mesure à Corleone, à Trapani, à Syracuse, à Agrigente. La petite ville de Sperlinga refuse seule de verser le sang français. Messine, où commandait le vice-roi Herbert d'Orléans, hésite quelque temps, mais se déclare enfin; Herbert devant la foule menaçante est obligé de capituler et s'embarque avec 500 hommes. Au bout d'un mois il n'y avait plus un Français en Sicile.

La colère de Charles d'Anjou fut égale à sa stupeur, et malgré la prière qu'il adressa au Seigneur en recevant cette terrible nouvelle, sa chute ne fut ni lente, ni « ménagée pas à pas. » La flotte qu'il avait destinée à la conquête de l'Orient vint se briser contre l'héroisme de Messine, où commandait Alaimo da Lentini, et où *les dames portèrent sur les murailles la chaux et la pierre*. Le roi d'Aragon, qui était aux aguets sur la côte d'Afrique, fit voile vers Palerme, y fut reçu comme un sauveur et couronné. Son amiral, Roger de Loria, dirigé sur le détroit, força la flotte

et les plus authentiques, l'histoire des Vêpres siciliennes, dans mon volume intitulé : *Les Tribuns et les Révolutions en Italie*, chez Didier.

de Charles d'Anjou, dont les gros vaisseaux ne pouvaient manœuvrer, à lever le siége de Messine, la poursuivit jusqu'au port de Catona, prit vingt-neuf galères et fit mettre le feu aux autres, au grand déscspoir de Charles d'Anjou, qui du rivage contempla la ruine de sa flotte et de ses espérances, en rongeant le bâton qu'il tenait à la main.

Les résolutions du frère du saint Louis, frappé de ces coups redoublés à la fin d'une carrière glorieuse, furent celles d'un repentir tardif et d'un désespoir furieux ; il laissa à son fils, Charles le Boiteux, le gouvernement de l'Apulie et de la Calabre, pour y promulguer une réforme du royaume, et défia son rival, avec une troupe de cent cavaliers français contre cent aragonais, à un combat singulier qui ne put avoir lieu. Martin IV déclara Pierre déchu de sa couronne, qu'il offrit au roi de France. Mais Don Pèdre arrêta lui-même dans les Pyrénées le roi de France, et rendit ainsi inutile la flotte qu'on avait rassemblée dans les ports de la Provence pour agir de concert avec l'armée d'invasion. De Sicile, où il avait laissé sa femme Constance comme régente, l'amiral Roger de Loria, comprenant que l'Aragon n'avait plus besoin d'être défendu par mer, fit voile en toute hâte vers l'Italie, présenta la bataille dans la baie de Naples au prince de Salerne, avant l'arrivée de son père qui le suivait de près, la gagna et fit même le prince prisonnier. En entrant le lendemain dans Naples, Charles d'Anjou apprit la défaite de sa flotte, la captivité de son fils, et, frappé par ce dernier revers (1285), expira bientôt, en espérant que « Dieu ferait miséricorde à celui qui avait toujours pensé plus au bien de l'Église qu'au sien propre. »

La mort même de don Pèdre qui laissa l'Aragon à son fils aîné, Alphonse, et la Sicile au second, Jayme, ne rétablit point les affaires de la maison d'Anjou. Par la législation qu'il promulgua sous le nom de Capitulaires, *Capitoli d'Onorio*, le pape Honorius réussit seulement à conserver Naples, l'Apulie et la Calabre à Charles le Boiteux. Don Jayme fit de son côté, en Sicile, pour n'être point en retard de générosité, des concessions aux barons et au

clergé, qui lui assurèrent la fidélité de ses nouveaux sujets. Un traité intervint. La Sicile fut pour longtemps séparée du royaume de Naples; et, par cette scission, l'Italie fut soustraite à l'influence de cette royauté du Midi, comme elle l'avait été précédemment, par la mort de Frédéric II, à celle de l'empire du Nord.

La papauté, debout au milieu des débris d'un empire qu'elle avait renversé et d'un royaume qu'elle n'avait plus à craindre, semblait seule capable d'exercer alors une influence prépondérante dans la péninsule divisée. Chose étrange ! le saint siége se trouva aussi déchu au milieu des ruines qu'il avait faites. Les papes, sans puissance à Rome depuis la révolution communale, élus tantôt à Viterbe, tantôt à Assise, appelés, chassés, rappelés tour à tour par la ville éternelle, n'avaient plus d'autorité politique en Italie, que comme soutiens ou adversaires, tantôt des empereurs, tantôt des rois de Naples; ils devaient toute leur influence aux intérêts et aux partis dont ils se faisaient les chefs ou les défenseurs, non à leur propre force matérielle ou morale qui se perdait dans la lutte. Dès que le saint-siége n'eut plus rien à combattre ou à défendre, il s'affaissa au milieu de l'indifférence commune, ou s'avilit dans d'étroites et mesquines luttes; impuisant à rien entreprendre de grand, n'ayant plus à sauver l'Italie de l'Empire ou de Naples, ne pouvant la sauver d'elle-même, il trouva bientôt la fin tragique de Boniface VIII!

Boniface VIII; son ambition, ses luttes, sa fin (1294-1303).

Le pontificat de Boniface VIII montra que le saint-siége en était arrivé à un point où il n'avait plus qu'à se compromettre et à se perdre en se jetant encore au milieu de ces luttes sans principes. Ce pape, qui avait arraché son abdication, moitié par intimidation, moitié par ruse, à Célestin V, moine visionnaire et ne sachant rien des choses de la terre, voulait intervenir dans les affaires des rois de France, d'Angleterre, d'Écosse et de Hongrie. Cependant le sujet principal de sa querelle avec le premier de ces

souverains, Philippe le Bel, attesta la déchéance de la papauté. Il n'interdit pas à ce prince laïque le droit d'investiture ; il lui défendit seulement d'exiger du clergé la dîme, ou tout autre impôt. Le saint-siége en effet s'était consolé de ses échecs politiques en levant force tributs sur le clergé ; *annates*, *réserves*, *expectatives*, etc. ; il ne voulait point partager ; et la question de domination se trouvait changée en une question d'argent.

Dans l'Italie cependant, Boniface prétendit davantage ; il voulut être le maître. L'excommunication et la déposition frappèrent les deux cardinaux Pierre et Jacques Colonna, maîtres alors de Rome et ses ennemis. Une croisade, prêchée même contre toute cette famille, la dépouilla des châteaux et domaines qu'elle possédait aux environs de Rome. La menace de l'anathème suspendue sur don Jayme, devenu aussi roi d'Aragon après la mort de son frère, et sur sa mère Constance, que l'âge rendait plus docile, força le premier, par le traité d'Anagni (1295), à renoncer à la Sicile, en retour de la suzeraineté de la Corse et de la Sardaigne, qui appartenaient aux Génois et aux Pisans. Le pape ne fut pas long à s'apercevoir qu'il ne suffisait plus d'avoir l'ambition de Grégoire VII et d'Innocent III. La réponse de Philippe le Bel fut dure ; il coupa les vivres au saint-siége, en interdisant l'exportation de l'argent monnayé hors de ses États. Les Colonna, chassés allèrent semer partout la haine et la défiance contre le nouveau pontife. Les Siciliens, en dépit des anathèmes pontificaux, refusèrent de retomber sous la domination angevine, et prirent pour roi le frère de don Jayme, Frédéric, dont le nom leur rappelait un souvenir cher.

Mais l'an 1300 exalta l'imagination du pape. Il avait décrété le *grand pardon* séculaire pour ceux qui visiteraient pendant cette année, à Rome, les tombeaux des apôtres Pierre et Paul; et 200 000 chrétiens vinrent chercher cette rémission des dettes du ciel. Boniface n'y tint pas, il se crut tout-puissant. On le vit paraître dans les rues de Rome ceint de la couronne et revêtu de la pourpre impériale qu'il contestait alors à Albert d'Autriche. Deux hé-

rauts le précédaient, portant l'épée, le sceptre et le globe, et disant : « il n'y a pas d'autre roi des Romains que le souverain pontife » ou encore : « il y a ici deux épées ; Pierre, tu vois ici ton successeur, et vous, ô Christ, votre vicaire. »

Celui qui se croyait encore aux temps de Grégoire VII ou d'Innocent III ne ménagea plus rien. Il manda en Italie Charles de Valois, frère du roi de France, Philippe le Bel, et le créa capitaine du patrimoine de Saint-Pierre, pacificateur de la Toscane, vicaire impérial de Lombardie, pour établir le paix, c'est-à-dire son autorité dans l'Italie, et chasser de Sicile Frédéric l'Aragonais. Les promesses ne lui coûtèrent pas pour décider Charles de Valois ; il se fit fort de lui faire épouser l'héritière de l'empire Latin, Catherine de Flandre, et, à défaut de cette couronne encore à conquérir, il lui promit son appui auprès des électeurs allemands pour celle de l'empire d'Occident.

Entré à Florence divisée alors par les factions des *noirs* et des *blancs*, à la tête d'un assez grand nombre de gens d'armes, grâce seulement, dit Dante, à l'arme dont se servit Judas, Charles de Valois y laissa pour longtemps la discorde et la haine. Poussé par le pape, il se déclara pour les premiers, les laissa courir sus à leurs ennemis, enlever leurs filles, brûler leurs maisons, porta contre une centaine de familles du parti *blanc* une sentence d'exil où furent enveloppés le poëte Dante, comme *prieur des arts*, et le père de Pétrarque. L'unanimité des Siciliens contre le joug angevin, et la valeur de leur nouveau roi, Frédéric, ne laissèrent pas une carrière si facile au protégé de Boniface dans la Sicile ; battu dans plusieurs rencontres au cap Orlando et à Falconara, il fut heureux que Frédéric voulût bien renoncer au titre de roi de Sicile, tout en gardant l'île entière avec le nom de roi de *Trinacrie* (1302), substitution de titre inventée pour sauver l'amour propre de Charles de Valois et la vanité du saint-siége, qui ne voulait jamais paraître céder.

Boniface VIII ne gagna à tout le mouvement qu'il s'était donné que la haine ou au moins le mécontentement des Italiens ; et il s'en aperçut bien quand il voulut entrer

en lutte avec le roi de France à propos d'une élection à un évêché. Vainement dans plusieurs bulles, et particulièrement dans la bulle *Unam sanctam*, il affirma plus hardiment encore que ses prédécesseurs, un ou deux siècles auparavant, la suprématie de la tiare pontificale sur la couronne royale. Philippe le Bel, fort de la réunion des trois États de la nation française autour de son trône, ne se contenta pas de lui faire une réponse outrageante : il fit hardiment mettre la main sur lui au sein même de la péninsule. Guillaume de Nogaret, un des principaux conseillers du roi de France, avait décidé son maître à terminer sa lutte avec le saint-siége par ce coup hardi, et s'était chargé de l'exécution. Arrivé en Italie, sous prétexte de traiter avec le pape, il est rejoint par les Colonna, reçoit de l'argent des Florentins, pénètre en Toscane et machine tout, à loisir, au château de Staggia. Le pape était à Anagni. Il préparait contre Philippe le Bel une bulle de déposition. Un matin, Guillaume de Nogaret, avec Sciarra Colonna et quelques seigneurs des environs, surprend les portes de la ville aux cris de : *Mort au pape ! Vive le roi de France !* Tandis que ses cardinaux fuient, le pape, rachetant son ambition par son énergie, reçoit ses ennemis la tiare en tête, la dalmatique sur les épaules, et refuse l'abdication qu'on lui demande la menace à la bouche et le gantelet presque sur son visage. « Voilà ma tête ! » répond l'énergique vieillard ; « trahi, comme Jésus-Christ, s'il me faut mourir aussi, je mourrai pape. » Nogaret et Colonna, pour le réduire, le gardent à vue pendant trois jours, jusqu'à ce que le peuple d'Anagni, d'abord simple spectateur, le délivre en chassant ces étrangers qui avaient fini par se conduire insolemment dans la ville. Boniface VIII, après ces scènes violentes qui avaient altéré sa santé et peut-être sa raison, rentra à Rome sans qu'on montrât beaucoup plus de joie pour sa délivrance qu'on n'avait montré d'indignation pour sa captivité. Tristes sentiments devant une fin aussi tragique, et qui montra plus encore que l'outrage même d'Anagni la chute de la monarchie théocratique rêvée au moyen âge par la papauté.

LIVRE IX.

L'ITALIE ARISTOCRATIQUE ET DÉMOCRATIQUE.

Clément V, la papauté en France. — Aristocratie et démocratie; querelles intérieures; commerce, lettres, sciences et arts; Dante (1290-1310). — Les républiques et les tyrans; l'Italie sans empereurs et sans papes. — Les Visconti, les Scala, les Gonzague, Hugues de la Fagginola, Castracani, Gaultier de Brienne (1310-1343). — Le poëte Pétrarque et le tribun Nicolas Rienzi (1347). — La peste de 1348 et le jubilé de 1350; Boccace. — Jean Visconti, Clément VI et Innocent VI; guerre de Sapienza; Charles de Luxembourg (1350-1356). — Barnabo Visconti; Albornoz; les condottieri; Catherine de Sienne (1356-1378).

Clément V; la papauté en France.

Après le pontificat de Benoît XI, qui mourut peut-être empoisonné, les cardinaux enfermés depuis neuf mois par les habitants de Pérouse ne pouvaient tomber d'accord. La majorité, grâce aux nominations faites par les papes français précédents, appartenant à la France, le cardinal-évêque d'Ostie parvint enfin à décider les cardinaux du parti italien à présenter trois candidats du parti français, mais ennemis du roi de France. La nomination de Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, jusqu'alors adversaire de Philippe le Bel, n'en fit pas moins une révolution. La France, grâce à saint Louis d'abord, puis à Philippe le Bel, avait pris alors une immense importance dans la chrétienté. Elle dépassait l'Allemagne en prestige. La pa-

pauté, si maltraitée en Italie, à Rome même, qu'elle quittait si souvent, maintenant presque française par le pape et par le conclave, n'avait pour ainsi dire plus de place dans la Péninsule. Philippe le Bel, d'ailleurs, sut gagner ou intimider le nouvel élu. Clément V se fit donc couronner à Lyon et fixa son séjour en France, où ses prédécesseurs avaient d'ailleurs plusieurs fois trouvé asile, et où il commença la véritable, la longue *captivité*, celle de *Babylone*. Ainsi le pape, fixé en France par une nouveauté cependant étrange, manqua à l'Italie après l'empereur. Ce n'était pas assez, dit Dante, que « le césar tudesque méritât la colère divine pour avoir refusé d'enfourcher les arçons de l'Italie, cette bête féroce si rebelle à l'éperon, et permît que ce jardin de l'Empire devînt un désert ; » Clément V, « ce pasteur sans loi, venu de l'Occident, plus coupable que les plus simoniaques, alla, nouveau Jason, sous un nouvel Antiochus, abriter la laideur de ses actions sous la protection du petit-fils du boucher de Paris[1], racine de cet arbre coupable qui nuit à toute la terre chrétienne ; » et la péninsule, pendant quelque temps, n'eut plus au-dessus d'elle que l'ombre de ces deux puissances qui l'avaient si souvent fatiguée de leurs interminables combats.

Aristocratie et démocratie ; querelles intérieures ; commerce, lettres, sciences et arts ; Dante (1290-1310).

Il semble que la double chute de la papauté et de l'Empire n'était pas faite pour exciter la colère du poëte national de l'Italie, de celui qui aimait et défendait la liberté comme un guelfe, et qui s'élevait en vrai gibelin contre la puissance temporelle du saint-siége. La péninsule, en effet, avait déployé pendant deux siècles toutes les ressources de la politique la plus mobile et du courage le plus persévérant, pour conquérir la liberté en poussant l'un con-

1. Allusion à la prétendue origine des Capétiens, Dante : *Divine Comédie*.

tre l'autre le pape et l'empereur. Maintenant, par la ruine de tous deux, elle était en possession du bien tant désiré, et la liberté semblait s'épanouir dans la péninsule sous les formes les plus libres et les plus opposées.[1]

Au nord, le principe aristocratique tend à prévaloir même dans les anciennes républiques, mais sans les dominer encore. Otton Visconti, ancien chef du parti gibelin, définitivement vainqueur, après la chute de Charles d'Anjou, en 1287, fait élire son fils Matteo capitaine du peuple à Milan, et en 1290 à Novare et à Verceil. Le titre de vicaire impérial qu'il obtient en 1294 de l'empereur dont l'ombre s'étend toujours sur la péninsule, Adolphe de Nassau, avec le consentement du peuple, annonce suffisamment la nature du pouvoir qu'il ambitionnait. Cependant, en 1302, le peuple mécontent force encore Matteo à se démettre du pouvoir.

Dans l'ancienne marche du Frioul, Albuino della Scala était tout-puissant à Vérone; mais Azzo d'Este, seigneur de Ferrare, Modène, Reggio, perd pendant treize ans, en 1308, l'autorité dont ses ancêtres avaient joui dans ces villes. Les bourgeoisies du Nord, lasses souvent de l'anarchie, consentent parfois à préférer à la liberté une dictature qui soumet la turbulente noblesse à la loi commune. Mais, quand les seigneurs font passer leur propre intérêt avant celui de tous, elles savent encore les rappeler à leur devoir.

A Venise, après une tentative faite par le peuple pour reprendre le droit d'élire son doge, Gradenigo, chef du parti aristocratique, par une suite de décrets habilement ménagés, vient d'enlever au peuple toute part à l'élection du grand conseil, et restreint l'éligibilité aux familles nobles des conseillers alors en exercice, et il achève ainsi de constituer le gouvernement aristocratique par une révolution connue dans l'histoire de Venise sous le nom de Clôture du grand conseil (*Serrata del maggior consiglio*), 1297. L'hérédité du sénat proclamée, un peu plus tard, l'inscription au livre d'or et l'établissement du conseil des Dix ne furent que les conséquences de cette première mesure.

Dans la Toscane, la liberté populaire se développe, au contraire, avec toutes ses ressources et tous ses orages. L'an-

née même de la révolte de la Sicile (1282) avait été signalée à Florence par la fondation du gouvernement démocratique. On établit que désormais les *prieurs des arts*, c'est-à-dire les premiers de chaque profession, reconnus tels par élection, formeraient un conseil exécutif ou *seigneurie*, renouvelé tous les deux mois et dépositaire de la toute-puissance. Logés dans le palais public, ils doivent vivre ensemble, manger à la même table aux frais de l'État. Ils sont les mandataires de tout le peuple, de tous les *popolani* de la ville. On ne voulait d'abord admettre dans le conseil que les prieurs des *arts majeurs*, juges, notaires, banquiers, médecins, merciers, fourreurs, drapiers; mais les *arts mineurs*, teinturiers, cardeurs, laveurs, forgerons, tailleurs de pierre, réclamèrent et furent admis, quoique en minorité; il y eut à peu près égalité politique entre la grosse bourgeoisie et la petite, le *populum crassum* et le *populum minutum*, le peuple noble et le peuple artisan, *i popolani nobili* et *i minori artifici*. L'inégalité est décrétée seulement contre les vrais nobles, contre les seigneurs: ceux dont l'esprit turbulent avait si souvent bouleversé et ensanglanté la cité. Ils sont déclarés inéligibles aux fonctions de la *seigneurie*, comme ne faisant partie d'aucune des professions actives, d'aucun des *arts*, et ils n'ont d'autres ressources, pour reprendre leurs droits, que de se *désanoblir*, c'est-à-dire de se faire immatriculer dans quelque corps de métier. La même révolution a lieu l'année suivante à Sienne, où est établie sur le même modèle la *seigneurie des neuf gouverneurs de la commune et du peuple*, et un peu plus tard à Lucques, à Pistoie, à Pise, à Arezzo, dans la plupart des villes voisines de Florence et même à Gênes. Rompre net avec la noblesse semblait aux villes toscanes le plus sûr moyen d'échapper au sort dont les podestats menaçaient déjà les héroïques villes lombardes.

Quelque temps après, à Florence, un gentilhomme du nom de Giano della Bella, passé dans le parti populaire, affermit cette nouvelle constitution. Nommé *prieur des arts*, et décidé à porter un remède radical aux maux que les in-

corrigibles mœurs de la noblesse infligeaient à sa patrie, il priva trente-sept familles nobles du droit de se faire immatriculer dans les corps de métiers, et proposa une loi qui enlevait ce droit *ipso facto* à toute famille dans laquelle un crime serait constaté dans l'espace de dix ans. Une nouvelle organisation militaire des citoyens de Florence divisés en vingt compagnies, ayant chacune à sa tête un *gonfalonier*, et relevant toutes d'un *gonfalonier* supérieur élu par la *seigneurie*, mit en même temps entre les mains du gouvernement les moyens de faire respecter la nouvelle constitution. Toutes les lois de Giano della Bella passèrent, mais non sans une vive opposition de la part des nobles, dont lui-même fut victime. Quelque temps après, en effet, une émeute ayant éclaté contre lui et remué dans la ville toutes les vieilles passions, le tribun, pour conjurer la guerre civile, s'exila, « au grand dommage de Florence, » dit Villani, qui le regarde comme « un franc et loyal citoyen, toujours prêt à sacrifier son intérêt particulier au bien public » (1294).

Les rivalités d'intérêt continuent à diviser d'ailleurs ceux que leurs principes politiques mêmes semblaient rapprocher. Les deux républiques de Gênes et de Pise, après tant de combats inutiles à propos de la Corse et de la Sardaigne, avaient mis enfin chacune en présence près de l'île de Meloria, en 1284, une flotte de plus de cent vaisseaux pour en finir, avec toutes leurs forces, dans une dernière action. Battus par une réserve de trente vaisseaux cachés derrière l'île de Meloria, et qui donnèrent au milieu du combat, les Pisans perdent plus de quarante vaisseaux, 5000 morts et 11 000 prisonniers, c'est-à-dire toutes leurs ressources et presque leur population, tout citoyen s'étant fait soldat dans cette occasion décisive. Le malheur de Pise est comme le signal donné à toutes les villes guelfes. Florence, Lucques, Sienne, Pistoie, Volterra, font alliance avec Gênes pour achever la malheureuse cité. Pise, dans l'imminence du danger, croit trouver son salut dans la dictature d'un de ses nobles ; triste ressource dont le comte Ugolin lui montra tous les dangers.

Celui-ci était un guelfe qui avait, de tout temps, ménagé et pratiqué les gibelins ; on le suspectait de suivre son intérêt dans les discordes ou l'abaissement de la république, et on l'accusait même d'avoir donné le signal de la fuite à la bataille de Meloria. Les Pisans néanmoins, aveuglés par le danger et croyant qu'il pourrait seul traiter avec l'ennemi, le nomment capitaine du peuple pour dix ans. Il obtient, en effet, ce que nul à sa place n'eût obtenu : la rupture de l'alliance des villes toscanes avec Gênes, par de grands sacrifices de châteaux et de territoires, il est vrai. Mais on le voit bientôt chercher à se perpétuer et à s'affermir au pouvoir ; il empêche la mise en liberté des prisonniers de Meloria, en y mettant des conditions repoussées même par ceux-ci ; il exile tous ceux qui lui font ombrage, sans distinction de parti, et il exerce la plus odieuse tyrannie, jusqu'à assassiner de sa main le neveu de l'archevêque Roger, son ennemi. Mais guelfes et gibelins, commandés par l'archevêque, se soulèvent, en 1288, assiégent le tyran dans le château de la seigneurie, l'y font prisonnier pendant l'incendie, et le jettent dans la tour aux Sept-Chemins avec quatre de ses fils et petits-fils. L'archevêque trouve moyen d'attirer la pitié sur le vaincu par un crime plus odieux que la trahison et la tyrannie. Il jette dans l'Arno les clefs de la prison et laisse sans nourriture le père et les enfants mourir ensemble moins d'inanition que de douleur, dans cette tour de la Faim, qui vit une réalité plus horrible que toutes les imaginations de l'enfer de Dante.

Pise ne se sauva de ce danger que pour retomber dans celui dont Ugolin l'avait tiré. Les villes guelfes, Gênes, Florence, Lucques, toute la Toscane, moins Arezzo, où s'étaient retirés les gibelins de Florence, s'apprêtèrent à venger Ugolin. La lutte recommença, toujours malheureuse pour Pise. Les Arétins et les réfugiés de Florence furent battus à Campaldino dans cette journée *mêlée de terreur et d'allégresse* où figure Dante. Pise se vit enlever l'île d'Elbe par Doria et fut menacée jusque dans son port. La république gibeline ne se sauva qu'en appelant à son aide

un homme de guerre célèbre en ce temps-là, Guido de Montefeltro, seigneur de la Romagne. Celui-ci, après avoir réorganisé Pise, parvint à arracher aux villes guelfes, en 1293, une paix qui restitua à peu près à la république ses anciennes frontières au prix de grands privilèges de commerce accordés aux Florentins, mais qui ne la releva pas d'un coup irréparable.

A l'abri de ces formes variées d'une indépendance tumultueuse, mais forte et féconde, et malgré ces luttes intestines, l'Italie atteint un degré de prospérité et de civilisation qui fait l'étonnement et l'envie du monde du moyen âge ; elle devient le centre, l'entrepôt du commerce de l'Orient et de l'Occident, le foyer des lumières et des arts. Jetée au milieu de la Méditerranée, elle relie non-seulement tous ses rivages par son commerce, mais les contrées les plus éloignées du levant et du couchant, du midi et du septentrion. Chaque ville se jette à son tour dans cette carrière du commerce pour y recueillir les richesses et la gloire.

Pise venait d'être frappée par la bataille de Meloria, il est vrai ; elle avait perdu la Corse, et ne possédait plus que la Sardaigne. Mais, avant de subir le sort qu'elle-même avait infligé à Amalfi, elle avait monopolisé le commerce de la Palestine, de l'Afrique et de l'Espagne. Maintenant Venise, Gênes, atteignent l'apogée de leur puissance, bien que la première tombe sous le joug d'une aristocratie d'ailleurs rude pour elle-même et soigneuse des intérêts du peuple, et que la seconde commence à aliéner sa liberté entre les mains de podestats ou de seigneurs étrangers, pour échapper aux rivalités des Doria et des Spinola. Venise, maîtresse de l'Adriatique, d'une partie des îles et des côtes de la Grèce, de plusieurs points du littoral en Asie et de l'île de Candie, entretient à la fin du treizième siècle trois cents gros navires et quarante-cinq galères, toujours complétement armés, et un nombre double de vaisseaux marchands ; ses flottes sont montées par trente cinq mille marins ; ses seules constructions navales occupent dix mille ouvriers. Sans négliger Constantinople et la mer Noire, elle fréquente principalement l'Égypte et Alexandrie ; mais son

ambition jette plus loin les yeux, et Marco Polo, son célèbre voyageur, en pénétrant jusqu'au fond de l'Asie, indique à son activité de nouvelles contrées. Gênes, qui n'était pas moins riche en navires, exploite, avec les côtes de l'Espagne et de la France, celles de l'Asie Mineure, les Dardanelles, où elle a à Constantinople le faubourg de Péra, et la mer Noire, au fond de laquelle sa colonie de Caffa prend le nom de reine de la Crimée. Les soieries de la Chine, les épices, les bois de teinture, les pierreries de l'Inde, les parfums de l'Arabie, les tissus de Damas, le sucre du Levant, l'or et les plumes d'Afrique sont les principaux objets que les deux républiques marchandes répandent dans toute l'Europe, et font pénétrer même par le Rhin jusqu'aux Pays-bas, en Angleterre, en Suède et en Danemark.

Les villes de l'intérieur ne sont pas en retard sur celles de la côte. Les manufactures y sont très-actives, surtout celles de laine et même celles de soie. L'ordre des *Humiliés* en Lombardie a gagné d'immenses richesses en introduisant dans ce pays l'industrie de la laine. Milan est la reine de la Lombardie par sa population et son industrie. En 1288, elle comptait, selon Giulini, treize mille maisons, six mille fontaines, quatre cents fours à boulangers, cent cinquante hôtelleries, et près de deux cent mille habitants. Les fabriques d'armures, de harnais, de selles, de draps fins, y étaient très-nombreuses. D'autres villes la suivent, quoique de loin. En 1300, il se fabrique à Vérone vingt mille pièces de drap par an. Florence, au dire de Villani, est la plus prospère des villes de la Toscane. Elle compte vingt-cinq mille hommes en état de porter les armes; quatre-vingt-dix mille habitants dans Florence même, et quatre-vingt mille dans le territoire de la ville. Il y a cent dix églises en comptant celles des faubourgs, deux cents tissages de laine qui occupaient trente mille ouvriers et expédiaient quatre-vingt mille pièces de drap d'une valeur de douze mille sequins. Pise commence à perdre ; mais à Sienne, qui expédie beaucoup pour le Levant, la taxe de quatre livres, payée pour chaque pièce de drap exportée, est affermée six cents sequins.

Un système hydraulique, fortement conçu et rigoureusement appliqué, dans la Lombardie et dans la Toscane; une distribution salutaire des eaux dans les vallées du Pô, le terrassement régulier du bassin en amphithéâtre de l'Arno, si favorable à la vigne, au figuier, à l'olivier; l'exploitation de la terre par des métayers, substituée presque partout au servage, grâce aux affranchissements faits par les bourgeois des villes devenus propriétaires, et même par quelques nobles ou prélats désireux de s'attacher les habitants de leurs domaines, font marcher l'agriculture du même pas que l'industrie. Le plus considérable des travaux de canalisation entrepris à cette époque, le *Naviglio Grande*, qui conduit les eaux du Tessin à Milan, est achevé à la fin du treizième siècle.

Entrepôt du commerce continental, l'Italie est aussi devenue comme le centre du mouvement financier de l'Europe La cour de Rome, qui percevait des fonds du monde entier, avait donné l'exemple de faire voyager les valeurs par une sorte de commerce de banque, et avait bientôt trouvé des imitateurs; les lettres de change circulaient déjà en Italie dès le commencement du douzième siècle. Le système du crédit public avait été découvert et appliqué par l'établissement de *Monti* ou banques d'État à Venise dès 1156, un peu plus tard, mais sur une plus grande échelle, à Gênes, dans la banque de Saint-George, et à Florence. Les Lombards ne méritent plus seuls que leur nom devienne synonyme de celui de banquiers ou de prêteurs. Les Florentins, les Génois, les Lucquois, escomptent dans toutes les grandes villes d'Europe au treizième et au quatorzième siècle; plus d'un prince devient le débiteur d'une petite république italienne; et le conseil de banque d'une de ces cités peut à son gré favoriser ou rendre impossibles les projets de croisade ou de conquête d'un grand souverain.

Le tribut de cette prospérité est noblement payé au christianisme par l'élévation de grands édifices religieux. L'église toute byzantine de Saint-Marc, avec son prodigieux portique composé de deux rangées d'arcs voûtés et cintrés, soutenus par des colonnettes, et ses cinq dômes surmontés

de croix grecques, avait été achevée dès l'année 1071. Depuis la chute de Constantinople, les fameux chevaux de Néron occupent le milieu de la galerie qui sépare les deux parties du portique. La haute tour ou *Campanile*, en face de la basilique, sort de terre en 1141, et permet bientôt au doge de Venise de contempler l'Adriatique, « son épouse, » dans toute sa majesté. Le dôme de Pise, œuvre de Buscetto de Dulychium, premier type de l'ordre toscan, commencé en 1063 et orné des dépouilles de l'antiquité grecque et romaine qui composent presque entièrement les cinq colonnades superposées de son beau portail, était achevé à la fin du onzième siècle. En 1152, la ville gibeline jette les fondements de son baptistère, admirable composite où les colonnes grecques supportent avec grâce l'arcade romaine, où la coupole byzantine surmontée d'un saint Jean-Baptiste de bronze sort majestueusement d'une broderie toute gothique; la fameuse tour, avec ses deux cent sept colonnes de marbre blanc et son inclinaison hors de la perpendiculaire, bâtie en 1174, achève sur la même place cette admirable trilogie, objet de l'étonnement général. Enfin, en 1278, on commence sur les dessins de Jean de Pise, pour recueillir dignement les restes des grands hommes de la petite république ensevelis sous une terre apportée des environs de Jérusalem, la vaste et curieuse galerie du *Campo Santo*. La naissance et la mort, Pise avait voulu les consacrer dignement. Le célèbre artiste, en inscrivant l'ogive dans le plein cintre, donne au champ consacré une douce et sereine tristesse. Les illustres morts trouvent dans les deux Orcagna les dignes interprètes de leur vie glorieuse et tourmentée.

Florence, née plus tardivement pour les arts comme pour la liberté, atteint bientôt ses devancières. A la fin du treizième siècle, Arnolfo di Lapo, descendu de la montagne d'Assise, où il avait élevé la belle église des franciscains, mêle encore plus hardiment l'ogive et la rosace à l'ordre toscan dans les églises de *Santa Croce* et de *Santa Maria del Fiore*, surmontée depuis par Brunelleschi de ce dôme que Michel-Ange ne devait pas dédaigner d'emprunter

pour en couronner la mère de toutes les églises. Le campanile élevé un peu plus tard porte encore plus l'empreinte de l'invasion gothique, venue à la suite de la domination allemande. Au seizième siècle, il étonnait Charles-Quint accoutumé à la richesse des architectures arabe et flamande. Ces temples offrent un digne asile aux essais de Cimabuë, qui affranchit la peinture de la manière traditionnelle des Byzantins, et du Giotto, qui ajoute la grâce de l'expression à la sévérité du dessin de son maître.

Dans un autre ordre de faits, l'Italie était toujours la source originale des seules grandes sciences connues au moyen âge : le droit et la théologie. Les quatre fameux docteurs de Bologne, que nous avons trouvés en possession de la célébrité au temps de Frédéric Barberousse, ont laissé des successeurs dignes d'eux, et qui font longtemps autorité dans l'Europe entière. Accurse, né à Florence en 1182, disciple d'Azzo, professeur à Bologne, doué d'une mémoire prodigieuse, avait recueilli dans sa *Grande Glose* toutes les remarques, toutes les observations faites par ses prédécesseurs ; il est pendant tout le treizième siècle *l'idole* des jurisconsultes, malgré les erreurs où l'entraîne souvent son peu de connaissance de la littérature ancienne. Bientôt Barthole, né en 1313, professeur à Pise, éclaircit par des *Commentaires* plus développés les Gloses d'Accurse, et, dans un traité intitulé : *Du Gouvernement et de la Tyrannie*, signale la pente où se laissait glisser sa patrie.

Au onzième siècle, Lanfranc, né à Pavie en 1005, plus tard archevêque de Cantorbéry; Pierre Damien, né en 1001 ; saint Anselme, né à Aoste en 1034, successeur de Lanfranc, avaient réellement les premiers fondé la science de la scolastique, en appliquant le raisonnement à démontrer les choses de la foi, et la science à appuyer l'autorité de l'Église. Au douzième et au treizième siècle encore, l'inspiration italienne soutient, renouvelle cette science à double tranchant, aussi utile pour bâtir la cité ecclésiastique du moyen âge que pour édifier la Jérusalem céleste faite à l'image de la première. Pierre Lombard, né en 1154 près de Novare, donne à la théologie les plus

solides et les plus profondes assises dans son livre intitulé : *Le Maître des sentences*, tout entier fortifié de propositions extraites des Pères. Saint Bonaventure, né en 1221, surnommé le *docteur séraphique*, voyant le souverain bien dans l'union avec Dieu, et la vérité dans la contemplation du divin Être, surmonte l'édifice comme d'une mystique couronne. Saint Thomas d'Aquin, né en 1245, coordonne, cimente le tout avec la logique sévère d'Aristote, d'après le système complet et vigoureux qu'il laisse dans sa *Somme théologique*. Une seule tentative, celle de Jean de Parme, avait menacé l'unité et la continuité catholique du système ; sa voix avait été promptement étouffée ; il fut obligé par Martin IV de déposer le généralat des franciscains.

Il n'y a pas au moyen âge jusqu'à la médecine qui ne prenne son essor en Italie pour dominer de là l'Europe entière. L'École de Salerne, déjà célèbre au neuvième siècle, érigée en Académie par Roger de Sicile, et confirmée par l'empereur Frédéric II, délivre des *licenees et des diplômes* non-seulement pour l'Italie, mais pour tous les pays voisins, et la fleur de la sagesse de l'école salernitaine, *quod flos medicinæ vocatur*, composée pour la première fois par un poëte médecin pour un roi d'Angleterre, fait autorité partout.

C'est dans la péninsule aussi que naît la première une des grandes littératures modernes. Il n'y avait pas encore bien longtemps que Guillaume de Pouille rimait en latin les exploits de Guiscard ; le chapelain Donizon, la piété de la comtesse Mathilde, et Mussato, les crimes d'Eccelino. Au jubilé de l'an 1300, Villani a l'idée d'écrire l'histoire, « pour la gloire de Florence sa patrie, qui s'élève tandis que Rome est sur son déclin, » et depuis il s'acquitte de cette tâche avec une intelligence des choses et une gravité de style qui décèlent l'étude des modèles et la pratique de la vie politique. Enfin la poésie italienne abandonne les voies frayées par les poëtes siciliens et lombards, imitateurs de ceux de la Provence. Brunetto Latini, Guido Cavalcanti, Florentins, savants et poëtes à la fois, ouvrent la voie. L'instant de la maturité était arrivé ; Dante Alighieri révèle

à l'Italie sa langue nationale, vulgaire, sa *volgare eloquentia*, et laisse dans un poëme immortel l'expression la plus complète et la plus vraie de cette époque tourmentée et féconde. La profondeur mystique de saint Bonaventure et la dialectique ardue de saint Thomas d'Aquin, la haine et l'amour, le cri de guerre de l'homme de parti et le soupir du troubadour, la théologie et la politique, l'orthodoxie d'un moine à l'égard de la doctrine de l'Église et le libre penser d'un *patarin* à l'égard de ses membres, l'attachement d'un guelfe pour la liberté et celui d'un gibelin pour l'ordre, le ciel et la terre, le monde et Florence, semblent se mêler, se confondre à l'envi dans la *Comédie divine*, comme pour nous livrer le secret de l'Italie avec celui de l'exilé florentin et de l'amant de Béatrix transfigurée.

Ce n'est pas cependant sans un sentiment obscur, mais réel aussi, des choses, que le poëte, frappé d'une tristesse infinie par l'abaissement de l'Empire et du Saint-Siége, ensevelit pour ainsi dire cette vivante épopée italienne dans les *cercles* de l'autre monde, du *Paradis* et de l'*Enfer*. Au sein de la prospérité publique, Dante, éclairé par les chagrins et l'amertume de l'exil, met le doigt sur les germes d'une décadence prématurée. L'empereur et le pape avaient, il est vrai, déchiré le plus souvent l'Italie, mais ils étaient pour elle aussi un principe d'union et de grandeur. C'était sous leur égide que la péninsule avait parfois trouvé quelque unité et pu se croire encore, dans son orgueil traditionnel, la maîtresse des peuples. Dante n'avait pas assez d'admiration pour tout ce qui avait porté le titre d'empereur, pour Auguste, Justinien, Charlemagne, ces bras du Christ, qui avaient réformé les lois, protégé l'Église et donné la paix au monde. « Mon siége, mon siége, » s'écriait aussi saint Pierre par la bouche du poëte, « mon siége est vacant devant le Fils de Dieu, et n'est plus qu'un cloaque de sang et de pourriture. » L'Italie, en effet, erre comme égarée depuis qu'elle n'a plus les deux pôles entre lesquels elle avait si longtemps oscillé. Mise en face de ses divisions, elle s'y livre sans mesure,

elle abrite ses intérêts et ses passions sous les vieux noms de guelfe et de gibelin, triste héritage de haine laissé par le pape et l'empereur. Nobles puissants dans les campagnes et riches bourgeois dans les villes se disputent trop souvent le pouvoir sous des drapeaux qui ne trompent plus personne. « Que les gibelins, dit Dante lui-même, prennent une autre enseigne ; ce n'est pas suivre l'empire que se séparer de la justice, » et il implore la présence de César : « Viens voir, dit-il, homme oublieux, viens voir les factions se déchirer dans les villes, les Monaldeschi et les Filippeschi, les Montecchi et les Capuletti, » deux noms immortalisés aussi par un autre poëte, comme les types de ces passions de tout genre qui déchirent la péninsule. Tel est en effet l'état de l'Italie. L'hostilité du principe aristocratique et du principe démocratique menace déjà une indépendance plutôt tolérée par l'empire que conquise sur lui. Elle est le principal obstacle à l'établissement de l'unité à l'abri de laquelle seulement pourrait se développer le sentiment péninsulaire, national.

La liberté municipale même n'est pas établie sur un terrain moins mouvant ; c'est encore par un acte de leur libre volonté et pour leur plus grande tranquillité que les cités lombardes commencent à se donner des maîtres. Mais il est dangereux pour la liberté de jouer avec la servitude, et les services de la tyrannie sont rarement gratuits. « L'Italie, dit Dante, est pleine de tyrans, et tout manant qui intrigue est pris pour un héros ! » Dans les villes toscanes, l'exclusion portée contre les nobles indique plus de défiance que de force réelle. La jalousie de la grosse bourgeoisie contre les gens de petit métier ; la servitude dans laquelle les citoyens des villes tiennent les habitants de la campagne ; les hostilités continuelles des riches contre les pauvres, du *peuple gras* contre le *peuple maigre* (*prœlium inter populum crassum et populum macrum*), des citadins contre les métayers, rendent impossible l'affermissement de la liberté, regardée comme un privilége et non comme un droit. « Après les révolutions, on fait des réformes, » dira plus tard Machiavel, « non dans un

intérêt général, mais pour l'affermissement et la sécurité d'un parti. » On regarde la proscription en masse de toute une classe, *noble*, *grasse* ou *maigre*, comme le seul moyen d'éviter une guerre d'extermination, et on perpétue ainsi la guerre; les bandes d'exilés (*fuorusciti*) errent par toute la péninsule, épiant l'occasion de rentrer dans leur patrie, invoquant l'étranger pour apprendre de lui l'art du retour. L'instabilité de ces institutions, « si frêles que ce qu'on avait filé en octobre n'arrive pas à la mi-novembre, » fait ressembler les républiques à ces malades qui, ne pouvant trouver de repos, s'agitent sur leur couche de douleur. « Italie, s'écrie le poëte, habitation de douleur, vaisseau sans nocher dans une affreuse tempête, tu n'es plus la maîtresse des peuples, mais un lieu de prostitution. Ceux qui vivent dans tes contrées se font une guerre implacable; ceux que les mêmes remparts protégent se rongent l'un l'autre. Cherche, misérable, autour de tes rives, et vois si une seule de tes provinces jouit de la paix. »

Les républiques et les tyrans; l'Italie sans empereurs et sans papes. Les Visconti, les Scala, les Gonzague, Hugues de la Fagginola, Castracani, Gaultier de Brienne (1310-1343).

Rien d'étonnant qu'au milieu de ces querelles et dans l'ardeur de la lutte les partis tournent encore les yeux vers le pape et vers l'empereur, sinon dans l'espoir de trouver le nocher qui puisse les tirer de la tempête, au moins par désir de vaincre leurs adversaires. Les noms de guelfe et de gibelin ayant perdu leur sens primitif couvrent des rivalités mesquines. Mais les papes, du fond de leur retraite fixée, en 1309, à Avignon, les empereurs perdus dans l'océan de la féodalité allemande, ne peuvent exercer qu'une intervention plus nuisible qu'utile; et l'histoire de l'Italie, pendant plus d'un siècle, n'est qu'une suite de révolutions et de contre-révolutions qui se propagent d'un bout à l'autre de la péninsule, à chaque apparition d'un pape ou d'un empereur, à chaque événement qui déplace

les hommes et les forces du pays; triste flux et reflux où doivent s'abîmer ces deux nouvelles et fragiles conquêtes, la liberté et l'indépendance!

Il y avait en Italie, dans l'opposition de la monarchie napolitaine du midi et des nombreuses républiques du centre et du nord, une première grande cause de désordre. Depuis la translation du saint-siége en France, le roi de Naples, Robert, successeur de Charles II, en 1309, était le personnage dominant de la péninsule; son appui faisait le triomphe des *noirs* dans la Toscane, des guelfes dans la Lombardie, en un mot, des aristocraties bourgeoises contre la noblesse. Les gibelins, c'est-à-dire, à Milan, les Visconti et leurs nombreux clients, à Bologne, les Lambertazzi, à Florence, les *blancs*, variété de gibelins, s'adressaient donc comme exilés, comme *fuorusciti*, pour obtenir des secours contre leurs ennemis, à César, leur ancien protecteur. L'an 1310, par un rapprochement singulier, le pape Clément V et l'empereur s'entendirent contre le roi de Naples, qui avait pris en Italie la place du saint-siége à la tête des guelfes.

Après une absence de cinquante-six ans, un nouveau césar, le jeune Henri VII de Luxembourg, descend les Alpes par le mont Cenis, favorisé par Amédée V, duc de Savoie, dont la maison commençait à se mêler plus activement des affaires d'Italie; il avait une faible escorte d'hommes d'armes et une provision plus petite encore d'écus, mais il était en revanche flanqué des légats de Clément V. Le pape et l'empereur, donnant l'exemple de l'union, voulaient, disaient-ils, étouffer toute discorde. Cette exhibition pacifique, orthodoxe, d'un césar jeune et chevaleresque, réveille dans toute leur candeur les vieilles illusions de l'Italie, et ouvre un instant les cœurs à l'espoir et à la concorde. Le poëte Dante salue le premier le revenant, et le conjure, dans son livre *de l'Unité du pouvoir* (*de Monarchia*), au nom de la raison, au nom de la foi et de l'humanité, de donner la paix à l'Italie et au monde, en prenant pour lui la toute-puissance. La noblesse lombarde se précipite au-devant du jeune homme,

promettant de lui faire faire le tour de l'Italie, l'*oisel sur le poing;* la population des villes remue au cri de : *Viva il popolo!* les émigrés de tout parti et de toute commune arrivent et grossissent le cortége impérial.

Le jeune empereur reçoit à Milan la couronne de fer, au milieu de la joie générale, dans l'église de Saint-Ambroise. Il récompense la fidélité d'Amédée de Savoie en le créant prince d'empire, ce qui lui fait faire un premier pas dans la péninsule. Il promet de ne faire aucune différence entre les guelfes et les gibelins, ordonne partout la réconciliation, la rentrée des exilés, et remplace les vicaires de Robert de Naples par des vicaires impériaux. La ville de Gênes, lasse des querelles de ses familles nobles, se donne à lui pour vingt ans et reçoit un podestat de sa main. Cependant l'illusion et l'accord sont de courte durée. Henri VII, ayant rendu le gouvernement de Milan à Matteo Visconti, les Torriani avec les guelfes de Crémone et de Brescia prennent les armes. L'Empereur est obligé d'assiéger Brescia pendant six mois. D'ailleurs le césar, chevaleresque, mais pauvre, allait levant le tribut de conquête, 100 000 écus sur Milan, 60 000 sur Gênes. Dans la Toscane, il fut encore accueilli à bras ouverts par l'infortunée Pise, qui offrit d'elle-même ses trésors, 30 galères et 600 arbalétriers, mettant en lui tout son espoir; mais il trouva Florence et toutes les autres villes guelfes fermées et hostiles. Réduit à traverser la Toscane soulevée « au nom de la sainte Église, » malgré la présence des légats du pape, et « pour la mort de l'empereur, » Henri VII n'est pas beaucoup plus heureux à Rome, « cette veuve, cette délaissée, qui l'appelait nuit et jour, s'écriant au milieu de sa douleur : « O mon césar! pourquoi n'accours-tu pas dans mon sein? » Il doit se contenter d'être couronné par les légats du pape dans l'église de Saint-Jean de Latran.

La faiblesse impériale apparut mieux encore quand, au lieu de pacifier, le césar voulut sévir. Après avoir mis Florence au ban de l'empire « pour sa folie et son orgueil insigne à l'encontre de la majesté royale, » et déclaré Robert

déchu de son trône, comme criminel de lèse-majesté, Henri VII, avec quelques vassaux allemands et les gibelins de l'Italie, ne peut que ravager la Toscane comme un aventurier. Florence se donne au roi de Naples pour cinq ans, afin de l'intéresser à sa défense; elle répand l'argent et excite partout des révoltes. Au milieu de l'Italie soulevée, le césar, que Dante appelait à l'empire du monde, meurt à temps, en 1313, victime des suites de la *mal' aria*, ou, s'il en faut croire les Allemands, du poison que lui aurait administré un dominicain dans une hostie.

L'empereur mort, Robert de Naples reprit ses projets de domination, mais avec moins de succès. Pise, menacée par lui dans la Toscane, en punition de tout ce qu'elle avait fait pour Henri VII, trouve un défenseur dans Hugues de la Faggiuola, riche et puissant seigneur de la Romagne. Celui-ci, banni de Gênes où il avait été podestat, se faisait partout le défenseur des nobles chassés par les riches bourgeois des villes. Nommé seigneur de Pise, il ramène les gibelins dans Lucques et bat l'aîné des fils du roi Robert, chef des troupes guelfes de Toscane, près de Montecatini (1315). Dans la Lombardie, Matteo Visconti, le vrai chef des gibelins, défait également les lieutenants de Robert. Mais l'ambition et l'égoïsme commencent à se faire jour dans ces luttes où la liberté seule avait autrefois fait battre les cœurs. Hugues de la Faggiuola n'avait délivré Lucques et Pise de Robert de Naples que pour chercher à les asservir. Ce premier essai de despotisme ne réussit point en Toscane. Les Lucquois chassent le fils de Hugues; Faggiuola sort de Pise pour secourir son fils; les Pisans lui ferment leurs portes. Dans la Lombardie, au contraire, Matteo Visconti profite de ses succès pour s'emparer de Pavie, Tortone, Alexandrie, et commencer à faire de sa seigneurie un État véritable. Seigneur de Milan depuis la mort de l'archevêque son oncle qui y avait déjà exercé le pouvoir temporel, il est le véritable fondateur de la fortune de sa maison. Investi du vicariat impérial de la Lombardie, il domine dans toute la vallée moyenne du Pô. On l'appelait Matteo le Grand.

Le pape Jean XXII, sorti enfin, en 1316, de la difficile élection du conclave, tente, avec l'alliance de Robert de Naples et les sommes énormes que le saint-siége amassait à Avignon, de reprendre aussi du pouvoir en rendant l'avantage aux guelfes. Homme ambitieux, théologien pédant qui se fit accuser d'hérésie et ne se corrigea jamais du péché d'avarice, il déclare Robert de Naples vicaire impérial en Italie, et excommunie Matteo Visconti, qui ne voulait point renoncer à ce titre qu'il tenait de Henri VII. Le seigneur du Milanais, pour toute réponse, met le siége devant la ville de Gênes, alors au pouvoir de la faction guelfe, afin d'y ramener les Doria et les Spinola (1318). Robert, à la tête de 25 vaisseaux, se jette dans la ville; les guelfes génois, comme tous les autres Italiens, préférant la victoire de la faction à la liberté de la patrie, le nomment seigneur de Gênes pour dix ans. Les destinées des factions se débattent pendant dix mois à ce siége mémorable. Toute l'Italie prend parti. Visconti et les gibelins, rappelés par les hostilités des guelfes de Brescia, se lassent les premiers et lèvent le siége.

Encouragé par ce succès, Jean XXII envoie un légat, Bertrand du Poïet, et un prince français, Philippe de Valois, déjà mêlé aux affaires italiennes, pour reprendre l'offensive. Visconti enferme Philippe entre le Pô et le Tessin et force le futur roi de France à signer un traité honteux. Mais, poursuivi ensuite par des craintes superstitieuses, errant d'église en église, il rend l'espoir à Jean XXII en transmettant, de son vivant, son autorité à son fils Galéas, afin de mourir en paix avec l'Église (1322). Le légat du Poïet s'empare d'une partie de la Lombardie. Mais, à défaut du seigneur de Milan, le drapeau gibelin est tenu en Lombardie et en Toscane par Castruccio Castracani et Cane della Scala.

Celui-ci, le plus généreux des chefs gibelins, qui recueillait Dante à sa cour, avait été mis jusque-là dans l'ombre par Matteo Visconti. Il prit alors le premier rang. Petit-fils de ce Mastino della Scala qui avait recueilli l'héritage sanglant des Romano dans la marche de Frioul,

maître de Vérone, Vicence, Trévise, il en avait la puissance. Il arrêta le légat dans la Romagne, de concert avec le marquis Azzo d'Este, rétabli dans Ferrare en 1317, et battit même les Bolonais, qui jouaient à peu près dans la Romagne le rôle de Florence dans la Toscane. L'heureux seigneur de Vérone y gagna le surnom de Grand, qui avait appartenu à Matteo Visconti (1324).

Dans la Toscane, Castruccio Castracani avait appris dans de nombreuses aventures à travers l'Europe à connaître les hommes et les choses. Il mit son expérience au service de son ambition. Chargé du gouvernement de la ville de Lucques, il ne cherche qu'à soumettre à son autorité les villes gibelines de la Toscane, sous prétexte de les défendre. Après avoir échoué deux fois contre la fière Pise, le tyran de Lucques tourne ses entreprises contre les villes guelfes de la Toscane, espérant plus de la reconnaissance des gibelins, s'il battait d'abord leurs ennemis. Après avoir acheté Pistoie d'un petit seigneur qui l'avait volée à un abbé, il attaque la république de Florence par le val de Nievole et le val d'Arno inférieur, lui prend plusieurs châteaux, et la presse si bien que les Florentins, en 1325, choisissent pour capitaine un certain Raymond de Cardone. Cet homme de guerre, qui ne voyait dans le métier des armes qu'une occasion de gain, sous prétexte de mener les Florentins à l'ennemi, les fit passer pendant les chaleurs de l'été par les marais de Bientina, afin de leur délivrer à bon compte un plus grand nombre de congés. Castruccio Castracani n'eut pas grand'peine à battre, près d'Alto Poscio, cette armée décimée par la désertion; il s'empara même du carroccio florentin, et vint par bravade célébrer une course jusque sous les murs de Florence (1327). Dante le disait bien : « Tout manant qui intrigue est pris pour un héros. » Castruccio Castracani, dont Machiavel a cru plus tard devoir célébrer l'habileté, ne recueillit cependant pas de cette victoire les fruits qu'il en attendait. A bout de moyens, il appela à son tour l'empereur Louis de Bavière.

Arrivé en Italie en 1327, cet empereur d'Allemagne parut

agir comme il fallait pour dégoûter à jamais les Italiens, guelfes et gibelins même, de toute intervention impériale. Couronné solennellement à Milan, en présence des princes ou des ambassadeurs d'une partie de l'Italie, le césar tudesque montre bientôt qu'il n'était venu que pour lever en Italie les tributs qu'il ne trouvait pas en Allemagne. Il fait saisir Galéas Visconti, seigneur de Milan, comme coupable d'avoir trahi la cause des gibelins; il s'empare de ses forteresses, de ses troupes, et le jette dans les *fours* de Monza, affreuses prisons que celui-ci avait fait bâtir lui-même, et où l'on ne pouvait se tenir ni debout ni couché. En Toscane, sur le conseil de Castruccio Castracani, qu'il fit duc de Lucques et de la Lunigiane, il assiége Pise, la ville fidèle par excellence, qui s'était ruinée pour les césars transalpins, y met garnison, en octroye la seigneurie à sa propre femme, et lui impose une contribution de guerre de 150 000 florins. A Rome (1328), reçu par les Colonna, il se venge des excommunications lancées contre lui par Jean XXII en le déposant comme un hérétique, et se fait couronner par un antipape avec l'appui de Castruccio, qui, nommé sénateur de Rome et comte palatin de Saint-Jean de Latran, porte devant lui pendant la cérémonie l'épée impériale. Il voulait marcher de là sur le royaume de Naples, contre le roi Robert qui avait fait son fils seigneur de Florence. Mais la mort de Castruccio le mit dans l'impossibilité de pousser plus avant. Insulté par les soldats de Robert jusque dans Ostie, hué par le peuple de Rome, il finit son expédition comme il l'avait commencée, par des actes de rapacité et d'ingratitude. A son retour dans la Lombardie, Azzo Visconti, rentré dans Milan après la mort de Galéas, moitié par force, moitié par capitulation, ferma les portes de la ville à un empereur devenu odieux à tous, fit la paix avec le pape, dont il accepta le titre de vicaire pontifical, et inquiéta Louis jusqu'à Trente, d'où celui-ci repassa honteusement en Allemagne (1329).

La conduite de Jean XXII et de Louis de Bavière n'acheva pas seulement la ruine du sacerdoce et de l'empire,

elle démoralisa complétement la péninsule; et, dans des luttes où tout s'affaissa, les marchés substitués aux combats, les victoires de l'argent remplaçant celles de l'héroïsme, montrèrent suffisamment de quelles hauteurs on était descendu. Après la retraite de l'empereur Louis de Bavière, Florence, qui commençait à avoir plus de confiance dans l'or que dans le fer, acheta le beau val de Nievole d'où Castruccio lui avait causé tant d'inquiétude. Pise revenue, et pour cause, de sa fidélité à l'empire, chassa de ses murs la garnison impériale en la payant grassement. A Mantoue, un Louis de Gonzague, pour venger une injure personnelle, fit passer la seigneurie de la ville des gibelins aux guelfes en s'en emparant, et commença ainsi la fortune de sa maison devenue depuis si célèbre.

Si l'Italie, après avoir perdu toutes ses illusions au sujet de l'empire et du saint-siége, conservait encore quelque espoir dans la chevalerie, cette sentimentale expression d'un monde qui approchait de sa fin, l'apparition de Jean de Bohême, en 1330, le lui fit perdre encore. Ce brillant et généreux chevalier, fils d'empereur et roi de Bohême, qui parcourait les cours de l'Europe en redresseur de torts et en pacificateur, avait beaucoup à faire dans la péninsule. L'enthousiasme qu'excita son arrivée parmi les Italiens, toujours prêts à s'éprendre de toute nouveauté, parut d'abord devoir lui rendre tout facile. En vrai chevalier, il mettait son entreprise sous l'invocation du saint-siége, et il prétendait tout pacifier, tout accorder. On se livrait à lui sans défiance et sans honte. Il n'était point à craindre comme un empereur, et c'était le plus brave et le plus noble étranger qu'on pût prendre pour seigneur.

Jean se méprit cependant en s'imaginant que les Italiens l'appelaient sérieusement comme un pacificateur. En rappelant indifféremment tous les exilés, guelfes et gibelins, en cherchant à s'entendre avec les Scala et le légat du Poïet, avec les Visconti et le vieux roi de Naples, il mécontenta tout le monde. Il voulait réconcilier les partis; il y réussit, mais ce fut en les réunissant contre lui-même. Florence fit alliance, en 1332, avec les seigneurs lombards,

contre lui. Une attaque générale eut lieu sur tous les points à la fois. Jean de Bohême, étonné de ce changement subit, courut à Parme, à Bologne, à Lucques; mais bientôt, las de cette étrange versatilité, suspect même au légat du pape, pour lequel il s'était compromis, il termina en brocanteur son rôle de chevalier redresseur de torts, vendit Parme aux Rossi, Reggio aux Fogliani, Crémone à un autre (1333), et abandonna le légat du Poïet, qui fut obligé de déposer ses pouvoirs à Bologne.

L'alliance des petits despotes et des petites républiques, l'union du principe aristocratique et du principe démocratique, n'étaient pas durables.

Mastino della Scala croyait pouvoir, comme son père, succéder aux projets qu'avait formés Matteo Visconti en Italie; infidèle le premier au traité d'alliance, il garda Lucques, ouverte toujours à tous comme une proie, au lieu de la livrer à ses alliés; il excita les nobles de Pise à reprendre le gouvernement au peuple, et tenta de former contre Florence, avec les exilés, une ligue gibeline. Florence effrayée réunit contre lui, en 1336, la ville de Venise, Obizzo d'Este, Louis de Gonzague et Azzo Visconti, *ad desolationem et ruinam*, pour la désolation et la ruine de ce voisin dangereux. Elle mit chez elle le pouvoir aux mains d'un grand juge dictatorial, nommé *conservateur*, Jacques d'Agobbio, qui fit de son pouvoir un usage que souvent on trouva trop rude.

Mastino della Scala ne put tenir tête à cette ligue formidable. Les Vénitiens s'emparèrent de Trévise; Visconti reprit Brescia. Le tyran offrit alors de céder ce qu'on lui avait pris. Les Florentins, malheureux dans toutes leurs entreprises, furent seuls à ne pas profiter des revers de Mastino. Ils acquirent, il est vrai, et fort cher, la seigneurie d'Arezzo; mais Venise, satisfaite des premières acquisitions faites au dehors de ses lagunes sur le continent, traita bientôt avec Mastino, et se fit assurer la libre navigation du Pô. Pour Florence, elle n'eut pas même Lucques; Pise la lui disputa à son tour, livra bataille à son

armée sous les murs mêmes de la ville en litige, fut victorieuse, et en resta maîtresse (1341).

Florence se vengea des échecs de son ambition sur sa propre liberté. La servitude semblait, pour toutes les villes, le dernier refuge contre les dissensions et l'anarchie, ou la conséquence naturelle de la décadence de leur esprit militaire et de leur coutume d'enrôler des volontaires étrangers chargés de les défendre. En 1337, Taddeo de Pepoli, l'homme le plus riche de l'Italie, avait fini par séduire la garde allemande, entretenue par la ville de Bologne; il s'empare, avec son aide, du palais public, suspend les assemblées générales, et obtient même d'être reconnu par le pape en lui payant un tribut annuel de huit mille livres. Deux ans plus tard, en 1339, à Gênes, las d'une constitution qui donnait aux nobles, représentés par deux capitaines, le pouvoir de le persécuter, et qui laissait sans autorité l'*Abbé*, magistrat particulièrement chargé de sa défense, le peuple institue, au milieu d'une révolte, une magistrature unique et plus puissante en faveur de Simon Boccanera, son premier doge; c'était au moins une institution nationale, régulière, dont l'autorité sut souvent maintenir les factions.

Le peuple de Florence, à son tour, attribuant ses revers au défaut d'unité de son gouvernement, nomma, en 1342, capitaine de la justice et général de ses armées, un certain Gaultier de Brienne, duc d'Athènes, *in partibus*. Cet aventurier plein d'ambition et de ruse, Français, né à Athènes, était un de ces habiles entrepreneurs de tyrannies qui trouvaient alors trop aisément dans les désordres de la péninsule à exercer leur industrie. Il ruina par ses artifices le crédit du gouvernement alors confié à ce qu'on appelait la *grasse* bourgeoisie; il promit à la noblesse de la combler d'honneurs, au peuple *maigre* de l'enrichir. Puis, un beau jour, avec cent vingt cavaliers, trois cents fantassins et une troupe de gentilshommes, il marcha sur la *seigneurie*, dispersa les magistrats aux applaudissements du peuple, et fit planter son étendard à la place du drapeau de la justice et des armes de la commune. Maître alors, il chassa

les nobles, confisqua les biens des gros bourgeois et pressura le pauvre peuple, livrant les femmes et les filles de tous à ses mercenaires, et faisant couper la langue à ceux qui trouvaient à redire à sa manière de gouverner. Ce ne fut que deux ans après que ce peuple, si prompt d'ordinaire à renverser les magistrats qu'il s'était librement donnés, éclata enfin, en 1343, dans un triple conspiration, fit main basse sur les mercenaires allemands du tyran, l'assiégea dans le palais vieux, le força à s'enfuir et recouvra sa liberté. L'odieux aventurier n'eut ni le supplice d'Ugolin, qu'il méritait peut-être, ni la mort de Castruccio, dont il n'était pas digne.

Le midi de la péninsule n'était plus en état d'exercer aucune influence sur le reste du pays. Le roi Robert, en donnant pour époux à sa fille Jeanne, héritière de sa couronne, André, fils de Charobert, son frère aîné et roi de Hongrie, avait fait asseoir la discorde sur le trône, loin de la détourner du royaume. Après lui, la jalousie d'André et de Jeanne Ire, qui prétendaient régner chacun en vertu de ses propres droits, envenimée encore par les rivalités des deux factions hongroise et napolitaine, et par les désordres d'une cour galante, éclata dans toute sa fureur et donna lieu à un drame sanglant. Quelques jours après son couronnement, le roi André, victime d'un complot ourdi par un fils naturel de Robert et une confidente de la reine, est attiré par ruse hors de la chambre royale, massacré et jeté par les fenêtres du palais. Le pape Clément VI ordonne au grand justicier du royaume de poursuivre le crime sans acception de personnes. Louis le Grand, roi de Hongrie, frère de la victime, débarque dans le royaume pour tirer de Jeanne Ire une éclatante vengeance, et une nouvelle révolution menace cette partie de l'Italie qui avait tant de fois déjà changé de maître (1347).

Le poëte Pétrarque et le tribun Nicolas Rienzi (1347).

Au milieu de ces désordres, la ville de Rome descendit encore plus bas les degrés de l'anarchie. Toujours

sous l'autorité nominale des papes, qui choisissaient le sénateur, mais sans avoir au moins les avantages de leur présence, Rome, sans gouvernement réel, était en proie aux factions des Colonna et des Orsini. Ceux-ci, retranchés dans le Colisée ou dans les autres ruines de la grandeur romaine, se livraient des combats acharnés, et ne s'entendaient que pour piller les habitants, déshonorer leurs femmes, dépouiller les églises et rançonner les pèlerins. Le sénateur, le préfet et les *caporioni* ou chefs de quartiers, n'y pouvaient rien.

Après la chute de la papauté et de l'Empire, et dans la défaillance de la liberté, il fallait un mobile bien puissant pour arracher l'Italie à ses misères. Sur la foi d'une idole nouvelle qu'ils s'étaient pris à adorer, sur la foi de l'art qui semblait leur rendre, dans les régions de l'idéal, tout ce qu'ils perdaient dans le monde réel, les Italiens s'efforcèrent un instant d'échapper à la décadence qui les menaçait. Dante, aussitôt après sa mort, en 1321, avait trouvé « la vie qu'il avait cherchée de son vivant, » l'immortalité « chez ceux qui appelleront son temps le temps antique. »

> « Vita tra coloro
> Che questo tempo chiameranno antico. »

Son poëme, avidement dévoré dans toute l'Italie, malgré et peut-être à cause de « l'âpreté d'un fruit si fortement acide, » devenait déjà l'objet d'une sorte de vénération religieuse. De toutes parts on entreprenait de l'expliquer et de le commenter comme un livre national et sacré. Visconti rassemblait les hommes les plus savants de l'Italie, deux théologiens, deux philosophes et deux antiquaires, pour interpréter le texte hiératique. Florence, honteuse d'avoir forcé son plus illustre citoyen « à monter et à descendre l'escalier de l'étranger, » redemandait les saintes reliques au seigneur de Ravenne, da Polenta, en attendant qu'elle fondât une chaire exclusivement consacrée à la lecture et au commentaire de *la divine Comédie.*

Jalouse de ne plus se faire accuser de barbarie et d'ingratitude, l'Italie tout entière se mit au moins aux pieds du

successeur de Dante, et traita à l'égal d'un empereur ce roi d'une nouvelle patrie. Fils d'un Florentin exilé, nourrissant deux passions idéales, l'une pour l'ancienne gloire de Rome, l'autre pour une noble dame d'Avignon, Laure, femme du syndic, Hugues de Sade, Pétrarque, par ses hexamètres latins, où il célébrait l'antique maîtresse du monde, et par ses *canzones* modernes, où il chantait la dame de ses pensées, avait ébranlé vivement les deux cordes du souvenir et de l'amour, toujours vibrantes au fond de toute âme italienne. Nobles, peuple, pape, roi ou prince, le comblaient d'honneurs à l'envi. La cour d'Avignon le choyait, malgré les reproches violents qu'il adressait aux papes pour avoir «échangé la splendide reine du monde contre une boueuse ville de la Gaule.» Le roi de Naples, sur ses vieux jours, tout à une science un peu pédante, au milieu de son palais rempli de savants, enthousiaste de Virgile, auquel il élevait un tombeau sur le Pausilippe, l'avait proclamé poëte par excellence. Visconti, dans une fête solennelle, lui avait fait prendre rang au milieu des princes. Florence le faisait supplier, par un jeune homme de grande espérance, Boccace, d'honorer la patrie de son retour. Un orfévre de Bergame, pour le posséder une nuit dans sa maison, faisait décorer une chambre et dorer un lit qui ne devait servir que cette seule fois. On rivalisait pour offrir à ce souverain d'un nouveau genre le *vivre* et le *gîte* qu'on accordait maintenant si parcimonieusement à l'empereur. Au jour de Pâques de l'année 1341, enfin, le peuple de Rome avait décerné d'enthousiasme au poëte ce qu'il marchandait aux césars; et Pétrarque, couvert du manteau de pourpre, monté au Capitole, avait reçu la couronne de laurier des mains du sénateur, au milieu des cris de: «Vive le Capitole et le poëte!»

Ce fut un simple Romain, le fils d'un porteur d'eau, disciple de Pétrarque, qui tenta de relever Rome et l'Italie par cet enthousiasme de l'idéal qui avait éclaté avec tant de vivacité au couronnement du poëte. Nicolas Rienzi, à Rome, avait conquis l'estime des savants par sa profonde connaissance de l'antiquité, et l'admiration du peuple de Rome

par l'éloquence avec laquelle il interprétait les monuments de la puissance et de la liberté républicaines que les Romains, dans leur insoucieuse servitude, ne connaissaient plus. Envoyé en ambassade à Avignon, il avait été nommé vicaire apostolique par Clément VI. Bientôt, mécontent que le pape ne consentît point à revenir à Rome, aigri par le meurtre d'un frère victime de la vengeance d'un noble, il renouvelle, avec quelques différences, l'entreprise de Crescentius et d'Arnaud de Brescia.

A force de remettre sous les yeux des Romains les souvenirs d'une antiquité que rendait plus réelle et plus vivante à Rome le spectacle d'une grandeur en ruine, mais encore imposante, Rienzi parvient à exciter, chez un peuple facile à émouvoir, la honte de l'état présent, et l'enthousiasme du passé. A l'entendre, il suffisait de restituer à Rome les vieilles formes du gouvernement des héros de Tite Live, ce qu'il appelait le *bon État*, pour lui rendre sa prospérité et sa grandeur. A la différence de Crescentius, ce n'était point pour les nobles, mais pour le peuple, qu'il voulait changer les institutions romaines. A la différence d'Arnaud de Brescia, il faisait la part aux nécessités présentes, à l'autorité pontificale, dans ses projets de restauration démocratique. Il se montrait souvent accompagné d'un légat du pape quand il réunissait le peuple autour de lui au Capitole, sur le mont Aventin, ou en face de quelque monument qu'il savait faire parler pour le besoin de sa cause. Enfin, le 19 mai 1347, après avoir entendu la messe à Saint-Jean de Latran, il convoque le peuple au Capitole et y marche lui-même tout armé. Le légat du pape était près de lui; des jeunes gens portant des étendards et des branches de laurier l'entouraient. Il harangue le peuple du haut du grand escalier encore assez bien conservé; il évoque la vieille Rome tout entière; le peuple d'une voix demande le *buono Stato*, et proclame Rienzi tribun, pour l'établir.

Le nouveau maître de Rome commença par réprimer la turbulence et les crimes de la noblesse; soutenu d'abord par l'enthousiasme de tous, et trouvant de dociles instru-

ments dans les treize *caporioni* nommés dans les différents quartiers de la ville, il s'empara des portes, fit pendre quelques brigands, imposa assez aux Orsini, aux Colonna, aux Savelli, pour les forcer à venir jurer la paix sur l'Évangile. Il annonça l'organisation de milices urbaines et d'une force navale sur les côtes, une bonne et prompte justice, l'établissement de greniers publics dans la ville pour y entretenir l'abondance, et de nombreuses aumônes pour les pauvres, les veuves et les orphelins de ceux qui mourraient en défendant la patrie.

L'entreprise de Nicolas Rienzi, accueillie en Italie comme elle était exécutée à Rome, avec cet enthousiasme rétroactif que Pétrarque avait contribué à faire naître, parut un instant couronnée d'un plein succès. Les petits seigneurs de Viterbe, d'Orvieto, d'un grand nombre de petites villes voisines, prêtèrent hommage au «tribun de liberté, de paix et de justice, au libérateur illustre de la sainte république romaine.» Florence, Sienne, Pérouse, lui envoyèrent des soldats, les villes de la Romagne des députés, Gaëte six mille florins d'or. Pétrarque, l'arbitre de l'opinion, encouragea de ses applaudissements «le chevalier qui honorait l'Italie entière,» et salua une ère nouvelle de vérité, de paix, de justice et de liberté. Nicolas Rienzi mit bientôt ses projets à la hauteur de sa renommée; il ne parla plus que de «l'extirpation de toute tyrannie et de la réconciliation de toute la sainte Italie» dans une indépendance complète. Ses courriers, porteurs d'une baguette argentée aux armes du peuple de Rome, du pape et du tribun, parcoururent toute la péninsule. Il voulait réunir à Rome un congrès de toutes les villes d'Italie, pour aviser aux moyens d'y organiser la paix et la liberté générales. Les Scala, les d'Este et les Pepoli ne leur firent pas très-bon accueil, mais ailleurs ils furent biens reçus; Luchino Visconti, successeur d'Azzo, et la république de Venise, lui offrirent leur alliance. Louis de Hongrie, Jeanne de Naples, se disputèrent la sienne.

Mais un mouvement qui ne reposait que sur une certaine exaltation des esprits, et se personnifiait dans un

tribun antiquaire, ne pouvait accomplir rien de vraiment solide et durable. Le sentiment de l'idéal qu'il poursuivait, excité par un commencement de succès, jeta d'ailleurs Rienzi dans une espèce de délire où le mysticisme chrétien se mêla bizarrement à l'évocation de l'antiquité païenne. Croyant représenter en sa personne l'ancienne Rome et la nouvelle, il alla jusqu'à se revêtir de la dalmatique des anciens empereurs; il mit sur sa tête sept couronnes, symboles des septs vertus, dans une des fêtes pompeuses par lesquelles il essayait d'entretenir l'exaltation du peuple de Rome. On l'entendit s'écrier, au milieu d'une cérémonie où il se fit consacrer chevalier de la croix chrétienne et de l'aigle romaine: «Ceci est à moi,» en désignant les quatre points cardinaux, et il promit «de juger le globe de la terre selon la justice, et les peuples selon l'équité.» Depuis ce jour, en effet, il agit comme le maître du monde. Au nom de Dieu et de la république romaine, il proclama libres toutes les villes d'Italie; il cita à comparaître devant lui Louis de Hongrie et Jeanne de Naples, les deux césars qui se disputaient alors l'empire, et jusqu'au pape qu'il voulait ramener à Rome.

Clément VI, le premier, rappela Rienzi à la réalité en protestant par son vicaire. La noblesse, secrètement encouragée, commença à résister. Elle reprocha au tribun l'argent dépensé en fêtes inutiles, et se fortifia de nouveau dans ses châteaux. Après avoir éclaté en menaces, Rienzi se montra faible en face de ses adversaires; il se mit trop tard à la tête de ses troupes pour les réprimer, et il perdit le temps à célébrer un faible avantage au lieu de les poursuivre sans relâche. Les barons, en ravageant les environs, en occupant les routes, jetèrent le découragement dans le peuple, qui n'eut plus de goût pour des fêtes et des représentations théâtrales gâtées par la faim. Un partisan des Colonna brava le tribun jusque dans Rome. Le légat du pape, encouragé, l'acheva en le déclarant traître et hérétique. Rienzi rassembla encore une fois le peuple, l'émut, lui arracha des larmes, pleura avec lui, mais ne put ni le ramener ni l'entraîner. Il se démit de ses pou-

voirs devant lui sans qu'il s'élevât aucune réclamation. On le laissa seulement se retirer dans le château Saint-Ange, et on ne l'y attaqua point, jusqu'à ce qu'il eût trouvé l'occasion de s'échapper, par un triste et tendre respect, sans doute, pour de nobles mais impuissantes illusions dont on avait sondé tout le vide!

La peste de 1348 et le jubilé de 1350; Boccace.

La chute parut d'autant plus profonde quand on retomba dans la réalité de ces hauteurs de l'idéal. Rome fut en proie à une anarchie plus violente qu'auparavant. A Florence, la noblesse, le peuple gras et le peuple maigre, s'entre-déchirèrent et firent succéder les constitutions aux constitutions. En Lombardie, Lucchino Visconti reprit Tortone et Alexandrie, qui avaient échappé à sa famille. Jeanne Ire de Naples, après le départ de Louis de Hongrie, qui était un instant resté maître du royaume, fut rappelée par les barons et rentra dans sa capitale avec son ancien amant pour époux et une sentence d'absolution délivrée par le pape en échange de la ville d'Avignon (1348). Enfin une peste affreuse, à laquelle Boccace a fait donner le nom de *peste de Florence*, pour l'avoir admirablement décrite, comme Thucydide, dans l'antiquité, avait illustré la peste d'Athènes, vint mettre le comble aux maux de l'Italie. Elle emporta Lucchino Visconti, Jean Villani et bien d'autres. Les effets produits par ce fléau, qui enleva trois personnes sur cinq, furent encore plus déplorables que le fléau lui-même. Les âmes y perdirent tout ressort et se réfugièrent dans un égoïsme honteux ou dans une folle licence. Descendu des hauteurs du symbolisme religieux et passionné de Dante, ou de l'enthousiasme idéal de Pétrarque, l'art, dans le *Décaméron* de Boccace, fut mis au service d'un épicurisme élégant qui glissait volontiers jusqu'à l'obscénité, et ne servit plus qu'à distraire les imaginations du spectacle de leurs maux et de l'universelle décadence.

Le pape Clément VI essaya vainement de relever les

âmes, en l'année 1350, par la publication d'un jubilé. Une merveilleuse et innombrable multitude de pèlerins, selon Matteo Villani, qui porte leur nombre à douze cent mille, accourut de toutes les contrées de l'Europe où la peste sévissait encore, et se succéda aux saintes basiliques. Toutes les maisons de Rome transformées en hôtelleries ne suffirent point à héberger les étrangers, qui campèrent dans les rues. A l'exhibition du saint suaire du Christ, dans l'église de Saint-Pierre, on compta plusieurs fois jusqu'à six, douze personnes étouffées ou foulées aux pieds. Mais, en Italie, l'effet moral de cette expiation fut petit. On y savait qu'à Avignon, depuis Jean XXII, il se faisait commerce d'abbayes, d'évêchés, d'indulgences; le légat du pape, pendant toute l'année du pèlerinage, avait augmenté les impôts des Romains, et ceux-ci, suivant l'exemple qui leur était donné, avaient cherché à s'indemniser en interdisant aux étrangers l'importation des denrées dans la ville, afin de vendre les leurs à un plus haut prix. Le jubilé ne fut, pour l'Italie, qu'une spéculation dont le reste de la chrétienté fit les frais.

Jean Visconti, Clément VI et Innocent VI; guerre de Sapienza; Charles de Luxembourg (1350-1356).

Aussi, après la tentative malheureuse de Rienzi, la peste de 1348 et le jubilé de 1350, les villes d'Italie marchèrent plus rapidement vers leur asservissement politique.

On ne vit plus seulement quelques cités tomber isolément sous de petits usurpateurs. Parmi les seigneurs, les plus puissants prétendirent maintenant se tailler, aux dépens de la liberté, de petits États dans la péninsule; heureuse, après tout, celle-ci, s'ils avaient pu fonder des établissements assez forts pour sauver l'indépendance commune après avoir détruit les libertés particulières! Mais, là aussi, les ambitions rivales se trouvèrent en présence. La papauté, avec Clément VI, voulut mettre à profit les bénéfices considérables qu'elle avait faits, pour

faire rentrer les villes de la Romagne sous sa domination. D'un autre côté, Jean Visconti, d'abord archevêque de Milan, puis devenu son seigneur par la mort de son frère Lucchino, en 1349, s'avisa de faire servir ses deux pouvoirs à l'agrandissement de sa maison, « défendant la croix avec son épée, et son épée avec la croix, » comme il aimait à le répéter en faisant porter l'une et l'autre devant lui. Le saint-siége et Visconti se trouvèrent en rivalité. Visconti acheta Bologne des Pepoli, qui la trahirent honteusement après l'avoir usurpée, et il obtint même, en menaçant, la ratification du marché par Clément VI, moyennant une redevance de douze mille francs.

L'imprudence de Venise et de Gênes, seules capables encore de défendre, avec Florence, le principe républicain devant les progrès du despotisme, ne favorisait que trop ces entreprises de la tyrannie. Les Génois, après avoir fortifié Péra à Constantinople, Caffa en Crimée, avaient fait l'occasion belle à la jalousie de Venise, en indisposant contre leur despotisme commercial l'empereur d'Orient Cantacuzène et les Tartares de Crimée. Les deux républiques se cherchaient encore sur toutes les mers et conjuraient leur ruine. En 1353, le Génois Paganino Doria avait battu l'amiral vénitien Pisani, près de Gallipoli dans le Bosphore. L'année suivante, une victoire de Pisani, qui se vengea glorieusement en vue de Cagliari, jeta les Génois dans un tel découragement, que, *abattus*, dit Villani, *comme des femmes peureuses*, ils offrirent la seigneurie de Gênes et des deux rivières à Visconti, dans l'espoir de frapper Venise avec l'aide de ce puissant seigneur.

L'an 1354, en effet, Paganino Doria, avec une nouvelle flotte que les richesses du podestat avaient aidé à équiper, alla chercher les Vénitiens dans le golfe de Sapienza en Morée, y détruisit leur flotte et fit leur amiral prisonnier. Des désordres civils, rares à Venise depuis l'établissement du conseil des Dix, affaiblirent encore plus l'aristocratique république. Le doge Marino Faliéro, vieillard fier et jaloux, humilié de l'impuissance du premier magis-

trat de la république, aigri d'ailleurs par un outrage personnel, voulut profiter de la défaite essuyée par une noblesse tyrannique pour renverser le conseil des Dix et la constitution. La conspiration fut découverte à temps; la tête du doge, jugé secrètement par les Dix, assistés de vingt seigneurs, roula du haut de l'escalier des Géants devant le peuple consterné. Le nouveau doge, Gradenigo, craignant quelque éclat du mécontentement populaire, se hâta de faire la paix avec Gênes, de payer les frais de la guerre, et de renoncer pour les Vénitiens au commerce de la mer Noire (sept. 1355).

Jean Visconti attaquait déjà les seigneurs à leur tour, quand le nouveau pape, Innocent VI, effrayé, envoya son légat Albornoz en Italie pour recouvrer ou défendre les États de l'Église, et encouragea l'empereur Charles IV à passer en Italie.

L'Espagnol Albornoz était le plus habile et le plus déterminé des légats que le saint-siége eût encore envoyés en Italie. Favorisé encore par la mort de Jean Visconti, il arriva à Rome avec son ancien tribun, Nicolas Rienzi. Celui-ci, depuis sa fuite de Rome, s'était retiré d'abord au milieu des *Fraticelli* des Apennins, puis il avait été proposer un projet de réforme universelle à Charles IV, qui venait de le livrer à la cour d'Avignon. Les Romains coururent au-devant de celui dont la mémoire leur était encore restée si chère. Le légat le nomma sénateur, le décora du titre de chevalier, mais se servit de lui pour rétablir la tranquillité et mettre à Rome un nouvel impôt sur les vins et sur le sel. L'ancien tribun devenu l'instrument du saint-siége, celui qui avait promis autrefois l'assistance aux nécessiteux de Rome, créateur de nouvelles taxes, perdit tout crédit. Le peuple, à la première occasion, se souleva. Nicolas Rienzi essaya de parler, mais son éloquence fut impuissante; obligé de fuir sous un déguisement au milieu de son palais en flammes, il fut bientôt atteint, reconnu, traîné jusqu'au bas du Capitole par des furieux et mis à mort (1354); exemple frappant de la périlleuse impuissance de l'imagination dans les entreprises politiques, en

face de l'intelligence réelle et pratique des choses, mais qui ne désabusa pas encore Pétrarque, l'ami du tribun, toujours prêt, comme ses compatriotes, à saluer une lueur d'espérance dant tout événement nouveau.

Lorsque, sur ces entrefaites, Charles de Luxembourg, le fils de Jean de Bohême, entra en Italie, en l'année 1355, Pétrarque l'accueillit comme Dante avait autrefois accueilli Henri VII. « Le diadème, l'empire, une gloire immortelle, s'écriait-il, lui étaient assurés; la route du ciel lui était ouverte; l'Italie, Rome, tête de l'univers, le lui garantissaient en se précipitant au-devant de lui et en chantant avec Virgile :

« Venisti tandem tuaque expectata parenti
Vicit iter durum pietas. »

L'historien Villani, plus positif, nous montre, dans un récit qui ne manque pas d'ironie, le côté vrai des choses : L'empereur descendit les Alpes, « monté sur un roussin, au milieu de gens désarmés, comme un marchand pressé d'aller en foire. » Messire Barnabo, un des neveux de Jean Visconti, le reçut à la tête de six mille chevaux et de dix mille piétons, et l'escorta si étroitement jusqu'à Monza, où il le fit couronner, que l'empereur ne fut pas fâché d'échapper à cette *prison courtoise*. Reçu avec un empressement plus sincère par Pise, et par les seigneurs gibelins des Apennins, il ne céda cependant pas aux sollicitations de leur haine contre Florence, et aima mieux vendre la paix à la ville guelfe. A Rome, où il resta quelques jours en pèlerin, occupé à faire ses dévotions aux saints lieux, il ne parut comme empereur qu'à la journée du couronnement. A son retour en Toscane, il réussit à exciter à Pise une émeute qui fit passer le gouvernement des mains du parti démocratique des Bergolini, attachés à Florence et à la paix, dans celles de Raspanti, toujours fidèles aux vieilles passions gibelines. Mais il échoua dans ses projets d'arracher Lucques à la domination de Pise. Les factions de Pise se réconcilièrent pour la défendre; Charles IV rentra en Allemagne par la Lombardie,

au milieu des villes qui lui fermaient leurs portes (1356); et Pétrarque désabusé s'en prit dans sa douleur à la papauté, qu'il sollicitait aussi vainement de rentrer à Rome. « Il fuit, s'écria-t-il, le césar, seul, sans escorte. Les délices de l'Italie lui font horreur. Il dit, pour se justifier, qu'il a juré de rester à Rome un seul jour. O jour d'opprobre! serment déplorable! Le pape, qui a renoncé à Rome, ne veut pas même qu'un autre s'y arrête. » Illusions naturelles, après tout, et qui n'étaient que celles de l'Italie invoquant dans ses discordes un principe d'unité.

Barnabo Visconti; Albornoz; les condottieri; Catherine de Sienne (1356-1378).

Pétrarque dépensait un enthousiasme inutile. Le temps n'était plus aux grandes luttes de principe; il ne s'agissait plus ni du pape, ni de l'empereur. Il n'y avait en présence que des ambitions particulières et des rivalités mesquines. Le saint-siége songeait bien moins à rentrer à Rome qu'à rendre réelle sa domination au centre de l'Italie. L'empereur ne voulait plus commander à la péninsule, mais la rançonner. Les Visconti, et, à leur exemple, les autres petits tyrans, poursuivaient l'édifice de leur grandeur, avec autant de défiance contre la papauté que contre l'empire; les villes libres encore, Florence, Pise et les autres, rendaient plus difficile, par leurs divisions mêmes, la conservation de leur liberté. Au milieu de ces tiraillements, dernière plaie et plus cuisante! les bandes de mercenaires étrangers, introduites par les Italiens mêmes sur cette terre classique de la discorde, s'acclimataient en Italie, sous la conduite d'aventuriers toujours nouveaux, et sillonnaient la péninsule en tous sens, à la piste de toutes les querelles, et prêtes à en faire naître là où elles manquaient. Le quatorzième siècle et le temps de la captivité de Babylone s'achevèrent ainsi pour l'Italie, entre la tyrannie et la servitude, dans des luttes pleines de misère et dépourvues de grandeur.

Dans ce conflit d'ambitions, la rivalité du saint-siége et des Visconti continua de tenir le premier rang; elle groupa autour d'elle tous les intérêts. Le cardinal Albornoz, déjà maître de Rome, attaqua, l'argent et le fer à la main, les petits tyrans de la Romagne (1357). Il put d'abord faire les affaires du saint-siége en toute liberté et reconquérir une partie de la Romagne. Dans la Lombardie, les neveux de Jean Visconti, Matteo, Barnabo et Galéas, avaient d'abord assez à faire de conserver leur puissance. Mais la prise de Pavie par les Visconti et surtout l'alliance de Galéas avec le roi de France, Jean le Bon, dont il obtint la fille, Isabelle, pour son fils, achevèrent de relever les seigneurs de Milan. Le légat Albornoz les rencontra alors partout au-devant de ses entreprises. Dans la Toscane, en 1360, les Visconti, sous prétexte de défendre Pise attaquée, envoyèrent contre Florence deux condottieri, Landau, chef d'une bande allemande nommée la *grande* compagnie, et Jean Hawkwood, passé de France en Italie en même temps que la peste, chef d'une autre bande appelée la compagnie *blanche* ou *anglaise*. Albornoz dépêcha à Florence, pour capitaine, à la tête d'une armée, Malatesta, seigneur de la Romagne, contre les deux condottieri déjà au pied de ses murailles, mais moins pour la protéger que pour l'asservir. Florence repoussa cependant tous ses ennemis et déjoua toutes les intrigues; mais Pise, à laquelle elle imposa la paix (1364), paya plus cher les secours inefficaces de Barnabo, et tomba sous le joug d'un Giovani Agnello, marchand diplomate, proclamé doge par les soldats de Visconti sur la promesse d'exercer le pouvoir au profit du tyran milanais.

Depuis deux ans, un pape doué d'heureuses qualités était enfin sorti du conclave (1362). Pétrarque lui-même, désabusé de la liberté et de l'empire, se tournait entièrement vers Urbain V. « La volonté de Dieu, lui écrivait-il, se déclare dans votre élection avec une telle évidence qu'elle éclaire même les aveugles; le Christ, notre Dieu, nous regarde enfin en pitié, il vient mettre un terme à ces maux qui depuis tant d'années nous accablent. » Albornoz,

comptant sur les qualités du pape pour relever tout à fait l'autorité du saint-siége, le rappela en Italie, lui prépara un palais à Viterbe, et somma les villes de Gênes, de Venise, de Pise, ainsi que la reine Jeanne de Naples, d'envoyer des vaisseaux en Provence pour servir d'escorte au saint-père. Urbain V, après avoir relâché à Gênes, débarqua, en 1367, à Corneto. Reçu par les députés des Romains, qui vinrent lui offrir les clefs du château Saint-Ange et le reconnaître pour seigneur, il voulut tirer parti du premier effet produit par sa présence pour former contre les Visconti une grande ligue. Il y fit entrer la reine de Naples, qui venait de prendre un nouvel époux, Jacques, roi d'Aragon, le roi de Hongrie, et même l'empereur d'Allemagne, Charles IV. Les deux Visconti, Barnabo surtout, commençaient à faire horreur à l'Italie. Ce dernier avait rendu une ordonnance détaillée par laquelle il faisait de la peine capitale une torture quotidienne de quarante jours. Pendant la seconde peste qui ravagea l'Italie, il s'était retiré dans une maison de chasse au milieu d'une forêt, et avait fait planter des poteaux à deux milles à la ronde pour menacer de mort quiconque franchirait la limite qu'il avait tracée autour de lui.

On pouvait espérer exciter contre les Visconti un soulèvement pareil à celui qui avait précipité autrefois la chute des Romano. Mais les Visconti, tout en maintenant leurs sujets dans l'obéissance par la crainte des supplices, avaient, grâce à leurs richesses, la main dans le reste de l'Italie, où ils soldaient des traîtres et tenaient à leur discrétion tous les capitaines de compagnie. D'ailleurs, l'empereur Charles IV, sur lequel on comptait surtout, montra encore le plus lâche égoïsme et la plus honteuse incapacité. Entré en Lombardie en 1368, cet empereur licencia son armée pour une somme considérable payée par les Visconti. Dans la Toscane, il se montrait prêt à confirmer à Agnello son titre de doge, lorsque les Pisans chassèrent celui-ci. Les honneurs qu'Urbain V lui prodigua à Rome ne lui inspirèrent pas plus de grandeur et de courage; Charles IV fut toujours le *marchand forain* que nous avait déjà dé-

peint Villani. Au retour, à Sienne, il se trouva tout à coup séparé de sa garde, entouré par des barricades et pris respectueusement par la faim. Pise lui ferma ses portes. Il fut encore heureux de lui vendre la paix et de trouver aussi à tirer deux cent mille florins de Lucques pour prix de sa liberté; bien précieux, mais peu durable, quand on est réduit à l'acheter au lieu de le conquérir!

Le pape resta livré sans défense à la vengeance de Barnabo, qui lança le chef de compagnie Jean Hawkwood contre lui. En vain Urbain V fulmina l'excommunication; Barnabo fit manger le parchemin de la bulle au légat pontifical. Albornoz n'était plus là; effrayé d'une lutte avec un homme qui se prétendait *pape, empereur et roi sur son territoire*, et qui déclarait *Dieu même impuissant à faire quelque chose qu'il ne voudrait pas*, Urbain V quitta la partie et retourna mourir à Avignon (1370). « Il a déserté sa noble tâche, » s'écria Pétrarque, « pour prouver qu'il est difficile, non de commencer de grandes entreprises, mais d'y persévérer. Si le Christ ne se lève pour sa propre défense, c'en est fait. »

Il était besoin d'une telle intervention. Les légats laissés par le pape dans les principales villes ramenées à la soumission de l'Église, à Bologne et à Pérouse, compromirent toute l'œuvre d'Albornoz. Pour la plupart d'origine francaise, entourés d'étrangers tout occupés à ramasser de l'argent, au lieu de se liguer avec les seigneurs ennemis des Visconti et avec les villes libres de la Toscane, ils firent trêve avec les premiers et se tournèrent contre Florence. Les Florentins, indignés, formèrent une commission de huit membres, nommés les *huit de la guerre*, pour se venger des légats, conclurent une ligue avec Sienne, Lucques et Pise, et traitèrent, de leur côté aussi, avec Visconti, pour arracher la Romagne à l'Église.

Barnabo, arbitre de tous, n'eut qu'à laisser faire; une armée considérable, rassemblée par la ligue avec un drapeau sur lequel était écrit en lettres d'or le mot : *Liberté!* passa les Apennins et appela toutes les villes soumises par Albornoz à la révolte (1376). En dix jours, quatre-vingts

villes ou bourgades secouèrent le joug des légats, se constituèrent en république et rappelèrent leurs anciens seigneurs. Le 20 mars, sous la conduite de Taddeo des Azzoguidi, le légat fut chassé de Bologne, le gonfalon du peuple arboré sur la grande place, douze *anziani* et un gonfalonier de justice nommés pour administrer la république. Les sénateurs de Rome et les caporioni reçurent de Florence l'étendard de la liberté et entrèrent dans la ligue. En vain les Florentins, cités devant le consistoire, furent frappés d'interdit et d'anathème; ils forcèrent les prêtres à rouvrir les églises et à célébrer les offices. Les légats, furieux, déchaînèrent les compagnies sur la Romagne et y autorisèrent toutes les horreurs. Le cardinal-légat Robert de Genève, arrivé en Italie à la tête de la compagnie des Bretons, la plus féroce de toutes celles de France, traita horriblement la ville de Césène, et au milieu du sac excita lui-même au meurtre et à l'incendie. Barnabo se crut au moment de saisir la couronne d'Italie au milieu de l'anarchie. Une sainte, Catherine de Sienne, fut arrachée à ses extases par ces sanglantes réalités, et demanda grâce pour l'Italie. Elle écrivit au pape pour le conjurer de rétablir non pas sa domination, mais la paix en Italie. « Dieu défend, lui disait-elle, d'avoir tant égard à la grandeur et seigneurie temporelles; il vous oblige surtout à racheter les âmes et à faire pour la paix tout ce qui sera possible. » Grégoire XI, successeur d'Urbain V, crut devoir intervenir en personne; il convoqua un congrès pour la pacification de la péninsule à Sarzane, et vint à Rome en 1378, mais seulement pour y mourir. Sa mort amena le grand schisme à la place de la captivité de Babylone, sans remédier à l'anarchie.

LIVRE X.

L'ITALIE ANARCHIQUE.

Le grand schisme (1378); Urbain VI et Clément VII. — Révolutions à Florence et à Naples; Michel Lando; guerre de Chiozza (1378-1384). — Jean Galéas, duc de Milan, veut réunir l'Italie sous sa domination; décadence politique et morale (1385-1402). — Dissolution momentanée du duché de Milan; les condottieri et les républiques; agrandissements de Venise et de Florence (1409); conciles de Pise et de Constance; Ladislas et Jeanne II, à Naples; Braccio et Sforza; le pape Martin V (1402-1420). — Philippe-Marie reconstitue le duché de Milan; le condottiere Carmagnola; nouveau schisme; Eugène IV. — Angevins et Aragonais (1420-1447). — Fin du schisme; Nicolas V; François Sforza, à Milan; Cosme de Médicis, à Florence; Stefano Porcaro (1447-1453).

Le grand schisme (1378); Urbain VI et Clément VII.

« Libertà dolce et disiato bene!
Mal conosciuto a chi talor no'l perde. »

« Liberté! bien précieux et désiré, qu'on n'apprécie que lorsqu'on l'a perdu!

Tel est le commencement d'une des dernières odes composées par Pétrarque quelques années avant qu'il mourût, en 1374, au milieu de la plus effroyable anarchie. Le poëte avait fini dans un complet découragement, ne croyant plus qu'à la science et rendant le dernier soupir sur le grec d'Homère. De toutes ses anciennes espérances il n'avait, en mourant, rien conservé. La liberté n'était

maintenant pour lui qu'un regret amer. Il ne comptait plus sur l'efficacité de la présence du pape en Italie, ni même sur son retour. Il n'avait plus confiance dans cette race tudesque, qu'un désir aveugle de l'Italie obstinée contre son propre bien appelait en dépit des barrières élevées par la nature. Il n'invoquait maintenant que la pitié du ciel en faveur de ce beau pays, de cette chère patrie, dont la parole ne pouvait plus guérir les blessures : « Dieu seul, écrivait-il, était capable de guérir les cœurs et d'arrêter le sang qui coulait à flots sous l'épée de l'étranger. »

L'Italie cependant espérait encore quelque chose du rétablissement de la papauté à Rome après la mort de Grégoire XI, en 1378. L'élection du pape était redevenue une question toute nationale. Il s'agissait d'arracher le centre de la péninsule aux légats impitoyables et aux compagnies rapaces. Les Romains profitèrent de l'obligation où étaient les cardinaux de tenir le conclave dans le lieu où le dernier pontife était mort, pour demander un pape romain ou tout au moins italien. Les seize cardinaux, dont onze étaient Français, cherchèrent en vain à retarder l'élection ; le peuple envahit leur palais en menaçant *de faire leurs têtes plus rouges que leurs chapeaux*. L'évêque de Bari, Italien, sujet du roi de Naples, mais qui avait passé presque toute sa vie en France, fut élu (8 avril). On espérait que ce choix satisferait toutes les exigences. Mais Urbain VI, au lieu de travailler avec ménagement à la conciliation des intérêts, se montra Italien à outrance, maltraitant les cardinaux français, menaçant de faire une promotion qui les annulât tout à fait dans le sacré-collége. Ceux-ci se retirèrent cinq mois après l'élection dans la ville d'Anagni ; et là, sûrs de l'appui du roi de France et de la reine de Naples, entourés d'une compagnie d'aventuriers français, ils déclarèrent la nomination de l'évêque de Bari nulle, le saint-siége vacant, et élurent le cardinal Robert de Genève, homme puissant par ses alliances, magnifique et belliqueux, qui prit le nom de Clément VII. Celui-ci, recueilli à Naples par la reine Jeanne, sa protectrice, espérait bien renverser son rival. Mais le peuple napolitain, attaché à Urbain VI,

son compatriote, se souleva et chassa le pape français, qui consomma le schisme en fixant sa résidence à Avignon. La restauration du pouvoir pontifical, commencée par Albornoz, compromise par les légats français, fut ajournée ; à la *captivité de Babylone* succéda *le grand schisme* qui devait durer encore plus longtemps ; et au même instant des querelles naquirent partout, entre les factions à Florence, entre Gênes et Venise, sur mer, entre deux compétiteurs dans le royaume de Naples. C'était alors une conséquence naturelle de l'état moral et politique de la chrétienté.

Révolutions à Florence et à Naples ; Michel Lando ; guerre de Chiozza (1378-1384).

La guerre faite par Florence à l'Église avait rendu dans cette ville aux gibelins et à la famille des Ricci, principalement dans la commission des *huit de la guerre*, une influence qu'ils étaient décidés à ne plus perdre. Après la paix, privés de toute participation au pouvoir par les guelfes et les Albizzi, encore maîtres du gouvernement régulier, ils résolurent de profiter de l'arrivée de Silvestro de Médicis (mai 1378) à la charge de gonfalonier pour se relever ; ils pouvaient compter sur le *arts mineurs* jaloux des *arts majeurs*, dont les membres composaient presque toute la *seigneurie*, et sur la partie la plus pauvre de la population, les *ciompi*, dont les métiers inférieurs ne formaient pas de corporations particulières, mais étaient subordonnés à d'autres *arts*, comme, par exemple, les teinturiers, les tisserands et les cardeurs, rattachés aux drapiers dans le grand *art de la laine*.

Silvestro de Médicis, riche citoyen des arts mineurs et assez ambitieux, proposa une loi destinée à protéger le peuple contre les grands et à rendre leurs droits politiques aux Ricci. Sur le refus des prieurs et du grand conseil, il fit appeler le peuple aux armes, du balcon de la seigneurie, et, sous la pression de l'émeute, une *balie*, ou commission spéciale, fut créée pour satisfaire à ses désirs. Mais le mouvement ne s'arrêta pas là : les *ciompi*, mécon-

tents d'avoir servi seulement d'instruments aux familles puissantes, demandèrent que les arts mineurs fournissent les magistrats de la *seigneurie* dans la même proportion que les arts majeurs, et que trois nouvelles corporations, formées des gens de petit métier qui n'avaient pas encore trouvé place parmi les arts, fussent revêtues des mêmes droits politiques; puis ils se répandirent en tumulte dans la ville, brûlant les maisons de leurs adversaires, entre autres celle des Albizzi, tout en élevant des gibets pour y pendre les voleurs, jusqu'à ce que la seigneurie eût promis de faire adopter leurs demandes par le conseil commun. Médicis admettait la réclamation des arts mineurs, mais non celle des *ciompi* ou compères. Quand il s'agit de délibérer sur ces demandes, quelques membres du conseil ne se rendirent pas à la séance, d'autres s'enfuirent, d'autres refusèrent opiniâtrément. Les exigences du peuple augmentèrent: il demanda qu'aucun membre du *populo minuto* ne fût poursuivi avant deux ans pour une dette moindre de cinquante florins; que la banque de Florence (*il monte*) ne servît plus la rente, mais remboursât le capital, de manière à ce que la dette de l'État fût amortie en douze ans. Médicis lui-même en fut effrayé, la plus grande agitation était dans la ville; il crut qu'il fallait faire quelque exemple pour en finir; mais, à la nouvelle que la seigneurie avait fait mettre à la torture un de leurs chefs, les *ciompi* se rendirent en armes devant le palais, le 23 juillet, aux cris de : *Viva el popolo!* Médicis abandonna la seigneurie, qui voulut résister, mais appela vainement les compagnies des différents quartiers. Les *ciompi*, maîtres de la place, entrèrent violemment dans le palais, et nommèrent gonfalonier l'un deux, un cardeur de laine, Michel Lando, qui s'était emparé du gonfalon de l'État, et pieds nus, à peine vêtu, avait le premier forcé les portes.

Le cardeur de laine se trouvait être un homme d'énergie et de sens; il constitua un nouveau gouvernement, une seigneurie composée, selon le vœu du peuple, de neuf membres, trois des *arts majeurs*, trois des *mineurs*, trois du petit peuple (*della plebe minuta*), et se montra décidé

à rétablir l'ordre et le règne de la loi. Mais les *ciompi* ne se montrèrent point satisfaits de ces conquêtes toutes politiques, ils exigèrent, avec menaces, l'adoption des mesures financières qu'ils avaient proposées. Michel Lando leur représenta que c'était attenter à la dignité du gouvernement qu'ils avaient constitué, et promit d'examiner consciencieusement leurs demandes; il n'obtint rien par la raison; alors, se mettant à la tête des *arts majeurs* et *mineurs*, il dispersa les *ciompi* par la force. Le cardeur de laine eût voulu maintenir la constitution qu'il avait fait respecter; mais, détesté des *arts majeurs* sur lesquels il avait pris le palais de la seigneurie, regardé comme un traître par les *ciompi* contre lesquels il l'avait défendu, soutenu faiblement par les *arts mineurs*, qui auraient voulu tenir les uns et les autres en équilibre, il ne put empêcher ceux dont il dépendait maintenant d'abuser de leur succès. Ils chassèrent de la seigneurie les trois prieurs des *ciompi*, firent une constitution tout en faveur des *arts mineurs*, qui devaient fournir cinq *prieurs* sur neuf, et exclurent les *ciompi* de toute magistrature politique. Michel Lando lui-même, frappé par la victoire remportée sur les siens, vit passer son autorité aux Alberti, aux Médicis, aux gibelins, aux *arts mineurs*, qui profitèrent seuls de la révolution; découragé, il quitta noblement sa charge et fut reconduit avec les apparences de la reconnaissance par les officiers de la seigneurie dans sa modeste demeure, où l'ingratitude ne devait pas cependant le laisser en paix.

La guerre, qui avait éclaté la même année entre les deux cités maritimes de Gênes et de Venise, arriva pendant les deux années suivantes, 1379 et 1380, à un degré d'animosité qui semblait devoir amener la ruine de l'une ou de l'autre.

Louis Fiesco attaqué, en 1378, par Vettor Pisani, au milieu d'un orage, en vue d'Actium, éprouva le premier un échec assez considérable. L'année suivante, Lucien Doria entra dans l'Adriatique et livra bataille à Pisani devant Pola; il fut tué dès le commencement du combat, mais les Génois le vengèrent en détruisant presque entièrement la flotte vénitienne. Le sénat, qui avait imposé à Pisani l'ordre

de combattre, le fit jeter en prison pour avoir été vaincu. Cette rigueur ne releva pas la république. Pierre Doria, successeur de Lucien, emporta la ville et le port de Chiozza, qui commandent une des nombreuses ouvertures de la longue digue de sable ou *aggere*, entre la lagune et la mer. Venise n'avait plus qu'une flotte alors dans le Levant, sous le commandement de Zéno. Elle songeait à traiter, même à transporter le siége du gouvernement dans l'île de Candie. La dureté des ennemis, qui ne voulaient point entendre parler de négociations « avant d'avoir mis un frein aux chevaux de Saint-Marc, » rendit le courage aux patriciens. Ils firent à la république le sacrifice de leur orgueil.

Vettor Pisani fut délivré et mis à la tête de la défense nationale. La seigneurie offrit d'inscrire sur le *livre d'or* les trente plébéiens qui feraient les plus grands sacrifices à la patrie. Un marchand pelletier paya 1000 soldats, un apothicaire arma un navire ; trente galères sortirent bientôt des canaux. Vettor Pisani, en dépit de deux émeutes, résista cinq mois dans les lagunes jusqu'au 1er janvier 1330. Mais Zéno revint du Levant avec sa flotte. Les Génois à leur tour furent assiégés dans Chiozza. Tous les secours envoyés de Gênes restèrent inutiles. En juin, comme ils cherchaient à s'échapper sur des bateaux pour rejoindre une flotte amenée par l'amiral Maruffo, ils furent surpris et obligés de se rendre à discrétion. Les deux républiques cependant, épuisées par cette lutte à outrance, en vinrent, l'année suivante, à faire la paix de Turin sous la médiation du duc de Savoie. Mais tel est l'avantage d'un gouvernement fort que Venise, obligée cependant de renoncer à ses possessions continentales, se releva promptement après avoir vu la ruine de si près, tandis que Gênes, qui avait manqué seulement une victoire complète, se remit difficilement des efforts qu'elle avait faits pour vaincre ; elle était déjà en proie aux longues et dangereuses rivalités des ambitieuses familles des Adorni et des Frégosi, qui avaient remplacé celles des Doria et des Fieschi, des Spinola et des Grimaldi, récemment exilés sous prétexte de rendre le calme à l'État.

A Naples, la reine Jeanne Ire s'était compromise vis-à-vis de tous en poussant au schisme par l'élection de Clément VII, et en prenant ouvertement celui-ci sous sa protection. Excommuniée par Urbain VI, menacée par son peuple, tombée plus que dans le mépris, dans le ridicule, par son troisième mariage avec un Otton de Brunswick, prince allemand, elle se jeta dans les bras de la France et appela pour son fils et successeur Louis, duc d'Anjou, afin de greffier une nouvelle branche angevine sur le trône dégénéré du frère de saint Louis. Mais Urbain VI ne voulait pas avoir pour voisin un roi ennemi; il s'adressa en Hongrie à un cousin de la criminelle et impudique reine, Charles de Duras, à la fois héritier de Louis de Hongrie et de Jeanne de Naples, et le déclara roi de Naples sous les mêmes conditions et avec les mêmes réserves que Clément VII avait imposées à Charles d'Anjou. Charles de Duras se dirigea sur le royaume de Naples, décidé non-seulement à s'assurer la succession de Jeanne, mais à prendre sa couronne. Il entra sans peine dans la capitale, jeta la vieille reine en prison (1381), et, l'année suivante, ordonna de l'étouffer sous des matelas.

Le triomphe de Charles III à Naples, comme toutes les révolutions accomplies au midi de la péninsule, eut son contre-coup au Nord et particulièrement à Florence. Celui qui avait l'espoir de réunir deux royaumes considérables aux deux extrémités de l'Italie devait désirer dominer toute la péninsule. Déjà, en se dirigeant vers son royaume à travers la Toscane, il avait tenté de renverser le gouvernement gibelin des arts mineurs. Une fois roi, il y réussit. Les Albizzi et les guelfes, sûrs de son appui, excitèrent un soulèvement en 1382, au cri de: *Vive le parti guelfe!* et créèrent une commission suprême ou *balie* pour réformer l'État. Tout ce qui avait été fait depuis 1378 fut annulé: les corporations des *ciompi* dissoutes; la part des *arts mineurs* réduite au tiers des honneurs publics; ceux qui avaient pris part au mouvement récent exilés, entre autres Michel Lando, qui n'obtint même pas grâce; et

l'aristocratie des *nobili popolani* fut affermie au moins pour quelque temps.

Les occupations, puis l'éloignement et la mort de Charles III, firent cependant cesser les craintes qu'il avait inspirées au reste de l'Italie. Attaqué en 1383 par Louis d'Anjou à la tête de 15 000 chevaux, il attendit, renfermé avec son armée dans ses principales forteresses, que le climat eût fait justice de ses ennemis et eût enlevé même son rival en 1384. Mais, l'année suivante, il fut appelé en Hongrie et y tomba victime d'un assassinat; le royaume de Naples devint la proie d'une guerre de succession. Ladislas son fils, âgé de douze ans, fut proclamé par le parti hongrois; un autre enfant, Louis II, fils du duc d'Anjou, par le parti français; tous deux sous la tutelle de deux femmes soutenues, l'un par le pape italien, l'autre par le pape français. Au milieu de ce conflit et des excommunications qui atteignaient les unes et les autres, la plupart des barons napolitains refusèrent l'obéissance aux deux prétendants, et le royaume, plongé dans la plus profonde anarchie, cessa d'exercer aucune influence sur le reste de la péninsule.

Jean Galéas, duc de Milan, veut réunir l'Italie sous sa domination; décadence politique et morale (1385-1402).

Les seigneurs de Milan, au Nord, avaient beau jeu. Le vieux Barnabo, traîtreusement attiré dans un piége, avait été assassiné par son neveu Jean Galéas, qui, ayant rétabli l'unité de la seigneurie du Milanais (1385), reprit les projets de domination générale de ses prédécesseurs. C'était un tyran de complexion à la fois lâche et ambitieuse, mais d'une méchanceté profondément habile. Il avait pris à sa solde la compagnie de Saint-George, la plus redoutable alors de toutes, mais qui lui rendit moins de services encore qu'une politique astucieuse qui savait mettre tout à profit pour atteindre son but.

Dans l'ouest de la Lombardie, ce tyran gouvernait déjà le Montferrat comme tuteur du jeune marquis; à l'est il

tenait dans sa dépendance Albert d'Este à Ferrare et Louis de Gonzague à Mantoue, en les poussant à des crimes odieux qui ne leur laissaient d'autre refuge que sa protection. Dans la marche de Vérone il détruisit l'un par l'autre les Scala et les Carrare. Venise vit à regret, mais trop tard, se dresser la couleuvre des Visconti en face du lion de Saint-Marc. Amédée le Rouge, comte de Savoie, plus Français qu'Italien, Gênes en proie à ses factions, restaient seuls indépendants du tyran dans le nord de la péninsule.

La Lombardie ainsi domptée, Jean Galéas attaqua la Romagne et la Toscane. Mais Florence effrayée entra résolûment en lice. Elle prit à sa solde un mercenaire anglais, Jean Hawkwood, et donna de l'argent à François Carrare dépouillé; celui-ci alla chercher des alliés en Allemagne, rentra dans Padoue par le lit de la Brenta (1390), reprit toutes ses forteresses, et força Galéas à rappeler ses troupes pour maintenir dans l'obéissance Vérone prête à se soulever. L'année suivante, avec l'argent de Florence, le comte d'Armagnac, un autre condottiere, attaqua le Milanais par l'ouest, et Jean Hawkwood pénétra par l'est avec François Carrare. Mais, cette fois, l'italien Jacques del Verme, chef de cette compagnie italienne de Saint-George, qui joignait à la bravoure ordinaire aux condottieri une discipline et une tactique entièrement inconnues aux autres compagnies, battit et tua Armagnac, qui s'était avancé assez imprudemment jusqu'à Alexandrie; bientôt revenu en face d'Hawkwood, il rompit les digues de l'Adige et resserra son adversaire, au milieu d'un pays inondé, sur une étroite chaussée d'où il ne se tira que par des prodiges de hardiesse et de courage.

Malgré ces derniers succès, Jean Galéas rendit Padoue à Carrare (1392), espérant davantage de ses intrigues que de ses armes. Pendant la paix, en effet, et à son instigation, tous ceux du parti guelfe furent massacrés dans la ville de Sienne ou exilés; à Pise, Pierre Gambacorta, chef du parti républicain, fut égorgé avec sa famille par Jacob d'Appiano, son secrétaire, devenu l'agent de Jean Galéas.

Une conspiration menaça même à Florence la puissance des arts majeurs. En 1396, enfin, le titre de duc, acheté de l'empereur Wenceslas par le tyran lombard, donna à un pouvoir auquel la transmission héréditaire n'avait pas encore enlevé la tache de son origine un caractère de légitimité qui le rendit plus dangereux. Le diplôme qui l'instituait duc de Milan et comte de Pavie, en comprenant dans la charte d'investiture vingt-six villes avec leur territoire jusqu'aux lagunes de Venise, c'est-à-dire toutes celles qui, plus de deux siècles auparavant, avaient signé la glorieuse ligue lombarde, annonça aux autres cités le sort qui les attendait.

A Gênes, où dix révolutions s'étaient succédé et dix doges supplantés en moins de quarante ans, Antoniotto Adorno ne sauva sa patrie qu'en lui persuadant de se donner au roi de France Charles VI, qui la fit administrer par un vicaire. Florence ne se résignait point encore à en venir là; elle battit deux condottieri du duc de Milan à Governolo, près de Mantoue, et lui imposa la condition de respecter son territoire (1398).

Mais Jean Galéas acheta du fils de Jacob d'Appiano, incapable de se maintenir à Pise, la seigneurie de cette puissante république anéantie par un ignoble marché; en 1399 il força Sienne et Pérouse à le reconnaître comme seigneur pour échapper aux troubles qu'il y entretenait à l'aide des factions et aux dévastations qu'il faisait commettre sur leurs territoires par ses aventuriers; enfin en 1400 il fournit des soldats à Paul Guinigi de Lucques et à Jean Bentivoglio de Bologne pour s'emparer de la tyrannie dans ces deux villes; et, peu de temps après, il battit et dépouilla Bentivoglio d'une autorité que celui-ci prétendait exercer pour lui-même. Ce maître tyran ne favorisait autour de lui des usurpations que pour en hériter.

Rien de plus triste à la fin du quatorzième siècle que l'état de l'Italie. La liberté y succombait en Toscane et en Lombardie sous ses propres excès, sous les atteintes de la peste ou sous les efforts d'une tyrannie astucieuse et basse. Florence résistait seule encore, mais isolée au milieu des

autres villes soumises, sans communication avec la mer, ruinée dans son commerce et surveillée de près par les seigneurs des Apennins, vendus ou soumis au tyran Galéas. La monarchie déjà plusieurs fois essayée au midi s'y abîmait au milieu de la plus effroyable anarchie. Rome était plus que jamais en proie aux factions des barons romains, des Colonna et des Orsini; les États de l'Église étaient partagés par de petits tyrans ou ravagés par des brigands comme avant Albornoz. Les Italiens ne pouvaient invoquer le saint-siége ou l'Empire. A quel signe auraient-ils reconnu dans Boniface IX à Rome ou dans Benoît XII à Avignon le vrai et légitime successeur des Grégoire VII et des Alexandre III? S'ils se tournaient vers le roi de France, ils ne trouvaient qu'un pauvre fou, Charles VI; vers l'empereur d'Allemagne, qu'un homme plongé chaque jour dès le matin dans l'ivresse, Wenceslas. Fallait-il donc tomber victime d'une tyrannie qui, née des rivalités de la liberté, grandissait à la faveur des désordres des autres nations?

Les lettres et les arts, qui avaient semblé promettre des consolations à l'Italie, lui manquaient aussi à cette époque de stérilité et de mort. La littérature passait de l'inspiration nationale et chrétienne de Dante et de Pétrarque aux recherches de l'érudition classique et païenne; encore Jean de Ravenne et le Grec Chrysoloras ne faisaient-ils que frayer laborieusement la voie aux enthousiastes érudits du siècle suivant. Dans les arts, les noms de Cimabue et du Giotto remplacés par ceux de leurs obscurs élèves Taddeo di Gaddo, Giottino à Florence, Lorenzo et Lorenzotto à Sienne, prouvaient que la peinture n'avançait pas. L'église et la sacristie de San Micheli, œuvre de l'Arcagnuolo, s'élevaient à Florence, à côté des chefs-d'œuvre du treizième siècle, mais sans les égaler. Il n'y eut qu'à Milan où Jean-Galéas tentât de laisser de sa puissance un monument durable dans la cathédrale de cette ville, qui fut commencée en 1346, mais qui, étant à peine achevée aujourd'hui, paraît comme porter la peine de ce baptême de la tyrannie.

Les Italiens ne pouvaient même chercher dans la religion l'oubli de ces misères. L'année 1400 ne leur apporta point

la consolation d'un jubilé. Qui aurait eu confiance aux indulgences de deux papes s'anathématisant l'un l'autre? A défaut d'un jubilé officiellement annoncé par le saint-siége, le sentiment religieux éclata de lui-même dans les démonstrations désordonnées des *pénitents blancs*, qui parcoururent processionnellement l'Italie, surtout les villes de Gênes, Pise, Lucques et Florence, dans les années 1399 et 1400, comme pour appeler les peuples et les cités à la réconciliation et à la pénitence, s'ils voulaient échapper à la tyrannie et à la mort. Le mysticisme désordonné prenait la place de la religion compromise. La peste ne permit pas cependant que la liberté italienne tombât entièrement sous une aussi méprisable tyrannie que celle de Jean Galéas; c'eût été acheter trop cher une unité politique condamnée d'avance à périr. Après avoir désolé les républiques, elle frappa Jean Galéas en 1402 au milieu de la solitude de Marignan où il se croyait à l'abri de ses atteintes.

Dissolution momentanée du duché de Milan; les condottieri et les républiques; agrandissements de Venise et de Florence (1409); conciles de Pise et de Constance; Ladislas et Jeanne II, à Naples; Braccio et Sforza; le pape Martin V (1402-1420).

Une puissance élevée par la violence et la perfidie survit rarement à son fondateur. La mort de Jean Galéas faillit entraîner la dissolution du nouveau duché de Milan; en vain il avait recommandé à tous ses condottieri ses jeunes enfants, Jean-Marie, duc de Milan, Philippe-Marie, duc de Pavie, Gabriel-Marie, enfant naturel, seigneur de Pise: les capitaines ne songèrent qu'à eux-mêmes, et s'enrôlèrent au service des ennemis des Visconti ou s'enrichirent de leurs dépouilles. Ainsi Albéric de Barbiano passa à la solde des Florentins; Charles Malatesta de Rimini à celle du pape; del Verme à celle de Venise; les autres ne combattirent les villes qui se révoltèrent que pour s'y emparer de la tyrannie, comme à Alexandrie, à Parme, à Brescia. La veuve du tyran, Catherine, en essayant de se sauver par la cruauté dont son époux lui avait donné l'exemple,

se perdit tout à fait. Le peuple de Milan exaspéré se souleva; elle mourut en prison, et ses deux fils, à Milan et à Pavie, ne gardèrent les titres de duc et de comte que sous le bon plaisir d'hommes de guerre ambitieux qui se supplantèrent l'un l'autre au milieu des plus affreux désordres, et firent de l'ancien duché de Milan une foule de petites tyrannies éphémères.

L'aristocratique Venise et la démocratique Florence saisirent cette occasion pour établir en Italie un peu d'ordre et d'unité au profit du principe libéral; elles tinrent malheureusement trop de compte de leur ambition. Venise ne voulait plus avoir à craindre un puissant voisinage; elle n'empêcha pas seulement son ancien ennemi François Carrare, déjà maître de Vérone, de réunir les anciennes possessions des Scala aux siennes; elle assiégea ce seigneur dans Padoue, le força à se rendre par trahison, le fit décapiter, ne trouvant pas de prison plus sûre pour le retenir que la tombe, et resta maîtresse de tout le pays compris entre la Piave, les montagnes, le lac Garda, le Pô et les Lagunes, moins le Mantouan. Venise laissa d'abord leur constitution aux villes de Padoue, Vérone, Vicence; mais elle ne les respecta pas longtemps, sans songer qu'une bonne et forte alliance eût mieux valu qu'une domination contestée. A Florence, les Albizzi toujours dominants délivrèrent Sienne et guerroyèrent contre les petits seigneurs des Apennins. Enfin ils tournèrent toute leur attention sur Pise, non pour la délivrer, mais pour la soumettre. Gabriel Visconti, peu aimé des Pisans, vendit la citadelle aux Florentins. Cela n'eût pas suffi pour réduire les Pisans, si Jean Gambacorta, exilé, ne fût rentré dans la ville sous prétexte de rétablir son parti. Après avoir fait ses affaires comme défenseur du peuple, il vendit également sa patrie (1406). Triste fin d'une république qui avait jeté tant d'éclat; mémorable exemple de la liberté se dévorant elle-même en présence de la tyrannie prête à la saisir! En Italie, les républiques regardaient la vie politique comme une lutte, la liberté comme une conquête, ne se croyaient indépendantes que lorsqu'elles étaient maîtresses, et n'esti-

maient la victoire que lorsqu'elle leur procurait la domination; elles ne s'apercevaient pas que par les triomphes d'une liberté égoïste, violente et usurpatrice, elles préparaient elles-mêmes l'asservissement commun. Il fallut dépeupler, ruiner Pise, pour la soumettre; lorsque l'herbe commença à pousser dans les rues, on put compter sur son obéissance.

Venise et Florence firent au moins un noble usage de leur influence nouvelle en cherchant à terminer le schisme qui éternisait les discordes. En 1406, un Vénitien, Grégoire XII, avait été donné pour successeur à Innocent VII par les cardinaux italiens avec la seule mission d'abdiquer. Les deux républiques insistèrent fortement auprès du nouveau pape italien, comme le roi de France auprès du pape d'Avignon, Benoît XIII, pour les pousser tous deux, en dépit de leur mauvais vouloir, à une abdication commune. Mais un nouveau prince, Ladislas de Naples, fils de Charles III de Duras, parvenu après une longue lutte à chasser les princes d'Anjou du midi de l'Italie, auteur d'une nouvelle révolution sur ce sol révolutionnaire, avait pris pour devise ces mots : *Aut Cesar, aut nihil*, et il commençait à marcher par tous les moyens à son but. En 1408, parti de Naples avec des mercenaires, il s'empara de Rome et de quelques villes voisines par la trahison d'un Orsini, et, persuadant à Grégoire XII qu'il agissait dans son intérêt, il lui fit rejeter toute pensée d'abdication.

Florence insista d'autant plus pour l'extinction du schisme; elle offrit la ville de Pise pour point de réunion aux cardinaux des deux obédiences, et les y vit constitués en concile général avec les principaux prélats et ambassadeurs de la chrétienté (1409). Le concile, selon le vœu général, déposa les deux pontifes comme hérétiques schismatiques, et élut à leur place le cardinal de Candie sous le nom d'Alexandre V. Mais il fallait mettre à exécution la sentence; Ladislas tenait Rome; Benoît XIII, toujours reconnu par l'Aragon, persistait dans la ville d'Avignon à garder la tiare, et Grégoire XII, réfugié sous la protection

de Malatesta de Rimini, continuait à vivre en pontife avec l'argent que lui fournissait le roi de Naples.

Florence, bien qu'abandonnée par Venise, essaya de vaincre toutes les résistances; elle appela en Italie, pour y faire une contre-révolution, Louis II, comte d'Anjou, et le jeta sur Ladislas; elle prit à sa solde Braccio de Montone, gentilhomme de Pérouse, pour résister à Sforza Attendolo, ancien paysan de Cottignola, envoyé contre elle par le Napolitain. Les condottieri commençaient à réunir entre leurs mains toutes les forces militaires de l'Italie; le sort de la péninsule dépendait d'eux dans un pays partagé entre des républiques livrées entièrement au commerce, et un roi ou des seigneurs qui ne pouvaient se maintenir contre les factions qu'à l'aide de soldats mercenaires. Louis II d'Anjou ne put s'emparer que du château Saint-Ange par la trahison; il se retira ensuite à Pise, puis en Provence, pour y rassembler une autre armée; mais Braccio, plus hardi, après avoir chassé Sforza de la Toscane, força les portes du reste de Rome, le 2 janvier 1410, et, après la mort d'Alexandre V, fit élire un nouveau pape à la dévotion des Florentins, sous le nom de Jean XXIII. Louis II de retour fut encore moins heureux qu'à sa première campagne. Les Génois, qui venaient de secouer le joug de la France et de contracter alliance avec Ladislas, s'emparèrent de sa flotte avec les chevaliers qui la montaient. Mécontents de leur allié, les Florentins, mal avisés cette fois, congédièrent Braccio, et firent la paix avec Ladislas qui leur livra Tortone. Ils faillirent avoir à s'en repentir. Le roi de Naples acheta le surlendemain les troupes de Montone, et s'empara sur le pape, trompé par un traité, de la ville de Rome (1413), d'une partie du territoire de l'Église, et, avec quinze mille hommes, envahit de nouveau la Toscane. Florence allait avoir à faire la guerre sur de nouveaux frais, si le roi n'eût succombé subitement à une maladie, suite de ses débauches (1414).

L'avénement à Naples de Jeanne II, reine laide et impudique, livrée à des scandales qui ne laissaient point place à l'ambition, et la réunion du grand concile de Constance,

qui, pour rétablir décidément l'ordre dans l'Église, commença par déposer les trois papes rivaux et désarmer ainsi leurs partisans, promettaient un peu de paix à l'Italie. Dans la Lombardie, Philippe-Marie, par la mort de son frère, réunissait de nouveau Milan à Pavie. Venise, décidément héritière du commerce de Gênes, défendait Négrepont et Candie, attaqués par le sultan turc Mahomet Ier. Florence, après tant d'agitations, jouissait en paix de la prospérité que lui assurait l'administration de deux honnêtes citoyens, Maso Albizzi et Ussano, assez éclairés et libéraux pour admettre bientôt au partage du pouvoir des adversaires longtemps repoussés, entre autres Jean de Médicis.

Les condottieri occupèrent la scène. Les querelles s'apaisaient, ils crurent le moment venu de travailler pour eux. Les États de l'Église étaient là sans maître. Les Manfredi à Faenza, les Ordelaffi à Forli, les Malatesta à Rimini, en tenaient déjà chacun un morceau. Parmi ces chefs, deux étaient au premier rang, Braccio et Sforza, qui différaient autant par leur origine que par leur tactique militaire. Le premier, gentilhomme de Pérouse, à la tête de petits corps qu'il s'était efforcé de rendre maniables et mobiles, harcelait les ennemis avec toutes les ruses et tous les piéges de la politique italienne transportés dans l'art militaire; le second, brave paysan, qui avait quitté la bêche pour l'épée, remarquable par sa force herculéenne, avait su donner de la solidité et de l'aplomb à ses fortes compagnies : il attaquait d'ensemble ses adversaires et emportait la victoire par masses. Braccio occupait et gouvernait Bologne, qu'un pape lui avait donné en dépôt. Sforza tenait garnison dans Rome et dans un grand nombre de châteaux des États de l'Église et du royaume de Naples. Braccio de Montone, le premier, rendit leur liberté aux Bolonais pour attaquer Pérouse, sa patrie, d'où il avait été exilé fort jeune, y entra (1416), et en fit le centre d'une principauté qu'il arrondit des villes de Rieti, Narni et autres. Le paysan de Cottignola avait des visées plus ambitieuses. Maître de Rome, il voulait être grand connétable de la cour de Naples pour mieux réaliser ses plans. Il jeta sans vergogne sa glorieuse épée

au milieu des honteuses querelles de la reine Jeanne II et de son nouvel époux, Jacques de Bourbon, qui ne prétendait pas jouer le second rôle comme époux et comme roi; il se déclara pour la reine et épousa la sœur de Pandolfello Alopo, un de ses favoris, qui lui apporta une immense fortune. Il faillit la payer cher. Jeté en prison par Jacques de Bourbon, privé de ses dignités et de ses biens dans le royaume, il apprit encore que Braccio de Montone, oubliant la courtoisie déjà en usage entre les chefs de guerre, attaquait ses domaines dans les États de l'Église, et mettait sans façon la main sur la ville des papes où il nomma un sénateur. Sforza se tira néanmoins de cette situation critique; il excita une émeute dans Naples du fond de sa prison, se fit délivrer et contraignit Jacques à rendre à Jeanne II le trône et la liberté de choisir un nouveau favori. Ce service lui valut le titre de grand connétable du royaume; il marcha aussitôt sur Rome, pénétra dans le château Saint-Ange, grâce à un des cardinaux qui le défendait, et chassa son rival de la ville où il nomma lui-même le sénateur.

L'arrivée du pape Martin V définitivement élu par le concile de Constance, pour remplacer les trois papes précédents et terminer le schisme (1418), coupa court à cette singulière lutte de deux chefs de bande au sujet de la capitale de la chrétienté. Au moment où l'unité tendait à se rétablir dans l'Église, il eût été singulier qu'un condottiere héritât des dépouilles temporelles du saint-siége. Accueilli avec empressement par la république de Florence, qui croyait de son intérêt et de celui de l'Italie d'aider le saint-siége à reconquérir les États pontificaux, Martin V déploya une adresse qui eut un plein succès. Il jeta d'abord Sforza sur Braccio, et ne confirma à ce dernier, battu, la possession de ses fiefs, qu'à la condition qu'il lui soumettrait de nouveau Bologne; il appela en Italie le jeune Louis III d'Anjou contre la reine Jeanne II pour faire diversion et donna même pour auxiliaire à celui-ci Sforza, qu'il détacha de la reine par quelques concessions de territoire. Jeanne, toujours en quête d'un protecteur, appela et adopta

Alphonse V, roi d'Aragon; l'arrivée de celui-ci, qui acheta Braccio avec la principauté de Capoue, força Louis III et Sforza d'abandonner leurs projets. Mais le pape atteignit son but; il parvint à rentrer dans Rome à la faveur de cette diversion et commença l'œuvre de la restauration du pouvoir pontifical en Italie. La politique du chef de l'Église avait brisé l'épée des deux condottieri. Une ancienne puissance politique, longtemps effacée ou déchue, recommençait en Italie.

Philippe-Marie reconstitue le duché de Milan ; le condottiere Carmagnola ; nouveau schisme ; Eugène IV. — Angevins et Aragonais (1420-1447).

Mais, en même temps que la papauté, se trouva restaurée aussi la puissance de Philippe-Marie Visconti, héritier de cette politique constante dans la perfidie et le crime qui paraissait comme l'apanage de sa famille. Un condottiere, François Carmagnola, était aussi l'instrument de cette restauration; il lui avait successivement reconquis toutes les villes et châteaux précédemment distraits de sa succession, jusqu'à Plaisance, dont il enleva tous les habitants et qu'il laissa pendant une année dans une solitude qui effraya son ancien maître. Maintenant teint du sang de sa femme, Béatrix Tenda, qu'il avait fait décapiter comme adultère pour se débarrasser du fardeau de la reconnaissance, Philippe-Marie, ce tyran si laid qu'il craignait de se montrer aux hommes et au jour, si timide qu'il tremblait au bruit du tonnerre, recommençait par des entreprises sur Gênes à menacer l'indépendance de l'Italie. Abandonnés par Florence qui voulait les forcer à lui livrer Livourne, les Génois étaient obligés de proclamer seigneur le tyran milanais aux mêmes conditions qu'autrefois le roi de France, et de recevoir de sa main pour doge son capitaine, François Carmagnola (1421). Deux ans après (1423), le tyran chargea au nord Carmagnola de conquérir la vallée Lévantine; au centre, il fit prendre dans la Romagne Imola et Forli, par Ange de la Pergola; au midi enfin, il envoya sur une flotte

génoise le condottiere Guido Torello au secours de Jeanne contre son ancien allié, Alphonse d'Aragon, et vit au moins dans cette guerre périr Sforza et Braccio, à son grand avantage.

Les Florentins agirent alors comme aux jours des grands dangers : ils instituèrent une commission des Dix de la guerre, firent alliance avec le roi d'Aragon et appelèrent tous les condottieri qui avaient servi sous Sforza ou Braccio. Battus partout, sur terre et sur mer, dans six engagements successifs, ils songèrent à Venise, qui venait de s'assurer du Frioul et de la partie de l'Istrie dépendante du patriarcat. Occupée hors de la péninsule contre les vassaux du roi de Hongrie, Venise ne paraissait point disposée à engager une nouvelle lutte contre le duc de Milan. En vain l'ambassadeur florentin, mêlant les reproches à la menace, dit au grand conseil : « Votre lenteur, en sacrifiant Gênes, a fait Philippe *duc de Lombardie;* en nous sacrifiant, vous allez le rendre *roi d'Italie;* prenez garde, s'il faut nous soumettre, que nous ne le fassions *empereur.* » Le sénat ne céda qu'aux instances de Carmagnola, qui abandonnait le service du duc de Milan.

D'abord bien traité par Philippe-Marie, adopté par lui et devenu son gendre, le condottiere Carmagnola avait vu peu à peu son crédit baisser et ses services méconnus d'un maître ombrageux. Il jura de se venger, vint offrir ses services à Venise et décida le doge Foscari et la république à faire alliance avec Florence, le duc de Savoie, le duc de Ferrare et le roi d'Aragon (1426). Après avoir tant servi les autres, il voulait se servir lui-même. Pour résister à cette ligue formidable, Philippe-Marie rassembla autour de lui tous les condottieri renommés, Charles Malatesta, Nicolas Piccinino et le jeune François Sforza, qui ne paraissait pas devoir être inférieur à son père. Mais Florence fournit des sommes considérables aux alliés : elle mit sous le nom de cadastre un impôt sur le revenu de ses citoyens, et Carmagnola fit passer la victoire de son côté. Tandis que les Vénitiens brûlèrent près de Crémone, après un combat acharné, une flotte équipée sur le

Pô par le duc de Milan, le célèbre condottiere s'empara de Brescia et de son territoire, et défit complétement à Macalo l'armée milanaise divisée par les jalousies de ses chefs (1427). Philippe-Marie demanda la paix (1428); il céda aux Vénitiens la limite de l'Adda, et de plus le Brescian et le Bergamasque, et promit à Florence de ne point se mêler de la Toscane; en réalité, il n'attendait qu'une occasion de se venger.

L'année suivante en effet, comme Martin V excitait par ses exactions la révolte de Bologne, et que Florence attàquait Lucques, il reprit les hostilités. Un de ses condottieri, Piccinino, défit en 1430, sur les bords du Serchio, les Florentins, qui avaient voulu détourner le fleuve sur les murailles de Lucques pour y entrer à sa suite par la brèche. En 1431, Sforza, encore plus heureux, assaillit Carmagnola près de Soncino, lui prit seize cents hommes, le suivit sur les bords du Pô, où il allait couvrir une flotte vénitienne qui s'avançait sur Crémone, le trompa en feignant de lui offrir la bataille, et fit passer une partie de ses soldats sur la flotte milanaise, qui détruisit en partie celle des Vénitiens.

Carmagnola fut la seule victime de cette défaite; les deux procurateurs vénitiens qui l'accompagnaient sans cesse tenaient celni-ci pour suspect depuis que, après la victoire de Macalo, il avait, par une courtoisie habituelle aux condottieri, rendu la liberté à tous ses prisonniers. Le condottiere avait plus d'une fois blessé la noblesse vénitienne. « C'étaient, avait-il dit, des superbes dans la guerre et des lâches dans la paix. » Le conseil des Dix, après la batille de Crémone, crut voir une trahison où il n'y avait qu'une faute; il manda Carmagnola sous prétexte d'arrêter avec lui un plan de campagne, le fit recevoir avec honneur aux portes du palais du doge, puis saisir, mettre à la torture et décapiter sur la place Saint-Marc, un bâillon dans la bouche, sans qu'on produisît jamais rien pour expliquer cette perfide et mystérieuse exécution (1432).

Malgré les chances que pouvait lui offrir la mort d'un

aussi redoutable ennemi, le duc de Milan signa à Ferrare un traité de paix avec Venise et Florence. Il espérait tirer meilleur parti des événements qui surgissaient alors en Italie.

Le pape Eugène IV, successeur de Martin V, obligé de laisser ouvrir à Bâle le concile convoqué par son prédécesseur, était bientôt entré en lutte ouverte avec cette assemblée, qui le sommait alors de comparaître devant elle, et le menaçait de déposition. A Florence, après la mort de Maso des Albizzi et de Jean de Médicis, qui avaient fait régner longtemps la concorde entre les partis aristocratique et démocratique, Renaud des Albizzi (1432) avait jeté Cosme de Médicis dans la tour de l'Horloge, et fait prononcer par une *balie* contre lui et ses principaux amis une sentence d'exil (1433). Mais, l'année suivante, la seigneurie, disposée plus favorablement pour les Médicis, provoqua, sur la demande des nombreux clients de Cosme, une autre *balie* qui rappelait l'exilé pour envoyer à sa place Renaud et les siens; et Cosme, rentré triomphalement, recevait les titres de *bienfaiteur du peuple* et de *père de la patrie*. Enfin, dans le royaume de Naples, la mort de Jeanne II léguait une guerre de succession que ses caprices avaient déjà préparée de son vivant. Les Napolitains se déclaraient pour René d'Anjou, le plus proche héritier de Louis III, mort récemment en Calabre, tandis que Alphonse V, roi d'Aragon et de Sicile, venait en personne réclamer la succession et mettre le siége devant la ville de Gaëte.

La péninsule était juste dans l'état où pouvait la désirer Philippe-Marie. La vipère milanaise aimait et trouvait profit à faire serpenter sa politique perfide et venimeuse au milieu de l'anarchie. Philippe-Marie envoya dans les États de l'Église François Sforza et Forte Braccio, qui, sous prétexte d'exécuter les arrêts du concile de Bâle, forcèrent Eugène IV à se retirer à Florence; il fit partir de Gênes, pour agir de concert avec René d'Anjou, l'amiral Blaise d'Asseroto, qui fit prisonnier le roi d'Aragon avec ses deux frères et les ramena en triomphe à Milan (1435). Florence seule arrêta le tyran; Cosme de Médicis, se liguant avec Neri

Capponi, habile capitaine et adroit politique, exila tous ses ennemis, prit à sa solde Sforza, le réconcilia même avec le pape, et, grâce à ce condottiere, fit essuyer à Piccinino, la défaite de Barga, qui changea tout le plan de Philippe-Marie (1437).

Tout à coup celui-ci rend la liberté au roi d'Aragon, lui fournit des secours pour rétablir ses affaires aux dépens de René, conclut une trêve de dix ans avec Sforza et les Florentins et tourne toutes ses forces contre les États de l'Église où il soulève Bologne, et contre Venise à qui il cherche à enlever le territoire précedemment cédé au delà de l'Adda. Ce revirement tourne contre lui. Les Génois avaient, par une vieille haine contre les Catalans, embrassé avec enthousiasme la guerre contre Alphonse, qui leur avait pris la Sardaigne et qui avait aidé Visconti à les soumettre tout récemment. Quand ils savent Visconti réconcilié avec l'Aragonais, ils se soulèvent, chassent leur gouverneur, la garnison milanaise, et se mettent en liberté. D'un autre côté, à la nouvelle que Piccinino, le plus fidèle des condottieri de Visconti, presse étroitement Brescia, couvre de soldats le territoire de Vérone et isole du continent Venise qui commençait à désespérer, Florence devine tous les desseins de Visconti; elle reprend à son service Sforza, tenu d'ailleurs par son traité avec le pape à garantir les États de l'Église, et recommence la guerre (1439), tandis que René d'Anjou, récemment arrivé dans la ville de Naples, et Alphonse, débarqué de nouveau sur les côtes du royaume, en viennent aussi aux mains. Le renouvellement du schisme met le comble à la confusion. Eugène IV, déclaré contumace par les pères de Bâle, convoque à Ferrare, puis à Florence (1439), un concile rival; tandis qu'il y rassemble des prélats romains et italiens, et, devant l'empereur d'Orient Paléologue et des députés du clergé grec, y fait déclarer après une longue et savante discussion théologique la réunion des deux Églises, les pères de Bâle prononcent sa déposition et élèvent à sa place Félix V. Les puissances belligérantes en Italie prennent parti selon leur intérêt dans le nouveau schisme: le duc de Milan et Alphonse

d'Aragon pour Félix V; Venise, Florence, René d'Anjou, pour Eugène IV. Cependant l'éclat que jette bientôt le concile de Florence, où l'on réunit passagèrement les deux églises, et où l'on prêche une croisade qui ne fut jamais faite, l'obscurité dans laquelle tombe celui de Bâle bientôt transporté à Lausanne, l'opinion européenne même représentée par l'empereur Frédéric III et le roi de France Charles VII, travaillent en faveur d'Eugène IV, qui tenait Rome.

Les deux condottieri Sforza et Piccinino furent chargés surtout de trancher en Italie la querelle politique et religieuse. Le premier conduisit son armée par les montagnes au centre même des opérations de Piccinino, le battit, au nord du lac de Garda, et reprit Vérone un instant tombée au pouvoir de son ennemi. Piccinino, l'année suivante (1440), essaya vainement d'arracher son adversaire de la Lombardie en se jetant sur la Toscane. Cosme et Neri Capponi recommandèrent à Sforza de ne pas abandonner la défense du territoire vénitien, reçurent Piccinino avec une nouvelle armée de condottieri soudoyés par la république et par le pape, et le forcèrent à rebrousser chemin après l'engagement d'Anghiari, où les soldats des deux partis se ménagèrent du reste au point que, selon Machiavel, il n'y eut qu'un homme de tué après un engagement de dix heures. Déjà on répandait plus d'argent que de sang dans les guerres italiennes; la diversion de Piccinino n'empêcha pas François Sforza de chasser les Milanais du territoire vénitien et de menacer bientôt celui de Visconti.

Pressé par François Sforza et par les exigences de ses propres capitaines qui voulaient profiter de sa détresse pour vendre chèrement leurs services, le duc de Milan croit se tirer encore d'embarras par un de ces brusques retours qui lui étaient habituels. Il désarme Sforza en lui donnant en mariage sa fille Blanche avec les seigneuries de Crémone et de Pontremoli, et le fait arbitre entre lui et les deux républiques. Sforza leur dicte la paix de Capriana (1441). Mais, comme toujours, Philippe-Marie, en traitant, a dissimulé une arrière-pensée de vengeance, et sous la paix il

cache une guerre nouvelle. Il n'a fait entrer Sforza dans sa famille et ne l'a accablé de biens que pour le mieux perdre. Sous prétexte de faire sa fortune, il envoie son nouveau gendre dans le midi où Alphonse presse vivement dans Naples le roi René, puis, aussitôt qu'il le voit éloigné, il se déclare en faveur d'Alphonse, lui envoie des secours, et se réconcilie avec le pape, auquel il offre de rendre la marche d'Ancône, pour accabler son gendre sous une ligue des princes italiens (1442).

Ce fut la fortune du grand Sforza. Le fils du paysan de Cottignola n'était pas le premier des condottieri qui eût rêvé de faire servir ses talents et sa puissance militaire à la fondation d'une principauté particulière en Italie. Déjà seigneur d'Ancône au centre, de Crémone et de Pontremoli au nord, possesseur de fiefs nombreux à Naples, il approchait du but plus qu'aucun de ses prédécesseurs. Attaqué de tous côtés, même par la perfidie et la trahison qui se glissaient jusque dans son camp, il résolut de ne plus se mettre à la merci d'autrui, et montra qu'il était digne de tenir la place d'un des princes conjurés contre lui. Il n'y avait plus rien à faire dans le royaume de Naples où Alphonse V devenait décidément le maître. Forcé d'abandonner la cause de René d'Anjou qui perdit bientôt Naples et son royaume, dépouillé de ses fiefs dans le midi, Sforza concentre toutes ses forces dans la marche où il est poursuivi par Alphonse et par Piccinino, et se défend par des prodiges d'énergie, d'habileté et d'audace. Deux de ses lieutenants le trahissent pour passer à son ennemi; il les rend suspects à Alphonse. Piccinino et ses deux fils entrent un instant dans la Marche ; il favorise à Bologne une révolte des Bentivoglio qui se mettent à la tête de la république. Infatigable, même dans l'hiver, il surprend à Monte Lauro le condottiere Piccinino, puis ses deux fils à Mont' Olmo (1444), et, par ces deux victoires, il fait mourir de chagrin le premier capitaine des Visconti. Cependant Venise et Florence, encouragées, recommencent alors contre Philippe-Marie l'ancienne guerre un instant suspendue. Attaqué jusque dans ses États par les trou-

pes des deux républiques, Philippe-Marie se rejeta dans les bras de son gendre, et l'appela à son secours en lui promettant pour le décider sa succession même. François Sforza, avec l'assentiment de Cosme de Médicis, son banquier, depuis longtemps en relation avec lui, se mettait en route pour secourir son beau-père, lorsque la mort simultanée de Philippe-Marie et d'Eugène IV fit tourner les choses tout à fait à son profit (1447).

Fin du schisme; Nicolas V; François Sforza, à Milan; Côme de Médicis à Florence; Stefano Porcaro (1447-1453).

L'élection de Nicolas V par les cardinaux siégeant à Rome termina le schisme. Félix V fit un acte de soumission, et tout prétexte fut enlevé aux ambitions qui prétendaient se satisfaire aux dépens des États de l'Église. Rome, redevenue le séjour exclusif de la papauté restaurée, fut de nouveau la capitale de l'Église réunie et l'une des plus importantes villes de la péninsule. Mais, en Lombardie, l'ouverture de la succession de Philippe-Marie, mort sans héritier légitime, tourna toute l'attention de ce côté.

Le duc de Milan avait fait quatre testaments contradictoires. Alphonse V, roi de Naples, s'appuyant sur un de ces testaments, le duc d'Orléans sur les droits de Valentine Visconti mariée à son père, François Sforza sur ceux de sa femme, s'apprêtaient à se disputer cette succession. Quatre citoyens milanais, dont un Trivulzio et un Lampugnani, pensèrent que le peuple rentrait dans ses droits au milieu de ce conflit; ils le soulevèrent et rétablirent la république. Mais cette forme de gouvernement dura peu dans la capitale de la Lombardie. Toutes les cités voisines, Pavie, Lodi, Parme, Tortone, avaient imité la métropole, au grand déplaisir de celle-ci qui prétendait les tenir sous le joug en redevenant libre. Venise, aussi jalouse de la république milanaise que du seigneur qu'elle remplaçait, ne voyait dans les difficultés d'un gouvernement nouveau qu'une occasion favorable pour s'agrandir encore au delà de l'Adda, et continuait ses agressions en s'emparant de Plaisance.

Obligés dès les premiers jours de leur indépendance de contenir les uns et de se défendre contre les autres, les Milanais s'exposèrent à un autre danger en traitant avec Sforza et sa brillante armée.

Ce puissant condottiere consentit à se mettre au service de ceux dont il avait voulu faire ses sujets dans l'espoir d'arriver par ce moyen même à son but. Dépouillé de tout ce qu'il possédait dans le domaine pontifical et au midi, maître seulement de Crémone et de Pontremoli au nord, n'ayant plus aucun prétexte de s'immiscer dans les affaires de l'Église, il ne pouvait se faire une principauté qu'en Lombardie. Son nom seul maintint dans la fidélité quelques villes prêtes à se détacher de Milan ; d'autres, comme Pavie, préférèrent se donner à lui que de retourner à la métropole, et il les accepta. Un de ses lieutenants repoussa quelques troupes françaises du duc d'Orléans qui voulaient entrer dans le Milanais ; lui-même assiégea Plaisance, la pressa vivement malgré les tentatives de défense d'un condottiere de Venise, la prit et la livra à un sac dont elle ne s'est jamais bien relevée. Milan, commençant à se méfier de ses intentions, profita des premières défaites de Venise pour entamer avec elle des négociations. Sforza fut assez puissant pour les rompre et continua la guerre. Il enleva aux Vénitiens tout ce qu'ils possédaient sur la rive droite de l'Adda, brûla leur flotte sur le Pô près de Cassal Maggiore, et remporta sur eux en septembre 1448 une dernière victoire à Caravaggio, où il fit presque toute leur armée prisonnière. Les Vénitiens étaient complétement découragés ; il leur offrit alors la paix en son nom, leur confirma la possession de Brescia avec le Bergamasque et leur promit Crème et la Ghiara d'Adda, à condition qu'ils l'aideraient à conquérir Milan contre laquelle il se tournait maintenant.

La nouvelle république se vit dans le plus grand danger; parmi les condottieri à sa solde, plusieurs abandonnèrent son service pour s'attacher à la fortune d'un soldat heureux; parmi les villes, Plaisance, Tortone, Alexandrie, allèrent elles-mêmes au-devant du sort qui les attendait; Milan s'a-

dressa au duc de Savoie, aux Florentins, au pape. Le duc de Savoie lui envoya quelques soldats, mais pas assez pour la sauver. Le nouveau pape Nicolas V était tout occupé de restaurer le pouvoir pontifical dans les murs de Rome aux dépens de la commune. Il semblait de l'intérêt de Florence de favoriser l'affermissement d'une nouvelle république en Italie. Mais cette ville n'était plus libre de pratiquer la politique qu'elle avait précédemment suivie. Cosme de Médicis, après avoir dominé la république de concert avec Neri Capponi, était parvenu à neutraliser le crédit de son allié, et gouvernait maintenant seul et presque sans contrôle. Lié avec le condottiere auquel il avait souvent fourni de l'argent, Cosme disposa des Florentins en sa faveur, et lui fit encore passer des sommes considérables sous main pour assurer l'exécution de ses desseins. L'argent et le fer, le fils d'un foulon et celui d'un paysan, s'unirent pour porter le dernier coup à la liberté.

Les sacrifices et le courage des Milanais furent insuffisants. Sforza battit les troupes du duc de Savoie, et réduisit bientôt Milan à ses murailles; Venise se ravisa, mais trop tard, à la pensée d'avoir un voisin aussi puissant que Sforza; elle voulut faire conclure une paix qui accorda à la république milanaise le territoire compris entre l'Adda et le Tessin, et à Sforza sept des plus grandes villes de la Lombardie avec leurs provinces. Le condottiere feignit d'accéder à ces conditions, retira quelque temps ses troupes pour laisser les Milanais épuiser leurs provisions en ensemençant leurs terres, puis revint sur ses pas, intercepta tous les convois de vivres, et serra la ville de si près, que le peuple, affamé, s'empara du palais public, ouvrit les portes au vainqueur, et le laissa prendre sur l'autel de la cathédrale de Milan la couronne ducale, le sceptre et l'épée, symboles de sa dignité nouvelle (1450).

Venise essaya encore de protester contre le fait accompli; elle s'allia avec le roi de Naples, Alphonse, jusque-là son ennemi, avec le duc de Savoie et le marquis de Montferrat, pour contre-balancer l'étroite union de Sforza et de Florence, qui changeait toute la situation de l'Italie. Une

double campagne du duc de Calabre, en Toscane, et de Piccinino, au service des Vénitiens, dans le Milanais, tourna à la confusion des ennemis du nouveau duc de Milan ; la liberté lombarde fut décidément comprimée sous une nouvelle maison ducale, comme celle de la Toscane, escomptée par le banquier du condottiere. L'empereur Frédéric III, le dernier des césars allemands couronnés à Rome, forcé de traverser l'Italie comme un simple particulier pour aller recevoir à Livourne son épouse, Éléonore de Portugal, et à Rome la couronne impériale (1452), put constater que l'Italie n'avait repoussé le joug étranger des Césars que pour tomber sous celui de petits tyrans indigènes.

La liberté rendit son dernier soupir l'année suivante, avec Stephano Porcaro, là où elle avait jeté son premier cri avec Arnauld de Brescia. Gentilhomme romain de bonne famille, Stefano Porcaro, après avoir cherché deux fois à persuader aux Romains de ressaisir le gouvernement de la ville retombé au pouvoir du pape depuis la fin du schisme, revint tout à coup de Bologne où il était exilé en 1453 avec quatre cents compagnons, pour convoquer le peuple au rétablissement de la république romaine. Saisi, avec les conjurés, dans la maison de son frère, encore revêtu de la pourpre sénatoriale, il fut pendu le lendemain, lui neuvième, sans autre forme de procès; triste fin d'un homme généreux « dont quelqu'un, dit Machiavel, a pu louer l'intention, dont tous ont blamé le jugement! »

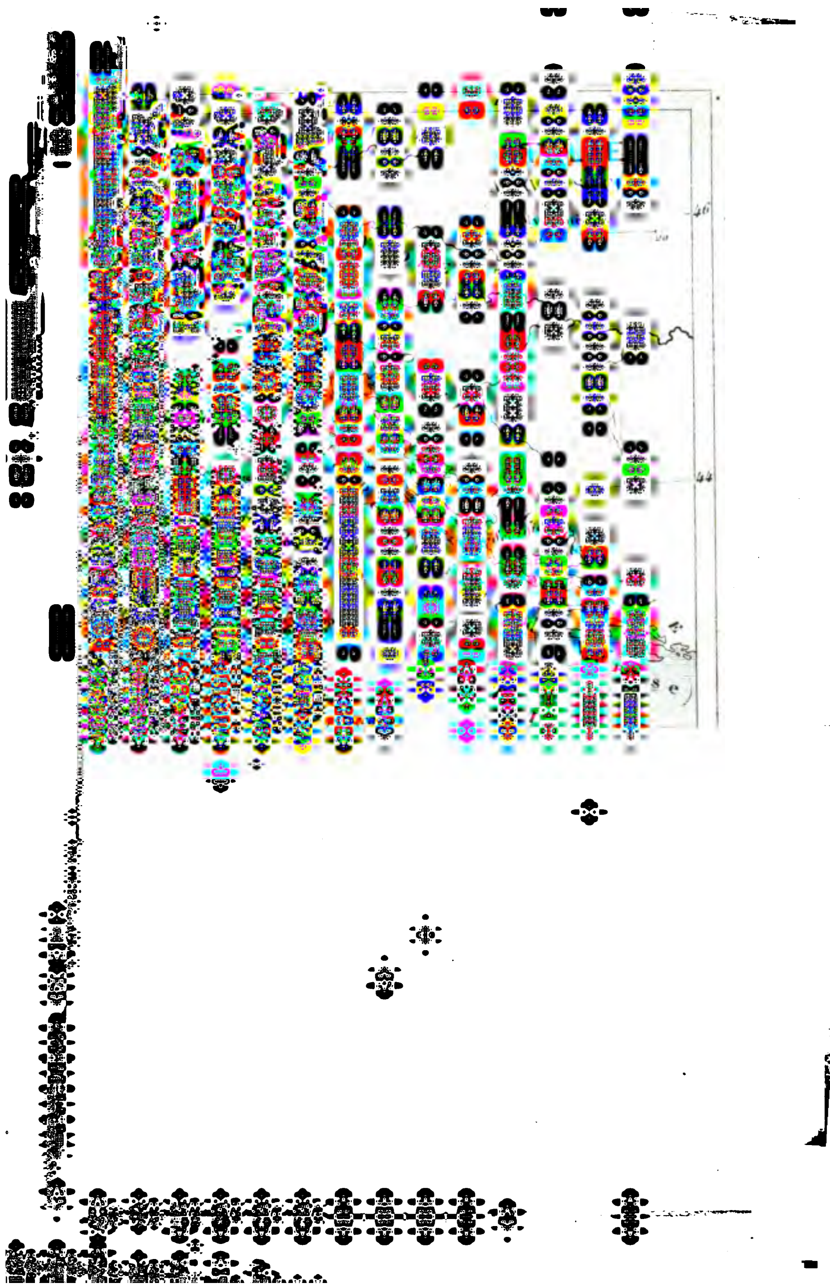
LIVRE XI.

L'ITALIE PRINCIÈRE. — LE PRINCIPAT ROMAIN (1453-1493).

État politique de l'Italie au milieu du quinzième siècle. — Commencement de la renaissance. — Ferdinand Ier de Naples et Jean de Calabre; Pie II, la croisade, Paul II, Pierre de Médicis, Galéas Sforza (1454-1470). — Laurent et Julien de Médicis; le pape Sixte IV et l'État de l'Église; conspirations à Milan et à Florence; guerres de Sixte IV et de Laurent le Magnifique contre Florence, Ferrare et Venise (1470-1484). — Puissance de Laurent, éclat trompeur de la civilisation; Jérôme Savonarole (1484-1493).

État politique de l'Italie au milieu du quinzième siècle.

La question si vivement débattue depuis deux siècles entre le despotisme et la liberté, l'aristocratie et la démocratie, était résolue dans les différentes parties de la péninsule. L'établissement de deux dynasties nouvelles et puissantes, celle de Sforza et celle d'Aragon, rangeait sous le pouvoir monarchique le midi et le nord de l'Italie. La rigueur du premier des papes, définitivement vainqueur du schisme, envers Stefano Porcaro, montrait l'affermissement du saint-siége restauré à Rome, et annonçait le rôle qu'il allait jouer dans la Péninsule. Borso d'Este à Ferrare, en achetant de l'empereur Frédéric III l'érection de sa seigneurie de Modène et de Reggio en duché, donnait à son pouvoir de fraîche date une sanction que le temps avait



déjà apportée aux marquis de Gonzague à Mantoue, et surtout au duc de Montferrat. Amédée VIII, depuis qu'il avait reçu le titre de duc de Savoie et réuni toutes ces possessions, un instant distraites de sa maison, qui faisaient de lui le *portier des Alpes*, affermissait une autorité déjà bien vieille. Dans les dernières républiques, le nom survivait encore à la chose, mais la liberté en était également bannie.

A Venise, le redoutable conseil des Dix se resserrait encore dans le tribunal secret des trois *inquisiteurs d'État*, établi en 1454; et dès lors une police ingénieuse et hardie dans ses moyens, prompte et terrible dans ses répressions, assurait partout l'ordre et l'obéissance; une même surveillance et une même terreur pesaient sur toute la hiérarchie administrative, depuis le doge, les Dix et le sénat, jusqu'aux recteurs des provinces, aux généraux et aux ambassadeurs, sans excepter le secret tribunal, qui était la pierre triangulaire de tout le système, et qui avait pris ses précautions contre lui-même. Le doge Foscari, depuis trente-quatre ans à la tête de la république, mais pour sa gloire et ses services jalousé de la noblesse, était alors la première victime de ce redoublement de méfiance aristocratique. Son fils, mis à la torture et exilé sur une vague dénonciation, venait de se faire prendre en défaut par le conseil, pour obtenir, à l'aide d'un nouveau procès et de tortures nouvelles, de mourir au moins dans sa patrie, après avoir embrassé son vieux père et ses enfants. Le tribunal, malgré la conduite stoïque du doge au milieu de ses malheurs, ne pouvait lui pardonner même la complicité de son cœur, et le força d'abdiquer, presque aux portes du tombeau : Foscari mourait en entendant les cloches qui annonçaient l'installation de son successeur.

A Florence, la mort de Neri Capponi, en 1455, assurait la puissance de Cosme de Médicis. Elle était déjà si bien établie qu'il ne jugeait plus nécessaire de provoquer la création révolutionnaire d'une *balie* pour remplir des noms de ses partisans les *bourses* du scrutin. Tous les magistrats entrant en charge se trouvaient être ses clients.

La ville de Gênes ne conservait plus guère que la liberté de changer ses maîtres. Raphaël Adorno, en 1444, avait acheté la première dignité de la république en rendant sa patrie tributaire du roi de Naples, Alphonse. Pierre Fregoso, vainqueur de la garde napolitaine de ce doge, en 1450, mais bientôt attaqué par Alphonse, allait, dans sa détresse, implorer la protection du roi de France.

Ainsi, au milieu du quinzième siècle, apparaissait une Italie toute nouvelle; la péninsule n'était plus ni guelfe ni gibeline, ni pontificale ni impériale : elle était princière. Les deux chefs de la chrétienté étaient oubliés, les deux sectes brisées; la dictature des princes aragonais, Médicis ou Sforza, remplaçait tout; l'intérêt politique des petits États fondés par eux primait toutes les questions.

Commencement de la renaissance.

Les lettres et les arts consolèrent heureusement l'Italie de la perte de la liberté. C'est alors que l'étude de l'antiquité, qui avait adouci les derniers jours de Pétrarque, que Jean de Ravenne et Chrysoloras avaient poursuivie au milieu des plus cuisantes misères du quatorzième siècle, devint l'objet d'un enthousiasme passionné. Poggio Bracciolini, né en 1380, Léonardo Bruni l'Arétin, en 1369, l'un secrétaire du saint-siége pendant plus d'un demi-siècle, l'autre de la république de Florence, tous deux élèves de Jean de Ravenne et de Chrysoloras, avaient propagé cette passion du quinzième siècle par leur ardente recherche des manuscrits anciens à travers l'Europe. Le concile de Florence, qui amena en Italie le rhéteur George de Trébizonde, le platonicien Gemistius Pletho, et Bessarion, évêque de Nicée, bientôt fait cardinal pour s'être rallié à l'Église romaine, la rendit presque générale. Les souverains de l'Italie n'avaient rien à craindre de cette activité de la pensée tournée tout entière à une science qui versait l'oubli et dont ils savaient comprimer les écarts et les témérités. Aussi les vit-on tous à l'envi consacrer leurs revenus à la

fondation d'établissements scientifiques, à la création de bibliothèques, se disputer les savants, les combler d'honneurs, de bienfaits, et mettre leur luxe dans la protection des lettres et des arts.

Eugène IV avait déjà rétabli l'université romaine. Nicolas V, fils d'un pauvre médecin de Sarzane, qui devait toute sa fortune à son zèle pour les lettres, envoyait de tous côtés les savants à la recherche des manuscrits; il s'entoura de copistes, de traducteurs grecs et latins; il fit passer de la langue grecque dans la latine, parmi les auteurs sacrés, Eusèbe de Césarée, Basile, Grégoire de Nazianze, Chrysostome; parmi les profanes, tous les historiens grecs, et enfin fonda la bibliothèque du Vatican, où il rassemblait déjà cinq mille volumes.

Cosme de Médicis faisait servir à l'acquisition des manuscrits les plus précieux ses lointaines relations de commerce; il s'attacha les grecs Démétrius Chalcondyle, Jean Argyropyle, Androniscos Callistos, Constantin et Théodore Lascaris; il acheta la bibliothèque de Niccolo Niccoli, qu'il plaça dans le monastère des dominicains, et fonda celle qui jouit plus tard d'une réputation si bien méritée sous le nom de *Médicéo-Laurentienne.* C'était à Florence, auprès de Cosme, que revenaient toujours les savants les plus distingués, après avoir reçu l'hospitalité d'autres villes et d'autres princes; nulle part ils n'étaient aussi délicatement honorés, malgré la rivalité dont ils étaient l'objet. Léonard l'Arétin, Poggio, y occupèrent successivement la charge de chancelier de la république. Filelfo lui-même, savant discuteur et vindicatif, qui paya un spadassin pour assassiner Cosme, et professa à Venise, à Constantinople, à Naples, à Milan, à Rome, sans savoir jamais se tenir nulle part, finit ses jours à Florence. Cosme de Médicis fit plus que de recueillir les savants, il embrassa le culte de Platon, transporté de Grèce en Italie par le vieux Gemistius Pletho, et il fit élever exprès le jeune Marsile Ficin pour traduire, expliquer le philosophe grec, et commencer cette école platonicienne qui devait détrôner l'école philosophique du moyen âge et son dieu Aristote.

Alphonse Ier, sans déployer toute la munificence de Cosme, mérita aussi par sa libéralité le nom de *Magnanime*. Sous sa protection Laurent Valla, Antonio Beccadelli, de Palerme, et Pontanus, relevèrent l'académie napolitaine depuis longtemps tombée en discrédit; les deux premiers payèrent le zèle éclairé de ce monarque et de son successeur en se faisant leurs historiographes. Le condottiere François Sforza, à Milan; le marquis de Gonzague, à Mantoue, élève de Victorin de Feltre; Nicolas et son fils Lionel, à Ferrare, ce dernier, poëte lui-même; les Montefeltri, à Urbin, suivaient l'entraînement général.

Ce retour à l'antiquité dans la littérature eut sur les arts une influence que les plus distingués d'entre les princes italiens, Cosme surtout, ne manquèrent pas de favoriser. Donatello commença à sculpter d'après l'antique; il recueillit avec les encouragements et les secours de Cosme tous les restes de chefs-d'œuvre depuis longtemps oubliés, et ramena les arts du dessin à la netteté et à la noblesse des formes. Brunelleschi tira de l'oubli les ordres de l'ancienne architecture grecque; il fit passer les lignes des caprices de l'ogive à la sévérité de l'angle droit ou de l'arcade, substitua le dôme romain au cône gothique, et prépara une révolution dans l'architecture. Dans la voie tracée par le premier, le Masaccio, rappelé d'exil par Cosme, perfectionna dans la peinture le clair-obscur, arrondit et harmonisa les formes; le profond frà Angelico de Fiesole travailla davantage l'expression et la physionomie. Brunelleschi trouvait un émule dans Michellozzo Michellozzi; Cosme de Médicis, avec ce tact exquis et ce sentiment de l'art qui ne l'abandonnait jamais, employa chacun d'eux, selon ses aptitudes, à bâtir, le second son palais de Florence, nommé aujourd'hui palais Riccardi, ses maisons de campagne de Carreggi et de Fiesole; le premier l'église Saint-Laurent, l'abbaye de Fiesole et le couvent de Saint-Marc, qui le préparaient à une œuvre plus grande. Enfin, dans un travail qui tient de l'architecte et du sculpteur, Cosme, en mettant en adjudication les portes de l'église San-Giovanni, donna l'occasion à Ghiberti d'achever

ce chef-d'œuvre que Michel-Ange jugeait digne d'orner l'entrée du paradis.

Ferdinand Ier de Naples et Jean de Calabre; Pie II, la croisade, Paul II, Pierre de Médicis, Galéas Sforza (1454-1470).

Les princes italiens sauraient-ils entretenir la concorde entre eux comme l'enthousiasme des lettres et des arts parmi leurs sujets, pour défendre contre l'étranger l'indépendance de l'Italie qu'ils avaient asservie? La paix intérieure était la première condition de la sécurité au dehors en face des prétentions et des convoitises qui la menaçaient de tous côtés. Le droit de l'empire germanique sur la Lombardie dormait, mais n'était pas éteint. Les ducs d'Orléans, de la ville d'Asti, dont ils étaient restés maîtres, protestaient contre ce qu'ils appelaient une spoliation à Milan; ceux d'Anjou, de la Provence, ne menaçaient pas moins l'Aragonais dans Naples. Enfin, en 1453, un nouvel ennemi plus redoutable, Mahomet II, chef des Turcs ottomans, mettait en danger non-seulement l'indépendance, mais la religion de l'Italie, de l'Europe même, en s'emparant de Constantinople, qui ne fut secourue que par deux mille Génois intéressés à son salut à cause de leur faubourg de Péra.

Sous l'impression de la chute de ce rempart de la chrétienté, royauté, tyrannies et républiques en Italie, signèrent la paix et l'alliance de Lodi (1454). Alphonse V, Sforza, Cosme et Nicolas V, s'efforcèrent même, tant qu'ils vécurent, de maintenir l'union, ou n'y firent que de légères infractions. Mais, cette même année, Venise, séparant ses intérêts de ceux de l'Italie et de la chrétienté, conclut un traité de bon voisinage avec Mahomet II, pour conserver à Constantinople, comme sous les empereurs grecs, un bayle chargé de surveiller ses intérêts dans le Levant. Alphonse aussi continua à combattre Gênes, malgré l'intervention du successeur de Nicolas V, Calixte III, qui voulait qu'on songeât seulement à sonner chaque matin la *cloche des Turcs* dans toute la chrétienté. Gênes se vit obligée de reconnaître le roi de France Charles VII pour son seigneur,

et confia sa défense à Jean de Calabre, fils du roi René d'Anjou.

La mort d'Alphonse (1458) amena une guerre sérieuse. Ce prince avait fait reconnaître pour son successeur Ferdinand, enfant illégitime, par un parlement composé de seigneurs, prélats et députés des villes du royaume. Calixte III réveilla les espérances de Jean de Calabre, dont l'ambition était déjà excitée par les conseils et les rancunes des Génois. Le célèbre Æneas Sylvius Piccolomini, ancien secrétaire du concile de Constance, de l'empire et de la papauté, connu dans toute l'Europe par son érudition, son éloquence et son habileté, devenu pape en 1458, sous le nom de Pie II, tenta vainement d'arrêter les hostilités; il reconnut Ferdinand par un traité qui assurait au saint-siége la possession de Bénévent et le payement d'un tribut annuel. Le nouveau roi travailla contre lui-même; il mécontenta par ses exactions et ses cruautés les barons napolitains, qui invitèrent Jean de Calabre à passer dans le midi de l'Italie.

Le fils de René, arrivé avec les vaisseaux et l'argent des Génois, reçu avec enthousiasme par les seigneurs de la Campanie et des Abruzzes, s'empara d'abord des principales villes de la Pouille, et défit Ferdinand dans une première bataille à Sarno (1460), près de Nola. L'Italie tout entière fut agitée par l'attente d'un grand changement. Venise, qui avait eu plusieurs fois à combattre les vaisseaux d'Alphonse dans l'Adriatique, Florence même, étaient prêtes à embrasser le parti des Angevins. Sforza cependant fit appel à la vieille amitié de Cosme, obtint la neutralité des deux républiques et envoya ses deux frères au secours de Ferdinand. Pie II, de son côté, désireux avant tout d'éviter une révolution, se déclara ouvertement pour l'Aragonais et lui envoya Montefeltro avec une armée. Piccinino, condottiere au service de Jean de Calabre, battit d'abord ses adversaires près de San Fabiano; mais une sédition, excitée à Gênes par le duc de Milan, fit perdre cette ville aux Angevins. Le contre-coup se fit ressentir au midi où Ferdinand, secouru par le héros albanais, Scanderbeg,

vainquit complétement à Troia (1462) Jean de Calabre, qui ne put que prolonger deux ans encore une lutte inutile.

Le pape Pie II essaya alors d'entraîner l'Italie avec la chrétienté dans une croïsade qu'il rêvait depuis le jour de son exaltation. Venise, attaquée dans sa possession de Morée, effrayée de voir flotter, de l'autre côté de l'Adriatique, l'étendard du croissant, venait de recommencer la guerre contre les Turcs, soutenue par le Hongrois Mathias Corvin et par l'Albanais Scanderbeg. Pie II, dont les émissaires parcouraient toute l'Europe, offrit le commandement de la croisade au duc de Bourgogne, annonça qu'il se mettrait lui-même à la tête de la sainte expédition et fixa le rendez-vous à Ancône pour l'année 1464. Le sénat de Venise força son vieux doge Mocenigo à s'embarquer avec dix galères pour aller prendre le pontife. Mais le duc de Bourgogne ne parut point. Pie II à Ancône ne trouva qu'une multitude en désordre, affamée et sans armes, qui s'en retourna en voyant que le pontife n'avait à lui offrir que des indulgences; lui-même, saisi de découragement, n'ayant à entreprendre avec Mocenigo qu'*une guerre de vieillards*, mourut de douleur. Le temps de la renaissance n'était pas favorable à la croisade. Il ne fallait point parler d'une guerre offensive à l'Italie désunie par l'ambition de ses princes.

Cette mort et celle de Cosme de Médicis, qui arriva la même année, portèrent un nouveau coup à l'union de l'Italie. Paul II, élu à la condition de poursuivre la guerre contre les Turcs, abjura promptement ce qu'il avait signé et laissa Venise seule aux prises avec eux. A Florence, après la mort de Cosme, le *Poggio* ou la Montagne, ainsi appelé de la colline où s'élevait le château de Lucca Pitti, c'est-à-dire le parti des républicains, tenta de reprendre le dessus. Mais le chef de la *Plaine* (*il Piano*), Pierre, fils de Cosme, corrompit Lucca Pitti, qui venait d'enfouir sa fortune dans les magnificences de ce palais inachevé destiné à être plus tard le séjour des souverains de la Toscane. Une *balie* créée violemment exila tous ses ennemis, et

institua une commission de cinq membres chargés de choisir tous les deux mois le gonfalonier et les prieurs. Pierre laissa alors l'administration entre les mains de ses clients; et Florence, entre la liberté et la servitude, ne put empêcher François Sforza de s'emparer, en 1645, de Gênes, qui n'était restée libre qu'entre la venue et la fuite de son archevêque, Paul Frégoso, entré comme un pirate dans son port et sorti de ses murs comme un brigand.

Il semblait que chacun des nouveaux personnages que la mort appelait à disposer alors des destinées de l'Italie prît à tâche de faire regretter son prédécesseur. Ferdinand de Naples, après s'être vengé de ses ennemis par l'assassinat du prince de Tarente, du condottiere Piccinino, du duc de Suessa, accablait son peuple d'impôts, et faisait marchandise de tout dans son royaume, pour satisfaire une avarice dont eût rougi son père *le Magnanime*. Paul II était plus soucieux de se faire admirer du peuple romain comme un nouvel Aaron dans ses ornements pontificaux que de protéger les savants, dont il dispersa même assez durement les innocentes réunions à Rome, et plus occupé de poursuivre les Malatesta dans la Romagne, et de jeter Jean Huniade sur les hussites, que de s'opposer aux progrès des Turcs. Le condottiere couronné, en mourant l'an 1466, fit place à Milan au tyran Galéas. Sorti sous un déguisement de France, où il était occupé à défendre Louis XI contre les seigneurs révoltés, époux de Bonne de Savoie, belle-sœur de ce roi, accusé de la mort de sa mère, dont l'énergique présence d'esprit lui avait conservé le pouvoir, Galéas Sforza substituait le faste à la grandeur, la tyrannie à l'autorité dans le gouvernement, l'esprit de tracasserie à la prudence dans la politique, la licence à la réserve dans la vie privée; il abusait en fils de parvenu, avec incontinence et cruauté, de la fortune et de l'autorité conquises par son père.

Seule active au milieu de cet égoïste affaissement, Venise, par sa morgue aristocratique et ses préoccupations étroitement commerciales, perdait les bénéfices de ses

efforts multipliés. Au lieu de déployer toutes ses forces contre les Turcs, et de négliger des intérêts ou des injures secondaires, elle disputait le transit de quelques marchandises à Trieste, poursuivait par le fer et le feu une réparation du grand maître des chevaliers de Rhodes, et, pendant ce temps-là, laissait périr Scanderbeg, perdait l'isthme de Corinthe, fuyait devant une flotte turque dans les Dardanelles, et voyait en 1470 les Osmanlis emporter d'assaut Négrepont.

Laurent et Julien de Médicis; le pape Sixte IV et l'État de l'Église; conspirations à Milan et à Florence; guerre de Sixte IV et de Laurent le Magnifique contre Florence, Ferrare et Venise (1470-1484).

L'avénement de Laurent de Médicis, reconnu presque sans obstacle, avec son frère Julien, comme chefs du gouvernement (1469), rompit l'uniforme succession de ces princes incapables ou méchants, dans les différents États d'Italie.

Doué d'heureuses qualités, élevé avec soin par Christophe Landino, professeur d'éloquence latine, et par le Grec Argyropyle, compagnon du platonicien Marsile Ficin et du jeune poëte Ange Politien, Laurent de Médicis, savant et poëte lui-même, commença dès les premiers jours à exercer le pouvoir en ami éclairé des lettres et des arts. Il rétablit l'université latine de Pise. A Florence, il fonda l'académie grecque; il fit disposer les vastes jardins du couvent de Saint-Marc pour recevoir les nouvelles acquisitions d'antiques, ajoutés à la collection de Cosme, et donna à Bertaldo, élève de Donatello, la surintendance de cet établissement qui devint bientôt, sous le nom de *Museum Florentinum*, une académie des beaux-arts. Partageant l'enthousiasme de son ami Marsile Ficin pour Platon, il institua une fête anniversaire en l'honneur du philosophe grec, et il l'inaugura lui-même en composant un dialogue en l'honneur de la nouvelle doctrine, connue sous le nom d'*altercazione*.

Mais celui qui ne trouvait de plaisir, même dans ses

heures sérieuses, que sous les fraîches ombres de Careggi ou de Caffagiolo, sacrifiait trop aisément le loisir de l'heure présente aux soucis d'une prévoyance que devait cependant lui imposer un temps gros d'embarras et de périls. Sous le coup de la prise de Négrepont, il renouvela avec le pape Paul II et les États de l'Itâlie, en 1471, la ligue conclue à Lodi, en 1454, pour la défense commune. Mais il oublia aussi promptement, dans la compagnie des trois poëtes Pulci, ou dans les entretiens d'Ange Politien, les sévères devoirs que lui imposait cet engagement. Venise, abandonnée de l'Italie, fut obligée de rechercher l'alliance du conquérant de l'Asie, Ussun Cassan, contre les Turcs, et réduite à exercer des ravages inutiles dans la Carie, l'Ionie et l'île de Cos. Elle ne fut heureuse qu'en Chypre, où elle avait marié la fille d'un riche négociant, Catherine Cornaro, au roi Jacques de Lusignan ruiné. A la mort de celui-ci, en 1473, elle se porta comme tutrice de Catherine qu'elle avait déclarée fille de Saint-Marc, et mit garnison dans toutes les citadelles de l'île.

L'avénement d'un nouveau pape, animé de l'ambition de faire des États de l'Église une puissance temporelle importante en Italie, vint troubler la tranquillité et l'équilibre que Laurent le Magnifique avait essayé de faire régner dans la péninsule à Lodi. Issu de la famille de la Rovère, Sixte IV voulait rétablir dans tout l'État de l'Église l'autorité pontificale que ses prédécesseurs avaient déjà relevée à Rome et se servit pour y réussir des ressources que sa nombreuse famille mettait à sa disposition. Dans le principat romain, il inaugurait le rôle du népotisme. Non content de prodiguer les grâces spirituelles à ses neveux : à Pierre Riario, qui mourut bientôt de ses excès, le cardinalat de Saint-Sixte, l'archevêché de Florence et le patriarcat de Constantinople; à Julien de la Rovère, un grand nombre de bénéfices dans les États romains; il créa duc d'Imola Jérôme Riario, préfet de Rome Léonard de la Rovère, et chargea le cardinal-soldat Julien de la Rovère de reconquérir Spolète, Todi

et Città di Castello. Il maria ses deux neveux laïques aux filles du duc d'Urbin et du roi de Naples. Si l'on ne pouvait blâmer le pape de vouloir ramener à l'unité de pouvoir les États de l'Église, cette création de petits princes nécessairement éphémères, cette ardeur guerroyante, en Italie, d'un pape qui refusait d'envoyer sa flotte contre les Turcs, devaient exciter l'étonnement et la crainte. Les deux villes de Venise, de Florence, et le duc de Milan, effrayés de l'union étroite de Sixte IV, de Ferdinand et du nouveau duc d'Urbin, condottiere renommé, formèrent une ligue particulière (1474) ; et la confédération de Lodi, qu'on avait deux fois jurée, et que les progrès des Turcs rendaient tous les jours plus nécessaires, fut rompue. Rien d'étonnant que les peuples italiens, trahis par la faiblesse ou l'égoïsme de leurs souverains, regrettassent le sacrifice de leur liberté qui allait peut-être entraîner la perte de leur indépendance. Leurs regrets et leur mécontentement ne s'exprimèrent cependant que par des conspirations ou des assassinats isolés qui restèrent sans résultat, et prouvèrent trop clairement que les gouvernés étaient tombés aussi bas que les gouvernants. Dans l'espace de deux ans, cinq tentatives de cette sorte eurent lieu.

L'an 1476, à Ferrare, Nicolas, fils du marquis Lionel, tenta de remplacer son oncle, Hercule Ier, qui avait reçu le duché des mains de son frère Borso. Il entra en effet dans la ville avec quelques exilés et des soldats fournis par le duc de Mantoue et par Galéas. Mais le peuple ne voulut même pas changer de maître ; Nicolas, surpris par son oncle bientôt de retour, fut décapité avec vingt-cinq de ses compagnons.

A Gênes, le peuple était fort mécontent de la domination de Galéas, qui violait toutes les conditions auxquelles François Sforza avait été accepté comme seigneur, et ne prenait aucun soin de la prospérité de la ville. Il n'avait ni protesté contre la prise de possession de Famagouste, en Chypre, par les Vénitiens, ni tenté de sauver la célèbre colonie génoise de la mer Noire, Caffa, tombée l'année pré-

cédente au pouvoir de Mahomet II. Un certain Jérôme Gentile rassembla, une nuit, un grand nombre de gens armés, s'empara de toutes les portes, et appela les citoyens à la liberté; il fut accueilli avec indifférence par le peuple, et le conseil de la ville lui remboursa ses frais d'émeute pour lui faire abandonner l'entreprise. Gênes elle-même, la ville inconstante par excellence, recula cette fois devant un changement.

A Milan, trois jeunes gens, Jérôme Olgiati, Charles Visconti et André Lampugnani, formèrent le projet de venger les Milanais victimes dans leur honneur, leur fortune ou leur vie, de l'incontinence et de la tyrannie rapace et soupçonneuse de Galéas. Olgiati, le plus ardent et le plus riche, avait eu une sœur violemment déshonorée et mise à mort par le tyran. Après avoir été prier dans sa basilique le grand saint Ambroise, patron de la ville, de protéger une entreprise qu'ils croyaient sainte, puisqu'elle avait pour but la liberté d'un peuple et la mort d'un monstre, les trois jeunes gens attendirent Galéas, le lundi de Noël (1476), dans la cathédrale, le frappèrent de trois coups mortels, et s'élancèrent hors des portes pour appeler la foule à la liberté. Mais les gardes du duc atteignirent et tuèrent sur place Lampugnani et Visconti. Le dernier, Olgiati, leur échappa, mais le peuple recula devant lui d'épouvante; son père même lui ferma sa maison; saisi enfin, il fut mis à la torture, condamné à être tenaillé, coupé en morceaux, et mourut en croyant appeler sur lui une gloire éternelle. Crime inutile! Le jeune Jean Galéas Sforza fut reconnu sous la régence de sa mère et de son ministre Cecco Simonetta, en dépit même de l'opposition jalouse des oncles du jeune duc, obligés de s'exiler après avoir tenté aussi de soulever le peuple.

A Florence, la riche famille des Pazzi, banquiers, voyait surtout avec jalousie l'heureuse usurpation des Médicis. Un des membres de cette maison avait été privé, par une mesure arbitraire, de l'héritage des Borromée. Tous étaient rigoureusement éloignés de l'exercice des magistratures. François Pazzi, banquier du pape à Rome, le

plus irascible de la famille, n'eut pas de peine à faire partager ses ressentiments à Sixte IV et à Jérôme Riario, qui ne pouvaient pardonner à Laurent d'avoir fait échouer leurs projets sur Città del Castello. Ferdinand de Naples, étroitement lié avec le pape, ne fut pas plus difficile à entraîner, et des troupes furent rassemblées, sous différents prétextes, par le pape et le roi, sur les frontières du territoire toscan. Tout étant préparé, l'exécution fut fixée au 26 avril 1478, jour où une messe solennelle célébrée en l'honneur du nouveau cardinal, Raphaël Riario, promettait de réunir les deux frères et de faire sortir un grand concours de monde. Deux clercs, Antoine de Volterra et Étienne Bagnoni, François Pazzi et quelques autres, s'étaient chargés d'assassiner Laurent et Julien dans la cathédrale même, au moment de l'élévation. Au signal donné alors par les cloches, l'archevêque de Pise, Salviati, devait s'emparer du palais public à la tête d'hommes armés, et Jacob Pazzi, ameuter le peuple pour achever la révolution.

Dans l'église de Santa Reparata, où se jouait l'acte principal du complot, François Pazzi ne manqua pas Julien dont il s'était chargé. Mais Antoine de Volterra, en posant la main sur l'épaule de Laurent, mit sa victime en garde. Laurent, après avoir paré la première atteinte avec son manteau, tira l'épée, mit les assassins en fuite et se réfugia dans la sacristie où ses amis se rangèrent autour de lui. Au palais de la seigneurie, le gonfalonier César Petrucci, soupçonnant quelque chose quand Salviati se présenta, le fit arrêter, ferma les portes et prit comme dans un piége la plupart des conjurés qui avaient déjà pénétré dans le palais. Dans les rues, Jacob Pazzi, au lieu de décider le peuple à reconquérir une liberté que, dit Machiavel, *on ne connaissait plus*, fut accueilli à coups de pierres. A la nouvelle de l'assassinat de Julien et du péril de Laurent, la foule furieuse parcourut la ville en acclamant le blason des Médicis : *Palle! Palle!* et demanda le supplice des conspirateurs ou s'en chargea elle-même. La seigneurie fit pendre aux fenêtres mêmes du pa-

lais Salviati dans ses habits d'archevêque; le peuple mit en pièces et traîna par lambeaux dans les rues les corps des assassins de Julien et plusieurs autres conjurés qui furent arrachés de leurs maisons. Le seul résultat de cette tentative fut l'affermissement du pouvoir de Laurent à Florence et la rupture d'une paix intérieure de douze ans dans la péninsule.

Le pape et le roi de Naples poursuivirent par une guerre ouverte ce que le poignard des conspirateurs leur avait refusé. Sixte IV jeta l'interdit sur Florence; Frédéric de Montefeltro, duc d'Urbin, à la tête de troupes fournies par le saint-siége et par Ferdinand, entra dans la Toscane. Florence, trahie d'abord par le duc Hercule d'Este, qu'elle avait mis à la tête de ses troupes, s'adressa à la régente de Milan, Bonne de Savoie, et aux Vénitiens. Les Vénitiens, qui voyaient, sur l'autre rive de l'Adriatique, Croia succomber, Scutari subir de terribles assauts, et les Turcs sur les bords de l'Isonzo, gardèrent toutes leurs forces pour eux-mêmes. Afin d'occuper la régente de Milan, Ferdinand excita Prosper Adorno à soulever Gênes, et Sixte IV, donnant un funeste exemple, détermina, au nom de la religion, les Suisses du canton d'Uri à attaquer le Milanais.

Les Génois, sous le commandement San Severino, réussirent à vaincre l'armée milanaise commandée par Sforzino, au pied du fort des *Deux Jumeaux*, et restaurèrent dans leurs murs la liberté que la violente rivalité de Baptiste Frégoso et de Prosper Adorno ne permit pas de rendre plus durable. Mais dans la vallée du Tessin, deux cents Suisses, laissés à Giornico par dix mille confédérés, apprirent aux Italiens quels redoutables voisins ils avaient au delà des Alpes. L'Italie était revenue à ses plus mauvais jours; on se battit sur tous les points à la fois; la peste désola Venise et Florence. Les Turcs, fléau plus terrible, passèrent l'Isonzo et allumèrent, jusque sur les bords de la Piave, des incendies dont les Vénitiens voyaient de leurs lagunes les lueurs sinistres. Ceux-ci se décidèrent à traiter, et cédèrent Lépante, Modon et Coron, au sultan, après

une guerre de quinze ans (1479). Le pape prit alors à sa solde de nouveaux condottieri, San Severino, Sforza, et excita une révolution, à Milan même, en favorisant l'ambition de Ludovic le More contre son neveu pour enlever l'alliance de ce duché à la république son ennemie. Tout lui réussit. Les Florentins furent défaits au Poggio Imperiale; Ludovic Sforza, surnommé le More, maître de quelques châteaux du Milanais, se fit appeler à Milan par les ennemis de Cecco Simonetta, enferma le vieux ministre et ses créatures comme coupables, disait-il, d'avoir trahi les intérêts de la maison des Sforza, et déclara Jean Galéas majeur, quoiqu'il n'eût que douze ans, pour mettre fin à la régence de la duchesse et rester maître du gouvernement (1480).

Le saint-siége, le duché de Milan, le royaume de Naples, étaient alors unis contre Florence. Laurent de Médicis, qui soupçonnait quelque mésintelligence entre le pape et le roi de Naples, s'embarqua à Livourne pour aller trouver lui-même Ferdinand. Sa présence, son insinuante habileté et aussi le lâche et impolitique abandon qu'il fit de la petite république voisine de Sienne au duc de Calabre, décidèrent le roi à la paix. Le pape n'en persistait pas moins dans ses projets, quand, le 28 juillet 1480, l'amiral de Mahomet II, Achmet Giedik, débarqua dans le royaume de Naples près d'Otrante, la prit d'assaut et y massacra 12000 chrétiens. C'était assez. Le roi de Naples rappela son fils de la Toscane pour défendre ses États, et l'opiniâtre Sixte IV, devant cette horrible leçon, consentit à réconcilier Florence avec le saint-siége.

La mort de Mahomet II et la prise d'Otrante, en 1481, n'eurent pas plus tôt laissé respirer les Italiens que le pape retourna, mais par des voies nouvelles, à son projet de former à son neveu favori, Jérôme Riario, une principauté en Italie. Après avoir dépouillé la famille des Ordelaffi de la principauté de Forli et en avoir investi Jérôme Riario, il envoya celui-ci comploter avec les Vénitiens la ruine du duc de Ferrare, Hercule d'Este. Les Vénitiens voulaient alors garder le monopole du sel provenant des lagunes, que

le duc leur disputait. Il fut convenu que la république s'emparerait de Modène et de Reggio, et Jérôme, de Ferrare. L'Italie fut de nouveau divisée; Gênes et le marquis de Montferrat se déclarèrent pour le pape et les Vénitiens; le roi de Naples, le duc de Milan, les Florentins, pour le duc de Ferrare. Une nouvelle guerre générale déchira encore la péninsule.

Elle commença favorablement pour Venise et pour le saint-siége. Robert de San Severino, pris au service de la république, manœuvra si habilement qu'il enleva les principaux châteaux forts qui couvraient Ferrare et vint mettre le siége devant cette ville. Robert Malatesta, seigneur de Rimini, général du pape, battit à Campo-Morto le duc de Calabre, qui avait envahi les États de l'Église. Mais les deux vainqueurs se disputaient déjà la proie avant de l'avoir abattue. Le pape se méfiant des Vénitiens, qui n'eussent point en effet aimé Jérôme Riario pour voisin, les abandonna tout à coup pour se faire admettre dans la ligue opposée et se retourna contre eux. Ce brusque revirement ne lui réussit pas. Il eut beau lancer l'excommunication contre Venise, le conseil des Dix empêcha son clergé de publier la bulle; la république tint ferme contre toute l'Italie; elle envoya ses flottes s'emparer de Gallipoli et de Policastro sur les côtes de Naples, et, rendant au pape la pareille, fit à Bagnolo, avec Ferdinand et les ducs de Milan et de Ferrare, une paix avantageuse à laquelle elle gagna la Polésine de Rovigo et la mort de Sixte IV, tué par le dépit (1484).

Puissance de Laurent; éclat trompeur de la civilisation; Jérôme Savonarole (1484-1493).

L'exaltation du pape Innocent VIII parut d'abord opérer seulement une conversion nouvelle dans les partis, au lieu de terminer la guerre. Les barons napolitains, dont les vieux priviléges tombaient l'un après l'autre sous le despotisme de Ferdinand, avaient avec peine se perdu, par le rapprochement de Sixte IV et de leur roi, l'occasion d'une ré-

volte. Le nouveau pontife, s'en prenant à Ferdinand des derniers échecs du saint-siége, ranima l'espoir des barons, qui s'assemblèrent à Melfi pour organiser leur ligue et firent de pressantes ouvertures à René II. Mais l'intervention de Laurent, dont toute la politique consistait à maintenir la paix et l'équilibre des puissances et qui se mettait toujours du côté où il fallait ramener la balance, conjura l'orage. Il se déclara pour Ferdinand, entraîna Ludovic le More, et menaça le pape d'exciter la révolte dans ses États. La perfidie de Ferdinand fit le reste. Il obtint la paix du pape en promettant de prêter hommage, de payer tribut et d'amnistier tous ses barons (1486); deux mois après, il fit saisir, enfermer et décapiter, sans que le pape réclamât, tous ceux dont il avait eu à se plaindre.

Laurent se trouva alors l'arbitre de l'Italie. Florence était à sa discrétion. Ferdinand lui devait de la reconnaissance; Ludovic le More ne pouvait compter que sur lui dans les projets d'usurpation qu'il nourrissait au préjudice de son neveu marié à une fille de Ferdinand. Innocent VIII se livra à lui tout entier, heureux d'obtenir une fille de Laurent pour son fils François Cibo.

Laurent ne fit pas de cette belle position l'usage qu'on eût pu attendre de son esprit distingué. Afin de s'emparer de Sarzane et de Pietra Santa dans la Lunigiane, il aviva les haines des Frégosi et des Adorni à Gênes, et fit retomber cette ville sous la domination de Ludovic le More, qui pour la garder sans contestation consentit à la tenir en fief du roi de France Charles VIII. Intéressé à ne laisser voir à Florence que les dangers de la liberté, il encouragea les factions dans la république de Sienne, qu'il livra par une révolution à une oligarchie tyrannique. Il ne put empêcher les Vénitiens, en 1490, de soumettre définitivement l'île de Chypre, où ils obligèrent Catherine Cornaro d'abdiquer; mais il les surveilla de près sur le continent. Dans la Romagne il se fit soupçonner de conduire contre Jérôme Riario, duc d'Imola et de Forli, le poignard de sa femme Catherine Sforza, et celui de Francesca Bentivoglio contre Manfredi, seigneur de Faenza, qui passa sous la

protection de Florence. Politique égoïste dans son but, peu scrupuleuse dans ses moyens, qui se proposait la fin dangereuse d'étouffer l'esprit public sous un despotisme adouci par un sensuel repos, et tempéré par les jouissances des lettres et des arts!

Le culte de l'esprit dans la littérature et celui de la forme dans les arts, telle fut en effet la grande affaire que Laurent poursuivit et encouragea autour de lui. Retiré tout à fait dans ses maisons de plaisance, de Poggio la Sano, de Careggi et de Fiesole, il laissa bientôt à ses clients l'administration des affaires de l'État, et abandonna entièrement la direction de sa maison commerciale, après avoir liquidé, grâce à une banqueroute simulée de la république, qui sauva sa propre fortune. Entouré alors de lettrés et d'artistes, il put à loisir sacrifier aux Muses; il composa ses *Silves d'amour*, son poëme d'*Ambra;* il écouta la lecture du *Morgante Maggiore*, de Louis Pulci, premier essai d'une épopée héroïque où une grandeur demi-burlesque le dispute à l'impiété d'une incantation religieuse. Sous son active surveillance s'élevèrent un hôpital à Volterra, un château à Firenzuola, une forteresse au Poggio Imperiale ; ses églises s'ornèrent de quelques peintures pieuses de Cosme Rosellaï; ses palais s'embellirent en plus grand nombre des chefs-d'œuvre païens de Pallasuolo, de Ghirlandaio, de Luca Signorelli; sous ses yeux commencèrent dans son école des beaux-arts Michel-Ange et Torrigiano. Lui-même encouragea, fêta, chanta cette pléiade de poëtes et d'artistes dans des fêtes magiques dont François Granacchi était le décorateur.

Tous les princes italiens suivirent l'exemple de Laurent. Innocent VIII, qui laissait tomber Rome, par la vénalité de la justice et l'insouciance de l'administration, dans un état de misère et de brigandage qui n'avait pas d'exemple, rassembla cependant les débris de l'académie romaine violemment dispersée par Paul II. Avec l'approbation du pape le théâtre ancien, par la représentation de quelques pièces de Térence et de Plaute, obtint droit de bourgeoisie même à la cour pontificale. Le roi Ferdinand, perfide et cruel pour

les barons, était doux pour ses poëtes, qui lui restèrent aussi seuls fidèles, pour Cariteo, et surtout pour Sannazar, auteur du poëme pastoral de *l'Arcadie.* Le sombre Ludovic le More lui-même, tourmenté d'ambition, trouva le temps de raviver l'université de Pavie, d'entretenir à sa cour les historiens Mérula et Tristan Caleo, le poëte lauréat Bellincioni, et encouragea les débuts de l'architecte Bramante et du peintre Léonard de Vinci. A la cour d'Hercule V de Ferrare, le Boïardo, gouverneur de Reggio, jetait son ardeur guerrière et chevaleresque dans le *Roland amoureux*, où l'idéal de la valeur et de l'amour semble déjà l'objet d'une fantastique extravagance. Enfin de cette province de Romagne, toujours si féconde en condottieri et en petits tyrans, sortait le seigneur Pic de la Mirandole, qui soutenait des thèses à Rome en toute langue et sur toutes choses, parcourait l'Europe en chevalier errant de l'érudition, s'égarait sur la foi d'un vieux manuscrit hébraïque dans les mystères de la Kabale, encourait l'accusation d'hérésie, faisait pénitence devant le saint tribunal, et, désabusé de ses amours intellectuelles et de ses scientifiques agitations, finissait dans un cloître.

Cet éclat des lettres et des arts reflétait une prospérité matérielle, reste de l'ancienne liberté qu'un despotisme naissant et d'ailleurs intéressé à l'entretenir n'avait pas encore étouffée. L'Italie était toujours le centre du commerce de la Méditerranée et le pays le plus riche en manufactures de l'Europe. Venise par ses traités, Florence par l'abileté de ses agents, avaient conservé à peu près intactes leurs relations commerciales avec l'Orient, malgré la catastrophe de Constantinople. Les manufactures de soie, de laine, de lin, de pelleteries, l'exploitation des marbres de Carrare, des fonderies de Maremmes, les fabriques d'alun, de soufre, de bitume, étaient encore en pleine activité. Le système de culture par des métayers, si supérieur pour cette époque à ce qui avait lieu dans le reste de l'Europe, assurait à l'Italie une fertilité augmentée encore en Lombardie par les travaux hydrauliques de Louis le More, en Toscane par les précautions prises contre les inondations

et les eaux stagnantes qui désolent encore aujourd'hui des contrées autrefois fécondes. L'Italien, le plus riche, le plus heureux, le plus civilisé des peuples européens, pouvait traiter de barbares les autres nations toujours prêtes à admirer ses villes splendides, ou à s'asseoir dans ses savantes écoles.

Sous ces brillants dehors il n'était cependant pas difficile de surprendre les signes d'une décadence précoce. La prospérité matérielle de l'Italie n'était due qu'à une activité dont l'élan était déjà épuisé. Comme les condottieri se battaient pour gagner leur solde et non pour l'honneur de vaincre, ce n'était plus l'amour des entreprises, mais la soif du gain qui animait le commerce; comme la chute de la liberté avait entraîné le véritable esprit militaire, la protection même éclairée du despotisme ne pouvait remplacer l'essor spontané de l'activité libre. Dans le domaine de l'esprit et des arts, l'enthousiasme de la science ne soulevait que la poussière du passé, ne remuait qu'une lettre morte; le souffle de la poésie, abandonnant les régions sacrées ou les agitations de la place publique, n'animait plus que les rêves fantasques d'une chevalerie héroïque, critique moqueuse et hardie des vieux temps féodaux, ou que les voluptés trop réelles d'une énervante oisiveté. La sculpture et la peinture retournaient à force d'imitation jusqu'à l'antiquité païenne, jusqu'à la fable, dans leurs compositions de fantaisie, et ne craignaient pas de mêler dans leurs œuvres, aux sujets pieux, les souvenirs du présent le plus profane. Le sentiment religieux manquait aux arts. La liberté manquait à la vie publique. Dans la ruine des vieilles institutions, dans l'affaiblissement des anciennes croyances, dans l'affaissement des caractères, il n'y avait plus rien de réellement grand, rien de profond dans les créations de cette multiple fécondité.

Inutile d'ajouter que la décadence des mœurs était la cause et l'effet de tout le reste. La vie privée des principaux personnages du temps, de Ferdinand, de Laurent, de Sixte IV et d'Innocent VIII, les monstruosités de Jean Galéas, les fréquents drames des petits châteaux de la Ro-

magne, en disent assez. L'élection du pape Alexandre VI Borgia, par un conclave qu'avait acheté la simonie la plus effrontée, fut une dernière preuve de cette corruption.

Un moine dominicain, Jérôme Savonarole, natif de Ferrare, frappé des symptômes de décadence et des périls de l'Italie, entreprit de la sauver par une double réforme politique et religieuse. Il voulait rendre au clergé la pureté des mœurs, au peuple la liberté, aux lettres, aux arts, le sentiment religieux. L'asservissement de l'Italie était pour lui un outrage à la morale, le paganisme de l'érudition et des arts un outrage au christianisme. La corruption de l'Église et les désordres des mœurs appelaient dans sa pensée un châtiment exemplaire, une vengeance de Dieu. Ce fut de Florence même, la vraie capitale de l'Italie à cette époque, qu'il espéra faire partir la réforme. Là, d'abord dans le jardin de Saint-Marc, sous un grand rosier de Damas, puis sous les vastes arcades de la cathédrale, prédicateur tribun, il commença à agiter cette population amollie par la richesse, oublieuse de la liberté, et convertie par les charmes de la science et de l'art aux mystères et aux entraînements de la mythologie païenne. On se pressa en foule autour de sa chaire ; mais Laurent, celui qu'il accusait d'avoir enchanté les âmes pour les asservir, était là ; les amis des Médicis jetaient en raillant sur les sectateurs, encore rares, du moine, le nom de *piagnoni*. En vain le dominicain se faisant prophète annonçait les plus grands malheurs. « Peuple florentin, s'écriait-il, tu le sais : quand le peuple hébreu faisait bien, tout lui réussissait ; quand il se livrait au mal, Dieu déchaînait sur lui un fléau. Florence, qu'as-tu fait ? Qu'as-tu commis ? Veux-tu que je te dise : la mesure est pleine, ta malice est au comble ; le fléau est sur toi ! » Les Florentins sortaient effrayés, mais non convaincus. Quand Laurent fut près de rendre l'âme, le moine essaya sa puissance sur le moribond. Il l'adjura, dit-on, de restituer le bien mal acquis, de rendre à Florence sa liberté, mettant son absolution à ce prix : Laurent refusa, et le moine, comme un autre Salvien, voyant dans de nouveaux barbares les instruments de Dieu, s'écria quel-

ques jours après en parlant au peuple : « Le temps est arrivé ; un homme viendra qui envahira l'Italie, en quelques semaines, sans tirer l'épée. Il passera les monts comme autrefois Cyrus : *Hæc dixit Dominus Christo meo Cyro*, et les rochers et les forts tomberont devant lui. »

LIVRE XII.

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE.

L'Italie se livre elle-même. — Expédition de Charles VIII; chute des Médicis (1492-1498). — Conquête du Milanais par Louis XII; Alexandre VI et César Borgia (1498-1503). — Jules II; conquête de Naples par Ferdinand le Catholique; ligue de Cambrai; guerre de l'indépendance (1503-1513). — Le pape Léon X et son siècle; Marignan; lettres et arts (1513-1521). — Adrien VI, bataille de la Bicoque; Clément VII, bataille de Pavie; prise de Rome (1521-1523). — Charles-Quint couronné empereur et roi à Bologne; chute de Florence érigée en duché pour les Médicis (1523-1533). — Paul III et Jules III; la domination espagnole; la renaissance proscrite; chute de Sienne (1533-1555). — Paul IV; dernière lutte; le duché de Parme et de Plaisance; les présides; traité de Cateau-Cambrésis (1555-1559). — Asservissement des princes italiens; Pie IV; Pie V; Grégoire XIII; restauration catholique dans les lettres et les arts; misère de la péninsule; bravi et brigands (1559-1584).

L'Italie se livre elle-même.

Absorbée dans ses discordes intestines, éblouie par la prospérité de son commerce et l'éclat de sa civilisation, l'Italie, à la fin du quinzième siècle, ne s'était point aperçue que les nations voisines sortaient de l'anarchie et de la faiblesse du moyen âge. Le roi de France, vainqueur des Anglais et de la féodalité, était devenu le chef d'un État puissant dont la frontière longeait les Alpes occidentales. Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon, réunissait par son mariage avec la Castillane Isabelle presque toute l'Espagne

et la soumettait à une dure discipline. L'empereur d'Allemagne, dans ses États héréditaires d'Autriche, prenait une position plus dangereuse que jamais sur les Alpes orientales. On ne croyait encore en Italie avoir à redouter que les Turcs, et on ne parvenait même pas à s'unir contre eux.

A l'avénement du nouveau pape Alexandre VI Borgia, en 1492, les souverains de l'Italie cherchèrent à renouveler encore la comédie ordinaire d'une solennelle confédération contre les infidèles ; le patronage de cet homme, l'ambition de Ludovic le More, qui n'avait d'autre but que d'usurper le duché de Milan sur son neveu fiancé à la fille du roi de Naples, n'étaient point de bon augure. Pierre de Médicis, fils aîné de Laurent, et Ferdinand de Naples, en s'unissant contre ces deux ambitions, déterminèrent une crise qu'on pouvait prévoir depuis longtemps. Contre cette alliance Ludovic le More appela l'étranger. En échange d'un diplôme ducal, il donna d'abord sa fille Maria, avec une riche dot, au nouvel empereur d'Allemagne, Maximilien *sans Argent*. Mais bientôt il trouva mieux ou pis. Le roi de France Charles VIII, héritier des droits de la maison d'Anjou sur Naples, méditait une expédition en Italie. Pour s'assurer le nord, Ludovic promit de lui livrer le midi de l'Italie. Ainsi les princes, après avoir perpétué les divisions de la péninsule, finissaient par la livrer.

On ne pouvait choisir un plus mauvais moment pour introduire l'étranger. Partout les Italiens, las de leurs gouvernements, cherchaient un changement et, comme dit Comines, commençaient à prendre cœur et à désirer *nouvelletés*. Les barons napolitains, décimés par Ferdinand, attendaient une occasion de se venger. Dans la Toscane, Pierre de Médicis, élégant cavalier, joueür de paume intrépide, mais politique maladroit, augmentait les partisans de Savonarole, les *Frateschi*, en laissant trop paraître la main du maître au milieu des fêtes et des plaisirs qu'il donnait à Florence. Dans les États de l'Église, on comptait sur le bras français pour débarrasser Rome et l'Église d'un pape qui se montrait à ses vassaux fort tyrannique et fort exigeant. Venise, dont l'intervention puissante et désinté-

ressée eût pu être d'une grande utilité, resta à l'écart « dans son ambition importune et impétueuse, croyant avoir toujours le vent en poupe, et ne se faisant jamais faute de gagner aux dépens de chacun, » même de l'Italie.

Un poëte seul donna un avertissement inutile : « Nobles esprits ! » s'écria Sannazar dans une ode où il essayait de réveiller contre l'étranger le sentiment national : « Nobles esprits ! Italie bien-aimée ! quel vertige vous pousse à jeter le sang latin à d'odieuses nations? » C'était un Napolitain : on le laissa dire, et on attendit avec une confiance aveugle ce jeune homme qui *ne faisait que saillir du nid*, tout échauffé des récits des grandes batailles de Charlemagne, brave de sa personne, mais entouré de jeunes et folles gens. Il ne ferait, croyait-on, que passer à travers l'Italie pour aller, comme un héros de Pulci ou du Boïardo, s'escrimer contre les infidèles, conquérir Constantinople, délivrer Jérusalem; et le poëte aveugle de Ferrare, Bello, dans son poëme chevaleresque de *Manbrien*, parlait déjà avec complaisance des exploits d'un nouveau Charles, qui dépasserait ceux de ses héros.

Expédition de Charles VIII; chute des Médicis (1492-1498).

L'expédition de Charles VIII ressembla en effet assez par l'imprudence et le bonheur, l'éclat des fêtes, la rapidité du succès et les résultats, à celle d'un de ces chevaliers dont s'amusaient les loisirs de l'Italie.

L'armée française était forte et de bel aspect; toute la noblesse du royaume magnifiquement armée et caparaçonnée, au nombre de quinze mille hommes, tant gens d'armes qu'écuyers, huit mille arquebusiers gascons, six mille hallebardiers suisses, quinze cents archers français et cent cinquante gros canons, suivaient le conquérant ; mais, dit Comines : « Toutes choses nécessaires à une aussi grande entreprise manquaient ; il n'y avait ni tentes, ni pavillons, et nul argent comptant. » L'Italie y pourvut. La duchesse Blanche de Savoie ouvrit au conquérant le mont

Genèvre et les forteresses du Piémont, et le traita magnifiquement dans Turin ; la marquise de Montferrat en fit autant à Casale. Le jeune roi, préparant courtoisement ses armes, « fit joustes et tournois chaque jour, et le soir dansa et balla avec les dames, » tout en se faisant prêter les brillants des deux duchesses qu'il mit en gage. A Asti, le More vint au-devant de son allié, lui offrit ses services et l'emporta aisément sur le jeune duc Galéas et sa femme Isabelle, qui se jetèrent vainement à ses pieds. Charles VIII démentit son rôle de preux chevalier. Les sourires des belles dames milanaises furent plus puissants sur lui que les larmes d'Isabelle ; il se décida en faveur du tyran, qui fit quelques jours après administrer une potion empoisonnée à sa victime, et, ne craignant plus les mécontents, rejoignit effrontément l'armée française.

Au centre de la péninsule, même bonheur. Le roi de Naples, Ferdinand, était mort au moment de la lutte, laissant pour successeur son fils aîné, Alphonse, aussi détesté et moins habile que lui. De ses deux armées, l'une, commandée par son fils Ferdinand, fut arrêtée dans les Apennins par l'avant-garde de d'Aubigny ; l'autre, amenée sur une flotte, fut vaincue à Rapallo, dans la rivière de Gênes, par Louis d'Orléans. Charles VIII pouvait être arrêté aux Apennins par les deux villes de Sarzane et de Pietra Santa. Mais, à Florence, Savonarole voyait dans Charles VIII l'envoyé de Dieu, l'instrument de sa réforme politique et religieuse. Pierre effrayé se rendit au camp français pour assurer au moins son autorité dans Florence par sa prompte soumission ; il lui fit ouvrir ses deux forteresses. Cette lâcheté livra la Toscane, mais ne le sauva pas. Mal accueilli à son retour par le peuple, il essaya en vain des menaces, des prières, de l'argent, et fut obligé de s'enfuir de Florence devant le cri : *plus de Palle !* et au bruit des portes brisées de ses palais mis au pillage.

Après avoir rendu la liberté à Pise, depuis quatre-vingt-sept années sujette, Charles entra dans Florence en vrai conquérant, la lance sur la cuisse et à la tête de son armée. Comme un chevalier capricieux qui délivre et qui enchaîne,

il voulait d'abord imposer Pierre à la république, mais il céda aux impérieuses prières de Savonarole et à la fermeté du gonfalonier Capponi, qui menaça de *faire sonner ses cloches, si le roi faisait sonner ses trompettes.*

Dans le domaine de Saint-Pierre, il y avait une belle aventure à tenter : une captive à sauver de l'esclavage, l'Église à délivrer d'Alexandre VI Borgia. Ses propres vassaux, las de sa tyrannie, couraient au camp de Charles VIII. Tandis que les Français entraient dans Rome par la porte du Peuple (31 décembre 1494), le duc de Calabre, abandonné de tous ses condottieri, sortit par la porte Saint-Sébastien ; les canons français furent braqués sur le château Saint-Ange. Alexandre VI se tira cependant du danger ; il gagna quelques conseillers du roi, lui livra comme otages le frère de Bajazet, Djem, qui mourut bientôt, et son propre fils, César Borgia, qui s'enfuit promptement, pour obtenir le prompt départ du débonnaire chevalier.

A Naples, Alphonse II, se condamnant lui-même, abdiqua la couronne et remit, mais trop tard, la défense à son fils Ferdinand II, prince plus populaire. Ce généreux jeune homme n'eut pas même l'occasion de combattre. Tandis qu'il rassemblait son armée à San Germano pour défendre la frontière, Naples et Capoue se soulevèrent ; quand il revint, après avoir apaisé cette sédition, les chefs de son armée étaient passés à l'ennemi, leurs troupes débandées ; il n'eut plus qu'à fuir dans l'île d'Ischia. Charles VIII, quatre mois et dix-neuf jours après son départ, entra triomphalement dans Naples, marchant sur les fleurs jetées par les habitants. Il prit sa résidence au Castel Capouano, et foudroya de son artillerie le château Neuf et le château de l'Œuf qui résistaient encore. Charles se fit alors couronner roi de Naples, de Jérusalem, empereur d'Orient ; il se montra couvert de la pourpre impériale, le sceptre dans une main et le globe d'or dans l'autre. A tous ses compagnons il distribua les fiefs, les châteaux, les belles et riches héritières, et « aux dames donna force beaux plaisirs et passe-temps, force beaux tournois, où il était toujours des premiers tenants et des mieux faisants. » Et déjà, sur

la rive orientale de l'Adriatique, les Grecs, ses futurs sujets, achetaient des armes et l'appelaient.

Mais la conclusion du roman avait déjà désenchanté les Italiens du héros. Le paladin, vu de près, ne valait pas celui de la légende. Après les guerres courtoises et les passes d'armes des condottieri, on trouvait un peu rude la manière de Charles VIII. Au premier combat de Rapallo, Louis d'Orléans n'avait pas épargné un seul prisonnier; à Fivizzano, à l'entrée de la Toscane, au mont Fortino, sur la frontière de Naples, Charles VIII avait fait passer au fil de l'épée non-seulement les soldats, mais tous les habitants. Ses compagnons étaient moins avenants encore; au dire même de Comines, « on avait espéré trouver dans les Français toute sainteté, foi et bonté; ce n'était que désordre, pilleries et débauches. »

Les Italiens d'ailleurs n'attendaient plus rien des Français, et voyaient avec effroi leurs garnisons à Asti, à Gênes, à Pise, à Civita-Vecchia, sur tous les points les plus importants. A Florence, les sectateurs de Savonarole étaient définitivement vainqueurs des Gris ou partisans des Médicis et même des *mauvais compagnons* ou *enragés*, qui flottaient entre les projets absolus des Médicis et les idées démocratiques de Savonarole; ils avaient décrété la formation d'un grand conseil composé de tous ceux qui pouvaient justifier, en remontant jusqu'à trois générations, du titre de citoyen, avec mission d'élire les magistrats et de contrôler toutes les mesures de la seigneurie. Savonarole se croyait au moment d'imposer à la molle et païenne Florence les règles d'un couvent de laïques, et voulait maintenant en faire autant à Pise et à Sienne, qui s'étaient mises sous la protection française. Au centre, il n'y avait pas à compter sur Alexandre VI. Au nord, Ludovic le More, assuré du duché de Milan, était l'ennemi naturel d'un prince qui avait son royaume sur les Alpes, sa conquête au midi de la péninsule, et qui était le parent, le protecteur naturel du duc d'Orléans entêté dans ses prétentions sur le Milanais.

Au dehors de la péninsule, le césar Maximilien, qui ne

croyait pas les droits impériaux périmés en Italie, le roi d'Espagne, Ferdinand le Catholique, de la maison d'Aragon, effrayés tous deux de l'agrandissement subit d'un voisin, et lésés dans leurs propres prétentions, étaient disposés à aider l'Italie à se débarrasser de l'hôte incommode qu'elle avait appelé. Venise crut que le moment était venu de faire ses affaires au milieu de la confusion générale; elle réunit dans une ligue les souverains étrangers et les princes italiens pour arracher Charles VIII au royaume de Naples, et introduisit encore, par une autre porte, celle de l'intervention, les étrangers dans la péninsule.

Averti par son ambassadeur à Venise, Philippe de Comines, que la république, le pape, Ludovic le More, Ferdinand le Catholique et Maximilien, avaient signé une ligue offensive contre lui, le 31 mars, et fixé le contingent de leurs troupes, qui déjà se rassemblaient en Sicile et dans la Lombardie, Charles prit une prompte résolution, et montra alors véritablement aux Italiens le héros que leur bonne volonté seule avait fait jusque-là. Le 20 mai, il partit de Naples, laissant une portion de son armée à Gilbert de Montpensier, fait vice-roi, et à d'Aubigny, gouverneur de Calabre. Le pape s'enfuit à son approche. Assailli en traversant la Toscane par les réclamations contraires de Sienne, de Florence, de Pierre de Médicis et de Pise, Charles laissa le capitaine de Ligny avec deux cents lances dans Sienne, refusa d'imposer Médicis aux Florentins, mais maintint la liberté de Pise, et se hâta d'atteindre les Apennins à la nouvelle que Louis d'Orléans, après avoir surpris Novare, était vivement pressé dans cette ville.

Arrivé au pied des monts, à Pontremoli, Charles détacha une partie de ses troupes pour tenter sur Gênes une entreprise qui échoua, et franchit les montagnes à la tête du reste, malgré d'incroyables fatigues causées surtout par le transport de la grosse artillerie. Sur le revers, il vit se déployer, dans la vallée du Taro, l'armée des alliés, forte de quarante mille hommes et commandée par le marquis François de Mantoue, assisté de deux provéditeurs de Venise. Ce fut là que les Italiens trouvèrent en réalité, sur le champ

de bataille, le *Morgante maggiore*. Charles VIII, à la tête de neuf mille hommes, partit du village de Fornoue, envoya son avant-garde, commandée par l'Italien Trivulce, sur le Taro, et conduisit lui-même le gros de son armée. « Il semblait en ce jour, dit son historien, que ce jeune homme fût tout autre, car il avait le visage bon et de bonne couleur, la parole audacieuse et sage. » Attaqués en tête et en queue, les Français firent intrépidement face partout, et, avec une impétuosité inconnue en Italie, jetèrent à terre, en une heure, trois mille hommes, et dispersèrent le reste avec perte de deux cents hommes seulement. Charles VIII, au centre, soutint pendant quelque temps tout l'effort de la bataille. C'était le premier de ces combats que les Italiens, frappés de la *furia francese*, devaient encore appeler, par un souvenir de leurs poëtes, *les batailles de géants*.

La victoire de Fornoue (6 juillet 1495) n'eut, il est vrai, pas plus de résultat que si elle eût été remportée sur le traître Ganelon de la légende. Hors d'état de délivrer le duc d'Orléans dans Novare, et pressé de repasser les Alpes, Charles VIII, ne voulant même pas accepter le secours de vingt mille Suisses qui descendaient déjà de leurs montagnes, fit avec Ludovic le More un traité par lequel il lui restituait Novare, et recevait son hommage pour la ville de Gênes. Au midi, le lendemain même de la bataille de Fornoue, le roi détrôné par Charles VIII, Ferdinand, rentra dans la ville de Naples, accueilli avec les acclamations qui avaient salué naguère le conquérant. Soutenu des secours de Venise et des troupes de Ferdinand le Catholique, il ne lui fallut pas longtemps pour chasser les Français des deux châteaux de Naples, et resserrer, dans Atella, Gilbert de Montpensier, qui mourut de la peste, et à Groppoli, le sire d'Aubigny, qui eut au moins l'honneur de ramener en France ses deux mille lances (1496); l'avénement de Frédéric, le prince le plus aimé des Napolitains, après la mort de Ferdinand, dans la même année, parut affermir cette prompte restauration.

L'Italie cependant n'en fut pas quitte à si bon compte; la marche triomphale d'un conquérant avait rompu l'ancien

équilibre maintenu avec tant de peine entre les États italiens; de nouveaux germes de haine et de division mettaient aux prises les souverains entre eux, et les sujets avec les souverains. Ludovic le More contenait avec peine ses sujets, le pape ses vassaux. Ce fut en Toscane surtout qu'on vit les deux vieux principes aux prises.

Seule alliée des Français dans lesquels elle persistait à voir les anciens protecteurs du parti guelfe, seule république démocratique en présence de tant de souverains Italiens, Florence ameuta encore contre elle tous ses voisins en voulant reprendre Pise. Le moine tribun qui faisait un public auto-da-fé des joyaux et des poëmes, qui, du haut de sa chaire, organisait parmi les jeunes gens, car *les vieillards étaient durs comme pierre*, une milice congréganiste pour faire la police des mœurs et des opinions, rendit, par l'enthousiasme, à Florence, quelques-uns de ses anciens jours de gloire. Il contint le pape, qu'il ne ménageait point dans ses invectives, repoussa Pierre de Médicis, Venise et le duc de Milan, l'empereur Maximilien lui-même, qui vint faire son entrée dans Pise en vrai prince gibelin, et y remplaça les lis de la France par les armes de l'empire.

Mais le tempérament de Florence ne pouvait s'accommoder longtemps d'une constance et d'un régime qui n'étaient pas dans ses habitudes. Les trahisons commencèrent bientôt. Alexandre VI, qui ne pardonnait point à Savonarole ses hardiesses, profita habilement de cette circonstance; il accusa Savonarole d'hérésie pour quelques propositions hasardées dans ses improvisations, et lui interdit la prédication. Les ennemis du moine, les partisans des Médicis, les libertins, les *arrabiati*, reprirent courage. Florence se lassa de soutenir la guerre et d'attendre les secours de Charles VIII, toujours prédits, jamais envoyés. Savonarole se roidit contre l'attaque, déclara, sur la foi d'une révélation, qu'il était relevé de la sentence d'un juge corrompu, et continua à prêcher. Un frère de l'ordre des augustins, rivaux des dominicains, François de Reuille, offrit de prouver par l'épreuve du feu la fausseté de la mission de Savonarole. Un sectateur du dominicain accepta le défi.

Le surlendemain, avec l'assentiment de la seigneurie, et en présence de toute la ville assemblée, deux bûchers entre les flammes desquels les deux frères devaient passer s'élevèrent sur la place publique. Au moment de l'épreuve, les franciscains ne voulurent pas permettre au champion de Savonarole d'entrer dans les flammes avec le saint sacrement; le dominicain refusa de se risquer sans la protection de son Dieu. La discussion se prolongea au milieu de l'impatience et des cris des Florentins. Enfin, un orage survint, qui dispersa acteurs et spectateurs. Mais, le lendemain, le peuple, se croyant joué, assiégea à coups de pierres le couvent des dominicains. Au milieu du tumulte, une nouvelle *balie* ordonna l'arrestation et le jugement du moine, et déposa ou proscrivit ses partisans. Savonarole, condamné, fut publiquement brûlé dans cette ville qui l'avait adoré, moins pour ne s'être pas sauvé lui-même que pour n'avoir pas sauvé Florence par un miracle.

Conquête du Milanais par Louis XII ; Alexandre VI et César Borgia (1498-1503).

Il était temps de suspendre le jeu; les Italiens le continuèrent. En France, Louis XII, successeur de Charles VIII, prenait alors les titres de duc de Milan et de roi de Naples. Il voulait, en effet, comme héritier des Visconti, faire valoir ses prétentions sur le Milanais. Au lieu de se réunir contre le nouvel agresseur, les Italiens lui facilitèrent encore la tâche. Venise, qui avait été l'âme de la ligue contre Charles VIII, le reconnut comme duc de Milan, et s'engagea à attaquer Ludovic le More avec six mille hommes, sur la promesse de la ville de Crémone et de la Ghiara d'Adda. Alexandre VI, jusque-là adversaire assez décidé des Français, se laissa désarmer par la cession faite à son fils César Borgia du duché de Valentinois, avec promesse de secours pour l'aider à se faire une principauté dans la Romagne.

La lutte ne fut pas longue. Louis XII, en homme habile, mit à la tête de vingt-cinq mille gendarmes, français,

suisses et gascons, un Italien, Jacques Trivulce, condottiere, guelfe exilé et ennemi juré de Ludovic le More (1499). Les guelfes, le parti de la liberté, le reçurent avec transport. Le condottiere San Severino, chargé de défendre la forte position d'Alexandrie, abandonna son armée. Effrayé, le More envoya ordre à Gajazzo, qu'il avait opposé à la république, d'aller prendre le commandement d'Alexandrie, et ouvrit ainsi à l'orient le pays aux Vénitiens, qui s'avancèrent jusqu'à Lodi. Une révolte du peuple de Milan, qui tua en pleine place publique le trésorier du duc, acheva le More. Il mit une garnison d'élite dans la citadelle de Milan, fit partir ses enfants et ses trésors sous bonne escorte pour l'Allemagne, et les alla bientôt rejoindre à Inspruck dans les États de l'empereur Maximilien. Une députation de Milanais vint offrir à Trivulce les clefs de la ville. Le commandant de la forteresse abandonna son poste pour une somme d'argent. Les Gascons de Louis XII renversèrent à coups de flèches une statue équestre de l'usurpateur, à laquelle Léonard de Vinci, auteur de la *Sainte Cène*, avait travaillé douze ans. Le roi de France vint faire son entrée triomphale à Milan, y installa un nouveau gouvernement, et y reçut les ambassadeurs des principaux États italiens, des seigneurs de Ferrare, de Mantoue, de Bologne et des Florentins, avec lesquels il prépara une alliance contre Naples.

Le mauvais choix que Louis XII fit d'abord de celui qui avait conquis le Milanais pour le gouverner faillit le lui faire perdre. Jacques Trivulce fit des mécontents en gouvernant comme un chef de parti. Le More, qui guettait les événements, revint à la tête de dix mille Suisses, et surprit Trivulce, qui fut obligé de sortir de Milan, où on était déjà las des Français. Mais Louis XII envoya à son secours la Trémouille, avec six mille fantassins français et dix mille Suisses. Les hallebardiers helvétiens qui faisaient la principale force des deux armées, allaient s'entre-égorger pour les querelles d'autrui, lorsqu'un ordre de la diète helvétique, ou peut-être l'argent de Louis XII, fit déserter l'armée du duc de Milan, près de Novare (1500). Le More,

qui cherchait à s'échapper sous un costume de cordelier, fut vendu par un soldat d'Uri et envoyé en France, où il mourut au château de Loches. Louis XII, mieux avisé cette fois, donna pour gouverneur au Milanais le cardinal George d'Amboise, homme plus modéré, qu'il fit assister d'une sorte de parlement national, et une partie de la vallée du Pô passa sous la domination étrangère. Les Italiens apprirent encore que les Suisses, en se retirant, s'étaient emparés de la ville de Bellinzona, une des portes de l'Italie, qu'ils voulaient tenir ouverte pour se rendre à leur gré dans la péninsule.

Cette première leçon ne fut pas comprise du reste de l'Italie. Dans les États de l'Eglise, à côté de quelques villes qui avaient conservé ou recouvré une sorte de gouvernement municipal, comme Ancône et Spolète, une foule de petits tyrans se partageaient tout le pays et spécialement la Romagne, les Montefeltri à Urbin, les Vitelli à Città di Castello, les de la Rovère à Senigaglia, les Baglioni à Pérouse, les Sforza à Pesaro, les Riario à Imola et à Forli, les Bentivoglio à Bologne, sans compter aux environs mêmes de Rome les Orsini et les Colonna, maîtres de nombreux châteaux dans la campagne comme dans la ville même. Dans la Toscane, la guerre de Pise continuait à entretenir la division là où Florence avait dominé pendant un siècle. Pise cherchait à reconquérir son indépendance avec l'opiniâtreté intrépide qu'elle avait autrefois déployée pour la conserver.

Louis XII s'attacha le pape Alexandre VI et la république florentine en fournissant des secours au premier pour rétablir son autorité dans la Romagne, à la seconde pour soumettre Pise, tout en prenant soin cependant d'empêcher l'un et l'autre de devenir trop puissants. Alexandre VI en tira meilleur parti que Florence. Le fils du pape, César Borgia, après avoir été nommé cardinal par raison politique, se fit condottiere dès qu'il eut été créé duc, et prit le commandement des troupes qu'il put réunir et de celles que lui fournit Louis XII, pour se faire une principauté de la dépouille de tous les petits tyrans de la Romagne. Ce

César Borgia était un homme beau et robuste, capable d'abattre d'un seul coup de son sabre la tête d'un taureau, et de persuader tout ce qu'il voulait par les enchantements de sa parole, mais plus débauché encore qu'il n'était éloquent et plus perfide qu'il n'était fort. Habitué à se faire un jouet de ce qu'il y a de plus sacré, et un moyen de ce qu'il y a de plus odieux, il était fait pour dompter ces maîtres en crimes et en trahisons, qui pullulaient dans la rude et sauvage contrée de la Romagne. Dès qu'il fut assuré de la protection de Louis XII, il se mit à l'œuvre avec une activité inouïe; il s'empara d'Imola sur Riario, s'allia avec les Orsini pour chasser Sforza de Pesaro et, par une suite de perfidies, resta maître de la Romagne que son père érigea pour lui en duché, du consentement du conclave subitement gagné par une création doublement lucrative de douze cardinaux (1500).

Florence au contraire ne put rien contre Pise malgré ses auxiliaires français. Les Pisans surent, comme ils l'avaient fait déjà une première fois, exciter la compassion et la générosité des Français, qui n'eurent pas le cœur de combattre ces braves citoyens.

Sûr de l'Italie, le roi de France, pour s'assurer sans coup férir du royaume de Naples et ne pas exciter la jalousie du plus puissant de ses voisins, avait fait avec Ferdinand le Catholique un traité de partage, qui lui accordait Naples, la terre de Labour et les Abruzzes avec le titre de roi, et laissait comme duché indépendant au roi d'Espagne la Pouille et la Calabre. Tandis que l'armée française commandée par d'Aubigny et suivie par César Borgia et Pierre de Médicis partait de Rome pour envahir la frontière, Gonsalve de Cordoue, général de Ferdinand, débarqua dans la Calabre une armée comme pour venir au secours du roi de Naples. Le malheureux Frédéric, aimé de ses sujets, mais à la tête d'un royaume démantelé et découragé, n'espérait qu'en Gonsalve de Cordoue, et lui livrait toutes les places de la Calabre pour appuyer ses opérations. En voyant les Français pénétrer dans Capoue, y égorger sept mille habitants et menacer Naples, il invoqua le secours de Gonsalve.

Ce fut alors seulement qu'il apprit le traité de Grenade et la trahison dont il était victime. Plus irrité contre un traître que contre un ennemi, il livra aux Français le château Neuf à Naples, se retira d'abord dans l'île d'Ischia, puis se remit au roi Louis XII qui l'envoya terminer ses jours en France avec le titre de duc d'Anjou. Le seul poëte qui eût jeté un cri patriotique au commencement de ces guerres donna un rare exemple de fidélité à son protecteur : Sannazar accompagna dans son exil le prince détrôné, et sur les bords de la Loire lui fit encore entendre un doux écho de la patrie perdue (1501).

La possession commune du royaume de Naples par deux rois jaloux l'un de l'autre était difficile; une contestation s'éleva bientôt entre le duc de Nemours, vice-roi pour Louis XII, et Gonsalve de Cordoue, au sujet de l'impôt payé par les troupeaux qui passaient au printemps des plaines de la Pouille sur les hauteurs de l'Abruzze. On en vint aux mains dans la Basilicate; le duc de Nemours plus prêt à la guerre chassa les Espagnols de la Calabre et resserra Gonsalve dans Barletta (1502). Le roi de France croyait tenir déjà l'Italie, comme dans un étau, entre la domination française du nord et celle du midi.

Mais, en payant l'alliance de la papauté, Louis XII avait rendu au saint-siége plus de puissance politique qu'il ne convenait à ses desseins. Après la guerre, César avait repris son œuvre avec un redoublement de ruse et d'énergie. Il avait prié le duc d'Urbin, Gui d'Ubaldo, de lui prêter ses hommes et ses canons pour attaquer Camerino, et lui avait pris Urbin avec ses propres armes. Maintenant il emportait Camerino dont il condamnait à mort le seigneur avec ses deux fils, et faisait attaquer sous main la ville de Florence par Vitelli, et les Bentivoglio à Bologne par la faction des Marescotti. Tous les voisins d'Alexandre VI pressaient Louis XII, à Asti, de débarrasser l'Italie de cette criminelle engeance espagnole. César sentant le péril se rendit en toute hâte auprès du roi, gagna le cardinal d'Amboise, en promettant de lui assurer la tiare, et fascina Louis XII qui lui prêta encore trois cents lances avec au-

torisation de continuer ses conquêtes même sur ses alliés.

Les Florentins effrayés sacrifièrent au danger leurs vieux sentiments démocratiques; ils fortifièrent le pouvoir exécutif en nommant gonfalonier à vie le vieux Soderini, et envoyèrent auprès de César Borgia, comme ambassadeur et comme surveillant, leur jeune compatriote Machiavel. A leur instigation, les Orsini, les Vitelli, les Baglioni, les Bentivoglio, s'unirent à la Magione contre leur cruel ennemi, et rétablirent Gui d'Ubaldo dans Urbin. César dans cette circonstance déploya toutes ses ressources. Cet homme fougueux qui faisait assassiner sur les marches du palais le second mari de sa sœur Lucrezia; qui tuait lui-même sous le manteau pontifical un favori d'Alexandre VI, savait aussi se contenir quand il le fallait et prendre son temps pour vaincre : « ce qu'on n'a pas fait à l'heure de midi, disait-il, se fera le soir. » Il entama des négociations avec ses ennemis; il trompa Machiavel et les Florentins, rassembla en silence une armée, reprit de nouveau Urbin, Senigaglia où s'étaient réunis Oliverotto de Fermo, Vitelli et Paul Orsini, qu'il y fit massacrer, emporta Città di Castello, et chassa même de Pérouse les Baglioni ses ennemis. Les Borgia étaient tout-puissants (1503).

Le roi de France, de nouveau inquiet, voulut arrêter le fils du pape. Mais l'impénétrable César Borgia (*secretissimo*, dit Machiavel) se tourna alors contre les Français. Ferdinand le Catholique, après avoir trompé Louis XII par un semblant de traité, venait d'envoyer de nouveaux renforts à Gonsalve de Cordoue, qui battait successivement d'Aubigny à Seminara et le duc de Nemours à Cérignoles. C'était le moment de faire volte-face. Le saint-siége aimait mieux voir le midi de l'Italie aux Espagnols qu'aux Français déjà maîtres du nord. César commença à entrer en négociations avec Ferdinand le Catholique, reçut sous sa protection Pise trop vivement pressée par les Florentins, et, entre Gonsalve de Cordoue déjà maître de Naples et la Trémouille sur les Apennins, se fit marchander par les deux adversaires. Au milieu de la guerre sérieuse qu'il prévoyait, il convoitait déjà comme une proie facile les

deux républiques de Bologne et de Florence. En cas de mort de son père, il avait tout préparé pour rester maître du conclave et porter à la papauté une de ses créatures. « Aut Cesar, aut nihil, » répétait-il plus fréquemment que jamais dans son insatiable ambition.

Une maladie qu'il n'avait pas prévue, à la mort de son père, lui fit perdre (17 août) le bénéfice de toutes ses précautions. Heureux de pouvoir se maintenir dans le Vatican et dans le Borgo, il vit tous ses ennemis rentrer dans Rome, et les seigneurs des environs recouvrer leurs châteaux, excepté dans la Romagne; le conclave lui échappa, et élut, pour avoir le temps de se reconnaître, malgré la présence de l'armée française retenue à dessein par l'ambition du cardinal d'Amboise, un vieillard aux portes du tombeau, le vertueux Pie III, qui laissa aller les choses. Quand l'armée française fut partie par les frontières du royaume de Naples, les cardinaux purent faire un choix sérieux dans la personne de Julien de la Rovère, sous le nom de Jules II (31 octobre).

Jules II; conquête de Naples par Ferdinand le Catholique; ligue de Cambrai; guerre de l'indépendance (1503-1513).

L'exaltation de Jules II, signalé dès sa jeunesse par son humeur belliqueuse, ses talents politiques et son ambition, était comme l'avénement d'une nouvelle puissance au moment où la papauté se trouvait restaurée dans la péninsule. Le nouveau pape cependant, assez maître de lui pour contenir son ardeur et pour cacher ses desseins, ne parut d'abord occupé que de reprendre sur César Borgia les territoires dont celui-ci voulait maintenant dépouiller l'Église romaine, et il garda une stricte neutralité entre les Français et les Espagnols. Il recueillit les débris de l'armée française battue complétement sur les bords du Garigliano, mais sans se montrer hostile à Ferdinand; il favorisa, autant qu'il était en lui, la conclusion d'une trêve, puis de traités qui, donnant au moins la paix à la péninsule, assuraient à Louis XII l'investiture impériale

du Milanais, et accordaient les droits des deux maisons de France et d'Aragon sur le royaume de Naples par une promesse de mariage entre une fille de Louis XII et un des petits-fils de Ferdinand.

La paix dura quatre ans (1504-1508). Jules II en sut le mieux profiter; il obtint la reddition des forteresses de César Borgia, qui se livra entre les mains de Ferdinand le Catholique, et fut retenu par lui dans une étroite prison. Il engagea le dernier des Montefeltri à reconnaître pour son successeur Gui d'Ubaldo de la Rovère, chassa Paul Baglione de Pérouse en pénétrant tout seul dans la ville, et, avec l'aide même des Vénitiens et des Français qui s'en repentirent promptement, s'empara sur Jean Bentivoglio de la ville de Bologne, où il fit élever sa statue par Michel-Ange. Désireux surtout de contenir les Français et les Espagnols les uns par les autres, il empêcha Ferdinand le Catholique de marcher en personne contre la Lombardie et suscita contre Louis XII la révolte de Gênes que le roi fut obligé d'emporter d'assaut et de contenir par la construction du fort de la Lanterne.

Jusque-là la politique du nouveau pape était avantageuse à l'Italie, quand Jules II, par une imprudente ambition, entre dans un complot des puissances contre Venise. L'habile politique de cette aristocratique cité, qui mettait à profit toutes les occasions pour augmenter son territoire en Italie, lui avait fait beaucoup d'ennemis; chacun de ses voisins croyait avoir à lui adresser des réclamations, à exercer sur elle quelques reprises. Jules II avait vu avec colère les Vénitiens s'emparer sur Borgia des villes de Rimini, Faenza, Césène, et regrettait aussi celles de Cervia et de Ravenne, perdues depuis plus longtemps par le saint-siége. Maximilien, pour assurer son voyage à Rome, réclamait Vérone, Padoue, Trévise, c'est-à-dire le Frioul, le passage de toutes les armées impériales en Italie pendant le moyen âge. Ferdinand le Catholique regrettait cinq villes maritimes du royaume de Naples, abandonnées par les anciens rois à la république pour prix de ses services. Louis XII se repentait d'avoir cédé sur le Milanais

Crémone et la Ghiara d'Adda. Il n'y avait pas enfin jusqu'au petit duc de Ferrare qui ne crut avoir quelque chose à revendiquer. Toutes ces ambitions, sous le patronage du pape, se coalisèrent à Cambrai, en 1508, pour la ruine de Venise, comme *usurpatrice, tyrannique et provocatrice de discordes*.

Une seule ville, la république de Florence, pouvait s'intéresser, en Italie, au sort de Venise. Le roi de France et le roi d'Espagne, pour détourner son attention, lui vendirent enfin, au prix de cent cinquante mille ducats, la malheureuse Pise qui, n'ayant plus ni armes ni vivres, fut bientôt obligée d'ouvrir ses portes après une lutte de quatorze ans, et retourna à l'ancienne servitude (*alla catena antica*).

Abandonnée de tous, la république de Venise lutta contre les confédérés de Cambrai avec les immenses ressources que ses richesses mettaient à sa disposition, et surtout avec cette énergie et cette opiniâtreté qu'elle avait mises à faire sa fortune. Le 27 avril 1509, le pape Jules II lança l'interdit contre ses magistrats, ses citoyens et ses défenseurs, comme ennemis du nom chrétien. Le 9 mai, Louis XII passa l'Adda, se jeta entre les armées vénitiennes commandées par Pitigliano et l'Alviano, qui n'étaient point d'accord, et atteignit le second près de la digue d'Agnadello (14 mai). Abandonné par son collègue, l'Alviano s'efforça de mettre à profit l'avantage du terrain, et se battit héroïquement avec ses troupes; mais la présence du roi dans l'armée française fit merveille: l'Alviano fut blessé et pris, le reste de ses troupes mis en fuite. Louis XII se hâta de recueillir les fruits de sa victoire; Caravaggio, Bergame, Brescia, Crémone, tombèrent en quelques jours entre ses mains.

Plus habile encore dans la défaite que dans la lutte, Venise fit retirer aussitôt toutes ses troupes dans les lagunes, et délia du serment de fidélité toutes les villes soumises. C'était réserver toutes ses forces au salut de la capitale, et épargner à ses anciens sujets les maux de la défense, pour ne leur laisser sentir que ceux d'un joug étranger. En peu de temps, François-Marie de la Rovère, duc d'Urbin, s'em-

para, presque sans coup férir, de Cervia, Rimini, Faenza et Ravenne. Alphonse d'Este, duc de Ferrare, mit la main sur la Polésine de Rovigo; Ferdinand, sur les villes maritimes de son royaume. A défaut de Maximilien, toujours fort empêché quand il s'agissait de mettre une armée sur pied, quelques-uns de ses feudataires entrèrent dans les villes de Bellune, Trieste, Trévise, qui arborèrent d'elles-mêmes le drapeau autrichien.

Venise attendait ses ennemis à la curée. Après avoir accompli virilement son grand sacrifice, elle négocia avec ceux qui paraissaient avoir le plus de droits, avec l'empereur et le pape, et envoya, dans le Pô, contre le duc de Ferrare, une flotte qui fut brûlée par la faute de son chef. Maximilien refusa de traiter, et vint avec une forte armée mettre le siége devant Padoue où s'était réfugiée l'armée vénitienne avec tous les paysans des environs; mais la ville résista. Pour le pape Jules II, qui avait atteint le but personnel qu'il poursuivait dans la ligue, il saisit la première occasion de finir la guerre avec une puissance italienne, et accorda (2 février 1510) l'absolution à Venise dès qu'elle lui eut abandonné toutes ses conquêtes. Il croyait le moment venu de dévoiler hardiment ses projets, qui n'allaient à rien moins qu'à l'expulsion des barbares. Maître maintenant d'un État qui fait de lui le premier prince italien, allié de Venise qu'il a combattue, Jules II réclame, sur le duc de Ferrare, Modène et Reggio, comme anciennes possessions de l'Église. La prise de deux villes n'est pas son seul but. Il attaque plutôt, dans le duc de Ferrare, l'allié le plus dévoué des Français, que le détenteur de son domaine. Déjà, avant de s'en prendre à Louis XII, il l'isole. Ferdinand investi, comme au moyen âge, du royaume de Naples, rompt l'alliance de Cambrai. Maximilien, flatté tous les jours davantage dans ses prétentions impériales en Italie, chancelle; son inimitié contre Venise le retient seule encore. Le cardinal Mathieu Schinner travaille les Suisses. Jules II va jusqu'à rechercher l'alliance du nouveau roi d'Angleterre, Henri VIII; enfin une flotte pontificale soulève Gênes contre les Français. Julien de la Ro-

vère, disposant en maître de l'Italie, et remuant l'Europe par ses intrigues, commence contre les Français une guerre d'indépendance.

Louis XII ne pouvait plus se méprendre sur les intentions du pape. Il obtient d'un concile d'évêques français l'autorisation de repousser la force par la force. Jules II, de son côté, *jette les clefs de saint Pierre dans le Tibre, et saisit l'épée de saint Paul.* Tandis que Venise reprend Vicence et attaque Vérone, il vient s'établir lui-même dans la ville de Bologne et jette sur la Romagne ferraraise le duc d'Urbin, qui s'empare de Modène. Le général français, Chaumont, marche contre son quartier-général; Jules II dénonce son attaque comme un outrage à sa sainteté, arme les milices bolonaises jusqu'à l'arrivée des secours de Venise, sort alors de la ville, met en personne le siége devant la Mirandole, et, malgré une embuscade du chevalier Bayard et les rigueurs de la saison, il y entre par la brèche (20 février 1511).

Mais derrière lui une faction soulevée à Bologne rappelle les Bentivoglio, et brise sa statue, œuvre de Michel-Ange. Le cardinal de Pavie, qu'il avait laissé dans la ville, s'enfuit; le duc d'Urbin, dans un moment de colère, assassine le cardinal au milieu de ses gardes. De retour à Rome, tantôt sombre, tantôt menaçant, Jules II fut encore abattu par une maladie qui le laissa pour mort quelques heures; mais, en apprenant que Louis XII et Maximilien convoquaient un concile général à Pise pour y réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, il se releva plus terrible que jamais.

Ses adversaires avaient fait une faute en transportant la lutte sur le terrain spirituel. Jules II ne parla plus seulement au nom de l'Italie, mais au nom du catholicisme attaqué dans sa personne. Comme chef de la chrétienté, il renouvela ses négociations avec Ferdinand le Catholique, avec Henri VIII d'Angleterre, avec les Suisses qu'il honora du titre de défenseurs du saint-siége, et les amena à conclure à Venise, pour sa défense, une *sainte ligue.* L'interdit fut lancé sur Pise, sur les cardinaux dissidents, et un

autre concile convoqué à Saint-Jean de Latran pour le commencement de l'année suivante. Comme l'avait prévu Machiavel, *la flamme s'éleva jusqu'au ciel.* Raymond de Cardone, à la tête des troupes espagnoles du royaume de Naples, vint se joindre aux troupes pontificales et mettre le siége devant Bologne. Enfin seize mille Suisses, levés par le cardinal de Sion, Mathieu Schinner, descendirent des Alpes dans le Milanais.

Le roi Louis XII résista d'abord à cette attaque formidable, grâce à la vaillante épée d'un héros. Le jeune Gaston de Foix, âgé à peine de vingt-deux ans, rejette les Suisses dans leurs montagnes en décembre 1511, délivre en janvier suivant Bologne, assiégée par le pape et par Raymond de Cardone, reprend le 20 février la ville de Brescia qu'il punit de son héroïque résistance par un massacre et un pillage de deux jours, reparaît en mars dans la Romagne, attire Raymond de Cardone en livrant deux assauts à Ravenne, et remporte sur lui la plus sanglante victoire de toute la guerre (11 avril 1512). C'en était fait de Jules II peut-être, si Gaston, emporté à la poursuite des fuyards par la *furie française*, n'avait été tué au milieu de ses triomphes par un soldat espagnol.

A cette nouvelle, Jules II, qui avait été sur le point de traiter, rompit toutes négociations ; il détermina Maximilien à entrer dans la *sainte ligue*, dispersa le conciliabule de Pise, ouvrit le concile de Latran, s'y fit conseiller la poursuite de la guerre et la poussa vivement. Vingt mille Suisses se jetèrent dans la Lombardie pour y rétablir un fils de Ludovic le More, tandis que Ferdinand le Catholique et Henri VIII s'apprêtèrent à envahir la France même. Le successeur de Gaston de Foix, La Palisse, obligé d'abandonner la Romagne devant l'armée de Raymond de Cardone ralliée et augmentée de nouveaux renforts, se trouva pris entre deux armées, et n'eut que le temps de laisser quelques garnisons dans les places fortes, pour évacuer Milan.

L'armée de la *sainte ligue* détruisit sur ses pas l'œuvre de la domination française. Le duc d'Urbin rentra dans

Bologne. Alphonse d'Este, voyant ses États envahis, alla demander grâce au pape et fut à peine protégé par un sauf-conduit. Maximilien Sforza, fils de Ludovic, rentra dans Milan et fut réintégré dans son duché, à condition de reconnaître la suzeraineté de l'empereur, de céder au pape Parme et Plaisance, aux Vénitiens ce que les Français leur avaient pris, et aux Suisses la Valteline. A Gênes, Giano Frégoso, envoyé par le pape, pénétra dans le port, chassa les Français, se fit proclamer doge, prit le fort de la Lanterne, et fit reconnaître par les alliés la république de Gênes (21 juin 1512). Les Français n'avaient plus un pouce de terre en Italie.

La chute de la république de Florence fut la dernière conséquence de l'expulsion des Français. Les deux Médicis, Julien et Jean, frères de Pierre, tué en combattant les Français, offraient de bien payer leur restauration. Raymond de Cardone, à la tête de cinq mille piétons espagnols, marcha sur Florence. Le gonfalonier se défendit par des paroles plutôt qu'avec des armes et de l'argent; l'Espagnol emporta Prato d'assaut et y fit le carnage le plus atroce. Quelques jeunes gens riches et dissolus de *la Société des jardins de Ruccellaï*, profitant de la terreur répandue par cette nouvelle, s'emparèrent de la *seigneurie*, forcèrent Soderini à fuir, et ouvrirent les portes. Reçus d'abord comme citoyens, Julien et Jean agirent promptement comme maîtres, et créèrent une balie qui leur rendit le pouvoir échappé à leur famille depuis dix-huit ans (1er sept. 1512).

Jules II se laissa aller à toute l'exaltation du triomphe. Il commanda à Michel-Ange un tombeau, monument véritable, où les statues de saint Paul et de Moïse lui paraissaient seules dignes de protéger ses cendres; il se fit remettre par Bramante les plans de l'Église Saint-Pierre, qui devait élever à deux cents pieds dans les airs le dôme du Panthéon d'Agrippa. Vainqueur des Français, il se croyait le maître de l'Italie. Déjà, par un nouveau revirement politique, il promettait son concours à Maximilien pour commencer avec lui contre Venise l'expulsion des

Espagnols du royaume de Naples. Cet empire restauré, il ne le craignait pas. Il ne mettait point de scrupules à proclamer l'ancienne loi impériale, à déterrer, à ranimer ce vieux droit oublié depuis quatre siècles. Encouragé par la faiblesse connue de Maximilien, il pensait ne relever qu'un fantôme qu'il dominerait aisément, et l'Italie, écrivait-il à son frère le cardinal, allait enfin n'avoir qu'un seul maître, le pape, lorsqu'il mourut subitement (21 février 1513) à la suite de ses fatigues; grand homme sous la tiare, s'il n'avait sacrifié souvent le pontife à l'Italien, l'Italien au souverain temporel, et s'il n'avait compliqué ses plans de *chimères d'un autre âge, qui tournèrent au détriment du saint-siége* et de l'Italie !

Le pape Léon X et son siècle; Marignan; lettres et arts (1513-1521).

« Autrefois », dit Machiavel en parlant du pouvoir temporel du saint-siége à l'époque où nous sommes arrivés, « il n'était si petit baron qui ne méprisât la puissance pontificale; aujourd'hui un roi de France a du respect pour elle. » Les cardinaux, pour mettre le comble à la restauration pontificale commencée par Jules II, lui donnèrent pour successeur le maître de Florence, Jean de Médicis, qui prit le nom de Léon X (11 mars 1513). C'était mettre entre les mains du nouveau pape tout le centre de l'Italie. Mais le fils du *magnifique* Laurent, l'élève adulé du philosophe Marcile Ficin et du poëte Politien, n'avait ni la haute ambition ni la mâle énergie de son prédécesseur.

Louis XII renvoyait alors la Trémouille en Italie et traitait pour la reprise du Milanais avec les Vénitiens, désireux de se venger du saint-siége après s'être relevés par son appui. Léon X resserra d'abord son alliance avec Maximilien, Henri VIII d'Angleterre et Ferdinand le Catholique à Malines. Les Suisses à sa solde au nombre de dix mille descendirent tout à coup des Alpes, livrèrent bataille à la Trémouille près de Novare, enlevèrent l'artillerie de front à travers une grêle de boulets, abordèrent les Fran-

çais l'épée à la main et les expulsèrent avec perte de huit mille hommes (6 juin).

Encouragé par le succès, Léon X parut suivre la politique de Jules II. Il fit attaquer la France et jeta sur Venise son allié l'empereur Maximilien et les Espagnols. Mais le but auquel il sacrifiait une puissance italienne fut bien moins élevé. Il avait donné Parme et Plaisance à son frère, Julien; Laurent, son neveu, fils de Pierre, était pourvu définitivement de Florence. Il voulait aux dépens de Venise pourvoir ses autres neveux. Le territoire vénitien fut de nouveau envahi comme au temps de la ligue de Cambrai; Raymond de Cardone conduisit son armée jusqu'au bord des lagunes, et envoya des boulets jusque sur le couvent de San Secondo. Barthélemy d'Alviano fut obligé de s'enfermer dans Padoue. Affligée cependant par un incendie qui consuma un de ses plus riches quartiers, abandonnée par Louis XII qui cédait en voyant les Allemands à Guinegate, les Espagnols dans la Guyenne, les Suisses dans la Bourgogne, Venise eût succombé peut-être à ce dernier ressentiment de la ligue de Cambrai, si François Ier, monté sur le trône (janvier 1515), n'était venu la délivrer.

Le jeune roi s'était relevé en attirant dans son alliance le roi d'Angleterre Henri VIII et le maître des Pays-Bas Charles d'Autriche, petit-fils de Maximilien. Léon X et ses alliés ordonnèrent aux Suisses et à quelques Espagnols, commandés par Prosper Colonna, d'occuper les passages du mont Cenis et du mont Genèvre, par où débouchaient ordinairement les armées de France. Leur étonnement fut grand lorsqu'ils apprirent que François Ier s'était frayé une voie par d'impraticables passages à travers le col d'Argentières, avait surpris Prosper Colonna à Villefranche et s'avançait à la tête de trente mille hommes. Cette invasion subite bouleversa tout leur plan de défense. Raymond de Cardone, surveillé sur l'Adda et le Pô par Barthélemy d'Alviano, était coupé des Suisses. Ceux-ci seuls et obligés de se replier sur Milan n'étaient pas éloignés de traiter et se disposaient déjà à abandonner le Milanais pour

soixante mille ducats. L'arrivée de vingt mille de leurs compatriotes leur rendit un instant courage. Excités par le cardinal Mathieu Schinner, ils voulurent faire coup double, enlever l'argent qu'on leur conduisait à Buffaloro et attaquer l'armée française campée à Marignan, entre Milan et Plaisance. Ils trouvèrent l'argent en sûreté et l'armée française rangée en bataille. Sans se déconcerter ils acceptèrent les conséquences de leur mauvaise foi et de leur rapacité. C'était deux heures avant la nuit (13 septembre). Les Suisses se jetèrent comme à l'ordinaire, piques baissées, sur l'artillerie que défendait le roi de France en personne ; elle fut plusieurs fois prise et reprise. Après avoir combattu pendant quatre heures à la clarté de la lune, les deux armées engagées l'une dans l'autre posèrent les armes de lassitude. François Ier passa la nuit sur l'affût d'un canon, le chevalier Bayard eut grand'peine à se dégager d'un groupe d'ennemis. Le lendemain les Suisses recommencèrent l'attaque avec un nouveau courage; mais ils étaient partout repoussés, lorsqu'ils entendirent le cri de *San Marco* des Vénitiens. Craignant d'être enfermés entre deux armées, ils reformèrent leurs bataillons et reprirent en bon ordre le chemin de leurs montagnes. Ils laissaient douze mille morts en Italie.

La victoire de Marignan eut d'immenses résultats. François Ier reprit tout le Milanais dont le duc, Maximilien Sforza, fut envoyé en France, et recouvra Gênes dont le doge prit le titre de gouverneur pour la France. Le vainqueur dicta la paix à son gré et avec assez de modération. Les Suisses abandonnèrent tous leurs bailliages italiens dans les Alpes, reconnurent François Ier comme duc de Milan et firent avec lui un traité appelé *paix perpétuelle*, par lequel ils s'engageaient à lui fournir, à lui et à ses successeurs, tous les soldats qu'ils pourraient payer. Le pape Léon X, selon son expression même, se jeta dans les bras du roi à Bologne, et renonça à Parme et à Plaisance, à la seule condition de faire ce qu'il voudrait dans la Romagne et la Marche pour ses parents. Maximilien lui-même, le dernier à renoncer à ses prétentions comme le

plus incapable de les faire valoir, adhéra aussi au traité et cessa les hostilités contre la république de Venise, qui recouvra son ancien territoire, moins Crémone et quelques petits territoires gardés par les Français.

Guéri d'une haute ambition qui n'était point à sa taille, Léon X retourna à la politique de famille et aux loisirs délicats qu'il aimait.

Julien était mort en 1516; Laurent avait une position politique suffisante dans Florence; mais Jules de Médicis et Hippolyte, autres neveux du pape, fils naturels des fameux Laurent et Julien, étaient encore à pourvoir. Le duc d'Urbin, seul grand feudataire encore indépendant, en fit les frais. Léon X l'attaqua à l'improviste, s'empara de sa capitale, et le réduisit à se retirer à Mantoue avec son artillerie et sa bibliothèque. Quelques cardinaux se refusèrent à consacrer cet acte de népotisme; l'un d'eux surtout, Alphonse Petrucci, dont les deux frères avaient aussi été expulsés de Sienne par le pape, exprima plus haut son mécontentement, et forma peut-être avec quelques autres, Riario, Soderini, Sauli, le complot d'empoisonner Léon X. Le pape, averti ou soupçonneux, attira Alphonse Petrucci à Rome avec un sauf-conduit, le fit arrêter avec ses complices et juger. Des scènes violentes eurent lieu au sein du consistoire pour obtenir la dégradation de cinq cardinaux, qui furent soumis à la torture; Alphonse Petrucci, malgré les prières de ses collègues, fut condamné à mort et étranglé, les autres jetés en prison ou taxés à des amendes énormes. Mais la résistance que Léon X rencontra fut telle que, pour forcer la main à son conseil et peut-être aussi refaire ses finances épuisées, il créa en une fois trente et un cardinaux qui ne lui marchandèrent pas la nomination de son neveu au duché d'Urbin.

Le dévouement de Léon X à la cause de la renaissance couvrit ces violences. La littérature et les arts ne pouvaient plus guère fleurir qu'au pied du Vatican. Les guerres du Milanais et de Naples, les révolutions de Florence, les violentes catastrophes d'Urbin, la cour de Ferrare entre l'ambition française et l'ambition pontificale, Venise enfin

ruinée sur terre par la ligue de Cambrai, sur mèr par l'arrivée des Portugais aux Indes, ne laissaient plus un asile aux études et aux travaux de la paix. Léon X s'efforça de réunir à Rome, comme en un faisceau, les savants, les lettrés, les artistes, et mit à leur disposition toutes les ressources et tous les encouragements. C'était assez que le vainqueur de Marignan eût emmené en France, comme un trophée, Léonard de Vinci et le Primatice.

Sous la protection du pape, Lascaris et Marc Musuro, avec dix jeunes Hellènes, fondèrent, à Rome, un collége et une imprimerie pour l'enseignement et la propagation de la littérature grecque. L'université latine, relevée, compta plus de cent professeurs des plus remarquables de toute l'Italie. Béroalde le jeune, mis à la tête de la bibliothèque vaticane, rassembla les plus rares manuscrits.

Celui qui eut la gloire de donner son nom à son siècle ne fit cependant que réveiller ce goût pour l'érudition antique qui transforma trop souvent la littérature en un art d'imitation servile; il encouragea ces productions admirables dans la forme, mais au fond superficielles et frivoles, qui signalent une époque de faiblesse morale. Dans les innombrables exemplaires des originaux anciens, on apprit à connaître le véritable Aristote. On secoua, grâce à la lecture de Platon édité à Venise, l'autorité de l'oracle du moyen âge; mais on ne créa point une philosophie. On emprunta des historiens anciens l'art de grouper les faits et de les couper par des discours de convention à la manière de Tite Live; l'Italie ne trouva ni son Hérodote ni son Tacite. On découvrit la géographie dans Ptolémée, la botanique dans Dioscoride, la médecine dans Galien et dans Hippocrate; ces sciences ne firent aucun progrès. On s'ingénia surtout à jeter l'inspiration poétique dans le moule antique, mais il n'y eut point d'élan spontané, point d'indépendance, point d'originalité; tout au plus ces qualités se firent-elles jour dans les œuvres comiques et légères qui contrastaient avec la gravité des circonstances; rien ne naquit, comme au temps de Dante, des profondeurs du génie et de la nationalité de l'Italie.

Le cicéronien Bembo, le grand prêtre de ce culte pour l'antiquité païenne, le favori de Léon X, plus tard cardinal sous Paul III, réduisit lui-même en préceptes et en théorie ce penchant pour l'imitation. Il prétendait avoir trouvé, dans une phrase de Cicéron, le secret de communiquer aux lettres la seule vie qui leur fût encore permise. Paul Jove, qui commençait déjà à écrire, se préoccupait plus de calquer la manière de Tite Live que de présenter le tableau véritable de son temps et de laisser une leçon à la postérité.

Dans l'épopée, le poëte virgilien Vida, qui avait charmé Léon X et ses contemporains par son poëme didactique sur *les échecs*, resta dans *la Christiade*, où il voulait célébrer la rénovation du monde par la foi, au-dessous de ce qu'il avait été en célébrant un jeu en vogue. Le Trissin manqua d'inspiration dans son poëme de *l'Italie délivrée*, qui pouvait offrir alors tant d'intérêt, et il put s'écrier avec douleur : « Maudit soit le jour et l'heure où je pris la plume et n'ai pas chanté Roland! »

« Sia maladetta l' ora e il giorno quando
Presi la penna, e non cantai d'Orlando! »

Roland! tel était le seul héros qui suscitât encore les vrais poëtes. L'année même où le roi-héros qui se faisait armer chevalier par Bayard gagnait, aux dépens de l'Italie, la bataille de Marignan, l'Arioste publiait ce chef-d'œuvre d'imagination et de grâce qu'il appela l'*Orlando furioso*, et il ne réussissait qu'en se riant de lui-même et de son héros; mais, en vérité, quelque admiration qu'on ait pour une veine si riche et si harmonieuse, quand on pense au temps où l'Arioste imaginait toutes ces féeries chevaleresques et badines, on est tenté de répéter les paroles du cardinal Hippolyte d'Este plus préoccupé du sort de sa patrie : « Eh! messire Arioste, où avez-vous pris tant de balivernes? »

Dans la tragédie, le Trissin avec sa *Sophonisbe* obtint plus d'applaudissements de ses contemporains qu'avec son *Italia liberata*, mais il ne se recommanda pas davantage à

la postérité. Dans la comédie seulement, en dépit du cadre forcément emprunté à Plaute, la couleur, l'esprit du temps, percèrent, mais avec une vivacité trop licencieuse, dans la *Calandria* de Bibbiena, le cardinal, et dans la *Mandragore* du politique Machiavel.

Les esprits et les caractères les plus fortement trempés se laissaient aller eux-mêmes à cet abaissement continu de la pensée sous l'empire de la forme antique, à ce découragement des cœurs sous celui de la domination étrangère. Un esprit universel et puissant, qui eût pu être le premier dans tous les genres, Machiavel, n'avait encore essayé son génie que dans les plus légères productions : secrétaire du conseil *des Dix de la guerre* à Florence, chargé d'ambassade auprès de César Borgia, du roi de France, du saint-siége, il s'était contenté jusqu'alors de rivaliser avec Aristophane dans la *Mandragore*, avec Plaute dans la *Clitia*, avec Lucien dans l'*Asino d'Oro*, avec Boccace dans son conte de *Belphégor*. Soutien longtemps ardent du gouvernement républicain à Florence, surpris dans une conspiration contre les Médicis rétablis par Jules II, et appliqué à la torture sans laisser échapper un aveu, il se lassa enfin de l'inaction et de la misère, et débuta dans ses œuvres par un acte de désespoir dont il fit un chef-d'œuvre : *le Prince*. Décidé à parler aux hommes le langage qui convenait à leurs actes de chaque jour, et désireux d'obtenir de Laurent, gouverneur de Florence, *de remuer au moins une pierre*, il réduisit en théorie, dans un style froid et expéditif comme elle, cette politique d'égoïsme et de cruauté qui faisait de la perfidie un art, de l'assassinat un moyen, et qui immolait au but tous les sentiments de l'humanité et toutes les notions de l'honnête; livre condamnable entre tous, mais qui accuse autant le siècle pour lequel il fut composé que la main qui l'a écrit! Le premier châtiment de Machiavel fut d'avoir trop réussi. Il inspira tant de crainte aux tyrans et aux gouvernements libres, que les uns et les autres n'osèrent l'employer. La postérité en a infligé un autre à son nom.

Le caractère du pape Léon X était l'expression trop fidèle de son temps pour qu'il pût lui-même essayer de retremper le génie italien. Quoiqu'il fût d'un caractère doux et généreux, il s'emparait de Pérouse sur Paul Baglione, de plusieurs autres petites villes sur de petits seigneurs par des moyens qui le montraient comme un disciple assez fidèle de Machiavel. Quoiqu'il ne manquât pas d'accorder aux graves études et aux lettres sérieuses la protection qu'elles étaient en droit d'attendre de lui, son goût personnel, ses encouragements les plus spontanés étaient pour toutes ces œuvres élégantes et légères, plus faites pour récréer les loisirs d'une nation que pour en fortifier le génie. Il faisait plus d'honneur aux comédies de Bibbiena et de Machiavel, représentées, malgré leur licence, devant les cardinaux, qu'au poëme de *la Christiade*, commandé par lui-même, et à l'Introduction de Paul Jove qu'il mettait cependant à côté de Tite Live. Parmi les hommes qui l'approchaient, Bembo était plus écouté que Sadolet, et l'enjoué Bibbiena plus encore que Bembo, qui finit par trouver la cour pontificale trop frivole pour sa gravité. Qu'attendre après tout de celui qui donnait cinq cents sequins pour une épigramme, qui délivrait le diplôme d'archipoëte à un de ses bouffons, et faisait monter au Capitole un sot versificateur dans une cérémonie où les farces du carnaval se mêlaient à la pompe d'un triomphe? Pasquin lui-même, dans les railleries qu'il se permettait du haut de son piédestal du Capitole, s'était rarement montré aussi légèrement cruel que le souverain pontife.

Le goût de Léon X dans les arts ne serait pas non plus à l'abri de tout reproche, si sa main n'avait eu un bonheur inouï. Il néglige Michel-Ange, l'artiste préféré de Jules II, soit qu'il ne comprenne point ce génie original et terrible, soit qu'il ne puisse souffrir en lui le républicain de Florence. Il ne goûte pas le vénérable et consciencieux Léonard de Vinci. Toutes ses faveurs sont pour le jeune peintre d'Urbin, Raphaël, que Bramante avait déjà présenté à Jules II. Encore le méconnaît-il d'abord en le

chargeant de continuer l'église Saint-Pierre. La décoration des salles du Vatican, confiée au fils de l'école religieuse de l'Ombrie, perfectionné par l'étude des contours de l'école florentine, permet enfin au grand artiste de s'immortaliser par ses chefs-d'œuvre de *la Transfiguration*, de *la Dispute du Saint-Sacrement* et de *l'École d'Athènes*.

Léon X était né dans un temps de luttes religieuses et politiques qui n'était point fait pour son génie sceptique et délicat. Au fond de l'Allemagne, le moine augustin Luther (1517) commence à attaquer la suprématie pontificale, à saper les bases de l'unité catholique; et les peuples, las des intolérables abus qu'on n'était jamais parvenu à réformer dans l'Église, peu édifiés par la cour de Rome, cynique avec Alexandre VI, belliqueuse avec Jules II, païenne avec Léon X, se précipitent vers ces nouveautés. Léon, ne voyant là qu'une *querelle de moines*, n'y prend pas garde d'abord, il ne s'intéresse qu'aux discussions des savants. En 1519, pour comble d'embarras, Charles, roi d'Espagne, de Naples, et maître des Pays-Bas, est élu empereur d'Allemagne, sous le nom de Charles-Quint. S'il menace l'Europe, il menace plus encore l'Italie. Jules II avait rêvé de relever la papauté du moyen âge, et voici que l'empire se relève, comme au temps des Hohenstaufen, menaçant l'indépendance du saint-siége et de la péninsule par ses prétentions sur le Milanais et par la possession même de Naples. La tâche du vainqueur des hérétiques d'Albi, de l'adversaire de Frédéric II, la mission du grand Innocent III incombe à l'hôte amolli des jardins de Magliana.

Machiavel comprend la grandeur du danger; il essaye d'arracher le pape à ses longs entretiens, aux doux loisirs de la chasse et de la pêche. « Il faut, lui dit-il, montrer à l'Italie son rédempteur. Avec quel amour, avec quelle soif de vengeance il sera accueilli par toutes ces provinces qui ont tant souffert de l'inondation étrangère? Quel peuple lui déniera l'obéissance, quel Italien lui refusera l'hommage? Ce barbare empire est à tous odieux, c'est le

moment de prendre une résolution courageuse. » Léon X, après avoir traité trop légèrement l'affaire de Luther, en est effrayé outre mesure. Au moment où il fallait se garder de l'empereur, il se jette dans ses bras. D'abord il s'était opposé de toutes ses forces à une candidature dont le succès était si dangereux pour le saint-siége et l'Italie. Charles-Quint élu, il suspend la vieille loi qui interdisait la réunion de la couronne et du trône de Naples, pour obtenir la condamnation de Luther à Worms; et il s'allie même avec le nouvel empereur-roi pour chasser les Français du Milanais et y ramener un Sforza. Il livre l'indépendance de l'Italie pour sauver l'unité de l'Église. Faux calcul ! L'empereur était politiquement intéressé au maintien de la foi, et, s'il était impuissant à étouffer un schisme que le pape eût plutôt conjuré par d'opportunes concessions, l'Italie devenait à coup sûr esclave, et le saint-siége dépendant, sans aucune compensation. Jules II n'avait voulu relever qu'un fantôme dans Maximilien, Léon X rend à l'Italie un maître dans Charles-Quint.

Satisfait de la promesse de Parme et de Plaisance pour prix de sa coopération, se réservant le chimérique espoir de chasser Charles-Quint lui-même, après avoir chassé avec lui les Français, le pape prépara avec la plus grande activité cette guerre si funeste à l'Italie. Il fomenta lui-même un soulèvement parmi les Milanais; Jules de Médicis, maître alors de Florence, attaqua Gênes; le marquis de Pescaire et Prosper Colonna, à la tête d'une armée composée d'Italiens, d'Espagnols, d'Allemands et de Suisses, entrèrent sur le territoire de Parme, tandis que le vieil ennemi des Français, le cardinal de Sion, Mathieu Schinner, à la tête des Suisses, descendit les Alpes. Abandonné de François Ier que Charles-Quint occupait sur le Rhin et les Pyrénées, n'ayant pas l'argent nécessaire pour solder ses Suisses, secondé seulement de Venise et du duc de Ferrare, le gouverneur du Milanais, Lautrec, perdit Parme, la ligne de l'Adda, et fut un matin, le 19 novembre, surpris en trahison dans Milan par l'armée ennemie. Il n'eut que le temps de s'échapper sur le territoire vénitien,

et laissa la capitale du Milanais, Plaisance et Parme, au pouvoir des armées du pape et de l'empereur. Léon X mourut (1er décembre) au milieu de la joie d'un triomphe qui devait coûter si cher à l'Italie.

Adrien VI, bataille de la Bicoque; Clément VII, bataille de Pavie; prise de Rome (1521-1527).

Cette mort porta un nouveau coup à l'Italie. Le conclave lui-même, sous le coup de conspirations formées à Florence, à Urbin et à Pérouse, poussa à l'excès la politique de Léon X, et éleva au pontificat Adrien d'Utrecht, l'ancien précepteur de Charles-Quint (janvier 1522). Adrien VI, d'origine flamande et absolument étranger à l'Italie, était, par la gravité de son esprit et l'austérité de ses mœurs, la critique vivante de Léon X; mais ce choix était en même temps comme la sanction de la politique du dernier pontife.

Pendant l'absence du pape, encore à Utrecht au moment de son élection, Prosper Colonna, poursuivant seul la guerre au nom de son maître, malgré la rentrée du duc de Ferrare dans sa capitale et de Lautrec dans le Milanais, tenait bon dans la position de la Bicoque où il s'était fortifié. Les Suisses de Lautrec firent bientôt l'occasion belle au général espagnol en demandant impérieusement argent, congé ou bataille. Lautrec les conduisit (mai 1522) sur la Bicoque. Arrivés en face de l'ennemi, ils attendirent à peine que toute l'armée fût en ligne, se précipitèrent pour enlever l'artillerie espagnole par un chemin creux, où ils furent broyés sans pouvoir se défendre et essuyèrent une défaite complète. Lautrec ne pouvant plus tenir la campagne repassa en France. Gênes et les dernières villes qui étaient au pouvoir des Français se rendirent aux Impériaux. L'Italie put juger des bénéfices de cette guerre, que Léon X croyait avoir entreprise pour son salut, et que sa mort avait laissée à la charge des Espagnols.

Prosper Colonna fit bientôt sentir que lui seul avait vaincu : le commerce de la riche ville de Gênes fut frappé

pour longtemps ; un descendant des Sforza, François, fut ramené dans le duché de Milan, mais sans en recevoir l'investiture; instrument de Prosper Colonna, il ne put même protéger ses sujets contre les exactions et les pilleries des chefs et des soldats qui s'étaient répandus dans son duché. Prosper Colonna n'écouta ses plaintes que lorsque le Milanais ruiné ne put plus nourrir ses troupes ; il passa alors dans les États de l'Église où il permit à ses soldats les mêmes excès. On réclama; le vice-roi de Naples, Lannoy, frappa des taxes sur tous les États pour l'entretien des troupes espagnoles et impériales : vingt mille ducats par mois sur le duché de Milan, quinze mille sur Florence, huit mille sur Gênes, cinq mille sur Sienne, quatre mille sur Lucques. Les Espagnols faisaient payer à l'Italie le prix de son asservissement.

Adrien VI n'était pas homme à remédier à ces maux. Ce pape intègre faisait passer le pontife avant le souverain. Dès son arrivée, il rendit ses domaines au duc de Ferrare, moins Modène et Reggio, son duché d'Urbin à François de la Rovère, et tenta de faire la paix entre les deux rivaux, pour tourner leurs armes contre les Turcs, qui venaient prendre Rhodes, et pour travailler à la réforme de la cour pontificale et de l'Église. Les Italiens prirent son abnégation politique pour de la trahison, son zèle religieux pour de l'envie, son austérité même pour de la barbarie. Ils crurent voir l'étranger en personne intronisé dans le sanctuaire même de l'Italie, et ils ne l'appelèrent plus que le pontife barbare, *il barbaro pontefice*.

Persuadé bientôt par la pratique des affaires que le pontife souverain ne pouvait rester étranger à la politique, et effrayé des obstacles qu'il rencontrait partout, Adrien VI s'abandonna tout entier à son ancien élève, et fit prêter, le 31 août 1523, à Rome, par tous les États italiens, le serment de défendre l'Italie, c'est-à-dire de la conserver à l'empereur Charles-Quint. La mort de ce pape, honnête, mais faible, arrivée le jour même où le Français Bonnivet passa le Tessin, fut saluée à Rome avec une joie indécente que la personne du pape ne méritait pas.

Le conclave lui-même parut prendre courage et revenir sur la politique impériale en donnant pour successeur à Adrien VI Jules de Médicis, qui prit le nom de Clément VII. Celui-ci s'était toujours montré l'ami de l'empereur-roi; il avait jeté Léon X dans son alliance, et poussé au saint-siége Adrien VI. Mais Médicis était Italien, maître de la république de Florence, doublement intéressé à l'indépendance de la péninsule. On pouvait espérer qu'il verrait l'abîme où l'alliance impériale menaçait de jeter le saint-siége et l'Italie.

Dans les premiers jours de son pontificat, Clément VII resta fidèle à la politique qu'il avait conseillée comme cardinal. Satisfait d'assurer le gouvernement de Florence à ses jeunes parents Hippolyte et Alexandre, il continua à soutenir Charles-Quint de ses troupes et de son argent.

Mais les nouveaux revers des Français commencèrent à lui ouvrir les yeux. Le vice-roi de Naples, Lannoy, successeur de Colonna, avec de nouveaux renforts, le connétable de Bourbon, passé sous les drapeaux de l'empereur, avec six cents lansquenets, battirent Bonnivet à Biagrasso, Bayard à Rebecco, et les rejetèrent sur la Sesia. Blessé lui-même, Bonnivet laissa le commandement à Bayard, qui protégea la retraite jusqu'à ce qu'il tombât mortellement atteint; les villes d'Alexandrie, de Lodi, les seules qui restassent encore au roi de France, ouvrirent leurs portes aux alliés (1524).

Cette victoire était trop complète. L'empereur-roi, sur le conseil de Bourbon, passait déjà les Alpes pour attaquer François Ier chez lui et conquérir la Provence. Clément VII commença à revirer. Pour la première fois il parla de paix à Charles-Quint, comme il convenait, disait-il, au *père commun des fidèles*. La prompte apparition sur les Alpes de François Ier, vainqueur sur son territoire, rejeta le pape et les États Italiens, sinon dans le parti de l'empereur, au moins dans l'indécision. En voyant le roi de France descendre les Alpes, entrer dans Milan derrière l'armée de Charles-Quint désorganisée, et mettre le siége devant Pavie, le pape et les Vénitiens, incertains, conclu-

rent avec François Ier un traité de neutralité qui garantit leur territoire. Seuls, les Italiens du parti de la liberté, le duc de Ferrare, les volontaires guelfes de la Toscane, se joignirent au duc d'Albany, qui, à la tête de dix mille gens d'armes français, se dirigeait déjà sur Naples; à l'approche de celui-ci, le parti angevin remua dans les Abruzzes. Mais le connétable de Bourbon redescendit bientôt les Alpes avec un renfort de lansquenets, rallia Lannoy et marcha sur les lignes de siége de François Ier.

Le roi était obligé de livrer bataille entre l'armée ennemie et la ville de Pavie, commandée par un homme déterminé, Antonio de Leyva. Tous les généraux étaient d'avis qu'il levât son camp. Bonnivet persuada au roi qu'il ne devait pas reculer, et François Ier laissa les ennemis s'emparer des plus avantageuses positions. Le 25 février (1525), il engagea le combat pour ne pas lever le siége. Son artillerie fit d'abord merveille, mais bientôt il la masqua en se jetant à la tête de sa gendarmerie au milieu de l'armée ennemie; les arquebusiers espagnols le reçurent avec un feu nourri qui jeta le désordre parmi les siens. Au milieu du combat, Antonio de Leyva fit une sortie, les Suisses soldés lâchèrent pied pour la première fois; tout l'effort du combat se porta autour du roi qui, après avoir vu tomber sa plus brillante noblesse, fut obligé de remettre son épée et de se constituer prisonnier entre les mains de Lannoy. La France perdit son roi; l'Italie, beaucoup plus, sa liberté.

Tandis que la reine-mère, régente de France, traitait de la rançon de son fils transporté en Espagne, les généraux de Charles-Quint mirent le pays à la discrétion de leurs troupes qu'ils ne payaient pas. Clément VII et Venise offrirent 20 000 ducats pour qu'on retirât les troupes de leur territoire; les généraux reçurent l'argent sans satisfaire aux conditions promises, levèrent de nouvelles contributions sur tous les États indépendants, autorisèrent toutes les déprédations à Milan, à Pavie, à Parme et à Plaisance, et frappèrent sur Venise une nouvelle taxe de 100 000 ducats.

L'excès du mal ranima cependant une dernière étincelle de patriotisme dans l'Italie sur le point de succomber. Clément VII, le duc de Ferrare, Sforza, la république de Venise, se rapprochèrent. L'occasion était favorable; les souverains de l'Europe sentaient la nécessité de rétablir l'équilibre dérangé par la victoire de Pavie. Lannoy et Bourbon, à la cour de Madrid, se disputaient les remercîments de l'empereur. Malheureusement les souverains de l'Italie ne surent que conspirer. Le chancelier du duc de Milan, Morone, qui avait le plus contribué à l'expulsion des Français, conçut le plan du complot. Le commandant des troupes de Charles-Quint, en Italie, était alors Pescaire, né Italien, quoique d'origine catalane, dévoré d'ambition et de plus jaloux de Lannoy et de Bourbon. Le chancelier Morone lui proposa de disperser ses troupes dans les places du Milanais pour les laisser surprendre par les Italiens déjà en armes. Clément VII, suzerain du royaume de Naples, le déliait de tout serment de fidélité envers Charles-Quint et le couronnerait lui-même roi. Les puissances étrangères, la France, l'Angleterre, promettaient leur appui; Sforza deviendrait réellement duc de Milan, et l'Italie serait indépendante et débarrassée des barbares. C'était une conspiration universelle contre l'empire dans la péninsule. Pescaire, que Morone tenait cependant pour le plus cruel et le plus faux des généraux de Charles-Quint, écouta toutes les ouvertures, débattit les conditions, le plan, et balança peut-être; puis il prévint son maître, se fit dévoiler tous les fils de la conspiration, jeta enfin le masque, saisit Morone, s'empara de la capitale du Milanais, et voulut s'assurer même de la citadelle de Milan. François Sforza résista pour la première fois; il s'enferma avec 800 hommes dans la forteresse et fit feu sur les Espagnols.

Il fallait combattre; Clément VII lui-même s'y résolut. A la mort de Pescaire, qu'on regarda comme un châtiment de sa trahison, une ligue *sainte*, sous la protection du pape, fut signée entre tous les États italiens et le roi de France, sorti de Madrid, pour la délivrance de la péninsule (mai 1526). « Cette fois, disait Giberti, conseiller du pape,

il ne s'agit pas d'une petite vengeance, cette guerre va décider de la délivrance ou de l'esclavage de l'Italie. Nos descendants regretteront de n'avoir pas vécu de notre temps pour jouir de cet honneur. »

Décevantes illusions, que la plus affreuse réalité détruisit promptement ! Les Milanais, poussés à bout par les excès de la soldatesque espagnole et comptant sur les secours de la ligue, se soulevèrent pour soutenir leur duc, assiégé dans la citadelle. Mais le duc d'Urbin, à la tête des troupes vénitiennes, et Guido de Rongoni, à la tête des troupes pontificales, sous prétexte d'attendre des secours des Suisses, restèrent l'un sur l'Adda, l'autre sur le Pô. Les Milanais furent écrasés. Le connétable de Bourbon, revenu d'Espagne avec des troupes et de l'argent, acheva de bloquer la citadelle, et contraignit François Sforza à capituler le 24 juillet.

Le mois suivant, Clément VII tenta de reprendre l'occasion perdue en dirigeant sur Gênes André Doria, ennemi de l'empereur, avec onze galères, et le duc d'Urbin avec une armée. Mais le levain des vieilles discordes fermentait encore au sein d'une ligue dont l'indépendance était le but. Le saint-siége et Venise se regardaient toujours avec défiance. Le duc d'Urbin, François-Marie, se rappelait trop qu'un Médicis l'avait dépouillé ; un servile esprit d'imitation classique se glissait enfin jusque dans cette guerre de la liberté et paralysait aussi les courages et la tactique militaire. Le duc d'Urbin tenait à passer pour un *Fabius Cunctator;* il ne s'attachait qu'à éviter une action et croyait en temporisant avoir raison du connétable de Bourbon, cet autre Annibal. Pour appuyer la flotte qui assiégeait Gênes, il se contenta de bloquer et de prendre Crémone. Pendant ce temps, le vice-roi de Naples, Lannoy, arriva avec une nouvelle armée dans le midi de la péninsule, et, au nord, l'Allemand Georges Frundsberg franchit les Alpes à la tête de 13 000 lansquenets.

Le pape retomba dans le découragement. François Ier, malgré ses promesses, oubliait l'Italie ; le trésor pontifical était épuisé ; les tributs de la chrétienté divisée commen-

çaient à lui manquer. Les Colonna profitaient de la guerre pour commettre au nom de l'empereur mille excès dans la campagne de Rome et dans Rome même. Entre Lannoy dans le royaume de Naples, Bourbon et Frundsberg dans le Milanais, le pape en passa par où voulut l'ambassadeur de Charles-Quint, et licencia ses troupes. Assiégé de funestes pressentiments, il semblait vouloir ne laisser à Rome que son prestige pour toute défense. Mais, au nord, Bourbon n'était plus maître de ses soldats; après avoir dévoré le Milanais, ils voulaient une autre proie: Florence ou Rome. Ceux qui étaient nouvellement arrivés, surtout sous la conduite du luthérien Georges Frundsberg, joignaient à l'avidité du soldat la fureur du sectaire; ils croyaient faire œuvre sainte en portant le fer et le feu dans les murs de ce qu'ils appelaient *la sacrilége Babylone*. Ces bandes sans discipline et sans vivres, n'écoutant plus rien, se mutinant, tuant leurs officiers, et menaçant le connétable lui-même, passèrent le Pô, s'abattirent dans les campagnes de Plaisance et de Parme, et entraînèrent Bourbon au delà des Apennins. Le duc d'Urbin, par rancune ou plutôt par couardise, comme l'assuraient les Italiens, suivit seulement à distance cette cohue féroce qu'il eût peut-être pu disperser.

Le pape s'aperçut trop tard que le seul prestige de Rome ne serait point une défense contre ces furieux. Il vendit trois chapeaux de cardinaux, arma la jeunesse, le peuple et les bourgeois, éleva à la hâte quelques retranchements du côté du Borgo; mais Bourbon donna l'ordre de monter à l'assaut (6 mai 1527), et courut lui-même aux retranchements au milieu des feux nourris de l'armée romaine. Il tomba un des premiers frappé d'une balle que Benvenuto Cellini se vanta d'avoir tirée; mais ses soldats eurent raison en une heure des défenseurs de Rome, mal disciplinés sous leurs *caporioni;* les murs furent escaladés; Clément VII en prière, au Vatican, s'enfuit par la longue galerie de la cité Léonine au château Saint-Ange; les vainqueurs au nombre de plus de 30 000 hommes se précipitèrent dans la ville, massacrèrent à coups de halle-

bardes et de piques ceux qui avaient les armes à la main, puis s'emparèrent des ponts qui menaient au Transtévère pour s'assurer le pillage de toute la riche et sainte cité.

Au temps de la chute de l'empire romain et du sac des Goths et des Vandales, Rome ne souffrit rien de plus affreux. Hommes et choses, femmes et enfants, biens publics, privés et sacrés, furent pris à discrétion par les barbares; les couvents furent forcés, les religieuses violentées, les autels dépouillés, les tombeaux profanés, la bibliothèque du Vatican saccagée, les chefs-d'œuvre de Michel-Ange et de Raphaël souillés, déchirés comme les monuments de l'idolâtrie.

Charles-Quint couronné empereur et roi à Bologne; chute de Florence érigée en duché pour les Médicis (1528-1532).

Ce fut le prélude de la chute et de la ruine de l'Italie. Comme s'il y avait encore place pour une espérance dans ce grand désastre, Florence chassa les Médicis, rétablit le gouvernement républicain, et se rendit maîtresse de Livourne et de Pise. Le duc de Ferrare s'assura de Modène; Venise, de Ravenne; les petits tyrans reparurent dans la Romagne.

Deux souverains étrangers, François I[er], Henri VIII, intéressés à arrêter l'agrandissement de Charles-Quint et mis en devoir de venger le sac de Rome, conclurent, il est vrai, une ligue, à la fin de 1527, pour délivrer le pape et arracher l'Italie à ses oppresseurs. Lautrec, général déjà si malheureux dans la péninsule, fut mis à la tête d'une nouvelle armée française; l'amiral André Doria, homme d'énergie et d'expérience, passa du pape au service de la France. Le commencement de la campagne parut heureux; Lautrec s'empara d'Alexandrie, puis emporta Pavie qu'il livra au pillage pour venger la défaite de 1525; André Doria attaqua le port de Gênes, et fit reconnaître par la ville le gouvernement français. Le pape réussit à s'échapper du château Saint-Ange et se réfugia sous la protection de la ligue.

Mais Lautrec ne combattait que pour son maître. Il se jeta dans la péninsule (10 février 1528), entra dans le royaume de Naples où il s'empara de Barlette, et assiégea par terre Naples, bloquée sur mer par André Doria. François Ier, se croyant déjà sûr de Naples, ne ménagea rien pour ruiner Gênes, cette clef de l'Italie qu'il était si difficile de garder; il travailla à lui susciter une rivale dans Savone. Alors Doria, Génois avant tout, après avoir fait des remontrances qui ne furent point écoutées, offrit ses services à l'empereur. La mer redevenant libre, Naples fut ravitaillée. Lautrec bientôt affamé lui-même succomba à la peste. Le marquis de Saluces, qui prit le commandement des débris de l'armée, fut obligé de capituler dans Aversa. Les Espagnols rentrèrent dans toutes les places du royaume de Naples. André Doria, aussi de retour à Gênes, en chassa le gouverneur français, combla le port de Savone et donna sous la protection de l'empereur une nouvelle constitution aristocratique à sa patrie. Tout fut fini.

Clément VII se résigna le premier; il consentit, au prix de quelques villes, à la restauration du pouvoir impérial en Italie. L'empereur n'eut qu'à débarquer à Gênes sur les galères d'André Doria, pour recueillir les fruits de sa victoire désormais définitive. L'Italie, ruinée par quarante années de guerres et de ravages, ne pouvait plus rien pour sa défense; *la majeure partie des paysans*, s'il en faut croire la lettre d'un contemporain, *étaient morts soit de faim, soit de peste, soit autrement*. Charles-Quint, arrivé à Bologne (1529), y manda Clément VII, et dicta ses lois à la péninsule. Venise dut restituer au pape Ravenne et Cervia, au royaume de Naples les villes qu'elle possédait sur les rivages de l'Adriatique, et payer 300 000 ducats. Florence dut recevoir les Médicis et payer une somme plus forte encore. François Sforza, trop chétif pour pouvoir vivre longtemps, fut laissé en possession du duché de Milan, qui devait revenir à l'empereur à sa mort. Alphonse d'Este se reconnut feudataire de l'empire pour Ferrare, et de l'Église pour Modène et Reggio. Frédéric de Gonzague échangea son titre de marquis de Mantoue

contre celui de duc, et prêta hommage. Le duc Charles III de Savoie, et le marquis de Montferrat, jusqu'alors dévoués à la France, vinrent d'eux-mêmes à Bologne se ranger sous la protection de l'empereur-roi.

Tout étant ainsi réglé, le 22 février et le 24 mai, Clément VII, dans la ville de Bologne, posa les deux couronnes d'Italie et de l'empire sur le front de Charles-Quint. La restauration impériale et pontificale fut complète : la vieille alliance du sacerdoce et de l'empire de nouveau proclamée ; et l'Italie, tenue dans une dépendance toute féodale, releva soit du pape, soit de l'empereur, sacrifiée comme toujours à l'union des deux pouvoirs. Pour renouer complétement la tradition du moyen âge, Clément VII annonça la prédication d'une croisade contre l'invasion mahométane, et l'empereur déclara la guerre à l'hérésie allemande.

Il fallait exécuter maintenant la sentence contre Florence. Clément VII lança sur elle les bandes féroces de l'Espagne.

La république n'était pas en état de résister. Dejà secrètement attaqué dans son principe par les partisans des Médicis, le gouvernement républicain était encore disputé par les *arrabbiati* ou enragés et les *piagnoni* ou pleurards. L'approche du danger, le souvenir de Savonarole, rappelé par quelques moines, le fit passer, au moment décisif, aux mains des piagnoni Le gonfalonier Nicolas Capponi, chef des arrabbiati, fut remplacé par Balthasar Carducci, un vrai piagnone. Dans une heure d'enthousiasme, le peuple proclama, sur une motion du gonfalonier Carducci, le Christ, roi *perpétuel* de la république de Florence. Une commission des Dix de la guerre requit pour la défense de la patrie la garde du palais et de la constitution, composée de trois cents jeunes nobles, la garde urbaine de quatre mille hommes, et l'*ordinanza* de Machiavel. On y joignit les restes des bandes noires ; Michel-Ange se chargea de diriger la défense des fortifications ; on confia le commandement de toutes les troupes au condottiere Malatesta de Baglione, général expérimenté, *mais impie, cruel, souillé de vices ;* et, pour montrer qu'on était

résolu à repousser l'attaque par tous les moyens, on rasa les maisons de campagne et les bois de plaisance qui pouvaient gêner la défense.

Ces efforts d'un patriotisme tardif et local furent inutiles. Le prince d'Orange établit son camp sous les murs de Florence au Piano à Repoli; Ferdinand de Gonzague, sur la rive droite de l'Arno, occupa Prato. De vigoureuses sorties, les hardies tentatives de François Ferruccio qui fut fait prisonnier, tout couvert de mortelles blessures à Gravignana, ne servirent que d'épisodes héroïques à la chute de la liberté. Le condottiere Baglione qui vendait *le peuple, la ville, et le sang des Florentins once à once*, se voyant suspecté, livra décidément un bastion à l'ennemi et pointa son artillerie contre la ville. Les Florentins, pour éviter les horreurs du pillage, s'engagèrent à payer 80 000 mille écus et à recevoir les Médicis, à la condition qu'on leur garantît l'amnistie et la liberté. Mais aussitôt les exilés rentrèrent; quelques partisans des Médicis, Vettori, Guicciardini l'historien, Valori et Philippe Strozzi, firent créer par un dernier parlement une *balie* qui condamna à mort ou à l'exil les ennemis d'Alexandre de Médicis, et permit à celui-ci, proclamé duc de Florence par Charles-Quint, de rentrer sans condition dans la ville de Cosme et de Laurent. L'année suivante la *seigneurie*, le gonfalonier, étaient supprimés; le parlement remplacé par un sénat de quarante-huit *ottimati*, et Alexandre déclaré duc perpétuel et héréditaire par le nouveau parlement.

Ce fut le signal de la chute de tout ce qui restait de liberté dans la Toscane. A Lucques, sous la menace des arquebuses espagnoles, une oligarchie dévouée à Charles-Quint fut investie du pouvoir. A Sienne, Ferdinand de Gonzague intima aux habitants l'ordre de rappeler lés exilés, de reconstituer le *mont des Neuf* et de prendre pour capitaine de leurs troupes Alphonse Piccolomini, vendu aux Espagnols. L'empereur, de retour en Italie à la fin de l'année 1532, sanctionna à Bologne toutes les conditions nouvelles d'asservissement, et imposa à chaque État une somme destinée à l'entretien d'une force régulière qui fut

mise sous le commandement d'Antonio de Leyva, gouverneur de Milan. L'Italie payait elle-même les frais d'une servitude qui devait durer un siècle et demi!

Paul III et Jules III; la domination espagnole; la renaissance proscrite; chute de Sienne (1533-1555).

L'avénement du pape Paul III (1534) acheva la soumission de l'Italie. Ce pontife paraissait persuadé que la restauration de la foi catholique et la réforme de l'Église étaient les meilleurs moyens de rendre au saint-siége son indépendance et son pouvoir, et par là même à l'Italie sa liberté. Il ne fut d'abord occupé que de relever le pape avant le prince temporel; il fit entrer au conclave l'onctueux Contarini, l'ascétique Caraffa, le docte Sadolet, le patriotique Giberti; il opéra quelques réformes dans la rote, la chancellerie, la pénitencerie, fonda pour le recrutement du haut clergé l'ordre des Théatins, et manifesta à Charles-Quint le désir de s'entendre avec lui pour régler les affaires spirituelles de la chrétienté qui, depuis Léon X, voyait s'élargir un abîme entre la catholicité et le protestantisme.

Il fallait se tenir éloigné des affaires politiques alors fort compliquées. La mort de Sforza, à Milan, ranimait les prétentions de François Ier qui, maître de la Savoie, attendait maintenant sur les Alpes que l'empereur se prononçât sur ses droits. Philippe Strozzi, chassé de Florence par celui qui l'y avait installé, et prêt à tenter un coup de main contre lui, accusait, auprès de l'empereur, Alexandre de Médicis, qui venait de faire empoisonner son frère Hippolyte comme une *méchante guêpe*. Enfin, Frédéric, duc de Mantoue, réclamait la succession ouverte du Montferrat, et prenait encore le maître de l'Italie pour juge. Le pape Paul III, pour recevoir dignement Charles-Quint à Rome, en 1536, mit un impôt extraordinaire sur les Romains, et fit démolir plusieurs maisons et palais qui gênaient sa triomphale entrée.

L'empereur, récemment vainqueur des infidèles à Tunis,

et enivré de sa gloire, ne tint même pas compte des désirs, des prières d'un serviteur aussi auguste et aussi dévoué. Il se laissa gagner par l'habile défense que fit l'historien Guicciardini de son maître Alexandre, et donna sa fille illégitime à celui-ci, malgré la haine que lui portait Paul III; il daigna reconnaître les droits de Frédéric sur le Montferrat; mais, malgré la protestation du pape, il s'adjugea le Milanais, et, en dépit de ses exhortations à la paix, il prodigua l'insulte à François Ier en plein consistoire, et lui déclara la guerre comme au *perturbateur de la chrétienté* (1536).

L'Italie ne secourut la France, dont le territoire fut envahi, que par une conspiration et une entreprise de bannis, toutes deux inutiles. Le 6 janvier 1537, un dilettante de crime, qui commettait le mal pour le mal, et ménageait une mauvaise action comme une œuvre d'art, pour l'effet dramatique et la difficulté vaincue, Lorenzino Médicis, assassina dans un prétendu rendez-vous d'amour le nouveau duc de Florence Alexandre. A cette nouvelle, Philippe Strozzi rassembla les bannis sur le territoire de la Mirandole pour rentrer à Florence et restaurer la liberté. Les piagnoni s'agitèrent, encourageant les nobles à tenter quelque chose. Mais les ministres du duc, Guicciardini, Vettori et les autres, se rendirent maîtres de la situation ; ils pesèrent sur les délibérations du sénat et firent donner, pour successeur à Alexandre, Cosme de Médicis, fils de Jean des bandes noires, descendant d'un frère de Cosme, le père de la patrie. Rien ne fut changé, si ce n'est le nom du maître. Philippe Strozzi trouva déjà tout-puissant le nouveau duc reconnu par Charles-Quint, fut défait par son général Vitelli et jeté en prison, où il se donna la mort en demandant un vengeur.

Le pape Paul III acheva de tout apaiser en ménageant entre l'empereur et François à Nice une trêve qui devait durer dix ans. Ces dix ans servirent surtout à l'affermissement de la domination espagnole.

Le duc de Guasto, nommé gouverneur de Milan, et don Pedro de Tolède, vice-roi de Naples, commencèrent à transformer en un gouvernement régulier ce qui n'avait été

jusque-là qu'une occupation violente. Le duc de Guasto fortifia la capitale, y acheva cette citadelle qu'on regarda longtemps comme la plus parfaite de l'Europe, et fit de Côme, Lodi, Novare, Alexandrie, autant de places fortes. Onze compagnies de gens d'armes, huit de cavaleries légères, quinze mille hommes d'infanterie espagnole, furent entretenus même en temps de paix. Charles-Quint réunit l'autorité militaire et l'autorité civile dans les mains du gouverneur. Un sénat nommé par le roi fut la seule limite opposée à son pouvoir.

Dans le royaume de Naples, les vice-rois avaient remplacé le ban féodal par une force régulière. Une maison militaire de cent gentilshommes tant espagnols qu'italiens, cinq compagnies de gendarmes espagnols, onze d'Italiens, dix mille hommes d'infanterie, dont six mille Espagnols, en tout vingt-quatre mille hommes, formèrent l'armée ordinaire du vice-roi. Don Pedro de Tolède appuya ces ressources militaires d'un système politique plus efficace encore. Il s'aida, contre le pape, son suzerain, de l'esprit d'indépendance du clergé napolitain; contre le clergé, du pouvoir du saint-siége; il combla les nobles attirés à Naples d'honneurs, qui en firent l'objet des jalousies bourgeoises; il conféra aux bourgeois une part de puissance judiciaire qui les exposa à la haine de la noblesse. En contenant tous ces éléments de résistance les uns par les autres, il les soumit à une forte hiérarchie de fonctionnaires administratifs et judiciaires, moitié espagnols et moitié italiens, dépendant tous d'une haute cour appelée *Santa Chiara;* et il transmit ainsi à ses successeurs une autorité telle, qu'ils purent élever le chiffre des impôts à une somme considérable pour l'époque.

L'empereur vint lui-même fréquemment en Italie pour présider à cette organisation décisive, qui mettait le sceau à l'asservissement de la péninsule. En 1540, il investit solennellement son fils, Philippe, du duché de Milan, comme pour annoncer qu'il ne le céderait jamais.

A l'exemple du maître, les princes italiens rendirent aussi leur pouvoir plus absolu dans leurs États. Le saint-

siége, sous Clément VII, avait déjà saisi la ville d'Ancône longtemps indépendante, et la tenait en respect au moyen d'une citadelle bâtie sur la hauteur qui domine la place. Paul III, pour être plus sûr des États de l'Église, les livra à ses créatures; il donna à son propre fils, Pierre-Louis, gonfalonier de l'Église, les duchés de Nepi et de Castro, et l'envoya châtier rudement la ville de Pérouse, qui avait méconnu son autorité. A Florence, le jeune duc Cosme désabusa cruellement ceux qui l'avaient élevé dans l'espoir de gouverner sous son nom; il attira à lui toute l'autorité, dirigea arbitrairement les délibérations du sénat, la justice, les finances, et fut assez puissant pour se passer des troupes espagnoles et en armer pour son propre compte.

Le pape Paul III, dont le neveu Ottavio avait épousé Marguerite, fille naturelle de Charles-Quint, parut mettre aussi sa puissance spirituelle au service de l'empereur. Sous l'empire d'une forte réaction de l'esprit catholique, on commençait à croire que la renaissance des lettres, l'étude de l'antiquité profane, étaient la source des désordres dont l'Eglise souffrait alors, Paul III ne se contenta pas de fonder, en 1540, sur la proposition d'Ignace de Loyola et de François-Xavier, l'ordre des jésuites, destiné à combattre partout l'hérésie et à raffermir la foi : en 1542, il ressuscita la vieille inquisition dominicaine et la centralisa à Rome par l'établissement d'un tribunal supérieur et universel dont il confia la présidence à l'inflexible Caraffa. Dès ce jour, le plus inoffensif examen des choses de la foi fut interdit. Le cardinal Contarini fut presque disgracié. Tout ce qui sentait la nouveauté fut surveillé, proscrit. En l'année 1543, Caraffa interdit l'impression d'aucun livre ancien ou moderne sans sa permission; l'année suivante, parut le premier *Index*, qui contenait soixante-dix ouvrages, et la persécution et la terreur se répandirent dans toute la péninsule.

Toute la littérature s'en ressentit. L'historien Paul Jove mit sa plume vénale à la discrétion des oppresseurs de son pays. Guicciardini, complice de l'asservissement de Florence, laissa, des luttes de l'ambition, de l'intérêt, de la

haine, de l'envie ou s'abîma sa patrie, un tableau effrayant de netteté, mais où ne trouvent plus leur place ni le regret ni la plainte.

Les poëtes évitèrent tout sujet sérieux et traitèrent les autres avec la plus grande froideur. La baguette magique de l'Arioste, elle-même, perdit toute sa puissance. A la place du *Roland furieux*, Bernard Tasso écrivit *Amadis de Gaule*. Berni chante les anguilles, le chardon, la peste; Fracastor une maladie honteuse. Dans les arts, on élève plus de forteresses et de palais particuliers que d'églises et de monuments publics. La grande sculpture descend aux détails de l'ornementation; l'art qui avait animé les murailles du Vatican se rabaisse aux proportions du portrait. Sangallo élève à Rome le palais Farnèse, et les citadelles de Civita-Vecchia, d'Ancône, de Florence, de Pérouse. Galéas Alezzi ouvre à Gênes la rue Neuve, et bâtit ces beaux palais des Grimaldi, des Sauli, des Banchi, où ne s'abritent plus la force et l'indépendance, mais l'opulente oisiveté. Benvenuto Cellini, le plus fantasque des caractères du temps, au lieu de s'immortaliser par quelque grande œuvre dont il était bien capable, dépense son talent à des ouvrages d'orfévrerie qui lui rapportent davantage, et le Titien ne consacre sa merveilleuse science du coloris et de l'expression qu'à représenter les grands personnages de son temps. Pour tout dire, en un mot, un effronté et cynique valet, l'ignoble Arétin, devient à beaux deniers comptants l'arbitre du goût et le dispensateur de la gloire, se fait redouter des souverains comme un *fléau*, et décorer par ses compatriotes du nom de *divin!*

Un seul homme, qui survivait à toutes les gloires du commencement de ce siècle, Michel-Ange, proteste par sa sombre tristesse autant que par son talent contre cette décadence. A soixante-deux ans, il entreprend, sur la demande du pape, d'achever le couronnement de Saint-Pierre, et commence sa fameuse page du *Jugement dernier;* maintes fois cependant, au milieu même de son ouvrage, il se sent gagné par le découragement; il s'enferme des mois entiers sans voir personne; il passe des jours sans manger; il a

sans cesse présents à la pensée ces mots qu'il grave au bas d'une statue de la Nuit : « Il est doux de dormir, plus doux encore d'être de pierre[1], pendant le règne du mal et de la honte. »

« Grato m'è 'l sonno e più l' esser di sasso,
Mentre che il danno e la vergogna dura. »

Le saint-siége, avec Paul III, n'avait cependant pas encore perdu toute ambition temporelle. Quand la guerre recommença entre Charles-Quint et François Ier, à propos de l'assassinat d'un ambassadeur envoyé par ce dernier à la Porte ottomane, il eut avec l'empereur une entrevue à Busseto, en 1543, et chercha à obtenir quelque agrandissement de lui ou quelque territoire pour ses neveux. Pour aider la bonne volonté impériale, les Farnèse, dépassant les intentions du pape, se mirent en rapport avec les nombreux émigrés, avec les mécontents de Milan, de Naples, de Gênes. Tandis que les flottes française et turque assiégeaient Nice, et que le duc d'Enghien, dans le Piémont, remportait sur Guasto la victoire de Cérisoles (1544), Pierre-Louis Farnèse, gouverneur pontifical à Plaisance, poussa le réfugié florentin Pierre Strozzi sur Milan.

La paix de Crespy, qui survint peu de temps après, évita peut-être alors une rupture. Un rapprochement complet parut avoir lieu entre le pape et l'empereur. La grossesse de Marguerite, fille illégitime de Charles-Quint, épouse d'Ottavio Farnèse, en était la cause. Le pape Paul III consentit à ouvrir à Trente un concile pour rétablir, avec l'autorité impériale, l'unité religieuse et politique en Allemagne et en Italie. Charles-Quint, en signe d'alliance, laissait le pape investir son fils Pierre-Louis du duché de Parme et de Plaisance, destiné à protéger au nord les États de l'Église. Les premières séances du Concile de Trente (1545) parurent mettre le sceau à la cordiale entente de Paul III et de Charles-Quint. Sous l'impulsion de l'inquisiteur Caraffa et du jésuite Lainez, les Pères maintinrent l'autorité de la tradition catholique, condamnèrent les nouveautés, sommèrent les dissidents de rentrer dans le giron de l'Église ; et l'empereur, fort de l'appui moral

et politique du saint-siége, partit pour ramener l'Allemagne aussi à la soumission impériale et pontificale.

Le succès complet de Charles-Quint au delà des Alpes rompit cependant cette union si bien cimentée. L'Allemagne protestante entièrement domptée, toute espérance était perdue pour le saint-siége et pour l'Italie. Paul III rappela tout d'un coup ses troupes de l'armée impériale, et transporta de Trente à Bologne le concile, qui voulait maintenant réformer la cour de Rome et la hiérarchie. En même temps Pierre-Louis, de sa nouvelle principauté de Parme et de Plaisance, fit mouvoir les fils de l'intrigue qu'il avait nouée partout. L'empereur, encore vainqueur des protestants, malgré les inquiétudes que lui donnait l'Italie, adressa de graves plaintes au pape. « Paul III avait voulu, disait-il, l'embarquer dans une mauvaise entreprise pour l'y abandonner ensuite. » Il envoya un nouveau gouverneur, Ferdinand de Gonzague, dans le Milanais. Le pape se tourna vers la France; il demanda pour Horace Farnèse une fille illégitime de Henri II. On vit tout d'un coup les factions italiennes groupées comme autrefois sous les drapeaux de l'empereur et du pape : d'un côté, les gouverneurs de Milan et de Naples, Cosme de Médicis à Florence, Doria à Gênes, les prélats demeurés à Trente; de l'autre côté, les Farnèse, Sienne, Lucques, les émigrés et les prélats qui s'étaient rendus à Bologne.

En 1547 on en vint aux mains sur plusieurs points à la fois, sur les bords du Pô, dans la rivière de Gênes et même à Naples. Le vieux parti guelfe échoua partout. Don Pèdre, à Naples, désarma les Napolitains, en renonçant à son projet. A Gênes, Jean-Louis de Fiesque, comte de Lavagna, appuyé par la France et le duc de Parme, réussit à faire assassiner Gianettino Doria, neveu du grand Doria, et jeta dans Gênes le cri de *Vive la Liberté!* Mais, au milieu du tumulte, il tomba à la mer en voulant passer d'un vaisseau dans un autre et se noya; les conjurés se dispersèrent éperdus. André Doria garda son autorité dans la ville et la citadelle à l'empereur. Dans la Lombardie enfin, où les deux ennemis les plus terribles, Ferdinand de Gon-

zague et Pierre-Louis, s'épiaient de plus près, le 10 septembre, Anguissolo surprit la garde du palais de Louis et l'assassina; le surlendemain Ferdinand de Gonzague survint, s'empara de Plaisance et de son territoire et échoua seulement devant Parme, dont les habitants proclamèrent Ottavio Farnèse.

La colère du pape, qui aimait son fils plus que ne le méritaient ses abominables vices, fut d'abord excessive. Il parla de s'allier avec la France, avec Venise, avec les Suisses, mais sans oser franchir le dernier pas. En 1548, il réclama Plaisance et Parme comme biens immédiats de l'Église, et enleva Parme à Ottavio. Mais c'était un acte d'hostilité indirect, et une dernière douleur l'attendait. Ottavio refusa d'obéir, et s'entendit avec Ferdinand de Gonzague pour rester maître de ce qu'il appelait son patrimoine. Le cardinal Alexandre Farnèse lui-même, qui conduisait toutes les affaires du saint-siége, était d'accord avec le rebelle. Paul III, frappé de stupeur et plein de colère, eut une explication terrible avec Alexandre, et mourut quelques jours après (1549).

L'avénement du pape Jules III, pontife ami du repos, qui négligeait les affaires pour la construction de son magnifique jardin, la *Vigna di Papa Giulio*, n'était pas favorable à une lutte d'indépendance.

Jules III rappela le concile à Trente (1550), et rendit Parme à Ottavio. Celui-ci, pour arracher Plaisance à Ferdinand de Gonzague, invoqua l'appui du nouveau roi de France, Henri II. Seul, en Italie, il croyait pouvoir ce que le Pape Paul III n'avait pas osé. Il reçut dans Parme une garnison française, commandée par de Thermes, et appela aux armes tous les bannis et les mécontents, qui aidèrent Sienne à chasser Mendoza et la garnison espagnole. Mais Jules III s'emporta contre Ottavio, « ce misérable ver de terre qui osait se révolter en même temps contre un pape et un empereur. » Ferdinand de Gonzague et le pape envahirent ensemble le territoire de Parme; le duc de Florence, Cosme Ier, déclara la guerre aux Siennois. Parme fut laissée à Ottavio; mais Sienne fut la dernière victime de cette lutte

de l'indépendance. Tandis que les Français pénétraient dans le Piémont et y prenaient Verceil et Ivrée, cette ville appela dans ses murs le Français de Thermes. Grâce à lui, elle se défendit pendant toute l'année 1554. Mais quand, en 1554, Pierre Strozzi l'eut remplacé avec tous les exilés et quelques Français, Cosme de Médicis ne ménagea plus rien pour écraser le fils de son vieil ennemi.

Un condottiere féroce, serviteur de l'étranger, pris à sa solde, Jean-Jacques de Médicis, fait marquis de Marignan par Charles-Quint, bloqua Sienne à la tête de troupes espagnoles et allemandes, ravagea impitoyablement les environs, et fit d'un pays jadis couvert d'habitations et d'une culture florissante la triste Maremme d'aujourd'hui. Pierre Strozzi tenta une entreprise sur Florence, et fut battu à Lucignano. Blaise de Montluc, avec quelques troupes françaises, essaya encore de prolonger la résistance. Après avoir perdu vingt mille habitants par le fer ou la faim, Sienne, dernière ville libre, capitula enfin le 17 avril, et se mit sous la protection espagnole, en demandant une constitution libre pour toute concession (1555).

Paul IV ; dernière lutte ; le duché de Parme et de Plaisance ; les présides ; traité de Cateau-Cambrésis (1555-1559).

L'avénement de Paul IV et l'abdication de Charles-Quint (1556) offraient à l'Italie une meilleure occasion. Le cardinal Caraffa, grand inquisiteur, était un de ceux qui avaient imprimé à la cour pontificale cette direction vigoureuse, destinée à raffermir le catholicisme ébranlé. Homme d'une nature ardente, emportée, qu'aiguisait encore l'ascétisme monacal, il apporta la même impétuosité dans les affaires politiques. Né en 1476, il avait vu l'Italie encore libre du quinzième siècle. Il comparait l'Italie de cette époque à « un instrument merveilleusement d'accord, dont les quatre cordes étaient Rome, Milan, Naples et Venise, » et il n'avait pas assez de malédictions contre Alphonse et Louis le More, « ces âmes malheureuses et perdues qui, par leurs divisions, avaient détruit cette ad-

mirable harmonie. » Charles-Quint, en déposant la couronne impériale, n'avait pu la poser sur la tête de son fils Philippe II. Le pape n'avait donc en face de lui qu'un roi et non un empereur (1556).

A peine couronné à Saint-Pierre, Paul IV remua l'Europe pour délivrer l'Italie; il arrêta les cardinaux partisans de l'Espagne, attaqua ouvertement le vice-roi de Naples, et enfin conclut avec le roi de France, Henri II, cette alliance devant laquelle Paul III avait toujours reculé. Le roi d'Espagne se défendit avec autant de résolution qu'eût fait *un César*. Le duc d'Albe envahit avec les Espagnols le territoire pontifical; Paul IV agit avec l'énergie d'un pape du moyen âge; il déclara Philippe II déchu de son royaume de Naples, qu'il offrit au duc de Guise et aux Français; il nomma le duc d'Este, Hercule, son généralissime, et tenta de soulever l'Italie contre ce nouveau maître. A Rome on le vit armer et passer en revue la population; assis souvent à table des heures entières, buvant avec une ardeur fiévreuse le *mangia-guerra* de Naples, il se répandait en invectives contre ses ennemis, contre Cosme de Médicis, *ce fils du diable*, contre les Espagnols, *ces schismatiques*, *ces damnés de Dieu*, *cette semence de juifs et de maures*, *véritable lie du monde*.

Philippe II, à la nouvelle de l'approche du duc de Guise à la tête de quinze mille hommes, fit quelques concessions aux Italiens pour les diviser; il rendit la ville de Plaisance, moins la citadelle, à Farnèse, dont le duché fut ainsi constitué. Il livra à Cosme de Médicis la ville de Sienne que celui-ci visait depuis longtemps. Ce fut son salut en Italie. Tenu en échec par Hercule d'Este, le gouverneur du Milanais fut obligé de laisser d'abord passer le duc de Guise, qui franchit le Tronto pour assiéger Civitella. Mais le duc d'Albe le repoussa, reporta la guerre sur le territoire pontifical, et marcha sur Rome. La grande victoire de Saint-Quentin, remportée par Philippe II, sur les Français, porta un coup encore plus terrible aux espérances du pape et de l'Italie. Le duc de Guise déclara qu'aucune force humaine ne l'empêcherait de voler à la défense de sa patrie.

Inébranlable jusqu'au dernier moment, le pape ne céda que lorsqu'il vit les Romains eux-mêmes prêts à ouvrir aux Espagnols les portes de Rome, et pour éviter à la capitale du monde chrétien une prise d'assaut et un nouveau pillage.

Frappé par ces revers, le pape se retourna impétueusement contre les instruments mêmes de sa politique mondaine; il ne pensa plus qu'au gouvernement spirituel de l'Église, et fit retomber sur les ennemis de la foi le mal qu'il n'avait pu faire à ceux de l'Italie.

Le sort de la péninsule fut définitivement réglé, à la suite du traité de Cateau-Cambrésis (1559), qui rétablit la paix entre l'Espagne et la France. Philippe II laissa définitivement Plaisance, moins la citadelle, à Ottavio, Sienne et son territoire à Cosme I[er] de Médicis, mais en s'y réservant, pour le tenir dans une sorte de dépendance, les ports d'Orbitello, Télamone, Portoferraio, que l'on appela les *présides*. Le duc de Savoie, Philibert-Emmanuel, recouvra la Bresse, le Bugey, la Savoie, le Piémont, à l'exception de Turin, Pignerol et Villeneuve, qui furent retenues par le roi de France, et de Verceil et d'Asti, retenues par le roi d'Espagne, jusqu'à ce que la question d'hérédité mise en avant par le roi de France eût été résolue. Par là, la domination austro-espagnole fut inébranlablement affermie au nord et au midi de la péninsule; le saint-siége, qui avait espéré partager la domination de l'Italie, se trouva condamné à l'impuissance; les ducs de Florence, de Parme et de Ferrare, furent tenus dans la dépendance, et la frontière même de l'Italie resta aux mains des étrangers.

Ce qui avait été commencé en 1530 aux conférences de Bologne se trouva achevé, en 1559, dans une petite ville de Flandre; et l'Italie, sous le joug de l'empereur Ferdinand I[er], et du roi catholique Philippe II, l'un suzerain du Milanais et des petits duchés voisins, l'autre, duc de Milan et roi de Naples, tomba comme anéantie sous le poids d'une double servitude.

Le spectacle que donnèrent les habitants de Rome et le

conclave, après la mort du dernier des papes guelfes, montra combien le malheur avait aigri et abaissé les âmes. Le peuple romain arracha de leurs piédestaux et brisa lâchement les statues qu'il avait élevées à Paul IV dans la première joie de son avénement. Le conclave, par un de ces brusques retours, qu'on est si souvent à même de constater, contre la politique suivie par le pape décédé, porta au saint-siége Pie IV, pape doux, mondain et attaché aux étrangers par son frère le duc de Marignan, dévoué à Cosme Ier et à Philippe II. Une nouvelle phase commença à partir de cette époque pour l'Italie; elle ne résista plus à la servitude; elle s'y résigna, elle s'y précipita. Son brillant génie même, qui s'était égaré dans les sentiers glissants de la renaissance, expia le scepticisme païen qu'il avait contracté dans les rigueurs de la pénitence et quelquefois dans les petitesses de la superstition.

Asservissement des princes italiens; Pie IV, Pie V, Grégoire XIII; restauration catholique dans les lettres et les arts; misère de la péninsule; bravi et brigands (1559-1584).

Le nouveau pape Pie IV donna l'exemple de la résignation; tout occupé d'embellir Rome où il construisit la *Porta Pia* et fit percer la rue de Montecavallo, et de protéger les côtes contre les pirates barbaresques par les fortifications d'Ancône et de Civita-Vecchia, il n'eut d'autre but que la paix, dans ses relations avec les puissances étrangères. Sollicité par l'ambassadeur de Savoie d'aider son maître à recouvrer Genève devenue protestante : « Où en sommes-nous, lui dit-il, pour qu'on vienne me faire de pareilles propositions? C'est la paix qu'il me faut avant tout. » Il était convaincu que le saint-siége ne pouvait se maintenir longtemps sans l'appui des princes, et chérissait surtout ceux qui régnaient sur l'Italie. Il pensa un instant à conférer à Cosme le titre de roi; il aurait voulu le faire au moins archiduc. Il ne refusa rien à Philippe II, son vassal pour le royaume de Naples, et laissa même opposer la formalité de l'*exequatur* à ses propres décrets.

Le saint-siége regagna, il est vrai, au spirituel ce qu'il perdit au temporel. Dans les dernières sessions du concile de Trente, qu'il eut la gloire de rouvrir en 1563, le pape Pie IV, par les concessions politiques faites au prince, conjura les réformes religieuses qu'on paraissait disposé à lui arracher. En cessant d'invoquer ses droits sur les couronnes, il obtint qu'on ne parlât plus de réformer l'Église *dans son chef*. Le concile, au lieu de s'élever au-dessus de lui, s'abaissa devant son autorité. Non-seulement on maintint la tradition, le dogme dans toute sa rigueur, mais on releva, on étendit le pouvoir du saint-siége sur toute la catholicité. Le pape resta seul juge des changements à opérer dans la discipline, infaillible dans les choses de la foi, interprète suprême des canons, chef incontesté des évêques; et Rome put se consoler de la perte définitive d'une partie de l'Europe, en voyant sa puissance doublée dans les nations catholiques du Midi, qui se resserrèrent religieusement autour d'elle.

Les souverains laïques de l'Italie n'eurent point cette compensation. Cosme Ier de Médicis put, en toute liberté, contenir par la terreur ses sujets de Florence et de Sienne encore frémissante. Le duc de Savoie, Philibert-Emmanuel, qui avait donné la victoire à Philippe II sur le roi de France à Saint-Quentin, parvint à recouvrer, à la faveur des troubles de la France, toutes ses villes du Piémont. Mais il n'obtint pas plus du roi d'Espagne que du pape les secours qu'il désirait pour soumettre Genève.

Le duc de Parme et Plaisance, Ottavio, appartenait à l'Espagne par sa femme Marguerite, longtemps gouvernante des Pays-Bas, et par son fils Alexandre, élevé par sa mère dans des sentiments tout espagnols, et, plus tard, général de Philippe II.

A Ferrare, le duc Hercule avait partagé les projets de Paul IV; sa femme avait été véhémentement soupçonnée de calvinisme. Leur fils, Alphonse II, n'épargna rien pour faire oublier le mauvais renom de ses parents aux cours de Vienne et de Madrid. Il exila sa propre mère. Il demanda en grâce pour épouse une princesse autrichienne,

l'archiduchesse Barbara. Ces alliances étaient moins un honneur fait aux petits princes italiens qu'une garantie prise contre eux. Fières et dédaigneuses, s'asseyant au foyer des princes italiens comme par droit de conquête, et persuadées qu'elles descendaient jusqu'à eux, ces archiduchesses firent ordinairement de leur époux leur premier sujet, et rendirent toujours présents l'œil et le sceptre de l'étranger au sein des petits gouvernements qui se croyaient libres.

La présence de Philibert de Savoie, d'Alphonse de Ferrare, de Guillaume de Gonzague, à la diète d'Augsbourg, convoquée en 1566 contre les Turcs, les dépenses faites par ces princes pour y faire acte de dévouement, témoignèrent suffisamment qu'ils n'étaient plus que les vassaux de l'empire.

Sous le pape Pie V (1566) s'acheva l'œuvre de la restauration catholique et de l'asservissement de la péninsule. Ce saint, mais inflexible vieillard, dont le peuple admirait la tête toujours nue, la longue barbe blanche et le visage rayonnant de piété, fit admettre dans tous les États italiens l'inquisition romaine, et surveilla sévèrement la foi et les mœurs. Les évêques furent astreints à la résidence, les moines et les nonnes à une sévère réclusion. Le *collegium germanicum*, fondé par les jésuites, devint une pépinière de prêtres pour l'Italie et l'Allemagne. Les abus disparurent en partie, les scandales diminuèrent dans Rome. Des cardinaux recommandables par leur piété donnèrent le ton à la cour romaine. Tiépolo, ambassadeur de Venise, rendait un peu plus tard à la ville sainte ce témoignage : « Rome s'efforce à sortir de la déconsidération où elle était tombée; elle est devenue plus chrétienne dans ses mœurs et dans sa manière de vivre. »

En Lombardie, l'archevêque de Milan, Charles Borromée, digne émule de Pie V, ne se contenta pas de réformer les églises et le clergé, les moines et les religieuses : il restreignit les divertissements publics, veilla sur la sainteté des mariages et sur la conduite générale des laïques; il appela, à l'aide de ses décrets religieux, le secours de la

force militaire; et le gouverneur de Milan plia sous l'ascendant d'un zèle pur de toute ambition politique.

Cette réforme, tout ecclésiastique et disciplinaire, n'eut malheureusement rien de pratique ni de viril. On rétablit le culte sans retremper les caractères; on raffermit la foi sans corriger les mœurs; on dompta la pensée sans relever les âmes. Une seule action grande sortit de cette époque. Pie V détermina une ligue contre les Turcs entre les Etats italiens et l'Espagne; sous la conduite de don Juan, les vaisseaux de Venise, de Gênes, de la Toscane, de Naples et des États de l'Église, remportèrent la glorieuse victoire de Lépante (1571) : « Il fut un homme envoyé de Dieu, nommé Jean, » put s'écrier Pie V dans son enthousiasme. Grégoire XIII accomplit encore une œuvre européenne par sa réforme du calendrier. Mais à côté quels scandales et quelle bassesse!

Les Médicis donnèrent les plus tristes exemples. Des rumeurs effroyables couraient sur la mort subite et rapprochée de deux des fils de Cosme. On assurait que l'un d'eux, Jean, avait dans une partie de chasse assassiné, par jalousie, son frère Garzia, et que Cosme avait immolé le fratricide dans les bras de sa mère quelques jours après. Le troisième, François, bien que marié à l'archiduchesse Jeanne, entretenait publiquement avec Bianca Capello une liaison que semblaient aiguillonner chaque jour de nouveaux scandales; et Cosme assouvissait au fond de son palais de fougueuses passions irritées encore par une sombre mélancolie. Tout cela n'empêcha pas le pape Pie V de conférer à Cosme, on ne sait trop de quel droit, le titre de grand-duc, en 1569; et cet acte fit voir jusqu'où étaient descendus les princes italiens. Les autres petits souverains dont la vie n'était pas fort exemplaire se montrèrent fort jaloux. Le duc de Ferrare et le duc de Savoie protestèrent auprès des cours de Madrid et de Vienne, et prétendirent garder le droit de préséance que le pape venait ainsi de changer. Ils tenaient à rester au moins les premiers parmi les esclaves. Néanmoins François, successeur de Cosme, obtint de l'empereur et du roi d'Espagne la

confirmation du titre de grand-duc, et, marié avec Bianca Capello, devint, pour les manières, un vrai prince espagnol.

Toute indépendance fut aussi proscrite de la littérature et des arts. Les académies de Rome, de Naples, de Modène, se dispersèrent. Tout ce qui avait fait l'admiration du siècle précédent, on le tint pour paganisme. Un profond philosophe, Giordano Bruno, erra longtemps poursuivi par les inquisiteurs jusqu'à ce qu'enfin il tombât au pouvoir de Rome et finît par le feu. L'étude de l'antiquité même fut presque abandonnée; Alde Manuce, à Rome, ne rencontra pas une dizaine d'élèves qui consentissent à lire encore les poëtes grecs et latins. La cour classique de Ferrare même, où brillaient les deux sœurs du duc, Lucrezia, épouse du duc d'Urbin, et surtout la fameuse Éléonore, si douce d'abord et depuis si fatale au Tasse, eut grand'peine à défendre ses délassements de prédilection contre la proscription générale.

La religion tint la plume et le pinceau, presque sans rivale. Le jésuite Bellarmin défendit avec un grand appareil de science, qui n'est pas toujours, il est vrai, de très-bon aloi, des prétentions pontificales renouvelées du moyen âge. Baronius écrivit ses savantes annales ; l'histoire politique se tut, ou eût mieux fait de ne point parler. L'épopée héroïque, tombée si bas avec Giron le Courtois, ne se releva que par le sentiment chrétien, dans la *Jérusalem délivrée* du Tasse ; et un peu plus tard l'indépendance d'esprit du poëte eut presque autant de part à ses malheurs que la hardiesse de ses désirs.

Dans les arts, les disciples de Raphaël tombèrent dans l'affectation, ceux de Michel-Ange dans l'extraordinaire. Les Carrache, à Bologne, animèrent seuls la toile par un idéal chrétien tout nouveau, Louis dans sa *Vocation de saint Mathieu*, Auguste dans son *Saint Jérôme*, Annibal dans son *Ecce homo*. Les *Madones*, les *Vierges*, se multiplièrent; elles couvrirent les murs des églises, envahirent les places publiques, et devinrent l'ornement ordinaire des foyers même les plus pauvres. Enfin la musique religieuse naquit

avec Palestrina comme pour célébrer dignement la restauration catholique.

Malgré tous ces dehors, la réforme religieuse et morale n'arriva pas au fond des âmes. Les princes qui appuyaient les décrets pontificaux ne se les appliquaient point à eux-mêmes. Ceux qui accusaient tout haut les Médicis suivaient tout bas leurs exemples. Le peuple contracta ces habitudes de dévotion étroite et extérieure qui furent encore longtemps l'un des traits de son caractère ; il apprit à accommoder la religion avec le vice, et la moralité n'en devenait pas meilleure. Le paganisme était vaincu, le christianisme restauré, mais point où il avait surtout besoin de l'être, dans les mœurs.

La perte de la liberté ne fut point compensée en Italie par la prospérité matérielle. L'administration pontificale avait d'abord eu d'heureux effets dans un pays livré autrefois aux caprices d'une foule de petits tyrans. La Romagne, la Marche, assez doucement gouvernées par les légats, avaient joui d'une certaine prospérité ; le lin de Faenza, le chanvre de Pérouse, le vin de Montefiascone, étaient très-recherchés ; mais bientôt les impôts mis sur les personnes, les biens, le commerce, pour remplacer les revenus de la chrétienté perdus, tarirent toutes ces ressources. La ville d'Ancône, entre autres, frappée d'un impôt sur les entrées, perdit cette foule de marchands grecs, turcs, arméniens et autres, qu'on voyait affluer dans son port, et ne se releva jamais de ce coup.

François de Médicis, prince tout espagnol, se séparait complétement du peuple ; à la manière de Philippe II, il ne vécut plus qu'au milieu de courtisans, de favoris qui commencèrent à former une noblesse dans cet État jadis tout démocratique ; mais il laissa dépérir par sa négligence tous les éléments d'ordre et de prospérité de la Toscane. La ville de Livourne seule gagna quelque développement, grâce aux priviléges commerciaux qu'il lui accorda ; mais le reste du pays devint désert auprès de ce qu'il avait été sous Cosme Ier. Pise, de vingt-deux mille âmes, tomba à huit mille ; et, en 1575, une conjuration faillit renverser ce

tyran voluptueux qui ne songeait pas même au lendemain.

Dans le Milanais, où les gouverneurs avaient respecté les débris des anciennes libertés, on rencontrait encore quelque activité. On recherchait les armes et les broderies de Milan; les métiers à laine étaient très-occupés à Côme et dans la capitale; les travaux de canalisation continuaient; Milan passait pour la plus populeuse ville de l'Italie et renfermait jusqu'à trois cent cinquante mille habitants. Mais à Naples les exigences et la vénalité de l'administration tarirent toutes les sources de la prospérité; tandis qu'en Lombardie de riches familles, les Marignani, les Sforza, les Serboni, les Borromée, les Trivulzio, étalaient un luxe princier, la noblesse napolitaine, promptement ruinée par la vie de cour, se retira dans ses châteaux et vécut en opprimant ses paysans. La bourgeoisie elle-même, écrasée par les impôts et surtout par les caprices des vice-rois, fut atteinte et ruinée. On poursuivit les malheureux contribuables au point d'enlever les toits des maisons pour en vendre les matériaux, lorsque tous les meubles avaient été saisis. Les villes tombèrent en décadence; toute une province désolée, la Calabre, ne fut plus traversée qu'en caravanes.

Dans toute la péninsule le brigandage s'organisa, comme aux grandes époques de misère. Les mécontents, les bannis, les gens ruinés et les mauvais sujets se réunirent par bandes sous la conduite de chefs hardis et aventureux, et exercèrent de sanglantes représailles. Les gorges des Apennins, les petits châteaux qui s'y élevaient, devinrent le refuge de ces *bannis* ou *bandits* qui remplaçaient les condottieri, et furent comme la dernière et sauvage protestation de l'indépendance nationale. Le peuple, loin de les mépriser, les appela les *bravi*. Les grands, des princes, des cardinaux même, allèrent souvent chercher chez eux les hommes de main dont ils avaient besoin pour exercer leurs vengeances ou même satisfaire leurs cupidités.

Marco Bernardi de Cosenza, dans la Calabre; Pierre Leonello de Spolète, dans la Marche; Alphonse Piccolomini, seigneur de Monte Marciano et de noble famille, dans les Apennins, devinrent la terreur de la péninsule. Il fallut

une véritable expédition militaire des Espagnols pour détruire Marco Bernardi et sa bande. Alphonse Piccolomini dans les États de l'Église enlevait des châteaux et même de petites villes ; le pape Grégoire XIII augmenta ses forces militaires et donna au cardinal Sforza les pouvoirs les plus étendus pour débarrasser le patrimoine de Saint-Pierre de ce brigandage. Grégoire XIII ne put cependant désarmer Piccolomini qu'en lui accordant sa grâce et la restitution de ses biens. Il fallait pactiser même avec les brigands.

LIVRE XIII.

L'ITALIE HISPANO-AUTRICHIENNE (1584-1700)[1].

Sixte-Quint et Ferdinand Ier de Toscane (1584-1590). — Le pape Clément VIII; le moine Campanella (1590-1605). — Paul V; Charles-Emmanuel Ier de Piémont (1605-1618). — Don Pèdre de Tolède et le duc d'Ossuna; conspiration de Venise; la Valteline; le pape Urbain VIII; la Valteline, Mantoue; maison de Gonzague de Nevers (1618-1631). — État matériel et moral; sciences, lettres et arts. — Innocent X; Masaniello; lutte de la France et de l'Espagne en Italie (1635-1639). — Alexandre VII et Clément IX; Charles-Emmanuel II de Piémont et Ferdinand II de Toscane; guerre de Candie (1659-1675). — Innocent XI; révolte de Messine; bombardement de Gênes; affaire et ruine de Casale (1674-1700).

Sixte-Quint et Ferdinand Ier de Toscane (1584-1590).

A la fin du seizième siècle, après la dernière résistance du saint-siége et des républiques, la péninsule était tombée dans le plus complet découragement. Deux hommes d'énergie essayèrent de la relever sur le seuil du dix-septième siècle, et de la mettre à même de profiter de la restauration de la France, sa protectrice naturelle, depuis qu'elle était tombée sous le joug de l'Espagne : Sixte-Quint, souverain pontife, et Ferdinand Ier grand-duc de Toscane.

1. Voyez Botta, *Histoire d'Italie;* Daru, *Histoire de Venise;* Ranke, *Histoire de la papauté au seizième siècle.*

Félix Peretti, d'une pauvre famille slave réfugiée à Monalto, avait été élevé à la rude école de l'indigence ; il avait dans sa jeunesse gardé les pourceaux. Distingué par un mélange assez rare d'érudition théologique et de savoir-faire administratif que relevaient encore un esprit décidé et un caractère ferme, il était âgé de soixante-quatre ans, et atteint de quelques infirmités, lorsqu'il fut élevé à la papauté (1584). Cet honneur parut l'avoir rajeuni, retrempé ; c'est ce qui a fait dire que le lendemain de son exaltation il jeta loin de lui ses béquilles. Le premier depuis longtemps, il comprit que le pape, souverain temporel, ne pouvait s'absorber exclusivement dans ses devoirs religieux, sans mettre en danger sa puissance spirituelle même ; il entreprit d'abord de détruire le brigandage et de relever les finances du saint-siége.

Dès les premiers jours, les mesures les plus énergiques furent prises contre les brigands. On mit à prix la tête de leurs chefs ; on rendit leurs parents responsables et solidaires de tous leurs méfaits. Le saint-père trouva bons tous les moyens employés contre eux ; il n'y eut à espérer de lui aucune pitié. « Tant que je vivrai, avait-il dit le jour même de son couronnement, tout criminel subira sa peine capitale. » Au bout de deux ans les ambassadeurs félicitèrent le pape sur la sécurité des routes du domaine pontifical.

Grégoire XIII avait mangé, au dire de Sixte-Quint, les revenus de trois pontifes : les siens, ceux de son prédécesseur et ceux de son successeur. Sixte-Quint fit des économies considérables sur les dépenses de la chambre pontificale. En peu de temps il eut payé ses dettes, et put mettre annuellement de côté un million d'écus en or, réserve qu'il destina à parer aux grands événements, comme une croisade, une famine ou une invasion du domaine de Saint-Pierre.

L'excédant ordinaire des recettes fut employé par lui à embellir Rome. Depuis que Sixte IV avait joint encore les deux rives du Tibre par le pont de Travertino, qui porte toujours son nom, la partie basse de la ville avait

été entièrement renouvelée; au delà du fleuve s'élevaient les merveilles du Vatican, le Belvédère, les Loges, le palais Chigi; en deçà la chancellerie de Jules II, les palais Farnèse et Orsini. Mais les collines de la ville haute étaient toujours abandonnées; l'église de Sainte-Marie des Anges, le palais des Conservateurs, sur le Capitolin, n'y attiraient pas les habitants. Sixte-Quint, pour repeupler ces belles et célèbres collines, y amena l'eau, dont elles manquaient, par des travaux qui rivalisent avec ceux des Romains. Il fit venir de vingt-deux milles sur le Capitolin et le Quirinal, tantôt sous terre, tantôt sur des aqueducs, cette *aqua felice* qui donne en vingt-quatre heures vingt mille cinq cent trente-sept mètres cubes d'eau et entretient vingt-sept fontaines; il perça un grand nombre de rues, facilita les communications entre la haute ville et la basse, et doubla pour ainsi dire la ville de Rome.

L'ancien moine franciscain faisait aussi de la réaction contre le paganisme dans l'art, et était heureux de célébrer dans ses œuvres le triomphe de la foi chrétienne. Il surmontait d'une croix le bel obélisque que l'architecte Fontana éleva avec tant de peine et de bonheur sur la place Saint-Pierre; il précipitait de leurs colonnes les statues de Trajan et d'Antonin pour y faire monter saint Pierre et saint Paul; il détruisait pour bâtir ses églises ou réaliser ses plans les monuments de l'antiquité, le beau temple de Sévère même; et il faillit sacrifier à ce vandalisme chrétien l'admirable tombeau de Cæcilia Metella; mais, avant tout, cet esprit positif se proposait toujours un but d'utilité publique, et Rome se releva réellement sous son pontificat.

La mort du grand-duc de Florence, François, fut aussi favorable à la Toscane que celle de Grégoire XIII aux États de l'Église.

Homme éclairé, de sens pratique et de resolution, Ferdinand Ier répara les misères causées par la négligence de François. La prospérité de Livourne fut entretenue; la ville de Pise relevée par l'ouverture d'un canal qui la fit communiquer avec Livourne, au point que les Génois assistèrent bientôt aux foires qui y furent tenues tous les

ans. Le cours de l'Arno reçut une direction plus avantageuse; on s'occupa de dessécher les terrains inondés, et on reprit le projet de repeupler la Maremme, en facilitant l'écoulement des eaux et en arrêtant les débordements du lac Fucecchio. Enfin Ferdinand entretint une marine militaire assez considérable pour aller relancer les Barbaresques jusqu'à Bone.

Le pape Sixte-Quint et Ferdinand étaient faits pour s'entendre. Leur politique extérieure commença à trahir plus d'indépendance vis-à-vis de l'étranger. Sixte-Quint poursuivit, jusque sur le territoire des Espagnols, les brigands qui étaient quelquefois protégés par eux. Ferdinand congédia tous les Espagnols que François avait pris à sa solde, et confia ses forteresses aux Italiens dont il n'avait pas à se méfier. Tous deux entretinrent de bons rapports avec la république de Venise; le pape aimait particulièrement cette ville, qui l'avait aidé à détruire les brigands. Il assurait souvent « qu'il verserait volontiers son sang pour elle. » Ils se rattachèrent encore les Gonzague de Mantoue et Gênes, menacée par Charles-Emmanuel Ier de Savoie, qui espérait tout obtenir de l'Espagne en se faisant son plus zélé partisan.

C'était déjà un foyer de résistance. Mais il fallait trouver du secours au dehors. La France, depuis vingt-cinq ans en proie aux horreurs d'une guerre religieuse qui paralysait toute sa politique extérieure, se débattait encore avec peine sous les efforts et les intrigues de Philippe II. Ferdinand et Venise favorisèrent autant qu'ils purent la restauration d'un pouvoir fort et national. La république, devinant la première où était l'avenir, eut le courage de reconnaître Henri IV avant tous les autres États. Ferdinand après elle entra en relations d'amitié avec le nouveau roi; tandis que le duc de Savoie s'emparait sur lui de Barcelonnette et d'Antibes, il se jeta sur le château d'If et y mit bonne garnison.

Sixte-Quint hésitait; il menaçait d'abord de rompre avec la république, pour laquelle il avait promis de verser son sang; il reçut enfin M. de Luxembourg, envoyé de Henri IV,

en audience particulière. L'ambassadeur d'Espagne, Olivarès, réclama, menaça ; Sixte-Quint s'emporta contre une semblable hardiesse. Philippe II poussa de nouveau les bandits sur le territoire pontifical, et intercepta les convois chargés de grains que Ferdinand faisait venir pour l'approvisionnement de la Toscane. Sixte-Quint alla jusqu'à parler d'excommunication contre le catholique roi d'Espagne. Cet homme énergique recula cependant devant une aussi grande tâche, et mourut dans l'indécision, le 7 août 1590, poursuivi lâchement par les malédictions du peuple, qui brisa ses statues, et décida qu'on ne décernerait désormais plus cet honneur aux pontifes vivants. C'était éviter au moins les dangers de l'erreur ou de l'ingratitude, épargner à Rome les saturnales de l'idolâtrie de la veille et des auto-da-fé du lendemain !

Le pape Clément VIII ; le moine Campanella (1590-1605).

Le parti des Médicis ou des Français et celui des Espagnols se disputèrent l'élection ; après deux papes éphémères, le cardinal Aldobrandino, créature de Sixte-Quint, beaucoup moins dévoué aux Espagnols, fut enfin élu le 20 janvier (1592), et prit le nom de Clément VIII.

C'était une victoire pour l'Italie. L'abjuration de Henri IV, son entrée à Paris en 1594 en fut une autre ; on la célébra dans la péninsule comme un événement national. Le pape ne résista plus aux instances du grand-duc de Florence. En vain le parti espagnol quitta Rome avec les cardinaux qui le dirigeaient, en vain le duc de Sessa, ambassadeur de Philippe II, jeta les bandits des Abruzzes sur les terres de l'Église. Soutenu par les Vénitiens, par le duc de Toscane, par l'empereur lui-même, auquel les Italiens fournissaient des secours contre les Turcs, le pape passa outre ; il déclara, dans une cérémonie solennelle (8 septembre 1595), Henri IV réconcilié avec l'Église catholique, et rétablit ainsi entre les puissances orthodoxes un équilibre favorable à sa propre indépendance et à l'affranchissement de l'Italie.

La péninsule s'aperçut bientôt en effet qu'elle avait

trouvé contre l'Espagne un puissant appui. Alphonse II, duc de Ferrare, de Modène et de Reggio, mort en 1597, avait laissé son héritage à don César son cousin, à défaut d'héritier direct. Clément VIII réclama, comme fief du saint-siége, la ville de Ferrare, lança l'excommunication contre don César, qui prétendait à toute la succession, et fit un emprunt pour appuyer d'une armée les foudres spirituelles.

Les chances ne paraissaient pas favorables d'abord au saint-siége. La cour d'Espagne, qui croyait avoir à se plaindre de Clément VIII, était fort mal disposée. Le grand-duc de Toscane, beau-frère de don César, abandonnait cette fois le pape. La république de Venise même l'empêchait de recruter des soldats dans la Dalmatie. Henri IV, désireux avant tout de *relever les lis auprès de la cour de Rome*, oublia ce qu'il devait à Venise, au grand-duc, et offrit d'envoyer une armée au delà des monts pour remettre le pape en possession de Ferrare. Don César, obligé de céder, rendit la ville après en avoir enlevé les archives, la bibliothèque et l'artillerie de son prédécesseur, et il se contenta désormais du titre de duc de Modène et de Reggio. La ville de Ferrare perdit tous ses avantages, tout son éclat de capitale, et vit bientôt s'élever, sur l'emplacement du palais ducal et du beau belvédère chanté par ses poëtes, une citadelle qui tint facilement en respect une ville promptement dépeuplée.

Philippe II, qui depuis trente ans n'avait rien laissé faire en Italie sans sa permission, fut obligé de céder. Il signait alors, en mourant (1598), la paix de Vervins, qui annonçait le rétablissement de la puissance française et la décadence de l'Espagne. Son successeur, Philippe III, abandonnait même le plus fidèle des serviteurs de sa maison en Italie, Charles-Emmanuel Ier, duc de Savoie, auquel Henri IV arrachait en 1600, par le traité de Lyon, le Bugey, le Valromey et Gex, en échange du marquisat de Saluces.

Une nouvelle ère semblait s'ouvrir pour l'Italie avec le dix-septième siècle. Elle se tournait tout entière avec espoir vers la France. Le saint-siége n'avait que des caresses

pour elle. Le savant cardinal Baronius répétait à qui voulait l'entendre que la papauté n'avait jamais reçu d'aucune nation autant de services. N'ayant plus rien à démêler avec la France depuis la paix de Lyon, Charles-Emmanuel Ier, de Savoie commençait à comprendre que c'était en Italie aux dépens de l'Espagne, qu'il fallait chercher à s'agrandir; et il entrait dans d'intimes relations avec Henri IV, si longtemps son ennemi. En attendant mieux, il achevait d'organiser le sénat établi par son père à Carignan sur le modèle des parlements français; il ranimait l'agriculture et le commerce, et fortifiait Turin, ville italienne; il composait lui-même un parallèle entre les grands hommes anciens et modernes, écrivait son *Grand héraut*, compilation d'armoiries, et commençait à fonder la puissance militaire de son petit État. Ferdinand de Toscane, trop heureux de voir monter sur le trône de France Marie d Médicis, n'avait pas tenu longtemps rigueur à Henri IV Au nord et au midi de l'Italie, les Milanais et les Napolitains eux-mêmes commençaient à s'agiter sous le joug de fer de l'Espagne.

Il n'y eut alors qu'une tentative dans le royaume de Naples, et ce fut une de ces révoltes isolées, étranges et folles, si fréquentes dans la péninsule et que le malheur seul explique.

Un dominicain, Thomas Campanella, penseur profond, s'il n'eût été encore plus grand rêveur, s'arracha tout à coup à ses élucubrations philosophiques et à ses songes pour appeler, nouveau Savonarole, ses compatriotes à la liberté. Il croyait, sur la foi de l'Apocalypse, que le dix-septième siècle devait être en Italie le signal d'un cataclysme où s'abîmerait la domination espagnole, et il forma le projet de fonder une sorte de république théocratique universelle. Il commença d'abord par soulever la Calabre, sa patrie; des moines, non-seulement dominicains, mais franciscains et augustins, entraînés par son éloquence, se mirent à prêcher les doctrines du nouvel envoyé de Dieu, et soufflèrent sur les cendres mal éteintes des factions napolitaines. Plusieurs évêques même et

quelques barons, suivirent les moines ; une armée, recrutée en partie de bandits, sortit de la Calabre. Le comte de Lemos, vice-roi de Naples, en eût bientôt raison. Les malheureux qui furent saisis périrent dans d'affreux supplices. Thomas Campanella, qu'on regarda comme fou, fut jeté dans un cachot, où il resta vingt-sept ans, et passa de la rêverie d'une république universelle à celle d'un universel saint-empire.

Cette tentative suffit pour mettre sur ses gardes le gouvernement espagnol déjà plein de méfiance. Philippe III, à Rome, excita le cardinal Farnèse, chef de sa faction, contre le pape; les garnisons des présides de Toscane furent augmentées : le gouverneur de Milan, Fuentes, rassembla des troupes pour effrayer toute la péninsule. Il eût peut-être fait davantage, si le roi d'Espagne Philippe III et son ministre le duc de Lerme, satisfaits de maintenir leur domination, n'eussent mis tous leurs soins à éviter une intervention de Henri IV au delà des Alpes.

Paul V ; Charles-Emmanuel Ier de Piémont (1605-1618).

La mort de Clément VIII, en 1605, ralentit encore davantage ce mouvement tout français. Le cardinal Borghèse, Paul V, élu en dehors de toute combinaison politique, préoccupé presque exclusivement des prérogatives de son autorité spirituelle, indisposa contre lui tous les États d'Italie par son ardeur quelquefois intempérante à soutenir ses droits.

On consentit d'abord presque partout à faire des concessions à un pape que l'expérience rendrait sans doute plus traitable. Gênes révoqua une ordonnance qu'elle avait portée contre des assemblées réellement politiques des jésuites. Le duc de Savoie abandonna ses droits sur la nomination litigieuse de plusieurs bénéfices. Le vice-roi de Naples fit demander l'absolution pour le président du conseil qui avait exécuté une ordonnance royale contraire aux prétentions pontificales dans le royaume.

Mais, à Venise, la cour de Rome et le conseil des Dix étaient au prises sur toutes choses : sur les frontières des deux territoires, sur les limites des juridictions temporelle et spirituelle, sur les rapports de commerce et la dîme. Le plus dangereux, c'est que ces conflits exprimaient un antagonisme de théorie beaucoup plus grave. Le Vénitien frà Paolo Sarpi défendait alors avec beaucoup de science et d'ardeur les droits laïques de l'État contre les prétentions soutenues par le cardinal Bellarmin en faveur du pouvoir spirituel; et le doge nouveau, Léonard Donato, était le disciple de ce célèbre jurisconsulte. Le pape éclata enfin à propos de deux ecclésiastiques coupables, arrêtés par la justice séculière; il lança l'excommunication et l'interdit sur la république. Le sénat ordonna à son fidèle clergé de ne point tenir compte des censures et de continuer ses fonctions. Les jésuites et les capucins seuls désobéirent et furent bannis. Paul V, hors de lui, fit des préparatifs de guerre, la république augmenta ses troupes; les deux adversaires cherchèrent des secours, le pape auprès du roi d'Espagne, le conseil des Dix auprès du roi de France.

Les gouverneurs espagnols, en Italie, poussaient Philippe III à la guerre; le parti protestant en France sollicitait Henri IV de l'entreprendre. Les deux rois furent plus sensés. François de Castro et le cardinal de Joyeuse, envoyés en Italie, parvinrent à tout accorder, en 1607, par un compromis. Le doge livra à l'envoyé français, et par considération pour le roi de France, les deux ecclésiastiques coupables; mais il ne renonça à aucun des droits de l'État, et maintint l'expulsion des jésuites et des capucins.

La mort du grand-duc Ferdinand, qui n'eut point dans Cosme II un successeur digne de lui, fut encore une perte pour l'Italie. Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, pratiqua la seule vraie politique nationale; le fils du général de Philippe II se posa même hardiment en prince italien, en adversaire de l'Espagne. En 1609, il embrassa avec ardeur les projets que formait le roi Henri IV, l'année même qui

précéda sa mort. A la tête de ses propres troupes et de renforts amenés par Lesdiguières, il rêvait déjà de s'emparer du Milanais et de le réunir à ses possessions héréditaires érigées en royaume. Un projet de confédération italienne était dans les cartons de la diplomatie française. Mais la mort de Henri IV et l'abandon de la régente, Marie de Médicis, firent tout manquer; il refusait encore de désarmer. « Mes armées piémontaises, disait-il, sont la sauvegarde actuelle de l'Italie. Naples et Milan appartiennent au roi très-catholique ; les embarras de Venise se multiplient; la Toscane est soumise et comme assiégée dans ses possessions; le pape ne se décide pour personne; Gênes, par sa proximité de Barcelone, reçoit en quelques jours les ordres de Madrid. Si je désarme, il n'y aura plus dans la péninsule d'hommes libres et généreux; elle ne contiendra que des traîtres et des esclaves. » Il fallut l'intervention du pape, de Venise, de Cosme II, pour obtenir de Charles-Emmanuel qu'il envoyât au moins son fils Philibert faire quelques soumissions au roi Philippe, en l'année 1611.

A la mort de François de Mantoue, qui n'avait survécu que quelques mois à son père Vincent, en 1612, Charles-Emmanuel Ier tenta encore quelque chose. François n'avait de sa femme Marguerite de Savoie, fille de Charles-Emmanuel, qu'une fille de trois ans, et laissait sa succession à son frère le cardinal Ferdinand. Charles-Emmanuel Ier réclama comme fief féminin, au nom de sa petite-fille, le Montferrat avec la ville de Casal, et, en 1613, occupa hardiment la plus grande partie du territoire qu'il réclamait. Il eut d'abord tout le monde contre lui : l'empereur Ferdinand évoqua l'affaire à son tribunal, le gouverneur de Milan et Cosme de Toscane mirent leurs troupes en mouvement; Venise et la France même lui firent de vives remontrances. Il fit tête à tous; il rappela son ambassadeur de Venise, rejeta la médiation de la France et du pape, reçut vigoureusement le gouverneur du Milanais Mendoza à Verceil, à Asti, attaqua Novare (1614), et vit revenir bientôt à lui ses alliés naturels.

La république de Venise, mécontente que la cour d'Espagne eût protégé les Uscoques, pirates illyriens, à qui elle faisait la guerre, fit alliance avec le duc de Savoie, lui fournit un subside de cinquante mille scudi par mois, et entraîna la régente de France, effrayée de l'union de l'empereur et de Philippe III. Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, passa les Alpes et occupa le Montferrat. Venise enrôla quatre mille Suisses dans le canton protestant des Grisons. Le duc de Savoie et la république firent alliance avec les Pays-Bas. On crut un instant à une guerre générale. Le gouverneur de Milan avait ses troupes sur le territoire de Venise et sur celui du duc de Savoie; le vice-roi de Naples bloquait, avec sa flotte, le golfe de Venise; Cosme II de Toscane envoyait ses armées sur le Pô, à travers les États de l'Église et du duc de Modène.

Le pape Paul V, qui voyait déjà les *mécréants* et les *hérétiques* prêts à se ruer sur l'Italie, adjura les partis de poser les armes, et parvint à tout pacifier. Le roi d'Espagne, Philippe III, redoutait particulièrement la guerre. La régente de France cherchait à l'éviter. Deux accommodements qui prirent le nom de paix de Madrid (1618) conjurèrent l'orage. Le duc de Savoie retira ses troupes du Montferrat, mais en réservant ses droits sur lesquels l'empereur dut prononcer. Venise rendit Gradisca, dont elle s'était emparée, mais obtint le supplice des plus terribles des forbans dont elle avait voulu purger l'Adriatique.

Don Pèdre de Tolède et le duc d'Ossuna; conspiration de Venise; le pape Urbain VIII; la Valteline, Mantoue; maison de Gonzague de Nevers (1618-1631).

Les représentants de la puissance espagnole en Italie, le gouverneur de Milan et le vice-roi de Naples, fort désireux de se faire une réputation aux dépens de la péninsule, entraînaient souvent leur gouvernement plus loin que celui-ci ne voulait, et se trouvaient toujours mécontents quand la paix rompait leur attente. Don Pedro de Tolède et le

duc d'Ossuna cherchèrent à prendre une revanche sur Venise en 1618.

Tout en rejetant les circonstances romanesques du récit de Saint-Réal, on ne peut nier qu'une tentative dangereuse n'ait été faite contre l'indépendance de la république. Un Français, au service de Venise, Jacques-Pierre, homme de main et corsaire très-expérimenté, forma avec quelques autres le projet de soulever plusieurs régiments, de se saisir de l'arsenal et de renverser la république ; l'ambassadeur espagnol Bedmar, le gouverneur de Milan et le vice-roi de Naples, n'y étaient point étrangers. Mais quelques conjurés eurent l'imprudence de se vanter de l'appui espagnol. Un beau matin, le conseil des Dix, par suite de ces indiscrétions sans doute, fit arrêter et mettre à mort plusieurs coupables ; l'ambassadeur Bedmar sortit de la ville, le conseil des Dix ordonna de rendre grâce à Dieu, qui avait sauvé la république, et obtint la révocation du gouverneur de Milan, don Pedro.

Cet échec faillit pousser le vice-roi de Naples, d'Ossuna, à la révolte ; il craignait le sort de don Pèdre ; on le vit affecter tout à coup dans son gouvernement de singulières allures pour un vice-roi d'Espagne. Il se faisait le protecteur du petit peuple contre les nobles ; il abolissait la taxe du pain et d'autres impôts qui pesaient sur le pauvre, et faisait pendre les barons, sans cérémonie, comme d'autres citoyens. Les lazzaroni le portaient aux nues. Enfin il soudoya des troupes étrangères, des Français, des Wallons, séquestra les biens des riches et sonda même Venise et le gouvernement français (1619). Quand on lui parlait de l'envoi d'un nouveau gouverneur : « Je le recevrai, disait-il, avec vingt mille hommes. » Cependant le cardinal Borgia, nommé gouverneur, n'eut qu'à s'emparer par surprise du Castelnuovo à Naples pour faire taire toute cette jactance (1620). D'Ossuna s'embarqua pour l'Espagne, fut magnifiquement reçu d'abord par le roi et par son ministre, et, peu de temps après, jeté dans une prison où il mourut promptement, dit-on, d'une attaque d'apoplexie.

L'Italie ne sut user à propos de l'union et de la pro-

tection de la France que dans l'affaire de la Valteline : encore la France fit-elle la principale besogne.

Au commencement de la guerre allemande de Trente ans, en 1621, les Espagnols du gouverneur de Milan et les Allemands de l'archiduché d'Autriche avaient occupé cette vallée, sous prétexte de secourir leurs coreligionnaires révoltés contre les Grisons. Les deux branches de la maison austro-espagnole se donnaient la main. Le roi d'Espagne pouvait faire passer des troupes en Allemagne au secours de l'empereur, et l'empereur en Italie au secours du roi. C'était un danger terrible pour l'Europe même; Marie de Médicis appuya les représentations du duc de Savoie, de Venise, du nouveau pape Grégoire XV, qui se rappela alors ses devoirs d'Italien au milieu de ses préoccupations religieuses. La Toscane seule, livrée alors par la mort de Cosme II à l'archiduchesse Christine, sa mère, et à l'archiduchesse Madeleine, sa veuve, tutrice du jeune Ferdinand, abandonna la cause commune.

La maison d'Autriche fut obligée de reculer. Une convention faite entre les puissances mit provisoirement la Valteline en dépôt entre les mains du pape (1622), et on négocia. A la mort de Grégoire XV, l'empereur et le roi d'Espagne espérèrent reprendre le terrain perdu. Mais le conclave, justement effrayé, porta au saint-siége Urbain VIII (Matteo Barberini), esprit actif et tout politique comme il n'en avait pas paru depuis quelque temps sur le saint-siége. L'entrée au ministère français du cardinal de Richelieu fut encore plus décisive. Sous cette main vigoureuse, on prit de promptes mesures pour garantir la Valteline de l'ambition autrichienne. Le pape fut moins incertain. Le marquis de Cœuvres, en 1624, occupa brusquement la Valteline. Richelieu conclut (1625) avec l'Espagne la paix de Monzon, qui rendait cette vallée aux Grisons et qui lui assurait la liberté de son culte et l'élection de ses magistrats. Ce fut un premier succès.

Ce pape Urbain VIII était aussi bon prince italien que souverain pontife. Ses actes étaient ceux d'un homme qui médite de grands projets politiques; il entourait de nou-

veaux remparts le château Saint-Ange, élevait une muraille sur le Monte Cavallo, un arsenal sur les terrains de la bibliothèque du Vatican, une manufacture d'armes à Tivoli; il creusait un port à Civita-Vecchia et rassemblait de nombreuses troupes. La mort prochaine du duc de Mantoue, Vincent II, à la fin de 1627, paraissait une circonstance favorable à l'indépendance italienne. Celui-ci allait laisser pour son plus proche héritier le chef de la branche des Gonzague établie en France, Charles, duc de Nevers. Un prince tout Français d'origine et d'éducation devait être salué avec espoir par les Italiens, auxquels il assurait l'appui de la France. Le pape fit venir en secret auprès du duc mourant le jeune duc de Nevers, pour prendre possession du duché, et chercha à garantir encore davantage ses droits en lui faisant épouser une petite-fille d'un des derniers ducs, François IV. Il semblait que l'empereur et le roi d'Espagne, qui n'avaient point été consultés, eussent seuls à se plaindre. On vit trop clairement que la servitude n'avait point guéri l'Italie de ses divisions et de ses rivalités. Les États italiens restèrent ou hostiles ou indifférents à cette affaire capitale.

Le duc de Guastalla et le duc de Savoie réclamèrent l'un Mantoue et l'autre le Montferrat. Le grand-duc de Toscane, Ferdinand II, et Édouard, duc de Parme, depuis 1622, flottèrent irrésolus entre l'Autriche et la France. A Modène, Alphonse III tombait, après la mort de son épouse, dans une noire mélancolie, en attendant qu'il se retirât chez les capucins et laissât sa succession à son fils François. Dans la république de Venise, à la suite de longues querelles entre les *Cornéristes* et les *Zénistes*, entre la bourgeoisie et la noblesse, cinq correcteurs nommés contre l'institution du fameux conseil des Dix (1628) mettaient des bornes à ce pouvoir prompt et secret qui, depuis plusieurs siècles, assurait, mais à un prix terrible, la tranquillité publique.

Le pape Urbain VIII fit tout pour arracher les Italiens à leurs rivalités; mais l'intempérant duc de Savoie cherchait encore querelle à Gênes. Il complotait avec le chef

du peuple Vachero, homme perdu de vices et capable de tout, le renversement du sénat et le massacre des nobles. Au bout de cette conspiration Vachero voyait la couronne de doge, et le duc de Savoie la possession même de Gênes. La conspiration fut découverte, Vachero pendu; et Gênes éleva contre le duc de Savoie cette quatrième enceinte de murailles qui s'étend dans un espace de huit milles du phare à la vallée de Bisagno.

L'intervention de Richelieu, au commencement de 1629, parut seule favorable à l'indépendance italienne. L'apparition de Louis XIII sur les Alpes décida le pape et Venise jusque-là indifférente. Le duc de Savoie lui-même, battu à Suse par les Français, fut forcé de faire cause commune avec les confédérés contre l'Autriche et de revenir à sa politique naturelle. Mais, en se contentant de débloquer Casale, Louis XIII exposa à une grande catastrophe l'Italie, laissée sans défense.

L'empereur, irrité, envoya en Italie, par l'Adda et l'Oglio, une armée de trente-cinq mille hommes. C'était ce qu'il y avait de plus remuant et de plus avide parmi ces féroces soldats que produisait la guerre de Trente ans. « On montrera aux Italiens, disait-on à Vienne, qu'il y a encore un empereur. — Depuis sept ans, ajoutait le champion du catholicisme en Allemagne, Ferdinand II, Rome n'a pas été saccagée. » Venise n'était pas moins menacée; l'ambassadeur espagnol prononçait sur elle le *delenda est Carthago*. Charles-Emmanuel Ier, en retournant à la maison d'Autriche aussi facilement qu'il l'avait abandonnée, consentit tacitement à la leçon qu'on méditait, et qu'il ne prévoyait pas si terrible.

Richelieu en personne, avec une armée conduite par Bassompierre et Schomberg, essaya en vain de détourner le coup : le duc de Savoie l'arrêta aux siéges de Saluces et de Pignerol (1630); et l'armée allemande, arrivée sous les murs de Mantoue, la prit d'assaut le 18 juillet et la mit à sac; elle ne s'en releva jamais. Charles-Emmanuel Ier, cœur vraiment italien, mais esprit intempérant et fantasque, mourut de douleur, laissant sa succession à son fils Victor-Amédée.

L'Empereur et le roi d'Espagne, apaisés par cette cruelle satisfaction, consentirent, en 1631, à la paix de Cherasco. Dans l'état où ils l'avaient mis, ils crurent pouvoir laisser au Français Charles de Nevers son héritage, en détachant seulement quelques indemnités pour les ducs de Savoie et de Guastalla. La maison de Gonzague-Nevers prit possession du duché au milieu du deuil du pays. Le Mantouan avait été tellement désolé par les Allemands et par la peste, le nouveau duc lui-même était dans une telle détresse, qu'il fallut emprunter des troupes à Venise pour occuper les places fortes.

La catastrophe terrible de Mantoue acheva de décourager les Italiens. Urbain VIII lui-même ne songea plus qu'à satisfaire son ambition personnelle. En 1633, à la mort de François-Marie, duc d'Urbin, en vertu d'un certain droit de *dévolution* alors fort en usage, il envahit le petit duché. En vain le duc de Toscane réclama au nom de sa femme, Victoria; les mesures avaient été si bien prises, que les sept villes et les soixante et dix châteaux du duché furent occupés en un clin d'œil. Le pape ne consentit à laisser à Victoria que les biens allodiaux, et, pour affermir sa conquête, conserva tous les priviléges des villes et châteaux, et laissa vivre Saint-Marin même de sa vieille et innocente liberté. La péninsule retomba dans l'indifférence et l'atonie du siècle précédent.

État matériel et moral ; sciences, lettres et arts.

Il n'y eut guère alors non plus de prospérité matérielle ou morale qui pût consoler l'Italie de tant de faiblesse ou d'agitations stériles. Venise faisait encore presque seule le commerce du Levant. Ferdinand II entretenait pendant son règne l'agriculture et l'industrie de la Toscane. Sous lui, on fabriquait chaque année à Florence pour trois millions d'écus d'étoffes de soie, de tissus d'or, d'argent et de serge. Les ducs de Savoie commençaient à faire de leur petit État une puissance toute militaire et italienne. Gênes

onservait encore le commerce des côtes de l'Espagne et celui de l'Afrique.

La capitale des États de l'Église avait encore tous les dehors de la grandeur et même d'une prospérité croissante. Chaque pape mettait sa gloire à éterniser son nom dans un nouveau monument. Une noblesse ancienne, nombreuse, brillante, y rivalisait de luxe et d'éclat : les Savelli, les Conti, les Orsini, les Colonna, les Gaetani. Depuis que les papes avaient cessé de créer des principautés à leurs neveux, pour leur faire partager leur puissance et leur prodiguer les revenus de l'Église, une noblesse nouvelle, les Aldobrandini, les Borghèse, les Ludovisii, les Barberini, surpassaient encore l'ancienne en opulence et même en fierté.

Mais à comparer aux siècles précédents, quelle décadence! Venise, supplantée par les Portugais, n'avait plus le monopole du commerce des Indes; bravée en face même des Lagunes par les Uscoques, elle n'était plus la reine de l'Adriatique. Dans la Toscane, si Florence brillait encore, qu'étaient devenus Pise, Arezzo, Lucques, Pistoie? A Rome, à l'avénement d'Urbain VIII, la dette s'élevait déjà à dix-huit millions de scudi; elle atteignait, à la fin de son règne, trente millions, somme énorme pour le temps; et une population écrasée d'impôts et misérable, des villes ruinées, des campagnes négligées, commençaient à faire un triste contraste avec l'éclat des maisons princières. Des notes des ambassadeurs vénitiens, en 1621, constatent déjà cet état de décadence, qui depuis ne s'est guère arrêtée. Bologne, Ferrare, devaient encore quelque éclat à leurs palais, Ancône à un reste de commerce avec la Turquie, mais les autres villes étaient tombées bien bas; l'*aria cattiva* commençait à faire de la campagne de Rome un désert.

La domination espagnole avait fait pis encore. Elle avait altéré l'humeur nationale, les coutumes traditionnelles de l'Italien. La noblesse commença à se tenir à part; les titres, assez dédaignés auparavant, furent vivement recherchés et appréciés. L'aristocratie n'eut plus aucun intérêt

dans les entreprises de l'industrie et du commerce ; le noble italien, prenant quelque chose de l'hidalgo, se para de titres sonores et ne fraya plus avec ses métayers qu'il avait traités autrefois en vrai chef de famille. Les règles d'une étiquette mesquine et pointilleuse entravèrent tous les rapports sociaux ; les querelles de préséance entre les divers souverains, et entre les nobles à la même cour, devinrent les plus considérables questions politiques. Les mœurs de toute la nation s'en ressentirent. Une frivolité universelle brisa tous les ressorts de l'esprit et du caractère. Ce qu'il y a de plus national, la passion et le plaisir même, perdirent de leur originalité native. L'ardeur et la jalousie, qui poussaient si souvent l'amour en Italie jusqu'à l'héroïsme ou jusqu'au crime, s'éteignirent dans le froid et mélancolique personnage de Sigisbée.

Les sciences, la littérature et les arts répondirent fidèlement à cet état social. Les deux princes les plus éclairés du temps, Ferdinand de Toscane et Charles-Emmanuel Ier, essayèrent de fonder des académies ; mais elles n'étaient occupées, selon la spirituelle expression d'un contemporain, celle de la Crusca même, qu'*à convertir les lances en fuseaux*. La littérature perdit toute généralité, toute unité, toute force, comme la péninsule ; elle ne fut plus animée, comme au temps de Dante et de Pétrarque, d'un souffle national ; la langue écrite elle-même abandonna la grande tradition ; les patois reprirent le dessus comme les municipalités ; les poëtes populaires ne chantèrent plus que dans l'idiome provincial ; le théâtre de l'*Académie* fut abandonné pour les tréteaux de la rue.

Quelques faits témoignent suffisamment de cette décadence générale. En Toscane, l'emploi de la méthode d'observation, appliquée principalement par Galilée à l'astronomie, par Torricelli à la physique, excita les craintes d'un pouvoir effrayé de tout ; Galilée, pour avoir essayé de populariser dans quelques dialogues ses découvertes sur le mouvement de rotation de la terre autour du soleil, fut mandé en 1633 à Rome, devant le tribunal du saint-office, obligé de se rétracter et condamné à une prison

perpétuelle. Il ne dut qu'à l'intervention du duc de Toscane, son élève, l'adoucissement de sa peine.

A plus forte raison la littérature s'éloigna-t-elle de tout sujet profond et sérieux. Le temps des épopées, des grandes histoires, était passé. Un certain Boccalini faisait entendre à l'Italie quelques bonnes vérités, dans ses commentaires à la façon de Machiavel sur les histoires de Tacite : « Si l'Italie, dit-il, considérait quelle est cette paix dont elle se vante, elle reconnaîtrait aisément que ce poison de l'oisiveté n'est pas moins déplorable pour elle que la guerre et les maux de ses voisins. » Mais un peu plus loin, en croyant louer sa patrie, il met le doigt sur la véritable plaie, sur cette politique de faiblesse et d'illusion dont elle expiait alors la funeste habileté. « Ce sont, dit-il, d'habiles marchands que les Italiens, en ce qui concerne leur servitude ; et ils en trafiquent avec tant d'artifices, qu'en s'accoutrant d'un haut-de-chausse à la sévillane ils donnent à croire que les voilà devenus de bons Espagnols, comme ils se font prendre pour d'excellents Français en se mettant au col une fraise de Cambrai. Mais, lorsque enfin on veut en venir aux résultats, ils vous montrent plus de dents que n'en ont cinquante bottes de scies. » L'illusion est dans les derniers mots, la vérité est frappante dans les premiers.

A part ce Boccalini, les auteurs du dix-septième siècle, repoussant loin de leur pensée ces vérités dangereuses, faisaient de la littérature un jeu d'esprit, du style une affaire d'harmonie et d'images. La pensée n'arrivait plus au jour que travaillée, défigurée, sous la forme d'une pointe. L'idée, le concept (*concetti*) n'était plus qu'un jeu de mots. Guarini, dans son *Pastor fido*, drame pastoral délayé en six mille vers, avait ouvert la voie à la fin du siècle précédent. Marini, le grand corrupteur du goût italien, dépensa dans son poëme d'*Adonis* toutes les ressources d'une imagination sans vergogne et toute l'intempérance d'un esprit sans mesure. Alexandre Tassoni, dans la *Secchia rapita* (le Seau enlevé), ne trouva qu'une matière à plaisanteries souvent bouffonnes. François Braccio-

lini, dans *lo Scherno degli Dei* (la Moquerie des Dieux), traîna dans la boue de la Toscane les dieux de l'Olympe, sans garantir des éclaboussures l'Église catholique. La poésie se sentant épuisée, faute d'aliments, appela la musique à son aide, et devint comme sa servante dans l'opéra, seule création originale peut-être du dix-septième siècle; encore l'opéra ne fut-il guère, avec Ranucci et Apostolo Zeno, qu'un art dans l'enfance.

Le génie des Italiens ne se fit jour, dans ce triste siècle des *seicentisti*, que là où on lui laissa la licence, dans les époques de carnaval et dans la *Comedia dell' arte*, ce véritable carnaval de l'art dramatique. A Rome, à Venise, à Milan, à Naples, les fêtes de la folie prirent alors un grand développement et atteignirent leur perfection. Quand sonnait enfin la courte trêve de ce long jeûne de la liberté, l'imagination italienne, avec toutes ses ressources, avec toute sa vivacité, prenait une éclatante revanche. Quelques-uns de ces personnages qui survécurent au carnaval constituèrent même la *Comedia dell' arte*, ou comédie populaire, et des types ambulants, Pantalon, le naïf marchand; Balanzoni, le procureur; Spavento, le capitan espagnol; Brighella, l'intrigant, et les célèbres Arlequin et Polichinelle, conservèrent souvent le privilége d'une originalité tous les jours plus rare.

Dans les arts plastiques, les artistes, grâce à une profonde connaissance de la pratique, laissèrent encore d'étonnantes productions, quoique d'un ordre inférieur. Hommes de main avant tout, faisant facilement et vite, ils suppléèrent à l'inspiration par la recherche, et s'écartèrent de la simplicité pour tomber dans le mauvais goût. Bernini, architecte, peintre, sculpteur, comme avait été Michel-Ange au siècle précédent, entoura la place Saint-Pierre de cette merveilleuse colonnade qui fait un si digne vestibule à la première église du monde; mais il nuisit considérablement à l'effet intérieur de la coupole en y élevant un lourd maître-autel composé de colonnes torses surchargées de franges, de festons, de volutes, et qui est comme un petit temple dans le grand. Après lui Boro-

mini, dans l'architecture, commença à briser les lignes, à bouleverser, à superposer les ordres comme dans Saint-Jean de Latran et dans la façade de Sainte-Agnès.

Dans la peinture, on voyait finir alors les grands artistes religieux suscités par la recrudescence catholique de la fin du siècle précédent, les Carrache, le Dominiquin, le Guido. Après la *Judith* du premier et les *Apôtres* du second, le Guerchin, peintre d'humeur pacifique et bon croyant, suivit cette voie dans son *Agar*, son *saint Jérôme*, son *Annonciation.* Mais le mépris de la règle et de la tradition, la libre allure, la fantaisie, la touche facile et expéditive surtout, furent le caractère général de ses contemporains et de ses successeurs. Michel-Ange-Caravage donna plus particulièrement dans le bizarre, l'Albano dans l'afféterie, le chevalier d'Arpino dans l'idéal; un peu plus tard Salvator Rosa, peintre et poëte, dans le fantastique; Giordano dans le gigantesque; tous cependant avec une incontestable habileté.

Innocent X; Masaniello; lutte de la France et de l'Espagne en Italie (1635-1639).

Le cardinal de Richelieu, en 1635, tâcha d'arracher décidément l'Italie à son apathie, et de l'enlever à la domination espagnole. Il avait dompté en France la noblesse et le parti protestant; il prenait maintenant la conduite de la guerre de Trente ans et entrait en lutte contre la maison austro-espagnole. La délivrance de l'Italie était le coup le plus sensible qu'il pût lui porter. Il voulut former une ligue de tous les États indépendants contre l'Espagne. Malheureusement Urbain VIII était encore dans le plus grand découragement; et tous les princes italiens, persuadés que la France n'avait que des vues intéressées, ne songèrent au milieu de la lutte qu'à leurs petites haines et aux objets de leur mesquine avidité.

Richelieu, pour la conquête du Milanais, ne put réunir, par le traité de Rivoli, que les ducs de Savoie, de Parme et de Mantoue. Le gouverneur du Milanais, marquis de

Léganès, n'eut qu'à mettre le pied (1637) sur le territoire de Plaisance pour désarmer le faible Édouard de Parme. L'année suivante la mort le débarrassa de ses deux autres ennemis, Charles Ier de Gonzague, duc de Mantoue, et Victor-Amédée de Savoie. La veuve du premier, Marie, ne cherchant qu'à assurer à son fils une succession si contestée, se mit immédiatement sous la protection de la cour de Madrid; la seconde, Christine, princesse toute Française, eut assez à faire de défendre son fils contre ses deux frères, Thomas et Maurice, l'un soldat au service de l'Espagne, l'autre cardinal dévoué à l'Autriche.

Le marquis de Léganès, ainsi favorisé, envahit le Piémont et marcha au-devant de l'armée française, conduite par le cardinal La Valette. La duchesse de Savoie fit au moins preuve d'un grand courage: assiégée dans Turin par ses deux frères qui avaient déjà saisi Ivrée, prise entre les Espagnols et les Français, elle refusa des secours de ses ennemis et de ses amis, pour ne point compromettre l'avenir de son fils (1639). La tentative de Léganès sur Casale, dans le Mantouan (1640), secoua un instant l'indifférence de l'Italie. Le pape et Venise menacèrent d'envahir le Milanais; le général français d'Harcourt en profita; il prit Chiari et délivra Turin et Casale. Mais c'était tout ce que voulaient Urbain VIII et la république; ils cessèrent ensuite d'appuyer la France.

Le pape trouva plus urgent de se saisir de Castro sur le duc de Parme, pour garantir ses créances. Édouard, excommunié pour ses réclamations, envahit le territoire de Rome et n'eut pas de peine à réunir contre le pape les Médicis, les d'Este et Venise. Rome fut assiégée aux applaudissements des Espagnols, qui ne pardonnaient point à Urbain ses velléités d'indépendance, et le péril fut si grand que le pape toucha aux réserves amassées par Sixte-Quint au château Saint-Ange (1642).

Le gouvernement français parvint à terminer ces divisions, aussi funestes à l'Italie qu'à ses propres intérêts. En 1643, il fit la paix entre la duchesse régente de Savoie et ses deux frères, qui reçurent en apanage les deux villes de

Nice et d'Ivrée. En 1644, il obtint du pape l'absolution du duc de Parme, à la condition que celui-ci donnerait de bonnes garanties à ses créanciers. C'était un acheminement vers une ligue générale contre l'Autriche; la mort d'Urbain VIII la fit encore échouer. Le parti espagnol parvint à porter au saint-siége Innocent X (Pamfili), dont le premier soin fut de faire rendre gorge aux Barberini, partisans français, et de les jeter en exil. Le cardinal Mazarin, successeur de Richelieu, fut obligé comme celui-ci d'user de violence pour pousser les Italiens contre les Espagnols. Il n'avait plus rien à gagner au Nord, où le Piémont était tout à fait débarrassé des troupes de Léganès; une flotte française, armée à Marseille, vint agir sur le centre. Le grand-duc de Toscane, toujours porté pour l'Espagne, fut forcé de signer un traité de neutralité; le pape, sous les mêmes menaces, rappela les Barberini et donna un chapeau de cardinal à la maison d'Este, bien disposée pour la France. L'île d'Elbe, Piombino et Porto-Longone, dans les *Présides*, furent arrachés aux Espagnols.

Deux révoltes, qui éclatèrent tout à coup (1647) contre la monarchie espagnole, faillirent encore plus l'ébranler.

Philippe IV, tenu en haleine par la France, était obligé de beaucoup demander à ses sujets; les vice-rois, pour se faire bien venir, mettaient taxes sur taxes en Sicile et à Naples. Bientôt le mécontentement fut général; et comme on comptait sur les secours de la France, on s'enhardit à passer du blâme à la révolte. Palerme d'abord, toujours la première quand il s'agit de secouer la domination étrangère, se souleva. Le peuple assiégea les hôtels de la douane et de la monnaie, brûla les registres, et, sous un certain Giuseppe d'Alesio, batteur d'or, résolut d'établir un gouvernement populaire, et de soulever le reste de l'île. D'autres mouvements eurent lieu à Catane, à Termini, à Agrigente; mais Messine refusa de prendre part au soulèvement qui fut bientôt cerné dans Palerme. Giuseppe d'ailleurs, renié déjà par quelques-uns des siens dont il comprimait les violences, et calomnié par les

Espagnols qui l'accusaient de liaisons avec les Français, fut mis à mort par ceux qu'il avait conduits contre leurs maîtres.

A Naples le soulèvement alla plus loin. La Sicile était heureuse sous ses vice-rois, en comparaison du royaume de Naples. Tout était taxé depuis longtemps, la viande, le vin, le poisson, la farine. La roue et le gibet faisaient justice des plus récalcitrants, et les cadavres des suppliciés coupés en morceaux étaient encore cloués aux portes de la ville pour servir d'exemple. Le nouveau vice-roi, duc d'Arcos, non-seulement augmenta les gabelles, mais imposa aussi les fruits et les légumes qui avaient été oubliés. Quand on lui représenta la misère des habitants : « Qu'ils vendent leurs femmes et leurs filles, dit-il, et qu'ils payent leurs dettes. » Le mécontentement passa des bourgeois à quelques membres du clergé et de la noblesse; il descendit jusqu'aux lazzaroni eux-mêmes, obligés de renoncer à leur douce indolence pour satisfaire le fisc; et des rixes avec les agents du vice-roi éclatèrent presque chaque jour, au commencement de l'année 1647.

Parmi les agitateurs on remarquait Genovino, employé destitué, un frère carme, et surtout un pêcheur, Thomas Aniello d'Amalfi. Ce dernier ne s'était fait connaître d'abord que par les bons mots dont il assaisonnait dans les rues le débit de sa pêche; mais depuis que sa jeune femme avait été condamnée à une forte amende pour avoir passé en fraude un bas rempli de farine, il se mêlait à tous les groupes et poussait à l'émeute; une première fois, sous couleur d'un jeu fort en vogue, Mazaniello, comme on l'appelait familièrement, rassembla une bande de jeunes lazzaroni, armés de roseaux et de harpons, et les fit défiler devant le palais du vice-roi en adressant des railleries et des défis aux nobles. Le jeu devint bientôt plus sérieux.

Le 7 juillet 1647, un marchand de figues appréhendé par les agents du fisc jetait ses fruits dans la poussière pour ne pas payer l'impôt; la foule commençait à s'ameuter; Mazaniello arrive avec une troupe armée de bâtons, chasse les collecteurs, aux cris de : « Vive le roi d'Espagne !

mort au gouverneur! » Il va piller le bureau des receveurs et brûler les registres; l'*eletto* s'interpose pour apaiser le tumulte; le peuple le repousse à coups de pierres au cri de *vive Mazaniello*. Le vice-roi, arrivé sur le théâtre des événements, est à son tour menacé, poursuivi dans l'église de Saint-François de Paule et obligé de promettre de diminuer les impôts. Mais il s'enfuit pendant la nuit dans le Castel-Nuovo et transforme l'émeute en révolution. Genovino fait remarquer que peuple révolté est peuple pendu, s'il ne s'assure l'impunité. La bourgeoisie se joint au peuple pour redemander les bonnes coutumes du temps de Charles-Quint. Mazaniello arme ses bandes, ouvre les prisons, attaque les Espagnols, se rend maître de la ville, et resserre étroitement dans son château le duc d'Arcos. Sous prétexte de traiter avec le chef du mouvement, le duc de Montaleone et son frère Caraffa pénétrèrent en vain dans la ville à la tête de trois cents bandits, attaquèrent Mazaniello, tirèrent sur lui et le manquèrent; le peuple furieux pendit Caraffa qui s'était laissé prendre et nomma Mazaniello capitaine général. Les brillantes promesses n'agirent pas davantage sur le pêcheur, qui refusa au prix de deux cent mille ducats de se séparer de ses frères. Il organisa la ville par quartiers ayant chacun son capitaine; chassa les nobles qui ne voulurent pas s'enrôler et fit arborer partout un drapeau avec l'image de saint Janvier, du roi d'Espagne, et les armes du peuple, pour témoigner de son respect pour la religion et pour le roi en même temps que des volontés populaires[1].

Le duc d'Arcos fut obligé de céder; le 13 juillet, il proposa de rétablir toutes les immunités reconnues au temps de Charles-Quint, et d'accorder au peuple des suffrages égaux à ceux de la noblesse dans la nomination aux magistratures municipales; le pêcheur d'Amalfi, investi des pleins pouvoirs du *très-fidèle peuple* de Naples, vêtu d'un riche costume espagnol que l'archevêque l'obligea d'en-

1. Voir l'histoire développée de Mas-Aniello dans nos *Tribuns et Révolutions en Italie.*

dosser, se rendit à cheval au milieu de l'enthousiasme des lazzaroni, auprès du vice-roi, pour dresser le traité. Avant d'entrer dans le château il recommanda au peuple de garder ses armes, de mettre le feu au château, s'il tardait trop à se montrer, et de lui faire la grâce d'un *ave Maria*, s'il ne revenait pas. Le traité signé, il le rapporta, le lut, le commenta lui-même au milieu d'une cérémonie solennelle devant les portes de la cathédrale. Le diplôme régulier de capitaine général lui fut délivré comme garantie du traité; il refusa cependant le collier d'or de trois mille ducats qui y était joint, résolu à redevenir pêcheur comme devant, aussitôt que la ratification serait arrivée d'Espagne.

Mais cette succession rapide d'événements, ce brusque passage d'une pauvreté honnête et gaie à la richesse, et de la révolte à un triomphe inouï, peut-être quelque breuvage, s'il faut en croire la tradition populaire, altérèrent promptement la raison du capitaine général. Exposé aux tentations et aux flatteries perfides de quelques-uns, aux résistances et à la jalousie des autres, condamné à l'exercice d'un pouvoir qui ne lui convenait pas, il se montra tout à coup violent dans ses répressions, fier dans ses exigences, extravagant dans toute sa conduite, et le peuple même s'éloigna de lui. Frappé davantage encore par cet abandon, Mazaniello se comporta comme un insensé; il jetait des poignées de sequins à la mer et s'écriait : « Je suis le monarque universel et je ne suis pas obéi. » C'était là où on l'attendait. Quelques assassins surprirent le malheureux comme il venait de recevoir la communion dans le couvent del Carmine; ils le tuèrent à coups d'arquebuse et portèrent sa tête au palais du vice-roi, au milieu des applaudissements ou de l'indifférence de ce peuple quelques jours encore auparavant ivre de sa personne.

Mazaniello mort, le vice-roi eut le tort de croire tout fini; le rétablissement de la taxe du pain rappela bientôt au peuple celui qu'il avait perdu. La foule en masse se porta au lieu infâme où l'on avait jeté le corps de celui qu'elle avait idolâtré; elle l'en tira, le promena par la ville, força le clergé, les troupes, les gens du vice-roi, à l'accom-

pagner, et chanta dignement l'*ave Maria* qu'il avait demandé. Le bruit se répandit même que la voix de Mazaniello s'était fait entendre, et que sa main avait béni en signe de remerciements. Au sortir de la cérémonie on se porta contre le palais du vice-roi; la bourgeoisie donna cette fois pour chef au mouvement François Toralto, seigneur populaire et plus expérimenté. Le vice-roi gagna du temps jusqu'à l'arrivée de don Juan. Celui-ci n'obtint pas davantage en tournant ses canons contre la ville. Les Espagnols furent deux fois repoussés, et les Napolitains résolurent de secouer tout à fait le joug de Philippe IV. François Toralto, qui ne paraissait pas assez décidé, fut tué. Un armurier, Gennaro Annese, qui s'était distingué dans la défense de la ville, fut nommé capitaine général. Les emblèmes espagnols furent arrachés, la république proclamée; Annese appela à la révolte les autres villes d'Italie, et convoqua leurs députés à Naples pour y prendre des résolutions communes, et imiter l'exemple récent des Hollandais.

Ce mouvement arrivait à souhait pour seconder les desseins de la France. Mazarin était déjà parvenu à entraîner le pape dans son parti, en gagnant sa belle-sœur Olympia Maidalchina, qui gouvernait alors despotiquement la cour pontificale. Il décida le duc de Modène par la promesse d'un subside et de quelques secours contre le gouverneur de Milan. En Savoie, où la duchesse évitait de trop se compromettre vis-à-vis de l'Espagne, il chercha à assurer l'influence au prince Thomas qui lui était maintenant dévoué; enfin, il envoya des secours aux Napolitains et leur fit agréer comme chef le duc de Guise, dont la famille avait toujours eu des prétentions sur le royaume de Naples.

Henri de Guise, déclaré général de la *république royale* de Naples, se rendit au milieu des Napolitains, assez mal accompagné, mais annonçant l'arrivée de nombreuses troupes françaises. C'était le moment où Mazarin faisait avec l'empereur d'Allemagne la paix de Westphalie. La cour de Madrid restait seule en face de cette ligue formidable. Rien cependant ne réussit; l'ambition et la jalousie

divisaient les ennemis de l'Espagne. Les nobles à Naples s'étaient prononcés contre le mouvement, en haine d'Annese. Guise ne travaillait que pour gagner la couronne de Naples; l'ambassadeur français, qui s'en doutait, ne lui prêtait qu'un faible appui. Gennaro Annese se défiait et de Guise et de l'ambassadeur, qui cherchaient à s'appuyer sur la noblesse; plutôt que de voir succomber la république sous leurs intrigues, il penchait à retourner à l'Espagne. Mazarin, enfin, au moment où il aurait pu tourner son attention vers les affaires d'Italie, vit éclater la guerre civile de la Fronde.

Le comte Ognate, nommé vice-roi à la place du duc d'Arcos, mit habilement à profit les divisions de l'ennemi. Il gagna par des concessions Gennaro Annese et son parti, battit dans une sortie le duc de Guise auquel Annese ferma les portes de la ville, et, une fois maître du fort Torrione del Carmine, ne ménagea plus rien. Il rétablit en effet, à quelques adoucissements près, le despotisme traditionnel de l'Espagne, prononça, malgré l'amnistie, un grand nombre de confiscations et d'exécutions dont Gennaro Annese fut victime lui-même, et reçut vivement Thomas de Savoie, arrivé pour soutenir le mouvement quand tout était fini.

Toute la conspiration contre l'Espagne fut frappée, par contre-coup, dans le reste de la péninsule. Le duc de Modène, François, qui avait d'abord attaqué le gouverneur de Milan, demanda la paix, et reçut garnison espagnole. A Rome, une autre dona Olympia, épouse de Camillo, fils de Maidalchina, rivale de sa belle-mère, ramena dans le parti espagnol un pape toujours prêt à subir un joug singulier, surtout à la cour pontificale. Dans la Savoie, Christine, en dépit de Thomas, assura le pouvoir à son fils majeur, Charles-Emmanuel II; le duc Ferdinand de Toscane aida les Espagnols à reprendre Piombino et Porto-Longone, en échange de la ville de Pontrémoli qu'il convoitait depuis longtemps (1651). Enfin le gouverneur de Milan, Caracena, en 1653, entraîna décidément Charles II, de Mantoue, dans le parti espagnol, et s'empara avec lui

de l'importante place de Casale toujours occupée par une garnison française.

Mazarin ne put agir en liberté contre l'Espagne que lorsqu'il fut délivré de la guerre de la Fronde. En 1654, Olympia Maidalchina, plutôt, il est vrai, par haine contre sa belle-fille que par amour pour les Français, ourdit de nouvelles intrigues et reprit le pouvoir. En 1656, Guise, à la tête de quelques vaisseaux rassemblés dans la Provence, surprit Castellamare, et tenta d'emporter Naples. Mais les victoires de Turenne, dans les Pays-Bas espagnols, firent bien plus, sinon pour renverser la domination espagnole, au moins pour rétablir l'influence française dans la péninsule. En 1658, Mazarin protégea le duc François de Modène, avec une armée mise sous les ordres de Thomas de Savoie, contre le gouverneur de Milan, le duc de Mantoue et l'empereur lui-même. En 1659, à la paix des Pyrénées, il fit rendre au duc de Savoie Verceil ; il obtint le pardon du duc de Modène, régla entre les Farnèse et le saint-siége l'affaire toujours pendante de Castro, et exigea une amnistie pour les délits politiques dans le royaume de Naples. L'Italie, à part ces faibles concessions, ne gagna pas plus cependant aux traités qu'à la guerre.

Alexandre VII et Clément IX ; Charles-Emmanuel II de Piémont et Ferdinand II de Toscane ; guerre de Candie (1656-1675).

A la mort de Mazarin, tout était prêt pour donner, avec Louis XIV, un grand règne à la France. Celle-ci n'avait même plus besoin de l'Italie pour être puissante. C'était un danger pour la péninsule. Les souverains de l'Italie ne parurent pas s'apercevoir des changements qui se préparaient en Europe.

A la mort d'Innocent X, en 1656, un nouveau parti formé des cardinaux qui ne voulaient écouter que leur conscience, l'*escadron volant*, comme on l'appelait, en se portant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, força les partis espagnol et français à renoncer à leurs prétentions et fit

élire le cardinal Chigi, recommandable par sa vertu et son mérite, qui prit le nom d'Alexandre VII.

Le nouveau pape parut d'abord marcher dans la voie que lui indiquait suffisamment son élection. Il interdit à ses neveux de venir à Rome, il prit pour secrétaire l'historien, tout romain, du concile de Trente, Pallavicini, aussi ennemi de l'ambition temporelle des papes que défenseur ardent de la suprématie spirituelle du saint-siége. Il laissa le soin des affaires temporelles à la *congrégation d'État* et fixa les conditions d'entrée et d'avancement dans les fonctions publiques. Mais bientôt il démentit les premières espérances qu'il avait fait concevoir; il combla ses parents de biens et laissa son propre frère s'enrichir en vendant la justice dans le Borgo. L'austère Pallavicini interrompit la biographie du pape à la vue des scandales dont il avait d'abord espéré la fin, et une opinion très-défavorable au gouvernement ecclésiastique commença à se répandre en Italie.

La dette de l'État, toujours augmentée par les emprunts, s'éleva à cinquante-deux millions d'écus; l'administration fut plus mauvaise que jamais et la misère croissante. Les plaintes montèrent jusqu'au saint-siége : « Ce sont là des fléaux, très-saint père, » dit le cardinal Sacchetti en s'adressant à Alexandre VII, « pires que les plaies des Hébreux en Égypte. Des peuples qui n'ont pas été conquis par l'épée, mais qui sont venus sous l'autorité du saint-siége par des donations de princes ou par une soumission volontaire, sont traités plus inhumainement que les esclaves en Syrie ou en Afrique. Ce sont de ces choses qu'on ne peut voir sans verser des larmes. » L'esprit catholique, réveillé par le danger à la fin du seizième siècle à la cour de Rome, semblait lui-même entraîné avec le reste à la fin du dix-septième. Pallavicini, le dernier successeur des Baronius et des Bellarmin, mourut négligé; les travaux théologiques furent suspendus; après Girolamo de Narni, on n'entendit plus à Rome de bons prédicateurs.

Une faute du pape Alexandre VII acheva au dehors la déconsidération politique du saint-siége. Contrarié

dans ses desseins sur Castro par la paix des Pyrénées, Alexandre VII affichait un tel ressentiment contre l'ambassadeur français, duc de Créqui, que la garde corse du pape, en 1662, se crut autorisée à faire insulte au représentant de Louis XIV, protecteur naturel alors du saint-siége. Le grand roi demanda impérieusement réparation, et les vaines parades de résistance du pape, qui rassembla des soldats et en passa lui-même la revue sur le Monte-Mario, ne firent que rendre son humiliation plus profonde. Le grand-duc de Toscane rappela le pape au sentiment de la réalité par de tristes et sévères paroles. Alexandre VII fut obligé de licencier sa garde, de faire des excuses à l'ambassadeur, et d'élever une colonne en souvenir de la réparation. Un contemporain put dire avec raison que « le saint-siége, sans un miracle patent, ne se relèverait point de cette faute et de ce châtiment. »

Sous le pacifique duc de Toscane, Ferdinand II, Florence reprit quelque prospérité; il y attira, par ses brillantes fêtes, tous les personnages de marque, et sa cour devint une véritable école de galanterie, où l'on se donna rendez-vous pour y goûter les plaisirs délicats et y apprendre les belles manières. Ferdinand rendit encore à la Toscane un service plus sérieux : Florence, qui avait été le berceau des lettres modernes au seizième siècle, devint le berceau des sciences au dix-septième. Les sciences mathématiques et physiques furent cultivées avec autant d'enthousiasme que l'avait été précédemment la littérature. Toricelli, le disciple chéri de Galilée, fit les premières expériences fondamentales pour l'étude des liquides et des gaz; Borelli réduisit les éléments de l'ancienne géométrie à deux cents propositions, et toucha presque la vraie théorie des comètes; Viviani étudia la résistance et la mesure des solides. Le grand-duc de Toscane lui-même et son frère le cardinal Léopold inventèrent et perfectionnèrent des instruments pour l'étude des phénomènes naturels. Ils mettaient à la disposition des savants un local dans le palais Pitti, et les réunissaient en société sous le nom d'Académie *del Cimento*. Cette louable impulsion, donnée par Ferdinand

aux sciences, n'était peut-être pas alors le plus pressant, surtout le seul besoin de l'Italie. Il chercha cependant aussi à assurer une puissante alliance à son fils Cosme, en lui faisant épouser une princesse française, Marguerite-Louise, fille du duc d'Orléans.

Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel II, fidèle aux exemples de ses prédécesseurs, donna à ses efforts un caractère plus politique. Il continua à tenir une forte armée sur pied. Il jeta à Turin les plans de ces utiles, mais quelquefois monotones monuments qui annonçaient la capitale d'un État réservé à de plus hautes destinées; il centralisa l'administration de son duché, et, pour en réunir les deux parties, commença à faire percer ce beau chemin de la *Grotte*, qui mène de Lyon à Turin par les Echelles.

La république de Venise montra à cette époque que toute puissance, tout héroïsme, n'étaient pas éteints chez elle, mais dans une guerre particulière, qui lui ôta tout pouvoir de songer aux intérêts généraux de la péninsule. Attaquée dans toutes ses colonies, dans l'Adriatique, dans la Dalmatie, par les Turcs, qui voulaient isoler Candie, elle en était venue à demander au pape la dîme des biens ecclésiastiques, à vendre les titres de noblesse et l'entrée au grand conseil (1663). Tous les citoyens firent leur devoir; laïques et religieux, hommes et femmes, offrirent au trésor les trois quarts de leurs bijoux, de leur vaisselle d'or et d'argent. Les Morosini et les Mocenigo ajoutèrent à ces sacrifices, à ces dévouements, toutes les ressources de l'habileté et du courage; à Naxos, à Chio, à Lemnos, à Cos, dans les Dardanelles, au golfe de Lépante, partout dans ces parages, sur terre et sur mer, le sang chrétien et le sang musulman furent versés à flots. Venise eût peut-être accompli contre les Ottomans les plus grands desseins, si elle avait pu compter sur le reste de la chrétienté; mais secourue faiblement, et presque toujours en secret, même par le pape et l'Autriche, elle commençait à sentir qu'elle ne sauverait que son honneur.

Après la mort d'Alexandre VII, Clément IX, homme d'excellentes intentions, quoique manquant un peu d'éner-

gie, élu par l'influence de l'*escadron volant* (1667), tenta de faire de la lutte particulière des Vénitiens contre les Turcs une affaire nationale, chrétienne même.

Cent-trente mille scudi furent envoyés à la république de Venise par le trésor pontifical. Sur les pressantes invitations du pape, le grand-duc de Toscane, les ducs de Savoie et de Modène, Lucques, firent passer de l'argent, des munitions et des soldats à Candie. Clément IX supplia toutes les cours de la chrétienté de tenter quelque chose en faveur de Venise; mais il n'obtint que du roi de France, et encore sous pavillon pontifical, l'envoi d'une flotte insuffisante. Le 27 septembre 1669, la ville de Candie capitula et Venise fit la paix. La chute de cette ville chrétienne porta un coup terrible au pape. Il mourut trois jours après en avoir reçu la nouvelle.

Cette guerre de Candie, comme l'insurrection de Mazaniello, ne fut qu'un glorieux épisode dans la terne stérilité du dix-septième siècle. Après de longues discussions entre les Chigi et les Barberini, un vieillard de quatre-vingts ans, Clément X, élu après le désistement des deux partis, donna de nouveau l'exemple de prodiguer ses faveurs et les biens de l'Église à ses neveux. Le duc de Mantoue, Charles IV, qui avait succédé à son père en 1665, héritier des vices de sa famille, continua à dissiper l'argent de ses États en fêtes, perdit, par l'excès de la débauche, l'espoir d'avoir des enfants, et réveilla les prétentions et les intrigues de la maison d'Autriche sur le Montferrat. Après la mort de Ferdinand II, Cosme III était loin d'avoir les mêmes talents. Ennemi des lettres, étroitement dévot, il rompit avec les habitudes libérales de son père; un faste excessif et une piété exagérée changèrent tout le caractère de sa cour. L'académie *del Cimento* se dispersa. Le mariage que le nouveau duc Cosme III avait contracté avec Marguerite-Louise, fille du duc d'Orléans, ne réussit point. La fière et élégante princesse ne cachait point son mépris pour son époux et pour sa couronne ducale. Cosme, méfiant, jaloux, rendait encore ses regrets plus amers. On en vint à une rupture éclatante; pour mettre fin à des dis-

cordes qui cessaient d'être domestiques, la grande-duchesse quitta la Toscane et alla s'enfermer dans un couvent à Montmartre; fâcheuse cause de dissentiment entre la cour de Florence et la cour de France!

Innocent XI; révolte de Messine; bombardement de Gênes; affaire et ruine de Casale (1674-1700).

Les circonstances extérieures sollicitaient cependant de temps en temps davantage l'attention des souverains de la péninsule. Sous le règne du moribond Charles II, dernier descendant de Charles-Quint, la monarchie espagnole tombait visiblement en décadence; à chaque grand traité de paix, depuis 1648, elle perdait une de ses provinces. La France de Louis XIV, au contraire, couvrait l'Europe de son ombre. Elle était si grande, même, que les autres souverains du continent se liguaient alors contre elle (1674) pour lui arracher la Hollande. Les maîtres de l'Italie ne surent profiter ni de la grandeur de la France, ni de l'affaiblissement de l'Espagne; faute de s'entendre et de se décider à temps pour l'une ou pour l'autre, afin d'en obtenir quelque chose, ils furent victimes de toutes deux.

Le nouveau pape Innocent XI (1675), homme austère et intègre, donna au gouvernement intérieur des États pontificaux une direction hardie et heureuse. Il renonça complétement au népotisme et abolit un grand nombre de places qui n'avaient été créées que pour le besoin des titulaires; il rétablit l'équilibre des finances à la veille d'une banqueroute. Mais, dans sa politique extérieure, fidèle au parti qui l'avait élevé, il aggrava les difficultés de la cour de Rome et du gouvernement français. Les autres ambassadeurs étrangers avaient renoncé, à Rome, au droit d'asile, qui était une grande source d'abus. Il poussa trop vivement un souverain qui prétendait servir d'exemple aux autres et non les imiter.

Louis XIV trouva toute l'Italie soumise à l'influence austro-espagnole, quand il voulut la soulever. L'occasion était belle, cependant : les Messinois, pour défendre leurs

vieux priviléges contre leur vice-roi, étaient en pleine révolte depuis 1674. Maîtres de leur ville dont ils avaient chassé les Espagnols, ils leur opposaient une vigoureuse résistance. Louis XIV tenta vainement de rendre l'Italie solidaire de ce mouvement : l'envoi, en 1675 et 1676, d'une flotte considérable sous le commandement de Duquesne, trente millions dépensés dans cette entreprise, la promesse faite aux Siciliens de les laisser libres de se choisir tel roi national qu'ils voudraient, enfin les trois victoires de Stromboli, d'Agosta et de Palerme, n'y firent rien. L'Italie resta neutre ou hostile, comme le pape. Cosme III ne voulait plus rien avoir à démêler avec cette cour qu'il connaissait trop par sa femme Marguerite-Louise. Après la mort de Charles-Emmanuel II, la Savoie était gouvernée par une femme, sous la minorité de Victor-Amédée II. Louis XIV finit par abandonner la courageuse cité aux ressentiments et aux vengeances de l'Espagne, sans rien stipuler pour elle à la paix de Nimègue, signée en 1678.

L'Italie ne sut pas davantage opposer l'Autriche aux ressentiments de la France. En 1679, Louis XIV, profitant des craintes que la maison d'Autriche inspirait à Charles IV de Mantoue, entamait des négociations avec lui pour se faire livrer l'importante place de Casale. Le cabinet autrichien, pour défendre l'Espagne et rendre quelque vie politique à l'Italie, proposa aux États italiens de former une ligue. Il ne fut point écouté. Le pape resta comme auparavant brouillé avec Louis XIV, à propos du droit de franchise et de quelques autres difficultés ecclésiastiques, mais sans rien entreprendre contre lui. Le jeune duc de Savoie, Victor-Amédée, et le duc de Toscane, se laissèrent fasciner par Louis XIV. Le duc de Modène, comme celui de Mantoue, oubliait les intérêts de l'Italie dans les plaisirs publics et secrets de l'opéra, qui faisait alors fureur en Italie. Venise ne songeait qu'à prendre une revanche sur les Turcs ottomans. L'Italie endormie vit sans s'émouvoir le duc de Mantoue autoriser le général français Catinat à mettre garnison dans la citadelle de Casale (1681). Les princes renoncèrent même à user de cette vieille politique

de bascule dont, après tout, la péninsule avait toujours été la victime. Arrivés au dernier degré de l'affaissement, ils parurent vouloir attendre le dernier coup sans s'inquiéter s'ils le recevraient de la France ou de l'Espagne.

Gênes et le saint-siége seuls, ostensiblement fidèles à l'Espagne, portèrent la peine de la neutralité des autres États. Les Génois cherchaient à gêner l'approvisionnement de la citadelle de Casale. Louis XIV demanda des explications et, sur le refus du Sénat, envoya contre la république le marquis de Seignelay. La flotte française vint se ranger devant le port de Gênes, et pendant quatre jours fit pleuvoir sur la ville une grêle de boulets, jusqu'à ce que le doge consentît à aller implorer à Versailles la clémence royale (1684).

Innocent XI, menacé dans sa puissance spirituelle par la déclaration de 1682 sur les libertés de l'Église gallicane, ne cédait pas un pouce même sur le droit d'asile. Louis XIV envoya l'ambassadeur marquis de Lavardin prendre possession de l'hôtel de l'ambassade, à la tête d'une troupe armée; en 1687, il fit saisir Avignon, ainsi que le comtat Venaissin, et abrégea par ces tracasseries les jours du pontife.

La guerre qui éclata l'année suivante, entre la France et l'Europe, ne secoua pas davantage la léthargie italienne. Venise venait de recommencer sa lutte contre les Turcs; après avoir gagné par plusieurs victoires navales Coron, Modon, Lépante, Athènes, Thèbes, elle se croyait sur le point de saisir la Morée, et ne voulait point lâcher prise pour se jeter dans une guerre péninsulaire. Le nouveau pape Alexandre VIII, satisfait de quelques concessions de Louis XIV, qui voulait diminuer le nombre de ses ennemis, se radoucit au moment où sa résistance pouvait être utile. Victor-Amédée seul fit alliance avec les ennemis de la France; mais la petite guerre qui eut lieu en Italie ne fut qu'un épisode de la grande guerre de la ligue d'Augsbourg, qui agita toute l'Europe. La péninsule en connut les misères sans en concevoir aucune espérance.

La première victoire remportée par le général français

Catinat sur Victor-Amédée II, à Staffarde (1690), amena à la suite du général autrichien le célèbre prince Eugène de Savoie, le fléau des armées allemandes et des contributions de guerre. Casale fut assiégée par le prince Eugène et le Montferrat ravagé. Les États de l'Italie, mis à contribution par leur suzerain l'empereur, durent payer : Mantoue, cinq cent mille scudi; Modène, quatre cent quarante mille; Parme, deux cent soixante et dix mille; Lucques, quarante mille; le grand-duc de Toscane, cent trois mille. Louis XIV tenta de profiter du mécontentement causé par ces exigences impériales, pour réunir les princes italiens dans une ligue contre l'Autriche. Le pape Innocent XII, successeur d'Alexandre VIII, homme tout religieux, déclina toute participation au plan proposé, ne recherchant que la paix en Italie pour pouvoir aider Venise contre les Turcs. Le grand-duc de Toscane en fit autant. L'Italie continua à rester désintéressée dans la guerre faite sur son territoire, et en partie défrayée avec son argent.

Catinat, en 1693, remporta la victoire de la Marsaglia sur Victor-Amédée, et fit ravager par une flotte les côtes de la Toscane; le prince Eugène pressa Casale et fit vivre ses bandes aux dépens du pays. Les princes italiens ne bougèrent pas. Tous les fléaux à la fois se déchaînèrent sur l'Italie comme aux plus mauvais jours, sans les toucher davantage. Le Vésuve, l'Etna surtout, jetèrent, comme en sinistre présage, des torrents de feu; plusieurs tremblements de terre désolèrent dans la même année la Sicile, la Toscane, les États de l'Église. Plusieurs princes moururent subitement : François II de Modène, pour laisser son duché à Renaud d'Este; Ranuccio II de Parme, après deux de ses fils, pour faire place à François; le duc de Savoie, Victor-Amédée, tomba malade des fatigues de la guerre; l'héritier du grand-duc de Toscane, des fatigues du plaisir à Venise. Les bandits sortirent de leurs retraites dans les montagnes et se montrèrent hardiment dans les plaines et sur les grandes routes, comme les animaux malfaisants après un orage. Enfin, pour achever l'édifica-

tion de l'Italie, l'empereur d'Allemagne et le roi de France, las de se battre comme sur un cadavre, terminèrent de ce côté leur différend aux dépens de la péninsule. Ils sacrifièrent ce qui ne leur appartenait pas, et détruisirent d'un commun accord la forteresse et les remparts de la place de Casale, principal objet du litige, et l'une des meilleures places fortes du pays (1695). C'était, après Mantoue, la seconde ville qui tombait dans ces agitations stériles.

La paix suivit de près ces misères de la fin du dix-septième siècle. Le duc de Savoie signa, en 1696, avec Louis XIV, un accommodement particulier, que le traité de Riswick, signé l'année suivante entre toutes les puissances, convertit en une pacification générale. Le roi de France rendit au duc de Savoie ses États à peu près intacts, et choisit sa fille aînée pour son petit-fils, le duc de Bourgogne; l'empereur retira ses troupes après avoir, il est vrai, fait payer leur retraite comme leur arrivée. La guerre de Venise et des Turcs se termina aussi, en 1699, et assez heureusement pour la république, qui répara en partie la perte de Candie par des acquisitions en Morée. Le siècle parut se clore pacifiquement. Le pape Innocent XII, avant de descendre avec lui dans la tombe, eut la consolation de célébrer un jubilé de concorde et de conciliation. Paix bien mensongère cependant pour la malheureuse Italie! Elle était à la veille de la mort du roi d'Espagne, qui ouvrait la vaste succession de Charles-Quint, et qui livrait ses plus belles provinces comme un legs à d'avides compétiteurs, comme pour autoriser encore une fois Montesquieu à l'appeler le « caravansérail » des ambitions étrangères.

LIVRE XIV.

L'ITALIE AUTRICHIENNE ET BOURBONIENNE (1700-1789).

Le Milanais et le royaume de Naples passent à l'Autriche (1701-1714). — Création du royaume de Sardaigne pour Victor-Amédée II, le duché de Parme supprimé, Naples passe à un Bourbon, la Toscane à un Habsbourg (1714-1735). — Gênes et la Corse, Saint-Marin (1735-1738). — Guerre de la succession d'Autriche; le duché de Parme rétabli; le royaume sarde agrandi (1740-1748). — Essais de régénération faits par quelques princes. — Le jansénisme et la philosophie française; Léopold I[er]; Tanucci; Firmian; Charles-Emmanuel III (1750-1769). — Venise, Gênes, Rome en dehors du mouvement; Clément XIII; Benoît XIV; abolition des jésuites (1769-1774). — Défauts de la régénération italienne; Joseph II; Ferdinand IV; Victor-Amédée II Pie VI (1774-1789).

Le Milanais et le royaume de Naples passent à l'Autriche (1701-1714).

Le dix-septième siècle a été pour l'Italie le temps du plus profond découragement et des atermoiements indéfinis. L'engourdissement est complet presque voisin de la mort. Entre la monarchie espagnole agonisant avec Charles II, et la France ambitieuse et arrogante sous Louis XIV, la péninsule n'ose concevoir une pensée, former un projet, faire un mouvement, de crainte de rencontrer la mort au lieu de la délivrance. Plongée dans une sorte de sommeil léthargique à peine troublé par quelques

convulsions internes, et par les lésions souvent profondes du fer étranger, elle se plaît et s'endurcit dans cette immobile insensibilité si contraire à sa nature, mais si conforme à son malheur. Au commencement du dix-huitième siècle, l'Italie fut violemment arrachée de son apathique indifférence ; les événements vinrent lui poser plusieurs fois coup sur coup, et quoi qu'elle fît, le problème de sa destinée. Mais, soit impuissance, soit défaut d'énergie, en tout cas, faute d'union et d'accord de la part de ses princes, elle ne sait pas résoudre elle-même la question redoutable, et presque sans elle, et surtout contre elle, l'étranger encore lui octroie son sort tout fait. Son poëte d'alors, Filicaia, put regretter justement de la voir ceinte d'un fer qui n'était pas le sien, combattre avec le bras des nations étrangères pour rester, victorieuse ou vaincue, toujours esclave!

Del non tuo ferro cinta
Pugnare, col bracchi dei straniere genti
Per servire sempre, o vincitrice o vinta!

Longtemps déjà avant la mort du dernier descendant direct de Charles-Quint, Charles II, la diplomatie européenne avait essayé de disposer de la péninsule en tant qu'annexe de la monarchie espagnole. Des traités secrets avaient adjugé le Milanais et le royaume de Naples, tantôt à un prince bavarois, tantôt à un Autrichien, tantôt à un Français. Les souverains de l'Italie n'avaient pas été consultés à ce sujet, moins encore, bien entendu, les provinces, qui étaient sacrifiées aux besoins de l'équilibre européen.

Le dernier testament de Charles II (mort en novembre 1700), qui maintint l'intégrité de la monarchie espagnole, et transporta ses domaines italiens avec tout le reste à un petit-fils de Louis XIV, le duc d'Anjou, ne fut point mal accueilli dans la péninsule. Le pape Innocent XII avait eu dessein de parer aux périls de l'avenir en faisant une ligue des princes italiens, destinée à prévenir les invasions de l'étranger. Son successeur, Clément XI (Albani), renonça à cette idée ; il loua publiquement Louis XIV d'avoir accepté la succession, et écrivit une lettre de félicitations au

nouveau chef de la monarchie espagnole, Philippe V, bien qu'il retardât, comme suzerain, de l'investir du royaume de Naples. Avec le pape, le grand-duc de Toscane, le duc de Savoie, les petits ducs de Parme et de Modène, et les trois républiques, Venise, Gênes, Lucques, reconnurent la domination du Bourbon. Ce qui plaisait surtout aux Italiens, c'est que cela leur paraissait résoudre la question sans secousse, et de plus simplifier encore la position politique de l'Italie. Rien n'était changé : un prince français prenait la place d'un espagnol ; et, puisqu'on faisait litière de l'indépendance, on y gagnait même, l'antagonisme de la France et de l'Espagne se trouvant par là terminé, et le repos de la péninsule assuré peut-être !

C'était une illusion ; l'empereur Léopold Ier réclama en faveur de l'archiduc Charles, prétendant aux couronnes d'Espagne. Le duc de Mantoue, Ferdinand, décida la lutte par une lâcheté. Prévoyant la guerre, et sachant que sa capitale, comme position militaire, serait un des principaux objets du débat, il la livra à Louis XIV pour 60 000 scudi qui devaient bientôt passer entre les mains des courtisanes vénitiennes. Ce fut le signal des hostilités dont l'Italie fut encore le théâtre.

Les Bourbons paraissaient d'abord beaucoup plus à même de s'assurer la succession espagnole en Italie que les Habsbourg. Le seul des princes italiens qui eût pris parti, Victor-Amédée II, s'était déclaré pour la France, avec l'arrière-pensée, il est vrai, de poursuivre avant tout ses intérêts. Assuré par là sur ses derrières, Catinat, déjà maître du Milanais, put prendre possession de Mantoue et de la ligne de l'Adige. L'échec qu'il essuya à Carpi, ceux de Chiari et Crémone, où Villeroi, son successeur, fut surpris et fait prisonnier ; la conspiration des marquis de Pescaire et d'Avalos contre le vice-roi de Philippe V à Naples, n'ébranlèrent pas la puissance des Bourbons (1701-1703). Le nouveau roi d'Espagne, Philippe V, raffermit tout par sa présence. Aux fêtes de Pâques de la même année, il fut reçu avec acclamation à Naples, y remplaça le vice-roi, diminua les impôts et combla la noblesse de faveurs. A Li-

vourne, où il investit le grand-duc de la principauté de Sienne, on le traita comme le vrai souverain; après sa courte visite à son beau-père, le duc de Savoie, à Acqui, il entra triomphalement à Milan, le 18 mai, tandis que le duc de Vendôme battit Eugène à Luzzara, ravitailla Mantoue et reprit une partie des positions précédemment perdues.

Le duc de Savoie, Victor-Amédée II, crut cependant qu'il avait, sinon pour l'Italie, au moins pour lui, dans cette grande guerre, une occasion de se relever. Sa maison s'était déjà agrandie au nord, en allant de l'un à l'autre des grands rivaux qui se disputaient la péninsule. Tout à coup il passa à l'empereur sur la promesse du Montferrat et de plusieurs autres villes. Vendôme, persuadé qu'il ne pouvait longtemps tenir le Milanais avec un ennemi derrière lui, se retourna brusquement contre le défectionnaire, à marches forcées, et s'empara d'Asti et d'Aoste, tandis que la Feuillade conquit la Savoie et prit Verrue, après un siége de six mois (1704). Mais, derrière lui, les impériaux occupèrent le Mantouan, le Modenais, le Parmesan, levèrent des contributions en Italie, et menacèrent même Milan. Vendôme voulut au moins se dédommager aux dépens du duc de Savoie; il mit le siége devant Turin en 1705. Le prince Eugène descendit subitement les Alpes, tourna l'Adige, le Mincio, l'Oglio, rencontra Vendôme sur l'Adda, et perdit au pont de Cassano 3000 hommes, mais sauva Turin.

L'année suivante les Français étaient bien décidés à mettre la main sur cette ville. Vendôme, après avoir repoussé du Milanais l'armée autrichienne, alors privée d'Eugène, gardait l'Adige. Louis XIV fit d'immenses préparatifs; 60000 hommes sous le commandement de La Feuillade, cent quarante canons, quatre-vingt mortiers, investirent Turin. Mais le prince Eugène, revenu à la tête de ses troupes, traversa audacieusement le Pô près de son embouchure, et le remonta encore par la rive droite. Marsin et le duc d'Orléans, envoyés à la place de Vendôme, rétrogradèrent avec lenteur par la rive gauche au lieu de le

prévenir, et lui permirent de donner la main au duc de Savoie, avant que La Feuillade eût achevé l'investissement de la place. Attaqués dans leurs retranchements inachevés, les Français perdirent l'avantage du nombre et éprouvèrent une déroute complète; le duc d'Orléans ne put même effectuer sa retraite sur Casale pour couvrir le Milanais. L'armée française, découragée, se jeta à la débandade sur la route de France, laissant le Piémont au duc de Savoie et le reste de l'Italie à l'Autriche.

Le duc de Savoie rentra dans Chivasso, Ivrée, Verrue, Asti, et ordonna d'élever sur la montagne de Superga l'église que dans sa détresse il avait fait vœu de bâtir à la Vierge. Le prince Eugène n'éprouva pas plus de résistance dans le Milanais; il entra dans Novare, Pavie, Come, Alexandrie, Tortone, et vit venir bientôt même les députés de la noblesse et du peuple de Milan, qui lui préparèrent un vrai triomphe. Le général français isolé reçut de Louis XIV la permission de signer (1707) une capitulation particulière, et revint librement en France en cédant Mantoue, Crémone et le château de Milan.

Il n'y eut plus qu'à se partager les dépouilles. L'empereur Joseph I[er] investit son frère l'archiduc Charles du duché de Milan, et en détacha Alexandrie, Valenza, la Valvezia et la Lomelline, pour dédommager Victor-Amédée de ses pertes dans la Savoie. Il déclara le duc de Mantoue, Ferdinand-Charles, allié des Français, déchu de ses États; adjugea Casale et le Montferrat au duc de Savoie, et réunit Mantoue au Milanais. Enfin le général autrichien Daun reçut ordre de marcher sur le royaume de Naples.

Ce ne fut point une conquête; la population tendit les bras aux envahisseurs. Après la prise de Capoue et d'Aversa, tombées sans coup férir, des députés portèrent au général autrichien les clefs de Naples pour l'archiduc, et ne demandèrent que les priviléges du temps de Charles-Quint. Le peuple brisa les statues de bronze de Philippe V, et les jeta à la mer. De Naples, une flotte partit en 1708 pour Cagliari et détermina la fuite du vice-roi bourbonien de la Sardaigne. L'empereur, bien plus entreprenant que

ne l'avaient jamais été les rois d'Espagne, surprit même dans les présides de Toscane San Stefano, Orbitello, et, se croyant l'arbitre de toute la péninsule, somma le duc de Parme et Plaisance de venir recevoir à Milan l'investiture de son duché; enfin il s'empara de Commaccio dans les États de l'Église.

Le pape sortit, mais trop tard, de son indifférence. Il protesta contre la violation de son territoire, leva des troupes, fut battu, résista jusqu'au dernier moment et ne se résigna à reconnaître pour roi catholique Charles d'Autriche que le 15 janvier 1709, à onze heures du soir, en voyant les Impériaux, comme au temps du connétable de Bourbon, presque aux portes de Rome.

L'Italie, pour s'être abandonnée elle-même, fut livrée comme la rançon de l'équilibre européen, quand on fit la paix à Utrecht, en 1713. L'avénement de l'archiduc Charles à l'empire, en 1711, après la mort de Joseph Ier, reportait sur l'Autriche les craintes inspirées d'abord à l'Europe par la maison de Bourbon. Ce qu'on voulait maintenant, c'était empêcher la maison d'Autriche de réunir, comme au temps de Charles-Quint, l'empire allemand à la couronne d'Espagne. On y parvint en lui livrant la Péninsule. Le pape lui-même, qui avait des prétentions sur des pays dont on disposait, n'eut point à donner son avis. On adjugea à l'empereur ce qui avait appartenu à l'Espagne, le Milanais, Naples et la Sardaigne, sauf la Sicile, qui fut donnée à Victor-Amédée avec le titre de roi, convoité longtemps par ses ancêtres. Victor-Amédée II se hâta de prendre son titre nouveau. Il transmit à son fils celui de duc de Savoie, et alla recevoir solennellement la couronne de Sicile, à Palerme, des mains de l'archevêque. Il croyait avoir beaucoup obtenu, pour lui-même et pour l'Italie, par la formation d'un royaume italien qui tenait une partie des Alpes et de la mer. Mais l'empereur, avant d'accepter à Rastadt, en 1714, le traité d'Utrecht, eut bien soin de prendre encore ses garanties; il se fit assurer la possession des présides dans la Toscane et confirmer celle du Mantouan, qui disparut du nombre des États libres.

Charles VI tint ainsi l'Italie, au dix-huitième siècle, dans une dépendance plus étroite que Charles-Quint au seizième, et la Péninsule ne gagna à la guerre que d'avoir un roi national avec Victor-Amédée II, et de passer, du despotisme épuisé et lointain de l'Espagne, sous l'empire de l'Autriche, encore toute-puissante et toujours à sa porte.

Création du royaume de Sardaigne pour Victor-Amédée II; le duché de Parme supprimé, Naples passe à un Bourbon, la Toscane à un Habsbourg (1714-1735).

Victor-Amédée II, le plus puissant des souverains de l'Italie, éprouva combien cette nouvelle royauté, qu'il devait à une influence étrangère, était précaire.

En l'année 1717, le ministre de l'Espagne, cardinal Albéroni, homme d'une ambition hors de proportion avec les ressources de la monarchie de Philippe V, résolut de remettre en question ce que les traités de Rastadt et d'Utrecht avaient décidé. L'empereur Charles VI et la république de Venise étaient depuis deux ans aux prises avec l'empire ottoman : Charles VI pour les frontières de la Hongrie, la république au sujet de la Morée. Venise perdait presque toute la presqu'île grecque qu'elle avait récemment conquise, et se défendait avec quelque peine dans l'Adriatique et sur les côtes de la Dalmatie. La paix précédente avait laissé des mécontentements et donnait lieu à des difficultés d'exécution. Le pape Clément XI ne pouvait oublier qu'on avait disposé sans son aveu de la Sicile et de la Sardaigne, qu'il regardait toujours comme fiefs du saint-siége; il était engagé dans une lutte très-vive avec le nouveau roi de Sicile, Victor-Amédée, au sujet des limites des deux puissances; enfin les Siciliens, après avoir vu Victor-Amédée quitter Palerme, ne faisaient pas de différence entre ce maître italien et un maître étranger, et les Sardes trouvaient les Allemands plus rapaces encore que les Espagnols.

Tout à coup, en août 1717, le cardinal Albéroni jette sur les côtes de la Sardaigne une flotte rassemblée sous prétexte de secourir Venise contre les Turcs, et s'empare

de l'île en moins de deux mois; l'année suivante, encouragé par ce premier succès, il envoie une autre flotte en Sicile devant Palerme pour maintenir, disait-il, les priviléges de l'île violés par le duc de Savoie: il soulève Palerme, Catane, et prend dans Messine le vice-roi de Victor-Amédée. L'empereur, effrayé, se hâta de conclure avec la Porte ottomane la paix de Passarovitz, dont Venise, son alliée, fit les frais par l'abandon de la Morée (1718), et se plaignit de l'agression d'Albéroni devant les puissances signataires du traité d'Utrecht. Ce fut une occasion pour la triple alliance de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de river les fers de la péninsule.

Les Espagnols furent sommés de vider les deux îles, qui devinrent l'objet d'un échange entre l'empereur Charles VI et Victor-Amédée; l'Autriche réunit les deux parties du royaume des Deux-Siciles, en deçà et au delà du phare, pour pouvoir défendre plus aisément l'île sitôt tombée au pouvoir des Espagnols. Victor-Amédée II échangea le titre de roi de Sicile contre celui de Sardaigne, qu'il était aussi plus à même de garder contre les attaques du dehors. Les Espagnols cédèrent devant les flottes et les armées de la ligue. Après la reprise de Messine héroïquement défendue, le reste de l'île fit sa soumission sur de vagues promesses, et le traité de la quadruple alliance reçut sa pleine exécution par la chute d'Albéroni, en 1720. Palerme fut surveillée par une forte citadelle élevée sur une hauteur voisine. Victor-Amédée II reçut, selon la forme traditionnelle, devant les chefs des trois ordres, le domaine de l'île de Sardaigne, et jura le maintien de ses libertés et priviléges. L'empereur nomma un vice-roi en Sicile, comme il nomma un gouverneur à Milan, un vice-roi à Naples; et l'entreprise d'Albéroni n'eut d'autre résultat que d'affermir la domination autrichienne en Italie et d'affaiblir le nouveau royaume italien, par un échange évidemment désavantageux pour les intérêts de toute la péninsule, mais non pour ceux de la maison de Savoie.

La succession de l'Espagne en Italie était à peine définitivement réglée, que celles du duché de Parme et Plaisance

et du grand-duché de Toscane excitèrent les convoitises et les intrigues. Les Farnèse et les Médicis approchaient de leur fin, et le temps était aux guerres de succession.

François, duc de Parme, n'avait pour héritier qu'un frère, Antoine, âgé de quarante-cinq ans, monstrueusement obèse, qui ne promettait ni longue vie ni postérité, et une fille, Élisabeth, mariée au roi d'Espagne, Philippe V. Le duché devait revenir à Élisabeth, cela ne faisait pas un doute, et l'empereur d'Allemagne était prêt à reconnaître les droits de don Carlos, un de ses fils; seulement, pour contenir les Bourbons, qui rentraient ainsi indirectement en Italie, il prétendait recevoir de don Carlos l'hommage féodal depuis longtemps prêté au pape, et cette prétention blessait à la fois le roi d'Espagne et le saint-siége.

La succession de Toscane était encore plus litigieuse. Jean Gaston, successeur de Cosme III, en 1723, était assez âgé, séparé de sa femme et sans enfants. Deux héritiers se présentaient: une sœur de Gaston, mais tout à fait étrangère, mariée à l'électeur palatin, d'ailleurs sans protection, et la même Élisabeth Farnèse, qui comptait moins sur sa parenté assez éloignée avec les Médicis que sur l'appui de l'Espagne. Mais ces deux titres étaient contestables; le duché de Toscane, selon les termes de la concession, n'avait été donné aux Médicis que de mâle en mâle, et dans Florence, qui croyait revenir bientôt légitimement à son ancienne indépendance, les uns songeaient à rétablir la république, les autres voulaient au moins choisir leur nouveau maître.

Les puissances, qui avaient l'habitude de disposer de l'Italie comme d'une propriété, n'admettaient naturellement point cette prétention de la Toscane à l'indépendance; mais, d'accord en cela, l'Autriche et l'Espagne l'étaient moins sur la prise de possession : Philippe V voulait faire succéder à Gaston, en vertu de son propre droit, et en toute indépendance, un des fils de sa femme, le même don Carlos à qui Parme et Plaisance étaient déjà destinées. L'empereur, qui revendiquait aussi la suzeraineté sur le grand-duché, ne consentait à y souffrir un Bourbon qu'a-

vec le frein féodal de l'investiture. La vieille rivalité de la maison de Habsbourg et de la maison de Bourbon renaissait en Italie sous une forme nouvelle; et la Péninsule, après avoir souffert de l'Union de l'Autriche et de l'Espagne, souffrait maintenant de leur désunion. Le duc Gaston, fort indifférent entre ses prétendants, ne demandait qu'à mourir en paix et à clore sans plus de soucis la dynastie des Médicis.

Il ne le put. La mort du vieil et impotent Antoine de Parme, en 1730, mit déjà aux prises les Habsbourg et les Bourbons.

L'empereur donna ordre au gouverneur de Milan d'entrer dans le duché de Parme et Plaisance pour assurer ses droits de suzerain. Le roi d'Espagne, de son côté, envoya 6000 hommes de troupes, avec son fils don Carlos, dans la Toscane, tous deux en dépit du pape Clément XII et de Jean Gaston, qui ne voulaient point qu'on disposât de leur propriété sans leur aveu. On s'arrangea d'abord sans coup férir à leurs dépens. Don Carlos, voyant déjà Parme et Plaisance au pouvoir des Impériaux, consentit à prêter hommage pour ce duché. L'empereur, en 1732, de son côté, permit à don Carlos de débarquer à Livourne à la tête de ses six mille Espagnols, et, à un mois de distance, celui-ci reçut à Florence, comme prince héréditaire, l'hommage jusque-là prêté au dernier Médicis, et prêta, comme duc de Parme et de Plaisance, serment de fidélité à l'empire.

La question de suzeraineté dans la Toscane était encore pendante. Un événement bien éloigné, l'élection d'un roi de Pologne, ne permit pas qu'elle reçût une solution aussi pacifique. Le cardinal Fleury, ministre de Louis XV, jeté, par l'échec de son candidat, dans une guerre presque européenne, résolut d'en profiter pour soulever l'Italie contre l'Autriche. Selon la coutume, il fit briller à ses yeux l'indépendance. L'ambition d'Élisabeth et de don Carlos ne laissait pas de doute sur la coopération de l'Espagne. Le pape était mécontent; on pouvait compter sur son assentiment. Il fallait entraîner le roi de Sardaigne; la chose ne fut pas difficile.

Deux ans auparavant, ce royaume avait changé de souverain. Victor-Amédée II, soit par mécompte politique, soit par faiblesse domestique, avait abdiqué en faveur de son fils Charles-Emmanuel III. Le jeune souverain était ambitieux. Il fut convenu entre les alliés que don Carlos échangerait Parme et la Toscane, laissées à son frère Philippe, contre les Deux-Siciles, dont il serait investi lui-même aux dépens de l'Autriche, et que le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel, s'agrandirait du Milanais en abandonnant la Savoie à la France. La Péninsule, débarrassée des Autrichiens, recouvrerait une sorte d'indépendance sous des princes étrangers, mais libres.

Au commencement de l'année 1733, on résolut d'agir; au nord, Villars et Charles-Emmanuel envahirent le Milanais et s'en emparèrent promptement sur Daun, obligé de se concentrer dans Mantoue pour y attendre des renforts. Au midi, don Carlos, après avoir chassé le duc de Modène de ses domaines, se jeta, à travers les États de l'Église, sur le royaume de Naples. Sa marche ne fut qu'un triomphe. Les Napolitains le proclamèrent solennellement roi des Deux-Siciles le 10 mai. Capoue et Gaëte, où le vice-roi voulait se défendre, capitulèrent. De Naples, l'année suivante, don Carlos, à la tête d'une flotte considérable, fit voile vers Palerme et y fut couronné avec la même facilité et la même allégresse (1734).

Mais les Autrichiens avaient, pendant ce temps, repoussé deux fois le général français et le roi de Sardaigne à Parme et à Guastalla. Charles-Emmanuel, craignant d'être enfermé entre les Bourbons d'Italie et ceux de France, traitait sous main avec la maison d'Autriche. Enfin, malgré les promesses faites par Louis XV, l'indépendance italienne n'était pas le but de la guerre; le cardinal Fleury, qui ne voulait point donner le Milanais à Charles-Emmanuel, diminua promptement ses prétentions en Italie quand il fut certain d'obtenir quelque chose pour la France. Le traité de Vienne, qui ne parut guère, dans la péninsule, en rapport avec le succès de guerre, ne consacra rien moins que l'indépendance italienne (1735).

L'empereur d'Allemagne laissa à don Carlos le royaume des Deux-Siciles avec les présides de Toscane; mais il conserva le Milanais et échangea les villes de Novare et de Tortone, cédées à Charles-Emmanuel, contre celles de Parme et de Plaisance, au mépris des réclamations de Clément XII. La succession des Médicis, au grand étonnement des Toscans, fut adjugée au duc François-Étienne de Lorraine, gendre de l'empereur Charles VI, en échange de son duché héréditaire qu'il abandonnait à Stanislas Leckzinski, ex-roi de Pologne, et, après la mort de celui-ci, à la France. Ainsi un nouvel État italien, le duché de Parme et de Plaisance, périssait au profit de l'Autriche; la considération politique du saint-siége était encore atteinte; la Toscane tombait entre les mains d'un prince autrichien. Pour toute compensation, le roi de Sardaigne obtenait deux villes; Naples et la Sicile réunies devenaient cependant l'apanage d'un roi sinon italien, au moins national. C'était quelque chose cependant que le midi de l'Italie cessât d'appartenir en propre à l'étranger.

Gênes et la Corse ; Saint-Marin (1735-1738).

L'Italie n'avait pas gagné beaucoup en dignité et en indépendance. Le roi de Sardaigne, tombé tout à fait sous l'influence autrichienne, se tint pour honoré, en 1737, d'obtenir pour épouse une sœur du grand-duc désigné, François-Étienne. Tandis que les Napolitains et les Siciliens saluaient une ère nouvelle dans un roi qui résidait chez eux, les Toscans, à la mort de Jean Gaston, virent avec douleur six mille Allemands prendre possession du grand-duché au nom de François-Etienne. La venue du grand-duc et de son épouse Marie-Thérèse, en 1737, produisit une impression semblable, moins triste encore, cependant, que leur prompt départ. Il fallait se résigner à n'avoir plus de prince résident, plus de cour, mais un simple fondé de pouvoirs.

La république de Gênes avait demandé précédemment les secours de l'Autriche contre les Corses révoltés; elle

s'adressa maintenant au cabinet français contre un aventurier hardi, le baron Théodore de Neuhoff, qui s'était fait fort de délivrer et de défendre les insulaires. Déclaré roi par la grâce *de la très-sainte Trinité et l'élection des très-glorieux libérateurs et pères de la patrie*, celui-ci ne céda que devant les menaces de Louis XV et le débarquement du comte de Boissieux à la tête d'une escadre. Maillebois, successeur de Boissieux, soumit, après son départ, toute la Corse en une seule campagne, en 1739, et les Génois purent déjà prévoir la perte d'une île qu'ils ne pouvaient pas défendre.

Dans les États de l'Eglise, la même année, le cardinal Albéroni montra par une entreprise ridicule la déchéance politique du saint-siége. Le grand ministre qui avait voulu bouleverser l'équilibre européen, chargé d'une légation dans la Romagne, profita de quelques troubles intérieurs dans Saint-Marin pour surprendre la ville avec quelques sbires; il prétendait mettre fin à l'existence de cette vieille et innocente petite république. Clément XII, plus sensé, désavoua son belliqueux légat; après avoir perdu la souveraineté de Parme et de Plaisance, il dédaigna de prendre celle de Saint-Marin; et la petite république, survivant comme par dérision sur le mont *Titanus*, avec son conseil des *Soixante*, ses deux *Capitaines* et son *Arringo* populaire, put porter longtemps jusqu'au dix-neuvième siècle ce mélancolique souvenir d'une antique liberté.

Guerre de la succession d'Autriche; le duché de Parme rétabli; le royaume sarde agrandi (1740-1748).

La mort de l'empereur Charles VI, en 1740, pouvait amener la chute de toute domination étrangère. La monarchie autrichienne, entourée d'ennemis, entre les mains d'une femme, Marie-Thérèse, semblait à la veille de périr. Tandis que chaque puissance s'apprêtait à en saisir un lambeau, la reine d'Espagne, Élisabeth, réclama Parme et Plaisance pour son fils don Philippe; Charles-Emmanuel III, le Milanais pour lui-même. L'action com-

binée des Bourbons d'Espagne et de Naples avec le roi de Sardaigne, sous la protection de la France, pouvait rejeter pour toujours les Autrichiens au delà des Alpes. On chercha encore à entraîner le saint-siége et Venise. C'était, disait-on, l'occasion ou jamais d'expulser totalement les étrangers de la péninsule; le cardinal Albéroni, mieux inspiré cette fois, parla d'une ligue des États italiens.

Mais, en 1740 même, était monté sur le saint-siége Benoît XIV (Lambertini); homme aimable et plein de bonté, il sacrifiait toute sa politique au culte des lettres, comme Benoît XIII, un de ses prédécesseurs, à ses dévotieuses pratiques, et le gouvernement vénitien était toujours décidé, depuis la paix de Passarovitz, de vivre en se faisant oublier; ils répondirent à toutes les offres qu'ils n'avaient pas d'autres pensées que la prospérité de leurs peuples. On pouvait encore agir sans eux. Montemar, à la tête des troupes napolitaines et espagnoles, envahit le Parmesan, et recueillit le duc de Modène, jeté dans le parti des Bourbons par la brutalité du gouverneur de Milan, comte Traun.

Charles-Emmanuel III fit tout manquer. Il craignait autant les Bourbons que les Habsbourg dans la péninsule, et n'espérait pas obtenir des premiers le Milanais, s'il les aidait à s'emparer de la Toscane, de Parme et de Plaisance. Fidèle à la politique qu'il avait déjà suivie, il se fit marchander quelque temps pour gagner à coup sûr, et, après avoir négocié avec les Bourbons, il traita tout d'un coup avec Marie-Thérèse, et s'engagea à défendre le Milanais, Parme et Plaisance, sur la promesse d'une nouvelle cession de territoire (1742). Il voulait manger l'artichaut, ainsi qu'il le disait, feuille à feuille.

Sans le roi de Sardaigne l'affranchissement de l'Italie était impossible. Charles-Emmanuel joignit ses troupes à celles des Autrichiens, dans le Parmesan et le Modenais, tandis qu'une flotte d'Angleterre alliée à l'Autriche vint se ranger devant Naples et força don Carlos à rappeler ses troupes (1743). Le prince autrichien Lobkowitz compromit ce succès par trop d'ambition; en 1744 il traversa les États de l'Eglise pour enlever Naples au Bourbon Charles. Forcé

de sortir de la neutralité, Charles attaqua Lobkowitz à Velletri, le culbuta, et ramena jusquà Bologne les Autrichiens.

Dès le printemps de l'année suivante les Bourbons résolurent de pousser vivement les Autrichiens et les Piémontais. L'Espagnol don Philippe et le Français Maillebois, passant en mars 1745 sur le territoire de Gênes cette fois gagné, débouchèrent par le col de la Bocchetta dans le Montferrat, étendirent leur droite vers Parme et se joignirent aux Espagnols et aux Napolitains de Gages, qui venaient de descendre les Apennins. Le fils de Maillebois attira à lui les Autrichiens; Philippe tomba sur les Piémontais, les écrasa à Bassignano et les rejeta dans les Alpes. Les Autrichiens, menacés d'être pris entre deux armées, évacuèrent Alexandrie, Milan, et se retirèrent derrière le Mincio. Après ce succès décisif, la cour de France proposa le Milanais à Charles-Emmanuel; elle ne demanda pour don Philippe que Parme et Plaisance, pour elle-même que quelques points dans les Alpes. Mais il ne voulut rien entendre, Marie-Thérèse en profita; débarrassée en 1746 de la guerre avec la Prusse, elle pouvait disposer d'une partie de ses troupes. Elle envoya Litchtenstein avec trente mille hommes au secours des Autrichiens retranchés sur le Mincio. Devant ce déploiement de forces, don Philippe, Maillebois et Gages, avec des troupes décimées par la maladie et l'indiscipline, se perdirent par leurs discordes. A Plaisance, ils furent complétement battus, avec perte de douze mille hommes tués ou pris, et sans s'arrêter repassèrent le Var (1746). Gênes elle-même, effrayée du compte qu'on allait lui demander, oublia que la ville était imprenable et ouvrit ses portes en stipulant à peine des conditions.

L'Italie faillit encore payer les frais de la guerre par la chute d'une de ses républiques. Les Autrichiens avaient imposé Gênes à cinquante millions, pillé sa banque, dévasté ses palais. Le doge, le sénat, le grand et le petit conseil des nobles pliaient sous le bâton autrichien, tandis qu'on s'emparait déjà des deux rivières. Mais à la suite

d'une rixe entre des enfants et quelques caporaux de l'armée d'occupation, le quartier populeux de Portoria se souleva tout entier, et l'émeute se répandit dans toute la ville. Le doge, les colléges des nobles, essayèrent en vain d'intervenir : femmes, enfants, vieillards, laïques, prêtres, se mirent de la partie au son des coups rapides et fiévreux du tocsin. Les Autrichiens retranchés dans les trois rues de l'*Aqua verde* furent massacrés; un mortier, transporté à bras d'hommes sur une hauteur qui paraissait inaccessible, plongea sur les Autrichiens réunis dans la place Doria; le cordonnier Bava, le valet d'auberge Jean Carbone, conduisaient le peuple à l'attaque. En cinq jours la ville fut reprise, et Jean Carbone alla remettre les clefs des portes au doge, en le priant de les mieux garder.

Tout l'effort de la guerre se concentra sur Gênes (1747): les Autrichiens bloquèrent la ville avec une flotte anglaise; Louis XV envoya au secours de la république des officiers français, puis le duc de Boufflers. Les intrépides Génois, avec leurs barques, se jouèrent des vaisseaux anglais sur cette mer, qui n'avait pas de secrets pour ses enfants. Boufflers se multiplia sur les fortifications; il mourut de fatigue, et fut encore bien remplacé par le duc de Richelieu. Cette résistance héroïque, qui fit honneur à toute l'Italie, persuada à Marie-Thérèse que c'était assez de garder le Milanais. Le traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, termina la guerre de la succession d'Autriche en Italie.

Don Carlos fut confirmé dans la Sicile, François de Lorraine, empereur et époux de Marie-Thérèse, dans la Toscane, mais à la condition que le duché ne serait point uni à l'Autriche, et qu'un archiduc indépendant en serait bientôt investi. Marie-Thérèse garda le Milanais en cédant à Charles-Emmanuel le haut Novarais et Vigevano, et à don Philippe Parme, Plaisance et Guastalla. Huit années de guerre n'étaient cependant pas entièrement inutiles : le roi de Sardaigne s'agrandissait encore; un duché indépendant était reconstitué; une dynastie de Bourbons, adversaire naturelle de l'Autriche, s'affermissait au midi; une sorte d indépendance était garantie à la Toscane. L'Italie

devait ces améliorations à la politique indépendante, quoique égoïste, du roi de Sardaigne, à l'initiative de ses nouveaux souverains de la maison de Bourbon, à l'héroïsme de Gênes autant qu'à l'appui de la France et de l'Espagne. C'était beaucoup pour elle, au milieu des convulsions de la première moitié du dix-huitième siècle, d'être sortie du tombeau de la monarchie espagnole, et d'avoir gagné des souverains à elle, bien qu'étrangers et imposés par l'étranger. Le premier résultat de ces changements pour la péninsule fut un commencement de régénération dont elle avait grand besoin.

Essais de régénération faits par quelques princes.

L'état dans lequel était l'Italie au sortir des mains agonisantes de la dynastie de Charles-Quint avait vivement impressionné ses nouveaux souverains. Il montrait ce que peut faire, pour le malheur d'un pays, une domination étrangère, qui ne songe qu'à recueillir au jour le jour les fruits de la conquête, sans ce soucier même d'assurer ceux du lendemain.

Depuis un siècle et demi les gouverneurs du Milanais et de Naples, et, à leur exemple, les souverains indépendants, égoïstes ou oppresseurs, sauf de rares exceptions, avaient laissé se perpétuer les anciens abus ou en avaient fait naître de nouveaux. La noblesse et le clergé, particulièrement, avaient été laissés en possession de leurs vieux droits sur la chasse, la pêche, les moulins, les fours, la justice même, et étaient de vrais instruments de domination. De là la situation la plus étrange : des législations, des coutumes anciennes et contradictoires qui, remontant dans le midi aux Normands, aux Hohenstaufen, aux Angevins, ou survivant au nord dans Bologne, Florence, Pise, Sienne, aux institutions républicaines perdues, formaient un inextricable chaos où l'arbitraire trouvait merveilleusement son compte. Les franchises et les juridictions féodales et cléricales entravaient ou faussaient la justice et l'administration; les impôts n'étaient point les mêmes de

pays à pays, de personne à personne; le pouvoir se faisait sentir partout inégalement, mais partout oppresseur. Enfin le-pouvoir du saint-siége, bien plus engagé dans les institutions politiques en Italie que partout ailleurs, venait brocher sur le tout.

Dans les campagnes, les droits de primogéniture, de main-morte, de fidéicommis, le libre pacage, condamnaient la terre à la stérilité; dans les villes, les vieux statuts des corporations et des monopoles récents étouffaient tout commerce et toute industrie. On ne trouvait presque plus de produits naturels dans la contrée la plus fertile de l'Europe, moins encore de produits manufacturés dans des villes qui avaient autrefois couvert les marchés de l'Europe de leurs exportations; et le mauvais état des routes surchargées de péage ne permettait point de transit à cette péninsule, admirablement située, qui avait au moyen âge servi de lien entre l'Europe et le Levant. Le désert s'était fait dans ses campagnes; la Pouille rappelait les temps de la décadence de l'empire romain. Dans le royaume de Naples, les pâturages royaux s'étendaient de cinquante milles en longueur sur une largeur de trois à quinze milles. La maremme gagnait les côtes de la Méditerranée dans la Toscane et les Etats de l'Église.

La plupart des villes de l'Italie centrale et méridionale étaient dépeuplées, les palais déserts; les maisons tombaient en ruine et ne se réparaient point. La littérature et les arts mêmes, qui avaient résisté jusque-là, avaient suivi le sort commun; aucun nom ne mérite d'échapper à l'oubli à la fin du dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième siècle.

Avant que le sort de l'Italie fût définitivement réglé, quelques nouveaux souverains, sans être assurés encore de garder leur conquête, cherchèrent à la mériter par des réformes et des améliorations utiles.

Le Bourbon Charles de Naples, conseillé par son ministre Tanucci, prit l'initiative. L'administration des finances et celle de la justice furent entièrement refondues. Une *magistrature d'économie* paya l'arriéré des dettes et réalisa une

augmentation de trois millions de recettes. Le nombre des crimes, des empoisonnements, diminua; les juifs attirés par des priviléges ravivèrent les transactions; les côtes se mirent à l'abri des ravages des Barbaresques; des lazarets et un collége nautique furent fondés. Dans la Sicile particulièrement, Charles remplaça l'assemblée féodale des états généraux, *les trois bras de la Sicile*, par une junte presque exclusivement composée de Siciliens. Il commanda à Pascal Cirillo un Code qui devait éclairer le chaos des lois napolitaines. Charles pouvait avec un juste orgueil, à la fin de son règne, énumérer les services qu'il avait rendus au pays dans le décret par lequel il instituait l'ordre de Saint-Janvier, comme pour en reporter le mérite au patron de son royaume. Le palais de Caserte, élevé par l'architecte Vanvitelli avec les débris de Capoue et de Pouzzoles, deux autres à Capo-di-Monte et à Portici, le théâtre de Saint-Charles, le plus vaste du monde, et l'hospice des pauvres (l'Albergo), étaient déjà les signes extérieurs d'une incontestable renaissance.

Dans le duché de Parme et de Plaisance, un certain Dutillot, Français d'origine, rendit à don Philippe les mêmes services que Tanucci au roi Charles. Sous son administration, de nouvelles routes furent percées, l'industrie se raviva dans un pays qui avait tant souffert de la guerre. Bien plus, Parme devint à cette époque comme l'Athènes de l'Italie. Les règlements de l'Université furent revus, une académie des beaux-arts, une bibliothèque, créées, et non-seulement des génies nationaux comme le poëte Parini, le savant Rossi, Bodoni, célèbre éditeur, mais des étrangers, le philosophe Condillac et l'historien Millot, vinrent faire honneur à cette brillante et libérale hospitalité.

Les étrangers eux-mêmes cédèrent au besoin de relever l'Italie. François I[er], comme duc de Toscane, avait envoyé dans ce pays le comte de Richencourt pour réparer avec les sénateurs Rucellaï et Pompée Neri les désordres des derniers Médicis; comme empereur, à Milan, il fit reprendre ces travaux hydrauliques dont la suspension est pour la Lombardie une menace de mort.

Le saint-siége, malgré l'impuissance à laquelle le condamnaient les souverains catholiques maîtres de l'Italie, suivit l'exemple général. Clément XIII enrichit prodigieusement la bibliothèque du Vatican, par l'acquisition des manuscrits orientaux d'Abraham Ecchelensis; il n'oublia pas même la collection d'antiques du Capitole. Son successeur, l'aimable et doux Benoît XIV, rendit les relations du saint-siége plus faciles avec les États italiens, pour pouvoir se livrer sans embarras à ses goûts délicats et relevés. Quatre académies pour les antiquités romaines et chrétiennes, l'histoire ecclésiastique et le droit canonique, furent fondées à Rome; des chaires de chimie et de mathématiques au collége de la Sapience, une de peinture et une de sculpture au Capitole. La bibliothèque Ottobuoni enrichit celle du Vatican.

Au milieu du dix-huitième siècle déjà les travaux de l'esprit témoignaient d'une sorte de renaissance italienne. Au plus fort de la lutte dont l'Italie avait été le théâtre, J.-B. Vico, dans sa *Science nouvelle*, cherchait les lois historiques du développement de l'humanité; et le sentiment des tristes retours de son pays de la liberté à la servitude l'empêchait seul peut-être de briser le cercle infranchissable dans lequel il enferma l'histoire. Giannone avait déjà publié l'*Histoire civile* du royaume de Naples; Muratori laissait un véritable monument d'érudition pour l'histoire de toute la péninsule; Fabroni commençait à écrire ses *Vies des Italiens illustres*, qui ne manquent ni de science ni de goût; Denina animait d'une pensée philosophique ses *Révolutions*, et un Jésuite libre penseur, Bettinelli, correspondant de Voltaire, allait jusqu'à écrire sur le passé de son pays un livre intitulé *Résurrection de l'Italie*. La péninsule semblait par l'histoire reprendre conscience d'elle-même.

Dans les lettres proprement dites, les deux plus célèbres poëtes lyrique et dramatique du temps, Frugoni et Métastase, avaient encore souvent l'afféterie, la redondance du siècle précédent. Cependant le premier avait parfois, dans le vers *sciotto* surtout, un mouvement, un coloris qui eussent

produit quelque chose de durable, s'il avait rencontré de grands sujets ; et Métastase savait varier le plaisir chéri des Italiens avec une richesse d'invention et d'harmonie qu'atteignait seule la musique de Pergolèse. Enfin, Algarotti, dans ses *Essais* sur des sujets graves, Apostolo Zeno dans ses tragédies historiques imitées de Racine, Maffëi dans ses travaux critiques et dans sa tragédie de *Mérope*, montrèrent de loin un but plus élevé et plus sérieux.

Le jansénisme et la philosophie française ; Léopold Ier ; Tanucci ; Firmian ; Charles-Emmanuel III (1750-1769).

L'avénement de nouveaux princes, la paix de quarante ans dont jouit l'Italie, favorisèrent pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle cette régénération de la péninsule qui suivit la chute de la domination espagnole.

En 1759, Charles de Naples, en devenant roi d'Espagne par la mort de son père, laissa sa première couronne à Ferdinand IV, son second fils, qui, encore jeune, resta sous la tutelle de Tanucci. Après la mort de don Philippe de Parme (1765), Dutillot conserva aussi l'autorité sous Ferdinand, encore mineur. Les deux ministres réformateurs furent plus puissants que jamais. Dans la Toscane, la même année, le jeune Pierre-Léopold Ier, investi du grand-duché par son père François, était un prince pénétré de l'amour du bien et plein de bonne volonté pour l'accomplir.

A la faveur du *pacte de famille* conclu (1761) entre tous les Bourbons de France, d'Espagne et d'Italie, la péninsule s'ouvrit tout entière aux idées françaises. Là où l'inquisition romaine et espagnole avait régné si longtemps, pénétrèrent tout à coup et en même temps, avec la littérature, le jansénisme du dix-septième siècle et la philosophie du dix-huitième. Rien n'était plus menaçant pour l'Italie tout ecclésiastique et féodale de la domination espagnole. Imprégnées de l'esprit français, les nouvelles cours ne se contentèrent pas de favoriser la propagation des idées venues du pays qui en défrayait alors toute l'Europe : sous leur

inspiration ces princes tentèrent des réformes destinées à changer, à renouveler complétement la péninsule.

En Toscane, sous le nouveau grand-duc Léopold Ier, qui faisait réimprimer, sous la date de Londres, les livres italiens mis à l'index, et qui régénéra les universités de Pise et de Sienne, l'administration publique, la justice, l'agriculture et le commerce, furent l'objet de soins attentifs. Les magistratures inutiles, les juridictions particulières, les tribunaux privilégiés, disparurent. Les lois devinrent uniformes pour tout le duché; Joseph Vernaccini et Michel Ciani se chargèrent de rédiger un code que continua plus tard Lampridi. L'unité des taxes, l'abaissement des douanes particulières, la restriction des fidéicommis, l'autorisation d'enclore les propriétés, l'abolition de plusieurs monopoles sur le tabac, l'eau-de-vie, le fer, etc., opérèrent une révolution complète. On n'eût plus assez de terrains cultivables; le val de Nievole et celui de Chiana, une grande partie de la capitainerie de Pietra-Santa, qui étaient insalubres, furent desséchés et peuplés par des étrangers venus principalement de la Romagne. Ximenès et Fantoni, mathématiciens célèbres, très-versés dans la science de l'hydraulique, s'occupèrent du dessèchement des maremmes, et vainquirent la nature au moins dans celle de Sienne.

Il y avait plus à faire encore dans le royaume de Naples. Tanucci réhabilita Giannone, frappé d'une sentence d'exil, et favorisa, dans la capitale, l'enseignement libéral du droit sous la direction de Gaetano Argento. Le ministre ne pouvait songer de suite à détruire la constitution féodale. Il restreignit au moins les priviléges des barons, et leur enleva entre autres le droit de justice; plus courageux contre la puissance ecclésiastique, qui s'appuyait sur un personnel de plus de cent cinquante mille prêtres de tout ordre, c'est-à-dire sur le vingtième à peu près de la population, il abolit les dîmes ecclésiastiques, arrêta l'envahissement des biens de mainmorte, restreignit la juridiction ecclésiastique, et soumit les bulles du saint-siége à la sanction royale.

A Parme et à Plaisance, Millot et Mably écrivaient pour le jeune Ferdinand le *Cours d'histoire naturelle* et les *Dis-*

cours sur l'étude de l'histoire, et lui enseignaient à savoir limiter son autorité et à respecter les droits des peuples. En attendant qu'il pût appliquer ces maximes, Dutillot, tout-puissant, augmenta les revenus de l'infant de quinze cent mille livres, limita les priviléges de mainmorte et les appels à la cour de Rome, et refusa le tribut réclamé par le saint-siége pour l'investiture.

Dans le Milanais, le gouverneur Firmian, qui protégeait le naturaliste Vallisnieri et le comte philosophe Verri contre les préjugés populaires, embellit Milan, réunit cette ville par un canal au Tessin et à l'Adda, et dégagea de ses entraves le commerce des grains. La province qui ne comptait en 1749 que 900 000 habitants en avait 1 130 000 en 1770. Joseph II, dans une visite en Lombardie en 1769, se montra animé d'un esprit plus libéral encore. Il créa une magistrature suprême, la *Camerale*, où siégèrent les jurisconsultes Carli, Beccaria et Pierre Verri. Il acheva de restaurer la grande université de Pavie, où brillèrent bientôt les célèbres Spallanzani, Tissot, Frank, Brambilla, dans les sciences naturelles, Nani dans le droit et Volta dans la physique.

Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel III, porta dans l'administration cet esprit qui lui faisait protéger contre la censure les *Révolutions d'Italie* de Denina. Il réforma les monnaies, attaqua les restes de l'influence féodale et ecclésiastique, et fit publier le *Codex carolinus*, pour ramener toutes ses provinces à l'unité de législation.

Le génie italien qui ne fait pas défaut aux époques les plus stériles ne manqua pas de répondre à tant d'encouragements; il apporta son contingent dans ce siècle de sciences pratiques et positives. Galvani de Bologne et Volta de Côme, à force d'essais et d'expériences sur l'électricité, firent faire un pas immense à la physique. A l'exemple des Français, les Italiens portèrent tous leurs efforts sur les problèmes de philosophie et d'économie sociale. Plusieurs d'entre eux atteignirent d'un bond le premier rang : Genovesi, à Naples, posa le principe de la libre circulation des produits et réforma quelques préjugés en

agriculture; l'abbé Galiani de Foggia étudia avec succès le crédit public. Deux hommes surtout firent une véritable révolution. En face de l'inquisition et de tribunaux où sévissaient l'arbitraire et le caprice sous le nom de justice, Beccaria, dans son petit livre *Des délits et des peines*, distingua le législateur du juge, à côté du juge demanda le jury, humanisa la procédure et posa les limites du droit de punir. Dans le pays des traditions et des ruines historiques, Filangieri de Naples, dans sa *Science de la législation*, rechercha et rencontra heureusement quelquefois les principes absolus des meilleures lois politiques, civiles et économiques.

Si la littérature n'atteignit point la même hauteur, elle ne fit point entièrement défaut. Au moment où le consciencieux Tiraboschi, dans son *Histoire littéraire*, rappelait à la mémoire de ses contemporains tout ce que l'Italie avait produit de chefs-d'œuvre, où Fabroni faisait la biographie de ses hommes célèbres, deux hommes mirent le pied sur un terrain où l'Italie ne s'était encore aventurée que sur les pas des anciens. Goldoni porta la *Commedia dell'arte* des tréteaux sur le théâtre, arracha le dialogue à l'improvisation des acteurs, débarbouilla ses personnages, et chercha à peindre la société italienne; Gozzi, tout en voulant conserver le type original et la gaieté bouffonne des masques italiens, changea leur caractère : il les jeta dans un monde d'aventures romanesques, d'enchantements, de féerie, et trouva ainsi le genre nouveau de la tragi-comédie.

Venise, Gênes, Rome en dehors du mouvement; Clément XIII; Benoît XIV; abolition des jésuites (1760-1774).

Chose étonnante! les plus anciens États de l'Italie, ceux qui avaient encore conservé une ombre d'indépendance, sur qui l'étranger n'avait pas mis la main, ne parurent guère participer à cette renaissance politique et morale. Venise, Gênes, le saint-siége, restèrent à peu près dans l'engourdissement du siècle précédent.

Depuis que la paix de Passarowitz avait réduit la reine de l'Adriatique à ce qu'elle devait conserver jusqu'à sa chute, c'est-à-dire, en Italie, au territoire borné par l'Adda; dans l'Adriatique, à l'Istrie, à la Dalmatie et à une partie de l'Albanie; dans la mer Ionienne, à Corfou, Céphalonie, Théaki, Zante, les Strophades et Cérigo, le gouvernement n'avait d'autre souci que de conserver à tout prix la paix au dedans et au dehors. L'antiquité de la constitution, l'œil des *observateurs*, la liberté et la facilité des plaisirs, assuraient la paix intérieure. Une politique extérieure d'égoïsme et d'isolement, pleine de corruption et de faux-fuyants, qui faisait monter la dette publique jusqu'à deux cents millions, et les cadres de l'armée vides et les chantiers de marine déserts, assura aussi à la république la paix au dehors, mais en sacrifiant l'avenir au doux loisir de l'heure présente.

A Gênes, la constitution, bien que favorable à la noblesse, ouvrait le livre d'or à la bourgeoisie, et était loin de comprimer dans le peuple tout élan comme on l'a vu en 1747. Gênes laissa cependant échapper de ses mains l'île de Corse qu'elle possédait depuis près de six siècles. Les habitants de l'île avaient profité des malheurs des Génois, assiégés par l'Autriche, pour se révolter, et la république épuisée n'avait pu les contenir qu'en faisant occuper quelques points de l'île par des garnisons françaises. Les Corses indignés résolurent de se rendre tout à fait indépendants; ils constituèrent un gouvernement et prirent pour chef Pascal Paoli, homme de tête et de cœur. Leur premier acte d'hostilité fut dirigé contre ceux dont ils avaient secoué le joug; ils s'emparèrent sur eux de l'île de Capraia. Gênes s'adressa encore à la France, qui cette fois marchanda ses secours; et la république, pour se venger de ses anciens sujets et recouvrer Capraia, consentit à céder en toute propriété à Louis XV une conquête qui lui avait coûté tant d'efforts au moyen âge et qui attestait son ancienne gloire (1768). L'année suivante, le lieutenant-général de Vaux battit et chassa Paoli, occupa toute la Corse en exécution du traité, et détacha de la péninsule italique une île qui lui servait

de boulevard et de point de relâchement dans la Méditerranée occidentale. Napoléon y vit le jour à ce moment, tout juste à temps pour être né Français (15 août 1769).

Le saint-siége ne fut pas seulement étranger aux innovations du temps, il y devint hostile. L'esprit de réforme qui s'attaquait à Naples, à Florence, à Milan, aux institutions du moyen âge, n'épargnait pas la constitution du clergé. Effrayé de cette tendance, le conclave donna pour successeur au pacifique Benoît XIV le courageux Vénitien Clément XIII, en 1758. Mais le grand-duc Léopold, l'empereur Joseph II, méditaient des projets bien autrement redoutables pour l'Église. Clément XIII, qui avait pris la tiare avec la résolution de ne point reculer, vit battre en brèche la forteresse avancée du saint-siége, l'ordre des jésuites. Il ne put les défendre même en Italie; Tanucci et Dutillot, malgré ses exhortations et ses prières (en 1768), jetèrent sans façon les jésuites sur le territoire pontifical, absolument comme avaient fait les ministres de France, d'Espagne et de Portugal, Choiseul, d'Aranda et Pombal. Clément XIII se roidit quand il vit le duc de Parme, vassal émancipé du saint-siége, imposer les ecclésiastiques de son duché, et interdire au pape de donner les bénéfices à d'autres qu'à des indigènes. Il réclama fièrement, comme pape et comme suzerain; il déclara ces actes téméraires et lança l'excommunication contre tous ceux qui y avaient participé.

Cette revendication hardie d'un pouvoir déchu prouva au saint-siége que les temps étaient bien changés. Ferdinand protesta au nom de son indépendance et trouva un vigoureux appui. Choiseul, Tanucci, pour réduire le saint-siége, firent saisir Avignon, Bénévent, Pontecorvo. Le duc de Parme fit un pas de plus et abolit l'inquisition dans ses États; les plus faibles s'enhardirent de l'impuissance du saint-père. La république de Venise se rallia aux réformes; elle interdit les donations d'immeubles au clergé et mit des entraves aux vœux monastiques. François III de Modène lui-même sortit de son obscurité pour prendre part à la campagne; il abolit quelques immunités ecclésiastiques;

il aurait volontiers revendiqué Ferrare, si l'on ne l'avait arrêté. Le pape au milieu de ces agitations mourut de douleur en 1769. L'influence des princes, les dangers de la résistance, l'esprit du temps, obtinrent du conclave l'exaltation du pacifique et doux Laurent Ganganelli, qui prit le nom de Clément XIV.

Le nouveau pape, nourri de la méditation de l'Écriture sainte, était l'homme de la paix et de l'union ; tout en lui était harmonie; il ne fit point lire au commencement de son pontificat la bulle *In cœna Domini*, et suspendit le monitoire lancé contre le duc de Parme. Ce qu'on voulait surtout obtenir du saint-siége, l'abolition des jésuites, il l'accorda, mais avec dignité cependant et à son heure. Une commission fut chargée de fouiller les archives de la propagande, de peser le pour et le contre et de donner son avis. Enfin le 21 juillet 1773 : « Inspiré, dit-il, par le saint Esprit, et obéissant au devoir de ramener l'union dans l'Église, Clément XIV abolit et détruit l'ordre des jésuites, ses fonctions, ses maisons, ses instituts. » Ainsi le saint-siége, sous le plus modéré et le plus tolérant des papes, fut atteint dans ses plus ambitieuses prétentions.

Défauts de la régénération italienne; Joseph II; Ferdinand IV; Victor-Amédée II; Pie VI (1774-1789).

La direction politique des affaires de l'Italie passa entre les mains de l'Autriche sans rien changer à la marche des choses. Un archiduc, Ferdinand, en épousant l'héritière du duché de Modène, commença une nouvelle dynastie autrichienne dans la péninsule. Une fille de Marie-Thérèse, Marie-Amélie, épouse de l'infant de Parme, Ferdinand, éloigna le Français Dutillot pour faire place, en 1773, à Llano, dont la faveur ne dura pas non plus. A Naples, en 1776, la nouvelle épouse du roi, Caroline, autre fille de Marie-Thérèse, lorsqu'elle eut donné un fils au roi et fut entrée dans le conseil, remplaça Tanucci par le marquis de la Sambucca et le chevalier écossais Acton, qui arrachèrent la Sicile au pacte de famille récemment conclu par les

Bourbons. L'empereur Joseph II, maître sans contrôle après la mort de sa mère, tint la péninsule dans sa main.

L'Italie, loin d'être arrêtée par ces nouveaux changements, fut comme précipitée dans la voie où elle était déjà engagée. Il faut le dire cependant, les maîtres de l'Italie adoptèrent moins ce qui était utile à leurs peuples que ce qui était favorable à leur pouvoir. Ils eurent plus à cœur de réformer les institutions ecclésiastiques que les institutions politiques. En déclamant contre le despotisme clérical, ils ne songèrent souvent qu'à affermir le leur. Ils sévirent contre les abus de l'Église, abolis à leur profit, et ils épargnèrent les défauts ou les abus de leur propre gouvernement.

Dans un pays où la société reposait surtout sur l'intime alliance de l'Église et de l'État, il ne pouvait manquer cependant de se rencontrer quelque résistance. Après la mort subite et étrange de Clément XIV, Pie VI dut principalement son élection au contraste que présentaient son caractère et ses principes avec ceux de son prédécesseur. Homme éloquent, esprit positif, caractère résolu, il gémissait de la misère où l'absence d'industrie et de commerce, la ruine de l'agriculture, l'accroissement de la dette, avaient jeté les États romains. En même temps qu'il augmenta le musée de Pio-Clementino et fit élever l'élégante sacristie de Saint-Pierre, il tenta quelques réformes dans l'administration; il s'occupa d'assainir les marais Pontins en faisant achever le canal Sisto. Mais il était résolu à s'opposer vivement aux réformes qui avaient l'Église pour objet, et que les souverains poursuivaient précisément avec le plus d'ardeur.

C'était en vain que des hommes instruits et impartiaux, le Napolitain Melchior Delphico, les Vénitiens Ortès et Nani, le Piémontais Vasco, dans des ouvrages d'économie, tentaient de porter l'attention des princes sur des besoins aussi pressants. Joseph II s'occupait, surtout en Lombardie, de diminuer le nombre des religieux, et de soumettre le reste à l'évêque diocésain; il voulait nommer l'archevêque de Milan et tous les évêques, changer à son

gré les circonscriptions des diocèses, régulariser les revenus de l'Église, augmenter le nombre des cures, et faire élever les prêtres à sa guise. Dans l'administration il cherchait volontiers à concentrer dans ses mains tout le pouvoir. Mais il n'ajoutait presque rien à la prospérité que la Lombardie devait au comte Firmian, et ne s'occupait pas de relever les ruines que la domination espagnole avait laissées dans l'industrie et le commerce.

Dans le royaume de Naples, la grande affaire du règne de Ferdinand IV fut de se soustraire au tribut de la haquenée et des six mille ducats dus au saint-siége. Il crut avoir beaucoup gagné en ne payant les six-mille ducats qu'en 1777, aux *Saints-Apôtres*, pour effacer au moins toute trace d'hommage. Sambucca et Acton osèrent encore moins que Tanucci contre les priviléges féodaux. Quelques réformes dans l'armée, la construction de plusieurs gros vaisseaux de ligne, d'heureuses innovations dans le corps d'instruction de la marine, dues au chevalier Acton, et la fondation d'une colonie à San-Leuccio pour l'éducation du ver à soie et la fabrication du *gros de Naples*, furent les seuls bienfaits de leur administration, bien moins féconde que celle de leur prédécesseur. Dans la Sicile, Caraccioli, qui y fut envoyé avec le titre de vice-roi, eut le courage d'abolir l'inquisition. Mais il n'osa attaquer la féodalité dans ses possessions territoriales, et cette île, écrasée par des taxes de tout genre, parcourue par des brigands ou des pirates, était encore si souvent menacée de disette, que les révoltes y étaient plus fréquentes que partout ailleurs.

De tous les souverains, le grand-duc de Toscane, dont les soins s'étaient d'abord étendus à toutes les branches de l'administration, semblait, vers la fin du siècle, le plus exclusivement préoccupé des matières ecclésiastiques. Il allait jusqu'à rédiger le programme des concours pour les cures; il interdisait certaines dévotions ou pratiques, et certains livres de piété; plus semblable en cela à un disciple de Jansénius qu'au chef d'un État.

Le nouveau roi de Sardaigne seul, Victor-Amédée III (depuis 1773), ne suivait pas les errements des autres

souverains, mais il tombait dans d'autres défauts. Catholique zélé, il renvoya tous les ministres de Charles-Emmanuel, qui avait cependant toujours ménagé dans ses innovations la cour de Rome, et interdit à la jeunesse d'aller étudier à l'université de Pavie, qu'il regardait comme infectée de jansénisme. Mais, quoiqu'il reconnût et dotât l'Académie des sciences, fondation particulière du grand mathématicien Lagrange, il aimait à répéter souvent qu'il faisait plus de cas d'un tambour que d'un savant; et, en effet, il consacra tous ses revenus à entretenir un nombre de troupe hors de proportion avec ses petits États.

Le pape Pie VI ne négligea rien pour arrêter les souverains d'Italie. Il se rendit de sa personne auprès de l'empereur Joseph II, le patron des réformes, pour le faire revenir sur ses résolutions. Des hommages et des respects empressés furent le seul résultat de son voyage. Joseph II ne changea rien à sa manière d'agir.

Le grand-duc de Toscane Léopold, comme janséniste, prêtait davantage le flanc; il empiétait beaucoup plus sur le terrain spirituel que ne le faisait le philosophe Joseph II. Le concile de Pistoie, rassemblé par son ordre en 1786, sous la présidence de l'évêque Ricci, décréta une véritable réforme. Toute l'Italie était en émoi : le pape, à l'occasion de quelques troubles religieux à Prato, condamna, par la bulle *Auctorem fidei*, cinq des propositions du synode comme hérétiques, et soixante-dix autres comme schismatiques, erronées, scandaleuses et calomniatrices (1789). Ce fut au milieu de ces querelles d'un autre siècle que la révolution française surprit la péninsule.

En définitive, une partie de la péninsule n'était pas encore sortie du dix-septième siècle. Dans le reste, les réformes n'avaient été ni complètes ni bien mesurées; souvent peu appropriées aux mœurs, à la situation du pays, elles étaient en beaucoup de lieux tombées à faux, et, dans d'autres, n'avaient point atteint ce qu'il fallait. « L'État pontifical, dit un panégyriste de Pie VI, était le plus mal administré de l'Europe après la Turquie. » Dans la Toscane une police inquisitoriale avait assez peu avantageusement

remplacé la force armée. Dans l'armée sarde on se plaignait de voir les nobles seuls arriver au grade d'officier. Les premières tracasseries de l'administration autrichienne faisaient déjà regretter aux Lombards la perte de leurs libertés communales. La féodalité pesait encore sur les royaumes de Naples et de Sicile du poids de tous ses vieux abus. On y comptait mille trois cent quatre-vingt-quinze droits sur les choses et sur les personnes. Enfin, quoique les idées du dix-huitième siècle eussent pénétré l'Italie et suscité quelques écrivains et quelques poëtes sérieux, il n'y avait encore chez elle ni esprit public ni virilité politique. La péninsule était encore le pays aux quatre-vingt mille moines, la terre d'adoption des sigisbées et des bandits. Les gouvernements n'avaient pas renoncé à l'inquisition politique en renversant l'inquisition religieuse. On ne rencontrait plus l'élan démocratique des républiques des treizième et quatorzième siècles, ni la tyrannie brillante des aristocraties du quinzième et du seizième. Il y avait encore l'ancienne division, l'ancienne ruse, et le despotisme de plus.

Un sentiment profond, vivace chez les Italiens, les empêchait de reconnaître même les meilleures intentions de leurs souverains. Ces princes réformateurs n'étaient pas nés des entrailles de l'Italie, ils avaient été imposés par l'étranger; à chaque génération il semblait qu'ils prissent soin, par de nouvelles alliances, de retremper leur sang étranger; leurs idées, leurs principes, comme leur origine, étaient ultramontains. Pour l'Italien, qui avait le sentiment vague d'un passé tout plein d'indépendance et de grandeur, les mieux intentionnés de ses souverains n'étaient que des podestats, des tyrans; et l'Italie, à la fin du siècle, malgré les incontestables bienfaits qu'elle en avait reçus, saluait son poëte tragique national dans Alfieri, dans celui qui animait ses œuvres des souvenirs de la patrie indépendante et d'un sentiment d'austérité et de grandeur républicaines; elle l'entendait avec plaisir, en face du meilleur des princes, s'il n'avait été Autrichien et un peu janséniste, Léopold, stigmatiser le sceptre du septentrion, inexorable et dur, qui pesait sur la langue même :

Boreal scettro, inesorabile, duro.

« Italie ! s'écriait-il, à quelle infâme servitude te voilà réduite pour n'avoir pas été à fond délivrée des Goths ! Ta langue elle-même a perdu son indépendance et sa pureté. »

Italia ! a quai ti mena infami strette
Il non esser dai Goti appien disgombra !
Ti son le ignude voci anco interdette.

LIVRE XV.

L'ITALIE RÉPUBLICAINE ET NAPOLÉONIENNE (1798-1815) [1].

L'Italie faible et divisée ; les souverains et les peuples. — Guerre de la République française sur les Alpes ; insurrections des Italiens ; Bonaparte ; républiques transpadane et cispadane (1792-1796). — Arcole, Rivoli, paix de Campo-Formio ; les républiques ligurienne et cisalpine ; chute de Venise (1797). — Républiques romaine, parthénopéenne et toscane ; la péninsule républicaine (1798). — Rapide destruction des républiques italiennes par les anciens souverains ; réactions sanglantes (1799). Retour de Bonaparte et des Français ; Marengo ; traité de Lunéville ; Pie VII et Ferdinand IV restaurés ; les républiques cisalpine et ligurienne rétablies (1800-1802). — Création du royaume d'Italie ; Naples, la Toscane, Lucques, Guastalla, donnés à des parents de l'empereur ; Italie napoléonienne (1802-1808). — Le gouvernement temporel du saint-siége aboli ; apogée de la puissance impériale en Italie ; le roi de Rome (1808-1812). — Revers de Napoléon Ier ; discordes des Italiens, d'Eugène et de Murat ; occasion d'indépendance perdue ; restauration (1812-1815).

L'Italie faible et divisée ; les souverains et les peuples.

« Déchire les vêtements de l'opprobre, prends le casque, endosse la cuirasse, et, réveillée d'un long sommeil, cours sur les Alpes à la défense et aux triomphes. » Ces paroles,

1. Voyez Botta, *Storia d'Italia dal* 1789 *al* 1814 ; *Lettres de Napoléon Ier* ; Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire.*

qu'écrivait Fantoni dans une ode à l'Italie à la fin du dix-huitième siècle, recevaient de la révolution française un à-propos terrible et saisissant. Le grand débat entre la nation et la royauté de France, qui allait s'élever en Europe à la hauteur d'une lutte de la liberté contre l'absolutisme, devait poser encore une fois en Italie l'éternelle question entre l'indépendance nationale et l'oppression étrangère. Tous les principes sur lesquels reposait l'équilibre intérieur et extérieur des États allaient être ébranlés. Des temps venaient pour la péninsule où l'énergie, l'union et la sagesse étaient de mise.

Malheureusement l'Italie n'était guère préparée à se tenir à la hauteur des grands événements qui se préparaient.

La nation ne pouvait rien par elle-même. Une chose lui manquait après trois siècles de servitude, le caractère et l'esprit public. Dans les hautes classes de la société, le poëte Parini flagellait avec raison la vie oisive et galante de l'aristocratie italienne. Le nombre des nobles que le comte Paul Verri rassemblait dans sa *société* connue sous le nom de *Il Caffè*, centre des idées et des doctrines nouvelles, n'était pas très-considérable. L'éducation publique de la bourgeoisie était un peu plus avancée. Encore le philosophe Beccaria se plaignait-il que « dans une ville de cent vingt mille âmes il y eût à peine vingt mille personnes désireuses de s'instruire et disposées à sacrifier à la vérité et à la vertu. » Dans les campagnes l'ignorance était générale, l'indifférence et l'abjection complètes. Les masses avaient été rebelles même aux réformes tentées par les souverains.

Excepté dans les royaumes de Sardaigne et de Naples, l'esprit et les habitudes militaires ne se rencontraient pas davantage dans la péninsule. Les souverains avaient craint de donner des armes à la nation. La république de Venise, en face des fortifications et de l'arsenal que l'Autriche faisait construire dans le port de Trieste, n'entretenait plus qu'une douzaine de bâtiments de guerre en mer et vingt toujours en chantier. Deux mille hommes de troupes étran-

gères formaient toute sa défense. Gênes, qui s'était bien fortifiée, malgré un événement récent, n'entretenait que quinze cents hommes. Le duché de Modène n'en avait pas davantage, Parme, à peine la moitié, et Lucques, deux cents. Les deux plus considérables États de l'Italie centrale, le saint-siége et la Toscane, ne pouvaient pas mettre en ligne dix mille hommes. Dans la Lombardie, soumise à l'étranger, les jeunes gens fuyaient le recrutement. Le gouvernement autrichien, pour occuper les citadelles, n'avait pu rassembler que quatre mille hommes parmi les malfaiteurs ou les repris de justice. L'armée du roi de Naples même, qui montait à quatorze mille hommes, était fort mal recrutée, plus mal disciplinée encore. Celle du roi de Sardaigne, de vingt-cinq mille hommes, et mieux organisée, n'avait que des généraux et des officiers inhabiles et ignorants.

C'était aux princes à suppléer par l'habileté et la prudence de leur conduite à ce qui manquait à leurs peuples. En réalité, l'exemple de la révolution française devait être peu contagieux dans leurs États. Ils avaient satisfait, par leurs réformes, la partie éclairée de la nation, et n'avaient rien à craindre des masses, plutôt hostiles que favorables au mouvement français. En revenant sur les choses faites mal à propos, en portant leur attention sur ce qu'ils avaient négligé, en développant ce qu'ils avaient heureusement commencé, ils pouvaient être tranquilles chez eux, et traiter librement avec la révolution française, isolée en Europe et prête à faire des sacrifices pour avoir des alliés.

Malheureusement l'Autriche pesait sur la péninsule. Effrayés des conséquences que la révolution française tirait des principes qu'ils avaient eux-mêmes invoqués, les Habsbourgs, au lieu de mettre plus de mesure dans leur application, se retournèrent tout à coup contre ce qu'ils avaient fait, revinrent sur leurs réformes, bonnes ou mauvaises, et entraînèrent par leur exemple les autres souverains péninsulaires. A mesure que la révolution prit possession de la France, ceux-ci se groupèrent davantage autour de l'Autriche. Le grand-duc Léopold, devenu em-

pereur en 1790, maria son second fils Ferdinand, à qui il laissa la Toscane, à Louise-Amélie, fille du roi de Naples. Son aîné François, qui devait bientôt lui succéder à l'empire, donna sa fille Marie-Clémentine à l'héritier présomptif du Bourbon napolitain, et épousa lui-même en secondes noces Marie-Thérèse, une autre des filles de Ferdinand IV. Enfin un autre archiduc devint duc de Modène par son mariage avec la dernière héritière de la maison d'Este. Tous ces princes autrichiens parurent encore bien plus unis par la communauté des idées que par les liens du sang. Léopold démentit souvent comme empereur ce qu'il avait fait comme grand-duc; les autres regardèrent le roi de Sardaigne, qui avait résisté à leur entraînement, comme le plus sage de tous, et ils l'imitèrent, le surpassèrent même dans ses résistances, au risque de mécontenter ceux qu'ils avaient jusque-là flattés, et de tromper les espérances qu'ils avaient fait naître.

Des mouvements excités par quelques nobles et par les bourgeois dans la Savoie, à Turin, à Milan et à Naples, au lieu d'avertir les princes, achevèrent de les effrayer. Ils se retournèrent avec impétuosité contre tout ce qu'ils avaient jusque-là favorisé, et un divorce funeste commença dans la nation. Les souverains cherchèrent leur appui dans la noblesse, entêtée des priviléges qu'ils avaient d'abord attaqués, et dans la masse de la population qu'ils avaient méprisée pour son ignorance. La partie la plus généreuse et la plus éclairée de la noblesse et de la bourgeoisie se détacha d'eux au contraire, et commença à attendre de la France sa délivrance et son salut.

Victor-Amédée III, toujours le plus résolu, proposa, dès la fin de 1791, à tous les princes italiens, de former une ligue contre leurs peuples et contre la France. Marie-Caroline, la femme du roi de Naples Ferdinand IV, fit, après un voyage à Vienne, de secrets préparatifs, et surveilla rudement dans ses États les loges des maçons, foyers d'agitation politique. Le nouveau duc de Toscane revint sur plusieurs des réformes de Léopold, tout en annonçant l'intention de rester en paix. Le pape Pie VI lança l'excom-

munication contre l'Assemblée française qui détruisait une partie des constitutions de l'Église; cependant, dans le livre des *Droits de l'homme*, tentative de transaction entre des principes ennemis, il prit parti pour la liberté contre le despotisme, fit du christianisme le fondement de tous les droits, et tenta moins d'arrêter le torrent que de le détourner au profit de la religion. Seules les républiques de Venise et de Gênes, où le patriciat était cependant identifié avec l'État, mais où étaient grandes aussi les défiances contre l'Autriche et le roi de Sardaigne, parurent, malgré leur neutralité, pencher vers la France.

Guerre de la République française sur les Alpes; insurrections des Italiens; Bonaparte; républiques transpadane et cispadane (1792-1796).

Telles étaient les dispositions de la péninsule lorsque la déclaration de guerre faite en 1792 par l'empereur François à la révolution française jeta l'Italie dans la lutte. L'ambassadeur français Sémonville proposa vainement à Victor-Amédée III la cession de tout ce qui serait conquis sur les Autrichiens en Lombardie. Il fut reconduit, sans être entendu, à la frontière. Victor-Amédée envoya 10 000 hommes sous Lazzari dans la Savoie et 8000 sous Curten dans le comté de Nice, pour menacer peut-être le territoire ennemi. La reine Marie-Caroline mit ses troupes en mouvement, et fit appareiller ses navires. La guerre commença, et l'Italie fut ainsi entraînée par ses souverains contre la révolution, dont elle pouvait peut-être attendre son indépendance.

Dès les premières hostilités éclata la division qui existait entre les souverains et leurs peuples. Dans l'armée de Sardaigne les soldats étaient fort mal disposés pour leurs officiers, de familles nobles. Les troupes du général Lazzari, attaquées par les Français dans les gorges de Mians, lâchèrent pied dès les premiers engagements; les habitants de la Savoie coururent avec enthousiasme au-devant des troupes françaises, qui occupèrent facilement Chambéry et

presque tout le reste de la province. Dans le comté de Nice, Curten s'enfuit avec la même précipitation, et laissa le général français Anselme et l'amiral Truguet s'emparer de Nice, Villefranche et Oneille. Au midi de l'Italie, quand l'amiral Latouche vint avec une flotte française se ranger devant Naples, les francs-maçons saluèrent avec transport l'étendard de la liberté, se mirent en rapport avec les Français, et transformèrent les loges en clubs. Ferdinand fut obligé de promettre la neutralité et de reconnaître le gouvernement français. Le décret de la *Convention* qui réunit à la fin de l'année la Savoie et le comté de Nice à la France punit Victor-Amédée III de son initiative, en lui enlevant la partie de ses États qui lui était la moins dévouée.

Dès le début de la guerre, les maîtres de l'Italie purent se convaincre qu'ils n'auraient pas seulement contre eux les Français. L'empereur François fit descendre des Alpes dans la vallée du Pô de nouvelles troupes pour contenir le Milanais et appuyer Victor-Amédée III. Marie-Caroline, à l'intérieur, institua contre les francs-maçons une junte de conspiration qui dressa des échafauds; au dehors elle demanda une flotte anglaise dans la Méditerranée, et s'engagea à envoyer, dans la haute Italie, six mille hommes; le pape en fit autant. Il y avait une partie de la population, la plus ignorante, sur laquelle les princes pouvaient encore compter : ils n'épargnèrent rien pour la tourner contre les idées françaises et contre les classes éclairées qui les partageaient. Le caractère terrible des événements qui s'accomplissaient alors en France, en 1793, prêtait à des accusations intéressées. Elles portèrent leur fruit à Rome au commencement de cette année. L'ambassadeur français Basville, qui voulait arborer à son hôtel les armes de la république, fut assailli et assassiné par la populace romaine, au mépris du droit des gens. Les Corses, qui étaient à peine rattachés à la France, se soulevèrent aussi à l'instigation de l'Autriche et de l'Angleterre sous Pascal Paoli.

Toute l'Italie cependant ne suivit pas. Le grand-duc de

Toscane, le premier, reconnut la république française. Les deux républiques de Venise et de Gênes, sollicitées d'un côté par l'Autriche et l'Angleterre contre la France, de l'autre par des citoyens ardents partisans des idées nouvelles, gardèrent strictement la neutralité, mais sans savoir la rendre respectable par la levée d'une force militaire imposante. Dans une lutte de cette importance, c'était se livrer imprudemment au vainqueur. En 1793 les flottes du roi de Naples et celles de l'Angleterre surprirent d'abord en France Toulon, qui fut, il est vrai, bientôt repris à la fin de l'année (21 décembre). Mais l'année suivante, le général Dumas occupa le mont Cenis, le petit Saint-Bernard, et fit une tentative sur Aoste; le général Dumerbion, violant le territoire de Gênes, tourna, par les sources du Tanaro, la forteresse du Saorgio, qui tenait les Français en échec, occupa le col de Tende, et resta maître de toute la crête des Alpes, des sources de la Stura à celles de la Doria Baltea (juin 1794).

Cet événement causa une grande sensation en Italie. Une conspiration eut lieu à Turin même contre le roi. En Sardaigne, le peuple demanda la réunion des États, et força le vice-roi, assiégé dans son palais, à s'enfuir. A Naples, les loges des francs-maçons s'agitèrent plus que jamais. Marie-Caroline établit contre eux une junte d'inquisition avec des pouvoirs extraordinaires, et procéda avec la plus odieuse rigueur.

Les souverains de l'Italie firent de nouveaux efforts contre la France en 1795; Victor-Amédée et Ferdinand IV de Naples imposèrent les nobles, mirent à contribution les ornements des églises et ordonnèrent des levées extraordinaires de troupes. Le pape Pie VI lui-même fit sa revue des ports de la côte et visita les soldats des garnisons. Le roi de Sardaigne, cependant, avec 10 000 Autrichiens, fut battu à Cairo (15 septembre), rejeté sur la Bormida, et perdit Vado, qui assura la position de l'armée française dans la rivière de Gênes. Ferdinand de Toscane et Venise reconnurent publiquement, à la fin de l'année, la république française. Une conspiration fut tramée à Palerme

pour ériger la Sicile en république. La paix déjà conclue avec la France par la Prusse et l'Espagne ne fit pas encore réfléchir les princes italiens. Le roi de Sardaigne refusa des mains de la France, avec la garantie de l'Espagne, la province du Milanais, pour prix du libre passage de nos armées. Il resta fidèle à l'Autriche, ainsi que le pape et Naples, et fit ainsi de la péninsule comme le prix de la lutte.

Le *Directoire* pouvait maintenant porter presque toutes ses forces en Italie.

Déjà, sur ses ordres, Schérer, mal surveillé à Céva par les Piémontais, avait tourné l'aile gauche des Autrichiens à Loano, et l'avait rejetée sur Acqui (24 novembre 1795). Un des plus vieux et des plus habiles généraux de l'Autriche, Beaulieu, fut chargé de chasser les Français du sommet des Alpes et de la rivière de Gênes. Au printemps de 1796, il dirigea en personne son aile gauche sur le côl de la Bochetta, établit son centre aux sources de la Bormida, et envoya à sa droite les Piémontais, commandés par Colli, sur les Alpes, occupées par les Français. Mais l'armée française d'Italie avait alors à sa tête l'homme dont le génie militaire allait pendant vingt ans éblouir et fasciner le monde, Bonaparte. En quelques jours, il enfonça le centre autrichien à Montenotte, battit la droite à Millésimo, la gauche à Dégo, acheva de séparer Colli de Beaulieu, et, s'attachant à la poursuite du premier, tandis que le second battait en retraite vers Milan, le défit encore à Mondovi, et arriva à Cherasco, à dix lieues de Turin (21 avril).

La proclamation lancée par le jeune vainqueur émut encore plus l'Italie que ses rapides succès. « Peuples d'Italie, dit-il, l'armée française vient rompre vos chaînes; le peuple français est ami de tous les peuples : venez au-devant de lui. Vos propriétés, vos usages, votre religion, seront respectés; nous ferons la guerre en ennemis généreux et seulement aux tyrans qui vous tiennent asservis. » C'était donc la liberté, l'indépendance, que la révolution française apportait à l'Italie. Un vainqueur généreux, un compa-

triote presque, le garantissait à la péninsule. Les princes italiens, le clergé, ne furent plus capables d'arrêter la nation italienne. Elle se précipita avec enthousiasme au-devant de Bonaparte et des Français, et assura leurs rapides succès.

Les Piémontais Bonafous et Renza excitèrent à Albe un mouvement républicain, qui menaça bientôt tout le royaume, et Victor-Amédée demanda et obtint la paix par la remise des places d'Alexandrie et de Coni pendant la guerre. Bonaparte n'eut qu'à entrer dans le territoire de Parme et de Plaisance, où les Italiens remuaient déjà. Les ducs Ferdinand de Parme, Hercule de Modène, s'engagèrent, le premier à payer 2 000 000, à fournir des chevaux, des grains, et à envoyer 20 tableaux au musée de Paris; le second, qui s'était même enfui à Venise, à payer jusqu'à 6 000 000. Le pape et Ferdinand, ayant assez de contenir leurs peuples, se résignèrent à la défensive.

L'Autriche était isolée. Après avoir passé le Pô à Plaisance et forcé ainsi Beaulieu à abandonner la ligne du Tessin, Bonaparte lui enleva encore celle de l'Adda au rude combat de Lodi (10 mai), et resta maître de tout le Milanais jusqu'au Mincio. Les Milanais surtout accueillirent les Français comme des libérateurs. Ils se flattaient de l'espoir d'être placés à la tête de l'union italienne. Une congrégation d'État composée des partisans des idées françaises fut établie dans la ville, et une garde nationale organisée. Les 20 000 000 de francs que Bonaparte leva sur la Lombardie n'excitèrent même pas un grand murmure, si ce n'est à Pavie, où les paysans des environs, sourdement excités, pénétrèrent pour massacrer la garnison française. La ville, livrée aux soldats pendant une nuit, apprit que Bonaparte ne laisserait impunie aucune émeute.

Une nouvelle proclamation de Bonaparte publiée à Milan couvrit ce premier discord et propagea dans toute la péninsule l'enthousiasme ressenti par les Milanais. « Que les peuples soient tranquilles, disait-il; nous sommes les amis des peuples.. Rétablir le Capitole, réveiller le peuple romain après des siècles de servitude, tel sera le

fruit de nos victoires. » Quelques villes du territoire vénitien, lasses du joug de l'aristocratique république, invitaient elles-mêmes les Français à violer la neutralité du territoire vénitien. Bonaparte occupa Bergame, prit Brescia, culbuta Beaulieu sur le Mincio, entra dans Vérone et Legnano qui lui assuraient la ligne de l'Adige, et commença le blocus de Mantoue.

Avant de rejeter les Autrichiens au delà des Alpes, Bonaparte acheva d'embraser la péninsule. On l'appelait dans l'Émilie, dans les États de l'Église, à Naples. Il entra à Bologne, qu'il déclara libre et républicaine, et poussa sur Livourne, occupée par une flotte britannique, une division qui s'empara des propriétés anglaises et occupa les forts. Cet encouragement suffit. Dans le duché de Modène, Reggio, la première, se déclara indépendante et envoya des députés à Milan pour commencer à fonder avec les Transpadans l'unité italique; Massa et Carrara, la Lunigiane, suivirent son exemple; Modène enfin, entraînée par les patriotes, prononça la déchéance du duc, et Ferrare se détacha des États de l'Église pour se joindre à Bologne. Les deux souverains du Midi et du centre durent céder devant cette redoutable propagande : ils demandèrent la paix. Ferdinand retira ses troupes de la coalition et ferma ses ports aux Anglais; le pape obtint un armistice en cédant Bologne, Ferrare, la cidadelle d'Ancône, vingt et un millions, cent tableaux et cinq cents manuscrits.

Bonaparte, sûr du midi de l'Italie, put recevoir l'Autrichien Wurmser qui descendit par l'Adige au mois de juillet avec soixante mille hommes. En quelques semaines il le rejeta au delà de l'Adige, par les batailles de Lonato et de Castiglione, le coupa du Tyrol, le mit en déroute à Bassano, près de la Brenta, et le força à s'enfermer en désespéré avec les débris de son armée dans la citadelle de Mantoue. On pouvait déjà songer à organiser la liberté en Italie.

Le général français institua à Milan un *consiglio di stato*, en attendant l'établissement d'une république transpadane, et mit sur pied une légion lombarde de trois mille cinq

cents hommes qui fut confiée au commandement de Lahos. En deçà du Pô, sur sa recommandation, les députés des quatre villes de Bologne, Ferrare, Modène et Reggio, proclamèrent leur union dans la république cispadane et, pour première mesure de sûreté, décrétèrent la formation d'une légion italienne de trois mille hommes. Victor-Amédée, menacé de perdre la Sardaigne, fut obligé d'accorder aux habitants la convocation régulière des cortès et la nomination de nationaux à toutes les charges de l'État. Son successeur Charles-Emmanuel IV, monté sur le trône à la fin même de cette année si féconde en événements, se rattacha sans arrière-pensée à la politique française. La Corse attaquée, du port de Livourne, fut arrachée aux Anglais ; enfin Gênes, jusque-là dans une neutralité douteuse, embrassa ouvertement, malgré les menaces des Anglais, le parti de la France, lui donna deux millions et lui en prêta autant jusqu'à la paix générale.

Arcole, Rivoli, paix de Campo-Formio; les républiques ligurienne et cisalpine; chute de Venise (1797).

Un dernier effort de l'Autriche empêcha le pape et Venise de suivre l'exemple général, et ce fut pour leur malheur. Le général Alvinzi, à la fin de 1796, descendit par le Frioul pour délivrer Wurmser ; Bonaparte, malgré l'infériorité du nombre et la position la plus critique, le repoussa d'abord à Arcole (15-17 nov.), puis le battit complétement à Rivoli (14 janvier 1797), enfin rejeta les débris de l'armée autrichienne au delà de la Piave, et reçut la capitulation du brave Wurmser dans Mantoue.

Pendant que Bonaparte poussait son avant-garde sur les Alpes Juliennes pour aller chercher la paix dans Vienne, Victor, à la tête d'une division, descendit au centre de l'Italie ; trois légions de l'infanterie lombarde, trois de la cispadane, en faisaient partie ; pour la première fois le parti de la révolution et celui de la tradition italienne se trouvèrent aux prises sur les bords du Senio. Les soldats du pape ne tinrent pas un instant, Victor traversa la Roma-

gne, s'empara d'Ancône et arriva jusqu'à Tolentino où la cour pontificale demanda la paix, au prix de trente millions, de l'abandon de Bologne, de Ferrare, d'Ancône et de la Romagne (19 février).

Dans les États de Venise les partisans des Français se rendent maîtres du gouvernement à Bergame, Brescia et Crème, sur les provéditeurs, et y proclament la liberté. Mais le sénat retrouve quelque énergie en face de ses sujets révoltés; il arme dix mille Esclavons, quatre mille Italiens, soulève et enrégimente les sauvages paysans des montagnes, ennemis des Français et des novateurs. Le soulèvement du Tyrol et l'arrivée d'une division autrichienne sur l'Adige l'enhardissent encore. Persuadé que les Français qui marchaient sur Vienne allaient être coupés et détruits, il signe un traité secret avec l'Autriche et commence à agir. Brescia, Bergame, sont attaqués; le 15 avril, Vérone, au milieu d'un soulèvement, tombe au pouvoir des paysans et des Esclavons. Les Français surpris sont égorgés dans les rues, dans les hôpitaux, quatre cents sont jetés dans l'Adige; ce sont les pâques Véronaises; enfin quelques jours après, le 23, un lougre française réfugié dans le port de Venise est criblé de boulets et l'équipage massacré. Le lendemain, le sénat apprit que Bonaparte avait réduit l'Autriche à signer les préliminaires de Léoben. Le sénat terrifié demanda grâce au vainqueur. « Le sang de mes frères d'armes sera vengé, » répondit Bonaparte à ses envoyés; « je serai un Attila pour Venise; plus d'inquisiteurs d'État, plus de livre d'or, votre gouvernement est décrépit! » Premières paroles de menace prononcées par la France contre l'Italie même.

L'aristocratie vénitienne ne songea qu'à sauver Venise en se sacrifiant elle-même. Le dernier doge, Louis Manin, et le sénat, renvoyèrent les Esclavons, désarmèrent les paysans et dépêchèrent au camp du général français trois députés chargés d'offrir des satisfactions et de s'entendre avec lui sur les modifications à apporter au gouvernement. Ce n'était pas une modification qui pouvait suffire au général; le grand conseil de la noblesse, au milieu de la plus vive

effervescence, renonça à la souveraineté, déclara la constitution abolie, la noblesse privée de ses priviléges politiques, et convoqua les députés de toute la terre ferme pour aviser à l'établissement d'un gouvernement démocratique. Une municipalité provisoire, composée de citoyens de toute classe, reçut le général Baraguey-d'Hilliers avec cinq mille hommes de troupes, et livra les forts, les vaisseaux et l'argent que Bonaparte demanda comme satisfaction pour le passé et comme gage pour l'avenir.

Une réforme du gouvernement qui eût rajeuni la république, et quelques sacrifices, n'eussent pas été un grand mal pour Venise. Malgré quelques bruits alarmants répandus sur les propositions secrètes des préliminaires de Léoben, les Vénitiens espéraient en être quittes à ce prix. A Gênes une émeute qui éclata en mai contre l'aristocratie ayant été fortement réprimée, le représentant de France, Faypoult, et Bonaparte, prirent parti pour les vaincus, partisans de la France; mais ils en tirèrent seulement l'occasion de réformer la république de Gênes et non de la détruire. L'ancien gouvernement fut aboli, la noblesse privée de ses priviléges, le livre d'or brûlé. Une constitution nouvelle, s'appliquant à tous les habitants du territoire génois, conféra à deux conseils le pouvoir législatif, à un doge et à un sénat de douze membres le pouvoir exécutif de la nouvelle république, qui prit le nom de *ligurienne*.

La conduite de Bonaparte à Milan inspira encore plus de confiance à Venise. Le général français n'avait cessé de rappeler aux amis de l'indépendance que leurs discordes d'autrefois avaient fait tout leur malheur, qu'il fallait s'armer et s'unir. Il fit alors davantage : il engagea les Cispadans et les Transpadans à se fondre en une seule république dite *cisalpine*, et promit d'y adjoindre encore les pays de Mantoue, Bergame, Brescia et Crème, de sorte qu'elle eut l'Adige pour limite et quatre millions d'habitants sous sa protection. Les députés et les gardes nationales des différentes villes du Nord célébrèrent dans le lazaret de Milan la fédération des peuples italiens. Une constitution modelée sur celle que la France avait alors, avec deux conseils lé-

gislatifs et un directoire de cinq membres, fut adoptée par la nouvelle république. Bonaparte nomma lui-même les cinq directeurs: Serbelloni, Alessandri, Moscati, Paradisi, Costabili, et les aida à organiser l'administration, l'armée et les finances.

Faire aussi du territoire de Venise une république sur le même modèle était le vœu du Directoire, Bonaparte en avait reçu l'ordre. Le vainqueur ne remplit pas les vues de son gouvernement : le traité de Campo-Formio (17 octobre) fit reconnaître la république cisalpine, qui était son œuvre, mais il sacrifia Venise, qui fut cédée avec l'Istrie, la Dalmatie et le Frioul, à la maison d'Autriche, et l'Italie put apprendre que les bienfaits de l'étranger ont toujours quelque chose d'incomplet et d'amer. Le dernier jour de Venise fut douloureux et digne. La municipalité révolutionnaire qui avait pris le gouvernement après la chute de l'aristocratie refusa l'offre qui lui fut faite de songer à ses intérêts dans la ruine commune; elle ensevelit elle-même l'indépendance de sa patrie et reçut les Autrichiens le 19 janvier 1798.

Républiques romaine, parthénopéenne et toscane; la péninsule républicaine (1798).

« La liberté vous a été donnée, dit Bonaparte aux Cisalpins avant de les quitter, sans factions, sans massacre, sans révolution; sachez la conserver. Faites des lois sages et modérées, exécutez-les avec force et vigueur, remplissez vos légions de citoyens loyaux. Après tant d'années de tyrannie, vous n'auriez pu recouvrer seuls la liberté, mais bientôt vous pourrez la défendre par vous-mêmes. » En attendant, il leur laissa 20 000 hommes sous le commandement de Berthier, pour assurer leur liberté et l'influence française dans la péninsule.

Le traité de Campo-Formio, malgré les paroles de Bonaparte, ne pouvait être qu'une trêve dans la péninsule. Il n'avait ni détruit la domination étrangère, ni fondé l'indépendance italienne, ni garanti la liberté des peuples. Il

mettait en contact sur tous les points du territoire l'indépendance nationale et l'oppression étrangère, la république et la monarchie, la France et l'Autriche. Ce fut à Rome qu'éclata l'impossibilité de la paix de Campo-Formio. Le gouvernement romain était arrivé aux derniers degrés de l'épuisement et de l'impuissance : obligé de faire face aux exigences de la France avec des finances déjà perdues, il se suicidait, taxant lui-même les prêtres, vendant les biens de mainmorte, et mettant la main jusque sur les ornements d'église. Comment après cela réprimer les jansénistes, les philosophes, les novateurs tous les jours plus nombreux et soutenus par la France? Dans une émeute, les révolutionnaires, poursuivis par les soldats du pape, se réfugièrent dans l'hôtel de l'ambassadeur français ; le général Duphot voulut couvrir les insurgés de sa présence, il fut tué.

Heureux de trouver l'occasion de renverser un pouvoir dont la ténacité perpétuait l'agitation ecclésiastique en France, le Directoire demanda réparation pour le droit des gens outragé. A la tête d'une division des légions cisalpines, Berthier apparut bientôt sur le Monte-Mario, fit capituler le château Saint-Ange et entra dans la ville ; le lendemain 15 février, le peuple, réuni sur le Forum, déclara le gouvernement pontifical aboli et proclama la république romaine. En vain le pape protesta, il fut transporté dans la Toscane. Des commissaires français promulguèrent pour Rome, Ancône et les territoires romains, une constitution toute française, avec les noms romains de consuls, sénat, tribuns ; et la péninsule compta un nouveau gouvernement révolutionnaire.

C'était une atteinte au traité de Campo-Formio. L'empereur d'Allemagne et le roi de Naples reprirent les armes. L'occasion leur semblait favorable. Charles-Emmanuel, inquiété par les Liguriens et les Cisalpins, qui soutenaient les révoltés de ses États, était déjà las de sa situation nouvelle. Dans la péninsule, même républicaine, on commençait à sentir la prépondérance française autant que la liberté. Le gouvernement cisalpin ayant refusé un traité

proposé par le Directoire, aux termes duquel il devait recevoir 25 000 Français dans ses places, et payer dix millions, Berthier avait expulsé les récalcitrants et imposé le traité. Enfin, l'introduction si brusque d'une liberté nouvelle, l'établissement d'institutions tout à fait exotiques et mal greffées sur les coutumes et les traditions nationales, causaient plus d'un froissement et d'un malaise.

Le roi de Naples Ferdinand IV, le premier, ordonna subitement une levée de 40 000 hommes, s'assura des secours de l'Angleterre, et, en novembre, entra sur le territoire romain avec 50 000 hommes, commandés par le général autrichien Mack. Les troupes françaises, commandées par Championnet, étaient dispersées; le roi de Naples fit son entrée à Rome le 29 et détruisit le gouvernement républicain. Son succès fut de peu durée. Le Directoire demanda à Charles-Emmanuel le secours de ses Piémontais et, sur ses hésitations, ordonna à Joubert, chef de l'armée d'Italie, d'entrer dans le Piémont. Une partie des villes comprimées par le roi ouvrit ses portes; les soldats piémontais passèrent dans les rangs français; Charles-Emmanuel, sur la sommation de Joubert, abdiqua et se réfugia en Sardaigne. La chute du dernier gouvernement monarchique du Nord paya d'abord l'attaque du roi de Naples contre la république romaine.

Sûr de ne plus être inquiété sur ses derrières, Championnet revint sur le roi de Naples. L'armée de celui-ci, rassemblée à la hâte, était fort indisciplinée. Parmi les officiers, les uns, attachés à la cour, étaient sans habileté; les autres, ayant quelque instruction, étaient imbus des idées françaises. Ferdinand abandonna Rome, qui fut reprise, repassa les frontières de son royaume et rentra dans sa capitale. Accueilli par les murmures de la noblesse et de la bourgeoisie, voyant tomber au pouvoir de l'ennemi les forteresses de Pescara et de Gaëte, il abandonna lâchement la partie et s'embarqua lui et sa famille sur la flotte anglaise avec ses trésors, en chargeant de la défense Pignatelli, nommé vice-roi, et l'Autrichien Mack. Le premier demanda une trêve qu'il obtint au prix de deux millions;

le second, dont les soldats désertaient en masse, dont les officiers étaient d'accord avec les républicains, conclut un armistice, et s'enfuit bientôt dans le camp français. Les lazzaroni seuls voulurent se défendre et commencèrent assez singulièrement par le pillage de plusieurs maisons et le meurtre de quelques patriotes. Les républicains, aidés de la bourgeoisie effrayée, appelèrent les Français et s'emparèrent du fort Saint-Elme. Après un combat de trois jours, livré par les Français et les républicains aux lazzaroni, Championnet ne leur fit poser les armes qu'en promettant de faire respecter saint Janvier. Le lendemain 22 février il entra dans la ville ; il y fut reçu avec joie par les lazzaroni mêmes, quand il eut assisté au miracle du patron de Naples, et établit dans la ville un gouvernement provisoire qui proclama, le 23 janvier 1799, la république *parthénopéenne.*

Des anciens souverains de la péninsule il ne restait plus que le grand-duc de Toscane, Ferdinand ! La dénonciation faite à la France d'une nouvelle coalition fut le signal de sa chute. On ne pouvait compter entièrement sur le grand-duc de Toscane, toujours neutre depuis le commencement de la guerre. Le 25 mars, Berthier entra sur son territoire, lui signifia de quitter le pays, entra dans Florence et y installa comme partout un gouvernement provisoire aux tendances républicaines. Depuis les Alpes et l'Adige jusqu'au golfe de Tarente, les troupes françaises et les institutions républicaines couvraient la péninsule. Le Directoire croyait avoir atteint son but.

Rapide destruction des républiques italiennes par les anciens souverains; réactions sanglantes (1799).

Cependant, à la veille d'une lutte solennelle, l'Italie n'était pas tout entière, corps et âme, avec la France. Elle n'en portait que les trois couleurs. La révolution n'était qu'à la surface. L'aristocratie et les paysans protestaient contre le nouvel état de choses et tournaient les yeux vers les anciens souverains; les institutions nouvelles ne se sou-

tenaient qu'avec l'appui déjà suspect et redouté de l'étranger.

Le gouvernement provisoire de la république parthénopéenne, sous l'inspiration de Championnet, avait pris d'abord d'heureuses résolutions. L'abolition des fidéicommis, des biens communaux, des juridictions baroniales, corvées, dîmes, etc., lui avait mérité l'approbation de la bourgeoisie et des villes, mais bientôt l'établissement d'une taxe de guerre, l'éloignement de l'ancienne armée et des hommes d'armes des barons, firent des mécontents. Championnet fut obligé d'ordonner le désarmement général du pays conquis. La discorde des vainqueurs, le renvoi du commissaire Faypoult par Championnet, la destitution de Championnet et son remplacement par Macdonald, les exactions des soldats français, achevèrent de dépopulariser le nouvel établissement républicain. Les prédications du cardinal Ruffo dans les Calabres suffirent pour grouper autour de lui sa célèbre armée de la *sainte-foi*. Des brigands dans la terre de Labour, dans les Abruzzes, entre autres le célèbre Fra-Diavolo, réunirent les bandits avec les paysans, et soulevèrent toutes les campagnes contre les Français et contre les républicains.

A Rome, après le départ des troupes de Ferdinand, on était parvenu à établir un gouvernement républicain régulier; mais les Romains chargés du gouvernement se montraient bien neufs dans les fonctions politiques, le peuple avait encore peu de respect pour une loi qui ne lui paraissait point entourée du prestige de la foi. Des émeutes éclataient à Civita-Vecchia et le brigandage s'organisait dans les Apennins. Dans le midi de l'Italie, la masse de la nation confondait dans une même haine les institutions républicaines et la domination étrangère. Au nord on savait les distinguer ; mais cela n'était pas plus favorable à l'union, si nécessaire alors, de la France et de l'Italie.

La république française avait pesé un peu lourdement sur sa fille aînée, la république cisalpine. Les ambassadeurs français qui s'y succédèrent avaient trois fois changé la forme du gouvernement républicain, et ne pouvaient

réprimer les excès des agents, commissaires ou fournisseurs, qui, s'enrichissant aux dépens des Français et des Italiens, rendaient les protecteurs odieux aux protégés. En face des ennemis de la liberté nationale qui regrettaient encore le joug de l'Autriche, et des partisans forcés de la France, il s'était formé un parti nouveau dit *italien*. Ses chefs étaïent Pino, Lahoz, Teuillié et Birague ; ses soldats se recrutaient dans la *Société des rayons*. Leur but était de rester affranchis de l'Autriche, mais sans dépendre des Français, et d'assurer l'indépendance de l'Italie par l'union des classes, sous la protection d'un patriciat républicain, et par la coopération de tous les États de la péninsule réunie contre tout étranger. Idée patriotique sans doute, mais que les circonstances rendaient alors inopportune.

Les alliés eurent beau jeu au milieu de ces divisions et en l'absence de Bonaparte, alors en Égypte. En 1799, l'Autrichien Kray et le Russe Souvarov n'eurent qu'à paraître sur les Alpes, les Anglais en Sicile, les Russes et les Turcs dans le royaume de Naples. Schérer, chef de l'armée d'Italie, battu par Kray, à Magnano sur l'Adige (5 avril), abandonna le Mincio, et se réfugia derrière l'Adda. Moreau, qui lui succéda, perdit à son tour, contre Souvarov, le bataille du pont de Cassano (27 avril), évacua Milan, passa le Pô et prit position entre Valenza et Alexandrie. Au midi, Macdonald battit en retraite avec les troupes françaises de la Toscane et des États romains pour regagner les Alpes, et laissa seulement quelques régiments à Naples, à Florence et à Rome.

Après son départ, les gouvernements révolutionnaires italiens ne tinrent pas longtemps. Les républicains de Naples, retranchés dans les forts quand les lazzaroni se soulevèrent à la première apparition du cardinal Ruffo et des sanfédistes, ne cédèrent que sur la foi d'une honorable capitulation, qui fut bientôt violée ; triste prélude de la restauration des Bourbons napolitains. Dans la Toscane, le gouvernement provisoire, récemment établi par les Français, tomba tout seul. L'autorité du grand-duc Ferdinand fut rétablie à Florence le 16 juin.

Dans la république cisalpine il y avait encore une force nationale capable d'influer sur les événements. Lahoz laissa Macdonald sans secours rejoindre Moreau dans les Alpes cisalpines, au prix du rude combat de la Trebbia (17 juin); il se jeta dans les marches du centre pour y réunir, avec les bandes, une armée italienne, entièrement indépendante[1], qui délivrerait successivement la péninsule des Français et des Autrichiens; projet tout à fait désastreux. A Novi (15 août), Souvarov rejeta entièrement Moreau et l'armée française dans la rivière de Gênes; l'Italie fut livrée à ses nouveaux vainqueurs et punie de ses hésitations et de ses faux calculs.

Après la capitulation de Garnier dans Rome et de Monnier dans Ancône, la réaction fut maîtresse d'un bout à l'autre de l'Italie. Elle sévit avec fureur. A Milan, les Autrichiens envoyèrent une foule de prisonniers traîner les barques aux bouches du Cattaro. A Naples, la vengeance en délire parut prendre à tâche de dépeupler le royaume; après avoir laissé les sanfédistes donner, aux dépens des jacobins, des spectables de cannibales sur la place de Naples, on procéda régulièrement; en quelques jours, cent dix personnes furent décapitées, et des plus notables, trente mille jetées dans les cachots. A Rome aussi le nombre des incarcérations fut grand et les excès de la populace nombreux. Pendant que le conclave rassemblé à Venise donnait pour successeur à Pie VI, mort au mois d'août 1799, Pie VII (Chiaramonti), le gouvernement napolitain s'organisait provisoirement à Rome. L'empereur d'Allemagne ne cachait pas sa pensée de rester maître comme par droit de conquête du Piémont et des légations romaines; le roi de Sardaigne n'était pas plus rappelé de son île que Pie VII n'était invité à prendre possession de l'État ecclésiastique. L'empereur d'Allemagne, les deux Ferdinands de Naples et de Toscane, comme ses vassaux, se disposaient à rendre enfin complet l'asservissement de la péninsule, qui paraissait ramenée tout à coup aux changements à vue des actions et des réactions du moyen âge!

Retour de Bonaparte et des Français; Marengo; traité de Lunéville; Pie VII et Ferdinand IV restaurés; les républiques cisalpine et ligurienne rétablies (1800-1802).

Le vainqueur d'Arcole et de Rivoli, maître de la France par le 18 brumaire, en paix avec l'empereur de Russie, sauva la péninsule de cette chute d'autant plus affreuse qu'elle suivait les plus brillantes espérances.

Au mois de mai, Mélas s'apprêtait à passer le Var pour envahir la Provence; Masséna, bloqué avec les dernières troupes françaises dans Gênes, allait se rendre. Tout à coup, Bonaparte descend le grand Saint-Bernard, passe avec son artillerie et ses bagages sous le feu du fort de Bard, entre dans Milan et y proclame de nouveau la république, au milieu d'une joie qui tient du délire. Mélas ramène en toute hâte ses troupes vers le Pô, espérant encore avoir raison de cette audace. Mais Bonaparte reprend le commandement de son armée, et, dans les plaines de Marengo, le 10 juin, achève ce que le passage du Saint-Bernard avait commencé : les Français rentrent dans Gênes; l'empereur François, frappé d'épouvante, demande un armistice pour traiter de la paix, et la France redevient encore l'arbitre des destinées italiennes.

La France de 1800 n'était plus celle des années précédentes. Le premier consul Bonaparte n'arrivait pas en Italie avec les idées et les projets de la Convention et du Directoire, et n'acceptait que sous bénéfice d'inventaire ce qui avait été fait depuis le traité de Campo-Formio. On s'en aperçut bientôt.

Le pape Pie VII, en rentrant dans Rome le 3 juillet, y reçut les offres d'amitié du vainqueur de Marengo. Dans la réorganisation de la république ligurienne et de la république cisalpine, Bonaparte ordonna de respecter les croyances religieuses du peuple italien, et s'efforça plutôt de se rattacher les hautes classes favorables à l'Autriche que de flatter les passions populaires qui avaient d'abord accueilli la France. En tout, Bonaparte paraissait prendre

à tâche d'opérer une transaction de principes dans la péninsule, de réconcilier par des concessions réciproques l'ancien régime et le nouveau.

L'Autriche ne se résignait pas encore à cette révolution mitigée. Elle dénonça l'armistice en novembre 1800 ; la Toscane et Naples remuèrent encore. Mais le général français Brune s'empara, sur les Autrichiens, de la ligne du Mincio et de l'Adige; Macdonald descendit sur leurs derrières par le Splugen et les coupa de leur retraite. Pendant ce temps-là, les républicains de la Cisalpine, de la Ligurie, les exilés de Naples, entrèrent dans la Toscane, occupèrent Florence et suffirent pour maintenir le pays. La reine de Naples envoya en vain Roger Dumas à la tête de seize mille Napolitains au centre ; le général français Miollis, aidé de Pino, général des Cisalpins, battit, près de Sienne, Roger Dumas, qui se rejeta dans les États de l'Église; et Murat, appelé par Pie VII lui-même, les fit entrer tous dans le royaume de Naples.

Ces succès amenèrent les traités de Lunéville, de Madrid et de Florence, qui réglèrent, en 1801, le sort de la péninsule. Le pape fut réintégré dans les États de l'Église. Il dut recevoir seulement garnison française dans Ancône. Les républiques cisalpine et ligurienne furent reconnues comme par le traité de Campo-Formio. Le Roi de Naples ferma ses ports aux Anglais, céda à la France les présides et Piombino, reçut garnison dans Otrante, Brindes, et prononça une amnistie dans ses États pour tous les délits politiques. Le duc de Parme et Plaisance renonça à son duché en faveur de la France ; mais son fils reçut, en dédommagement, la Toscane, érigée en royaume d'Étrurie, aussi avec garnison française dans Livourne.

Ce n'était là ni la liberté ni l'indépendance que quelques Italiens avaient rêvées. L'Italie cependant pouvait s'estimer heureuse. Le nouveau royaume d'Étrurie était érigé en faveur d'un prince italien. Dans le royaume de Naples, un frein était mis aux vengeances du roi. Le pape, qui rentrait à Rome, paraissait animé des meilleures intentions : « Soyez bons chrétiens, et vous serez d'excellents

démocrates, » disait-il, pour accommoder la religion à l'esprit de son temps; il commençait son pontificat en publiant une amnistie, réformait la cour de Rome et s'efforçait de rétablir les finances, le commerce et l'industrie. Enfin, l'Autriche se résignait à ne posséder plus que la Vénétie, et deux républiques prenaient rang parmi les États européens; l'une surtout, formée de la plus grande partie du nord de la péninsule, comptant cinq millions d'habitants, quatre-vingts millions de revenu et quarante mille soldats, était un État respectable.

La péninsule payait ces avantages, il est vrai, en tombant en quelque sorte dans la dépendance de la France. Des garnisons françaises occupaient, en effet, tous les points importants de la côte, Otrante, Tarente, Brindes, Ancône, Livourne. Le général français Murat installa comme un vassal le jeune Louis de Parme dans le royaume d'Étrurie. Il en devint réellement le maître, lorsque, Louis mort, le fils mineur de celui-ci, Charles-Louis, succéda sous la tutelle de sa mère.

En 1802, la république cisalpine cherchait à consolider son gouvernement. Bonaparte lui persuada d'envoyer dans la ville de Lyon, à moitié route de Paris et de Milan, une assemblée de quatre cents notables; et sa nouvelle constitution naquit sur une terre française, sous l'inspiration des hommes d'État du consul, au milieu de troupes et de revues brillantes, en présence même du libérateur et du vainqueur. Elle fut l'image fidèle de celle que Bonaparte lui-même avait donnée à la France. Un président et un vice-président, une *consulte* d'État, investis du pouvoir exécutif, un corps législatif de cent cinquante membres, un tribunal de censure chargé de la surveillance et du maintien de la constitution, formèrent les principaux ressorts du gouvernement; trois collèges électoraux se recrutant eux-mêmes: un de grands propriétaires, un de lettrés et de clercs, un de négociants, servirent d'organes à la souveraineté publique. Enfin, on proposa la présidence de la république à Bonaparte, à défaut d'un Italien « assez accrédité, assez grand par ses services, assez dégagé de

l'esprit local. » Bonaparte accepta, et nomma Melzi vice-président.

A l'exemple des Cisalpins, la république ligurienne, celle de Lucques, remanièrent leur constitution dans le même sens. On laissa le choix du premier doge de la république ligurienne à Bonaparte. Il désigna Jérôme Durazzo, fit relever la statue d'André Doria, ancien législateur de Gênes, et en accepta une pour lui-même à Sarzane, comme pour unir les temps anciens et modernes. A Lucques, un collége de douze *anziani* et un gonfalonier couvrirent aussi de noms antiques des choses toutes nouvelles.

Bonaparte pouvait oser, quand la péninsule allait ainsi au-devant de lui. A la fin de 1802, il décréta la réunion définitive des six départements du Piémont au territoire français, et Victor-Emmanuel, successeur de Charles-Emmanuel, par l'abdication de celui-ci, dut se résigner à l'île de Sardaigne; l'Italie vit sa frontière occidentale au pouvoir de la France, comme l'orientale était déjà au pouvoir de l'Autriche; et là où elle paraissait libre, elle n'était plus que la protégée de la France.

Cette dépendance fut loin d'être sans compensation. Avec l'influence ou la domination française s'introduisent, dans la mesure de la discrétion qu'imposait le pouvoir de Bonaparte, ces principes de liberté et d'égalité civile, vraies et légitimes conquêtes de la révolution française. Sous l'administration la plus régulière et la plus rationnelle dont eût joui depuis longtemps la péninsule, se développa une prospérité dont on avait perdu le secret. Melzi, à Milan, quoique sans ostensation, tint état de prince et ranima le luxe; le ministre des finances améliora les revenus publics, au point que, malgré le tribut annuel qu'il fallait payer à la France, les caisses étaient pleines et les payements faciles. Une armée tout italienne s'organisa, dont les légions devaient marcher de pair avec les brigades françaises.

De beaux monuments furent les signes extérieurs de cette renaissance. Sur l'ancien emplacement des murs du

château de Milan s'éleva le *forum Bonaparte;* on travailla à la cathédrale de Milan avec une telle rapidité, qu'on en fit plus dans l'espace de quelques années que depuis plusieurs siècles; et ce chef-d'œuvre auquel ont contribué avec tant d'harmonie tous les temps et tous les styles fut enfin terminé. Les études, l'instruction publique, firent de notables progrès, mais principalement dans la pratique. L'université de Pavie fut rouverte et dotée, ainsi que les académies et colléges du Piémont. Tandis que Franconi et Alfieri finissaient, en délirant, l'un des hymnes révolutionnaires, et l'autre des imprécations contre la France, Vincent Monti, abbé et membre de l'Académie des Arcades, refléta la mobilité des événements et des impressions de l'Italie. Après avoir chanté le *triomphe des Brutus*, en 1797, et le *retour d'Astrée*, en 1798, il célébra avec la même pompe l'Alexandre et le Charlemagne moderne. Mais, comme si l'Italie devait enfanter, à chaque époque, un homme extraordinaire, ce fut alors que le célèbre Canova ressuscita les merveilles de la statuaire antique.

Création du royaume d'Italie; Naples, la Toscane, Lucques, Guastalla, donnés à des parents de Napoléon; Italie napoléonienne (1802-1808).

La protection féconde de la France demandait cependant à être exercée avec une certaine discrétion. Si les plus raisonnables des Italiens pensaient que leur pays ne pouvait encore se régénérer et se défendre seul, il en était d'autres qui protestaient au nom de l'unité et de l'indépendance. Bonaparte les poursuivit comme des insensés, comme des amis du désordre. A Rimini, à Brescia, à Bologne, en 1803, quelques mouvements excités en faveur de la liberté contre la prépondérance française furent réprimés avec la dernière sévérité. C'étaient là au moins des symptômes dont il fallait tenir compte.

Créé empereur des Français, Napoléon Ier, sacré à Paris par le pape Pie VII (1804), ne le fit point. Le vice-prési-

dent de la république cisalpine, Melzi et ses principaux magistrats, Marescalchi, Paradisi, Salimbeni, etc., lui offrirent la couronne des anciens rois lombards. Il accepta ce qu'il n'avait pas peu contribué à faire demander. On stipula seulement que les deux couronnes seraient distinctes, que Napoléon seul les réunirait sur sa tête, et que le royaume passerait ensuite à un enfant mâle, ou à un fils adoptif de l'empereur, pourvu qu'il fût Français ou Italien. Le 16 mai 1805, au milieu des fêtes les plus brillantes, Napoléon Ier prit lui-même, sur l'autel de Milan, sa nouvelle couronne. Les Italiens entendirent avec étonnement répéter cette vieille devise : *Dieu me l'a donnée, gare à qui la touche!* et, quelques jours après, le nouveau roi ouvrit en personne le corps législatif, et désigna pour vice-roi son fils adoptif Eugène Beauharnais.

Ce n'était là encore qu'un changement politique, mal vu seulement de quelques républicains assez peu nombreux. Cette dépendance du royaume d'Italie n'était que temporaire. Un avenir de liberté et de puissance pouvait être assuré au nouveau royaume. Mais ce ne fut pas tout. A Milan même, le doge de Gênes et les principaux magistrats de la république ligurienne vinrent demander à Napoléon « de réunir à l'empire cette Ligurie, premier théâtre de ses victoires ». L'empereur alla à Gênes (juin), y fut reçu avec des fêtes qui semblèrent un troisième couronnement, et forma de la république trois départements et la vingt-huitième division militaire. Lui-même, enfin, de son propre mouvement, réunit, par un décret du 21 juillet, Parme et Plaisance à la vingt-huitième division militaire, et érigea la principauté de Piombino, réunie à la république de Lucques, en un duché qu'il donna à Pascal Bacciocchi, marié à une de ses sœurs.

« Depuis la première fois que j'ai paru dans ces contrées, » dit Napoléon Ier dans ses Mémoires, « j'ai toujours eu l'idée de créer indépendante et libre la nation italienne. Les réunions à l'empire des diverses parties de la péninsule n'étaient que temporaires; elles n'avaient pour but que de rompre les barrières qui séparaient les peuples, et

d'accélérer leur éducation pour opérer ensuite leur fusion : j'aurais rendu l'indépendance et l'unité à l'Italie presque entière. » Si telle était l'intention future de Napoléon Ier en faveur d'un pays qu'il aimait et dont il parlait la langue, ses actes donnaient au moins prise à de funestes interprétations.

Dans la troisième coalition formée, en 1805, par les puissances européennes contre Napoléon, à l'occasion de ces usurpations mêmes, l'Autriche tenta de profiter des fautes de la France. En massant des troupes dans les États vénitiens, elle ne manqua par d'envoyer dans le reste de la péninsule des émissaires qui promirent de sa part la liberté. On répandit le bruit que l'indépendance de l'Italie était la base de négociations entre la Russie et l'Autriche; que ces puissances voulaient former du Piémont, de Gênes, du Milanais, de la Vénétie, un royaume cisalpin en faveur de la maison de Savoie, maintenant expulsée de la péninsule. Mais la fascination exercée par Napoléon sur les Italiens, qui croyaient d'ailleurs la fortune de la France et celle de l'Italie étroitement liées, était encore trop grande. Le roi de Naples, Ferdinand, en accueillant au midi de l'Italie, malgré son traité de neutralité, les Anglais et les Russes, acheva de les édifier. La liberté ainsi présentée ne tenta personne. La trahison du roi de Naples et l'attaque de l'Autriche achevèrent seulement de livrer l'Italie à la France et à Napoléon.

Les Italiens contribuèrent eux-mêmes activement au résultat. Tandis que Napoléon pénétra au cœur de l'Autriche et gagna la bataille d'Austerlitz (1805), Masséna joignit à ses cinquante mille Français seize mille Italiens, pour culbuter l'archiduc Jean à Caldiero et le rejeter sur le Tagliamento. Ce fut avec une légion italienne que Gouvion-Saint-Cyr, derrière Masséna, bloqua la ville de Venise. Eugène, à la tête d'une armée lombarde, tint tête à Ferdinand de Naples et aux Anglo-Russes. Napoléon et l'Italie partagèrent les fruits de la victoire au traité de Presbourg. L'Autriche céda au royaume d'Italie Venise, avec la Dalmatie et l'Albanie, et perdit la péninsule avec la couronne du saint-

empire. Un ordre de Napoléon Ier, quelques jours plus tard, enleva Naples à Marie-Caroline, pour en faire don à un de ses parents.

Au commencement de janvier 1806, Joseph Bonaparte, frère de l'empereur, et Masséna, à la tête de cinquante mille hommes, se dirigèrent sur le royaume de Naples, précédés de cette formidable proclamation de l'empereur : « La dynastie de Naples a cessé de régner. » Les Anglais et les Russes s'étaient déjà rembarqués. Le roi, la reine, toute la cour, s'enfuirent à Palerme. Rien n'arrêta l'armée d'invasion; Joseph entra dans Naples le 25 février. Les villes de Gaëte, et Pescara, dans les Abruzzes, furent bloquées et bientôt réduites; Saint-Cyr se dirigea sur Tarente, et Reynier dans la Calabre, pour poursuivre les dernières résistances. Enfin, le 30 mars, Joseph Bonaparte fut proclamé roi de Naples, et reconnu par les premiers personnages du royaume, par le chef des sanfédistes, Ruffo lui-même.

Ces changements étaient très-avantageux à la péninsule. Le royaume d'Italie embrassait maintenant une étendue de vingt-huit mille lieues carrées et comptait près de sept millions d'habitants. Par Venise et l'Albanie, il était maître de la mer Adriatique et pouvait faire respecter le pavillon italien sur toutes ses côtes. Le royaume de Naples se trouvait enfin rattaché au nouveau système politique de l'Italie. Ce pays de routine despotique et féodale commença à jouir d'un gouvernement, sinon libre, au moins rationnel et régulier. Les juridictions et les priviléges féodaux furent supprimés, le Code Napoléon devint la loi du pays et remplaça ces législations multiples et informes, restes de la barbarie. La même uniformité fut établie dans les finances; les corvées, services, taxes de toutes sortes, cédèrent la place à un impôt foncier unique et sans exemptions; enfin on organisa l'instruction publique; Naples s'embellit, une voie s'ouvrit conduisant de la rue de Tolède à Capo di Monte, et les rues furent éclairées.

Dans les différents séjours que Napoléon Ier fit en Italie en 1807 et en 1808, on ne peut le nier, il s'occupa avec inté-

rêt et activité du bien-être général de la péninsule. Il assura les communications des Italiens au delà des monts par de magnifiques routes qu'il fit ouvrir à travers le Simplon, le mont Cenis, le mont Genèvre et le col de Tende. Il s'efforça de relever l'esprit militaire par l'établissement de la conscription, de hâter la fusion des peuples en les soumettant à une même administration et aux mêmes lois.

Napoléon Ier usa cependant aussi de sa puissance sans ménagement pour les susceptibilités de l'Italie. Les souverains y furent à sa dévotion. Eugène, par devoir autant que par dévouement, était son premier serviteur. Le roi de Naples, Joseph, s'était pris d'affection pour son nouveau royaume et voulait y rester; mais Napoléon avait besoin de lui en Espagne, il le remplaça, en 1808, par Joachim Murat. Il disposa enfin de l'Italie comme de sa conquête et la partagea entre ses parents ou la prit pour lui-même. Parme et Plaisance furent définitivement réunis à la France; la principauté de Lucques s'augmenta de Massa et Carrare; le prince Borghèse devint gouverneur du Piémont et de Gênes; sa femme, Pauline, sœur de l'empereur, reçut le duché reconstitué de Guastalla. La Toscane fut enfin enlevée au jeune Charles-Louis pour être réunie à la France.

Il est vrai que des bienfaits suivirent tous ces changements. En Toscane, une *junte de réorganisation* introduisit les institutions administratives et judiciaires de la France, importa des chèvres à fin duvet dans les environs de Sienne, développa l'industrie et le commerce de la paille d'Italie, des albâtres, des coraux, de la soie, établit une chambre de commerce à Livourne, ouvrit ou répara les routes d'Arezzo à Rimini, de Florence à Bologne, de Sienne à Pérouse. Mais l'Italie n'en était pas moins, elle le sentait, l'humble satellite de la France, ses souverains les vassaux de l'empereur, son territoire comme le patrimoine de famille du vainqueur.

Il y avait encore moins de liberté à espérer pour elle que d'indépendance. Despote envers les rois ses vassaux, l'empereur voulait que ceux-ci le fussent envers leurs

sujets. Il n'admettait aucune résistance à sa volonté, aucune garantie contre son pouvoir. L'acte du fils de la révolution, passé empereur, qui choqua le plus les Italiens, ce fut la constitution, en faveur de généraux ou d'administrateurs français, de dix-huit grands fiefs dans les royaumes de Naples, d'Italie, et les États de l'Église.

En présence de ces usurpations de fantaisie, sans prétexte et sans excuse, rien d'étonnant que le sentiment italien commençât à protester au moment même où la puissance de Napoléon et la prépondérance de la France dans la péninsule étaient à leur apogée. Dans les Calabres et dans les gorges des Apennins, les paysans, par instinct national autant que par ignorance, faisaient au roi français une guerre de partisans, redoutable, sous d'audacieux bandits soldés par des ennemis. Une opposition plus formidable au sein des villes et dans la population éclairée s'organisa dès cette époque dans la *charbonnerie*, entée sur les mystères de la franc-maçonnerie, que ravivait un esprit politique de liberté nationale. Mais ce fut contre le saint-siége que vinrent échouer en Italie la puissance et la popularité de Napoléon Ier et de la France.

Le gouvernement temporel du saint-siége aboli; apogée de la puissance impériale en Italie; le roi de Rome (1808-1812).

Le pape était seul souverain libre et soustrait à l'omnipotence de Napoléon Ier dans la péninsule. La liberté italienne n'avait plus d'autre asile que le Vatican. Quoique Napoléon Ier et Pie VII se fussent unis dans le concordat pour rétablir le catholicisme en France, il s'en fallait de beaucoup que leur entente fût complète. Sans compter les difficultés ecclésiastiques nées du concordat même, tout en Italie était aux deux souverains une occasion de conflit, et tous les deux mettaient de l'acrimonie, l'un dans son ambition, l'autre dans sa résistance. Pie VII n'avait cessé de réclamer les légations rattachées au royaume d'Italie. Il refusait encore de reconnaître à Naples la nouvelle dynastie



10
12
14
Dressé par A. Vuillemin.
Librairie de L. Hachette et Cie.
Gravé par E. George

des Bonaparte, et de fermer ses ports aux Anglais, éternels ennemis de la France. En vain Napoléon fit valoir son nouveau titre : « Votre Sainteté est souveraine de Rome, disait-il au pape, mais j'en suis l'empereur. —Le souverain pontife, répondit le pape, n'a jamais reconnu et ne reconnaît point de puissance supérieure à la sienne. Aucun empereur n'a le moindre droit sur Rome, l'empereur de Rome n'existe point. »

La péninsule prit une vive part à cette lutte du pape et de l'empereur, qui cachait encore une question d'indépendance. Le premier décret qui amena l'occupation de Rome, en 1808, par une petite armée, et la déclaration que les provinces d'Ancône, d'Urbin et de Camerino, étaient réunies au royaume d'Italie, firent déjà une profonde impression. La conscience catholique des Italiens s'émut vivement de voir le pape comme retenu prisonnier dans le château Saint-Ange et les cardinaux enlevés, transportés, dispersés dans leurs diocèses. Mais leur patriotisme fut encore plus blessé de voir en la personne du pape le dernier prince indépendant de la péninsule frappé et dépouillé, ses soldats enrôlés dans l'armée française, ses magistrats et ses prêtres mêmes, obligés de prêter serment de fidélité.

Engagé alors dans une lutte plus terrible que jamais contre l'Europe coalisée une quatrième fois contre lui en 1809, Napoléon Ier ne pouvait guère ménager non plus le saint-siége. Le vice-roi d'Italie, attaqué par l'archiduc Ferdinand, défendait avec peine les lignes de la Brenta et de la Piave. Au midi, des vaisseaux anglais débarquaient sur différents points de la côte de Naples douze mille Siciliens, et un fils même de Ferdinand IV et de Caroline, pour rallier les forces des royalistes et des carbonari contre Murat. Pie VII, opiniâtre et opprimé, paraissait faire cause commune avec les ennemis de l'empereur. Entre Essling et Wagram, Napoléon signa (17 mai) un décret qui achevait la déchéance du pontife. « Charlemagne, mon auguste prédécesseur, « disait-il, » en concédant quelques domaines aux évêques de Rome, ne les leur avait donnés qu'à titre de fiefs, et sans que Rome cessât de faire partie de son

empire. » En conséquence, il réclama sur le pape la possession de ses domaines, et déclara Rome ville libre et impériale. La bulle d'excommunication préparée en réponse à ce décret par le pape, contre ceux qui porteraient atteinte aux possessions et immunités ecclésiastiques, n'eut pas le temps de paraître. Sur l'ordre de Miollis, qui occupait Rome, le pape fut enlevé dans le Quirinal, mis dans une voiture fermée et transporté, à travers la Toscane et le Piémont, à Savone, où il fut traité avec honneur et respect, mais laissé sans liberté et sans puissance. Le bruit de la victoire de Wagram et la paix qui suivit couvrirent tout. Le 17 février 1810, Napoléon put réunir à l'empire, par un décret, le territoire de Rome et de Spolète, et déclarer Rome seconde ville de l'empire. L'œuvre de Napoléon Ier en Italie brilla d'un dernier éclat.

Le beau royaume d'Italie renfermait maintenant près de onze millions d'habitants; il comptait treize régiments d'infanterie, six de cavalerie, deux d'artillerie, tous composés d'Italiens; les places de Mantoue, Venise, Peschiera, Legnano, Palma Nova, contenaient un immense matériel préparé par des Italiens. « J'ai réparé, disait Napoléon, le mal que j'avais d'abord fait aux Vénitiens à Campo-Formio et à Lunéville; j'ai purgé aussi le centre de l'Italie des vices de l'administration des prêtres. » D'un bout à l'autre de la péninsule régnait une activité dont on était depuis longtemps désaccoutumé. Au moyen de la conscription, l'Italie était armée, des Alpes au golfe de Tarente. Murat parvint lui-même à mettre au moins trente mille hommes sur pied dans le royaume de Naples. Venise, déclarée port franc, bâtit, pour la défense de son port agrandi et de ses lagunes, les forts Malghera et Brondolo; Gênes, aussi fortifiée de nouveau, fut augmentée d'un arsenal de construction, et entretint deux vaisseaux de soixante-quatre canons, deux frégates, quatre corvettes.

On ne pensait pas seulement à la guerre. L'arc du Simplon s'éleva à Milan; le canal de Pavie réunit le lac de Côme à l'Adriatique. A Naples, à côté des écoles nouvelles de génie et d'artillerie fut créé un jardin botanique. A

Rome, Napoléon institua un fonds pour encourager les industriels et les agriculteurs ; il releva le collége de la Propagande, sur lequel il fondait des desseins tout particuliers; il prit soin, là, comme dans toute l'Italie, de conserver les monuments précieux des arts, dont il avait disposé d'abord en faveur de la France. L'Italie dut à l'intervention de Canova plus d'une heureuse restitution.

En se rappelant tous ces bienfaits et d'autres encore, on peut aisément croire que Napoléon s'était proposé, ainsi qu'il l'a dit, « de régénérer la grande patrie italienne. » Le nom de roi de Rome, qu'il donnait à son fils, était, il l'a assuré, un acheminement vers ces desseins. Il attendait impatiemment le moment de le mener à Rome, de le couronner roi d'Italie et de proclamer l'indépendance de la belle péninsule sous le règne du prince Eugène. On pouvait cependant voir aussi là un nouveau pas de l'empereur dans l'exécution de son rêve favori, la restauration de l'empire de Charlemagne. Tandis que l'avenir était à peine entrevu on sentait la dépendance présente. Le nom de roi de Rome donné à un enfant flattait peu les Italiens, et n'effaçait pas celui du pontife souverain. On oubliait les bienfaits, on ne voyait que la servitude.

La littérature commençait à exprimer ce malaise italien sous la domination française. Le fier et indépendant Ugo Foscolo, dans ses *Tombeaux* et ses tragédies, conquérait toutes les sympathies sur le mobile courtisan Monti, et, à côté de lui, Hippolyte Pindemonte exaltait dans son *Arminius* le défenseur de l'indépendance nationale.

Revers de Napoléon Ier ; discordes des Italiens, d'Eugène et de Murat; occasion d'indépendance perdue ; restauration (1812-1815).

L'Italie, n'étant point unie tout entière et de cœur à Napoléon, ne le soutint pas énergiquement et sans arrière-pensée, quand l'heure des revers fut arrivée. En l'année 1812, le prince Eugène et Murat avaient conduit les légions italiennes à la suite de Napoléon dans la triste cam-

pagne de Russie, et le quatrième corps de la grande armée avait couvert de ses cadavres les champs de bataille de Moscowa et de Malojaroslavetz. Quand Eugène et Joachim, après la désastreuse retraite, revinrent en Italie (1813) pour y ramasser, sur l'ordre de l'empereur, les troupes qui devaient, avec celles de France, relever en Allemagne la gloire de Napoléon, compromise en Russie, ou au moins défendre son œuvre en deçà des Alpes, ils trouvèrent la péninsule bien changée. L'Italie avait à pleurer un grand nombre de ses enfants morts loin d'elle pour une cause qu'elle ne comprenait pas. Des vingt-sept mille hommes sortis d'Italie, Eugène n'en avait ramené que trois cent trente-trois.

Les plaintes contre la domination et l'administration françaises se manifestaient hautement. Le blocus continental, sévèrement observé dans la péninsule, imposait des gênes et des privations qui paraissaient plus dures qu'auparavant; le sentiment de l'indépendance nationale se révélait maintenant que la gloire française avait reçu une atteinte. Les anciens républicains du nord de l'Italie, les carbonari au midi, relevaient la tête; les partisans de l'ancien régime, les nobles non ralliés, les habitants des campagnes, reprenaient courage; lord Bentinck, ambassadeur anglais, de la Sicile où il était placé, profitait habilement de tout et exaltait les sentiments d'indépendance comme plus propres à pousser les peuples à d'énergiques déterminations. Dans une lutte suprême, où l'abnégation était peut-être de mise, les Italiens commencèrent à songer à eux-mêmes.

Malheureusement ils n'y songèrent point tous de la même façon. Ils voulaient profiter des désastres de la France pour se séparer d'elle et rejeter sa domination. Mais les uns croyaient que leur retour sous les anciens souverains, dont ils obtiendraient aisément des constitutions, serait la plus sûre garantie de leur bonheur; les autres formaient le projet de se détacher seulement de la France, mais de garder les souverains que la guerre leur avait donnés en se sauvant avec eux; un troisième parti enfin,

qui s'intitulait celui des Italiens purs, ne voulait entendre parler ni des Autrichiens, ni des Français, ni des anciens princes, ni des nouveaux; il formait le projet de sauver l'Italie par ses seules forces, en instituant un gouvernement tout national.

Il n'y avait guère de chance alors pour les Italiens qu'en faisant cause commune avec leurs souverains français. Mais Eugène et Murat de Naples étaient incapables de s'entendre. Le premier n'avait jamais eu confiance dans les Italiens; il les prit en défiance en voyant leurs dispositions, se serra plus que jamais aux côtés de l'empereur, et, en 1813, porta toutes ses forces françaises et italiennes sur la Piave, pour tenir en respect les Autrichiens. Murat avait ressenti parfois avec impatience le joug du maître; il ouvrit déjà, en 1813, les oreilles aux flatteries des carbonari, qui pensèrent un instant pouvoir compter sur lui. Bentinck se fit fort de lui faire conserver sa fortune par les puissances, dans le naufrage même de celle de Napoléon. Murat cependant crut encore de son devoir et de son intérêt de soutenir les derniers efforts de l'empereur, en 1813, et, à la fin de cette année, il partagea les périls de la campagne d'Allemagne et de la bataille de Leipsick.

Cette dernière défaite et l'invasion du territoire français dans les premiers mois de l'année 1814 détachaient entièrement l'Italie de la France. Souverains et peuples devaient maintenant songer à se pourvoir eux-mêmes. Ils défendaient encore la France en se sauvant; on y songea, mais sans résolution et surtout sans accord. Le vice-roi Eugène, quand il vit l'impossibilité de sauver l'empereur en se sacrifiant, refusa d'abandonner la péninsule avec les légions de l'Italie, comme l'ordonnait Napoléon, et annonça la résolution de défendre son royaume et son peuple contre les alliés; mais il agit avec hésitation et sans élan; il resta tout Français au lieu de se faire Italien; il disgracia les généraux Zucchi et Pino, au lieu de chercher à se les attacher, et parut craindre d'exciter chez les Lombards le sentiment de l'indépendance nationale. Murat, qui se sépara plus promptement de l'empereur et traita même, au

commencement de 1814, avec l'Autriche et l'Angleterre, tint aussi à distance plusieurs généraux italiens; il se défia encore plus des Napolitains, des carbonari surtout, qui voulaient lui imposer une constitution; il les fit poursuivre et pendre, dans les Calabres, comme des brigands; les Italiens, ainsi tenus à l'écart, conspirèrent, les uns pour les anciens souverains, les autres pour l'établissement de républiques gardiennes de l'indépendance.

Les deux rois, enfin, ne furent pas d'accord. Eugène ne pouvait pardonner à Murat d'avoir abandonné l'empereur trop tôt; Murat songeait à devenir roi de toute l'Italie, au lieu de borner ses désirs à garder Naples. Ils voulaient se sauver chacun aux dépens l'un de l'autre.

Au moment de l'action, ces divisions paralysèrent tout. Tandis que le vice-roi Eugène se concentra à Vérone pour défendre l'Adige contre l'armée autrichienne conduite par Bellegarde, Murat lança un manifeste contre lui, occupa ensuite Rome, Ancône, Bologne, et gêna ainsi toutes les opérations qu'il eût dû soutenir. Les Italiens, au lieu d'appuyer les deux rois, firent tout pour les décourager. Les anciennes bandes des sanfédistes, et quelques carbonari qui voulaient une constitution à tout prix, essayèrent de proclamer les Bourbons dans la Calabre. Dans l'armée même de Murat, quinze généraux, dont le plus ardent était Guillaume Pepe, conspirèrent pour lui imposer une constitution. On levait le drapeau de l'indépendance italienne dans les légations, on tramait des conspirations républicaines et autrichiennes à Milan.

Eugène essaya de rallier les cœurs et les volontés par un peu d'énergie et quelques combats heureux sur le Mincio; Murat les rendit inutiles en donnant la main à Bellegarde par Bologne, et perdit tout. Bentinck, sur lequel il avait compté, débarqua alors, avec sept mille Siciliens et Anglais, en Toscane, et malgré ses représentations déclara cette province soustraite à l'administration française, s'empara de Gênes et occupa ainsi, entre les deux rois français, tous les points importants de la péninsule.

Eugène et Murat, divisés, mis entre des alliés hostiles

ou traîtres et leurs peuples mal disposés, furent réduits à tout espérer de la générosité des alliés, sans avoir rien fait pour leur imposer du respect. Le 16 avril, le vice-roi, à Mantoue, signa un armistice par lequel il renvoya au delà des Alpes les troupes françaises, et déclara remettre son sort à la bienveillance des puissances. Quelque temps après Joachim, renonçant à ses vastes projets, ramena ses troupes vers le royaume de Naples. L'aveuglement des Italiens fut égal à celui de leurs souverains; ils espéraient obtenir des alliés la liberté, ou tout au moins des constitutions. A Milan, le sénat envoya une députation aux puissances alliées, pour demander la liberté et exprimer quelques timides vœux en faveur d'Eugène.

Une insurrection fomentée sous main, à Milan, par les partisans de l'Autriche, et conduite par des patriotes abusés aux cris de : « A bas les Français! Une constitution! » donna aux Italiens l'occasion de connaître les véritables dispositions des alliés. La constitution napoléonienne avait été dissoute, quelques agents du gouvernement même massacrés, entre autres le ministre des finances, Prina; un gouvernement provisoire constitué allait proclamer l'indépendance italienne. Le général autrichien Bellegarde, du consentement même d'Eugène, qui voyait tout fini pour lui, mit le pied sur le territoire milanais et entra sans résistance dans la capitale du royaume d'Italie sous prétexte d'y maintenir l'ordre; deux mois après, le 12 juin, le traité de Paris rendit l'Italie, jusqu'au Pô et au Tessin, à la monarchie autrichienne.

Ce ne fut que le commencement de la restauration. A partir de ce moment, chaque jour ramena dans la péninsule, de par la volonté des alliés, un des anciens souverains. Le 24 mai, Pie VII, déjà libre depuis quelque temps, fit son entrée dans sa capitale, et y reçut la promesse de restitution de tous ses États. Le 21 juin, Victor-Emmanuel Ier, de retour à Turin, reprit possession du Piémont et annonça bientôt aux Génois, déjà constitués en république, qu'ils faisaient partie de son royaume. Le 6 juillet, les habitants de Parme, Plaisance et Guastalla, apprirent

que leur territoire était constitué en duché en faveur de l'ex-impératrice des Français, Marie-Louise, l'héritière des anciens Bourbons de Parme étant dédommagée aux dépens de Lucques, érigée en principauté. Le 16 juillet, François IV, sous la protection des baïonnettes autrichiennes, rentra à Modène et à Reggio, et obtint aussi, pour sa mère, la restitution de Massa Carrara. Le 17 septembre, le grand-duc Ferdinand arriva dans la Toscane, où un gouvernement provisoire, établi en son nom, lui avait déjà préparé les voies. Il n'y eut pas jusqu'au prince de Monaco qui ne fît reprendre possession de sa principauté par un secrétaire anglais, tandis que l'innocente république de Saint-Marin réorganisa son aringo.

Quelques mois après la chute de l'empereur, l'édifice qu'il avait péniblement construit pendant quinze ans était tombé comme un château de cartes. Les libéraux et les républicains, dupes de leurs calculs, victimes de leurs divisions, voyaient une domination qui n'enchaînait pas l'avenir remplacée par un despotisme sans espoir; le plus ardent ennemi des Français, le poëte Ugo Foscolo, s'exila de son plein gré devant les Autrichiens, et jura de ne plus remettre le pied sur le sol esclave de l'Italie.

Murat resta seul d'abord debout, mais peu de temps. Menacé au dedans par les partisans des Bourbons qui rappelaient Ferdinand, et par les carbonari qui demandaient une constitution, au dehors, par Ferdinand IV, et même, sous main, par les Autrichiens, il ne pouvait durer. Quand Napoléon, en février 1815, quitta l'île d'Elbe pour tenter encore la fortune en France, Joachim rentra à la tête de l'armée dans les légations et occupa Ancône et Bologne, en prenant cette fois pour drapeau l'indépendance italienne. Mais quelques volontaires de la Romagne accoururent seuls au-devant de lui. La Lombardie ne répondit à l'appel que par une conspiration militaire qui compromit ses généraux. Après le combat indécis du Panaro, une défaite complète essuyée à Macerata et les nouvelles désastreuses de France ne laissèrent plus d'espoir à Murat. Rentré dans le royaume avec quelques fidèles, il si-

gna le traité de Casalenza par lequel il abandonna son royaume; les Autrichiens y rappelèrent Ferdinand IV, le dernier des anciens souverains de la péninsule, et le traité, sorti du congrès de Vienne, clos à la fin de l'année, consacra les derniers événements qui restauraient les anciens princes et l'ancien régime dans la péninsule. Une tentative aventureuse de Joachim n'y changea rien. Jeté par une tempête avec quelques-uns de ses compagnons seulement près du bourg de Pizzo, il fut saisi, maltraité par les habitants, et, sur les ordres impitoyables du roi restauré, tué comme un bandit.

Des conquêtes faites par les Français et des États fondés par Napoléon Ier en Italie il ne resta plus rien; l'ancien ordre de choses parut entièrement rétabli. La révolution française et la main d'un grand homme n'avaient cependant pas remué vainement la péninsule. On avait entrevu la possibilité de l'indépendance. Des germes féconds d'idées et d'institutions se trouvaient déposés dans le sol. Le souvenir du royaume d'Italie chez les uns, celui des républiques cisalpine et ligurienne chez les autres, étaient encore une espérance. Les idées de liberté et d'égalité civile avaient pour toujours ruiné dans l'opinion éclairée les priviléges du vieux régime; l'indolence italienne ne survivait pas à une guerre de vingt ans. Les Piémontais et les Romagnols se rappelaient avec orgueil que Napoléon les tenait pour d'excellents soldats; tous comptaient, sur les champs de bataille de l'Europe, de nobles victimes, tombées, sinon pour la cause de la patrie, au moins pour celle de la liberté générale, représentée, malgré les apparences, par un grand homme. Soumis quelque temps aux mêmes institutions politiques, réunis dans la même égalité civile, rapprochés dans les mêmes brigades, les Italiens sentaient encore qu'ils pouvaient former une nation. Enfin, au dedans, avaient commencé à se développer le caractère et l'esprit public qui manquaient à la péninsule vingt-cinq ans auparavant; au dehors, l'Italie pouvait encore jeter les yeux avec amour, avec regrets, vers cette France qu'elle avait accueillie trop vite, et trop vite abandonnée, mais

qui était encore comme vivante dans son sein. Souvenirs glorieux ! chères espérances ! laissés par la révolution française pour faire le tourment ou l'émulation de la péninsule.

LIVRE XVI.

L'ITALIE DE LA RESTAURATION (1815-1846).

Rétablissement complet de l'ancien régime (1815-1820). — Opposition de 1820; insurrections de 1821, défaites de Rieti et de Novare. — Réactions sanglantes (1823-1830). — Insurrections de 1831 et 1832; le mémorandum des cinq puissances; l'édit du cardinal Bernetti; occupation d'Ancône. — Charles-Albert, Ferdinand IV, Léopold II, Grégoire XVI; la jeune Italie (1833-1845). — Statistique de la population, des forces de terre et de mer, du commerce, de l'industrie, de l'instruction publique, etc. (1840-1845). — Recrudescence libérale et révolutionnaire en Italie; insurrections de Rimini et de la Calabre (1843-1846).

Rétablissement complet de l'ancien régime (1815-1820).

Le désappointement fut grand, lorsque, après vingt-cinq années de bouleversements et de guerres, l'Italie se trouva retombée, par les traités de Vienne, au-dessous de l'état où la révolution française l'avait surprise.

En 1789, l'Autriche n'avait dans la péninsule que le Milanais, séparé de ses États héréditaires par les évêchés du Tyrol et les républiques de Venise et des Grisons. Maintenant, par la réunion de la Lombardie aux États vénitiens, elle possédait sous sa main un royaume de cinq millions d'habitants et de quatre-vingt-quatre millions de revenu; elle menaçait le Piémont par le Tessin, et l'Italie centrale par les garnisons qu'elle avait droit

d'entretenir à Ferrare, Plaisance et Commacchio. Les deux États libres, qui rappelaient encore la vieille et glorieuse Italie, les républiques de Gênes et de Venise, avaient disparu. Dans le reste de la péninsule, les princes autrichiens de Toscane, de Modène et de Parme, n'étaient que les vassaux de la puissance dominante; les autres, le pape, le roi de Naples, le roi de Sardaigne, plus indépendants, en apparence, mais restaurés par ses secours et ne pouvant se soutenir que par elle, lui étaient plus que jamais liés par la reconnaissance et la communauté des intérêts.

On pouvait espérer au moins que l'empereur d'Autriche et les souverains restaurés, accommodant les intérêts de leur domination avec les besoins nouveaux du siècle, garantiraient ces principes sages de liberté et d'égalité civile qui jouissaient, déjà depuis vingt ans, comme du droit de bourgeoisie dans le monde social. Il n'en fut rien. L'ancien régime revint à peu près en entier avec les anciens souverains, quelquefois même on rétrograda au delà du dix-huitième siècle. Des institutions de Joseph II, de Léopold Ier, de Tanucci, furent condamnées comme la cause et le commencement de tout le mal.

L'empereur d'Autriche donna l'exemple. Le 16 avril 1815, une proclamation du maréchal Bellegarde, chef des troupes d'occupation à Milan, annonça que les provinces italiennes de l'Autriche formaient un État particulier sous le nom de royaume lombardo-vénitien. L'établissement d'un vice-roi résidant six mois à Milan et six mois à Venise; l'institution d'une cour et de ses grands officiers; l'obligation pour tout nouveau roi de prendre la couronne de fer; la division du royaume en deux gouvernements avec Venise et Milan pour chefs-lieux; la subdivision des gouvernements en provinces, des provinces en districts, et de ceux-ci en communes, firent d'abord espérer aux Lombards qu'ils conserveraient une sorte d'indépendance sous un prince autrichien. Ils furent promptement détrompés. L'archiduc Antoine, nommé d'abord vice-roi en 1816, n'ayant pas voulu soumettre son administration au contrôle de Vienne, fut remplacé par l'archiduc Reinier, qui se montra plus docile.

Avec lui, toutes les institutions qui, sous la domination française, étaient au moins une promesse d'indépendance, le sénat, les corps législatif et consultatif, la cour des comptes, les ministères des finances, de l'intérieur, des affaires étrangères; dans l'armée, l'état-major, l'artillerie, le génie, les écoles militaires, les fabriques d'armes, enfin les cours judiciaires, tout fut aboli. Dans l'ordre judiciaire, le tribunal suprême de révision ne fut qu'une fraction du tribunal suprême siégeant en Autriche. L'armée italienne dissoute vit la plupart de ses officiers destitués ou mis à la retraite, et ses soldats vêtus de l'habit blanc, distribués dans les différents régiments sous le drapeau jaune et noir. Enfin, le code autrichien fut promulgué avec quelques aggravations pour les délits politiques; la noblesse remise en honneur; le clergé et les moines réintégrés dans leurs possessions et priviléges; la censure contre la presse, régulièrement instituée; une police tracassière organisée, et la dénonciation ordonnée comme un devoir, sous peine d'un châtiment sévère. Les canons autrichiens braqués sur la grande place de Milan, et les canonniers montant la garde, la mèche allumée, ne laissèrent pas même d'illusion à la servitude.

Malgré la modération de caractère de Pie VII et les lumières de son secrétaire d'État Consalvi, le décret organique du 16 juillet 1816 ne rétablit aussi que l'ancien régime dans les États de l'Église. L'État pontifical se divisa en dix-huit légations, comprenant quarante-quatre districts et six cent vingt-six communes. Mais toutes les légations furent confiées à des prélats; on ne laissa aucune indépendance au gonfalonier et aux *anziani* des communes. Rome et Bologne, les deux principales villes mises en dehors du droit commun, la première avec ses *conservateurs* et son *sénateur*, la seconde avec ses *sages* et ses six *conservateurs*, magistrats d'apparat sans puissance réelle, n'eurent que l'ombre d'un gouvernement municipal. Dans l'ordre judiciaire, à côté de juges de paix, de tribunaux de première instance et de cours d'appel à Rome, à Bologne et à Macerata, on institua *quatorze* tribunaux d'exception,

inaccessibles aux laïques, et auxquels ressortirent réellement tous les jugements d'importance. Enfin, Pie VII rétablit les jésuites, restaura l'inquisition, supprima le code français au profit des innombrables lois en vigueur avant la révolution; il rendit ensuite aux barons, au clergé, presque tous les anciens priviléges, et ne conserva guère de la domination française que le système des impôts, sans préjudice de quelques anciennes taxes aussi rétablies.

Le roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel Ier, à peine rentré dans le Piémont, proclama, sans ambages, par son premier édit, que les États sardes étaient replacés dans la situation où ils se trouvaient en 1790. En conséquence, il ouvrit et feuilleta l'almanach royal de 1793, et rétablit l'administration, la justice, les lois, emplois, titres et fonctions, en l'état ancien. Il n'eut d'autre soin que d'étendre et d'approprier à la ville de Gênes et à son territoire, privés de toute liberté, le système général, et il couronna son œuvre en livrant l'éducation aux jésuites et en instituant des oblats de la sainte Vierge, prêtres séculiers qui faisaient vœu spécial d'obéissance au pontife. En Toscane, à Modène, à Parme, même restauration ; à Florence, on ferma les écoles d'art.

A Naples, l'œuvre demandait plus d'adresse; Murat, avant de déposer sa couronne, avait obtenu des promesses en faveur des principaux chefs de son armée, et quelques garanties pour le royaume. La Sicile jouissait encore de la constitution qu'elle avait obtenue par l'Angleterre en 1812. Obligé de conserver leur grade aux généraux et officiers de Murat, Ferdinand prodigua au moins les faveurs et les avancements à ses fidèles de Sicile. Pour ne garder des lois françaises que ce qui lui plaisait, il les fit refondre dans un code napolitain. En 1816, plus hardi, le roi restauré se débarrassa de la constitution gênante de la Sicile, déclara réunie l'administration des provinces en deçà et au delà du Phare, et prit le titre de roi du *royaume uni des Deux-Siciles;* et, comme il ne devait plus convoquer le parlement sicilien, il décréta *permanent* et *immuable* le quantum d'impôt voté par la dernière session

parlementaire, en 1813. Son ministre de la police, Canosa, tint tête aux *carbonari*, qui commençaient à s'agiter, en leur opposant une secte d'ultra-royalistes, les *calderari* (chaudronniers). On en vint aux mains dans plusieurs endroits; la guerre civile fut imminente. Le danger parut tel que les puissances signataires du traité de Vienne furent obligées de réclamer le renvoi du ministre, et de faire passer quelques troupes autrichiennes dans le royaume. Ferdinand Ier (IV) ne prit sa revanche que par le concordat de 1819 avec Rome, dans lequel il parvint à se soustraire au tribut de la haquenée, mais rendit à l'Église sa censure, une partie de ses biens, de ses redevances et de ses droits, abolis depuis près d'un siècle.

Opposition de 1820; insurrections de 1821; défaites de Rieti et de Novare.

Cette restauration n'eut pas lieu sans quelque résistance. L'expression en fut d'abord timide. Dans la Lombardie, quelques nobles avaient, par amour de la liberté, favorisé la chute de la domination française, entre autres Confalonieri, Porro, Arrivabene; ils firent d'assez vives remontrances au gouvernement autrichien. Dans le royaume de Naples, les généraux et officiers qu'on appelait, en souvenir du dernier roi, les *muratins*, entre autres Guillaume Pepe, essayèrent de défendre quelques-unes des institutions napoléoniennes.

A défaut de tribune publique et de presse libre, la lutte commença dans les lettres. L'école romantique, en opposition avec la littérature classique, soutenue par les vieux partisans de l'Autriche, devint une véritable protestation libérale et nationale.

Manzoni, le premier de tous, dans ses *hymnes sacrées*, s'efforça de retremper, de purifier aux sources de la grâce, cet amour de la liberté que la philosophie et la révolution avaient inspiré à l'Italie. On saisit avec plus d'empressement encore qu'il ne l'avait peut-être cherché des allusions politiques dans son *Carmagnola*, où les Italiens

sont aux prises avec les Italiens; dans son *Adelchi*, où le royaume lombard d'Italie tombe sous l'épée de l'empereur Charlemagne. Le poëte lyrique Berchet, moins timoré, anima ses odes d'un amour passionné pour l'Italie. Silvio Pellico, dans son *Eufemio di Messina*, mit en action la haine de la domination étrangère. Encore inconnu, le jeune Léopardi adressa à Angelo Maï, qui venait de retrouver la république de Cicéron, une *canzone* toute frémissante de douleur et de colère.

La littérature se partagea en deux camps. Silvio fonda en 1818 la revue littéraire *le Conciliateur*, contre la *Bibliothèque italienne*, revue *austro-milanaise*, qui défendait les théories classiques et méritait les sympathies autrichiennes. Le noble Confalonieri, le jurisconsulte Romagnosi, tous les nouveaux écrivains en vogue y concentrèrent si puissamment leurs efforts, que le gouvernement autrichien comprit bientôt le danger, interdit la représentation d'*Eufemio*, et supprima *le Conciliateur*, qui ne vécut qu'une année.

Chassée de la littérature, l'opposition se réfugia dans les sociétés secrètes. La *charbonnerie*, mystifiée par la maison d'Autriche et les anciens souverains, s'était faite bonapartiste et française. Elle couvrait toute la péninsule, soit par ses propres *ventes*, soit par ses liaisons avec les autres sociétés secrètes des *adelchi*, des *adelfi* et des *apofasimeni*. Le principal foyer était dans le royaume de Naples; tous les muratins, nombreux dans l'armée, y étaient affiliés, et des communes entières, dans la Calabre, étaient organisées en *ventes;* mais il rayonnait en Romagne, en Lombardie, en Piémont, et les voyages mystérieux, les correspondances occultes sillonnaient et enlaçaient toute la péninsule.

Il ne fallut, en 1820, que la nouvelle de la révolution espagnole et la proclamation d'une constitution à Madrid, pour allumer l'incendie. A Naples, Guillaume Pepe, général muratin, lié avec les ministres, affilié à la *haute vente*, organisateur des milices, guettait l'occasion favorable de forcer la main à la cour et croyait pouvoir compter même

sur le fils du roi. Au milieu d'ordres et de contre-ordres, le mouvement éclata tout à coup au mois de juillet 1820, à Nola et à Avellino, aux cris de : *Vive le roi et la constitution!* poussés par les carbonari et les soldats. Guillaume Pepe, alors à Naples, s'échappa sous le coup d'une arrestation, entraîna quelques régiments, se rendit à son quartier général et demanda une constitution. Ferdinand envoya contre lui Carascosa; celui-ci était à moitié gagné. La révolution fit aussitôt son explosion à Naples. Abandonné de tous, le roi fut obligé de proclamer la constitution d'Espagne ; il nomma Guillaume Pepe général en chef de toutes les forces du royaume-uni, composa un nouveau ministère, une junte pour l'établissement de la constitution, et nomma son fils vicaire général pour aviser à l'exécution de ses décrets. Guillaume Pepe entra en triomphe dans la ville de Naples à la tête de l'armée constitutionnelle, au milieu d'une population ivre d'enthousiasme ; le roi et le vicaire général prêtèrent serment à la constitution, et convoquèrent le parlement ; la révolution était achevée sans une goutte de sang, presque sans désordre.

L'Italie tout entière en fut émue. En Lombardie, le comte Confalonieri, Porro, Pallavicini, etc., se concertèrent sur les moyens de soustraire la patrie à la domination autrichienne. Là où il n'y avait point d'armée nationale, il ne pouvait être question d'insurrection ; on tourna les yeux vers Turin. L'armée piémontaise s'enhardissait ainsi que les sociétés par l'exemple de Naples. Un des princes du sang, le prince de Savoie-Carignan, avait toujours paru favoriser les pensées d'émancipation. On pouvait espérer en lui, on le lui fit comprendre. Il ne s'agissait de rien moins que de réunir la Lombardie au Piémont, et de reconstituer le royaume d'Italie. Les Lombards et les Piémontais voulurent cependant voir la révolution napolitaine à l'œuvre.

Quelques dissentiments parurent d'abord l'entraver. Tandis que toutes les villes, dans un élan unanime, élisaient leurs députés pour le parlement de Naples, Palerme, qui voulait un parlement sicilien, avait tué le prince de la

Cattolica et massacré les Napolitains. Mais le nouveau gouvernement ne reçut point favorablement les envoyés de la nouvelle junte instituée à Palerme. Toute l'île n'avait pas suivi le mouvement de la capitale. Florestan Pepe, frère du général en chef, envoyé dans l'île à la tête de cinq mille hommes, circonscrivit le mouvement dans Palerme et parvint à forcer la junte à accepter la capitulation, qui laissait au parlement de Naples, composé des députés des deux parties du royaume, à résoudre la question. Le roi de Naples ouvrit le parlement au 1er octobre, et jura de nouveau la constitution. Tout paraissait en bonne voie.

Mais il fallait compter avec la *sainte alliance* des souverains. Un congrès s'était réuni à Laybach pour aviser au moyen d'étouffer la révolution. Le roi Ferdinand, invité à s'y rendre, se décidait à partir, en laissant au prince royal tous les droits de la souveraineté. En son absence, le parlement napolitain, composé de gens honnêtes, mais sans énergie, prit des résolutions tardives ou mal conçues, craignant avant tout, par trop de hardiesse, d'indisposer l'Autriche, et ne se mettant point en défense contre elle. Tout à coup, le 28 janvier 1821, le roi Ferdinand adressa, du congrès de Laybach, à son peuple, une lettre menaçante. Il revenait, disait-il, avec l'aide de ses magnanimes alliés, détruire un gouvernement qui lui avait été imposé par des moyens criminels, et il promettait d'octroyer bientôt, à son gré, à ses deux royaumes, des institutions stables et libérales. Le 6 février, en effet, le général Frimont, après avoir adressé une proclamation aux Napolitains, passa le Pô à la tête de quarante mille Autrichiens.

L'Italie ne pouvait rester indifférente à cette lutte. Le royaume lombard-vénitien frémissait et implorait l'appui du Piémont ; le comte Confalonieri était en correspondance active avec le prince Charles-Albert. Celui-ci s'entourait de tous les représentants de la *fédération italienne*, mais il hésitait. Le 11 janvier, il avait encore laissé sabrer, dans la salle de l'université de Turin, des rassemblements d'étudiants. Le 10 février cependant, à la nouvelle que Fri-

mont avait passé le Pô, l'insurrection éclate sur plusieurs points à la fois, à Alexandrie, à Asti, à Pignerol, aux cris de : *Guerre à l'Autriche! vive la constitution!* Les comtes Palma, Lisio et Santa Rosa, étaient à la tête du mouvement. Turin hésite d'abord, mais la citadelle est saisie par un hardi coup de main. Santa Rosa, à la tête de l'armée, entraîne la population et adresse au roi une sommation constitutionnelle ferme et respectueuse. Décidé à ne point affronter l'Autriche et à ne point trahir ses sujets, Victor-Emmanuel Ier abdique en faveur de son frère Charles-Félix, alors à Modène, et institue régent en son absence Charles-Albert, qui proclame solennellement la constitution et institue une junte provisoire. La révolution de Piémont éclatait un peu tard pour appuyer celle de Naples. Tout dépendait cependant encore des premières rencontres des Autrichiens et des Napolitains.

A Naples, le régent, malgré une lettre de son père, avait juré de se défendre; le parlement avait accepté la guerre, mais on y était mal préparé. Les vétérans revinrent, il est vrai, sous les drapeaux; les jeunes gens, poussés par leurs mères, leurs femmes, s'armèrent. Mais l'enthousiasme ne suffisait pas. Carascosa put occuper, avec une armée sérieuse, la route de Naples entre Gaëte et les Apennins, mais il hésitait; Guillaume Pepe avait dans les Abruzzes des miliciens pleins d'ardeur, mais mal instruits et plus mal disciplinés encore; les fortifications étaient en mauvais état; le régent et le ministre de la guerre Coletta n'avaient point assuré les munitions et les approvisionnements. Guillaume Pepe, voyant Frimont diriger toutes ses forces contre lui, ne voulut point l'attendre dans l'état où il était; il s'avança, le 7 mars, sur Rieti, et fut battu. Ce premier échec démoralisa complétement les miliciens; Pepe les vit s'enfuir par toutes les routes, et se rabattit sur Salerne, en apprenant que Carascosa, sans même voir l'ennemi, avait reculé jusqu'à San Germano.

L'échec de Rieti frappa aussi la révolution de Piémont et la conspiration lombarde. Sommé par les constitutionnels de marcher contre les Autrichiens, arrêté par les or-

dres de Charles-Félix, Charles-Albert, le 20 mars, nomma Santa Rosa ministre de la guerre, et passa, pendant la nuit, au camp autrichien. La *confédération italienne* de Milan, qui avait préparé une junte de gouvernement, une garde nationale, et n'attendait qu'un mot de Charles-Albert pour se déclarer, ne bougea pas. Santa Rosa, resté seul responsable de la révolution piémontaise, ne voulut pas tomber sans avoir fait, un effort. Pendant qu'il contenait les carabiniers royaux à Turin, il envoya les généraux Ferrero, Marzoni et Saint-Marsan, au-devant de l'armée austro-piémontaise de Bubna et la Tour à Novare. Mais, le 9 avril, l'armée constitutionnelle était en déroute, vaincue par le nombre, après avoir fait bonne contenance pendant quelques heures.

Ces deux échecs furent promptement suivis de la restauration du pouvoir absolu un moment ébranlé.

Le 24 mars, le parlement napolitain reçut l'ordre de se dissoudre et les portes de Naples furent ouvertes aux troupes autrichiennes ; Pepe et les chefs les plus compromis de la révolution prirent la fuite. Le général Roussaroll essaya en vain de prolonger la révolution dans la Sicile et y proclama la république ; il ne réussit point.

Dans le Piémont, Santa Rosa vaincu remit la citadelle de Turin à la garde nationale et congédia la garnison ; l'armée la Tour-Bubna y entra paisiblement le 18 avril, et quelques jours après Victor-Emmanuel Ier, par un nouvel acte, abdiqua sa couronne en faveur de Charles-Félix, fidèle exécuteur de la volonté des alliés. Pour contenir les populations encore frémissantes, douze mille Autrichiens occupèrent dans le Piémont Tortone, Alexandrie, Casale, Verceil ; ils y devaient rester jusqu'en 1823. Le roi de Naples Ferdinand, qui licencia son armée, demanda aussi à garder mille Autrichiens, en attendant qu'il rassemblât dix mille Suisses. Ces troupes étrangères ne devaient quitter son royaume qu'en 1827.

L'Autriche avait prouvé une fois de plus qu'elle était la vraie maîtresse de l'Italie. Sous son égide les souverains satisfirent leurs vengeances. Dans le Piémont, tous ceux

qui avaient pris la tête du mouvement furent décapités ; ceux qui s'étaient enfuis, exécutés en effigie. Ferdinand Ier à Naples établit une junte de censure et des conseils de guerre qui procédèrent avec une incroyable cruauté. En peu de temps il y eut jusqu'à seize mille personnes dans les prisons. On comptait encore neuf exécutions capitales en 1822. L'empereur d'Autriche fut obligé de modérer cette aveugle réaction et obtint encore une fois la destitution de Canosa, qui avait été réintégré à la police. Le gouvernement de Milan, où il n'y avait eu que des complots sans commencement d'exécution, n'épargna cependant pas la rigueur. Un tribunal extraordinaire institué à Venise neuf mois après les événements condamna au *carcere duro* perpétuel dans le fort de Spielberg Confalonieri, à vingt ans Maroncelli, à quinze Silvio Pellico, etc. Les États de l'Église et de Modène, qui n'avaient pris aucune part au mouvement, mais où les sociétés secrètes existaient aussi, subirent le contre-coup des réactions et des vengeances.

Réactions sanglantes (1823-1830).

Au congrès de Vérone tenu en 1823, les grandes puissances absolues prirent des résolutions propres à assurer pour longtemps l'asservissement de la péninsule. Un système rigoureux d'oppression et de répression contre toute pensée même de liberté et de changement fut appliqué des Alpes au golfe de Tarente. Le cabinet de Vienne resserra les chaînes de l'administration bureaucratique du Lombard-Vénitien, et perfectionna encore sa police tracassière. Toute initiative fut enlevée aux communes ; dans l'organisation judiciaire l'avocat lui-même devint un fonctionnaire, le plus souvent muet ou parlant à huis clos ; l'enseignement se réduisit à un apprentissage mécanique ; la littérature, méprisée, fut regardée avec défiance ou même poursuivie ; on interdit les associations d'une nature quelconque et les voyages aux hommes influents ; un espionnage présent en tous lieux, à toute heure, et suivi d'effets

terribles, rendit les Lombards suspects les uns aux autres et fit prendre la politique en horreur dans les familles. Le gouvernement autrichien, au moins, admit dans le code civil la plupart des résultats de la révolution et assura aux populations un certain bien-être.

Les autres souverains y mirent moins de ménagement; Charles-Félix rétablit la corvée, livra l'instruction primaire aux frères ignorantins, et rendit, en 1826, un décret qui interdisait l'enseignement de l'écriture et de la lecture aux enfants de parents qui ne pouvaient justifier d'un revenu de quinze cents livres. Dans le royaume de Naples le vieux Ferdinand, roi depuis 1759, et sous la jeunesse duquel avait agi Tanucci, passa ses dernières années à exercer des rigueurs qui rappelaient celles de sa femme Marie-Caroline, en 1799. L'année même de sa mort, en 1826, il instituait deux commissions militaires pour en finir plus promptement avec les crimes de haute trahison dont il se voyait sans cesse entouré. Son successeur, François Ier, débuta par le licenciement de la garde nationale et l'enrôlement de volontaires suisses qui arrivèrent au moment où partaient les Autrichiens.

Léopold II, duc de Toscane, et Charles-Louis, duc de Lucques, successeurs de Ferdinand et de Marie-Louise en 1824, se signalèrent seuls par des réformes opportunes.

Ce fut dans les États du pape que, par une étrange aberration, l'oppression et la répression eurent le moins de mesure. Léon XII (della Genga), élu en 1823, n'observa point les ménagements de son prédécesseur Pie VII. La restriction, puis l'abolition des congrégations de gouvernement; la destruction des tribunaux de district, le rétablissement de la juridiction épiscopale sur les affaires civiles, la faculté illimitée de faire des fidéicommis, de créer des majorats et des biens de mainmorte, l'abolition de la commission de vaccine, la restitution du droit d'asile aux églises, le rétablissement du latin dans les tribunaux, les curies, les écoles, la persécution des juifs, furent les prémices du nouveau gouvernement.

Cette fougueuse réaction ranima les carbonari et suscita de nouvelles sociétés secrètes : les *barnabistes* dans les Deux-Siciles, les *pelerini bianchi* dans les États de l'Église. Les trois frères Cappozoli soulevèrent en 1828 les deux communes de Bosco et Montforte. Del Caretto, envoyé contre eux, les battit, fit exécuter vingt individus, en condamna à la prison quinze à perpétuité, cinquante à terme, rasa Bosco et éleva à sa place une colonne pour servir d'épouvantail à la contrée. Le gouvernement pontifical opposa aux pèlerins blancs la ligue des *sanfédistes*, qui avait ses chefs dans le sacré-collége, dans la noblesse et le haut clergé. La lutte d'abord sourde des deux sociétés dégénéra en une anarchie véritable où les brigands ne manquèrent pas de faire leur partie. A Frosinone et à Faenza le mal fut au comble. On exécuta les *pèlerins blancs*, témoin Targhini, et on se contenta d'emprisonner les brigands, entre autres le fameux Gasparone. Les cardinaux Pallota et Rivarola se signalèrent par leur cruauté. Le dernier, à Faenza, en un an, condamna comme carbonari trente nobles, cent cinquante-six propriétaires et négociants, deux prêtres, soixante-quatorze employés, trente-huit militaires, soivante-deux médecins, avocats, ingénieurs, etc., deux cent quarante-six ouvriers, en tout cinq cent huit personnes ; deux furent exécutées, deux cents mises aux galères, plusieurs pour crime de non-révélation. L'année même où il publia le dix-neuvième jubilé, Léon XII faisait bâtir une prison d'inquisition promptement remplie. En 1828 un coup de pistolet fut tiré sur le cardinal Rivarola. Les arrestations se multiplièrent à tel point qu'il fallut transformer en prisons les vieux couvents et les vastes palais. On fit pendre cinq personnes en une fois.

Parmi les tristes époques de l'Italie, il y en a peu d'aussi douloureuses. La littérature n'est plus elle-même qu'une plainte étouffée, mais éloquente encore. En face de la réaction austro-pontificale, Manzoni, l'ancien collaborateur du *Conciliateur*, essaie de rappeler timidement dans les *Fiancés* qu'entre le seigneur et le peuple, le maître et l'esclave, le prêtre avait été souvent autrefois le charitable et coura-

geux médiateur. Au fond du Spielberg, Silvio Pellico amasse ces trésors de douleur et de résignation chrétienne qui lui ont inspiré ses *Prisons* où la victime pardonne même au bourreau. En 1828, le faux bruit de la mort du martyr ravive toutes les blessures de l'Italie. Mais on ne répète qu'a voix basse ces strophes de deuil : « On attend encore le chant qui plut tant à l'Italie, et Silvio n'est plus. »

> Ancor s' aspetta il canto
> Che piacque a Italia tanto....
> E Silvio non è più !

Plus sombre, Leopardi, traînant une vie maladive entre l'érudition et les infirmités, arrive à un désespoir plus réel et plus motivé que celui de Byron. Les plus douces joies de cette vie et les plus consolantes perspectives de l'autre, il en vient à tout repousser. « Ames chéries, » dit-il aux fils de cette Italie née pour surpasser les nations dans la bonne fortune et dans la mauvaise ; à tous ceux qui étaient mort sans bénéfice pour elle : « Ames chéries, bien que votre calamité soit infinie, apaisez-vous, et que cela vous serve de reconfort que vous n'en aurez aucun, ni dans cet âge, ni dans les suivants. Reposez au sein de votre affliction sans mesure, ô les vrais fils de celle dont le suprême malheur ne voit que le vôtre capable de l'égaler ! »

Insurrections de 1831 et 1832 ; le mémorandum des cinq puissances ; l'édit du cardinal Bernetti ; occupation d'Ancône.

La révolution française de 1830 surprit la péninsule dans cette léthargie. Quelques souverains nouveaux prenaient alors en mains les affaires. Ferdinand II à Naples, en succédant à son père le 10 décembre 1830, promit, soit crainte, soit parole de joyeux avénement, *de guerir les blessures du pays*. Après le court règne de Pie VIII, le conclave élut pour le remplacer Grégoire XVI (2 février 1831). C'était un savant religieux de l'ordre des Camaldules, un homme d'une piété sincère, mais un esprit faible, incertain, et tout à fait étranger et hostile à l'esprit de son temps. Un

mois plus tard, à Charles-Félix succédait, en Sardaigne, le chef de la nouvelle branche de Savoie-Carignan, Charles-Albert, le même qui avait d'abord partagé puis abandonné la tentative d'indépendance faite en 1821.

Le contre-coup de la révolution de juillet se fit sentir surtout dans les États du souverain le plus hostile aux désirs secrets de l'Italie.

Les villes de Bologne, de la Romagne, de Modène, de Parme, pleines d'agitations depuis la nouvelle révolution, étaient en fréquentes communications. Un prince, le duc François de Modène, ami du chef du parti libéral, Ciro Menotti, paraissait encore tremper dans le complot ; ce fut justement ce qui lui ôta tout ensemble au moment de l'explosion. Le comité bolonais, se défiant de Menotti, refusa de se déclarer le même jour que lui, 3 février. Menotti donna seul le signal, se vit trahi par le duc, entouré dans sa maison avec ses complices et fait prisonnier. Mais le lendemain, 4, la ville de Bologne répondit par un succès à ce premier échec : le prolégat fut obligé de s'enfuir. Un gouvernement provisoire, sous la présidence de Bevilacqua, déclara aboli le pouvoir pontifical dans la ville et la province de Bologne, et arbora les couleurs italiennes.

Le soulèvement se propagea alors comme une traînée de poudre dans tout le centre de l'Italie. Le duc de Modène, vainqueur le 3, fut obligé de s'enfuir le 5 de sa capitale, mais en emmenant avec lui l'infortuné Menotti. Le 7, à Ferrare, les troupes papales furent refoulées dans la citadelle; le 10, l'agitation gagna Parme; le 13, la duchesse Marie-Louise fut obligée de partir pour Plaisance escortée de 500 soldats. A la fin de février, dans les légations, Pesaro, Urbin, Fano, Fossombrone, Senigaglia, Osimo, s'étaient déclarés. Le 12 février, Rome, où l'on arrêtait par jour cinquante personnes, et Ancône, pourvue d'une forte garnison, paraissaient prêtes à prendre part au mouvement. Le colonel Sercognoni, envoyé par le gouvernement provisoire de Bologne, entraîna Ancône le 17. Grégoire XVI, dont l'avénement était si étrangement accueilli, envoya en vain à Bologne le cardinal Benvenuti ; celui-ci fut arrêté

et conduit prisonnier à Bologne. L'Ombrie imita alors la Romagne; Pérouse, Spolète, Foligno, Terni, Narni, firent leur adhésion. Le 4 mars, les députés de toutes les villes soulevées, réunis à Bologne, proclamèrent le *Statut constitutionnel provisoire des provinces-unies italiennes*. Un gouvernement exécutif central pour le nouvel État fut constitué, avec l'avocat Vicini pour président, et Mamiani pour principal ministre.

Mais l'initiative bolonaise s'arrêta là. Le nouveau gouvernement français sorti de la révolution avait proclamé le principe de la non-intervention. Le ministère révolutionnaire ne pensa qu'à consolider son œuvre par la modération même et à profiter des bénéfices de ce principe. Les jeunes gens des villes, pleins d'impatience, voulaient commencer la guerre de propagande dans les États voisins; les paysans mêmes offraient leurs bras. Le gouvernement de Bologne ne voulut point donner prétexte aux Autrichiens d'envahir des légations; il arrêta la propagande, amortit l'élan des campagnes, contint les jeunes gens. Mais il fut trompé dans son attente.

Fidèle, peut-être à l'excès, à ses déclarations, le roi des Français Louis-Philippe fit disperser des rassemblements de réfugiés qui menaçaient la Savoie, et empêcha Pepe de s'embarquer à Marseille pour Naples. Le cabinet autrichien, moins scrupuleux, et agissant dans la péninsule comme chez lui, ordonna à Frimont de passer le Pô pour rétablir dans leurs capitales les souverains de Modène et de Parme.

Le gouvernement révolutionnaire italien, tiré enfin de son illusion, nomma alors Zucchi commandant en chef de toutes les forces des provinces-unies italiennes; le général Armandi, ministre de la guerre, partit pour la Romagne. Mais il était trop tard. Le 20, les Autrichiens s'avancèrent en colonnes serrées par Modène et Ferrare sur Bologne; le gouvernement abandonna la ville, qui n'offrait aucune défense, et remit son pouvoir à Zucchi, Ferretti et Tiberio Borgia. Le triumvirat, à la tête des troupes de ligne, qui, outre les volontaires, formaient à peine un corps de

4000 hommes, se retira pas à pas, avec le cardinal prisonnier Benvenuti, sur Ancône; à Rimini, l'arrière-garde soutint pour l'honneur du drapeau un brillant combat qui assura la retraite jusqu'à cette ville. Mais Ancône ne pouvait tenir non plus; le triumvirat capitula, le 26 mars, entre les mains du cardinal Benvenuti, en stipulant seulement la suspension de la marche des troupes autrichiennes et la garantie des personnes et des propriétés de tous ceux qui avaient pris part à la révolution, capitulation promptement violée! Frimont s'avança rapidement jusqu'à Macerata; le bâtiment l'*Isola*, qui portait à bord les fugitifs d'Ancône, fut capturé, et tous ceux qu'il contenait jetés dans les prisons de Venise. Enfin, la cour de Rome lança les sanfédistes, les paysans de la Sabine, contre les libéraux dispersés, déclara nulle la convention signée par le légat du pape, et menaça de mort et de confiscation près d'un million de citoyens.

Une révolution aussi modérée, aussi malheureuse, forçait au moins la sollicitude des cabinets éclairés de l'Europe. Sur l'initiative de la France, les ministres des cinq grandes puissances présentèrent au cardinal Bernetti un mémorandum où, d'un accord unanime, ils demandaient des réformes administratives et politiques de la plus absolue nécessité. Application générale à la capitale et aux légations des innovations administratives et judiciaires dont l'expérience avait confirmé la bonté dans les autres États; admissibilité des laïques à toutes les fonctions de l'ordre administratif et judiciaire; formation de municipalités électives dans les villes et communes, et de conseils provinciaux permanents pour l'administration des légations; création d'un conseil d'État central, composé des personnages les plus recommandables choisis par le pontife et chargé comme cour suprême de toutes les branches de l'administration civile et militaire, et de la surveillance de la dette publique : tels étaient les principaux points sur lesquels le mémorandum attirait l'attention du gouvernement pontifical. Le cardinal Bernetti annonça que les vœux des puissances seraient satisfaits; il

parla de *l'ère nouvelle* que la sollicitude de Sa Sainteté allait préparer aux États romains.

Les troupes autrichiennes n'eurent pas plutôt quitté les légations que ces promesses furent violées. L'édit du 5 juillet détruisit toutes les espérances : il n'accordait point l'élection aux conseils provinciaux ; il réservait au gouverneur de la province de valider les délibérations de ces conseils ; il ne disait pas un mot de l'admissibilité des laïques aux fonctions publiques, ni de la création d'un conseil d'État, et il conservait tous les abus dans l'ordre judiciaire.

Des pétitions signées par des conseils municipaux et portées par de nombreuses députations vinrent à Rome apporter les plaintes réitérées des provinces. Le gouvernement pontifical y répondit en envoyant le cardinal Albani dans les légations à la tête des bandes sanfédistes. On tenta encore de résister : la présence de deux jeunes Bonaparte, dont l'un devait devenir plus tard empereur des Français, excitait les courages ; des rencontres sanglantes eurent lieu en janvier 1832 à Césène et à Forli, où les soldats du cardinal se conduisirent odieusement. Le cabinet autrichien en prit occasion de faire occuper de nouveau Bologne. Le gouvernement français, pour faire face aux circonstances et arrêter les réactions, riposta par l'occupation d'Ancône, mais sans grand résultat. Le saint-siége procéda avec rigueur contre les mécontents et ne revint pas sur l'édit du 5 juillet. La ville d'Ancône, qui adressa au légat une solennelle remontrance, fut excommuniée, et, plusieurs conseillers de la province de Bologne ayant donné leur démissien, un édit du 10 avril fit savoir qu'aucune démission ne serait acceptée, et que les délibérations des conseils seraient valables, quel que fût le nombre des conseillers présents. Enfin, le saint-siége licencia toute garde urbaine ; et, confessant son impuissance et ses défiances, prit à sa solde une armée de 5000 Suisses. L'occupation d'Ancône ne fut qu'une impuissante protestation qui dura jusqu'en 1838.

Charles-Albert, Ferdinand IV, Léopold II, Grégoire XVI ; la jeune Italie (1832-1845).

La révolution de 1830 et l'insurrection de la Romagne n'eurent d'autre résultat que d'étendre encore le système d'oppression appliqué depuis 1815.

L'Autriche augmenta ses troupes dans la Lombardie; elle rendit plus sévères toutes les peines portées contre les délits politiques, et abolit, dans le code, une grande partie des dispositions libérales de Joseph II et de Marie-Thérèse. Le saint-siége et le duc de Modène organisèrent les sanfédistes en corps de volontaires, avec une solde assurée et des priviléges. Un régime de commissions militaires, tribunaux d'exception, où les mêmes hommes dénonçaien et jugeaient, où l'accusé acceptait son défenseur de la main de son juge, pesa sur toute la Romagne, particulièrement sur Bologne, Ferrare, Ancône et Fermo.

On prit contre la pensée même les précautions les plus minutieuses ; les universités de Turin et de Bologne furent fermées ; des professeurs, des médecins de l'université de Modène, se virent condamnés aux galères pour conversations avec des suspects. Dans le Lombard-Vénitien, les pièces les plus innocentes effrayaient, telles que l'*Esther d'Engaddi* et la *Gismonda* de Silvio Pellico, rendu cependant à la liberté résigné et repenti.

L'Italie désormais ne put protester par la presse et par les conspirations qu'au dehors, et cette protestation de l'exil prit un caractère plus révolutionnaire qu'auparavant. Le libéralisme constitutionnel qui avait éclaté dans les conspirations de 1821 et de 1831 était vaincu, découragé. Un grand nombre de jeunes Italiens ou d'exilés étaient venus étudier en France. Ils y puisèrent dans les rangs de l'opposition des principes républicains. Un jeune homme, fils d'un professeur de médecine à l'université de Gênes, Mazzini, fonda à Marseille, avec plusieurs réfugiés, en 1832, le journal et la société de *la Jeune Italie ;* il se sépara du carbonarisme constitutionnel de la restauration, rompit

avec l'aristocratie, avec la royauté, avec la papauté, avec le passé, et vit, dans l'établissement d'une république unitaire, le moyen radical et unique de rendre à l'Italie la liberté et l'indépendance. Pendant deux ans, cette propagande mystérieusement répandue par les numéros du journal dans toute l'Italie, étendit, multiplia, exalta la conspiration nouvelle. En 1833, l'Italie parut d'un bout à l'autre sur un volcan. Trois complots furent découverts, l'un tramé entre autres à Naples par les fils du général Roussarol; treize personnes furent fusillées à Palerme; treize officiers ou bourgeois dans les États sardes; le chevalier Ricci, garde d'honneur du duc de Modène, fut exécuté. Le Spielberg s'ouvrit pour de nouveaux suspects du Lombard-Vénitien. Excités par ces rigueurs, l'exilé Mazzini et le général polonais Ramorino, avec quelques réfugiés italiens et polonais, partirent de Gênes, en 1834, avec la résolution de soulever la Savoie et le Piémont. Arrivés à Annemasse, après des efforts incroyables, ils n'avaient réuni que huit cents hommes. Ramorino abandonna le premier ses compagnons avant d'avoir vu l'ennemi; en une journée, Mazzinl vit échouer les résultats d'une propagande de deux années, et, pour quelque temps, un silence complet succéda dans la péninsule à cette courte et stérile agitation.

Quelques gouvernements surent au moins en profiter pour conjurer de nouveaux orages par des réformes timides encore, mais qui réalisèrent çà et là quelques progrès.

Le roi Charles-Albert donna l'exemple. En 1836, il détruisit, dans l'île de Sardaigne, toute juridiction féodale, déchargea les paysans de la corvée pour l'exploitation et le transport du sel des salines royales, et établit des conseils généraux et municipaux à la nomination du roi, mais jouissant d'une certaine liberté. En 1837, un code fut publié pour toute la monarchie, qui reproduisit à peu près tous les principes du droit français. Cependant, une protection inefficace des cultes dissidents, une certaine exagération de la puissance paternelle, une grande sévérité contre les déserteurs, la consécration d'une partie des priviléges de la noblesse et du clergé, l'égalité civile lésée en plusieurs

points, l'amovibilité des juges, le secret de la procédure, laissèrent encore à désirer. Enfin, en l'année 1842, l'administration des provinces de terre ferme fut entièrement régularisée par une nouvelle division des intendances générales ou préfectures en trois classes : 1° Turin, Chambéry, Gênes ; 2° Alexandrie, Cuneo, Nice, Novare ; 3° Annecy, Casal, Ivrée, Saluces, Savone, Verceil.

Ces soins administratifs ne furent pas les seuls qui honorèrent le règne de Charles-Albert. Un pont, jeté sur le torrent des Usses, fit communiquer Annecy avec Genève ; Gênes fut fortifiée ; un bâtiment de guerre y mit à la voile pour faire le tour du monde ; une société d'agriculture, fondée sous les auspices de Charles-Albert, s'occupa de propager l'enseignement agricole, de fonder des fermes modèles et de favoriser, par tous les moyens, les progrès de la culture dans les belles vallées de la Savoie et du Piémont. Ce qui est plus extraordinaire, Charles-Albert accomplit ces réformes, réalisa ces progrès, sans s'obérer, avec un budget annuel de soixante-dix à quatre-vingts millions et des impôts dont la moyenne ne s'élevait pas, par individu, à plus de dix-sept francs par an.

Le grand-duc Léopold de Toscane et celui de Lucques avaient toujours montré un esprit assez libéral. Léopold II favorisa l'université de Pise, fonda une école d'agriculture, une ferme modèle, supprima le bagne de Pise, commença des chemins de fer de Florence à Pise, de Pise à Livourne, reprit l'œuvre séculaire du desséchement des Maremmes, abolit même la peine de mort, et, malgré les plaintes de Grégoire XVI, ferma l'entrée de ses États aux jésuites. La Toscane, par les mœurs polies et pacifiques de ses habitants, autant que par la beauté de son climat, attira une foule d'étrangers. Le petit prince de Lucques alla jusqu'à établir une garde nationale dans ses États.

Habile à discerner ce qu'il pouvait permettre et ce qu'il devait concéder, le cabinet autrichien afficha la prétention de réaliser dans le Lombard-Vénitien les plus grands progrès compatibles avec sa domination. En 1838, le jour où il vint se faire couronner solennellement roi du Lom-

bard-Vénitien à Monza, le nouvel empereur Ferdinand IV prononça une amnistie générale, flatta l'aristocratie lombarde par la création d'une garde noble, et annonça quelques mesures heureuses. L'institut de Milan fut rétabli, un nouveau fondé à Venise; les deux universités de Padoue et de Pavie obtinrent quelques faveurs. On forma le projet d'un chemin de fer qui devait relier Milan, Mantoue, Vérone, Venise, et qui est aujourd'hui achevé; un pont rattacha Venise à la terre ferme.

Dans la plupart des États, les sciences positives, l'industrie, cessèrent au moins d'inspirer les mêmes défiances. La nation s'y adonna avec un certain entraînement. Pendant plusieurs années, depuis 1838, les congrès scientifiques se succédèrent avec rapidité dans les principales villes, à Turin, Pise, Florence, Padoue, Lucques, etc. Les plus intéressantes questions sur l'établissement d'écoles industrielles, l'amélioration du sort des ouvriers, la réforme des prisons, la propagation de l'enseignement dans les basses classes, l'abaissement des douanes, l'association des libraires ou l'établissement d'une foire pour les livres, comme celle de Leipsick en Allemagne, y furent posées et debattues avec autant de savoir que de zèle.

Deux États seulement ne jouirent ni de la paix ni du progrès lent, mais réel, du reste de la péninsule, le royaume des Deux-Siciles et le territoire romain surtout.

Ferdinand II ne tint point tout ce qu'il avait promis le jour de son avénement. Une émeute assez grave ayant éclaté à Syracuse (1837) à l'époque du choléra, il fit fusiller cinquante-cinq personnes et profita promptement de l'occasion pour achever de fondre les deux administrations des provinces, en deçà et au delà du phare. La Sicile n'eut même plus sa constitution particulière, ses magistrats nationaux, sa commission représentative à Naples. Cette unité administrative eût pu être au moins un bienfait; on en fit un fléau. Ferdinand ne songea qu'à étendre à la Sicile le monopole du tabac et du sel, le timbre et la conscription. Il laissa l'île sans routes, sans instruction primaire, et la soumit à un régime de commissions militaires, de tribunaux

d'exception et de délation, qui lui fit regretter encore davantage sa vieille constitution.

Le roi prit un peu plus soin des provinces napolitaines. En 1842, la taxe sur les livres fut diminuée de cinq pour cent. Naples s'embellit; un port militaire fut creusé à Castellamare. Une chaire d'agriculture s'ouvrit à l'université de Naples, des agriculteurs instruits furent envoyés dans différentes communes; l'immense *tavolière* de la Pouille fut attaqué, mais l'essentiel fut négligé.

Le pape Grégoire XVI fit encore moins d'améliorations dans ses États, malgré les recommandations de plusieurs des puissances qui avaient signé le mémorandum. En 1836, il revint même sur les concessions faites en 1831 à la ville de Bologne, et y détruisit l'élément laïque introduit dans l'administration. Pendant tout son règne il n'eut pas un instant de repos; il lui fallut chaque année prononcer des sentences de mort, d'exil, de galères et de prison. Ami des arts et de la science, il fit reconstruire la basilique de Saint-Paul hors des murs, créa un jardin botanique, un musée étrusque, fonda, dans les dernières années, une école d'agriculture, deux écoles gratuites à Rome; mais il ne voulut point entendre parler de l'établissement de télégraphes, de chemins de fer, d'industrie; à grand'peine il autorisa un service de vapeur sur le Tibre. Il défendit à ses savants d'assister aux congrès scientifiques de l'Italie; il augmenta les priviléges du clergé, de la noblesse, et laissa tomber les finances dans un état qui rappelait les plus déplorables jours du gouvernement pontifical.

Statistique de la population, des forces de terre et de mer, du commerce, de l'industrie, de l'instruction publique, etc. (1840-1845).

L'Italie, sinon sous le rapport politique, au moins sous le rapport moral et matériel, avait donc réalisé quelques progrès, vers l'an 1840, si l'on en excepte les États de l'Église et la Sicile. Partout, cependant, elle était loin de sui-

vre, même à distance, les principales nations de l'Europe, et on pouvait encore constater, dans son état matériel et moral, plus de lacunes que de progrès.

Sa population, ses revenus, ses armées, sa marine, s'étaient légèrement augmentés.

La population totale de l'Italie s'élevait à près de 24 millions ainsi répartis : Lombard-Vénitien, 5 600 000; Naples et Sicile, 8 500 000; Sardaigne, 4 500 000; Église, 2 700 000; Toscane, 1 500 000; Parme, 465 000; Modène, 400 000; Lucques, 140 000; Saint-Marin, 7800; Monaco, 7000.

Ses revenus se montaient à 400 millions : Lombard-Vénitien, 150 millions; Naples et Sicile, 115 millions; Sardaigne, 80 millions; Église, 40 millions; Toscane, 21 millions; Parme, 7 millions; Modène, 5 millions; Lucques, Saint-Martin, Monaco, 1 500 000 francs.

Le Lombard-Vénitien et la Sardaigne supportaient assez aisément leurs charges. Les communes de la Lombardie trouvaient même encore 80 millions à employer pour des travaux d'utilité publique; et le roi de Sardaigne, en 1845, avait 50 millions de réserve à consacrer à des entreprises de chemin de fer. Mais les États de l'Église et Naples souffraient de la lourdeur des taxes et de leur mauvaise répartition, ce qui n'empêchait pas le saint-siége d'être en proie à un déficit qui atteignait le chiffre de ses revenus.

Les forces militaires de la péninsule pouvaient atteindre 260 000 hommes de troupes réglées : Sardaigne, 60 000 soldats, 40 000 de réserve, 10 000 miliciens; Lombard-Vénitien, 60 000 soldats; Naples et Sicile, 60 000; Église, 16 000; Toscane, 8000; Modène, 7700; Parme, 1800; Lucques, 750 soldats, 2000 gardes nationaux; Saint-Marin, 40 soldats, 900 gardes nationaux. Parmi ces troupes, cependant, 15 000 Suisses servaient dans les troupes du pape et de Naples; 60 000 Italiens étaient enlevés au Lombard-Vénitien pour s'instruire et servir loin de leur patrie. Les deux seules armées nationales et sérieuses étaient celles de la Sardaigne et de Naples, la première surtout.

La marine de l'État comptait à peu près 200 navires;

40 000 marins : Lombard-Vénitien, 2 vaisseaux, 10 frégates, 4 vapeurs, 74 petits bâtiments, 20 000 marins; Naples et Sicile, 2 vaisseaux, 5 frégates, 2 vapeurs, 43 petits bâtiments, 10 000 marins; Toscane, Église, quelques petits bâtiments, plusieurs vapeurs.

La statistique industrielle et commerciale n'était pas trop défavorable à certains pays, quoiqu'elle répondît peu à la fécondité, au mouvement qui avait caractérisé l'Italie à l'époque de sa grande prospérité; mais pour d'autres les résultats étaient déplorables.

En l'année 1841 le mouvement commercial sur la côte vénitienne était en exportation : 157 vaisseaux de long cours, valeur 5 000 000 de fr., et 1320 vaisseaux caboteurs, valeur 16 000 000 de fr.; en importation, 3059 vaisseaux de long cours ou gros caboteurs, valeur 22 000 000 de fr., et 953 petits caboteurs, valeur 5 000 000 de fr. Le mouvement de Trieste était encore bien plus favorable : importation, 868 gros vaisseaux, valeur 70 000 000 de fr., et 3323 caboteurs, valeur 25 000 000 de fr.; exportation, valeur 40 000 000 de fr. (gros bâtiments), et autant à peu près en caboteurs. Cette contrée était, il est vrai, la plus favorisée.

Dans le royaume de Naples, l'importation dans les provinces en deçà du Phare ne représentait en 1839 qu'une somme de 45 000 000 de fr., et l'exportation de 43 000 000 de fr. Dans les différents ports du royaume, on comptait seulement à l'entrée 2407 vaisseaux de toute grandeur, à la sortie, 2372. Dans les provinces au delà du Phare, l'exportation n'atteignait que 23 000 000 de fr.; l'importation allait à 42 000 000 de fr. Le nombre des bâtiments était de 938 sortants et de 1569 entrants. Le mouvement maritime de la Toscane n'était pas non plus ce qu'il devrait être; 548 bâtiments à Livourne, 245 à l'île d'Elbe. L'importation était encore assez considérable, mais le commerce n'était pas en rapport avec le développement d'exportation que comportait la fécondité de ce beau pays.

Les États de l'Église étaient encore plus mal partagés; ils ne comptaient guère sur la côte occidentale qu'un mouvement de 169 petits bâtiments, et sur l'Adriatique, de

1065; l'importation représentait en général la somme de 92 000 000 de fr., et l'exportation 31 000 000 de fr. seulement.

Un phénomène plus singulier était la diminution assez notable du mouvement commercial dans la ville de Gênes, seul port considérable d'un des États les mieux organisés. De 1827 à 1835 la recette de la douane avait diminué de 6 254 016 fr. à 5 636 471 fr. En l'année 1819 le nombre des bâtiments sardes venant dans le port s'élevait à 6225, celui des bâtiments étrangers à 1117; en 1838 le nombre était réduit pour les premiers à 1826, et pour les seconds à 958 bâtiments.

Dans tous les pays, il était à remarquer que l'importation l'emportait de beaucoup sur l'exportation. Cependant l'Italie abonde en richesses végétales et minérales. Les éléments d'industrie ne manquent pas non plus à la péninsule; ils produisaient annuellement 12 000 000 de livres de soie brute. Dans le Lombard-Vénitien seulement, il y avait, vers 1840, trois cent vingt manufactures de soie, et plus de trois milles métiers à la Jacquart; dans la Toscane, plus de deux cents manufactures, dont une tenue par un certain Matteoni entretenait huit cents métiers; dans le royaume de Sardaigne, principalement à Gênes, on comptait cinq cent quatre-vingt-dix métiers.

Après les manufactures de soie, celles de laine, de coton, de papier, étaient les plus nombreuses et les plus importantes. Dans le Lombard-Vénitien, il y avait deux cent quatre-vingt-douze fabriques d'étoffes, de coton et de laine, cinq cent quarante-huit de draps; dans la Toscane, quatre-vingt-dix-sept fabriques de papier et cent douze d'étoffes de laine; dans le royaume de Sardaigne, trois cent douze fabriques de coton, soixante-deux de laine. Dans le royaume de Naples le nombre des manufactures s'était augmenté depuis 1824, mais faiblement; parmi les autres industries on peut compter celle des pailles tressées en Toscane, des joyaux de corail à Naples et à Gênes.

Les Etats de l'Église étaient, sous le rapport de l'industrie, les plus arriérés. Trois cent quatre vingt-quatorze fabriques de tous genres, n'occupant pas 6310 ouvriers,

vivaient à peine à Rome; les manufactures de soie de Bologne, de Pérouse, étaient fort inférieures; celles de laine à Spolète et à Pergola, en mauvais état; le gouvernement romain les avait encouragées d'abord par des primes, mais celles-ci furent bientôt supprimées. Des industries autrefois florissantes, celle des voiles à Bologne, qui occupait 1200 ouvriers, les fabriques de soie de Rimini, qui occupaient mille métiers, étaient entièrement tombées.

Ainsi, le Lombard-Vénitien, grâce à la conservation de l'ancienne organisation communale, à la multitude de ses rivières, de ses travaux d'irrigation, jouissait d'une prospérité suffisante par rapport à son état politique. Le Piémont avait fait en agriculture quelques progrès, si Gênes avait beaucoup perdu de ses relations commerciales et de son importance dans la Méditerranée. Mais la Toscane n'avait point toute la fécondité dont elle avait joui au moyen âge; ses anciens travaux de terrassement tombaient en ruines, sa production avait diminué, l'activité industrielle et commerciale des villes de Florence et de Pise n'était pas comparable à ce qu'elle avait été au temps de leur splendeur; la Maremme était bien loin d'être vaincue. Dans le royaume-uni des Deux-Siciles, c'était bien pis. L'Ile, l'ancien grenier de l'Italie, était réduite à un état misérable; sans le soufre, cet or de la Sicile, dont le gouvernement avait fait un monopole, elle eût été presque sans commerce. La campagne des environs de Rome, malsaine et désolée, privée d'arbres et de culture, offrait seule un aspect plus triste.

Ce qui paralysait la richesse naturelle de l'Italie et l'activité des habitants, c'était l'excès de la protection, la rareté des capitaux et des voies de communication, la division des États, la multiplicité des douanes particulières, la variété des poids, mesures et monnaies. Les communications au dehors et à l'intérieur étaient difficiles; les Alpes percées sur bien des points étaient cependant encore un obstacle. L'Italie possède beaucoup de port et de bons ports; les forêts des Alpes et des Apennins peuvent lui assurer une bonne marine; cependant presque toutes ses productions

étaient expédiées sous pavillon étranger dans les contrées lointaines. Les voies de terre étaient encore rares ou en mauvais état, surtout dans les États de l'Église, à Naples et en Sicile; les voies de fer étaient encore une exception. Enfin la péninsule était la terre classique de la contrebande; l'ancien bandit s'était fait contrebandier. Il trouvait des éléments nombreux de succès dans son audace, dans les accidents physiques du pays, dans la lourdeur des taxes, dans la multiplicité même des douanes et dans la connivence des employés fort mal rétribués.

En 1843 l'établissement d'un tarif uniforme sur tout le cours du Pô parut indiquer que l'Autriche et le Piémont voulaient entrer dans une nouvelle voie. L'idée d'une association douanière, d'un zollverein, germa un instant en Italie. La susceptibilité bien naturelle des autres États vis-à-vis de l'Autriche, qui possède la plus riche et la plus puissante partie de la péninsule, la fit abandonner. On craignit de payer d'un asservissement complet la rançon de quelques avantages matériels.

La statistique morale de l'Italie, vers 1840 et 1845, présentait aussi quelques progrès, mais encore plus de lacunes. Le nombre des crimes et délits n'avait pas beaucoup diminué. Il avait suivi à peu près la progression de la population, un peu au-dessous dans la Lombardie et la Toscane, au-dessus dans les États de l'Église et le royaume de Naples. Le nombre des crimes contre les personnes, des assassinats, habitude traditionnelle dans la péninsule, avait peut-être légèrement diminué; mais les attentats contre la propriété, les délits, avaient suivi plutôt une échelle de progression. Les crimes restés impunis, faute d'en connaître l'auteur, étaient toujours très-considérables; le despotisme du gouvernement, l'arbitraire de la justice, entretenaient ce préjugé qui considère le simple témoignage devant les tribunaux comme une dénonciation.

Le royaume Lombard-Vénitien paraissait surtout en première ligne sous le rapport de l'instruction publique : on y comptait en 1841, pour l'instruction primaire, plus de

cent écoles principales, et à peu près trois cent soixante-dix écoles ordinaires pour les garçons, et mille sept cent pour les filles; cependant le tiers des garçons et les deux tiers des filles en âge d'apprendre à lire et à écrire ne jouissaient pas encore de ce bienfait. L'instruction secondaire, divisée en *gymnases* comprenant six années d'études, et en *lycées* comprenant deux années, comptait à peu près six milles écoliers dans les établissements de l'État, et deux mille trois cents dans les établissements privés. Les deux universités de Pavie et de Padoue comptaient à peu près chacune mille cinq cents étudiants; l'instruction primaire étaient gratuite là où les communes avaient pu faire les frais d'établissement d'une école. Malheureusement la défiance du gouvernement central, en ôtant à l'enseignement toute liberté, toute originalité, paralysait tant d'institutions, depuis les universités, où les professeurs nommés par le gouvernement enseignaient sur des textes expédiés de Vienne, jusqu'aux écoles primaires, où les devoirs des sujets envers leur souverain étaient comparés dans le catéchisme autrichien à ceux d'*esclaves fidèles* envers leur *maître*.

En 1840 une nouvelle ordonnance sur l'instruction publique avait fait faire un grand pas au royaume de Sardaigne, qui compta bientôt près de trois cents établissements assez importants d'instruction publique; un plan d'études plus libéral fut adopté, une part plus grande faite à l'élément laïque, la loi d'ignorance de 1842 tomba en désuétude; cependant il y avait beaucoup à regretter pour l'enseignement primaire, principalement dans l'île de Sardaigne.

Mais la Toscane, le royaume de Naples, les États de l'Église, malgré quelques tentatives, faisaient encore honte à l'Europe civilisée. A coté des deux universités de Pise et de Sienne, qui comptaient six cent cinquante élèves, et des écoles secondaires assez florissantes aussi, la Toscane, sur deux cent quatre-vingt-quatre milles enfants en âge de fréquenter les écoles, n'en comptait en 1843 que vingt-trois milles jouissant de l'enseignement primaire. Outre l'uni-

versité et quelques établissements à Naples, le royaume n'avait encore en 1840 que quatre lycées, à Salerne, Catanzaro, Bari, Aquila. Sur cent habitants en 1836, au dire de l'intendant de la province de Molise, on en trouvait un sachant lire. Dans la Sicile c'était encore pis. Le roi Ferdinand avait enfin en 1840 ordonné l'établissement d'une université à Palerme. Dans les États de l'Église, outre les grands établissements universitaires de Rome et de Bologne, on ne trouvait d'écoles publiques que dans les grandes villes, à Pérouse, Spolète, Ancône, etc. Dans les campagnes, l'ignorance de la lecture y était générale. A Rome même, il y avait encore des quartiers où l'enseignement primaire était insuffisant, et on pouvait évaluer à vingt-cinq sur cent le nombre de ceux qui ne savaient pas lire.

Recrudescence libérale et révolutionnaire en Italie ; insurrections de Rimini et de la Calabre (1843-1846).

Une pareille situation ne pouvait manquer de préoccuper en Italie les esprits éclairés et les cœurs généreux. Ces progrès lents, mais sensibles; ces lacunes, bien plus grandes encore, reportaient les imaginations italiennes sur la situation politique de leur patrie, mais sans les rapprocher davantage sur les moyens de remédier au mal.

Quelques-uns, effrayés de l'ascendant de l'Autriche, qui représentait jusqu'à un certain point le progrès matériel, songeaient à opposer dans le pape le principe guelfe au nouvel empire autrichien; d'autres s'éloignaient avec horreur d'un pouvoir qui avait toutes les rigueurs et tous les vices de despotisme, et qui laissait ses peuples dans le plus misérable état matériel et moral. Ici on prétendait ne plaider les droits de l'Italie que par la parole, et n'avoir gain de cause qu'à force de patience et de résignation ; là on ne prenait conseil que du désespoir, on était prêt à tout tenter.

Des esprits distingués et des écrivans brillants représentaient ce mouvement plein d'effervescence; le professeur Montanelli demandait que Léopold II ajoutât à la douceur

de son gouvernement le bienfait d'institutions constitutionnelles et libérales. Un philosophe d'un profond mysticisme, M. Gioberti, en 1843, dans son livre *Del primato morale e civile degl' Italiani*, voulait réconcilier l'Église avec la liberté pour faire pénétrer l'esprit politique et national dans les masses. Il ne voyait de salut pour l'Italie que dans l'unité spirituelle, dans une confédération d'États ayant le pape pour président et arbitre; et, dans le livre intitulé *Le Jésuite*, il prétendait arracher le saint-siége à ses vieux errements, et ramener le souverain pontificat aux besoins du siècle. Le comte Balbo, dans ses *Speranze d'Itàlia*, cherchait au dedans à réconcilier les princes avec le libéralisme, en attendant de leur générosité les constitutions qu'on avait voulu leur arracher. Au dehors il mettait son espoir dans les institutions militaires du Piémont et dans la réconciliation des peuples avec leurs princes; il convoitait la Lombardie pour la maison de Savoie, mais il était résigné à attendre que l'Autriche eût l'occasion de se dédommager en Turquie. Moins mystique que Gioberti, et moins politique que Balbo, esprit indépendant et modéré, Mamiani, exilé depuis 1831, tentait de relever le courage de ses compatriotes en répandant les principes d'une philosophie qui était un compromis entre la raison et le sentiment, la science et la foi.

Deux poëtes, tirailleurs plus hardis et plus aventureux, attaquaient à la fois guelfes et gibelins; Nicolini, dans sa tragédie d'*Arnaud de Brescia*, exaltait le premier tribun de l'Italie, l'ennemi des papes, le fondateur du principe républicain, brûlé à Rome dans un moment de trêve, par le pape Adrien IV et l'empereur Frédéric Barberousse. L'anonyme toscan, Philippe Giusti, dans ses chants, dans ses vers clandestins, demandait à Dante s'il regrettait encore que César eût abandonné les jardins de l'empire. « Si l'Italie est morte », répondait-il à Lamartine, « que veulent ces armées qui veillent sur elle nuit et jour? Est-ce pour empêcher les morts de se réveiller que l'Allemagne envoie ses soldats camper en Italie? Est-ce que les ossements de nos pères épouvantent l'héritier des Césars? » Plus hardis en-

core, les comités des exilés à Malte et à Londres, réveillaient la *Jeune Italie.* Mazzini formulait décidément son programme religieux, politique et social. Il remplaçait le catholicisme par une sorte de théophilanthropie dont *Dieu* et le *peuple* étaient les deux termes; il prétendait reconstituer l'Italie par l'unité et la centralisation, dans une république indivisible et démocratique, dont Rome serait le centre. Après la Rome des Césars et la Rome des papes, il annonçait l'avénement de la Rome du peuple.

Quelques bruits de guerre entre la France et l'Europe en 1840 provoquèrent çà et là des explosions. En 1841 la ville d'Aquila, dans le royaume de Naples, vit cinquante de ses enfants envoyés en prison, quatre fusillés. En 1843 l'effervescence était générale dans les États romains et les Deux-Siciles. Au moment de l'action, les Calabres restèrent immobiles. Quelques jeunes gens des plus hardis de Bologne marchèrent au combat malgré le contre-ordre, et furent réprimés par les carabiniers pontificaux. Les troupes suisses dans la Romagne, les garnisons autrichiennes à Rovigo et à Ferrare, furent renforcées. Les frères Bandiera en 1844, fils d'un amiral autrichien, avec quelques marins italiens, tentèrent de secourir les Calabres, échouèrent encore, et payèrent leur entreprise de leur tête.

Les persécutions de la police obligèrent les citoyens les plus recommandables à s'enfuir et à se cacher dans les Apennins, retraite ordinaire des bandits. Traqués comme des bêtes fauves, et en assez grand nombre, ils prirent le parti désespéré de s'emparer de Rimini et d'adresser à l'Europe une solennelle protestation, dans laquelle ils se contentaient de dénoncer, avec douleur, l'oubli du mémorandum de 1831, comme la cause de tout le mal. Ce manifeste ne sauva pas plus ces malheureux que la prise de Rimini : chassés de leur conquête, obligés de s'enfuir sur le territoire de Toscane, ils furent livrés aux vengeances pontificales par le grand-duc obligé de céder aux exigences de la diplomatie.

Le pape Grégoire put terminer son règne en paix; la défense courageuse, quoique inutile, de quelques pauvres

religieuses martyrisées par le tzar, releva seule ses derniers jours. La plaie de l'Italie paraissait cependant appeler plus énergiquement que jamais le remède; M. d'Azeglio, noble piémontais, dans ses *Ultimi casi di Romagna*, prenait en 1846 la défense des insurgés de la Romagne, dont il avait sondé les plaies pendant un voyage de plusieurs mois. « C'étaient, disait-il, des hommes qui n'avaient plus un coin de terre où poser le pied, qui étaient toujours à la veille de perdre la liberté ou la vie. » « Tel qu'il est », disait le vénérable Gino Capponi en mai 1846, « le gouvernement romain ne peut régir l'État, parce qu'il est réduit par la nécessité de sa nature à craindre toute réforme, à empêcher toute amélioration. Dans l'état actuel, on dirait que la justice est en lutte avec la religion. »

Tel était en 1846 l'état de l'Italie. Les souverains ne faisaient pas assez ou ne faisaient rien pour leurs peuples. La terreur était à peu près le seul ressort du gouvernement. Dans la nation, l'aristocratie et la haute bourgeoisie ressentaient vivement leur infériorité et leur servitude. Elles souffraient de voir l'étranger regarder leur pays comme un musée historique, et une terre de délassement et de convalescence; il ne leur suffisait point que l'Italie régnât dans la musique par ses maestri et ses virtuoses. Elles se rencontraient dans la pensée d'unir toutes les forces vives du pays, la religion, les princes et les peuples, de les retremper par la concorde et la confiance, pour les tourner vers le double but de la liberté et de l'indépendance. Aigries par l'oppression et la misère, dans les États de Rome et dans les deux-Siciles, et partout plus développées qu'à l'époque de la première révolution, les masses avaient moins de confiance dans leur souverain, moins de foi dans la modération et la patience; elles écoutaient plus volontiers les conseils qui leur venaient de l'exil et qui les poussaient contre leurs maîtres; mais elles étaient aussi travaillées d'un besoin vague d'indépendance; sans s'en rendre compte, elles désiraient, elles attendaient quelque chose. Ainsi l'Italie émigrée n'était point complétement d'accord avec l'Italie restée chez elle, les hautes classes, avec les masses; le libé-

ralisme et le radicalisme se disputaient en face du despotisme vivant. Cependant toutes ces idées, toutes ces passions diverses aussi bien que les vieilles rivalités provinciales, commençaient à se fondre dans un sentiment très-vif : la haine de l'Autrichien, le véritable et le seul maître de la péninsule. Le libéral et le démocrate, aussi bien que le Piémontais et le Toscan, le Romagnol ou le Sicilien, se rencontraient dans le même désir de soustraire le pays à l'Empereur allemand ou aux princes qui, par leur conduite, n'étaient que ses protégés et ses instruments. Le sentiment italien, national, couvrait, absorbait tous les autres. Ce fut au milieu de ces circonstances que le pape Pie IX parut.

LIVRE XVII.

L'ITALIE RÉVOLUTIONNAIRE [1].

Pie IX; les réformes (juin 1846-octobre 1847). — Les constitutions (octobre 1847-18 mars 1848). — Insurrection à Milan (17-25 mars). — Guerre d'indépendance : Charles-Albert; réaction napolitaine du 15 mai; bataille de Custozza (25 mars-8 août). — Les républiques à Venise, à Rome, à Florence; assassinat de Rossi; fuite du pape (sept. 1848-février 1849). — Nouvelle guerre; bataille de Novare; intervention française; prise de Rome; chute de Venise (mars-août 1849).

Pie IX; les réformes (juin 1846-octobre 1847).

Ce fut avec une anxiété plus grande encore que de coutume, que la foule recueillie sur la place du Quirinal, vit, le 14 juin, clore et murer devant elle les portes du conclave. On peut le dire, l'Italie et l'Europe étaient dans la même attente. Les membres du sacré collége, la plupart étrangers aux affaires et nommés par Grégoire XVI, comprendraient-ils toute l'étendue de leurs devoirs? L'ambassadeur français Rossi, Italien exilé comme Muratin en 1819, et depuis citoyen de Genève, professeur à Paris, enfin pair de

1. Voyez pour ce chapitre : *Die Kriegerischen Ereignisse in Italien*, 1848-1849; Laforge, *l'Italie et la France;* Pepe, *Révolutions et guerres d'Italie;* Cattaneo, *Insurrection de Milan;* Farini, *Lo Stato romano. Actes officiels de la république romaine*, Paris, Amyot. Différents articles de la *Revue des Deux-Mondes*, 1er mai 1849, 15 août, 15 novembre 1850, etc. Journaux français et étrangers.

France, fit tout pour inspirer aux cardinaux une heureuse résolution. « Nous voulons », avait dit M. Guizot, chef du cabinet français, « un pape italien qui comprenne l'esprit de son siècle et accorde au peuple les réformes dont il a besoin. »

Quand on vint proclamer du haut du balcon (17 juin) le nom du cardinal Mastaï Ferretti, une immense acclamation de joie salua le nouvel élu. Le jour où il prit possession de la vénérable basilique de Saint-Jean de Latran, les Romains improvisèrent une fête qui semblait célébrer moins l'avénement d'un pape, qu'un événement national.

Mastaï Ferretti, après avoir voulu entrer dans les gardes nobles en 1815, s'était fait prêtre en 1818. Envoyé en mission en 1823 au Chili où il propagea la foi catholique, il fut chargé à son retour de la direction de l'hospice apostolique de Saint-Michel. Son zèle lui valut bientôt l'archevêché de Spolète en 1827, l'évêché d'Imola en 1832, le chapeau de cardinal en 1840. Il touchait, au moment où il fut élu pape, à sa cinquantième année. Ce qui l'avait distingué dans toutes ses fonctions, c'était surtout sa charité, sa douceur. On pensait que le nouveau pape saurait abaisser ses regards vers la terre, et qu'il accommoderait ses devoirs religieux aux nécessités de son époque.

Pie IX parut de suite répondre aux espérances qu'il avait fait concevoir. Le 1er juillet, il renvoya ses 4000 Suisses, milice détestée des Romains et qui avait quelquefois mis de l'excès dans la répression. Le 15 il ordonna que les portes de toutes les prisons fussent ouvertes, et envoya aux habitants de la Romagne la promesse formelle de prochaines améliorations administratives. Le 16 une illumination subite à Rome remercia et encouragea le pontife, et le lendemain un décret général d'amnistie rappela tous les exilés qui promettraient par écrit de ne point abuser du pardon. Ce n'était là que des dons de joyeux avénement. L'État romain appelait des mesures plus sérieuses, des réformes essentielles; « mais, comme l'écrivait Rossi, le sillon était ouvert. »

Pie IX, le 8 août, choisit pour secrétaire d'État le cardi-

nal Gizzi, le représentant véritable des idées libérales dans le sacré collége; et, sur ses conseils, il changea les cardinaux des légations, diminua les dépenses de la cour, imposa le clergé et nomma une commission de jurisconsultes pour la réforme des lois civiles, criminelles et pénales des Etats romains. Une ère nouvelle semblait commencer pour l'Italie. La parole de vie était tombée du Vatican. Tous les esprits, tous les cœurs se tournèrent vers Pie IX : Pie IX semblait la réalisation vivante de la pénsée de Gioberti; la religion rattachait au mouvement les masses ordinairement indifférentes ou hostiles, et la péninsule pouvait espérer de renaître enfin.

Sous cette unanimité apparente imprimée un moment à tous les esprits, se cachaient cependant des désirs et des besoins de nature diverse. Nul n'osait contester, même parmi les rétrogrades, la nécessité de certaines réformes, d'améliorations administratives, judiciaires, matérielles, dont l'absence mettait l'Italie au-dessous de tous les peuples. Les souverains ne reculaient eux-mêmes devant ces réformes que par crainte d'être obligés de concéder davantage. Mais l'aristocratie, la haute bourgeoisie, ne regardaient ces réformes que comme un acheminement vers des institutions politiques, constitutionnelles, qui leur donneraient la part légitime d'influence que méritaient leurs lumières et leurs richesses. Enfin l'instinct national des masses, quoique aveugle, voyait au bout du mouvement et comme dernier résultat, la lutte contre l'étranger, l'Autrichien, la conquête de l'indépendance; et si celle-ci ne pouvait être atteinte que par le sacrifice des souverains et l'union de l'Italie entière en un seul État, on ne reculait pas, quelques têtes ardentes, au moins, devant cette dernière et suprême lutte; oin de là, l'union de la péninsule, du sommet des Alpes au golfe de Tarente, apparaissait comme le but supérieur et suprême de tous les efforts, l'utopie désirable et réalisable peut-être, le vrai et définitif avenir de l'Italie.

Pour Pie IX, il ne pensait qu'à réaliser progressivement chez lui et à seconder dans la péninsule ce qui était dans la mesure du temps, et à ne pas se laisser entraîner au delà.

« Il nous faut dix ans, disait-il, pour faire pénétrer l'esprit national et politique dans les masses. » Son exemple entraîna néanmoins les autres souverains. Le roi Charles-Albert, à la fin de l'année 1846, établit dans les écoles de droit, des chaires publiques d'histoire de la jurisprudence, d'encyclopédie du droit, et de philosophie. Le grand-duc de Toscane forma une commission pour la réorganisation de l'enseignement, et fonda d'abord une école normale théorique et pratique. Le gouvernement de Parme laissa ses municipalités protester contre les jésuites. Le duc de Lucques supprima les établissements de jeu dans ses États; on put espérer quelque chose de l'avénement de François V à Modène.

Ceux qui désiraient pour l'Italie plus que des réformes s'effacèrent d'abord devant Pie IX comme pour ne point le troubler. Dans la spéculative université de Pise (Pisa cogitabunda), tout imprégnée des doctrines de Gioberti, le politique Montanelli ne voulut point qu'on parlât encore de constitution; l'impulsion réformatrice étant partie de Rome, il désirait seulement qu'on adhérât au programme romain : « Mieux valait, dit-il, trois pas avec Rome que quatre sans elle. » A Turin, M. Balbo récusa ce qu'il appelait la politique des utopistes et des révolutionnaires. De Londres, le chef de la *Jeune Italie* lui-même, Mazzini, écrivit au saint-père comme pour abdiquer entre ses mains. En France, l'opposition constitutionnelle, par la voie de M. Thiers, *encouragea* le saint-père, et M. Guizot tenta seulement de modérer le mouvement pour l'assurer, on est en droit de le croire. L'ambassadeur anglais, lord Minto, se montra plus ardent, mais on se défiait de ses encouragements et de ses excitations.

Ce qui manqua à Pie IX, ce fut la promptitude de la résolution et le secours d'hommes pratiques en état de réaliser les inspirations de son cœur. On avait mis à l'écart les instruments du despotisme, la justice arbitraire, l'armée suisse; il était nécessaire de créer promptement les instruments d'un gouvernement libéral, de réorganiser les tribunaux, de lever une armée romaine et d'armer la garde

nationale. Les menées de la faction rétrograde qui commençait à effrayer la conscience de Pie IX, les impatiences des masses dont les passions longtemps contenues fermentaient déjà, en faisaient un devoir impérieux. Le 5 décembre 1846, les Apennins furent éclairés par des feux nocturnes d'un bout à l'autre de l'Italie. Le vieux cri national, « hors les barbares, » *fuori i barbari*, était souvent affiché sur les murailles, ou poussé dans des réunions politiques.

Pie IX hésita, ou se heurta contre d'invincibles obstacles; il laissa aux imaginations italiennes le temps de s'emporter. Inépuisable dans sa charité et ami des lumières, il secourut les populations pauvres de Rome, épuisées par un long hiver, et ordonna la restauration de l'université de Bologne. Le 23 décembre, dans son encyclique, la religion parla un langage dont la grave mansuétude et l'onctueuse douceur allaient droit au cœur des hommes du siècle: mais c'était vainement que chaque jour apportait au pape de nouveaux encouragements. Le 19 avril 1847 seulement, c'est-à-dire après dix mois de règne, le pape annonça l'intention de choisir les plus notables habitants des provinces pour en former une *consulte* chargée de concourir avec lui à l'élaboration des lois de l'État. Le 15 mai, à grand'-peine, il régla la liberté de la presse; le 31, il promit seulement la formation de la garde civique et l'établissement à Rome d'un sénat chargé de l'administration communale. Tout un ensemble d'intérêts, d'abus, de préjugés qui avaient pour eux la sanction du temps, toute une armée de fonctionnaires de tous degrés, qui combattaient pour leur position et que Pie IX n'avait pas le courage de frapper, défendirent le terrain pied à pied avec une redoutable persévérance.

On pouvait apercevoir déjà, au milieu de 1847, les dangers de ces hésitations; l'ambassadeur français, M. Rossi, tout en ménageant l'Autriche, poussait le pape à déterminer nettement la portée de ses réformes, à les faire à temps; à ce prix, il promettait l'appui du gouvernement français. Un illustre théatin, le vénérable père Ventura, qui saisis-

sait toutes les occasions de prêter au pape le secours de sa puissante parole, ne craignait pas de s'écrier : « Si l'Église ne marche pas avec les peuples, les peuples ne s'arrêteront pas, mais ils marcheront sans l'Église, hors de l'Église, contre l'Église. » Les manifestations organisées d'ordinaire par un certain Cicervacchio, cocher et batelier, qui était devenu une sorte de personnage, prirent un nouveau caractère. Enthousiastes et bruyantes quand le saint-père avait fait quelque chose, elles devinrent froides et presque menaçantes quand on le soupçonnait de s'arrêter devant les résistances des rétrogrades. Ce ne fut plus qu'un moyen de peser sur le saint-siége et de l'entraîner. Le *motu proprio* du 12 juillet contenait encore plus de promesses que de réalités, et exprimait la volonté du saint-père de garder intact le dépôt qui lui avait été confié; une manifestation de ce genre fut organisé le 15. Elle parut si dangereuse que le cardinal Gizzi, le lendemain, interdit le retour de ces *dimostrazioni in piazza*, qui menaçaient la sécurité publique et la liberté du saint-père.

L'Autriche était menacée dans le Lombard-Vénitien par ce mouvement libéral; elle ne perdit pas de temps. Depuis le commencement de l'année, ses troupes avaient été augmentées, ses garnisons renforcées en Italie. Le 22 juin elle adressa au pape une note assez sévère, pour l'engager à ne point favoriser un mouvement qu'il ne saurait plus ensuite arrêter. Moins d'un mois après, Cicervacchio découvrit une conspiration qui devait éclater le 15 juillet, au moment où la foule se rassemblerait pour voir le feu d'artifice sur la place du Peuple. On en accusait un certain colonel Freddi, tristement célèbre dans la Romagne, et jusqu'au cardinal Lambruschini et au directeur de la police, Grassellini, qui passaient pour les chefs du parti rétrograde. La garde nationale, dont l'organisation avait été décrétée, mais non effectuée, dès le 5 se forma d'elle-même; tous les gens modérés s'armèrent, descendirent dans la rue sous la conduite des Rospigliosi, des Borghese et des Aldobrandini. Ils arrêtèrent une collision qui aurait pu être sanglante, entre les exaltés et leurs adversaires. Le cardinal Gizzi, qu'on

accusait d'irrésolution, donna sa démission; Ferretti, cardinal plus résolu, entièrement dévoué au pape et aimé des libéraux, lui succéda. Mais le lendemain 16, on apprit que, par une fâcheuse coïncidence, les Autrichiens avaient augmenté de 1200 hommes leur garnison à Ferrare; et, quelques jours après, la nouvelle se répandit que, non contents d'occuper le château, ils avaient brutalement saisi les portes de la ville, malgré la garde civique.

Le cardinal Ferretti protesta énergiquement, et fut appuyé par le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane. La question n'était plus seulement administrative et pontificale, elle était politique et italienne; le mouvement fut singulièrement accéléré par cet acte de l'Autriche. Grâce aux discours, aux menées des exilés, on commença à accuser non la volonté, mais la faiblesse de Pie IX; on se persuada que l'acquisition de constitutions libérales serait le plus sûr moyen d'obtenir et de garantir les améliorations et les réformes; on crut entrevoir déjà que la liberté ne pourrait être assurée qu'en conquérant préalablement l'indépendance, et on s'y prépara. La révolution entra dans sa seconde phrase; elle devint constitutionnelle et nationale. Aux cris de : « Vive Pie IX! Vivent les réformes! » furent substitués ceux de : « Vivent les constitutions! Vive l'indépendance! » La question d'Italie devint la première des cabinets de l'Europe.

Le gouvernement français, favorable au libéralisme italien, mais fort intéressé à ménager l'Autriche, prit à tâche de calmer l'effervescence, et d'éviter une collision. Il blâma, dans les expressions surtout, l'énergie de la protestation de Ferretti et du pape, mais il obtint le retrait des troupes autrichiennes. Il promit son appui aux réformes administratives de Pie IX, mais il déclara l'octroi de constitutions inconciliable avec la situation générale de la péninsule. L'ambassadeur d'Angleterre, lord Minto, au contraire, appuya résolûment partout les constitutionnels, les révolutionnaires même; et tous se tournèrent avec espoir vers le cabinet de Saint-James. Depuis le mouvement des Autrichiens sur Ferrare, on ne pouvait plus parler aux Italiens

de modération. « Père Ventura, dit Pie IX, découragé lui-même en voyant sa protestation blâmée, la France nous abandonne; nous sommes seuls! — Dieu nous reste, répondit celui-ci, marchons. » De ce jour, la péninsule se précipita en avant. Le nouveau cardinal-ministre, Ferretti, était plein de confiance. « Nous montrerons à l'Europe, disait-il, que nous savons nous suffire à nous-mêmes. » Il organisa la garde nationale, par les soins de son honorable commandant, le prince Rospigliosi, et prépara une loi pour la conscription. Le cardinal organisa en même temps le conseil et le sénat municipal de Rome, et s'occupa de poser les bases et de déterminer les attributions de la *consulte d'État* qu'il devait bientôt convoquer.

La Toscane et la Sardaigne avaient marché derrière le saint-siége; elles le devancèrent maintenant.

Déjà, à l'exemple du pape, Léopold II avait, le 6 mai, autorisé sous de certaines conditions la critique des actes du gouvernement. Il accepta le programme d'un nouveau ministère, qui portait l'organisation d'une garde civique, l'augmentation de l'armée, l'établissement de conseils provinciaux électifs, et la création d'une représentation nationale centrale. Depuis plusieurs mois, Charles-Albert semblait arrêté dans la voie des réformes. L'affaire de Ferrare le réveilla. L'idée de l'indépendance italienne, d'un royaume italien à fonder peut-être, trouva écho dans son cœur, aussi bien que dans celui du dernier des Piémontais, ennemis séculaires de l'Autriche. Le 30 septembre, par plusieurs ordonnances détaillées, l'administration des provinces fut confiée à des conseils généraux, la police réunie et subordonnée au ministère de l'intérieur, les finances séparées de l'administration, la censure adoucie, une banque fondée à Turin, et l'instruction publique enlevée en partie aux jésuites, que Gioberti n'avait pas craint d'appeler les *fils dégénérés de Loyola*. Charles-Albert ne se déroba plus aux manifestations qui l'accueillirent à Turin, à Nice, à Gênes, au mois d'octobre. « Mes peuples, mes frères, dit-il aux Génois qui lui demandaient l'amnistie, ce que vous demandez sera fait, vous serez contents.....

Je vous accorderai tout ce qui pourra vous rendre heureux! »

Enfin, le 3 novembre, la base de l'union des trois puissances libérales fut posée. Les ambassadeurs du saint-siége, de la Toscane et de la Sardaigne, signèrent à Turin les conditions équitables d'une alliance intime, qui avait pour but de développer l'industrie italienne et le bien-être des populations; ils invitèrent le roi des Deux-Siciles et le duc de Modène à prendre place dans ce faisceau industriel des puissances italiennes et à les suivre dans la voie du progrès général. C'était évidemment le point de départ d'une union politique bien plus importante; les populations le sentirent avec joie; et un des hommes les plus éclairés et les plus modérés de l'Italie, détermina parfaitement le sens de tous ces efforts. Dans son *Programma per l'opinione nazionale*, M. d'Azeglio posa comme le premier devoir des Italiens de se régénérer, de réformer leurs institutions dans le lambeau de la péninsule qui leur était laissé, et de se rendre eux-mêmes dignes d'un regard de la Providence; il ne cacha point que l'indépendance de l'Italie était le but suprême du parti libéral, et que celui-ci attendait le moment avec calme et résolution. Mais il ne voulait point cueillir le fruit avant sa maturité.

La mort de Marie-Louise, duchesse de Parme (fin novembre), vint raviver justement cette question. D'après les traités de 1815, le duc de Lucques devait hériter de ce duché, mais à la condition de ne conserver de son patrimoine précédent que Pontremoli, et de laisser Lucques à la Toscane, et Fivizzano à Modène. Le seul souvenir des traités de 1815 était fait alors pour irriter la fibre nationale. Les habitants de Fivizzano et de Pontremoli déclarèrent qu'ils préféraient se rattacher à la Toscane; les journaux libéraux épousèrent leurs désirs. Mais les Autrichiens entrèrent à Parme et à Modène, pour réprimer les habitants des deux duchés qui se soulevaient, et opérer la saisie des villes en litige. Il fallut laisser s'accomplir encore une des conséquences des traités détestés. Il en resta dans les masses une irritation profonde contre l'Autriche et même contre

les souverains de l'Italie. Les radicaux commencèrent à répandre qu'on n'arriverait à rien avec tous ces atermoiements. Le comité des émigrés de la *Jeune Italie*, siégeant à Londres, renoua le fil des conspirations un instant détendu dans les différents centres de l'Italie; il prêcha de nouveau les soulèvements comme le seul moyen de précipiter l'octroi des constitutions et la grande crise, d'où devaient, croyaient-ils, sortir la liberté et l'indépendance de l'Italie.

Les constitutions (octobre 1847-18 mars 1848).

La révolution commença. L'étincelle partit comme de coutume au pied du Vésuve et de l'Etna, dans les États du souverain qui s'était le plus décidément prononcé contre les concessions. Déjà les 1er et 2 septembre, sur un signal donné de Naples, Reggio et Messine avaient pris les armes. Ce mouvement prématuré ne réussit point. Reggio fut bombardée, Messine réprimée ; vingt-cinq prisonniers furent fusillés, et l'université de Naples fermée. Mais depuis, les manifestations se succédèrent avec un caractère tous les jours plus hostile, à Livourne, à Florence et à Rome même.

Le mouvement atteignit enfin les provinces soumises à l'Autriche. Il s'y prononça d'abord par une opposition légale et de sourdes conspirations. Dans les deux assemblées centrales de Milan et de Venise, deux députés, Nazzari et Manin, présentèrent des pétitions pour l'exécution loyale de la *patente autrichienne* de 1815. Les officiers autrichiens virent le vide se faire autour d'eux dans les salons, les soldats furent hués dans les rues; on saisit quelques occasions de montrer les drapeaux de la ligue lombarde; en attendant le moment de se mesurer avec l'armée de l'Autriche, on attaqua sa régie en s'imposant des privations volontaires.

Tout dépendait encore de celui qui avait réveillé l'Italie. Pie IX avait passé de l'hésitation à la crainte. La péninsule marchait aux constitutions; il recula aux réformes. Le jour

où il ouvrit (fin novembre 1847) la consulte si longtemps annoncée, il eut soin d'établir que les décisions de cette assemblée ne pouvaient être que des avis soumis au ministre et au sacré collége; et il lui donna pour président le cardinal Antonelli. Dès les premiers jours, malgré les efforts de l'ambassadeur français, Rossi, il y eut conflit entre l'assemblée et le pouvoir sacerdotal, et les ministres laïques, que le pape admit dans son conseil dès le 18 décembre, n'eurent guère plus d'influence. Le parti libéral et modéré à Rome, ne se sentant plus secondé, accusa l'entêtement sacerdotal; il se tint à l'écart et se résigna au besoin à une catastrophe dont il ne serait pas le plus à plaindre. Les chefs des radicaux, révolutionnaires ardents et résolus, prirent la place désertée par le pape et les libéraux, et les masses les suivirent avec l'empressement qu'elles avaient d'abord témoigné au chef de l'Église et aux constitutionnels.

Au commencement de l'année 1848, la péninsule était comme un terrain mouvant, secoué par une lave intérieure qui cherche à faire éruption. Le gouvernement autrichien augmentait ses bataillons dans la Lombardie; le roi Charles-Albert appelait 10 000 hommes de réserve sous les drapeaux. Le cabinet français formait un corps expéditionnaire aux environs de Toulon et de Marseille, pour ne pas laisser tout faire à l'Autriche, et garantir l'influence et les principes français en Italie; des vaisseaux anglais croisaient en vue de la Sicile. L'ambassadeur français, M. Bresson, parcourait l'Italie pour tout calmer; lord Minto, au contraire, pour tout encourager. Le 3 janvier, les dragons autrichiens sabraient des groupes formés dans les rues de Milan. Quelques jours après, à Venise, au milieu d'une collision entre les soldats et le peuple, Manin et Tommaseo étaient arrêtés par la police autrichienne. Le 12 une révolte sérieuse éclata à Palerme.

Les désordres engendrés par la négligence coupable du pouvoir et les symptômes d'agitation étaient tels, que le roi Ferdinand II avait promis pour le 12 janvier l'arrivée d'un nouveau lieutenant général, le duc de Serra Capriola,

chargé de faire les réformes nécessaires. Le 12 personne n'avait paru. Les libéraux crurent qu'on s'était joué de leur bonne foi; excités par des agents anglais qui ravivaient le souvenir de la constitution de 1812, ils se mirent à la tête du peuple; et, aux cris de : « Pie IX! » ils livrèrent bataille aux troupes, les resserrèrent dans les forteresses et dans le château royal. Le cabinet napolitain, enchanté de trouver cette occasion de sévir, envoya le général Sauget avec dix vaisseaux de guerre et 6000 hommes; mais ces nouvelles troupes furent vigoureusement repoussées les 15, 16, et l'insurrection se propagea bientôt dans toute l'île. Le 18 elle était de l'autre côté du détroit; 10 000 hommes se rassemblèrent pour marcher sur Naples, criant, comme en 1821: « Constitution, constitution! »

Le roi, effrayé cette fois, renvoya son ministre de la police, del Carretto, nomma un nouveau lieutenant général en Sicile et publia une amnistie; mais cela ne suffit plus. Le général Sauget fut forcé d'évacuer Palerme après une lutte opiniâtre; le 26 il n'y eut plus au pouvoir des troupes de Ferdinand, dans l'île, que le château de Messine; le 27, à Naples, 20 000 hommes descendirent dans les rues, bannières déployées, et firent retentir la longue rue de Tolède, du palais à la place du Marché, des cris de : « Vive la Constitution! « Le roi céda; le lendemain 28, un nouveau ministère composé de Serra Capriola, longtemps ambassadeur à la cour de France, Buonomi, prince de Torella, et Bozzelli, écrivain et juriste distingué, entra en fonctions; et, le 29, la Constitution fut définitivement promise et les bases du gouvernement représentatif assurées.

L'effet de ces nouvelles arrivant coup sur coup dans toutes les villes de la péninsule fut prodigieux. Les journaux, les clubs devinrent plus ardents que jamais en Toscane, à Rome et à Turin. Quand la constitution napolitaine parut le 11 février, modelée sur la charte française de 1830, il n'y eut plus guère moyen de résister. Le duc de Toscane en octroya une semblable le 15. Le pape, ne sachant si le gouvernement parlementaire était compatible avec sa double position de pontife et de prince, recula

plus effrayé que jamais entre les bras des rétrogrades; mais Charles-Albert se prépara à imiter les souverains de Naples et de Toscane. Prince tout militaire, il eût été plus disposé à tenter de donner l'indépendance à l'Italie que des libertés constitutionnelles à son peuple; cependant il cédait à l'entraînement général.

Le Lombard-Vénitien frémissait maintenant sous le joug en voyant dans toute la péninsule les conquêtes de la liberté! Le maréchal Radetzki, commandant des forces militaires autrichiennes à Milan, en appela aux mesures extrêmes de compression. « Soldats », dit-il, en annonçant à ses troupes la ferme volonté de l'empereur de défendre le Lombard-Vénitien, « que les insensés ne vous forcent point à déployer le drapeau de l'aigle à deux têtes; contre votre fidélité et votre valeur, les coupables efforts du fanatisme et de la rébellion se briseront comme le verre fragile contre le roc. » Quelques jours après, le 24 février 1848, s'écroulait en France un trône, à l'existence duquel se rattachait l'équilibre européen, pour faire place à la république.

Ce fut en Italie comme un vent impétueux tombant sur un brasier. Les impatients, les exaltés poussèrent un immense cri de joie. Les modérés accueillirent la nouvelle avec plus d'inquiétude que d'espérance. « Vous nous menez ventre à terre, écrivit M. d'Azeglio; nous ferons en sorte de n'être point désarçonnés. » Charles-Albert comprit la situation; il promulgua, le 4 mars, sa constitution déjà préparée et prit un nouveau ministère, à la tête duquel se trouvait le comte César Balbo. Enfin Pie IX poussé par les événements et par Rossi, devenu d'ambassadeur français, conseiller du pontife, revint à ses premiers projets et promulgua aussi, le 15 mars, une constitution appropriée à la situation particulière des États romains. Toute la péninsule indépendante était constitutionnelle.

Ces constitutions modérées étaient viables, quoique un peu hâtivement élaborées. Le manifeste du gouvernement provisoire de la nouvelle république française écrit par Lamartine garantissait ces conquêtes. « Si les États indépendants de la péninsule, disait-il, étaient envahis; si l'on

imposait des limites ou des obstacles à leurs transformations intérieures; si on leur contestait à main armée le droit de s'allier entre eux pour consolider la patrie italienne, la république française se croirait elle-même en droit d'armer pour protéger ces mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples. » Mais la liberté des États indépendants ainsi garantie, la question du Lombord-Vénitien était réservée. « Les traités de 1815, disait encore le manifeste, n'existent plus en droit; toutefois les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait que la république admet comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations. »

Insurrection à Milan (17-23 mars).

Cette question n'était autre que celle de l'indépendance italienne ; elle se posa d'elle-même le 18 mars à Milan. Déjà le 17, la nouvelle de la révolution de Vienne et la chute du ministre Metternich avaient exalté les esprits. Le vice-roi effrayé partit précipitamment pour Vérone. Le lendemain matin, le gouverneur, comte O'Donnel, fit afficher que l'Empereur convoquait l'assemblée centrale du royaume Lombard-Vénitien pour le 3 du mois de juillet prochain. Cette proclamation ne parut qu'une dérision ou un leurre; les Milanais se répandirent en foule par les rues, sur la place du Dôme et sur celle des Marchands. Le podestat, comte Casati, vint pour calmer l'émotion; on le porta vers le palais du gouverneur qui fut envahi, et le comte O'Donnel, au pouvoir des Milanais, fut obligé de décréter l'armement de la milice. Ce fut le premier acte d'hostilité.

Le soir, Radetzki se retira au château, bâtiment massif, centre de l'ancienne forteresse, et se contenta d'occuper militairement les bastions, la place du Dôme, le Palais royal, la Police, l'Hôtel de ville, ainsi que les principales rues qui aboutissent à ces points principaux. Son but était de cerner et de diviser l'émeute. Ce fut une nuit solennelle. la pluie tombait par torrents. Le peuple milanais

s'arma, éleva silencieusement ses barricades, et entassa les projectiles sur les toits des maisons. Le podestat Casati, partisan secret de Charles-Albert, était à sa maison de la Taverna, avec quelques nobles, quelques écrivains et des jeunes gens pleins d'ardeur; il hésitait, mais Cernuschi, Cattaneo, Terzaghi, formés déjà en comité de guerre, organisèrent la résistance. Le 19 au matin, Radetzki menaça la ville du bombardement et du sac; on lui répondit en se jetant dans les rues au son du tocsin et aux cris de : vive Pie IX; le combat commença. Le premier jour, les Milanais ne cherchèrent qu'à couper les communications de l'armée; l'affaire la plus rude eut lieu sur la place de la Cathédrale, d'où un corps de Tyroliens embusqué dans les galeries faisait un feu plongeant et meurtrier. Les Milanais n'avaient pas encore beaucoup d'armes et manquaient de munitions.

Le 20, la lutte se caractérisa. Radetzki eut beaucoup de peine à garder ses communications; il lui fallait faire enlever chaque barricade sous un feu meurtrier parti de toutes les fenêtres. Il fut obligé d'abandonner la Cathédrale; un parlementaire vint de sa part proposer, le soir, un armistice de quinze jours; il n'avait point ce qu'il fallait pour un bombardement. Casati et les collaborateurs qu'il s'était adjoints penchaient à accepter; le comité de guerre et les combattants refusèrent.

Le 21 Radetzki perdit ou abandonna tous les points qu'il occupait dans l'intérieur; on commença à attaquer les bastions et les portes, entre autres la porta Ticinese, et la porta Tosa pour ouvrir les communications avec le dehors. Un envoyé de Charles-Albert vint offrir les secours de son maître. Casati voulait qu'on s'engageât immédiatement pour la réunion du Lombard-Vénitien; le comité de guerre, qui comptait quelques républicains, ne promit que sa reconnaissance. Casati et les albertistes, Borromeo, Porro, Durini s'érigèrent néanmoins en gouvernement provisoire, commencèrent à se saisir de l'administration, des finances, et annoncèrent la réunion d'un congrès pour prononcer sur les destinées du pays.

Le 22 Radetzki se vit menacé à la fois par la ville et la campagne. Si Charles-Albert se décidait tout à coup à passer le Tessin, l'armée autrichienne était perdue. Le soir, Radetzki entretint un feu continu et nourri de ses canons et de ses bombes du haut des bastions, et, à la lueur d'une colonne de flamme qui éclairait toute la ville, il abandonna le château et battit en retraite, avec les familles des officiers, les employés, les otages, et plusieurs régiments italiens obligés, sous peine de mort, de suivre le reste. Milan était libre; mais l'armée autrichienne sauvée.

Le même jour, 22, le gouverneur militaire Zichy abandonnait Venise. Depuis le 17, il y avait chaque jour collision avec les troupes; le matin du 22 l'arsenal avait été pris. Zichy, n'ayant pas assez de monde pour résister, abandonna la place par convention. Tandis qu'on installait un gouvernement provisoire favorable à Charles-Albert, Manin poussa sur la place Saint-Marc le cri de : Vive la république vénitienne!

« C'est maintenant ou jamais, » écrivit Salvagnoli, le rédacteur de *la Patrie* à Florence, en apprenant la victoire de Milan. Rien n'était alors plus naturel que ce cri. L'Europe était ébranlée jusque dans ses fondements; l'Autriche et la Prusse, battues par les émeutes de Vienne et de Berlin, étaient menacées de la même chute que la royauté française. Les nationalités paraissaient à refaire aussi bien que les gouvernements. On pensait pouvoir compter sur le concours et la protection de Pie IX, que les imaginations enthousiastes se représentaient comme un Alexandre III. Toutes les populations dans les villes s'armèrent, à Florence, à Modène et à Parme en dépit des ducs bientôt obligés de partir, à Naples et en Sicile même, pour voler au secours des Lombards; sans les attendre, les villes de Brescia, Bergame, Padoue, se soulevèrent contre les Autrichiens assaillis de tous côtés. La croix du saint-père était l'égide de cette sainte guerre de l'indépendance; il ne s'agissait plus que de trouver une épée pour conduire à la victoire tous ces dévouements. Le 23 au soir, jour où il reçut la nouvelle de la délivrance de Milan, Charles-

Albert se décida à jeter la sienne dans la balance, et le lendemain matin ses premiers bataillons passèrent le Tessin.

Guerre d'indépendance ; Charles-Albert ; réaction napolitaine du 15 mai ; bataille de Custozza (25 mars-8 août).

Deux jours plus tôt, la guerre eût peut-être été terminée d'un coup. Surpris par une armée régulière, il eût été difficile à Radetzki d'opérer sa retraite à travers un pays soulevé. Dans un moment où l'audace était encore de mise, Théodore Lecchi, nommé général des troupes lombardes à Milan par le gouvernement provisoire, proposa au roi de descendre le Pô, sur des pyroscaphes, avec une colonne de l'armée sarde pour s'emparer de Mantoue ou au moins couper la retraite à Radetzki, et d'envoyer quelques régiments dans le Tyrol italien tandis que le gros de l'armée descendrait le Pô en ligne directe. Le roi Charles-Albert, militaire savant, ne voulut point s'écarter des règles de la stratégie classique ; et Radetzki, suivi seulement par quelques bandes mobiles, rallia les garnisons de Brescia et de Bergame, passa l'Oglio, la Chiese, et prit position, le 30, dans le redoutable quadrilatère formé par les forteresses de Peschiera, de Vérone, de Mantoue et de Legnano, qui est la clef stratégique de la haute Italie. Il ne pouvait plus être question d'un coup de main. Il fallait maintenant une guerre en règle.

Ce n'était pas trop que l'Italie tout entière, princes et peuples, se levât comme un seul homme. Mais les souverains n'étaient point complétement d'accord avec leurs peuples, et moins encore entre eux. Charles-Albert n'était pas sûr du Lombard-Vénitien qui hésitait aussi à se donner à lui. Il avait vu avec déplaisir la république proclamée à Venise par Manin, bien que, d'après la déclaration même du gouvernement provisoire, il n'y eût rien là de définitif. Les Lombards dans leur enthousiasme avaient déjà fixé aux hauts sommets du Brenner la limite de l'Italie ; Charles-Albert, plus prudent, était encore fidèle à la de-

vise de sa famille : descendre le cours des siècles et celui du Pô. Satisfait de la ligne du Mincio, du lac de Garde, et des collines du Stelvio, il ne voulait point mettre contre lui la confédération germanique en envahissant le Tyrol. Sa diplomatie n'allait point à l'enthousiasme lombard.

Les autres souverains partageaient bien moins encore l'entraînement de leurs peuples. Rossi disait en vain : « Le mouvement national et guerrier qui emporte l'Italie est une épée; ou Pie IX prendra résolûment cette épée en main, ou la révolution la tournera contre lui. » Pie IX hésitait. Devait-il pousser à l'ébranlement général, lui qu'on regardait comme la clef de voûte de l'ordre? comme père des fidèles pouvait-il patroner la guerre même de l'indépendance? comme souverain, était-il enfin de son intérêt de favoriser la formation d'un royaume du Nord, contre lequel d'anciens papes avaient lutté? Il laissa, mais sans se déclarer, les volontaires se réunir, s'armer sous le commandement de Durando qu'avait désigné Charles-Albert. Le grand-duc de Toscane, prince autrichien, voyait avec crainte le roi de Sardaigne agir déjà sous main à Parme et à Modène pour remplacer les souverains de ces pays. Ce fut avec peine qu'il détacha quelques régiments de sa petite armée vers le Pô sous le commandement d'abord de Ferrari et ensuite de Laugier.

Le roi de Naples était le plus mal disposé pour la guerre d'indépendance : l'arrivée à Naples, le 29 mars, du vétéran du libéralisme italien, Pepe, avait excité une effervescence qui le dominait; mais, au fond, il était très-hostile. C'était avec regret que le 3 avril, il accordait à la future assemblée le droit de modifier la constitution, et donnait le suffrage universel. Avec plus de peine encore il voyait la Sicile, pleine des souvenirs de 1812, réunir (15 mars) un parlement national qui allait bientôt prononcer sa déchéance A Naples, même, les libéraux ne parlaient-ils pas de le déposer en faveur de son fils? Tout en autorisant bientôt la formation d'une armée d'expédition sous le commandement de Pepe, Ferdinand guettait la première occasion de trahir son peuple et l'indépendance de la péninsule.

L'Italie ne pouvait pas beaucoup plus compter sur l'appui énergique et désintéressé des deux seules puissances qui fussent satisfaites de sa levée de boucliers. L'Angleterre poursuivait avant tout ses desseins sur la Sicile, qu'elle aurait voulu donner au prince de Gênes à de bonnes conditions. La France républicaine réunit un corps d'observation vers les Alpes. Mais quelques émigrés ou républicains seuls désiraient, et même peu vivement, dans leurs affaires, l'intervention française; Charles-Albert la repoussa nettement; roi, il ne voulait point de l'appui d'une république. L'enthousiasme général d'ailleurs, et un instinct trop développé par l'expérience, n'admettaient point dans une guerre contre l'étranger les secours de l'étranger. Le patriotisme avait ses illusions pardonnables, mais dangereuses. On répéta après Charles-Albert, *Italia farà da se*, « l'Italie fera par elle-même. »

Les opérations de la guerre commencèrent réellement le 6 avril. Charles-Albert, à la tête de 50 000 hommes, donna l'ordre de marcher sur le Mincio; Durando déclara ses drapeaux bénis par le nouvel Alexandre III, et concentra son armée à Bologne. Radetzki avait rallié toutes ses troupes au nombre de 50 000 hommes, près de Vérone, et envoyé un renfort à Trente pour maintenir ses communications par le Tyrol avec l'Autriche; il était dans une position admirable pour la résistance, mais non sans quelque danger. Zucchi, général en chef nommé par les Vénitiens, menaçait de couper sa retraite sur la Piave, en occupant Vicence et Padoue; Durando commençait sa marche vers le Pô; les volontaires lombards traversaient le lac de Garde pour se jeter dans le Tyrol, couper Radetzki de Trente, et donner la main aux insurgés de la Vénétie. Le 8 Charles-Albert dirigea ses deux ailes sur Goïto et Monzambano aux bords du Mincio. L'engagement fut de peu de durée, les Piémontais s'emparèrent du pont de Goïto. On s'attendait à une bataille générale; mais, le 10, Radetzki jeta les troupes nécessaires dans Peschiera et dans Mantoue, se replia sur l'Adige et abandonna à son ennemi la ligne du Mincio. Ce premier succès remplissait déjà les Italiens

d'espérance, lorsqu'on apprit que, le 10 même, Pie IX, cédant à la faction grégorienne, avait désavoué Durando.

Il fallait se hâter; Radetzki ne cherchait qu'à laisser au corps de réserve autrichien qui se formait alors sur l'Isonzo le temps de le rejoindre sous Vérone. En faisant soutenir les volontaires du Tyrol par des régiments piémontais, et en précipitant sa marche sur l'Adige, malgré les garnisons de Peschiera et de Mantoue, le roi faisait courir autant de risque à Radetzki qu'il en courait lui-même. Charles-Albert crut devoir ménager la seule armée de l'Italie. Il prit le temps de construire un pont solide à Goïto, établit lentement son armée sur la rive gauche du Mincio, de Mantoue à Peschiera, et commença à investir cette place que dominent quelques hauteurs voisines. Radetzki eut le temps de faire rejeter par les Autrichiens de Trente dans le Tonnal et le lac de Garde, les 19 et 20, les volontaires pleins d'ardeur, mais fort mal disciplinés.

Le 27 seulement, fortement établi sur la rive gauche du Tessin, quoique trop étendu de Mantoue à Peschiera, Charles-Albert reprit l'offensive. Il faisait prier le pape de revenir sur son désaveu; les Toscans et les Modenais enfin arrivés avaient pris position vers Mantoue; Durando se dirigeait sur Padoue pour aller soutenir Zucchi contre l'Autrichien Nugent, qui amenait l'armée de réserve. Charles-Albert, le matin du 29, fit sortir ses bataillons des positions de Villa Franca et de Summa Campagna, et marcha sur la hauteur de Pastrengo qui protégeait Vérone. Après un combat d'avant-garde de six heures, les Autrichiens abandonnèrent la position, et commencèrent à découvrir Vérone. Radetzki ne voulait point encore de bataille.

Mais, le même jour 29, Pie IX rompit ouvertement par une encyclique avec le rôle qu'on avait espéré lui voir jouer; il désapprouva hautement, comme père de tous les chrétiens, la guerre entreprise contre les Autrichiens. Il se rappela qu'il était pontife, et oublia entièrement qu'il était souverain. « Cette encyclique, écrivit M. d'Azeglio, est tombée au milieu de nous comme une bombe; l'armée

en a été presque dissoute. » Plus triste fut encore la prise d'Udine par l'Autrichien Nugent sur Zucchi et sa marche sur la Piave à la tête des 30000 hommes de réserve.

Le 1er mai, l'émeute grondant pour la première fois sous le balcon du Quirinal, arracha encore quelques instants Pie IX aux influences qui lui avaient dicté l'allocution du 29 avril. Il appela décidément un laïque au département des affaires étrangères; il choisit Mamiani, écrivain distingué et proscrit depuis 1831, convoqua des corps représentatifs pour le 5 juin, et s'occupa d'organiser une ligue des princes italiens. Le roi de Naples, en même temps, convoquait l'assemblée des députés de son royaume pour le 15, et laissait Pepe partir à la tête de 15000 hommes pour le Nord.

Le moment décisif approchait. Parme et Modène s'étaient définitivement données à Charles-Albert; à Milan le gouvernement provisoire appelait la Lombardie à voter à la fin du mois sur ses destinées. Charles-Albert sentait le besoin de décider le vote par quelques succès avant l'arrivée du corps de réserve autrichien. Le 6 mai, le roi fit attaquer Santa Lucia; prise et reprise plusieurs fois, elle resta après deux jours de combat au pouvoir des Autrichiens; Nugent, avec la réserve, plus heureux encore quelques jours après, passa la Piave le 8, dispersa sous Trévise le corps de Ferrari le 9, et rejeta Durando avec les débris de son armée vers Vicence, seule maintenant entre lui et Radetzki; on n'avait plus espoir pour empêcher la jonction qu'en Pepe déjà arrivé un peu plus tard, le 13, à Ancône.

Les événements de Naples (15) agirent alors comme avait fait l'allocution de Pie IX. Ce jour-là devait avoir lieu l'ouverture des chambres; dans la formule du serment, le roi n'avait point fait mention du droit conféré aux députés par le décret d'avril d'étendre la constitution. Le lendemain, au moment où les députés se rendaient à la séance, quelques barricades s'élèvent; elles s'étendent bientôt dans toute la large rue de Tolède. Les troupes napolitaines et suisses viennent prendre place devant le palais et au *Largo Castello;* au milieu de ces mouvements un coup de feu

part et le combat commence vers midi. Le parlement reçoit ordre de se dissoudre, et obéit devant la force armée après avoir protesté. La résistance opposée par la garde civique fut très-vive sur la place du Palais même, dont les hôtels furent pris d'assaut; mais les Suisses, en débouchant par des rues obliques, coupèrent bientôt en deux la longue rue de Tolède, et emportèrent ensuite aisément toutes les barricades. La victoire de Ferdinand fut moins fâcheuse encore pour le royaume de Naples, que l'ordre envoyé à Pepe de faire rétrograder son armée ne fut désastreux pour l'Italie.

Pepe venait de convenir avec Charles-Albert (le 18) de passer le Pô et de se porter entre Radetzki et de Thurn, successeur de Nugent, déjà arrivé à Vicence. Le 20 il reçut la missive de Ferdinand. Poussé par l'enthousiasme des Bolonais, il se décida à désobéir; mais il se convainquit bientôt qu'il ne pouvait entraîner son armée. Le 22 l'avant-garde de la réserve autrichienne commença la jonction tant désirée, tandis que les régiments napolitains, déjà arrivés à Ferrare, donnèrent l'exemple de l'abandon de la cause italienne.

Assuré désormais sur ses derrières, Radetzki reprit l'offensive. Le 27, à la tête de 40 000 hommes divisés en trois colonnes, artillerie en tête, il quitta Vérone et se dirigea sur Mantoue pour déboucher sur la rive droite du Mincio, enlever Goïto, ou tout au moins attirer Charles-Albert de ce côté et permettre à la garnison de Vérone de ravitailler Peschiera. Charles-Albert, inquiet, fit repasser aussi, le 28, une partie de ses troupes sur la rive droite, par le pont de Goïto. Mais, le 2 juin, Radetzki quitta de nouveau Mantoue, repassa l'Adige (le 5) et se jeta sur Vicence qui venait de se déclarer pour le Piémont. Charles-Albert s'empara du plateau de Rivoli le 10, mais ne put empêcher Vicence de succomber. On célébra en Italie la prise du plateau de Rivoli de glorieuse mémoire; on oublia que, maître de Vicence, Radetzki s'embarrassait peu maintenant d'être coupé du Tyrol.

La position était en effet bien changée au désavantage des Italiens. Charles-Albert était maintenant presque seul.

Le comte Mamiani, à Rome, ne pouvait, bien que ministre, faire prévaloir ses desseins. Le roi de Naples rappela même quelques régiments napolitains d'abord prêtés à Charles-Albert. Le roi de Sardaigne fit venir alors ses réserves restées jusque-là et bien à tort dans le Piémont, il pressa la formation de l'armée lombarde et l'équipement des volontaires qu'il n'avait pas fort activé. Il parvint ainsi, dans le courant du mois de juin, à rassembler 80 000 hommes sur le Mincio. Mais Radetzki, grâce à l'arrivée d'un nouveau renfort, en avait autant; et toutes ses troupes étaient bien équipées et disciplinées, tandis que les derniers bataillons lombards étaient assez mal instruits et armés, et déjà moins ardents qu'au commencement de la guerre.

Les encouragements de l'Italie vinrent encore, au commencement de juillet, briller comme une dernière espérance sur l'armée piémontaise. Le 6 juillet, pendant que Pepe arrivé à Venise organisait la défense de la lagune, l'assemblée vénitienne déclara se fondre dans le Lombard-Vénitien; quelques jours après, le parlement sicilien élut décidément roi un prince piémontais, le duc de Gênes. Charles-Albert, ayant son quartier général à Roverbella, espérait forcer Mantoue comme Peschiera; il achevait l'investissement de la place vers le 20, quand Radetzki, concentré depuis quelque temps à Vérone, saisit pour reprendre l'offensive le moment où il vit la ligne de son adversaire trop étendue des hauteurs de Rivoli aux environs de Mantoue, mais très-faible sur le premier point.

Le 22 le maréchal mit pendant la nuit ses masses en mouvement, pour reprendre le cours du Mincio. Il fallait percer la ligne de l'ennemi et s'emparer des hauteurs qui commandent l'Adige et le Mincio, et qu'occupaient les Piémontais. Le 23, le matin, la gauche de Radetzki s'étendit légèrement jusque vers Roverbella, pour surveiller le quartier général de Charles-Albert; la droite, en colonnes nombreuses et fortement appuyée au centre, se dirigea sur les collines de Sona et de Somma Campagna. Le général piémontais de Sonnaz, qui commandait cette aile affaiblie, n'avait que 12 000 hommes pour résister à près

de 40 000 : il fut obligé de céder. Charles-Albert, de Villa Franca, vit lui-même l'impossibilité de remédier immédiatement au vide qu'il avait laissé; il abandonna le village de Custozza, tandis que de Sonnaz, menacé d'être coupé, évacua Rivoli et il repassa avec sa division sur la rive droite, par Mozambano, dont il fit détruire le pont.

Le lendemain, dès le matin (24), le maréchal, continuant son mouvement, donna l'ordre de passer le Mincio sur deux points, pour s'établir à cheval sur la rivière et attaquer son adversaire avec l'avantage de cette position. Le roi, qui avait concentré ses troupes, sortit enfin de l'inaction et se dirigea sur les hauteurs abandonnées la veille, avant que Radetzki eût achevé sa conversion. Le général Bava au centre, les princes de Savoie et de Gênes aux deux ailes, reprirent vigoureusement Custozza et Somma Campagna, après quatre heures d'engagement. L'échec de la veille était presque réparé; le lendemain, dès le matin, six heures, les Italiens recommencèrent le combat et montèrent à l'assaut de Sona pour rejeter l'ennemi dans le val du Mincio, vers de Sonnaz qui avait occupé sur la rive droite les hauteurs de Volta parallèles à celles de Custozza. Radetzki était perdu si le mouvement réussissait; mais le maréchal avait, pendant la nuit, repassé avec une partie de ses troupes sur la rive gauche, et donné à Vérone l'ordre d'envoyer une nouvelle brigade sur le flanc des Piémontais.

C'était un jour d'étouffante chaleur. Le général de Sonnaz n'agit point à Volta; Bava ne fut pas long à s'apercevoir qu'au lieu d'attaquer l'ennemi, il allait être obligé de se défendre; il reprit ses positions de la veille, après avoir déjà fatigué ses troupes. Les Autrichiens, en gravissant la montagne si disputée de Somma Campagna, perdirent quelques hommes par la chaleur; Radetzki se montra au milieu de ses régiments et parla de donner l'exemple à la tête de ses grenadiers. Le Piémontais Bava et les deux princes, attaqués en tête et en flanc, résistèrent jusqu'au soir; mais ils furent enfin obligés d'abandonner la position avec son gros village de Custozza, et de se replier avec

d'assez grandes pertes à Villa Franca : c'était une défaite.

Le soir, à minuit, pendant que les Autrichiens reposaient sur le champ de bataille, Charles-Albert commença sa retraite, sur la rive droite, par Goïto, et dépêcha un courrier en France pour demander des secours et la possession du Lombard-Vénitien. Le lendemain il livra encore un combat assez malheureux à Volta, pour gagner le temps de s'établir sur un autre affluent du Pô. Radetzki ne lui laissa ni le temps de s'établir ni celui de recevoir des secours. Charles-Albert ne put s'arrêter ni sur l'Oglio, ni à Crémone, ni sur l'Adda, pendant quatre jours de retraite et de poursuites précipitées. Tandis que l'ennemi prenait déjà position à Lodi, à Monza, à Pavie même, il rentra à Milan le 3 août, avec une armée moitié découragée et débandée, et y trouva un comité de guerre composé de républicains, rétabli et presque menaçant.

Lombards et Piémontais, au moment suprême, ne surent pas s'entendre. Le comité de guerre envoyait des émissaires soulever Brescia, Bergame et la Vénétie, et faisait barricader les portes de Milan et ses faubourgs. Charles-Albert, ayant son parc d'artillerie au delà du Pô et une partie seulement de ses troupes avec lui, ne pensa pas que la ville eût assez de provisions de bouche et de guerre. Le gouvernement français n'acceptait pas qu'on mît des conditions à son intervention. Les Piémontais et les Milanais s'accusaient mutuellement; ils faillirent en venir aux mains. Dans cette triste situation, Charles-Albert signa une capitulation, le 6 au soir, et partit, dans la nuit, de Milan; les troupes piémontaises évacuèrent la ville le lendemain (7), suivie d'une foule considérable de citoyens qui fuyaient les vengeances de l'Autriche; et Radetzki y entra à la tête de ses troupes victorieuses. Le même jour l'ambassadeur piémontais demanda sans condition l'intervention française : mais il était trop tard. Charles-Albert dut signer un armistice, aux termes duquel il cédait les forteresses de Peschiera, de Roca d'Anfo, avec le matériel de défense, et promettait de retirer de la Vénétie ses forces de terre et de mer. « La bannière impériale, put dire

(le 10) Radetzki, flotte de nouveau sur les murs de Milan, il n'y a plus un ennemi sur le sol lombard. »

Les républiques à Venise, à Rome, à Florence; assassinat de Rossi; fuite du pape (sept. 1848-février 1849).

La bataille de Custozza ne frappait pas seulement la cause de l'indépendance, mais celle de la révolution. Radetzki jeta Welden sur Bologne pour forcer le ministre romain Mamiani à retirer ses troupes de la guerre. Les autorités, ne voulant pas exposer la ville aux horreurs de la guerre, laissaient déjà entrer les bataillons autrichiens, quand le peuple se jeta au-devant d'eux le 9 août, et les repoussa avec perte, au delà du Pô. Le pape protesta contre la violation de son territoire, mais il refusa de ratifier les propositions énergiques faites par son ministre aux députés romains; et Mamiani fit place à un ministère provisoire qui commença par proroger le parlement disposé à la guerre.

Le roi de Naples, Ferdinand II, tira encore plus résolument parti de la défaite du Piémont contre la Sicile. Le 3 septembre, il fit partir huit bateaux à vapeur et six mille hommes, avec ordre de prendre d'assaut Messine. Le gouvernement révolutionnaire n'était pas encoro parvenu à mettre une armée raisonnable sur pied; la garde nationale seule était organisée, et on s'était résigné à accepter le service des forçats que le gouvernement napolitain avait lâchés pour compromettre la révolution sicilienne.

La malheureuse Messine n'avait guère d'autres défenseurs que ses habitants qui s'étaient armés et enrégimentés. Les feux de la citadelle, située sur une langue de terre qui commande le port, permirent aux troupes napolitaines de s'établir et de commencer les opérations dès le 4. Pendant la lutte, les Suisses et les Napolitains de Ferdinand, au nombre de quinze milles hommes, furent soutenus et ravitaillés par le camp établi de l'autre côté du détroit : Messine ne reçut par terre que des renforts insignifiants et tardifs. Ce combat inégal dura cependant huit jours.

La citadelle, la flotte et les batteries inondèrent la ville d'une pluie de bombes et de fusées qui fit les plus grands ravages et alluma plusieurs incendies. Les forts restés, encore au pouvoir des Messinois, furent bientôt éteints. Après avoir perdu les fortifications et les barricades, élevées hors de la ville, les Messinois se battirent encore dans les faubourgs, au milieu des décombres des maisons; et le sac commença. Les amiraux français et anglais, Parker et Baudin, intervinrent pour faire cesser la boucherie et sauver le reste de la ville, le 3 septembre au soir. Le parlement sicilien suspendit même la guerre et établit pour quelque temps une zone neutre entre l'armée napolitaine et celle de Sicile, venue trop tard au secours de Messine.

La liberté italienne (17) ne se défendait plus qu'à Venise. Le jour où les commissaires de Charles-Albert devaient recevoir l'investiture de la province de Venise (9 août), on avait appris la nouvelle de l'armistice. La république y fut de nouveau proclamée. Le pouvoir confié à un triumvirat avec Manin pour président, et la défense militaire à Pepe. Ce vétéran du libéralisme dont le patriotisme classique ne s'est jamais démenti, tira fort habilement parti du peuple vénitien et des volontaires qui lui restaient.

La Lagune ou l'Estuario est une sorte de lac oblong, formé par les cours d'eau qui se jettent au fond de l'Adriatique et séparé seulement de cette mer par des îles longues et étroites, coupées de canaux où les gros vaisseaux ne peuvent pénétrer. Elle couvre un arc de cercle de près de quarante lieues et renferme deux cent mille habitants. Vers le sommet de l'arc s'élève Venise, et çà et là de gros bourgs tels que Chioggia et Mestre, autrefois bien plus considérables; du côté de la terre et de la mer, quarante forts avantageusement situés, et dont les principaux sont ceux de Lido, de Malghera, de Brondolo et Treporti, protégent cette situation admirable pour la défense. Pepe depuis son arrivée avait augmenté les fortifications des points principaux, organisé en légions et discipliné autant qu'il était en lui les milices dont il pouvait disposer.

Cette résistance, favorisée par la nature des lieux, suffit pour entretenir les espérances et ranimer les passions italiennes. La France et l'Angleterre avaient offert leur médiation dans cette guerre de l'indépendance, et le gouvernement français répétait encore par la bouche du général Cavaignac que les traités de 1815 ne pouvaient servir de bases à la paix. A Turin, Charles-Albert retirait lentement ses vaisseaux de l'Adriatique; il n'avait pas encore renoncé à tout espoir. Mais l'effervescence s'était accumulée principalement dans les États romains et dans la Toscane, où s'étaient réfugiés tous ceux qui avaient dû quitter le champ de bataille de la Lombardie.

Là les passions radicales, affranchies du frein des partis modérés, ne savaient plus ce que c'était que la prudence. On ne se proposait plus que Venise pour exemple; on ne pouvait rien faire, disait-on, avec les princes. Le roi de Naples était un parjure qui ne voulait ni indépendance ni liberté. Pour le roi Charles-Albert, il était au moins un tiède ou un malhabile; le pape Pie IX n'avait plus qu'une conscience timorée. Il fallait faire une guerre de peuple, constituer l'Italie en une république unitaire ou fédérative, et se lever comme un seul homme contre l'Autriche. C'est ce que répétaient les clubs sur tous les tons, à Rome, à Bologne, à Florence, à Livourne, à Gênes même.

Pie IX, le grand-duc de Toscane, Charles-Albert, avaient grand'peine à résister à ces emportements de l'opinion aigrie par les revers, exaltée par des rêves. Le 5 septembre l'insurrection de Livourne suscitée par Guerrazzi donna un élan nouveau au mouvement révolutionnaire. Le grand-duc chargea le professeur Montanelli de former un ministère. Le pape se décida enfin à sortir par un moyen quelconque de ses tergiversations qui perdaient tout: il appela (le 15) au ministère le seul homme peut-être qu'il eût parmi ses conseillers, l'ancien ambassadeur français, Rossi.

Celui-ci entreprenait une rude tâche dans un moment bien difficile; il venait essayer de faire triompher la raison au milieu du règne des passions. Réorganiser civilement les États romains, pratiquer loyalement la constitution,

rétablir les finances, la police, telle était sa politique intérieure. Au dehors il ne reniait pas la cause de l'indépendance; mais il ne pensait pas le moment venu d'y travailler encore. En tout cas, il ne croyait pas que les passions radicales et les peuples y pussent suffire sans les souverains; il préparait seulement l'avenir, en ménageant une ligue des États italiens, en réorganisant l'armée, en s'efforçant de rallier les peuples et les princes. En effet il encourageait l'abbé Rosmini à rédiger pour l'Italie un projet de constitution fédérale qui devait investir une diète résidant à Rome du pouvoir de régler les intérêts nationaux et généraux de la péninsule. Le 8 octobre Montanelli faisait également entrer dans son programme la formation d'une constituante italienne; et Gioberti en Piémont convoquait un congrès à Turin, pour faire prévaloir les mêmes idées d'union sinon de fusion complète.

Le gouvernement de Rossi n'était donc point en opposition avec les tendances de la péninsule. Mais son tempérament d'homme d'État n'allait point aux passions aventureuses qui s'agitaient. La papauté, il prétendait la maintenir dans toute son indépendance et sa dignité comme « la dernière grandeur vivante de l'Italie »; il la réconciliait seulement avec les nécessités et les conditions du temps présent. Pour l'Italie, il ne voulait point entendre parler d'unité, mais seulement d'union; ce n'était point une constituante élective qu'il chargeait de fixer ses destinées, mais un congrès de plénipotentiaires; tous principes de prudence, que les passions n'étaient point disposées à écouter. Le plus malheureux surtout, fut que Rossi était particulièrement antipathique à toutes les classes, à tous les partis dans la péninsule. Les rétrogrades criaient au proscrit de 1815, les radicaux à l'ami de Metternich; les libéraux n'osaient s'enrôler sous un chef aussi impopulaire.

Rossi poursuivit sa marche avec courage, n'opposa aux injures que le dédain. C'était, le 15 novembre, l'ouverture du parlement qu'il avait convoqué; il devait donner connaissance de son programme. Comme il venait de descendre de voiture et traversait d'un pas ferme et la tête haute

la foule fort animée et hostile sur son passage, un misérable s'avance, lui porte à la gorge un coup de couteau et disparaît. Rossi fait encore un pas et tombe. L'assemblée était en séance, occupée à se constituer. La nouvelle s'y répand en un clin d'œil; profond silence d'anxiété et d'effroi; puis la discussion entamée reprend sans qu'un mot ou un geste témoigne des sentiments de l'assemblée.

Ce forfait isolé, tout porte à le croire, fut le coup le plus funeste pour l'avenir de la péninsule; il mit entre l'Italie et la conscience de Pie IX une tache de sang; il précipita une révolution à qui on pouvait reprocher d'avoir débuté par un crime. Les radicaux, les libéraux même, se croyant débarrassé d'un obstacle, voulurent faire un pas de plus. Le lendemain les soldats et le peuple divisés en bandes se portèrent en masses compactes sur le Quirinal, demandant le rappel de Mamiani, l'entrée au conseil de Sterbini, Galletti et la *constituante italienne;* l'idée de l'unité emportait maintenant toutes les imaginations. Le pape, encore tout frémissant d'indignation de la mort de son ministre, ne veut rien entendre. La foule s'émeut et devient menaçante; une fusillade la disperse; mais, le lendemain 17, elle revient armée; deux canons sont braqués sur la porte du Quirinal et le pape cède; Mamiani, Galetti, Sterbini, entrent au conseil; et le programme du 18, présenté au parlement romain, contient la promesse tant désirée d'une constituante italienne chargée de rédiger un traité d'union fédérale. Mais, le 25 au soir, tandis que le comte Spaur, ambassadeur de Bavière, se présentait au Quirinal pour parler à Sa Sainteté, la comtesse Spaur, sa femme, prit dans sa voiture, par une porte dérobée, le pontife habillé en simple prêtre, traversa la ville avec lui, et le mit sur la route de Gaëte. Pie IX demandait un asile pour la papauté fugitive à Ferdinand II. Il abandonnait le parti modéré et livrait la place à la révolution. De Gaëte, il écrivit qu'il ne renonçait point à ses droits et nomma par deux fois une commission exécutive; les personnages désignés refusèrent de se charger du gouvernement. Le parlement romain, pénétré de la gravité de la situation

et « pour essayer tous les moyens de conciliation avec le souverain en rentrant dans la vérité du régime constitutionnel, » envoya une députation des chambres et de la commune à Gaëte. Elle était chargée de supplier le saint-père ou de rentrer dans ses États ou de nommer une régence qui choisirait un ministère; les députés ne furent pas admis sur le territoire napolitain. Il n'y avait plus de gouvernement; le pouvoir était aux plus hardis.

La nouvelle de l'injure faite à la députation romaine désarma complétement Mamiani. Le 8 décembre, une manifestation eut lieu pour demander la déchéance du pape et la formation d'un gouvernement provisoire. Les représentants nommèrent le prince Corsini, sénateur de Rome, Zucchini, sénateur de Bologne, et Camerata, gonfalonier d'Ancône; puis ils investirent du pouvoir exécutif une junte provisoire qui devait exercer son mandat « dans les termes des statuts » et cesser ses pouvoirs dès le retour de Pie IX. C'était encore un moyen de sauvegarder les droits du pape. Mais le nombre des exilés et fugitifs de la Lombardie et du reste de l'Italie augmentait tous les jours à Rome. Un célèbre et audacieux partisan, Garibaldi, qui avait tenu quelque temps près du lac de Cosme, après la défaite de Custozza, venait d'arriver à Rome. Le parti modéré était débordé. On demandait de toutes parts une constituante. Mamiani essaya encore de résister; il fut impuissant et donna sa démission. Galletti, Sterbini, Armellini, vieillard septuagénaire, prirent le gouvernement le 20 décembre; le 26 le parlement convoqua les citoyens romains au suffrage universel pour élire une constituante, et se déclara dissous.

Rome avait suivi jusque-là l'initiative de la Toscane; elle la lui donna maintenant. Le ministère romain et la junte provisoire s'occupèrent d'organiser le suffrage universel. Florence ne voulut point rester en arrière; Montanelli, qui s'était adjoint au ministère le républicain livournais Guerrazzi, annonça le 8 janvier la convocation d'une constituante toscane, et proposa une loi pour l'élection des députés qui devaient être envoyés à la constituante italienne.

Dans les États romains, trois cent quarante-trois mille votes, sur une population de deux millions huit cent mille âmes, répondirent à l'appel du gouvernement provisoire romain. Cent quarante-quatre députés, dont un seul, le général Ferrari, était en dehors des États romains, se réunirent le 6 février 1849 à Rome; et, après quinze heures de délibération, un premier décret, adopté le 9 par cent quarante-trois voix contre onze, prononça la déchéance temporelle du pape, avec garantie de son indépendance spirituelle, et proclama, comme forme du gouvernement romain, la république démocratique. Le même jour, en l'absence du grand-duc de Toscane, parti aussi l'avant-veille pour Saint-Étienne, un gouvernement provisoire s'installait à Florence. Il proclama bientôt (16) aussi la république, prononça la dissolution du parlement et convoqua une assemblée constituante. Ainsi deux républiques, produit d'une effervescence générale et d'une situation désespérée, étaient nées soudainement au centre de l'Italie, entre l'armée autrichienne et l'armée napolitaine. Deux triumvirats, à Rome, Armellini, Salicetti, Montecchi; à Florence, Guerrazzi, Montanelli et Mazzoni, furent chargés de les constituer et de les défendre.

Nouvelle guerre; bataille de Novare; intervention française; prise de Rome; chute de Venise; abdication de Charles-Albert (mars-août 1849).

Dans le premier moment d'enthousiasme, tout parut facile. Le triumvirat romain réorganisa l'armée, réunit à l'État les biens ecclésiastiques en promettant de doter le culte, émit un papier-monnaie, et décréta sur les riches familles un emprunt forcé. Dans la Toscane, Guerrazzi, avec le général Apice, entraîna les troupes ducales, qui fraternisèrent avec les siennes, et décida ainsi le grand-duc à s'enfuir auprès du pape à Gaëte. Les deux républiques, romaine et toscane, parlèrent de s'unir fraternellement; Florence consentait à s'effacer devant Rome. A Parme, à Ferrare, à Brescia, à Milan, où les exactions et les

vengeances autrichiennes pesaient déjà, à Gênes même, on commençait à remuer en faveur des républicains.

En réalité, rien n'était plus hasardeux que ce qui venait d'être tenté dans le centre de l'Italie. La question politique se trouvait compliquée d'une question religieuse. Les deux nouvelles républiques étaient fort mal vues des rois de Naples et de Sardaigne, celle de Rome surtout. Le pape se décida, le 16 février, à demander en termes assez ambigus, par le cardinal Antonelli, les secours des quatre puissances catholiques de France, d'Autriche, d'Espagne et de Naples. On ne pouvait douter de l'empressement de l'Autriche à restaurer le pape dans ses États. La France ne pouvait alors rester inactive. L'assemblée constituante républicaine, sortie de l'élection de 1848, envisageait la question au point de vue politique, et ne prétendait pas faire la guerre, en Italie, aux principes qu'elle avait établis en France. Le gouvernement du nouveau président, Louis-Napoléon Bonaparte, tenait plus de compte des principes religieux; il n'était pas fâché de faire quelque chose pour le souverain pontife et le parti catholique en France. Les apprêts de l'expédition se firent sans résolution bien arrêtée; et elle devait partir sans que le ministère et l'Assemblée se fussent bien clairement expliqués sur son but.

Charles-Albert, cœur vraiment italien, voyait avec peine les préparatifs de cette nouvelle intervention étrangère en Italie. Le parlement de Turin, rouvert depuis le 1er février, demandait impérieusement le renouvellement de la guerre contre l'Autriche; Gênes même, en cas de refus, menaçait de proclamer la république. Entre l'invasion étrangère, qui menaçait l'Italie, et la république qui menaçait son trône, Charles-Albert résolut de tenter encore une fois la fortune des armes dans la guerre d'indépendance.

Le 5 mars, la chambre des députés de Turin et la consulte des réfugiés lombards ayant formellement demandé la guerre, le roi reçut la démission de Gioberti, prit un nouveau ministère dans la majorité belliqueuse, avec Ratazzi pour président, et dénonça le 12 l'armistice au maréchal Radetzki. Il ne pouvait se dissimuler que les chances

étaient très-défavorables. Il ne comptait point sur les deux nouvelles républiques, qui avaient assez de se constituer : moins encore sur le roi de Naples. Le Piémont était complétement seul, et l'armée ne marchait qu'avec répugnance à cette guerre toute « politique », imposée au roi par le parlement. Le roi, triste et sombre, sentant qu'il ne faisait point la guerre en son propre nom, mais au nom de ceux qui le poussaient, obéit comme à une nécessité fatale, et pour sortir, par la victoire ou par la mort, d'une situation désespérée.

Il s'y précipita courageusement. On ne pouvait sérieusement compter dans la Lombardie, malgré les promesses et les efforts de la consulte lombarde, que sur le patriotisme de Bergame et de Brescia. Le général Chrzanowski concentra soixante-cinq mille hommes sur le Tessin, et donna ordre à La Marmora de se porter sur Parme et Plaisance. Malheureusement le choix des officiers n'était pas irréprochable; il y avait encore dans l'armée un certain nombre de jeunes recrues peu exercées. Radetzki ne mit en ligne que de vieilles troupes parfaitement disposées, bien pourvues, au nombre aussi de soixante mille; il chargea Nugent, Haynau, Wimpfen, de contenir derrière lui la Lombardie.

Les hostilités commencèrent le 20. A dix heures du matin, le roi passa le premier le pont de Buffalora sur le Tessin; le même jour une émeute éclata à Brescia. L'intention de Chrzanowski était de rejeter les Autrichiens sur le Naviglio Grande, pour faire une pointe sur Milan; Ramorino à l'aile droite, à Mortara, était chargé d'observer l'ennemi vers Pavie et de donner la main à La Marmora. Mais Radetzki, pendant la nuit du 19 au 20, avait replié ses troupes sur Pavie; il jeta, de son côté, un pont sur le bas Tessin et fit passer deux brigades sur la rive droite, sans rencontrer aucune résistance de la part de Ramorino, qui resta inactif. Cette faute grave perdit tout. Le 21 l'armée piémontaise repassa le Tessin, pour se porter au-devant des Autrichiens, qui continuaient à déboucher de Pavie. Durando fut envoyé en avant-garde pour renforcer la position de

Mortara; Chrzanowski dirigea le reste sur Sforzesca et Vigevano pour le soutenir. Mais le retard des vivres arrêta plusieurs brigades. Les Piémontais soutinrent un brillant combat le 21 à Sforzesca, sans pouvoir empêcher les Autrichiens d'achever leur mouvement, et Durando, presque isolé à Mortara, se laissa enlever ce village dans un combat. de nuit, avec perte de deux mille hommes tués ou pris.

Il fallut songer à battre en retraite sous Novare, « pour y risquer le tout pour tout. » Chrzanowski rangea les 44 000 hommes qui lui restaient sur une ligne profonde d'environ 3000 mètres de longueur. L'ennemi paraît le 23 mars au matin, et porte tous ses efforts sur les hauteurs de la Bicocca, pour tourner la gauche piémontaise. Le roi y reste au milieu d'une pluie de projectiles; ses deux fils, les ducs de Savoie et de Gênes, à la tête de leurs brigades, chassent deux fois les ennemis de la Bicocca. Mais au moment où Chrzanowski s'apprête à faire un mouvement sur sur la droite pour dégager la gauche, le village de la Bicocca est pris et la route occupée. C'était la clef de la position; la gauche se débande sur Novare, le centre et la droite commencent à reculer. Charles-Albert essaye de les ramener, sinon pour vaincre, au moins pour mourir; « la mort même ne veut pas de lui. » Le soir, à huit heures, le malheureux roi rassemble les princes, les généraux, son conseil. « Messieurs, dit-il, je me suis sacrifié à la cause italienne; pour elle j'ai exposé ma vie, celle de mes enfants, mon trône; je n'ai pas réussi. Je comprends que ma personne pourrait être aujourd'hui le seul obstacle à une paix nécessaire. Je ne pourrais pas la signer. Puisque je n'ai pu trouver la mort, j'accomplirai un dernier sacrifice à mon pays; je dépose la couronne et j'abdique en faveur de mon fils, le duc de Savoie. » Il partit, le soir même, sans dire où il allait; et Victor-Emmanuel II fut chargé de négocier la paix. Il commença douloureusement son règne, en signant un armistice, et en envoyant un de ses généraux pour soumettre Gênes qui, plutôt que d'accepter la paix, voulait proclamer la république.

La défaite de Novare entraîna la chute de Brescia. Depuis trois jours maîtres de la ville et bien barricadés dans les rues, les Brescians ne pouvaient croire aux mauvaises nouvelles venues du Tessin. Ils firent pendant deux jours consécutifs (27 et 28) de vigoureuses sorties dans une desquelles ils prirent Nugent. La nouvelle de la conclusion de l'armistice, arrivée le 29, trouva encore des incrédules et exalta le patriotisme des autres jusqu'au délire; on jura de s'ensevelir sous les ruines de la ville. Haynau arriva le 31, et menaça vainement la ville du sac, du pillage et d'une ruine complète. Après un combat acharné, il ne resta maître le soir que de deux portes et de quelques maisons en ruines. Le lendemain, 1er avril, le combat recommença avec une égale fureur; la municipalité traita au milieu du jour; mais un certain nombre de malheureux refusèrent d'abandonner les barricades et se firent tous tuer au milieu d'horribles scènes de massacre et d'incendie. La prise de la ville avait coûté aux Autrichiens 1 général, 3 colonels, 38 officiers et 1500 hommes; 300 maisons étaient détruites. Haynau se fit livrer encore près de cent chefs de l'insurrection, qui furent décapités sans pitié, et mit sur la province un impôt de 6 millions.

Les illusions de la démocratie romaine ne furent point ébranlées par les revers successifs de la cause de l'indépendance. La Marmora, après avoir débouché sur Gênes avec sa division par les vallées de Polcevera et de Bisagno, emporta le 5 avril le faubourg Saint-Pierre-d'Arena et le palais Tursi-Doria sur les républicains, et leur permit de s'embarquer. Le 20 avril, le général napolitain Filangieri, après la dénonciation de l'armistice au parlement sicilien, par Ferdinand II, apparut en vue de Taormina, au pied de l'Etna, et s'en empara le 4. Le 12, à Florence, le gonfalonier Ubaldino Peruzzi, encouragé par les mouvements des Autrichiens sur Pontremoli et Fivizzano, se mit à la tête de la garde civique et reprit le pouvoir au nom du grand-duc et de la constitution.

Mais Mazzini, arrivé à Rome depuis le 6 mars, était entré dans le triumvirat le 29, jour où la défaite de Novare

avait été apprise à Rome. Nouveau Rienzi, mêlant les passions du tribun avec les élans du mystique, il pensait sauver tout en évoquant, dans la ville éternelle, Dieu et le peuple, sur les ruines du gouvernement et de l'Église. Il croyait venu, au milieu de tous ces désastres, le règne qu'il avait si longtemps rêvé. « Italiens, frères, disait-il, le Piémont trahi, Gênes tombée, la Toscane agitée par les tentatives d'une réaction coupable, la vie, la véritable vie italienne se concentre dans Rome. Que Rome soit le cœur de l'Italie. Qu'elle accomplisse des actions dignes de ses pères. C'est de Rome que, par la force de l'exemple, la vie doit refluer aux membres épars de la grande famille italienne. Le nom de Rome, de la Rome du peuple, la Rome républicaine, sera béni en Italie, et pour longtemps glorieux en Europe. » Après la guerre royale il annonçait la guerre républicaine et proclamait la levée en masse.

Les armées catholiques de l'Europe marchaient déjà contre lui. Les Autrichiens s'établissaient à Parme et à Modène pour marcher bientôt sur Bologne; une armée napolitaine se rassemblait sur Garigliano. La souveraine de l'Espagne armait dans ses ports. Le 25 avril enfin, le général français Oudinot débarqua avec sept mille hommes à Civita Vecchia. Que venait faire au juste cette nouvelle armée? on ne le savait trop encore. Le gouvernement français avait dit récemment, par l'organe de M. Odilon Barrot, « qu'il n'entrait pas dans sa pensée d'imposer à l'Italie un gouvernement, ni celui de la république, ni un autre. Son seul but était de se trouver présent aux événements dans le double intérêt de l'influence française et de la liberté qui pourrait courir des dangers. » Le général Oudinot proclama lui-même, en prenant possession de Civita Vecchia, « qu'il ne venait point imposer aux populations un gouvernement qui serait opposé à leurs vœux. » Les Romains ne savaient que penser. Ils croyaient l'Assemblée française plutôt favorable qu'hostile et avaient élevé à la présidence de l'Assemblée Charles Bonaparte, prince de Canino, dans l'espoir de flatter le président de la république française. Après quelques pourparlers assez aigres,

le général Oudinot déclara qu'il avait ordre d'entrer dans Rome, se mit en marche le 28, et arriva devant la ville le 29.

Rome divisée inégalement du nord au sud par le Tibre, offrait à l'armée française sa partie occidentale, appelée Transtévère, entourée de vieux murs, presque tous datant du moyen âge, assez forts, mais sans fossés et sans glacis. Cette ligne de muraille forme vers le nord-ouest un angle assez prononcé, qui renferme l'église Saint-Pierre et le jardin du Vatican; elle est percée de quatre portes principales du nord au sud, Angelica, Cavaliggere, San Pancrazio et Portesi. Le 30 avril, au matin, la petite armée française s'avance en trois colonnes, musique en tête, vers les portes Angelica, Portesi et San Pancrazio pour faire une reconnaissance ou surprendre la ville. Elle n'était guère alors forte que de huit mille hommes. La garnison de Rome, composée de sept régiments romains de ligne, de deux bataillons lombards, des légions de Rome, de Bologne, du Piémont, des corps de Garibaldi et des Polonais, montait à peu près à trente mille hommes. Garibaldi, posté avec sa légion au village Sant'Antonio, tente de faire un accueil fraternel aux soldats français, pour les gagner où les attirer, puis bat en retraite en tiraillant. Les chasseurs et un bataillon du 20ᵉ se précipitent au pas de course sur les hauteurs de San Pancrazio. Ils sont reçus par un feu rasant de la villa Panfili; au milieu du désordre, Garibaldi se retourne et isole une partie des hommes du 20ᵉ qui sont entraînés dans la ville. Les deux autres attaques furent aussi inutiles. Oudinot, ayant eu un certain nombre de blessés et de prisonniers, se retira à une journée de marche de la ville. Il fallait un siége en règle.

La nouvelle de l'attaque de Rome fut différemment accueillie en France, selon les passions et le point de vue des pouvoirs constitués. L'Assemblée, fidèle à ses principes, invita le gouvernement « à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne fût pas plus longtemps détournée du but qui lui avait été assigné ». Le président de la république, plus particuliè-

rement préoccupé de sauvegarder l'honneur des armes françaises, ne cacha point son désir de venger l'affront qu'elles avaient essuyé. M. de Lesseps, envoyé extraordinaire, arrivé bientôt à Rome, fit provisoirement suspendre les hostilités, et tenta d'obtenir par négociation l'occupation pacifique du territoire romain à titre de protection.

Mais, pendant cet armistice, les autres gouvernements chargés d'intervenir poursuivirent leurs progrès contre la révolution. Le 18 mai les Autrichiens rétablirent le duc Charles III à Parme. Le maréchal d'Aspre, sur l'invitation du grand-duc de Toscane, Léopold II, occupa Pise et Lucques. La municipalité florentine, qui avait elle-même rétabli le gouvernement du grand-duc, fit en vain des représentations; le commandant autrichien arriva le 11 devant Livourne, occupée par les républicains, pointa ses canons contre les murailles à sept heures du matin, entra par la brêche, et resta maître de la ville à midi, après quelques excès. Florence elle-même fut obligée d'ouvrir ses portes; c'était la volonté du grand-duc, qui ne voulait plus même entendre parler de constitution. Les Autrichiens y entrèrent le 25, et y désarmèrent, comme partout, la garde civique. Dans la Sicile, le général Filangieri continua son mouvement, emporta Catane, et se dirigea sur Palerme. Le Polonais Mieroslawski, audacieux soldat et ardent tribun, fit merveille avec une petite armée composée plutôt de volontaires étrangers que de Siciliens; mais l'armée napolitaine arriva néanmoins bientôt devant Palerme, disposée à la traiter comme Messine. Grâce aux amiraux français et anglais la capitale obtint le 15 mai capitulation, et une amnistie dont furent exceptées cependant cinquante-trois personnes.

Dans les États romains, les Autrichiens et les Napolitains n'avaient pas non plus déposé les armes. L'autrichien Wimpfen était arrivé devant Bologne depuis le 8 mai; le général Bellini et le professeur Alessandrini défendirent quelque temps la place. Mais le 12 un corps de volontaires, parti de Rome, sous la conduite de Montarini, fut vigoureusement repoussé, un bombardement sé-

rieux commença le 14, et la municipalité capitula le 16; Rome était maintenant découverte et menacée par quatre armées. Le 25 mai les Autrichiens étaient devant Ancône; le 26 les Espagnols, commandés par Fernando de Cordoba, débarquaient à Gaëte et recevaient la bénédiction du pontife; enfin les Français occupaient le Monte Mario, en face de Porta Angelica.

Mais la France, dont l'armée s'était depuis peu montée à plus de vingt-cinq mille hommes, se réservait l'entrée dans Rome. Les trois autres puissances catholiques en étaient prévenues, le moment décisif approchait; la France, quelles que fussent ses sympathies, ne pouvait rester simple spectatrice de l'événement. Le 29 mai l'envoyé extraordinaire, de Lesseps, était parvenu à obtenir du triumvirat romain une convention par laquelle « l'appui de la France était assuré aux populations romaines, et l'occupation du territoire consentie. » Mais le général Oudinot refusa la convention, exigea que le gouvernement romain « réclamât la protection des armes françaises », et, en cas de refus, annonça la reprise des hostilités « contre la place » pour le 4 juin. Il y avait maintenant accord dans les pouvoirs en France; la nouvelle Assemblée législative, qui venait de prendre la place de la constituante, voulait, avec Louis-Napoléon Bonaparte, l'entrée dans Rome. Le siége recommença.

Déjà le 3, dès le matin, en dehors de la ville, le général Sauvan s'était emparé de Ponte Molle, au sud de Rome, pour s'assurer le passage sur la rive gauche, et le général Mollière, des villas Corsini et Panfili. Le lendemain, l'armée française entama les parallèles devant le mur qui court sur le Janicule. Les travaux, très-habilement dirigés par le général Vaillant, furent achevés le 12, et le bombardement commença, mais dirigé principalement sur les fortifications. La France voulait témoigner de son respect pour la ville éternelle. On put compter les projectiles qui s'égarèrent par malheur sur quelques monuments. Cependant l'assemblée romaine resta en permanence. Le triumvirat multiplia les mesures d'enthousiasme, et les Romains, les

actes de courage contre la science stratégique et la valeur de l'armée française. Le 21 trois brèches furent ouvertes; les Français et les Romains se rencontrèrent en face. Enfin le 29, un combat décisif eut lieu. C'était le jour de Saint-Pierre : l'action dura jusqu'à la nuit. Le gouvernement romain fit allumer, comme à l'ordinaire, cette magnifique girandole de lumières qui n'éclaire habituellement qu'une fête. Elle illumina cette fois une défaite. Les Romains, après une longue résistance, cédèrent à la valeur française deux bastions et la partie du Janicule enfermée dans la ville, pour se retirer sur Montorio derrière de nouvelles fortifications. Du Janicule le bombardement pouvait être terrible pour la ville; les batteries ne furent dirrigées que sur Montorio et sur les combattants. Là encore la résistance ne pouvait être longue : Garibaldi et les siens voulaient abandonner Transtévère et se borner à défendre le reste de la ville. Mais ils apprirent bientôt qu'un mouvement insurrectionnel tenté pour changer le gouvernement français avait échoué à Paris (13 juin), et qu'Ancône était prise; ils se convainquirent que tout était fini. Garibaldi sortit pendant la nuit du 1er au 2 juillet avec sept mille hommes; le triumvirat donna sa démission et la municipalité alla régler avec Oudinot l'entrée pacifique des vainqueurs. Pendant que l'armée française entrait dans Rome le 2, l'assemblée discutait les derniers articles de la constitution, qu'elle proclama le lendemain 3, du haut du Capitole. Mais le 4, au soir, un bataillon français vint occuper les abords de l'assemblée, pénétra dans l'enceinte, et en fit sortir les députés, malgré une protestation qui fut remise entre les mains du colonel.

La chute de Venise fut le dernier acte de la révolution et de la guerre d'indépendance. Depuis dix-sept mois, l'héroïque cité sous les ordres de Manin et de Pepe déployait le plus grand courage et s'imposait toutes les privations. Elle défendait pied à pied les canaux, les îles et les forts de la lagune. Les Autrichiens n'avançaient que tranchée par tranchée. Après la bataille de Novare, Manin, devenu dictateur, avait répondu à la lettre de Haynau

par le serment de se défendre à toute extrémité. Au milieu du siége de Rome, le fort de Malghera, après avoir subi un bombardement d'un mois, avait été abandonné. « On ne peut se faire une idée, dit la *Gazette d'Augsbourg*, de l'état auquel le fort était réduit; c'était un monceau de ruines; aucune troupe au monde n'aurait prolongé plus longtemps la résistance. » Des deux plus vaillants défenseurs de la lagune, Ulloa et Rosaroll, le dernier fut emporté d'un boulet de canon au fort Brondolo, le 28 juin. Après la chute de Rome, l'Italie devait perdre tout espoir. Venise résista encore. Le 7 juillet, Pepe fit chasser l'ennemi d'un pont de la Brenta, et quelques jours après ordonna une sortie hors de Brondolo pour ramasser des vivres. Mais le nombre des soldats réguliers et des volontaires italiens diminuait chaque jours; on était obligé de mobiliser la garde civique. Sur la fin de juillet, les tranchées furent poussées tout près de la ville, et les boulets commencèrent à atteindre la place Saint-Marc; on abandonna la partie de la ville la plus exposée. Mais bientôt le choléra se déclara dans les quartiers où la population s'était entassée; le 8 août l'Assemblée fit savoir à Pepe qu'il n'y avait plus de pain et de poudre que pour quinze jours. Celui-ci prolongea encore la défense jusqu'à ce qu'on obtînt une capitulation honorable. Le 25 enfin, après avoir assuré le départ des débris des milices, il s'embarqua lui-même avec le gouvernement révolutionnaire et l'état-major; et, le 28 août, Venise, après avoir agi comme aux jours de sa puissance et de sa gloire, vit de nouveau le drapeau autrichien flotter sur la place Saint-Marc.

LIVRE XVIII.

L'ITALIE.

Rétablissement des anciens gouvernements (1850-1852). — Victor-Emmanuel II et M. de Cavour; le Piémont et l'Italie (1852-1858). — L'intervention française; Magenta et Solferino; paix de Zurich (1859). — Le mouvement national et les annexions; Cavour et Garibaldi (1861-1862). — Le royaume d'Italie et la question romaine (1862-1866).

Rétablissement des anciens gouvernements (1850-1852).

Les souverains restaurés en Italie sauraient-ils profiter des derniers événements pour faire la part des nécessités légitimes et des exagérations inséparables des temps de révolution? Telle était maintenant la question. S'ils étaient mieux avisés qu'après 1815, ils seraient tranquilles sur leurs trônes, sinon de nouveaux bouleversements devaient les menacer. Raisonnables, ils pouvaient donner la liberté, mais sans l'indépendance. Imprudents, ils risquaient de forcer l'Italie à profiter des circonstances pour conquérir l'une et l'autre et essayer de se constituer enfin dans une dernière révolution.

Le vainqueur de l'Italie septentrionale fit peser sur le Lombard-Vénitien reconquis les rigueurs de l'état de siége, poussé quelquefois jusqu'à de regrettables vengeances. Le gouvernement de Vienne, en prenant soin avant tout de sa domination, continua comme auparavant à tenir la main

à la satisfaction des besoins matériels les plus pressants, mais à la condition d'avoir sa forte part de la prospérité qu'il permit. Après avoir répudié pour la monarchie entière toute constitution représentative, il n'accorda point de garanties locales à ses provinces italiennes. S'il eût pu y faire dominer la langue allemande dans l'instruction publique, pour prouver sa volonté de ne pas reculer dans la péninsule, il l'eût fait. Sous prétexte de joséphisme, quelques lois civiles du dix-huitième siècle même furent menacées.

Les généraux autrichiens, longtemps maîtres absolus de la Lombardie et de la Vénétie, ne prirent encore conseil que de leurs passions, de leur mépris pour la race vaincue. La forteresse de Vérone devint leur capitale : ils y transportèrent leurs administrations, et de là gouvernèrent Milan, qui paya par des exécutions nombreuses et des arrestations systématiques sa liberté de quelques jours au temps de Charles-Albert. Même quand les rigueurs de l'état de siége furent usées, quand une administration plus douce, moins livrée au despotisme militaire, essaya de rattacher la haute Italie à la cour de Vienne, un emprunt forcé de plus de 300 millions, une augmentation de plus d'un tiers dans l'impôt annuel, et les hypothèques dont se trouva grevée une partie du pays, aliénèrent au gouvernement autrichien, non-seulement la noblesse et la bourgeoisie désormais irréconciliables, mais jusqu'aux paysans, autrefois fort ennemis de toutes les innovations.

Les ducs de Parme et de Modène, le duc de Modène surtout, François V, petit tyran qui joignait à l'orgueil oppressif de l'Autriche la cruauté raffinée de la renaissance italienne, suivaient en l'exagérant quelquefois l'exemple que leur donnait une cour vénérée. Le duc de Parme, condamné par une société secrète, fut assassiné. Sa veuve, une princesse française de la maison de Bourbon, fit au moins la leçon à de plus grands princes. L'économie, l'indépendance du duché, la liberté, l'amnistie, tels furent les principes qu'elle s'efforça de faire régner. Elle réduisit la profusion de son mari au luxe décent d'une petite cour

souveraine, et put ainsi remplacer un odieux emprunt forcé par un emprunt libre.

Parmi les princes indépendants de la péninsule, le roi des Deux-Siciles, Ferdinand II, et le grand-duc Léopold de Toscane agirent conformément aux désirs et à l'influence de l'Autriche. Le saint-siége resta partagé entre les conseils venus de Vienne et ceux venus de France, penchant d'abord visiblement vers les premiers, inclinant faiblement ensuite à prêter l'oreille aux seconds. Le jeune roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel II, entouré d'hommes de modération et de fermeté, entra seul courageusement dans des voies sagement libérales, et se rattacha franchement à l'influence française.

Après avoir repris à la pointe de l'épée sur les constitutionnels et les radicaux ses trois capitales, Naples, Messine et Palerme, après avoir dissous coup sur coup trois assemblées parlementaires, Ferdinand II ne voulut plus entendre parler de constitution. Celle qu'il avait consentie fut déclarée par lui et demeura indéfiniment suspendue. L'indifférence des masses, dans les campagnes, tomba d'accord en cela avec la volonté du souverain. Les classes élevées ou bourgeoises éprouvèrent seules quelques regrets; mais cela suffit pour que la tranquillité ne fût point complète. Les commissions ajoutèrent de temps en temps de nouveaux coupables aux nombreuses condamnations qui avaient suivi les tristes événements du royaume, et n'épargnèrent point les hommes de l'éducation la plus distinguée. Le souverain commua fréquemment les condamnations à mort; mais les galères, les prisons furent pleines; l'humanité eut beaucoup à redire au traitement qu'y subissaient de trop nombreux malheureux. La Sicile particulièrement fut soumise à un régime militaire exceptionnel. Le gouvernement reprit son allure régulière, ses finances furent en assez bon état; mais aucun remède efficace ne fut apporté des deux côtés du Phare, en Sicile surtout, aux défauts, sinon de l'administration, au moins des administrateurs; aucune amélioration notable ne fut tentée dans l'instruction primaire, dans l'agriculture, dans

les voies de communication. Les trois voies de fer partant de Naples dans trois directions furent continuées en deçà du Phare; mais en Sicile, rien. Le général Filangieri, investi du gouvernement militaire et plein de bonne volonté, voulait y ouvrir des voies nouvelles pour relever le commerce, fonder des écoles. Tous ses efforts échouèrent à Palerme et à Naples. Tout ce qu'on avait à regretter avant 1848, on le regretta encore. Le roi Ferdinand II, paré pour son hospitalité de Gaëte du titre de *Rex piissimus*, invisible au fond de son palais, ou ne sortant que pour de longues promenades militaires, devint justement détesté.

Le grand-duc Léopold II aussi, par un décret du 21 septembre 1850, suspendit indéfiniment l'exercice de la constitution du 15 février 1848, prononça sinon des peines de mort, au moins de nombreux exils, étouffa toute indépendance municipale, toute liberté de la presse, et persécuta les cultes dissidents. Incapable de se maintenir avec ses propres troupes en Toscane, il passa avec l'Autriche une convention par laquelle celle-ci entretint un corps de douze mille hommes dans ses principales places. Il fut ainsi réduit à peu près à l'état de dépendance où étaient depuis longtemps les ducs de Parme et de Modène. Les Autrichiens furent maîtres chez lui. Il n'y put faire respecter par eux les étrangers. Si l'Angleterre lui demandait réparation pour injure faite à un citoyen anglais, il s'abritait derrière l'empereur d'Autriche, et méritait qu'on lui demandât si son État comptait encore sur la carte de l'Europe. Le cabinet de Vienne visait encore plus loin. Il obtint du grand-duc (5 novembre) un traité de poste. Il voulait unir Trieste et Venise à la Méditerranée par un chemin de fer aboutissant à Livourne. Il songeait à conclure avec la Toscane une union douanière. Le gouvernement toscan opposait à ces tentatives d'absorption politique peu de résistance; obéré par les désordres des événements précédents, par la solde des troupes autrichiennes, il ne pouvait même que faiblement travailler à des améliorations intérieures aussi nécessaires en Toscane qu'en Sicile. Les voies de fer se continuaient de Florence sur Pise, Lucques et Sienne.

L'instruction publique y faisait quelques progrès. C'était tout.

A Rome l'influence autrichienne et l'influence française se trouvaient aux prises; le gouvernement français ne prétendait pas avoir envoyé une armée à Rome pour rétablir dans son intégrité le gouvernement clérical et surtout les abus ou les négligences de l'ancienne administration. La cour de Gaëte, de son côté, soutenue par le cabinet autrichien, ne voulait point payer par trop de sacrifices les secours de la France, dont elle aurait même désiré se passer si elle l'avait pu. Les cardinanx della Genga, Vanicelli et Altieri institués comme commissaires le 1er août 1849, dévoilèrent assez maladroitement, dès les premiers jours, les mauvais vouloirs et les méfiances de la cour de Gaëte. Rentrés à Rome grâce à la France, ils se contentèrent dans leur manifeste de remercier le « bras invincible et glorieux *des armées catholiques.* » Non contents d'annuler tous les actes du gouvernement républicain, ils commencèrent à rétablir tout le vieux système administratif et judiciaire, que Pie IX lui-même avait d'abord voulu réformer; ils instituèrent une sorte d'inquisition contre tous les employés de l'État, et exercèrent des représailles fort étendues contre tous ceux qui avaient pris part aux mouvements constitutionnels ou républicains. Les représentations des autorités militaires françaises n'y firent rien. Le président de la république se crut obligé d'adresser un assez sévère avertissement aux conseillers imprudents du saint-siége. « J'apprends, écrivit-il à un de ses aides de camp (M. Edgard Ney), que les intentions bienveillantes du saint-père comme notre propre action restent stériles en présence de passions et d'influences hostiles. On voudrait donner comme base à la rentrée du pape, la proscription et la tyrannie; dites de ma part au général Rostolan qu'à l'ombre du drapeau tricolore on ne commette aucun acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention. Je résume ainsi le pouvoir temporel du pape : *amnistie générale, sécularisation de l'administration, Code Napoléon et gouvernement libéral.* »

La cour de Gaëte parut d'abord vouloir regarder comme non avenue cette lettre écrite tout à fait en dehors des voies diplomatiques. Cependant un *moto proprio* du 19 septembre accorda une amnistie à tous ceux qui n'avaient point participé comme députés ou chefs militaires à l'établissement de la république, et promit une réorganisation administrative et judiciaire. Ce n'était pas encore tout ce qu'avait demandé Louis-Napoléon Bonaparte, ni tout ce que désirait le gouvernement français. L'accomplissement même de ces promesses se fit longtemps attendre. Ces résistances mal déguisées de l'esprit clérical contre un protecteur plein de ménagements mais français, la désaffection profonde ou l'indifférence des populations romaines, la difficulté d'une réorganisation sérieuse du gouvernement au milieu de pareilles circonstances, retardèrent longtemps la rentrée du pape à Rome.

Pie IX, en effet, ne fit sa rentrée à Rome que le 4 avril 1850, escorté par le général français Baraguay-d'Hilliers et le prince Altieri, commandant de la garde noble. La conduite de Pie IX rentré à Rome fut plus prudente, plus dégagée des influences qui l'avaient de nouveau emporté sur lui à Gaëte et à Portici; il remercia cette fois en termes explicites « la nation française et l'illustre président de la république qui s'étaient fait une gloire de le ramener dans les murs de Rome. » Le 10 septembre 1850 enfin, le cardinal Antonelli organisa par deux édits les départements ministériels, établit un conseil d'État, et, dans les deux mois suivants, promit une consulte des finances, et réorganisa l'administration des provinces et celle des communes.

Le plus important des ministres du saint-père, selon la nouvelle organisation, fut le ministre secrétaire d'État, président du conseil, chargé à la fois des rapports avec l'étranger, de la signature et de la promulgation des lois à l'intérieur. Ce ministre ne pouvait être qu'un cardinal. Le conseil d'État, composé de neuf membres ordinaires et de six extraordinaires, nommés par le pape, et présidé par le cardinal secrétaire d'État, n'émit que de simples opinions

et quand il fut consulté. La consulte des finances, nommée aussi directement par le pape ou sur une liste de candidats formée par les conseils provinciaux, n'eut pouvoir que de reviser, de donner des avis, et put être dissoute. Les États romains furent divisés en quatre légations : Bologne, Ancône, Pérouse et Bénévent; Rome et les environs demeurant sous un régime spécial. Les communes restèrent administrées par une *magistrature* désignée par le pouvoir, et par des conseillers municipaux élus par certaines catégories d'électeurs. C'étaient, on le voit, de bien faibles concessions auprès de ce que Pie IX avait paru vouloir faire au commencement de son pontificat. Aussi l'état financier laissa encore grandement à désirer. Le saint-siége trouva difficilement à effectuer un emprunt; les juridictions mixtes et les juridictions ecclésiastiques, ainsi que maintes formes surannées de procédure, continuèrent à subsister. Les améliorations projetées dans l'instruction, le commerce, les voies de communication, restèrent longtemps encore suspendues. Des capitaux cherchèrent à s'engager dans des projets de chemin de fer romain; ils se retirèrent promptement. La nouvelle organisation communale fit même rétrograder les municipalités romaines au delà de 1816. Somme toute, le gouvernement temporel ne se soutient que par l'appui des troupes étrangères, qu'il supportait avec peine.

Occupée par les Autrichiens, la Romagne surtout continua d'être opprimée avec une dureté sans exemple. La sentence prononcée par les généraux autrichiens était presque aussitôt exécutée, et en huit années plus de cinq cents condamnés politiques eurent à peine le temps de mettre ordre à leurs affaires et de se recommander à Dieu. La présence de nos troupes à Rome empêcha de semblables excès, mais les conseils les plus persévérants et les plus éclairés ne purent obtenir de la cour de Rome, tout occupée d'affermir sur le monde catholique son autorité spirituelle, qu'elle fît des efforts réels pour améliorer le sort de ses sujets.

Le Piémont fit seul une honorable exception au milieu

de la réaction générale déchaînée sur l'Italie. Le malheureux Charles-Albert était mort à Oporto, en Portugal, le 28, en repoussant avec colère une adresse du parlement, qu'il accusait de sa perte. Le 6 août suivant, le jeune roi Victor-Emmanuel II signa la paix avec l'Autriche à de dures conditions. La démarcation des frontières était conservée; mais le roi de Sardaigne s'engageait à renoncer à tout titre sur le Lombard-Vénitien et à payer une indemnité de guerre de 75 millions de francs. L'Autriche se serait montrée plus accommodante sur l'indemnité si elle avait pu obtenir du Piémont d'autres sacrifices sur les institutions libérales qu'il possédait depuis peu; mais Victor-Emmanuel refusa de transiger sur ce point. Il jura de nouveau, au mois de décembre de l'année 1849, le *statuto fondamentale* donné par Charles-Albert, et inaugura avec résolution et prudence le régime libéral, en s'entourant de ministres éclairés et fermes. Il faisait de la liberté constitutionnelle l'espoir de la péninsule.

La constitution sarde était à peu près celle qui avait été donnée à la France en 1830. Le sénat nommé à vie répondait à l'ancienne chambre des pairs française; il représentait l'élément conservateur. Les députés de la seconde chambre étaient élus par les citoyens qui possédaient un certain capital ou qui payaient un certains cens. Cette chambre votait sérieusement l'impôt. L'égalité de tous les citoyens devant la loi et l'impôt, leur admissibilité à tous les emplois, la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, la liberté de la presse sauf l'abus, étaient garanties. La religion catholique était déclarée religion de l'État, mais la tolérance proclamée.

Peu de princes avaient reçu des dons naturels plus appropriés à sa tâche que le roi Victor-Emmanuel II : soldat brillant et brave, cavalier intrépide, gentilhomme plein de rondeur et de franchise, il plaisait à l'armée et au peuple; avec la fermeté nécessaire au roi qui doit prononcer au besoin, il n'avait pas cette volonté souveraine, ce besoin d'agir et de conduire les affaires qui lui aurait rendu si difficile l'exercice du régime constitutionnel; aussi était-il,

comme il l'est encore, adoré de son parlement, dont les factions les plus opposées étaient prêtes à l'accepter comme arbitre, sachant qu'elles n'avaient rien à redouter de son intervention. Il avait assez de prestige pour attirer la confiance, pas assez pour l'alarmer.

Le ministère, dérobé pour toujours aux mains du comte Solar de la Marguerite, passa d'abord aux mains de M. d'Azeglio, homme d'un haut mérite et de tendances modérées, qui servit de transition entre le parti féodal et le parti de la classe moyenne. La chambre de 1850 vota silencieusement la paix et régla courageusement la situation financière. Elle accepta la fusion des banques de Gênes et de Turin qui fut l'origine de la banque nationale. Les prétentions de la cour de Rome et du clergé, encouragées par les restaurations opérées dans le reste de la péninsule, furent repoussées par les lois Siccardi, qui mirent fin aux abus restés du moyen âge et restreignirent la mainmorte. C'était un exemple ou un défi pour les autres gouvernements de l'Italie. Le pape Pie IX restauré à Rome sembla y répondre en prenant du moins sur le terrain religieux une attitude de résistance plus résolue. Rejeté par la révolution du libéralisme qu'il avait commencé à pratiquer au mysticisme le plus ardent, il proclama en 1853, de sa seule autorité, le dogme de l'*Immaculée Conception*, releva par des bulles de la même année la hiérarchie catholique en Hollande et en Angleterre, et en 1855 fit avec l'Autriche et les États catholiques du sud de l'Allemagne un concordat ou des conventions si favorables à l'autorité romaine qu'elles effrayaient l'opinion libérale. Mais à ce moment parut dans le royaume de Sardaigne un nouveau champion du libéralisme, qui devait avoir la plus grande influence sur les destinées de l'Italie.

Victor-Emmanuel II et M. de Cavour ; le Piemont et l'Italie (1852-1858).

Parmi les nouveaux hommes d'État du roi Victor-Emmanuel II, le comte de Cavour, ministre du commerce, connu

par ses penchants libéraux dans la famille la plus abolutiste du Piémont, avait été tenu longtemps à distance par le gouvernement de Charles-Félix. L'expérience de l'Italie et la sienne, de longs voyages dans les grands pays de l'Europe, lui avaient déjà donné toute la maturité du génie. Économiste distingué, avec des idées larges et un goût prononcé pour le libre échange, il fit voter d'abord des chemins de fer et provoqua des traités de commerce avec l'Angleterre et la Hollande. Devenu enfin président du conseil, financier hardi, politique sincèrement libéral et constitutionnel, ennemi déterminé de toute réaction, mais aussi de toute passion révolutionnaire, orateur lucide, communicatif, qui frappait moins les imaginations qu'il n'entraînait par la réflexion, il communiqua à toutes les branches du gouvernement une impulsion nouvelle. Les chemins de fer et les lignes télégraphiques couvrirent le Piémont; des traités de commerce facilitèrent la circulation des marchandises; un cadastre donna des garanties à la propriété foncière; le clergé fut attaqué dans ses vieilles prérogatives, suivant la tradition des lois Siccardi. Au sujet de la proposition de la suppression des corporations religieuses inutiles, au profit non du trésor, mais d'une caisse ecclésiastique, les députés les plus connus de la droite, MM. Solar de la Marguerite, de Viry, de Rével, livrèrent un rude combat. M. de Cavour riposta vivement, laissant la défense du projet de loi pour le côté moral à M. Ratazzi, auparavant chef de la gauche, maintenant rattaché à la politique ministérielle par le président du conseil, qui savait choisir les hommes.

La cour de Rome fulmina l'excommunication majeure contre tous ceux qui avaient proposé, approuvé, sanctionné la loi : le roi lui-même fut atteint. Mais le Piémont y gagna de devenir comme le centre du mouvement libéral de l'Italie. Les exilés, les mécontents s'y réfugièrent de toutes les parties de la Péninsule. C'était le seul pays où il y eût une presse comme une tribune. Depuis longtemps la poésie se taisait sur une terre attristée : mais le patriotisme faisait vibrer des accents plus graves. Cantù conti-

nuait son *Histoire des Italiens*, Mamiani publiait ses *Essais de philosophie civile*, Montanelli ses *Mémoires sur l'Italie*, Carlo Boggio étudiait les *Rapports de l'Église et de l'État*. Toute l'Italie tournait ses regards et ses espérances vers le Piémont.

C'était beaucoup d'avoir montré qu'une vieille dynastie pouvait vivre en Italie avec la liberté constitutionnelle; mais il fallait au dehors relever le Piémont de la défaite de Novare et du triste traité qui l'avait suivie. La guerre contre l'Autriche était encore impossible; les démêlés qu'il avait avec elle au sujet des réfugiés lombards n'y pouvaient mener. L'occasion se présenta lorsque éclata la guerre de Crimée en 1853, entre la France et l'Angleterre d'une part et la Russie. Un souverain nouveau s'élevait dans l'Europe occidentale. A la république française avait succédé en 1852 l'empire de Napoléon III. Quoique le nouvel empereur eût, comme président de la république, envoyé une armée française contre le triumvirat romain et ramené le pape à Rome, on n'ignorait pas ses sympathies italiennes qui dataient de l'insurrection de la Romagne en 1831. Dans la guerre qu'elles avaient entreprises contre le tzar de Russie Nicolas, pour protéger Constantinople, la France et l'Angleterre ne rencontraient de la part de l'Autriche qu'indécision et défiance. La pensée de Cavour fut d'opposer à cette inertie indigne d'une grande puissance une intervention active dans la guerre où se décidaient les destinées de l'Orient, peut-être de l'Europe. L'Angleterre ne demandait qu'un corps de troupes qu'elle s'offrait à entretenir. Le Piémont rejeta le rôle de mercenaire et voulut payer sa propre gloire. Il entra dans l'alliance anglo-française au même titre que les deux grandes puissances : il s'engagea à entretenir 15 000 hommes pendant la durée de la guerre : la France et l'Angleterre de leur côté garantissaient l'indépendance du territoire sarde, précaution nécessaire contre les menaces autrichiennes en 1853. C'était un coup habile et hardi.

Le Parlement ne fut pas unanime pour approuver la guerre. Si le parti italien et patriote soutenait le ministère,

la droite l'accusa d'imprudence. Rien ne put tenir contre la parole convaincue, lucide et élevée du ministre. Sans braver l'Autriche, sans sortir du cercle de la discussion présente, il laissa pénétrer dans son discours des espérances que les cœurs patriotes surent comprendre : « La neutralité, dit-il, souvent possible pour les États de premier ordre, l'est rarement pour ceux du second.... La neutralité est rarement heureuse : son fruit le moins amer est de fournir un aliment aux suspicions et aux haines des partis. » Grâce au comte de Cavour, le combat de la Tchernaia, où les premiers soldats de l'Europe admirèrent le courage des bersaglieri et la sûreté du tir de l'artillerie piémontaise, fut pour le roi de Sardaigne un commencement de revanche de Novare.

Le Piémont avait été à la peine, il fut à l'honneur. Appelé au Congrès de Paris (1856), M. de Cavour profita habilement encore de cette occasion pour attirer l'attention de la diplomatie sur la situation alarmante de l'Italie, occupée par les étrangers, et sur le Piémont lui-même, exposé à d'incessantes menaces. Le blâme ne tombait pas sur la seule Autriche, mais sur les gouvernements italiens, sur le saint-siége, sur le roi de Naples. Cependant les demandes des plénipotentiaires sardes n'avaient rien d'hostile; ils se bornaient à souhaiter que le pape gouvernât et se maintînt avec une armée nationale levée par la conscription. La conférence des diplomates fut tout à l'avantage de l'Italie. Le cri fut général contre Ferdinand de Naples : lord Clarendon le blâma hautement, et soutint avec tant de chaleur la cause de l'Italie que la cour de Turin, ainsi que de nombreux patriotes, firent reposer sur l'Angleterre des espérances dont l'avenir devait montrer la vanité. L'ambassadeur d'Autriche obtint, il est vrai, une sorte de déclaration de neutralité des grandes puissances; mais la question italienne n'en avait pas moins été posée devant le tribunal européen; et l'Italie, éprouvée par dix nouvelles années de malheurs, était peut-être mieux en mesure que jamais de la résoudre si une occasion favorable s'offrait enfin à ses efforts.

Éclairés maintenant sur leurs vrais intérêts, les Italiens avaient abjuré les vaines fictions qui les avaient perdus, et le mysticisme subversif de *Dio e popolo* et le mysticisme conservateur de Gioberti : l'Italie sous la direction du pape. C'en était fait du carbonarisme et du néo-guelfisme. Le Piémont était sorti moralement de ses étroites limites : nouvelle patrie de tous les émigrés, refuge des lettres italiennes et des espérances patriotiques, pays militaire et réorganisateur, il était devenu comme le centre d'une Italie qui n'existait pas encore sur la carte, mais qui était désormais fondée dans le cœur des peuples. Les esprits les plus portés à l'ancien fédéralisme se rattachaient à l'unité piémontaise, à l'idée piémontaise, comme on disait : l'héroïque et vertueux Manin, en dépit des colères de Mazzini immobile dans son fanatisme égoïste, acceptait la monarchie italienne sous le sceptre de Victor-Emmanuel. Par une ancienne habitude des sociétés secrètes, on avait pris un symbole mystérieux des espérances nationales : VERDI, composé des initiales de ces mots : *Vittorio Emmanuele Re d'Italia.*

L'Italie existait dans les âmes, mais en même temps elle sentait l'illusion qui l'avait perdue, et savait qu'elle ne pouvait rien seule. Il lui fallait un allié puissant et généreux; elle l'avait espéré inutilement dans l'Angleterre, elle le trouva dans la France impériale. Une nouvelle révolution était imminente en Italie. D'une part, le seul fait de l'existence d'un gouvernement libre en Italie suffisait pour entretenir une agitation perpétuelle à Milan, à Rome et à Naples; et de l'autre, celui qui avait relevé l'empire en France, Napoléon III, pensait qu'une guerre libérale en Europe était le meilleur moyen de relever la considération de la France au dehors et de s'affermir lui-même sur le trône qu'il venait d'occuper.

Une entrevue qui eut lieu en septembre 1858, entre Napoléon III et M. de Cavour, à Plombières, fut l'origine de ce qui devait arriver. Le 1er janvier 1859, l'empereur l'annonça à l'ambassadeur d'Autriche en ces termes : « Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient

pas aussi bonnes que par le passé. » Le 10, Victor-Emmanuel II ouvrit le parlement sarde au milieu d'un silence solennel, et termina son discours par ces mots : « L'horizon au milieu duquel se lève la nouvelle année n'est pas parfaitement serein.... Si nous respectons les traités, d'autre part nous ne sommes pas insensibles au cri de douleur qui de tant de parties de l'Italie s'élève vers nous. » Le 13, Ratazzi, prenant possession de la présidence de la chambre des députés, conjura les partis de se tendre la main, de se rallier dans « une seule et commune pensée ». Le 17 enfin, le prince Napoléon, cousin de l'empereur, débarqua à Gênes, et vint demander en mariage la princesse Clotilde, fille de Victor-Emmanuel. Le 23, cette union, symbole de l'alliance de l'Italie et de la France, fut consommée à Turin aux cris de : *Vive l'Italie! vive la France! vive Victor-Emmanuel! vive Napoléon!*

Les faits suivirent les paroles avec une égale rapidité. L'Autriche augmentait alors ses garnisons à Milan, à Vérone, à Ancône, à Bologne, et commençait à diriger son avant-garde sur le Tessin. Le 7 février, de Cavour présenta un projet d'emprunt pour la défense du royaume. Ses discours, qui puisaient dans les circonstances actuelles une éloquence nouvelle, montraient que la provocation ne venait pas de l'Italie, mais de l'Autriche, qui, transformant Plaisance, contre les traités, en une forteresse de première classe, accumulait les troupes sur la frontière, et ne pouvait être satisfaite que par la ruine, non-seulement de toute indépendance, mais de toute liberté dans le Piémont. Il finit par se concilier jusqu'à la droite féodale, qui sentit, elle aussi, que l'honneur du pays était attaqué. Le vote de l'emprunt fut une véritable déclaration de guerre, que salua silencieusement l'Italie frémissante.

Il fallait pourtant compter avec certitude sur l'appui de la France, et la guerre d'Italie n'était guère populaire au delà des monts. Mais les menaces de l'Autriche, le langage des journaux de Vienne, les mesures qui annonçaient l'invasion du Piémont, le sentiment libéral qui se réveillait enfin en France, comme après un long sommeil, travaillè-

rent pour l'Italie. De Cavour rapporta d'un rapide voyage à Paris les meilleures espérances, reçut les volontaires italiens qui arrivaient de toutes parts, et, plein de confiance dans l'avenir, obtint facilement que le statut fût suspendu et les pouvoirs concentrés entre les mains du roi. Presque au même instant le baron de Kellersberg apportait une sommation de désarmer dans les trois jours. M. de Cavour refusa. La guerre commença aussitôt, 27 avril. Tandis que les Autrichiens passaient le Tessin, les premières colonnes françaises débouchèrent des Alpes.

Nouvelle intervention française; Magenta et Solférino.

La campagne fut courte, mais rapide. L'empereur Napoléon III se trouvait déjà le 14 mai à Alexandrie, organisant quatre corps d'armée au nombre de 100 000 hommes qu'il joignit aux 40 000 hommes de Victor-Emmanuel. Heureusement le feld-maréchal Giulay avait perdu plusieurs jours dans les marais de la Lomelline; mais, abandonnant l'offensive, il s'était fortifié derrière le Pô et la Sesia, en s'appuyant sur Pavie. L'empereur Napoléon, en se portant à sa droite sur Montebello où eut lieu un brillant combat, fit mine de menacer de ce côté les Autrichiens, puis, opérant à l'insu de l'ennemi un mouvement tournant, porta toute son armée sur sa gauche vers Novare, et jeta le général Mac-Mahon au delà du Tessin. Le 4 juin, le feld-maréchal Guilay posté à Magenta fut attaqué en tête par les corps français qui passaient au fur et à mesure le Tessin sous les yeux de l'empereur, et en flanc par le général Mac-Mahon. Pendant quelque temps la bataille resta indécise par le retard de quelques corps français. Mais lorsque le général Mac-Mahon arriva sur Magenta, la garde aborda les redoutes où l'ennemi s'était fortifié sur un canal parallèle au Tessin, et les emporta après une lutte héroïque.

La victoire de Magenta fit perdre à l'Autriche la Lombardie avec sa capitale. Le feld-maréchal Giulay avec une grande précipitation évacua Milan qui commençait à re-

muer sous sa main et abandonna Pavie et Plaisance. Tandis que le général Baraguay-d'Hilliers achevait de repousser l'ennemi au combat de Melegnano, l'empereur Napoléon entra le 8 juin à Milan et dans un discours solennel, invita les Italiens à se faire tous soldats, pour être le lendemain citoyens d'un grand pays. L'Italie avait déjà répondu à son appel. Avant Magenta, le grand-duc de Toscane avait été obligé de quitter ses États. Le prince Napoléon, cousin de l'empereur, était déjà en train d'y organiser avec de nouvelles troupes françaises des volontaires italiens. Après Magenta, le duc de Modène, la duchesse de Parme quittèrent leur capitale ; le gouverneur pontifical s'enfuit de Bologne abandonné par les Autrichiens, et le roi Ferdinand II mourut au bruit de nos victoires, laissant un trône ébranlé à son fils François.

Le 12 juin, Napoléon III reprit sa marche, ayant à sa gauche le roi Victor-Emmanuel, tandis que Garibaldi se jetait déjà dans les Alpes avec des volontaires. L'empereur d'Autriche, François-Joseph était venu prendre le commandement de son armée, pour défendre le Mincio ; les feld-maréchaux, Hesse et Schlick, étaient sous ses ordres. Entre Peschiera et Mantoue, en avant du Mincio, s'élève un groupe de hauteurs escarpées qui a pour centre Solferino. Les Autrichiens l'avaient longtemps étudié et choisi comme champ de manœuvres. C'était la clef du célèbre quadrilatère. L'empereur d'Autriche pouvait réunir sous sa main 200 000 hommes. Il avait fait mine d'abandonner cette position le 22 pour la réoccuper en effet dans la nuit du 23. Les premières colonnes françaises et piémontaises, en marche dès deux heures du matin se heurtèrent vers cinq heures contre l'ennemi. Victor-Emmanuel et les Piémontais étaient à l'extrême gauche, soutenus par le maréchal Baraguay-d'Hilliers ; les généraux Mac-Mahon et Niel au centre ; Canrobert à l'extrême droite, dans la plaine. A six heures, l'empereur des Français à Montechiari, voyait tous ses corps engagés, les faisait soutenir l'un par l'autre, et comprenait qu'il fallait emporter Solferino au centre, pour empêcher les Autrichiens de le tourner. A midi, le

drapeau français flotta sur la tour du village de Solferino plusieurs fois pris et repris. L'empereur François-Joseph ne put tenir dans Cavriana, et donna alors l'ordre à ses différents corps, qui s'étaient jusque là maintenus, de se replier. Après une bataille de douze heures, qui occupa une étendue de cinq lieues, un orage épouvantable accompagné de grêle et de pluies torrentielles permit aux Autrichiens d'effectuer leur retraite. L'empereur Napoléon, le soir, prenait son quartier général dans la chambre même qu'avait occupée le matin l'empereur François-Joseph.

Le 3 juillet, Napoléon III avait passé le Mincio, tandis que Victor-Emmanuel investissait Peschiera, et le général Baraguay-d'Hilliers, Mantoue. On s'attendait à une nouvelle bataille sous les murs de Vérone. Mais la révolution agitait derrière les Français les États de l'Église, et, devant les victoires de l'armée française, l'Allemagne et peut-être la Russie commençaient à s'émouvoir. Napoléon III, croyant devoir s'arrêter à temps, pour éviter ce double péril, proposa la paix à François-Joseph. Elle fut conclue dans une entrevue à Villafranca où en furent signés les préliminaires.

D'après ces préliminaires :

« Les deux souverains favoriseraient la création d'une confédération italienne.

« Cette confédération serait sous la présidence honoraire du saint-père.

« L'empereur d'Autriche cèderait à l'empereur des Français ses droits sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et Peschiera, de manière que la frontière des possessions autrichiennes partirait du rayon extrême de la forteresse de Peschiera, et s'étendrait en ligne droite le long du Mincio jusqu'à la Grazie, de là à Scarzarolo et Luzzara au Pô, d'où les frontières actuelles continueraient à former les limites de l'Autriche. L'empereur des Français remettrait le territoire cédé au roi de Sardaigne.

« La Vénétie ferait partie de la confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche.

« Le grand duc de Toscane et le duc de Modène rentreraient dans leurs États en donnant une amnistie générale.

« Les deux empereurs demanderaient au saint-père d'introduire dans ses États des réformes indispensables.

« Amnistie serait accordée pleine et entière aux personnes compromises à l'occasion des derniers événements dans les territoires des parties belligérantes. »

L'empereur Napoléon ne se dissimulait pas les difficultés d'une pareille paix ; l'Italie avait espéré davantage. La confédération proposée répondait, il est vrai, aux traditions locales et aux aspirations même récentes des Italiens. Mais l'entrée de l'Autriche pour la Vénétie dans la confédération, la réconciliation des princes chassés avec leurs sujets, étaient-elles aussi faciles ? Tandis que les plénipotentiaires français et autrichiens se rendirent à Zurich pour faire la paix définitive, on commença à voir combien les conditions en étaient précaires. M. de Cavour, qui les désapprouvait, donna sa démission. Victor-Emmanuel II le remplaça par M. Ratazzi. L'empereur Napoléon III sollicita vivement le pape de faire à Rome les réformes nécessaires, l'empereur d'Autriche d'améliorer le sort de la Vénétie, et les princes Italiens de travailler à leur restauration par des concessions opportunes. Ce fut en vain. Tandis que Victor-Emmanuel prenait possession de la Lombardie, M. Buoncompagni à Florence, M. Farini à Modène, M. d'Azeglio à Bologne, s'emparèrent du pouvoir, conclurent une ligue militaire défensive et convoquèrent les populations à disposer de leur sort, par le suffrage universel. Les assemblées issues de ce vote agirent en dehors des préliminaires de Villafranca, déclarèrent les anciens pouvoirs déchus et demandèrent l'annexion de leurs pays au royaume de Sardaigne avec Victor-Emmanuel II pour roi (septembre).

L'Italie abandonnait la confédération pour marcher à l'unité ; l'empereur Napoléon dut s'attacher seulement à éviter le retour des hostilités en empêchant toute intervention de la part de l'Autriche, et tout emploi de la violence dans les mouvements italiens. Le traité de Zurich, qui con-

firma (10 novembre) les préliminaires de Villafranca, fixa les limites des possessions autrichiennes et sardes, en laissant les quatre places du quadrilatère à l'Autriche; mais elle ne se préoccupa point de l'organisation intérieure de l'Italie. L'Italie s'en chargea elle-même, à ses risques et périls.

Le mouvement national et les annexions; de Cavour et Garibaldi (1860-1862).

L'année 1859 avait donné à l'Italie l'indépendance, l'année 1860 lui donna l'unité.

Le 20 janvier 1860, M. de Cavour rentra au ministère, avec l'intention de marcher dans les voies nouvelles que semblait indiquer le mouvement d'unité sorti de la guerre. Il était décidé à ménager les susceptibilités de l'Europe, mais à marcher d'accord avec les populations. La formation d'un royaume puissant en Italie, par l'annexion des duchés de Parme et de Modène, des légations de la Romagne et de la Toscane, était un fait grave; la politique anglaise y poussait de toutes ses forces. L'Autriche ne pouvait la voir sans un profond déplaisir; le pape réclamait contre la spoliation; la France hésitait entre ses sympathies pour l'Italie et ses propres intérêts. Napoléon III tenta encore un compromis qui joignait au nouveau royaume du Nord Parme et Modène, donnait le vicariat des légations à Victor-Emmanuel II, et conservait l'autonomie de la Toscane. De Cavour accepta, en réservant le consentement des populations, et celles-ci, une seconde fois consultées en mars 1860, votèrent une seconde fois avec enthousiasme leur annexion au royaume de Victor-Emmanuel. Un puissant état se formait décidément au nord de l'Italie. Le gouvernement français dut songer à ses intérêts et demander ce qu'il n'avait pas désiré devant des conséquences qu'il n'avait pas prévues. Le roi Victor-Emmanuel, qui pénétrait jusqu'au centre de l'Italie, comprit la nécessité d'accorder à la France la rectification de frontière qu'elle désirait, et lui céda au delà des Alpes, par le traité de

Turin (24 mars), la province de Savoie et l'arrondissement de Nice. Le roi quittait une partie de la terre de ses pères pour la terre italienne.

Victor-Emmanuel II n'était plus en effet ni le duc de Savoie, ni le comte du Piémont ou de Nice, ni le roi de Sardaigne, mais un souverain nouveau autour duquel se groupaient toutes les espérances et les forces vives de l'Italie. La seule monarchie nationale et libérale de la Péninsule abandonnait ses provinces transalpines, pour descendre dans le bassin du Pô et dans le centre de l'Italie, sur les versants des Apennins ; elle cessait d'être une monarchie provinciale, pour devenir une monarchie péninsulaire, comme la Toscane et l'Émilie cessaient d'être de petits États séparés pour devenir les provinces d'une grande monarchie. Le mot célèbre du prince de Metternich : « L'Italie est une expression géographique », n'était plus une vérité. Il y avait désormais une Italie, il y avait une nation italienne.

Rien n'était plus menaçant pour les deux anciens gouvernements qui subsistaient encore au centre et au midi de l'Italie, à Rome et à Naples, où se renouvelaient presque tous les jours des manifestations en faveur de l'Italie une. Le pape Pie IX et le nouveau roi François II auraient peut-être pu arrêter le mouvement qui menaçait de les gagner, par des concessions opportunes ; ils ne songèrent qu'à se défendre. Le pape mit un général français, M. de Lamoricière, à la tête de volontaires catholiques ; le roi de Naples concentra ses troupes dans la capitale et sur les frontières. Occupés à consolider les résultats acquis, le roi Victor-Emmanuel II prenait triomphalement possession de la ville de Florence annexée, M. de Cavour faisait proclamer le royaume italien par le Parlement réuni à Turin, et obtenait de lui la confirmation de la cession de la Savoie et de Nice, lorsque des événements accomplis en Sicile annoncèrent un nouveau progrès de la révolution italienne.

Depuis quelque temps, des soulèvements, sur lesquels on n'avait que des renseignements vagues, éclataient en

Sicile, et les comités révolutionnaires de l'Italie libre s'agitaient pour envoyer des secours à leurs frères du Midi. On apprend tout à coup que Garibaldi a débarqué le 12 en Sicile, à Marsala, avec 2000 hommes, et qu'il marche sur Messine. Le célèbre partisan qui avait opéré dans les Alpes, avec les volontaires Italiens, contre l'Autriche, avait vu avec peine la paix de Villafranca, et avec dépit la cession à la France de Nice, sa patrie. C'était en lui que le parti des Italianissimes ou de l'action à outrance mettait toute sa confiance. Sorti de Gênes sur deux navires avec ses deux plus célèbres lieutenants, Bixio et Turr, il avait passé à travers les croisières anglaises et françaises. Le 16 mai, il était devant Palerme défendu par le général Lanza, au service du roi de Naples.

Situé au fond d'un golfe à l'embouchure de la petite rivière d'Arcto, Palerme se compose, au sud, de la ville nouvelle presque ouverte, mais défendue encore par les hauteurs de Montréal, et, au nord, de la vieille ville entourée d'une enceinte bastionnée en assez mauvais état. Deux rues, qui la coupent transversalement presque tout entière, la divisent en quatre parties à peu près égales. Dès le 22, des feux allumés sur les hauteurs avaient annoncé aux Palermitains la présence de Garibaldi. Après avoir pris le titre de dictateur de la Sicile et saisi, au nom de Victor-Emmanuel, le commandement de toutes les bandes insurrectionnelles qu'il avait sous la main, il menaçait déjà la ville avec 10 000 hommes. Le 25 et le 26, deux des lieutenants de Garibaldi firent mine d'attaquer Palerme, puis ils cédèrent le terrain et attirèrent, en se faisant battre, plusieurs corps des troupes napolitaines. Mais bientôt Garibaldi arriva lui-même. En voyant les volontaires, les Palermitains, au bruit du tocsin sonné dans toutes les églises, sortirent de leurs maisons. Ils assaillirent les soldats par derrière, ou les attendirent de leurs fenêtres et de leurs toits, pour les accabler de projectiles. Attaqués de tous côtés, ceux-ci lâchèrent pied. A six heures du soir, Garibaldi poussant les siens et favorisé par l'insurrection, était à l'hôtel de ville : il faisait élever des barricades,

pour attaquer le reste de Palerme. Toutes les bandes insurrectionnelles de la campagne arrivèrent alors en masse, se répandirent dans les maisons, et, avec les Palermitains, firent feu de tous côtés sur la troupe. Devant cette insurrection victorieuse, le général Lanza n'avait plus que des soldats affamés. Aux termes de la capitulation signée le 26 juin, les troupes napolitaines quittèrent la ville avec armes, bagages, munitions et approvisionnements. Le fort de Castellamare fut mis entre les mains des Anglais jusqu'à l'entière évacuation. Garibaldi, après la plus audacieuse des entreprises, resta, au bout de trois semaines, maître de la capitale et de la moitié de la Sicile ; il était libre d'organiser maintenant avec un point d'appui de formidables moyens pour achever la victoire dans l'île, et peut-être sur la terre ferme.

Ces événements mettaient le gouvernement de Victor-Emmanuel II dans une position critique. Des volontaires de tout âge et de toute classe se levaient dans l'Italie pour prêter main forte à l'insurrection. D'autre part, le roi François II, pour se sauver de ce péril qu'il aurait dû depuis longtemps prévoir, formait un nouveau ministère, remettait en vigueur la constitution de 1848, et en appelait à la loyauté du ministre italien, de Cavour. La cour de Turin hésitait. Garibaldi précipita encore les événements. En qualité de dictateur en Sicile, il réunit 18 000 hommes, traversa les montagnes et apparut bientôt en vue de Messine. Le roi de Naples lui-même ordonna au général qui commandait la ville de l'évacuer, sauf la citadelle. La révolution allait-elle passer le détroit ? La cour de Turin n'était pas sans inquiétude ; elle craignait une agression de l'Autriche, et peut-être d'autres puissances. Le gouvernement français se tenait sur la réserve. L'Angleterre seule favorisait le mouvement. Victor-Emmanuel essaya par une lettre d'arrêter Garibaldi. Mais toute l'Italie se levait en sa faveur. Le dictateur assurait d'ailleurs qu'il travaillait pour le roi et pour l'Italie. Le 19 août, Garibaldi, maître de Messine, passa le détroit et s'empara de Reggio le 21. Sa présence suffit. Le gouvernement de

François II tomba comme de lui-même. La révolution était dans la Capitanate et la Terre de Labour. Le roi était en désaccord avec son ministère. Les officiers de la flotte refusaient d'obéir. Les généraux de l'armée de terre déclaraient la défense de Naples impossible. Le 6 septembre, François II quitta la ville de Naples. Le lendemain 7, Garibaldi, accompagné seulement de quelques volontaires, y fit son entrée triomphale. Tout avait été préparé à l'avance par le maire de la capitale. La garde nationale maintenait l'ordre, tandis que les dernières troupes du roi partaient. Les riches Napolitains coururent au devant du vainqueur, les Napolitaines, parées comme pour un jour de fête, apparurent aux balcons; les lazzaroni remplirent les rues avec des cocardes et des rameaux verts. Le dictateur traversa presque seul la ville frémissante, avec son costume ordinaire, le manteau et la chemise rouge. Le soir, au milieu d'une illumination splendide, le peuple des lazzaroni se répandit dans la ville avec des torches. Il poussait des cris de joie, il formait des danses sur les places publiques, et il répétait le mot de Garibaldi; *vive l'Italie une!* qu'il accompagnait d'une vive pantomime en levant l'index de la main droite à la hauteur du front.

Cette démonstration était une menace contre le gouvernement romain, dont la position était maintenant singulièrement critique. Le pape sentait l'Ombrie et les Marches remuer sous sa main; il pouvait être submergé par les volontaires qui se dirigeaient maintenant du nord sur Rome et par les bandes de Garibaldi, maître du Midi. La ville de Rome seule, gardée par les troupes françaises, pouvait espérer être protégée par la puissance morale et matérielle de la France. Pour la campagne, il était difficile au général du pape, Lamoricière, de tenir tête, avec une armée à peine organisée, aux volontaires du Nord et du Midi qui accouraient. Fallait-il que le gouvernement piémontais laissât les forces insurrectionnelles conquérir encore le centre de la Péninsule, et peut-être, dans leur élan, attaquer Rome et brouiller l'Italie avec la France. De Cavour, impuissant

à arrêter le mouvement, sentait que le moment de l'action était arrivé ; déjà un corps de 20 000 hommes, sous le commandement du général Cialdini, avait été, sur son ordre, concentré vers Bologne et les bords de la Cattolica, limites des deux territoires. Avant de prendre une résolution, de Cavour fit cependant consulter l'empereur Napoléon, qui était alors à Chambéry, pour visiter la nouvelle province annexée à la France. Il fit valoir la nécessité de sauver la péninsule d'une révolution qui ne saurait plus s'arrêter. Déjà en effet Garibaldi, qui poursuivait l'armée napolitaine, pouvait marcher sur Rome. Il n'était plus question pour lui d'annexer au Piémont Naples et la Sicile, mais de proclamer l'unité de l'Italie au sommet du Quirinal. Laissé libre d'agir, sauf contre la ville de Rome et son territoire, M. de Cavour somma le pape de dissoudre l'armée d'étrangers qu'il avait à son service, et, sur son refus, donna l'ordre aux généraux Cialdini et Fanti d'envahir le territoire pontifical, pour y rétablir l'ordre, assurer aux populations la manifestation libre de leurs sentiments, et arracher la révolution nationale aux dangers de l'anarchie.

Le général des troupes pontificales, M. de Lamoricière, était à cheval sur les Apennins, à Foligno. Menacé sur les deux revers des montagnes par Fanti et Cialdini, il essaya de se replier sur Ancône, fut coupé en partie et, le 18 septembre, au matin, forcé d'accepter le combat à Castel-Fidardo avec 8000 hommes fatigués. Il prit d'habiles dispositions, mais secondé par des troupes rassemblées au hasard et peu aguerries, après avoir vu tomber les plus braves, il se déroba pour arriver à Ancône, qui capitula après son départ. Menant de front la politique et la guerre, de Cavour, le 2 octobre, dans une solennelle séance du parlement, demanda par une loi de confier au gouvernement le pouvoir d'annexer au nouveau royaume italien les provinces de l'Italie centrale et méridionale, dans lesquelles se manifesterait librement, par le suffrage universel, la volonté de la population de faire partie intégrale de la monarchie. Il déclarait que le gouvernement italien ne voulait point actuellement recommencer la guerre avec l'Autriche pour lui dis-

puter Venise, et qu'il respecterait Rome parce qu'il y avait là une question qui ne pouvait être réglée par l'épée. Il avouait ouvertement la révolution pour en recueillir les bénéfices; mais aussi il arrêtait le mouvement qui menaçait de troubler maintenant la paix générale. « Nous voulons, disait le ministre, que la ville éternelle devienne la capitale de l'Italie. A quelles conditions, quand et comment? c'est ce qu'il est peut être encore difficile de dire; mais nous avons la confiance que le temps résoudra la question en montrant que la liberté est favorable à la religion. Pour la Vénétie, le gouvernement cède à l'Europe, qui ne veut pas que le Piémont fasse la guerre à l'Autriche. L'Europe nous croit impuissants à délivrer Venise par nos seules forces. Montrons-nous unis, l'Europe changera d'opinion. Là est encore pour nous la solution. »

Après ces paroles, il était temps d'agir. Déjà quelques exaltés à Naples et à Palerme voulaient convoquer des parlements pour débattre les conditions de leur annexion. Garibaldi, peu fait pour les embarras du gouvernement, attaquait François II qu'il poursuivait près de Caserte, et qui était sauvé seulement par l'arrivée de quelques bersaglieri piémontais débarqués à Naples. Le 9 octobre, le roi Victor-Emmanuel II partit d'Ancône, tandis que les populations étaient appelées à voter sur leur sort. Naples donna 109 000 *oui*, 3000 abstentions, 300 *non*. En tout, le royaume des Deux-Siciles compta 1 310 266 votes affirmatifs, 10 012 négatifs, 100 000 abstentions. Le roi Victor-Emmanuel II s'avança à petites journées, tandis que l'ex-roi François II, menacé d'être pris entre deux feux, ramena les débris de ses troupes à Gaëte.

L'entrevue du roi Victor-Emmanuel et de Garibaldi eut lieu le 26. Ce fut à quelque distance de Teano. L'avant-garde piémontaise avec le général Cialdini était partie de cette ville, se dirigeant sur le Vulturne. Les premiers bataillons de Garibaldi étaient partis eux-mêmes, la veille, de Caïazza; ils avaient passé le fleuve. La brigade piémontaise de Como et la brigade garibaldienne Bixio se rencontrèrent à mi-chemin et poussèrent des hurrahs! Quand

Garibaldi arriva, marchant au-devant du roi, la brigade piémontaise s'ouvrit et présenta les armes. Le général Cialdini et le général Garibaldi se jetèrent dans les bras l'un de l'autre. Après quelques mots, Garibaldi remonta à cheval et marcha au-devant du roi. Victor-Emmanuel arriva peu après à cheval, à la tête de sa division. Reconnaissant Garibaldi au milieu des chemises rouges, il donna un coup d'éperon à son cheval, et marcha à sa rencontre. Garibaldi courut de son côté. A dix pas de distance les officiers du roi et ceux de Garibaldi s'écrièrent : « Vive Victor-Emmanuel ! » « roi d'Italie ! » ajouta à haute voix le dictateur. Victor-Emmanuel porta la main à son képi ; il tendit ensuite la main à Garibaldi, et, d'une voix aussi émue que la sienne, répondit : « Merci ! » au milieu de cris frénétiques.

Le 7 novembre, le roi Victor-Emmanuel fit son entrée à Naples en voiture, ayant à ses côtés le général Garibaldi. Il traversa les rues de Naples, accompagné et suivi des troupes piémontaises, au milieu de formidables cris qui acclamèrent le libérateur aussi bien que le roi. Un *Te Deum* fut chanté dans la cathédrale. Arrivé au palais, le roi accepta le plébiscite des Deux-Siciles qui lui fut présenté par Garibaldi, et, quelques jours après, celui de l'Ombrie et des Marches, qui avait été également voté sous la direction du marquis de Pepoli, et qui achevait de lui constituer un royaume de vingt-deux millions de sujets.

Les deux seules villes qui résistaient encore dans le royaume de Naples, la forteresse de Gaëte et la forteresse de Messine, tombèrent au commencement de l'année suivante, 1861 ; et l'ex-roi François II, dépossédé, demanda asile à Rome, au pape Pie IX, comme s'il ne désespérait pas de sa fortune, en trouvant sur le sol italien un territoire qui ne fût pas encore aux Piémontais. Un parlement nouveau, composé des députés des anciennes et des nouvelles provinces, par l'application du *statut* piémontais, à Naples et à Palerme, consacra ces derniers événements. M. de Cavour avait déjà complété le sénat, en y faisant entrer les plus illustres représentants de l'Italie méridionale et de la Sicile. Pour la première fois on voyait confondus

dans la même assemblée Piémontais, Lombards, Toscans, Ombriens, Napolitains et Siciliens. M. de Cavour tenta de les réunir sur le terrain italien et monarchique dans un premier sentiment commun : « Les merveilleux événements des deux dernières années, » dit l'éminent ministre, en présentant son projet, « ont, par suite de succès inespérés, réuni en un seul État presque tous les membres épars de la nation. Le royaume d'Italie est aujourd'hui un fait ; ce fait, nous devons l'affirmer devant l'Europe. C'est une noble nation qui, tombée par la faute de la fortune et par ses propres fautes dans un état d'abaissement, foulée aux pieds et flagellée pendant trois siècles par des tyrannies étrangères et indigènes, se relève enfin en invoquant son droit, se renouvelle à travers une lutte magnifique qui dure depuis douze ans et s'affirme en face du monde ! Constante dans les longs jours de ses épreuves, prudente dans des jours de prospérité inespérés, elle accomplit en ce moment l'œuvre de sa constitution ; elle se fait une par son gouvernement et ses institutions, comme l'ont déjà faite une son origine, sa langue, sa religion, le souvenir des martyres soufferts et l'espérance d'une entière délivrance. Interprètes du sentiment national, vous avez déjà, au jour solennel de l'ouverture du parlement, salué Victor-Emmanuel du nouveau titre que l'Italie, de Turin à Palerme, lui a décerné dans son affectueuse reconnaissance. Maintenant il est nécessaire de convertir en loi de l'État ce cri de l'enthousiasme. »

Le parlement vota à l'unanimité, en accompagnant son vote de ces mots : « Sire, à l'anniversaire de votre naissance, les suffrages de tout un peuple placent sur votre tête bénie par la Providence la couronne de l'Italie. C'est la digne récompense du courage de vos aïeux, des sacrifices de votre père et de la foi que vous seul, entre tous les anciens souverains de l'Italie, avez eue en la cause de la liberté et du droit populaire. »

LIVRE XIX.

ROME CAPITALE DU ROYAUME D'ITALIE.

La question romaine; affaire d'Aspromonte. — Convention de septembre, la translation de la capitale à Florence (1866). — Alliance de l'Italie et de la Prusse; défaites de Custozza et de Lissa; annexion de la Vénétie. — L'Église libre dans l'État libre; affaire de Mentana. — Le concile universel et l'infaillibilité. — Guerre de 1870, Victor-Emmanuel entre dans Rome, capitale du royaume italien. — État présent, 1875.

Le royaume d'Italie et la question romaine (1862-1866).

Il ne suffit point de proclamer ou de décréter un royaume, il faut encore l'organiser, le défendre. Pour assurer la défense de l'Italie, la possession de Venise, de la Vénétie était peut-être nécessaire? Mais comment songer encore à cet agrandissement devant une puissance qu'on ne pouvait pas attaquer seul. On ne devait donc songer qu'à l'organisation. Mais la solide organisation d'un royaume exige d'abord le choix d'une bonne capitale. Les hommes politiques redoutaient cette question. Ils l'eussent volontiers ajournée et ils sentaient l'impossibilité de l'écarter, par une fin de non-recevoir. Elle se posait tous les jours, dans les journaux, dans les brochures, en Italie, en Europe même; elle en soulevait une bien plus redoutable encore en tournant les yeux de tous vers Rome, capitale de la catholicité, occupée par l'armée française. Il se rencontrait,

il est vrai, quelques écrivains qui tentaient d'écarter Rome du concours et rappelaient les mérites de la modeste et pratique ville de Turin, de la brillante et riche Milan, et de la littéraire Florence. M. Massimo d'Azéglio, entre autres, avec un patriotique courage, conjurait le peuple italien de ne pas se jeter dans d'insurmontables difficultés pour poursuivre peut-être une illusion décevante. Il voulait faire de la capitale des lettres italiennes, de Florence, la capitale de l'Italie. Mais les grandes villes italiennes ne s'excluaient l'une l'autre que pour céder à Rome. La ville séculaire pesait d'ailleurs de tout son poids sur les imaginations des Italiens, qui pensaient que la vieille capitale du monde ancien et la capitale de la première religion du monde n'était pas de trop pour représenter une nation affranchie à laquelle seule peut-être elle pouvait assurer la puissance et l'unité.

C'était sur ce terrain délicat que les exaltés et les partisans de Garibaldi attendaient de Cavour. L'habile ministre reporta l'attention sur la nécessité de former d'abord l'armée italienne et de constituer les finances du royaume. Quant à la question de la capitale, il sut éviter le danger dans une première discussion. Selon son opinion, la possession de Rome comme capitale était pour tous ses compatriotesune vérité sentie d'instinct, mais il connaissait les difficultés religieuses et européennes qui s'y opposaient. « L'Italie », disait-il, « a beaucoup à faire encore pour s'organiser, pour résoudre les problèmes de sa formation intérieure et pour renverser les obstacles séculaires élevés dans son sein contre le bon ordre politique. Elle ne peut y arriver que grâce à une union, une concorde, que la question de Rome, tant qu'elle ne sera pas résolue, empêchera de se réaliser. Des hommes de valeur, de bonne foi, peuvent porter leurs préférences sur telle ou telle autre ville; mais il est un fait incontestable, c'est que, si Rome était une fois notre capitale, toute dissension sur ce point deviendrait impossible. Le fait seul entraînerait un accord absolu et universel. » Mais, à la différence des exaltés, M. de Cavour ne voulait point toucher à cette question par

l'épée. Il comprenait qu'il ne pouvait aller à Rome, ni malgré la France, ni malgré la catholicité. Son intention était de proclamer Rome pour capitale de l'Italie, en assurant l'indépendance du pape, ainsi que la liberté de l'Église catholique, et d'achever, de concert avec la France, l'unité de l'Italie. Il croyait que la réconciliation de la nation italienne et de l'Église par l'indépendance et la liberté de l'une et de l'autre, n'était point une utopie, et, quelque difficile qu'elle parût encore à réaliser, il amena le parlement à voter avec lui, mais en principe seulement, Rome capitale, 27 mars 1861. Une fête solennelle, célébrée le 2 juin pour la renaissance de l'Italie, détourna un instant de cette grande difficulté. Mais un déplorable deuil suivit de près cette première fête du royaume italien. Le même jour, le comte de Cavour épuisé par ses glorieuses fatigues, tomba, frappé d'un mal qui l'emporta avec une effrayante rapidité, le 6 juin. C'était à cet illustre homme d'Etat qu'on devait l'intelligent et audacieux projet de mettre la dynastie et les forces du Piémont au service de la pensée la plus noble et la plus nationale de l'Italie ; c'était lui qui avait enrôlé sous la discipline de la monarchie les instincts et les passions les plus populaires de la Péninsule. Cette perte devait se faire longtemps sentir.

Le baron Ricasoli recueillit d'abord l'héritage de M. de Cavour. C'était un gentilhomme florentin dévoué depuis longtemps à l'unité italienne, connu pour la fière décision et la ténacité de son caractère. Napoléon III adoucit la douleur des Italiens et prêta un appui efficace au ministère nouveau en reconnaissant tel qu'il s'était récemment constitué le royaume italien. C'était dans des circonstances aussi délicates un heureux et utile concours apporté au nouvel État. Le gouvernement français avait cependant nettement séparé la question romaine de la question italienne et déclaré qu'il continuerait à occuper Rome tant que des garanties suffisantes ne couvriraient point les intérêts qui l'y avaient amené.

La question romaine fut en effet dès lors la principale difficulté du royaume italien et des ministres qui se succé-

dèrent au gouvernement. Les derniers événements avaient condamné le nouveau royaume italien à débuter par un déficit assez considérable. Pour tenter de le combler, M. Bastoggi, ministre des finances, contracta un premier emprunt qui réussit. Un réseau de chemin de fer, qui devait relier et unifier toutes les parties de la péninsule, fut voté et les fonds étrangers s'engagèrent avec confiance dans ces entreprises. Mais le pape à Rome, déjà avant la mort de M. de Cavour, avait, selon sa propre expression, « refusé la main que lui tendaient l'Italie et la civilisation moderne. » La fin prématurée de cet homme d'État encourageait maintenant toutes les résistances. La réaction relevait la tête dans le royaume de Naples et, soutenue par la connivence de la cour de Rome, elle protestait par le brigandage, plaie endémique de ces contrées. Dans les campagnes, les villages fidèles étaient pillés, les maisons des libéraux brûlées. Jusqu'aux environs de Naples, des convois de chemin de fer étaient arrêtés, des rails enlevés, des télégraphes coupés. Des membres de la noblesse et même du haut clergé napolitain étaient les complices de ces actes sauvages. M. Ricasoli dut envoyer le général Lamarmora pour contenir Naples, et expédier le général Cialdini avec des forces suffisantes pour purger la Pouille, la Basilicate et les Abruzzes de cette insurrection à laquelle l'arrivée d'un officier espagnol du nom de Borgès faillit donner un instant un caractère politique plus sérieux.

Ces résistances exaspéraient le parti de l'action qui prétendait les étouffer en marchant sur Rome ; et un *comité* dit de *prévoyance*, dirigé de Caprera par Garibaldi, entretenait à ce sujet l'agitation. M. Ricasoli, en évitant l'emploi de tout moyen violent, crut au moins devoir faire une tentative diplomatique plus énergique et renouer les négociations qui avaient été interrompues par la mort de M. de Cavour. Il pensait pouvoir profiter des démêlés qui éclataient alors à Rome entre M. de Goyon, commandant des troupes françaises, et M. de Mérode, ministre des armes pontificales. Malheureusement le caractère fier et l'esprit entier de M. Ricasoli ne se prêtaient pas aux habiles tem-

péraments de M. de Cavour. On remarqua le ton au moins péremptoire avec lequel, dans la circulaire du 3 janvier, comme dans ses discours, il affirma le droit de l'Italie sur Rome et sur Venise. Dans le projet d'arrangement dont il saisit le gouvernement français, à la fin d'août 1861, en l'invitant à le proposer à la cour de Rome, on surprit le même caractère. La base de ce projet était la séparation complète de l'Église et de l'État : l'Église libre dans l'État libre, comme s'était exprimé de Cavour. Mais, en redemandant Rome comme capitale au nom de la logique politique et des nécessités de l'unité italienne, Ricasoli ne semblait tenir aucun compte des intérêts, des opinions ou des préjugés des autres nations engagées dans l'affaire. En s'adressant à l'Église, au nom de la raison humaine et de la civilisation moderne, il prenait un ton de docteur ou de juge qui gâtait les meilleurs arguments. La politique est le grand art des nuances. Thouvenel, ministre des affaires étrangères de France, ne crut point devoir prendre cette proposition sous son patronage, et le pape en plein consistoire y répondit par une des plus violentes allocutions qu'il eût encore prononcées contre la révolution italienne.

C'était un échec pour M. Ricasoli et qu'il sentit vivement. Il n'avait pas encore pu compléter son ministère au commencement de l'année 1862. On lui reprochait de préférer l'alliance toute morale de l'Angleterre à l'efficace alliance de la France; un autre homme d'Etat, M. Ratazzi, eût été vu avec plus de plaisir. L'impatience agitait encore les *sociétés nationales* dont l'action avait déjà plusieurs fois précipité le mouvement italien et que M. Ricasoli avait jusque-là calmées par son influence morale. Une réunion du *comité* national *de Prévoyance*, organe de l'*Union démocratique*, était annoncée avec la présence de Garibaldi, à Gênes, pour le 9 mars. Interpellé à ce sujet, 25 février, M. Ricasoli, qui condamnait cependant ces démonstrations anti-pontificales, ne prétendait pas empêcher la réunion du 9 mars. Peut-être n'était-il plus l'homme de la situation. Il céda la place, après un vote de défiance, le 3 mars 1862, à M. Ra-

tazzi. Ce nouveau ministre comptait plus sur l'appui de la France que sur celui de l'Angleterre, se confiait plus dans l'emploi des moyens dilatoires que dans l'usage de moyens comminatoires pour la solution de la question romaine; et il était décidé à ne point se dessaisir de la conduite et de la direction des affaires en faveur des exaltés qui n'étaient pas bien vus par le gouvernement français. Le programme qu'il développa le 8 mars et qu'il annonça aux puissances étrangères le 17, tandis que Garibaldi tenait réunion populaire à Gênes, n'était pas sensiblement différent de celui de Ricasoli, au sujet de Venise et de Rome particulièrement. Il n'abandonnait pas le mandat que le roi avait reçu de l'Italie, disait-il, sur ces deux villes. Mais il voulait la paix à l'extérieur et la conciliation au dedans; tout dépendait de sa conduite.

Une visite du roi Victor-Emmanuel II, à Naples où vint le prince Napoléon (Jérôme), son gendre, connu pour ses sympathies italiennes, un contrat passé avec une compagnie française pour l'exécution des chemins de fer, la fusion de l'ancienne armée du Sud dans l'armée régulière, quelques réformes utiles, permirent au ministère nouveau de s'asseoir. Le parti de l'action fut un instant contenu; la goutte arrêta l'agitation que Garibaldi avait voulu provoquer. Mais la question romaine était pour Ratazzi comme pour les autres la première préoccupation. Le gouvernement français lui-même, sans croire que l'acquisition de Rome comme capitale fût nécessaire à l'Italie, pensait qu'il était temps de faire quelque chose pour mettre fin à l'antagonisme de deux causes que ses traditions religieuses et politiques recommandaient à titre égal à ses sympathies; il voulait mettre fin à un *statu quo* aussi nuisible à l'une qu'à l'autre et ouvrir la voie à un arrangement. Dès le commencement de l'année, l'ambassadeur français près la cour de Rome, M. de la Valette, avait été chargé de demander au gouvernement pontifical s'il entendait toujours apporter au règlement de ses rapports avec le régime nouveau établi dans la péninsule la même inflexibilité, ou si l'expérience ne lui commandait point de se résigner, sans re-

noncer à ses droits, à des transactions de fait qui ramèneraient le calme dans le sein du monde catholique et réconcilieraient la papauté avec l'Italie. L'empereur Napoléon III lui-même, le 20 mai, indiquait la combinaison à l'aide de laquelle on pouvait arriver à ce double but et pressait son ministre des affaires étrangères de la faire réussir. Il voulait maintenir le pape chez lui et abaisser les barrières qui séparaient encore ses États du reste de l'Italie: Il pensait y parvenir en obtenant, d'une part, du gouvernement italien l'engagement de reconnaître les États de l'Église et la délimitation convenue; d'autre part, du gouvernement romain, la consécration des priviléges des municipalités et des provinces qui lui restaient, de manière à ce qu'elles s'administrassent elles-mêmes et que le pouvoir du pape, planant dans une sphère élevée, se dégageât des soucis et de la responsabilité du gouvernement temporel.

Le moment était solennel pour la cour de Rome. Elle avait pris ses mesures. Pour résister à cette sorte de sommation, deux cent soixante-quatre archevêques ou évêques de la catholicité, convoqués à l'occasion de la canonisation d'un certain nombre de martyrs japonais, se trouvèrent à point réunis à Rome au mois de juin pour se prononcer sur la question en litige. Cette réunion n'avait peut-être pas l'autorité d'un concile, mais elle pouvait donner un avis sur le problème qui troublait les consciences et agitait les sphères politiques. Elle se devait de le donner avec modération. Le saint-père lui-même dans une occasion solennelle avait dit que le pouvoir temporel n'était ni un dogme ni un article de foi. Un certain nombre de théologiens itaiens de beaucoup de science et de foi, le P. Passaglia entre autres, soutenaient que le pape lui-même, pour se conformer aux nécessités sociales qui changent avec le temps, devait appeler de tous ses vœux la séparation du temporel et du spirituel, du sceptre royal et des clefs de saint Pierre, de la tiare sacerdotale et du sceptre monarchique. Les évêques réunis, dans une adresse qu'ils rédigèrent pour le pontife, déclarèrent qu'ils reconnaissaient la souveraineté temporelle du saint-siége comme une constitu-

tion nécessaire et manifestement établie par la puissance divine, et, sans craindre de mettre l'organisation du monde catholique en contradiction avec les aspirations les plus ardentes du peuple italien et les principes qui tendent à passer dans la pratique de la politique moderne, ils adjurèrent les rois et les puissances du siècle d'apprendre et de comprendre que la cause du pouvoir temporel était celle de tous les souverains et de tous les peuples. Le pape y puisa naturellement les motifs du refus absolu et inflexible qu'il opposa encore cette fois aux propositions du gouvernement français.

L'empereur Napoléon consola l'Italie de cet échec en obtenant par son influence personnelle des cours de Prusse et de Russie la reconnaissance du roi Victor-Emmanuel II et du nouveau royaume péninsulaire. En somme la situation du nouveau royaume était assez favorable; l'empereur des Français rappelait de Rome une partie du corps d'occupation, et semblait ainsi faire prévoir des mesures plus décisives, lorsque la plus regrettable imprudence du chef du parti de l'action en Italie vint tout gâter. Pour réprimer le brigandage napolitain, Ratazzi avait d'abord voulu rassembler quelques volontaires; puis, voyant que ceux-ci visaient peut-être ailleurs, il les avait dissous, non sans quelque résistance. Garibaldi, en juin, apparut tout à coup en Sicile et débuta par un manifeste offensant contre la personne et le gouvernement du souverain qui se donnait alors encore tant de soucis pour rendre service à l'Italie; puis il donna rendez-vous dans un autre manifeste à ses anciens compagnons de Marsala sur les bords du Vulturne. A la faveur des souvenirs qu'il avait laissés en Sicile en 1860, il réunit un corps de volontaires, entra à Catane et de là passa sur le continent avec trois mille hommes dans l'espoir de profiter du mécontentement répandu par les refus du saint-siége pour entraîner la population contre Rome. Mais ici l'ancien libérateur de la Sicile et de Naples, qui avait renversé si facilement deux années auparavant un gouvernement déjà mort, échoua contre le gouvernement de Victor-Emmanuel en train de se consolider. Ratazzi empêcha les

rassemblements de volontaires dans la haute Italie. Le roi déclara que « tout cri qui n'était point le sien était un acte de rébellion ». Le parlement approuva. Garibaldi débarqua en Calabre, vit devant lui se fermer les portes de Reggio et, personne n'accourant au-devant de lui, se jeta dans le massif de montagnes d'Aspromonte; mais le général Cialdini, à la tête de quelques bataillons de bersaglieri, l'y poursuivit, décidé à en finir, et l'y atteignit bientôt. Des deux côtés on avait commandé de ne point faire feu. Par suite de malentendus, quelques coups partirent. Garibaldi fut atteint lui-même au pied droit et fait prisonnier (29 août).

Le gouvernement piémontais avait su maîtriser cette regrettable échauffourée. Néanmoins l'émotion de l'Europe avait été fort grande. Le gouvernement français avait renvoyé des troupes à Rome et cru devoir rassurer le saint-père contre tout événement. Vainement, le ministre italien qui amnistiait Garibaldi essayait dans une note du général Durando au gouvernement français de se prévaloir de la promptitude avec laquelle il avait réprimé le mouvement, pour demander et d'une manière assez péremptoire la cessation de l'occupation française à Rome. L'empereur Napoléon rappela par l'organe d'un nouveau ministre, M. Drouyn de Lhuys, au gouvernement de Turin, que celui-ci, en réclamant la remise de Rome et la dépossession du saint-père, s'était placé sur un terrain où les traditions et les intérêts de la France lui interdisaient de le suivre, au lieu de rester sur celui de la conciliation que le gouvernement avait toujours voulu réaliser avant de quitter la ville de Rome. Cette réponse frappa du même coup le ministre Ratazzi qui était en même temps menacé par le parti de l'action. Il fut remplacé à la fin de l'année, décembre, par un ministère dit d'affaires, à la tête duquel se trouva M. Peruzzi.

L'organisation du royaume d'Italie fut en effet la principale occupation de ce ministère, et la question romaine parut suspendue à peu près pendant deux années. Cette organisation n'était point aisée. Il fallait faire rentrer sous la

même législation et dans une administration uniforme les différentes parties de la péninsule. La Lombardie, la Toscane s'y prêtaient assez volontiers. Il n'en était pas de même des États de l'Église, et surtout de Naples et de la Sicile qui, en voyant arriver les administrateurs et les réglements du Nord réclamaient contre le *Piémontésisme*, et protestaient par le brigandage. Il fallait de l'argent pour combler un déficit de 300 millions de francs, et on l'essaya par un emprunt de 700 millions. Les rapports du nouveau gouvernement avec l'Église, dont les résistances étaient naturellement soutenues par Rome, étaient difficiles. Les évêques et les administrateurs d'évêchés réclamaient contre un *placet-décret* royal, au sujet du droit *d'exequatur*. Le gouvernement entrait en lutte directe avec plusieurs prélats et préparait une loi pour émanciper le bas clergé. A l'occasion de la fête de la Constitution (7 juin), malgré les défenses du pontife, le bas clergé, dans une partie des villes du royaume, chantait le *Te Deum*. La cour de Rome ne faisait rien, pendant ce temps, malgré quelques promesses, pour améliorer l'administration des Etats qui lui restaient. Elle donnait encore de regrettables preuves que les principes de son gouvernement s'accordaient peu avec les principes de liberté et de tolérance de la civilisation moderne. Aussi, à la fin de l'année 1863, Garibaldi, guéri, et retourné librement à Caprera, profitait-il des conflits du nord de l'Europe entre le royaume de Prusse et l'Autriche, au sujet du Danemark, pour ramener les imaginations sur Venise et sur Rome.

Le gouvernement français, en présence lui-même de ces événements, crut prudent sans doute de faire quelque chose en 1864 pour ménager les esprits; et il ramena sur le tapis diplomatique la question romaine qui était surtout au fond du malaise italien. Une dépêche du gouvernement français, datée de juin 1864, rouvrit les pourparlêrs, en offrant de fixer la date de l'évacuation de Rome par les troupes françaises, si l'Italie lui donnait des garanties suffisantes pour la sécurité du saint-siége dans le territoire qui lui restait. A cet effet, le gouvernement français et le gou-

vernement de Turin signèrent, le 15 septembre 1864, une convention destinée à faire faire un pas nouveau à la solution de ce redoutable problème dont dépendaient les destinées de l'Italie. En vertu de cette convention, le gouvernement italien se décidait à transporter sa capitale de Turin à Florence, et s'engageait à respecter et à faire respecter le territoire du saint-siége tel qu'il était actuellement constitué. Le gouvernement français, de son côté, promettait d'évacuer Rome dans un délai de deux années après avoir permis au saint-père de recruter librement soit parmi les Romains, soit parmi les catholiques étrangers, une force armée suffisante pour maintenir son autorité souveraine.

C'était une expérience de conciliation que l'on tentait. Le nouveau royaume ne pouvait-il point avoir soit à titre provisoire, soit à titre définitif, une autre capitale que Rome, puisque Turin ne lui convenait plus? Le maintien du gouvernement temporel du saint-siége, mis à même de se constituer comme il l'entendrait, était-il encore possible? Si l'expérience réussissait, le problème était résolu. Si elle ne réussissait pas, les deux parties trouveraient, dans cette impossibilité dûment constatée, des raisons nouvelles et des moyens plus sûrs de réconcilier la cour de Rome avec l'Italie, la religion avec la liberté, et la tradition du saint-siége avec les principes qui président à l'organisation des sociétés modernes? Tels étaient les nouveaux problèmes que la convention du 15 septembre 1864 laissait à résoudre. Le drapeau qui avait été livré à tous les périls des champs de bataille de Magenta et de Solferino flottait maintenant encore sur le Vatican pour le protéger. Envelopperait-il dans ses plis glorieux l'indépendance de l'Église et celle de l'Italie, la réconciliation de la religion et de la liberté?

La convention du 15 septembre ne s'exécuta pas sans quelque difficulté. L'émotion fut grande dans la ville de Turin quand elle se vit à la veille d'être dépossédée de son titre et de son rôle de capitale. Il y eut un mouvement du 20 au 22 septembre. Le ministère le réprima sans ménagement. Le roi, mécontent, chargea le général Lamar-

mera de former un nouveau ministère pour appliquer la convention du 15 septembre, et transporter le gouvernement à Florence. Il s'agissait de savoir si le choix d'une nouvelle capitale était définitif ou seulement provisoire. Il y eut échange de communications à ce sujet entre la France et l'Italie. Le gouvernement italien n'entendait pas renoncer à l'espoir d'aller à Rome, la capitale future du royaume. Le gouvernement français n'admettait pas que, même après le départ de ses troupes, le pouvoir pontifical pût être renversé par des corps francs. Les deux parties convinrent, si le gouvernement temporel tombait, même devant une émeute des Romains, de conserver à chacune leur liberté d'action.

Le 24 novembre, le parlement, encore à Turin, fut saisi d'un projet de loi tendant à transporter la capitale de l'Italie à Florence. Mais en même temps le ministre des finances, Sella, annonça au parlement que l'État, obéré par les dettes contractées pour l'indépendance de l'Italie, était sur la pente de la banqueroute si l'on ne venait à son secours par des moyens énergiques; et, en même temps qu'il proposa de nouveaux impôts pour l'avenir, il demanda le versement à l'avance des quatre cinquièmes de l'impôt foncier de l'année suivante. Les quatre cinquièmes furent versés; le parlement vota, à Turin, la translation de la capitale. Rien n'avait encore si bien prouvé que la nouvelle Italie était prête à tous les sacrifices, pour affirmer son unité et ne point revenir au morcellement dont elle était sortie avec tant de peine.

Le pape Pie IX, qui n'avait point été consulté au sujet de cette nouvelle évolution politique menaçante pour son pouvoir temporel, protesta contre l'exécution de la convention du 15 septembre, par une nouvelle déclaration des principes sur lesquels avait été fondée son autorité à Rome. C'est la fameuse encyclique du 22 décembre; elle combattait et condamnait, comme l'effet de l'erreur des temps, les principes modernes de liberté de conscience et d'indépendance civile, en vertu desquels, depuis trois siècles, l'idée de l'État s'est développée et pratiquée dans la plu-

part des contrées même catholiques de l'Europe. La civilisation moderne y était dénoncée comme coupable de lèse-religion. Un *Syllabus* ou resumé des erreurs de la raison qui pouvaient encourir condamnation de l'autorité catholique, sur les choses de la foi, de l'Église, et les rapports de la société civile et de la société ecclésiastique, y était joint. La papauté du dix-neuvième siècle restait inébranlablement attachée à ses doctrines antérieures, et elle considérait tous les événements qui s'accomplissaient dans le domaine de la politique et dans celui des idées comme le progrès du mal. Bien que, adressée à toutes les nations catholiques, cette encyclique visait surtout l'Italie nouvelle. Le gouvernement de Victor-Emmanuel, regardant cet acte comme une simple déclaration de principes, à laquelle la curie romaine était hors d'état de donner une valeur pratique, laissa ses évêques, en réservant les droits de l'État, promulguer l'encyclique; et, après quelques nouveaux désordres à Turin, et les démonstrations évidentes du mauvais vouloir de sa municipalité, Victor-Emmanuel, le 13 février 1865, quitta la capitale séculaire de sa maison pour se rendre à Florence, nouvelle capitale de l'Italie inachevée, où vinrent bientôt le rejoindre la chambre des députés le 28 avril, et le sénat le 14 mai. Un nouveau pas de plus était fait dans l'œuvre de l'unité italienne. Le gouvernement français, non sans difficulté et sans sacrifices de sa part, l'avait encore facilitée.

Alliance du royaume d'Italie avec le royaume de Prusse. — Défaites de Custozza et de Lissa; annexion de la Vénétie (1866).

Le gouvernement du royaume italien, installé dans sa nouvelle capitale, plus appropriée en effet à l'efficacité de son action sur le reste de la péninsule, avait à faire maintenant des choses peu brillantes, mais solides. L'opinion dominante demandait l'introduction du mariage civil, l'abolition dans tout le royaume de la peine de mort qui avait disparu depuis longtemps du code toscan, la suppression

des couvents, la sécularisation des biens ecclésiastiques. Telle était la réponse qu'on voulait faire à l'*Encyclique* et au *Syllabus*. Le rétablissement de l'ordre dans les finances était une première nécessité qui s'imposait davantage, et la suppression des couvents avec la sécularisation des biens ecclésiastiques était un moyen révolutionnaire qui, seul peut-être, pouvait aider, pensait-on, à l'obtenir.

L'introduction du mariage civil fut votée par les deux chambres, l'abolition de la peine de mort rejetée par le sénat. Sur la suppression des couvents, à l'exception d'un certain nombre regardés comme d'utilité, et sur la réorganisation des évêchés et la sécularisation d'une partie des biens d'Église, le gouvernement et le parlement, d'accord en principe, ne différaient que sur le mode d'exécution. On se fût décidé bientôt, si le pape Pie IX n'eût écrit au roi Victor-Emmanuel, de sa main, pour offrir de s'entendre avec lui sur un point qui affligeait les consciences, l'abandon d'un grand nombre de siéges épiscopaux par les évêques. Le roi, très-conciliant par nature, ne pouvait refuser, dans ce cas au moins spécial, la main qui lui était tendue pour la première fois. Il fit suspendre la délibération sur la suppression des couvents, pour entrer en négociations avec le Vatican et permit à un grand nombre d'évêques de rentrer dans leurs diocèses. L'état des finances restait le point inquiétant de la situation. On ne pouvait recourir de nouveau à l'esprit de sacrifice qu'on avait invoqué l'année précédente, et le déficit se comptait chaque année par centaines de millions. Si l'on ne créait de nouvelles ressources, et cela était difficile, il fallait diminuer sérieusement les dépenses; et cette diminution, vu le peu qu'on faisait déjà pour les travaux publics et l'instruction, ne pouvait porter que sur l'armée et la marine. Mais c'était là justement que l'opinion publique n'en voulait point souffrir. Était-ce au lendemain d'un indépendance et d'une unité si extraordinairement conquises qu'on pouvait songer à diminuer l'effectif de terre et de mer? L'Autriche ne surveillait-elle point toujours du quadrilatère la nouvelle Italie? Était-ce une indépendance vraie que de compter toujours sur l'appui de la France? et

l'Italie devait-elle renoncer à accomplir ces destinées que le roi rappelait à ses nouveaux peuples à toute occasion? Un renouvellement de la chambre des députés, à la fin de l'année, en donnant une forte majorité au parti national, une minorité imperceptible à ses ennemis, ramena plutôt encore sur le tapis la question de Venise, à défaut de celle de Rome, au moins ajournée par la France. Mais sur ce point, on ne pouvait compter que sur quelque hasard ou quelque combinaison favorable des événements en Europe. C'est justement ce qui arriva en 1866.

L'initiative politique avait passé alors en Europe de la France à l'Allemagne ou plutôt à la Prusse depuis qu'une question d'unité nationale s'était posée aussi dans ce pays, et que le roi de Prusse avait résolu de s'en emparer pour s'en faire un moyen d'influence en Allemagne, et par suite de prépondérance en Europe.

On a vu comment de Cavour, simple ministre du Piémont, avait conduit son pays, par le maintien et le bon usage des libertés intérieures, à l'unité et à l'indépendance, à la possession presque de l'Italie. Inspiré de tout autres principes, mais visant à un but semblable et autrement grand, mais plus dangereux, M. de Bismarck, ministre du roi de Prusse, avait entrepris de résoudre par le fer et par le sang, et non par des discours, les questions qui intéressaient son pays, c'est-à-dire de mettre, par la guerre, la Prusse à la tête de l'Allemagne, et de donner l'unité à celle-ci, en la soumettant à l'hégémonie de son pays. Le maintien même des libertés intérieures avait donc été mis de côté pour ne songer qu'au développement de la force militaire. M. de Bismarck en avait donné l'exemple par la prorogation ou la suspension de son parlement, afin d'avoir sous la main un trésor tout prêt et une bonne armée. Alors il avait commencé. Déjà en 1864, flattant la passion nationale d'agrandissement de l'Allemagne, il avait, avec l'Autriche, cherché une première querelle d'Allemand au roi de Danemark, et, sous prétexte de la rendre à la patrie allemande, lui avait enlevé la province de Sleswig-Holstein. Mais, à peine maîtresses de leur proie, la Prusse et l'Autriche avaient

commencé entre elles une autre querelle d'Allemand, pour la possession de la conquête. Au fond, elles se disputaient moins encore ce petit territoire que l'hégémonie de l'Allemagne en 1866.

Si un conflit s'élevait entre les deux plus grandes puissances allemandes, on comprend bien de quel côté l'Italie pouvait être appelée à pencher. Déjà en mars 1865, quand on croyait déjà à une lutte, il y avait eu des communications entre Florence et Berlin, et on avait échangé les premiers pourparlers sur l'éventualité d'une alliance, en même temps qu'on concluait un traité de commerce. Dès le commencement de l'année 1866, la situation devenait très-tendue au delà des Alpes. Laquelle de ces deux puissances ferait à son profit l'unité de l'Allemagne? Le général de Lamarmora, chef du cabinet italien, avait consenti récemment à faire quelques réductions dans l'armée et dans la flotte pour obéir aux nécessités. Mais, dès le mois de mars, M. de Bismarck faisait venir à Berlin le général italien Govone, et Lamarmora, commençant sous-main des préparatifs de guerre au lieu de désarmer, assurait le parlement de Florence qu'il surveillait les événements et qu'il se tenait prêt. Le but de M. de Bismarck, en cas de guerre contre l'Autriche, était évidemment d'obtenir du gouvernement italien une diversion contre le quadrilatère, pour y retenir une partie des forces de son adversaire. Était-il bien politique à l'Italie de faire au-dessus d'elle une grande Allemagne? C'est une question que la passion nationale ne lui permit pas de se poser : elle voulait la Vénétie.

Les deux puissances allemandes en étaient encore à échanger des notes contradictoires sur leurs armements, quand l'apparition du prince Napoléon (31 mars) en Italie fut suivie (8 avril) de la signature de l'alliance éventuelle, offensive et défensive, entre la Prusse et l'Italie. La cession de la Vénétie, en cas de succès, était le prix offert à l'Italie.

Le surlendemain 10, M. de Bismarck portait un nouveau coup à l'Autriche en proposant à la diète de Francfort une réforme de la constitution dans le sens démocratique, pour mettre de son côté l'opinion allemande et prépa-

rer, en cas de victoire, la refonte de l'Allemagne à son profit. Au commencement de mai, les armées des belligérants étaient déjà mobilisées. En Italie particulièrement, l'archiduc autrichien Albert était prêt à recevoir dans le quadrilatère l'armée italienne également mise sur pied à toute éventualité. Le gouvernement de Vienne échangeait avec celui de Turin, comme avec Berlin, des notes comminatoires. Pour éviter la guerre, Napoléon III, de concert avec l'Angleterre et la Russie, proposa une conférence où l'on résoudrait à la fois les affaires du Sleswig-Holstein, de la Vénétie et de la réforme allemande (24 mai). Mais l'Autriche croyait encore à la supériorité de son armée, et, confiante dans l'attachement des autres puissances secondaires et méridionales de l'Allemagne, elle déclina cette offre, dénonça la Prusse devant la diète le 11 février, et fit décréter en effet, par la majorité dont elle disposait, l'exécution fédérale contre cette puissance. C'était la guerre.

Le nouveau royaume d'Italie se trouvait en présence de l'Autriche au midi, comme l'Autriche en présence de la Prusse au nord. Les autres puissances, la France même, que ce double conflit intéressait, restaient neutres. On pouvait même dire que la France n'était pas défavorable à la tentative essayée contre son ancien adversaire de Solférino, puisque l'Italie faisait assurer diplomatiquement la France que « son alliance avec la Prusse était une garantie de plus de son amitié pour la France ». Tel était le second épisode des événements qui, en même temps que l'Italie, devaient changer l'équilibre de l'Europe. Il fut favorable encore au nouveau royaume en le tirant par un agrandissement de ses embarras intérieurs.

Dès le mois de mai, le général Lamormora avait décrété la levée des hommes disponibles, tenu une conférence militaire à Florence, fait voter par le parlement les fonds de guerre nécessaires et autorisé la formation de vingt bataillons de corps-francs, sous le commandement de Garibaldi et celle d'une garde nationale. On comprend quelle recrudescence l'approche de ce duel entre l'Italie levée tout entière et une partie des forces de l'Autriche, plus occupée ailleurs,

donnait au mouvement même intérieur en Italie. Le célèbre exilé, Mazzini, était nommé député. Le 9 juin, le parlement vota en principe la suppression des couvents, et un peu plus tard la séquestration provisoire des biens du clergé. L'enthousiasme de la guerre aidait à la solution révolutionnaire des questions intérieures. Le baron Ricasoli prit la présidence du ministère, et le roi partit avec le général Lamarmora pour l'armée rassemblée dans la Lombardie. Garibaldi, débarqué à Gênes, était lui-même à Côme à la tête des bataillons francs. La guerre fut déclarée le 20.

Aussitôt que le roi d'Italie eut reçu l'avis que le roi de Prusse, Guillaume, commençait les hostilités, il entra en campagne. Il devait attaquer de front le quadrilatère en passant le Mincio; Cialdini, avec un corps d'armée, tenterait de passer le cours inférieur du Pô et Garibaldi se jetterait avec les corps-francs dans le haut Adige. Une flotte rassemblée à Tarente et divisée en trois escadres devait, sous l'amiral Persano, avec un corps de débarquement, concourir contre la Vénétie à la guerre continentale. Au moment même où les armées prussiennes passaient la frontière autrichienne en Bohême, Victor-Emmanuel et Lamarmora, franchissaient le Mincio, entraient dans le quadrilatère (22 juin), et marchaient sur l'Adige. Aussitôt avec une vive résolution l'archiduc Albert quitte son camp de Vérone, et va au-devant de l'armée italienne; il la rencontre à Custozza, champ de bataille si souvent ensanglanté dans ces guerres de l'indépendance. Pour la première fois, Italiens et Autrichiens se trouvaient seuls en présence, c'était le 24 juin. La nouvelle armée italienne ne put tenir, malgré sa bravoure, devant l'armée exercée de l'Autriche; elle abandonna le quadrilatère. Cialdini renonça à opérer le passage du Pô. Garibaldi hésita. La flotte italienne, qui était arrivée à Ancône, ne savait où se porter. Heureusement pour l'Italie, l'armée prussienne, aussi supérieure à celle de l'Autriche, que l'armée autrichienne à celle d'Italie, à Sadowa, en Bohême (26 juin), remporta une formidable victoire qui répara la défaite de l'Italie à Custozza, en mettant d'un coup l'empereur François-Joseph

menacé dans Vienne, hors d'état de continuer la guerre.

L'empereur d'Autriche, François-Joseph, tenta vainement de rendre la guerre européenne en faisant cession de la Vénétie à Napoléon III, empereur des Français, dans la pensée peut-être de déterminer la France à une intervention, et l'Italie à la paix par l'espoir de cette province tant désirée. Le gouvernement français ne se chargea que d'une médiation pacifique; soit qu'il comprît que l'Italie ne ferait rien sans la Prusse et qu'il n'eût pas confiance dans les offres de celle-ci en Belgique pour le décider contre l'Autriche, soit qu'il ne fût ni prêt ni disposé à la guerre, il se contenta à peu près du rôle d'arbitre d'une paix qui devait résoudre à la fois les affaires de l'Allemagne et celles de l'Italie, peut-être cependant à son propre désavantage.

Les Italiens, relevés par la nouvelle de ces événements, continuèrent les hostilités en Vénétie durant les négociations, tandis que les Prussiens passaient en Moravie pour menacer Vienne et achevaient leurs victoires sur les États de l'Allemagne du Sud. Ils virent les Autrichiens évacuer Rovigo en faisant sauter la forteresse, occupèrent Padoue, et, avec une armée divisée en trois corps, marchèrent sur Venise, sur l'Isonzo et dans le Trentin. L'Italie aurait voulu, avec la Vénétie, obtenir le Trentin qui est dans le versant italien et peuplé d'Italiens. Aussi la flotte italienne, commandée par l'amiral Persano, était-elle également partie d'Ancône pour faire une diversion en Dalmatie, et elle bombardait les fortifications du port de Lissa. Mais l'amiral autrichien Tegethoff, avec des forces beaucoup moindres, mais mieux exercées, attaqua la flotte italienne, et lui fit éprouver une défaite complète (6 juillet). C'était la perte de tout espoir de l'acquisition du Trentin. Le roi Frédéric-Guillaume I[er] fit savoir au gouvernement italien qu'il ne pouvait appuyer ses revendications sur ce territoire, tant qu'il appartiendrait à la confédération allemande. L'Italie, un peu confuse de sa double défaite, mais toujours assez heureuse depuis huit ans, accepta le 25 juillet l'armistice qui devait la conduire à une paix encore suffisamment avantageuse.

Le gouvernement italien, comme satisfaction d'un amour-propre peut-être oublieux d'anciens services, aurait bien voulu à la paix obtenir directement la Vénétie de l'Autriche, au lieu de la recevoir de la France. Le prince de Carignan, lieutenant du roi dans la province, agissait déjà en souverain, rendait des décrets, prenait à l'avance des mesures pour préparer le plébiscite qui devait intervenir. Le prince Napoléon, gendre du roi Victor-Emmanuel et cousin de l'empereur des Français, s'employa à ménager l'amour-propre des deux gouvernements anciennement alliés, et après que la paix eut été faite entre Vienne et Berlin à Prague le 23 août, elle fut signée entre l'Autriche et, l'Italie le 1[er] octobre. Le gouvernement de Vienne accédait à la cession de Venise à l'Italie en restituant à Victor-Emmanuel II la couronne de Lombardie.

En exécution de la paix, au fur et à mesure de l'évacuation des troupes autrichiennes, un décret royal de Victor-Emmanuel étendait aux villes et territoires abandonnés les lois du royaume italien. A Venise cependant le général français Lebœuf, comme commissaire de l'empereur Napoléon, et en son nom, livra la ville d'après un cérémonial convenu à l'avance, à la municipalité qui ouvrit les portes aux troupes italiennes le 18 octobre. Le 21 et le 22 un plébiscite confirma l'union de la Vénétie à la monarchie constitutionnelle de Victor-Emmanuel. Le roi reçut solennellement à Turin la députation vénitienne avec le plébiscite le 4 novembre. Pour la première fois Venise était italienne. Tel était pour Victor-Emmanuel II le prix de son alliance avec la Prusse.

Au milieu des réjouissances, des oublis du passé et des amnisties, que le retour de Venise à la patrie commune amena en Italie, il y avait cependant encore au fond des cœurs un regret et une espérance. On ne fait pas sa part au sentiment national. Le roi en recevant la députation vénitienne avait dit : « l'Italie est faite, mais elle n'est point achevée (*Italia è fatta ma non compiuta*). » L'armée d'une nation amie, et à laquelle l'Italie devait tout, occupait encore Rome et le territoire qui restait au pape ; la pré-

sence de ces troupes étrangères aussi au milieu de la péninsule semblait plus pénible aux Italiens depuis que les Autrichiens avaient évacué la Vénétie. Heureusement comme à point le terme auquel le gouvernement français devait évacuer Rome et laisser le pouvoir temporel du pape à ses seules forces, comme toute autre souveraineté, était arrivé; et l'évacuation de Rome et du territoire pontifical par les Français pouvait suivre de près l'évacuation de la Vénétie par les Autrichiens. Le général Fleury vint de la part de l'Empereur préparer cet événement et l'exécution de la convention eut lieu à l'amiable.

Quand le baron Ricasoli eut recommandé aux préfets italiens d'empêcher toute agitation qui pourrait menacer la sécurité d'un pouvoir bientôt laissé à lui-même, le général Lamarmora établit un cordon de troupes italiennes autour du territoire pontifical. Pie IX, grâce au denier de Saint-Pierre et au dévouement de fidèles de plusieurs pays catholiques, surtout belges et français, avait pu réunir une petite armée de dix mille hommes. Il était prêt d'ailleurs, il le dit dans une allocution au consistoire, à défendre au péril même de sa vie ses droits auxquels il ne renonçait pas ou « à aller, s'il était nécessaire, dans tel pays qui lui offrirait plus de garantie à l'accomplissement de sa mission apostolique ». Ces précautions prises, le général Montebello, chef de l'armée française d'occupation, fit au pape des adieux, qui ne furent pas de part et d'autre sans émotion; la bannière pontificale remplaça le 4 décembre sur le château Saint-Ange le drapeau français, et l'Italie fit un nouveau pas vers son indépendance et son unité.

L'Église libre dans l'État libre; affaire de Mentana. Le concile universel et l'infaillibilité du pape.

Le royaume d'Italie se retrouvait, après l'acquisition de la Vénétie, en face des deux mêmes difficultés intérieures, qui tenaient l'une à l'autre. L'application aux besoins de l'État d'une partie des revenus des biens du clergé pouvait combler le déficit des finances. Mais l'Église se laisse-

rait-elle ainsi dépouiller? Et les passions de l'Italie s'arrêteraient-elles devant Rome, où était le centre de la résistance, et qui était toujours protégée dans son indépendance par la convention de septembre et par la France?

Le baron Ricasoli, ministre de l'intérieur, s'entendit avec le ministre des finances Scialoia, au commencement de l'année 1867, pour présenter aux Chambres un projet de loi à double fin, concernant la *liberté de l'Église et la liquidation des biens du clergé*. Ce projet, assez conciliant, devait réaliser la formule de Cavour, l'*Église libre dans l'État libre*, et restituer ses biens au clergé, sauf une valeur de six cents millions de francs, aliénables par l'État pour combler le déficit. Il ne rencontra point de majorité dans la Chambre des députés. Le baron Ricasoli prononça la dissolution de la Chambre, dans l'espoir de trouver la majorité qu'il cherchait dans une nouvelle élection. Il ne réussit point, donna sa démission et fut remplacé par M. Ratazzi. Celui-ci affronta la même difficulté avec un projet plus radical. Il laissait à peu près de côté la question des rapports de l'État et de l'Église pour viser seulement la liquidation des biens du clergé. Une commission plus radicale de la Chambre des députés proposa la vente totale des biens dont six cents millions devaient payer les dettes de l'État, l'abolition des biens de mainmorte, et l'administration des biens restants par l'État, à la charge par lui de rémunérer le clergé; la loi légèrement amendée et accepté par Ratazzi, après de longues discussions, obtint la majorité devant la Chambre des députés et le sénat. C'était une affirmation des plus éclatantes de la révolution accomplie.

Mais les discussions, fort vives à ce sujet, avaient réveillé toutes les passions. Pendant qu'on délibérait, le pape avait eu aussi sa manifestation. Le centenaire de Saint-Pierre était alors célébré, devant cinq cents archevêques ou évêques de la catholicité, avec une grande pompe. Aussi n'était-il pas étonnant que les chefs des exaltés italiens, qui voyaient toujours dans le pape un adversaire et dans Rome un objet d'ambition, eussent pensé d'abord à précipiter les choses

par la violence, et cherchassent maintenant à pousser la victoire plus loin en ravissant Rome au pape.

Dès le commencement de l'année, Garibaldi, sorti de Caprera, avait fait une tournée dans la Vénétie et dans le Piémont. Vers le mois de juillet il opérait déjà, de Sienne, des enrôlements avec l'appui de Mazzini contre Rome. C'était comme une revanche d'Aspromonte qu'il cherchait. Rien n'était plus dangereux. L'Italie avait promis à la France de faire respecter Rome et le territoire du saint-père. Pourrait-elle tenir la convention? Déjà en septembre de petites bandes garibaldiennes pénétraient à travers le cordon des troupes royales sur le territoire romain. Ratazzi fit saisir Garibaldi, et, après l'avoir gardé quelque temps dans la forteresse d'Alexandrie, le laissa repartir pour Caprera sans condition. Mais de là Garibaldi encouragea de nouveau les siens en leur envoyant son fils Menotti. L'opinion surexcitée prit feu. On enrôla ouvertement à Florence. Le ministre Ratazzi, plein d'équivoques dans ses paroles et dans sa conduite, parlait contre le mouvement et laissait faire. Enfin Garibaldi, s'échappant de Caprera sur un canot à travers la flotte chargée de le garder, arriva à Florence. Le gouvernement français, justement ému, rassemblait une escadre à Toulon. Le ministère de Florence en effet était-il en mesure de faire observer la convention? Sur la demande de la France, Ratazzi offrit (19 octobre) sa démission au roi qui l'accepta et chargea le général Cialdini de former un nouveau ministère. Celui-ci le tenta inutilement devant l'hostilité du parlement. Durant cet intervalle qui était comme un interrègne politique, Garibaldi partit de Florence et prit le 23 octobre le commandement des bandes qui avaient déjà passé à travers le cordon des troupes italiennes destinées à garder les frontières du territoire romain. La révolution se remettait en marche maintenant contre Rome.

Le pape n'avait, comme on sait, pour se défendre, que l'armée des dix mille volontaires qu'il avait levée après la convention du 15 septembre; et il y avait certainement entente entre les Garibaldiens et une partie des Romains.

Le général Kanzler, chef des troupes pontificales, les partagea entre Rome et les principales localités du territoire. A Rome le 22 un mouvement eut lieu. Il le réprima. Garibaldi fit une tentative sur Viterbe, il fut repoussé. Mais les bandes envahissantes augmentaient à chaque heure. Il était impossible de tout garder contre le flot tous les jours grossissant. Garibaldi finit par arriver à la tête de quatre mille hommes le 26 octobre, au Monte-Rotondo, à quelques milles de Rome; et le pape ordonna à sa petite armée d'évacuer le territoire pour se concentrer dans la capitale. Rome, menacée au dehors et agitée au dedans par les partisans de Garibaldi, semblait perdue pour le pape. On faisait déjà voter l'annexion aux habitants du territoire romain. Cette question qui intéressait toute la catholicité, serait-elle aussi résolue par un coup de violence?

Le 27 le roi Victor-Emmanuel, mettant à la tête d'un nouveau ministère le général Menabrea, plus résolu, blâma dans une proclamation l'entreprise. Le 28 l'escadre française de Toulon débarqua le général Dumont, à Civita-Vecchia, et les soldats français entrèrent encore une fois à Rome le 30, tandis que Cialdini avec des soldats italiens mettait le pied le même jour sur le territoire romain. Il y avait entente entre les deux gouvernements pour ne pas laisser terminer une si grave affaire par une aventure. On espérait arrêter pacifiquement le mouvement. Mais Garibaldi, à la tête des siens marcha sur Tivoli, pour éviter le ridicule et donna lieu à une collision sanglante et inutile. Les zouaves pontificaux, commandés par le général Kanzler, et les garibaldiens en vinrent aux mains à Mentana, et les premiers, en minorité, allaient céder quand l'intervention de quelques bataillons français qui les accompagnaient mit les derniers en fuite et força Garibaldi à repasser la frontière pour être de nouveau renvoyé, après cette échauffourrée, sur son rocher de Caprera. La question romaine rentrait dans la sphère diplomatique d'où elle n'aurait pas dû sortir et elle ne paraissait pas avoir avancé beaucoup puisque, le même jour où le général Ménabréa déclarait, pour réserver l'avenir, que « Rome

était aussi indispensable à l'Italie que Paris à la France », un ministre de Napoléon III, M. Rouher, déclarait au Corps législatif français, que l'Italie n'aurait *jamais* Rome!

Le général Ménabréa tenta un accord. La France avait fait évacuer Rome à ses troupes après Mentana, en même temps que les Italiens avaient évacué le territoire romain; on ne put ménager, entre le royaume et Rome, le roi d'Italie et le pape, un *modus vivendi*. Ménabréa, aidé par le ministre des finances, Cambray-Digny, dut se contenter de travailler à diminuer le déficit par l'établissement d'un nouvel impôt sur la mouture de la farine, l'établissement du monopole du tabac, et la réalisation de quelques économies qui portèrent sur l'armée. Le budget pour 1869 fixait les recettes ordinaires à la somme de 775 531 825 fr., les recettes extraordinaires, à 28 984 908 fr., les dépenses ordinaires, à 947 611 031 fr., extraordinaires, à 18 331 918 fr., et évaluait le déficit à 199 745 509, c'est-à-dire à 18 331 918 fr. de moins que l'année précédente. C'était encore une situation financière peu rassurante, eu égard aux déficits des années antérieures. Mais l'écart tous les jours grandissant entre Rome et l'Italie était la plus importante préoccupation de la péninsule et même de l'Europe.

Le pouvoir pontifical, si ébranlé par les événements en Italie, au point de vue temporel, éprouvait encore des échecs au point de vue spirituel en Europe. La révolution, qui renversait les Bourbons en Espagne en 1868, ébranlait aussi dans ce pays les bases de l'Église, sinon du dogme catholique. La monarchie autrichienne des Habsbourg également cherchant, après Sadowa, de nouveaux appuis dans l'opinion libérale, renonçait au concordat qu'elle avait fait précédemment avec Rome, et, dans trois lois confessionnelles (25 mai), accordait aux cultes dissidents une part de liberté d'exercice et d'enseignement, et, au droit civil, une indépendance qui ne répondaient point aux précédentes revendications de principes du saint-siége. Protester par une allocution de juin contre cette atteinte à un concordat et contre la révolution espagnole ne parut point suffisant à Pie IX. Il résolut de mettre l'Eglise catholique

tout entière entre lui et le progrès civil des temps. C'est à cet effet qu'il convoqua, pour le 10 décembre de l'année suivante, un grand et solennel concile de l'Église catholique, auquel il invita, inutilement d'ailleurs, les représentants des protestants et les évêques de l'Église orientale, même le patriarche de Constantinople.

L'Italie et Rome présentèrent un singulier contraste en l'année 1869. Le ministre des finances, Cambray-Digny, s'efforçait de continuer à ramener l'équilibre dans les finances italiennes. Mais l'impôt sur les moutures, voté l'année précédente, suscitait des mécontentements et des résistances, particulièrement dans la Romagne et dans le Piémont; l'établissement de la régie, qui avait coûté huit millions, n'en rapportait que quatre. Des soupçons de malversation pesaient à ce sujet sur quelques députés et suscitaient jusque dans les chambres des scènes scandaleuses. La totalité du déficit arrivait à 728 millions. Malgré cette extrémité, le ministre, dans la réorganisation de l'armée, fixait le pied de paix ordinaire à 173 000 hommes, celui de guerre, avec le rappel des classes, à 400 000 hommes, sans compter les officiers et la réserve à 198 000 hommes. Il fallait donc recourir à de nouvelles mesures et commencer l'aliénation des biens du clergé pour faire face à la situation. Le ministre Ménabréa vit repousser ses propositions par l'opposition, qui les trouvait mal prises ou insuffisantes. Les rivalités de provinces ou d'opinion, l'ambition de chaque parti, depuis la création du royaume d'Italie, étaient encore trop grandes pour promettre à un ministère une majorité stable. Le ministère Ménabréa en fit l'expérience à la fin de l'année. La nomination, comme président de la chambre, de M. Lanza, de la droite (nov.), était un échec pour lui; il donna sa démission, et, à la fin de l'année, on avait à enregistrer un nouveau changement de cabinet.

La cour de Rome mena bien, au contraire, la grande affaire du concile universel qui lui tenait tant à cœur. Un journal, qui était, disait-on, sous l'influence de la société de Jésus, *la Civiltà catholica*, ne cachait point le résultat

que la papauté voulait obtenir de cette assemblée : la proclamation de l'*infaillibilité* du pape. Les grands gouvernements catholiques de l'Europe, la France, l'Autriche, ne voyaient point avec satisfaction cette réunion extraordinaire. Le gouvernement d'Italie ne se dissimulait point qu'elle était dirigée contre lui et surtout contre ses espérances. Les États catholiques ne jugèrent point cependant à propos d'y mettre obstacle et, à la grande satisfaction même de la cour de Rome, ne demandèrent point avec insistance, comme cela se faisait dans les anciens grands conciles, à s'y faire représenter par des légats. Le clergé de l'univers catholique était disposé en majorité, sinon tout entier, à concourir à ce secret dessein; quelques évêques allemands seuls, réunis à Fulde, et des évêques isolés ailleurs, montraient des velléités d'opposition. Aussi quand, en décembre de l'année 1869, l'assemblée se trouva réunie au nombre de sept cent cinquante pères, cardinaux, évêques ou chefs d'ordre, elle parut se mettre tout entière entre les mains du pontife; elle reçut de sa main l'ordre des délibérations et la composition de quatre commissions, *délégations* où n'entraient que des hommes dont la cour de Rome était sûre, comme par l'effet d'une discipline imposée d'avance.

On pouvait dès lors prévoir ce qui sortirait du concile. La *Civiltà catholica* en avait donné comme le programme en 1869; elle avait réédité de la bulle *Unam sanctam* de Boniface VIII les propositions suivantes : « Les deux puissances, la temporelle et la spirituelle, sont entre les mains de l'Église, c'est-à-dire du pape, qui exerce la première par le moyen des rois et autres princes, mais *ad nutum et patientiam sacerdotis*. A la puissance ecclésiastique appartient, en vertu de la toute-puissance, remise de Dieu à saint Pierre, d'instituer la puissance temporelle, et, dans le cas où elle se déprave, de la juger. » C'était évidemment là l'exagération des principes. Mais le concile alla déjà assez loin. Dès la seconde séance, au nombre de 400, la majorité proposa une adresse en faveur de la déclaration d'*infaillibilité* du pape. Après l'adoption d'un *schema* ou modèle de *foi* et d'un *schema de discipline*, desti-

nés à affirmer la vérité catholique contre toutes les doctrines ou opinions opposées, et à consolider la hiérarchie, un *schema* de *catéchisme universel*, qui établissait en droit la souveraineté de juridiction, de coercition du pape sur toute l'Église et sur tous ses membres, ainsi que la supériorité de l'Église sur l'État, et de la loi ecclésiastique sur la loi civile, en dépit des concordats et des conventions, dessina tout l'édifice. Mais le *schema de romano pontifice*, qui contenait la déclaration d'*infaillibilité personnelle* du pape, devait couronner le tout.

Il y avait, à ce sujet, de l'opposition, surtout parmi les évêques français, autrichiens, allemands, hongrois et nord-américains; mais il n'existait pas grande entente entre eux. Les évêques Hefele, Rauscher, Simor, Strossmayer, Schwarzemberg, Maret, Dupanloup, parlèrent contre. Ils réclamaient surtout, pour cette déclaration de principe, l'unanimité, qui avait été de droit dans les anciens conciles pour les affaires de foi; et ce n'était pas trop demander en pareille matière et dans une assemblée qui, sur 750 membres, en comptait 276 italiens, dont 143 appartenant à l'État de l'Église, comme cardinaux, évêques *in partibus*, abbés ou chefs d'ordre. La catholicité était fort émue; des voix d'opposition s'élevaient dans l'Église, entre autres, en Allemagne, celle du chanoine Dœllinger. Quelques membres de la minorité demandèrent qu'on soumît au concile, avant la décision, un *postulat* sur les rapports de la puissance ecclésiastique avec la puissance civile, afin d'ôter à la déclaration d'*infaillibilité* les interprétations ou conséquences fâcheuses qu'on y pourrait voir. Les débats commencèrent au milieu d'une assez grande agitation. Cent orateurs étaient inscrits pour ou contre. La plupart des puissances catholiques, les gouvernements français et bavarois surtout, à plusieurs reprises, faisaient parvenir à la cour de Rome leurs observations et leurs réserves. L'opinion à laquelle le gouvernement pontifical essayait de toutes les manières de soustraire le concile, agissait sur celui-ci. Quelques évêques, voyant arriver le mois de juillet, commençaient à partir de Rome. En revanche, il y

avait des manifestations à Rome, en faveur de l'*infaillibilité*. Il y en eut surtout une considérable, le jour du vingt-cinquième anniversaire de l'avénement de Pie IX. Enfin le 11 juillet la proposition fut votée dans ces termes : « Le pontife romain, lorsque, remplissant la mission suprême du premier docteur de tous les chrétiens, il définit ce qu'il faut observer dans les choses de *la foi et des mœurs*, ne peut errer; et cette prérogative de ne point se tromper ou infaillibilité du pontife romain a la même étendue que celle de l'Eglise même. » Sur 601 évêques présents (un certain nombre étant déjà partis), 88 votèrent contre avec le *non placet*, et 62 conditionnellement, avec l'expression *juxta modum;* les autres adhérèrent complétement. Quelques jours après, le nombre des évêques s'éclaircissant de jour en jour, l'article qui subordonnait complétement les évêques au pape complétait le principe précédent; et, le 18 juillet, en présence des 547 prêtres restants, après le départ de plus de deux cents, le pape Pie IX, président, proclama le résultat qui mettait le comble, en plein dix-neuvième siècle, à sa puissance spirituelle.

Guerre de 1870. — Victor Emmanuel II entre dans Rome, capitale du royaume italien. — État présent.

Étrange retour des affaires humaines! C'était le jour même ou l'infaillibilité du pape avait été prononcé que, par une rencontre au moins extraordinaire, partait de Paris à Berlin la décision qui, en faisant éclater la guerre entre la France et la Prusse, devait bouleverser l'état de l'Europe et affecter singulièrement les rapports de l'Italie avec la papauté, ainsi définis par le concile. Le roi Victor-Emmanuel, après la crise de l'année précédente, avait dû former un nouveau ministère présidé par Visconti-Venosta. Celui-ci, avec son ministre des finances, Sella, avait déclaré d'abord, d'accord avec le parlement, qu'il n'avait rien à faire avec le concile. Il se débattait au milieu des mêmes difficultés que son prédécesseur, et obtenait seulement, pour combler le déficit, des mesures insuffi-

santes, par l'augmentation de l'impôt mobilier et la diminution de l'armée, quand les premiers bruits de la déclaration de cette formidable guerre éclatèrent tout à coup.

L'effet en fut terrible à Rome. Le cardinal Antonelli, tout en déclarant que les résolutions du concile, qui se dissipa promptement, étaient obligatoires, ne les notifia point aux puissances catholiques. Le gouvernement français annonça (28) en même temps au gouvernement italien qu'il rentrait dans la convention de septembre et il ordonna au général Dumont de ramener ses troupes en France : c'était désarmer le pape. En Italie, la nouvelle arrêta toute idée d'économie ou de réduction de l'armée. Le ministère Visconti demanda seize et bientôt quarante millions pour l'armée et la marine, et, en rappelant les deux classes précédentes, augmenta son armée de 100000 hommes, pour se tenir prêt à tout événement. Entre les sollicitations des gouvernements en guerre ouverte, et, dans le parlement, les vœux de la droite conservatrice, qui avait des sympathies françaises, et ceux de la gauche révolutionnaire qui avait des sympathies prussiennes, il déclara qu'il garderait une neutralité attentive. Mais avec les premiers revers de la France la question romaine se réveilla tout à coup.

Le pape n'avait plus que sa petite armée, même bien diminuée, pour défendre son territoire. Le gouvernement italien avait reformé à l'entour un cordon de troupes italiennes comme avant Mentana. Il voulait profiter de l'occasion pour arriver au but avec des ménagements diplomatiques. Mais cela ne suffisait plus aux emportements du parti révolutionnaire soudoyé par la Prusse, et toujours plus animé au fur et à mesure qu'il voyait, non-seulement l'empire napoléonien, mais la France même en péril; et le gouvernement italien, témoin des embarras du gouvernement qui lui avait rendu tant de services, avait beaucoup de peine à ne pas céder à la tentation de profiter de ses malheurs. La nouvelle de la défaite de la France à Sedan, de la captivité de Napoléon III et de la chute de sa dynastie, arrivée le 4 septembre, entraîna tout. Le 5 septembre il y avait une émeute à Rome. Le 6 Victor-Emmanuel fai-

sait demander au nouveau gouvernement français, né le 4 septembre de la défaite et des ruines du pays, la dénonciation de la convention du 15 septembre 1864, et, sur son refus, il envoyait le comte Ponza di San Martino offrir au pape des garanties pour son pouvoir spirituel; il adressait aux puissances une circulaire dans le même sens et, le 8, il faisait franchir, sur plusieurs points, par son armée, la frontière pontificale.

Le 18 le général italien Cadorna, poussant devant lui les troupes pontificales, qui reculaient du côté de Ponte-Molle, arriva sous les murs de Rome; l'investissement commencé, il fit demander au pape l'entrée de la ville. A l'intérieur, le ministre des armes pontificales, Kanzler, faisait, avec son armée, qui s'était repliée, des préparatifs de défense. Il refusa, selon les instructions pontificales. Mais le 22, lorsque, du côté de la porte Pia, au sud, et de celle de Saint-Pancrace, au sud-ouest, on eût fait assez facilement brèche dans ces vieux murs et qu'un combat de mousqueterie allait s'engager, l'ordre fut envoyé par le pape à ses troupes de suspendre le feu sur toute la ligne et de se replier dans la cité léonine.

Il ne devait point y avoir effusion de sang. Le corps diplomatique intervint, et le général Cadorna ayant annoncé aux zouaves pontificaux qu'ils étaient libres commença à entrer dans la ville avec les troupes italiennes. Ce fut sur les degrés de Saint-Pierre que Pie IX fit à ses derniers soldats ses adieux et leur donna sa bénédiction. Le pouvoir temporel avait cessé d'exister, et les Italiens se rendaient maîtres de Rome le jour même où les armées allemandes, victorieuses, achevaient l'investissement de Paris et commençaient son long et sanglant siége. Le 2 octobre le suffrage universel, appliqué aux États de l'Église, votait l'annexion à une grande majorité, et le roi Victor-Emmanuel en en recevant le résultat le 8, quand la France perdait ses dernières armées, croyait pouvoir dire que « les peuples italiens étaient maintenant les maîtres de leurs destinées ».

L'Italie en effet ce jour-là, pour la première fois depuis bien longtemps, était maîtresse exclusive de son

sort; elle en assumait la responsabilité. Ce n'était pas évidemment pour elle le moment de tenter de jouer un rôle au milieu des grands événements qui s'accomplissaient en Europe. Quand le saint-père écrivait au roi de Prusse, proclamé bientôt empereur par les princes allemands, sous les murs de Paris assiégé, pour demander un armistice et le ravitaillement d'une population de 2 millions d'âmes, le peuple italien aurait peut-être pu montrer moins d'indifférence. Mais tout succédait alors à Victor-Emmanuel. Son fils le duc d'Aoste était proclamé roi, pour peu de temps, il est vrai, par les cortès de l'Espagne en révolution. L'excommunication même du pape, décidé désormais à se considérer comme prisonnier de l'Italie et à ne plus sortir du Vatican même pour aller aux églises ni à Saint-Pierre, laissa la masse des populations italiennes indifférentes. Il ne restait plus au gouvernement italien qu'à achever la révolution en transportant la capitale de Florence à Rome, et en réglant les rapports dans lesquels devaient vivre désormais l'Italie et la papauté. C'est ce qui eut lieu en 1871.

Le roi, pour accomplir cette tâche avec autorité, avait fait faire de nouvelles élections qui lui furent complétement favorables, et c'est devant cette assemblée qu'il avait proposé la loi de translation de la capitale à Rome, six mois après la promulgation. Elle avait été votée à une très-forte majorité le 23 décembre 1870, quand Paris souffrait toutes les horreurs du siége entrepris par l'Allemagne conjurée pour réduire la France à une paix qui devait entamer l'intégrité de son territoire. La *loi* dite de *garantie*, qui réglait les rapports du saint-siége et de l'Italie, fut ensuite présentée et votée définitivement le 2 mai 1871. Dans sa première partie elle proclamait la sainteté et l'inviolabilité de la personne du pape, lui accordait en Italie les honneurs souverains, une dotation de 3 225 000 livres, la possession immunitaire et inaliénable des palais du Vatican, de Latran, de Castel-Gondolfo, l'inviolabilité de son séjour et de celui des conciles convoqués par lui, sa libre correspondance avec tout l'épiscopat du monde catholique,

sans immixtion du gouvernement, et l'administration à Rome des académies, séminaires, universités et colléges d'instruction ecclésiastique. Dans la seconde partie, l'Etat renonçait à tout droit à la disposition des fonctions ecclésiastiques, à la formalité de l'*exequatur* et du *placet regium*, vis-à-vis des publications de l'autorité ecclésiastique, à l'exigence du serment des évêques nommés par le pape; et, en revanche, il refusait de prêter son bras aux jugements ecclésiastiques, nuls dans leurs effets, quand ils étaient en contradiction avec les lois de l'État. C'était à peu près l'Église libre dans l'État libre. Le pape repoussa la loi comme une atteinte à ses droits, une convention faite sans sa participation; elle n'en eut pas moins son plein effet dans le royaume.

Dans le courant de l'année, à quelques jours de distance, Rome était témoin de deux faits dont le contraste était bien caractéristique. Le 16 juin, on célébrait à Saint-Pierre la fête du jubilé pontifical, c'est-à-dire la vingt-cinquième année de son pontificat. C'était le premier exemple d'un si long règne depuis l'apôtre-pape. Pie IX n'assistait pas à la fête, mais il recevait au Vatican avec les ambassadeurs de tous les princes catholiques des députations de presque toute la terre. Le 1er juillet, les ministères s'étant déjà installés à Rome, Victor-Emmanuel y faisait son entrée solennelle, à la tête de 8000 hommes de troupes et prenait, au milieu de fêtes splendides, sa demeure au Quirinal. Le 27 novembre suivant, le premier parlement italien s'ouvrait dans la nouvelle capitale de l'Italie. « L'œuvre à laquelle nous avions consacré notre vie est achevée », dit dans ces deux circonstances, Victor-Emmanuel II, que tant de circonstances avaient bien servi, « L'Italie est rendue à Rome et Rome à l'Italie. Leurs destinées sont maintenant inséparables. » La même année on inaugurait la première voie ferrée entre la France et l'Italie, grâce au percement du mont Cenis, à travers ces Alpes que les Français avaient franchies douze années auparavant pour délivrer la péninsule; et l'on disait à Turin, à l'occasion de cette solennité qui paraissait compléter tous les bonheurs de l'Italie : « Il n'y a plus d'Alpes».

La prise de possession de Rome par le royaume italien fermait pour cette époque l'ère de la révolution commencée par l'intervention française en 1859. Elle ouvrait une nouvelle ère. L'Italie était non-seulement en Europe une nation indépendante et un royaume; elle était une puissance de second ordre. Il fallait compter avec elle. Elle pouvait en effet jouer son jeu et un jeu important sur l'échiquier de la politique européenne. On s'en apercevait déjà les années suivantes. Au moment où elle se crut, bien gratuitement d'ailleurs, menacée par l'éventualité d'une restauration de la monarchie légitime en France, elle pencha vers la Prusse, et le roi Victor-Emmanuel alla faire une visite à Berlin au nouvel empereur d'Allemagne; la France pour les rassurer rappela la dernière corvette en station à Civita-Vecchia, qui rappelait la protection longtemps étendue sur le saint-père. En 1875 M. de Bismarck, dans l'ardeur de sa lutte contre les catholiques allemands, avait quelque velléité de rendre le pape responsable de ses difficultés et de peser sur le gouvernement italien, pour poursuivre jusque-là celui dans lequel il voyait le chef de la résistance, comme si l'on était encore aux vieux temps de la lutte des empereurs et des papes; Victor-Emmanuel II fut heureux de recevoir, à Venise même, et au milieu de fêtes qui devaient être un témoignage de conciliation, l'empereur d'Autriche François-Joseph, toujours un peu menacé par la Prusse; il n'y avait plus de Lombard-Vénitien pour l'Autriche; enfin, quand des bruits de guerre de la part de la Prusse menaçaient encore la France dans la même année, l'Italie était moins tentée de se rappeler qu'elle avait cédé Nice à la France, que de s'effrayer de la possibilité de nouveaux bouleversements en Europe.

Couverte par la république française qui ne peut être menaçante, et par la monarchie autrichienne devenue également constitutionnelle et libérale, le royaume italien, comme le reste de l'Europe, n'a quelque chose à craindre que de l'ambition du colosse militaire, du nouvel empire d'Allemagne, qui va maintenant de la Baltique aux Alpes, et qui nourrit de vieilles haines ou de vieilles con-

voitises contre la France ou contre l'Autriche, les vrais remparts actuels de l'Italie. Il est à même de se faire respecter de l'Espagne qui lui a renvoyé le fils de son roi, pour courir les hasards de révolutions et de restaurations nouvelles, ainsi que du petit royaume de Grèce ou de la Turquie. Dans la Méditerranée on ne saurait se passer de l'Italie, et les puissances les plus éloignées de l'Europe, comme la Russie et l'Angleterre, ne demandent qu'à ménager cet État nouveau venu sur la carte européenne, dont on a en général peu à craindre et dont on peut croire pouvoir espérer quelque chose.

A l'heure où l'on cesse d'écrire l'histoire de ce peuple pour le suivre journellement avec une curiosité, une sympathie que le temps et quelques mécomptes n'ont pas diminué, il semble que c'est encore de l'intérieur que l'Italie doive le plus se préoccuper, et c'est ce qui lui rend en effet, à elle aussi, la paix si nécessaire. L'application pratique du principe de l'Église libre dans l'État libre, d'après la loi de garantie, ne manque pas de rencontrer souvent de nouvelles difficultés. Le pape refuse chaque année de recevoir la dotation que lui a accordée la loi de garantie. Mais le gouvernement n'en aliène pas moins, d'après la loi, les biens de l'Église qui se placent d'ailleurs assez difficilement. La situation est toujours tendue entre le pape et le roi, quoique Pie IX et Victor Emmanuel II échangent souvent en particulier des lettres aimables et se rendent des services réciproques; ici on se tient sur ses gardes, et là on ne désespère pas. Le pape a protesté contre les conséquences qu'on a voulu tirer du *Syllabus* et de l'infaillibilité contre l'indépendance des couronnes temporelles; mais l'abolition des couvents regardés comme inutiles et la sécularisation des biens du clergé en suivant leurs cours tiennent toujours la rivalité ouverte entre le Quirinal et le Vatican. La question n'est pas fermée et une vacance du pontificat, si longtemps occupé par le pape Pie IX, pourrait la raviver. Au-dessus de la vieille statue en bronze du premier apôtre dans la basilique de



36
G de Hammamet
I. de Gozo
la Valetta
I. Linosa
36
6
8
10
12
14
Dressé par A. Vuillemin
Librairie de L. Hachette et Cie
Gravé par E. George

la renaissance, le clergé romain a fait graver récemment cette inscription : « à Pie IX qui a dépassé les années de Pierre ».

Dans un royaume trop nouveau pour être encore bien affermi, l'état des finances est toujours une préoccupation d'autant plus juste, que, à propos de la guerre de 1870, le gouvernement a fait de nouveaux frais pour ses armées de terre et de mer, et que, suivant l'entraînement général, il a entrepris aussi une réforme de l'état militaire sur le modèle prussien et l'établissement d'une armée territoriale, à la suite de l'armée active et de l'armée de réserve. Aussi, malgré la vente des biens ecclésiastiques, le déficit quoique diminué est loin d'être comblé; les impôts paraissent très-lourds, et c'est malheureusement un aliment pour les passions politiques et les rivalités de provinces, et une cause d'instabilité pour les ministères qui se succèdent encore avec une rapidité qui n'est pas le signe d'un gouvernement solide et sûr de lui. L'administration, quoique régulièrement organisée, ne donne pas encore partout des résultats excellents, surtout dans le Midi où l'on ne paye guère les impôts que dans les grandes villes, et dans la Sicile, où sévit toujours le brigandage; l'armée, quoique nombreuse, bien habillée, bien exercée, n'a pas encore fait ses preuves de solidité. Quant à l'instruction publique, il y a beaucoup à faire; aux travaux publics, ils pourraient être poussés plus activement; mais les capitaux et l'habitude du travail manquent.

L'imagination peut d'ailleurs toujours, à un moment donné, jouer un grand rôle dans la péninsule. L'ancien chef de la jeune Italie, Mazzini, exilé et conspirateur pendant près d'un demi-siècle, rappelé et amnistié, quand la meilleure partie de ses rêves s'accomplissait, est venu mourir dans Rome dont son parti n'a pas hérité; mais les démonstrations qui ont accompagné sa mort ont montré combien cette mémoire a laissé de sympathies républicaines. Cette année encore, 1875, le parlement italien votait une récompense nationale à Garibaldi; le roi et le gouvernement le ménageaient même en le recevant à Rome pour détourner sa

vieille activité dans de pacifiques entreprises. Mais il faut beaucoup compter sur la popularité et le bon sens du roi actuel, qui représente si bien le nouveau royaume; malgré des écarts d'imaginations, un certain nombre d'hommes d'État italiens, jetés presque d'hier dans une hasardeuse et grande politique, ont montré de l'habileté; le peuple lui-même dans des circonstances graves a fait preuve d'un sens politique assez fin et assez sûr pour donner des espérances de succès durable, si la fortune est toujours favorable. Enfin il y a, même entre les partis qui divisent encore l'Italie et entre les personnes qui les représentent une sorte de *modus vivendi*, tout de sentiment, tacite et convenu, propre à conjurer des conflits fâcheux, sinon de grands périls. Rien ne reproduit mieux ce phénomène curieux que l'image si souvent répétée et répandue qui représente dans le même cadre, le roi Victor-Emmanuel, le pape Pie IX et Garibaldi se donnant la main. Tout bon italien a ses heures où le sentiment national les rapproche dans son imagination complaisante sinon dans son cœur. Ce sont là d'excellentes qualités pour faire vivre une œuvre qui a eu les événements en sa faveur, et pour pratiquer une monarchie constitutionnelle modérée qui semble en rapport avec les besoins présents et avec le caractère du pays; elles persuaderont sans doute à cette nation, dont les ancêtres les plus reculés ont conquis le monde, dont les plus récents ont été si souvent foulés par les nations étrangères, qu'elle doit avoir pour but surtout, en respectant tous les droits chez elle et hors d'elle, de conserver cette unité et cette indépendance qui ont été ajoutées, comme de derniers bienfaits, à la beauté et à la fertilité du pays qu'elle occupe, et qui lui avaient été si longtemps fatales.

Rome, en conquérant l'Italie, avait autrefois menacé l'indépendance des nations européennes. L'Italie, qui a dans le temps présent reconquis Rome, trouvera surtout dans l'indépendance morale et politique des nations étrangères, et dans le maintien ou le rétablissement de l'équilibre de l'Europe actuellement encore compromis, la garantie de sa propre indépendance.

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION

L'ITALIE ROMAINE A LA FIN DU QUATRIÈME SIÈCLE DE NOTRE ÈRE.

(395.)

LIVRE I.

CHUTE DE L'ITALIE ROMAINE.

(395-476.)

LIVRE II.

L'ITALIE GOTHIQUE.

(476-552.)

LIVRE III.

L'ITALIE BYZANTINE ET LOMBARDE.

(552-650.)

LIVRE IV.

L'ITALIE FRANQUE.

(740-888.)

LIVRE V.

L'ITALIE FÉODALE ET ECCLÉSIASTIQUE.

(888-962.)

LIVRE VI.

L'ITALIE IMPÉRIALE ET PONTIFICALE.

(962-1137.)

LIVRE VII.

L'ITALIE GUELFE ET GIBELINE.

(1137-1250.)

LIVRE VIII.

L'ITALIE MONARCHIQUE ET ANGEVINE.

(1251-1303.)

LIBRE IX.

L'ITALIE ARISTOCRATIQUE ET DÉMOCRATIQUE.

LIVRE X.

L'ITALIE ANARCHIQUE.

LIVRE XI.

L'ITALIE PRINCIÈRE. — LE PRINCIPAT ROMAIN.

(1453-1493.)

LIVRE XII.

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE.

LIVRE XIII.

L'ITALIE HISPANO-AUTRICHIENNE.

(1584-1700.)

LIVRE XIV.

L'ITALIE AUTRICHIENNE ET BOURBONIENNE.

(1700-1789.)

LIVRE XV.

L'ITALIE RÉPUBLICAINE ET NAPOLÉONIENNE.

(1789-1815.)

LIVRE XVI.

L'ITALIE DE LA RESTAURATION.

(1815-1846.)

LIVRE XVII.

L'ITALIE RÉVOLUTIONNAIRE.

(1846-1850.)

LIVRE XVIII.

L'ITALIE.

(1850-1866.)

LIVRE XIX.

ROME, CAPITALE DU ROYAUME D'ITALIE.

(1866-1875.)

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

PARIS. — TYPOGRAPHIE LAHURE
Rue de Fleurus, 9